

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXXVII

1932

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Page
N° 2901. — Islande et Roumanie:	
Traité de commerce et de navigation avec protocole final, signés à Bucarest, le 8 mai 1931, et échange de notes concernant un amendement à l'article IV, 2 ^{me} alinéa, dudit traité, Belgrade, le 10 novembre, et Bucarest, le 19 novembre 1931	11
N° 2902. — Japon et Norvège:	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque de la double imposition en ce qui concerne les revenus et bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Tokio, le 23 décembre 1931	21
N° 2903. — Albanie, République Argentine, Belgique, Colombie, République Dominicaine, etc.:	
Convention internationale relative à la création à Paris d'un office international de chimie, et règlement y annexé. Signés à Paris, le 29 octobre 1927	27
N° 2904. — Italie et Pologne:	
Arrangement concernant le règlement de la dette de la Pologne envers l'Italie résultant des frais d'occupation des territoires plébiscitaires de la Haute-Silésie, de Marienwerder et d'Allenstein. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930	41
N° 2905. — Bulgarie et Pologne:	
Convention relative à l'exploitation des lignes de communication aériennes régulières, avec procès-verbal. Signés à Sofia, le 7 avril 1931	45
N° 2906. — Danemark et Suède:	
Déclaration concernant les limites du Sund, signée à Stockholm, le 30 janvier 1932, et échange de notes y relatif, de la même date	57
N° 2907. — Islande et Suède:	
Convention concernant le règlement pacifique des différends. Signée à Tingvellir, le 27 juin 1930	67

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publications of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXVII

1932

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2901. — Iceland and Roumania:	
Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Bucharest, May 8, 1931, and Exchange of Notes amending Paragraph 2 of Article IV of this Treaty, Belgrade, November 10, and Bucharest, November 19, 1931	11
No. 2902. — Japan and Norway:	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Exemption from Double Taxation of Income and Profits accruing from the Operation of Ships. Tokio, December 23, 1931	21
No. 2903. — Albania, Argentine Republic, Belgium, Colombia, Dominican Republic, etc.:	
International Convention for the Creation in Paris of an International Office of Chemistry, and Regulations annexed thereto. Signed at Paris, October 29, 1927	27
No. 2904. — Italy and Poland:	
Agreement regarding the Settlement of the Polish Debt to Italy resulting from Costs of Occupation of the Plebiscite Area in Upper-Silesia, Marienwerder and Allenstein. Signed at The Hague, January 20, 1930	41
No. 2905. — Bulgaria and Poland:	
Convention regarding the Operation of Regular Air Lines, with Procès-Verbal. Signed at Sofia, April 7, 1931	45
No. 2906. — Denmark and Sweden:	
Declaration concerning the Boundaries of the Sund, signed at Stockholm, January 30, 1932, and Exchange of Notes relating thereto of the same date	57
No. 2907. — Iceland and Sweden:	
Convention regarding the Pacific Settlement of Disputes. Signed at Tingvellir, June 27, 1930	67

	Page
N° 2908. — Chili et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Santiago, le 17 décembre 1931	79
N° 2909. — Belgique et France :	
Convention pour l'application de certaines mesures sanitaires au Congo belge et à l'Afrique équatoriale française. Signée à Paris, le 29 juillet 1931	85
N° 2910. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord, France, Italie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Suisse :	
Convention relative à la constitution d'un fonds spécial dit « Fonds B ». Signée à Berne, le 21 août 1931	95
N° 2911. — Danemark et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs et l'assistance judiciaire en matière criminelle, avec protocole final. Signés à Copenhague, le 7 octobre 1931	103
N° 2912. — Union Sud-Africaine et Belgique :	
Echange de notes comportant un arrangement réglant l'échange réciproque d'informations concernant les personnes atteintes d'aliénation mentale. Le Cap, le 4 février 1932	121
N° 2913. — Etats-Unis d'Amérique et Danemark :	
Echange de notes comportant un accord provisoire relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison des navires de commerce. Washington, le 16 janvier 1932	127
N° 2914. — Etats-Unis d'Amérique et Islande :	
Echange de notes comportant un accord provisoire relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison des navires de commerce. Washington, le 16 janvier 1932	135
N° 2915. — Etats-Unis d'Amérique et Cuba :	
Traité relatif à la propriété de l'Ile de Pinos. Signé à Washington, le 2 mars 1904 ...	143
N° 2916. — Allemagne et Belgique :	
Convention relative à la navigation aérienne, avec procès-verbal final. Signés à Paris, le 29 mai 1926	149
N° 2917. — Belgique et Pays-Bas :	
Protocole réglant les dispositions à prendre au cas où des mesures pouvant entraver les relations commerciales entre les deux pays seraient édictées dans l'un ou l'autre Etat. Signé à Bruxelles, le 29 décembre 1931	163
N° 2918. — Autriche et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 31 mars 1931, avec échange de notes y relatif, Vienne, les 1 ^{er} et 14 mars 1932	167

	Page
No. 2908. — Chile and the Netherlands:	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Provisional Settlement of Commercial Relations between the two Countries. Santiago, December 17, 1931	79
No. 2909. — Belgium and France:	
Convention for the Application of certain Sanitary Measures in the Belgian Congo and French Equatorial Africa. Signed at Paris, July 29, 1931-	85
No. 2910. — Great Britain and Northern Ireland, France, Italy, Roumania, Czechoslovakia, Yugoslavia and Switzerland:	
Convention regarding the Constitution of a Special Fund called "Fund B". Signed at Berne, August 21, 1931	95
No. 2911. — Denmark and Czechoslovakia:	
Convention regarding the reciprocal Extradition of Offenders and Judicial Assistance in Criminal Matters, with Final Protocol. Signed at Copenhagen, October 7, 1931	103
No. 2912. — Union of South Africa and Belgium:	
Exchange of Notes constituting an Agreement providing for the reciprocal Exchange of Information relative to Persons of Unsound Mind. Cape Town, February 4, 1932	121
No. 2913. — United States of America and Denmark:	
Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement for the reciprocal Recognition of Load Line Certificates for Merchant Vessels. Washington, January 16, 1932	127
No. 2914. — United States of America and Iceland:	
Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement for the reciprocal Recognition of Load Line Certificates for Merchant Vessels. Washington, January 16, 1932	135
No. 2915. — United States of America and Cuba:	
Treaty regarding the Ownership of the Island of Pines. Signed at Washington, March 2, 1904	143
No. 2916. — Germany and Belgium:	
Convention regarding Aerial Navigation, with Final Procès-Verbal. Signed at Paris, May 29, 1926	149
No. 2917. — Belgium and the Netherlands:	
Protocol providing for Arrangements to be made in case of Measures being enacted in either State likely to hinder Commercial Relations between the two Countries. Signed at Brussels, December 29, 1931	163
No. 2918. — Austria and Great Britain and Northern Ireland:	
Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, March 31, 1931, with Exchange of Notes relating thereto, Vienna, March 1st and 14, 1932	167

	Page
N° 2919. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France:	
Arrangement entre l'Administration des Postes du Honduras britannique et l'Administration des Postes de la France pour l'échange de colis postaux grevés de remboursement, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Belize, le 19 juin, et à Paris, le 28 novembre 1931	195
N° 2920. — Danemark et Luxembourg:	
Echange de notes établissant un amendement à la Déclaration dano-luxembourgeoise du 15 janvier 1912, relative à l'assistance judiciaire réciproque. Luxembourg, le 23 février 1932	211
N° 2921. — Hongrie et Pays-Bas:	
Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Budapest, le 25 mai, et La Haye, le 26 juin 1931	217
N° 2922. — Autriche et Pays-Bas:	
Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Vienne, le 31 mai, et La Haye, le 26 juin 1931	225
N° 2923. — Italie et Pays-Bas:	
Accord fixant des dispositions moins rigoureuses que les prescriptions de la Convention internationale du 23 octobre 1924 relatives au trafic international des objets exclus du transport ou admis sous certaines conditions, signé à La Haye, le 6 juillet, et à Rome, le 5 septembre 1931, et échange de notes y relatif, Rome, les 1 ^{er} juin et 5 septembre 1931, et La Haye, le 1 ^{er} juillet 1931	235
N° 2924. — Norvège et Pays-Bas:	
Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Oslo, le 9 juin, et La Haye, le 15 juillet 1931	313
N° 2925. — Pays-Bas et Suède:	
Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Stockholm, le 13 juin, et La Haye, le 15 juillet 1931	321
N° 2926. — Danemark et Pays-Bas:	
Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Copenhague, le 16 juin, et La Haye, le 15 juillet 1931	329

	Page
No. 2919. — Great Britain and Northern Ireland and France:	
Agreement between the Post Office of British Honduras and the Post Office of France for the Exchange of Parcels subject to the Collection of Trade Charges, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Belize, June 19, and at Paris, November 28, 1931	195
No. 2920. — Denmark and Luxemburg:	
Exchange of Notes establishing an Amendment to the Dano-Luxemburg Declaration of January 15, 1912, regarding reciprocal Judicial Assistance. Luxemburg, February 23, 1932	211
No. 2921. — Hungary and the Netherlands:	
Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Budapest, May 25, and The Hague, June 26, 1931	217
No. 2922. — Austria and the Netherlands:	
Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Vienna, May 31, and The Hague, June 26, 1931	225
No. 2923. — Italy and the Netherlands:	
Agreement establishing less strict Provisions for the Regulations contained in the International Convention of October 23, 1924, regarding the International Traffic of Goods excluded from the Traffic or admitted subject to certain Conditions, signed at The Hague, July 6, and at Rome September 5, 1931, and Exchange of Notes relating thereto, Rome, June 1st and September 5, 1931, and The Hague, July 1st, 1931	235
No. 2924. — Norway and the Netherlands:	
Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Oslo, June 9, and The Hague, July 15, 1931	313
No. 2925. — The Netherlands and Sweden:	
Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Stockholm, June 13, and The Hague, July 15, 1931	321
No. 2926. — Denmark and the Netherlands:	
Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Copenhagen, June 16 and The Hague, July 15, 1931	329

	Page
N° 2927. — Pays-Bas et Yougoslavie :	
Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Belgrade, le 17 juin ; et La Haye, le 15 juillet 1931	337
N° 2928. — Pays-Bas et Tchécoslovaquie :	
Accord établissant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, aux termes de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer, du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions, signé à La Haye, le 20 juillet, et à Prague, le 11 août 1931, et échange de notes y relatif. Prague, le 18 juin, La Haye, le 20 juillet, et Prague, le 11 août 1931	347
N° 2929. — Pays-Bas et Roumanie :	
Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Bucarest, le 27 juin, et La Haye, le 20 juillet 1931	425
N° 2930. — République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Pérou et Uruguay :	
Convention de police. Signée à Buenos-Ayres, le 29 février 1920	433
N° 2931. — Brésil et Pérou :	
Convention radiotélégraphique. Signée à Lima, le 31 décembre 1928	455

	Page
No. 2927. — The Netherlands and Yugoslavia:	
Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Belgrade, June 17, and The Hague, July 15, 1931	337
No. 2928. — The Netherlands and Czechoslovakia:	
Agreement establishing less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are not admitted for Transport or are only admitted subject to certain Conditions, signed at The Hague, July 20, and at Prague, August 11, 1931, and Exchange of Notes relating thereto, Prague, June 18, The Hague, July 20, and Prague, August 11, 1931... ..	347
No. 2929. — The Netherlands and Roumania:	
Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Country of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Bucharest, June 27, and The Hague, July 20, 1931	425
No. 2930. — Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Chile, Paraguay, Peru and Uruguay:	
Police Convention. Signed at Buenos Aires, February 29, 1920	433
No. 2931. — Brazil and Peru:	
Radiotelegraph Convention. Signed at Lima, December 31, 1928	455

N° 2901.

ISLANDE ET ROUMANIE

Traité de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Bucarest, le 8 mai 1931, et échange de notes concernant un amendement à l'article IV, 2^{me} alinéa, dudit traité, Belgrade, le 10 novembre, et Bucarest, le 19 novembre 1931.

ICELAND AND ROUMANIA

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Bucharest, May 8, 1931, and Exchange of Notes amending Paragraph 2 of Article IV of this Treaty, Belgrade, November 10, and Bucharest, November 19, 1931.

N^o 2901. — TRAITÉ ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ISLANDE ET LA ROUMANIE. SIGNÉ A BUCAREST, LE 8 MAI 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 février 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, désirant favoriser et développer les relations économiques entre l'Islande et la Roumanie, ont résolu de conclure un Traité de commerce et de navigation entre lesdits pays et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK :

Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bucarest, M. Erik Andreas Mathias BIERING ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Demetre GHICA, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

L'Islande et la Roumanie s'engagent à s'accorder réciproquement en tout ce qui concerne leur commerce, leur industrie et leur navigation, un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article II.

En ce qui concerne le commerce, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera plus particulièrement aux droits d'importation et d'exportation et à tous autres droits de nature quelconque, aux conditions d'importation et d'exportation, au transit, au transport des marchandises et aux prohibitions ou restrictions à l'importation et à l'exportation, à moins que celles-ci ne soient jugées nécessaires pour assurer la sécurité de l'Etat ou la sûreté publique ou pour protéger la santé des hommes, des animaux et des plantes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 13 octobre 1931.
Entré en vigueur le 28 octobre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2901. — TREATY ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ICELAND AND ROUMANIA. SIGNED AT BUCHAREST, MAY 8, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 23, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK, and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of promoting and developing economic relations between Iceland and Roumania, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation between the said countries, and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK :

His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Bucharest, M. Erik Andreas Mathias BIERING ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Demetre GHICA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

Iceland and Roumania undertake to grant each other, in all matters concerning their trade, industry and navigation, treatment as least as favourable as that which is or may hereafter be granted to the most-favoured nation.

Article II.

In respect of trade, most-favoured-nation treatment shall more particularly apply to import and export duties and all other duties of whatsoever kind, to conditions for import and export, to transit, to the transport of goods, and to import and export prohibitions or restrictions, unless the said prohibitions or restrictions are judged necessary to ensure public safety or security, or to protect the health of men, animals and plants.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Bucharest, October 13, 1931. Came into force, October 28, 1931.

Article III.

En ce qui concerne la navigation, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera plus particulièrement aux droits de nature quelconque, à l'accès des navires à charger et décharger des marchandises et à toutes les formalités relatives aux navires et à leur équipage.

Article IV.

La nationalité des navires devra réciproquement être reconnue conformément aux documents et certificats se trouvant à bord, délivrés à cet effet par les autorités compétentes de chacun des deux pays en conformité des dispositions légales en vigueur et autorisant le navire à battre le pavillon du pays en question.

Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial pour la reconnaissance respective des certificats de jaugeage, les navires de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront assujettis, dans les ports de l'autre, à aucune nouvelle opération de jauge, et le montant des droits et taxes de navigation à payer sera établi d'après les certificats de jaugeage délivrés par les autorités compétentes du pays dont les navires battent le pavillon.

Article V.

Les ressortissants ainsi que les sociétés de caractère économique de l'un des pays contractants, jouiront en ce qui concerne l'accès à l'autre pays et le droit d'y acquérir et d'y posséder des biens meubles et immeubles, et d'y exercer leur industrie, ainsi qu'à l'égard des impôts et taxes de quelque nature qu'ils soient, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants et aux sociétés de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas en ce qui concerne :

- a) Les faveurs spéciales qui ont été ou seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ;
- b) Le régime spécial d'importation destiné à faciliter les règlements financiers résultant de la guerre de 1914-1918 ;
- c) Les droits et privilèges accordés, ou qui seraient accordés à l'avenir à un ou plusieurs Etats limitrophes, en vue de la conclusion d'une entente économique ou d'une union douanière.

Article VII.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant un an après qu'il aura été dénoncé par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Bucarest, le 8 mai 1931.

(Signé) E. A. BIERING.

(Signé) D. J. GHICA.

Article III.

In respect of navigation, most-favoured-nation treatment shall more particularly apply to duties of all kinds, and to the access of vessels for loading or unloading goods, and to all formalities connected with vessels and their crews.

Article IV.

The nationality of vessels shall be recognised by both Parties in accordance with the documents and certificates carried by the vessels, issued for that purpose by the competent authorities of each of the two States in conformity with the laws and regulations in force, and authorising the vessel to fly the flag of the country in question.

Until the conclusion of a special agreement for the mutual recognition of tonnage measurement certificates, vessels of each of the High Contracting Parties shall not be subject in the ports of the other Party to any new tonnage measurement operation, and the amount of the navigation duties and taxes to be paid shall be based on the tonnage measurement certificates issued by the competent authorities of the country whose flag the vessels fly.

Article V.

Each of the High Contracting Parties shall grant nationals of the other Party and companies of an economic character treatment as favourable as that which is granted to nationals and companies of the most favoured nation in respect of access to their territory, the acquisition and possession of movable and immovable property, the exercise of their industry, and also taxes and imposts of whatsoever kind.

Article VI.

Most-favoured-nation treatment shall not apply in the case of :

- (a) Special advantages which have been or may hereafter be granted to neighbouring States to facilitate frontier traffic ;
- (b) The special import régime intended to facilitate the financial settlements resulting from the War of 1914-1918 ;
- (c) The rights and privileges which are or may hereafter be granted to one or more neighbouring States with a view to concluding an economic alliance or a Customs union.

Article VII.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications and shall remain in force for one year from the time when it has been denounced by one of the Contracting Parties.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised for this purpose, have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest, in duplicate, May 8, 1931.

(Signed) E. A. BIERING.

(Signed) D. J. GHICA.

PROTOCOLE FINAL

Les soussignés, réunis à la date d'aujourd'hui pour signer le traité de commerce et de navigation ci-contre, sont convenus de ce qui suit :

Considérant les relations qui, conformément au contenu de la loi unionelle du 30 novembre 1918¹, existent entre l'Islande et le Danemark, il est entendu que les dispositions du susdit traité ne pourront pas, de la part de la Roumanie, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que l'Islande a accordés ou pourrait accorder à l'avenir au Danemark.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fait à Bucarest, en double exemplaire, le 8 mai 1931.

(Signé) E. A. BIERING.

(Signé) D. J. GHICA.

Pour copie certifiée conforme :

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

ÉCHANGE DE NOTES

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK
BUCAREST.

J. N° 1453/64. E. I.

I.

p. t. BELGRADE, le 10 novembre 1931.

MON PRINCE,

Après avoir reçu l'autorisation de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal islandais est d'accord que le second alinéa de l'article IV du Traité de commerce et de navigation entre l'Islande et la Roumanie, conclu le 8 mai 1931, concernant les dispositions relatives aux certificats de jaugeage soit remplacé par le dispositions suivantes :

« Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes seront acceptés par l'autre Partie si le jaugeage a été fait d'après les systèmes en vigueur dans cette dernière Partie.

» Si les certificats de jaugeage ne correspondent pas à l'un de ces systèmes, il sera procédé à la vérification et à la correction des registres nets, en Islande d'après les méthodes du système Morson et en Roumanie d'après celle du système de la Commission européenne du Danube ou bien de la Compagnie universelle du Canal de Suez. »

En priant Votre Excellence de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement royal roumain considère cette modification comme accomplie, je vous présente, mon Prince, les assurances de ma haute considération.

(Signé) E. A. M. BIERING.

Son Excellence le Prince D. Ghica,

Ministre des Affaires étrangères du Royaume de Roumanie,
Bucarest.

Pour copie certifiée conforme :

E. Reventlow,

Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome XII, page 3.

FINAL PROTOCOL.

The undersigned, met together on to-day's date for the purpose of signing the above Treaty of Commerce and Navigation, have agreed as follows :

In view of the relations which exist between Iceland and Denmark in accordance with the conditions of the Law of Union of November 30, 1918¹, it is understood that the provisions of the said Treaty cannot be invoked by Roumania for the purpose of claiming any special privileges which Iceland has granted or may hereafter grant to Denmark.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised for this purpose, have signed the present Protocol.

Done at Bucharest, in duplicate, May 8, 1931.

(Signed) E. A. BIERING.

(Signed) D. J. GHICA.

EXCHANGE OF NOTES.

ROYAL LEGATION OF DENMARK
BUCHAREST.

J. No. 1453/64. E. I.

I.

p. t. BELGRADE, November 10, 1931.

SIR,

Having received my Government's authorisation, I have the honour to inform you that the Royal Government of Iceland agrees that the second paragraph of Article IV of the Treaty of Commerce and Navigation between Iceland and Roumania concluded on May 8, 1931, concerning the provisions with regard to tonnage measurement certificates shall be replaced by the following provisions :

“ The tonnage measurement certificates issued by one of the High Contracting Parties shall be accepted by the other Party if the tonnage has been measured in accordance with the systems in force in the latter's territory.

“ If the tonnage measurement certificates do not correspond to one of these systems, the net tonnages shall be verified and corrected, in Iceland in accordance with the Morson system and in Roumania in accordance with the system of the European Commission of the Danube or the Suez Canal Universal Company. ”

Requesting you to confirm the fact that the Royal Roumanian Government considers this modification adopted, I have the honour to be, etc.

(Signed) E. A. M. BIERING.

His Excellency Prince D. Ghika,
Minister for Foreign Affairs of the Kingdom of Roumania,
Bucharest.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. III, page 703.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION ÉCONOMIQUE.
N^o 65365.

BUCAREST, le 19 novembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre N^o 1453/70. S. 20 en date du 10 novembre 1931, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

« Après avoir reçu l'autorisation de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal islandais est d'accord, que le second alinéa de l'article IV du Traité de commerce et de navigation entre l'Islande et la Roumanie conclu le 8 mai 1931, concernant les dispositions relatives aux certificats de jaugeage soit remplacé par les dispositions suivantes :

» Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes seront acceptés par l'autre Parties si le jaugeage a été fait d'après les systèmes en vigueur dans cette dernière Partie.

» Si les certificats de jaugeage ne correspondent pas à l'un de ces systèmes, il sera procédé à la vérification et à la correction des registres nets, en Islande d'après les méthodes du système Morson et en Roumanie d'après celle du système de la Commission européenne du Danube ou bien de la Compagnie universelle du Canal de Suez. »

En remerciant Votre Excellence de cette communication, j'ai l'honneur de porter à Sa connaissance que je suis d'accord sur son contenu, considérant la susdite modification comme accomplie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre :
(Signé) D. J. GHİKA.

Son Excellence Monsieur Erik A. M. Biering,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande
à Belgrade.

Pour copie certifiée conforme :

E. Reventlow,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
ECONOMIC DEPARTMENT.

No. 65365.

BUCHAREST, *November 19, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

In your letter No. 1453/70. S. 20 of November 10, 1931, you communicated to me the following :

“ Having received my Government's authorisation, I have the honour to inform you that the Royal Government of Iceland agrees that the second paragraph of Article IV of the Treaty of Commerce and Navigation between Iceland and Roumania concluded on May 8, 1931, concerning the provisions with regard to tonnage measurement certificates shall be replaced by the following provisions :

“ The tonnage measurement certificates issued by one of the High Contracting Parties shall be accepted by the other Party if the tonnage has been measured in accordance with the systems in force in the latter's territory.

“ If the tonnage measurement certificates do not correspond to one of these systems, the net tonnages shall be verified and corrected, in Iceland in accordance with the Morson system and in Roumania in accordance with the system of the European Commission of the Danube or the Suez Canal Universal Company. ”

Thanking you for this communication, I have the honour to inform you that I agree with its contents and consider the above modification as adopted.

I have the honour to be, etc.

(Signed) D. J. GHIKA,
Minister.

His Excellency M. Erik A. M. Biering,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of
H. M. The King of Denmark and Iceland at
Belgrade.

N° 2902.

JAPON ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque de la double imposition en ce qui concerne les revenus et bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Tokio, le 23 décembre 1931.

JAPAN AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Exemption from Double Taxation of Income and Profits accruing from the Operation of Ships. Tokio, December 23, 1931.

No. 2902. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE JAPANESE AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL EXEMPTION FROM DOUBLE TAXATION OF INCOME AND PROFITS ACCRUING FROM THE OPERATION OF SHIPS. TOKIO, DECEMBER 23, 1931.

Texte officiel anglais communiqué par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 février 1932.

LÉGATION DE NORVÈGE.

I.

TOKIO, December 23, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Under instructions from my Government, I have the honour to inform you as follows, in regard to the reciprocal exemption, as between Norway and Japan, of incomes and profits accruing from the operation of ships from income tax:

1. The Norwegian Government declare that, in conformity with Paragraph 15 of the Law of August 11, 1924, concerning the amendment of the Norwegian Country Taxation Law of August 18, 1911, and Paragraph 10 of the Law of August 11, 1924, concerning the amendment of the Norwegian Town Taxation Law, they will, upon condition of reciprocity, exempt from the taxes on capital and income (including the extraordinary tax on capital) chargeable in Norway, the business of shipping carried on by means of ships whose port of registry is in Japan, by an individual, whether Japanese or other, who is resident in Japan, or by a corporate body, whether Japanese or other, whose principal office or centre of actual control and management is in Japan.

2. It is understood that the terms "Norway" and "Japan" include all regions under the rule of those countries respectively.

3. It is understood that the term "the business of shipping" as used above means the business carried on by an owner of a ship or ships, and that for the purpose of this definition the term "owner" includes any charterer.

4. It is understood that if and so soon as such exemption as is prescribed under head (1) ceases to be practicable in Norway because of any revision or repeal of the laws and ordinances concerned, the said exemption shall immediately cease to have effect.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

Ludvig AUBERT.

His Excellency

Tsuyoshi Inukai, Esq.,

Prime Minister and Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 18 février 1932.

*Le Chef de la 2^{me} Division des Affaires
politiques et commerciales.*

Hjalmar Willett.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2902. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS JAPONAIS ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE LA DOUBLE IMPOSITION EN CE QUI CONCERNE LES REVENUS ET BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. TOKIO, LE 23 DÉCEMBRE 1931.

English official text communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place February 23, 1932.

LÉGATION DE NORVÈGE.

I.

TOKIO, le 23 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous adresser la communication suivante, relative à l'exemption réciproque, par la Norvège et le Japon, de l'impôt sur le revenu dans le cas de revenus et de bénéfices résultant de l'exploitation des navires :

1. Le Gouvernement norvégien déclare que, conformément au paragraphe 15 de la loi du 11 août 1924, amendant la loi norvégienne du 18 août 1911 sur les impôts perçus dans les régions rurales, et au paragraphe 10 de la loi du 11 août 1924, amendant la loi norvégienne sur les impôts perçus dans les villes, il exonérera, sous condition de réciprocité, des impôts sur le capital et le revenu (y compris l'impôt extraordinaire sur le capital) dus en Norvège, les opérations du commerce maritime effectuées au moyen de navires dont le port d'immatriculation se trouve au Japon, par un particulier, japonais ou autre, résidant au Japon, ou par une société, japonaise ou autre, dont le siège social ou le centre effectif d'exploitation et de direction se trouve au Japon.

2. Il est entendu sur les termes « Norvège » et « Japon » comprennent toutes les régions administrées respectivement par ces pays.

3. Il est entendu que l'expression « opérations du commerce maritime » employée ci-dessus, s'entend des opérations effectuées par un armateur et que, dans cette définition, le terme « armateur » comprend les affréteurs.

4. Il est entendu que dès que l'exemption prévue au premier alinéa cesserait d'être applicable en Norvège, par suite de revision ou d'abrogation des lois et décrets visés, ladite exemption cesserait immédiatement d'avoir effet.

Je saisis cette occasion, etc.

Ludvig AUBERT.

Son Excellence

Monsieur Isuyoshi Inukai,

Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

No. 24/C I.

TOKIO, *December 23, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Acknowledging the receipt of your note dated December 23, 1931, regarding the reciprocal exemption from income tax, as between Japan and Norway, of incomes and profits accruing from the operation of ships, I have the honour to inform you as follows :

1. The Japanese Government declare that they will take the necessary steps in conformity with Law No. 6, 1924 as revised by Law No. 6, 1928, and the relevant Ordinances, to exempt, upon condition of reciprocity, from income tax and business profits tax chargeable in Japan all incomes and net profits which accrue from the business of shipping carried on by means of ships whose port of registry is in Norway, by an individual, whether Norwegian or other, who is resident in Norway, or by a corporate body, whether Norwegian or other, whose principal office or centre of actual control and management is in Norway. It is understood that the aforesaid exemption shall be applied to such of the incomes and net profits included in the foregoing provisions, as have accrued or will accrue on and after the 12th day of May, 1928.

2. It is understood that the terms " Japan " and " Norway " include all regions under the rule of those countries respectively.

3. It is understood that the term " the business of shipping " as used above means the business carried on by an owner of a ship or ships, and that for the purpose of this definition the term " owner " includes any charterer.

4. It is understood that if and so soon as such exemption as is prescribed under head (1) ceases to be practicable in Japan because of any revision or repeal of the laws and ordinances concerned, the said exemption shall immediately cease to have effect.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency, Monsieur le Ministre, the assurance of my high consideration.

Tsuyoshi INUKAI,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Ludvig Caesar Martin Aubert, Esq.,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of Norway.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 28 février 1932.

*Le Chef de la 2^{me} Division des Affaires
politiques et commerciales.*

Hjalmar Willett.

II.

N° 24/C I.

TOKIO, le 23 décembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vous accusant réception de votre note en date du 23 décembre 1931, relative à l'exemption réciproque, par le Japon et la Norvège, de l'impôt sur le revenu dans le cas de revenus et de bénéfices résultant de l'exploitation des navires, j'ai l'honneur de vous adresser la communication suivante :

1. Le Gouvernement japonais déclare, qu'il prendra les mesures nécessaires, conformément à la loi N° 6, de 1924, amendée par la loi N° 6, de 1928, et par les décrets qui s'y rapportent, pour exempter, sous condition de réciprocité, de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les bénéfices commerciaux dus au Japon, tous les revenus et bénéfices nets qui résultent des opérations du commerce maritime effectuées au moyen de navires dont le port d'immatriculation se trouve en Norvège, par un particulier, norvégien ou autre, résidant en Norvège, ou par une société, norvégienne ou autre, dont le siège social ou le centre effectif d'exploitation et de direction se trouve en Norvège. Il est entendu que ladite exemption s'appliquera aux revenus et bénéfices nets stipulés dans les dispositions ci-dessus et réalisés à partir du 12 mai 1928.

2. Il est entendu que les termes « Japon » et « Norvège » comprennent toutes les régions administrées respectivement par ces pays.

3. Il est entendu que l'expression « opérations du commerce maritime » employée ci-dessus s'entend des opérations effectuées par un armateur et que, dans cette définition, le terme « armateur » comprend les affréteurs.

4. Il est entendu que, dès que l'exemption prévue au premier alinéa cesserait d'être applicable au Japon, par suite de révision ou d'abrogation des lois et décrets visés, ladite exemption cesserait immédiatement d'avoir effet.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères :

Tsuyoshi INUKAI.

Son Excellence

Monsieur Ludvig Caesar Martin Aubert,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Norvège.

N° 2903.

ALBANIE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BELGIQUE, COLOMBIE,
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE,
etc.

Convention internationale relative à
la création à Paris d'un office
international de chimie, et règle-
ment y annexé. Signés à Paris, le
29 octobre 1927.

ALBANIA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BELGIUM, COLOMBIA,
DOMINICAN REPUBLIC, etc.

International Convention for the
Creation in Paris of an Inter-
national Office of Chemistry,
and Regulations annexed thereto.
Signed at Paris, October 29,
1927.

N° 2903. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE RELATIVE A LA
CRÉATION A PARIS D'UN OFFICE INTERNATIONAL DE CHIMIE.
SIGNÉE A PARIS, LE 29 OCTOBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} mars 1932.

Article premier.

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES s'engagent à fonder et à entretenir un Office international de Chimie, dont le siège est à Paris.

Article 2.

L'Office international de Chimie est chargé :

1° D'étudier, dans un but d'intérêt général, les questions concernant l'organisation internationale de la documentation ;

2° D'établir une coopération entre les organismes de documentation chimique existant ou à créer dans les divers pays ;

3° De provoquer et de faciliter l'échange et le prêt, entre les administrations publiques, les parlements, les universités, les instituts de recherches, les offices de documentation, les bibliothèques, les musées et les sociétés savantes ou groupements professionnels de la documentation touchant à la chimie pure et appliquée en vue d'assurer la répartition des renseignements d'ordre scientifique, technique ou économique qui pourraient être utiles dans les pays adhérents.

¹ *Dépôt des ratifications à Paris :*

ALBANIE	}	12 décembre 1931.
BELGIQUE		
FRANCE		
MAROC		
POLOGNE		
ROUMANIE		
TCHÉCOSLOVAQUIE		
TUNISIE		
PORTUGAL		11 janvier 1932.

La Convention est entrée en vigueur le 12 décembre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2903. — INTERNATIONAL CONVENTION ² FOR THE CREATION
IN PARIS OF AN INTERNATIONAL OFFICE OF CHEMISTRY.
SIGNED AT PARIS, OCTOBER 29, 1927.

French official text communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place March 1st, 1932.

Article 1.

THE HIGH CONTRACTING PARTIES undertake to found and maintain an International Office of Chemistry, the seat of which shall be in Paris.

Article 2.

The objects of the International Office of Chemistry shall be :

- (1) To study, in the general interest, questions relating to the international organisation of documentary information ;
- (2) To establish co-operation between bodies already in existence or to be set up in the various countries for the collection of documentary information on chemistry ;
- (3) To encourage and facilitate the exchange and loan of documentary material relating to pure and applied chemistry among Public Administrative Departments, Parliaments, Universities, research Institutes, Documentary intelligence offices, Libraries, Museums and learned Societies or professional bodies, with a view to disseminating such scientific, technical and economic information as may be useful to the countries which are members.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *Deposit of ratifications in Paris :*

ALBANIE	}	December 12, 1931.
BELGIUM		
FRANCE		
MOROCCO		
POLAND		
ROUMANIA		
CZECHOSLOVAKIA		
TUNIS		
PORTUGAL		January 11, 1932.

The Convention came into force December 12, 1931.

Article 3.

L'Office est indépendant des autorités du pays dans lequel il est établi.

Il correspond directement avec les autorités gouvernementales, administratives et techniques chargées, dans les différents pays, de l'examen et de la solution des questions se rattachant à son objet.

Article 4.

Les gouvernements font part à l'Office des mesures qu'ils prennent en vue d'assurer l'application des conventions internationales qui pourraient être établies dans le domaine de la chimie et des industries qui en dérivent.

L'Office suggère les modifications qu'il pourrait être avantageux d'apporter aux dispositions de ces conventions.

Article 5.

Les colonies, sur la demande de l'Etat dont elles dépendent, pourront être admises à faire partie de l'Office.

Article 6.

L'Office fonctionne sous l'autorité et le contrôle d'un Comité permanent, formé de délégué des pays contractants. La composition et les attributions de ce Comité permanent, ainsi que l'organisation et les pouvoirs dudit Office, sont déterminés par le règlement qui est annexé au présent arrangement et est considéré comme en faisant partie intégrante.

Article 7.

Les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Office international sont couvertes par les contributions des pays contractants, établies dans les conditions prévues par le règlement annexé à la présente convention.

Article 8.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des pays contractants seront versées par ces derniers à l'Office, au commencement de chaque année.

Article 9.

Les gouvernements qui n'ont pas signé le présent arrangement sont admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement français et par celui-ci aux autres gouvernements contractants. Elle comportera l'engagement de participer par une contribution aux frais de l'Office dans les conditions visées par l'article 7.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'apporter d'un commun accord à la présente convention toutes les modifications dont l'expérience démontrerait l'utilité. Elles

Article 3.

The Office shall be independent of the authorities of the country in which it is established.

It shall correspond direct with the Government administrative and technical authorities responsible, in the various countries, for examining and settling questions connected with its objects.

Article 4.

The Governments shall notify the Office of the steps which they take to ensure the application of international Conventions that may be established in regard to chemistry and the industries derived therefrom.

The Office shall suggest any amendments that it may be desirable to introduce in the provisions of such conventions.

Article 5.

Colonies may, on the application of the State to which they belong, become members of the Office.

Article 6.

The Office shall work under the authority and supervision of a permanent Committee consisting of delegates of the contracting countries. The composition and functions of this permanent Committee and the organisation and powers of the Office are laid down in the rules annexed to the present agreement of which the said rules shall be considered an integral part.

Article 7.

The annual expenditure on the working and upkeep of the International Offices shall be met by contributions from the contracting countries, as provided in the rules annexed to the present Convention.

Article 8.

The sums representing the share to be contributed by each of the contracting countries shall be paid to the Office at the beginning of each year.

Article 9.

Governments which have not signed the present agreement shall be permitted, at their request, to accede thereto. The French Government shall be notified of their accession through the diplomatic channel, and shall itself duly notify the other contracting Governments. Accession shall involve an obligation to contribute towards the expenses of the Office in the manner laid down in Article 7.

Article 10.

The High Contracting Parties reserve the right to introduce in the present Convention, by joint agreement, any changes that experience may show to be necessary. They shall be entitled

conservent le droit de conclure séparément entre elles des arrangements particuliers dans le domaine de la documentation de chimie pure et appliquée, à condition que ces arrangements ne soient pas contraires à la présente convention.

Article 11.

Le présent arrangement est conclu pour une période de six années. A l'expiration de ce terme, il continuera à demeurer exécutoire pour de nouvelles périodes de six années entre les pays qui n'auront pas notifié, deux années avant l'échéance de chaque période, l'intention d'en faire cesser les effets en ce qui les concerne.

Article 12.

Le protocole de signature de la présente convention restera ouvert jusqu'au 1^{er} mai 1928. Cette convention devra être ratifiée par les gouvernements respectifs. Elle entrera en vigueur dès que sept des pays signataires auront déposé leurs ratifications.

Chaque gouvernement adressera dans le plus bref délai possible ses ratifications au Gouvernement français par les soins duquel il en sera donné avis aux autres pays signataires.

Ces ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français.

Fait à Paris, le 29 octobre 1927, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement français et dont les copies certifiées conformes seront remises, par la voie diplomatique, aux Puissances contractantes.

Pour l'Albanie : M. Malik bey LIBOHAVA.

Pour la République Argentine : M. SAUBIDET.

Pour la Belgique : M. E. DE GAIFFIER.

Pour la Colombie : M. VASQUEZ COBO.

Pour la République Dominicaine : M. W.-A. ORTIZ.

Pour la France : M. L. PINEAU.

Pour la Grèce : M. C. ZENGHELIS.

Pour le Luxembourg : M. P. MEDINGER.

Pour le Maroc : M. J. LIOUVILLE.

Pour le Mexique : M. Daniel VELEZ.

Pour la principauté de Monaco : M. C. BELLANDO DE CASTRO.

Pour le Paraguay : M. CABALLERO.

Pour le Pérou : MM. MIMBELLA, Ramon-E. RIBEYRO.

Pour la Pologne : M. Alfred CHLAPOWSKI.

Pour le Portugal : Le général AQUILES MACHADO.

Pour la Roumanie : M. MINOVICI.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes : M. TOMITCH.

Pour la Tchécoslovaquie : M. S. OSUSKY.

Pour la Tunisie : M. GEOFFROY ST-HILAIRE.

Pour la Turquie : M. A. FETHY.

*Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes : MM. N. KOURNAKOF, P. DOBOF,
G. LACHKEVITCH.*

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef de service du Protocole.*

P. de Fouquières.

to conclude separate special agreements among themselves in regard to information on pure and applied chemistry, provided that such agreements are not inconsistent with the provisions of the present Convention.

Article 11.

The present agreement shall be for a period of six years. On the expiry of that period, it shall remain in force for further periods of six years between countries which have not given notice, two years previous to the expiry of any such period, of their intention to withdraw.

Article 12.

The Protocol of signature of the present Convention shall remain open until May 1, 1928. The Convention shall be ratified by the respective Governments. It shall come into force as soon as seven of the signatory countries have deposited their instruments of ratification.

Each Government shall, as soon as possible, communicate its instruments of ratification to the French Government, which shall notify the other signatory countries.

The instruments of ratification shall be deposited in the Archives of the French Government.

Done at Paris, October 29, 1927, in one copy, which shall remain in the Archives of the French Government, and certified copies of which shall be sent to the Contracting Powers through diplomatic channels.

For Albania : Malik bey LIBOHAVA.

For the Argentine Republic : M. SAUBIDET.

For Belgium : M. E. DE GAIFFIER.

For Colombia : M. Vasquez COBO.

For the Dominican Republic : M. W.-A. ORTIZ.

For France : M. L. PINEAU.

For Greece : M. C. ZENGHELIS.

For Luxemburg : M. P. MEDINGER.

For Morocco : M. J. LIOUVILLE.

For Mexico, M. Daniel VELEZ.

For the Principality of Monaco : M. C. BELLANDO DE CASTRO.

For Paraguay : M. CABALLERO.

For Peru : M. MIMBELLA, M. Ramon-E. RIBEYRO.

For Poland : M. Alfred CHLAPOWSKI.

For Portugal : General AQUILES MACHADO.

For Roumania : M. MINOVICI.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes : M. TOMITCH.

For Czechoslovakia : M. S. OSUSKY.

For Tunis : M. GEOFFROY ST-HILAIRE.

For Turkey : M. A. FETHY.

For the Union of Soviet Socialist Republics : M. N. KOURNAKOF, M. P. DOUBOF,
M. G. LACHKEVITCH.

RÈGLEMENT

DE L'OFFICE INTERNATIONAL DE CHIMIE.

Article premier.

Le Comité permanent institué par l'article 6 de la convention est composé de représentants désignés par les Etats ou Colonies participants, à raison d'un représentant pour chaque Etat ou Colonie.

Article 2.

Le Comité élit dans son sein, au scrutin secret, pour une période de trois ans, un président et deux vice-présidents.

La nomination du président et des deux vice-présidents sera notifiée aux Gouvernements des pays participants.

Le Comité ne peut procéder à une nouvelle élection que trois mois après que tous les membres en auront été avertis.

Article 3.

Le Comité se réunit au moins une fois par an, au siège de l'Office international, sur la convocation de son président.

Les votes du Comité ont lieu à la majorité des voix. En cas de partage, la voix du président est prépondérante. Les décisions ne seront valables que si le nombre des membres présents est égal au moins à la moitié plus un des membres qui composent le Comité.

Sous réserve de cette condition, les membres absents ont le droit de déléguer leurs votes aux membres présents qui devront justifier de cette délégation.

Il est attribué à chaque Etat ou Colonie un nombre de voix défini par la catégorie dans laquelle il est enregistré en ce qui concerne sa participation aux dépenses de l'Office (voir article 12).

Article 4.

Le Comité pourra constituer une commission permanente.

Article 5.

Dans l'intervalle d'une session à l'autre, le Comité a le droit de délibérer par correspondance.

Dans ce cas, pour que la décision soit valable, il faut que tous les membres du Comité aient été appelés à émettre leur avis et que la moitié au moins desdits membres plus un ait fait connaître sa réponse.

Article 6.

Le Comité est chargé de régler le fonctionnement de l'Office international de Chimie institué par l'article premier de la convention.

L'Office international sera établi dans des locaux spécialement affectés à sa destination.

Article 7.

Le Gouvernement français prendra, sur la demande du Comité, les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Office comme établissement d'utilité publique et il accordera la franchise douanière aux documents, matériel et produits qui lui seront destinés.

RULES

OF THE INTERNATIONAL OFFICE OF CHEMISTRY.

Article 1.

The Permanent Committee set up under Article 6 of the Convention shall consist of representatives appointed by the participant States or Colonies, there being one such representative for each State or Colony.

Article 2.

The Committee shall elect by secret ballot from among its members, for a period of three years, a Chairman and two Vice-Chairmen.

The appointment of the Chairman and two Vice-Chairmen shall be notified to the Governments of the participant countries.

The Committee may not hold a further election until three months after all the members shall have been duly notified.

Article 3.

The Committee shall meet at least once a year, at the seat of the International Office, on the convocation of its Chairman.

The Committee's decisions shall be by a majority vote. In the case of an equal number of votes, the Chairman shall have the casting vote. The Committee's decisions shall not be valid unless at least half plus one of the members of the Committee are present.

Subject to this condition, members who are absent shall be entitled to delegate their voting rights to the member's present, who shall sit as proxies for them.

To each State or Colony shall be allocated a number of votes based on the category under which it is registered as regards its contribution towards the expenses of the Office (see Article 12).

Article 4.

The Committee may set up a Permanent Commission.

Article 5.

In the interval between sessions, the Committee shall have the right to carry on its discussions by correspondence.

In that case, decisions shall not be valid unless all the members of the Committee have been asked to express an opinion and replies have been received from at least half the members plus one.

Article 6.

The Committee shall be responsible for administering the work of the International Office of Chemistry set up under Article 1 of the Convention.

The International Office shall be established in premises specially set apart for its use.

Article 7.

The French Government shall, at the Committee's request, take the necessary steps with a view to the Office being recognised as a public utility concern and shall exempt from Customs duty all documents, material and products for its use.

Article 8.

Le fonctionnement de l'Office est assuré par un personnel rétribué, comprenant un directeur et les agents nécessaires à la marche de l'Office, choisis dans différents pays.
Le directeur est nommé par le Comité.

Article 9.

Le directeur de l'Office a voix consultative au sein du Comité permanent dont il est secrétaire.

Article 10.

Le Comité est chargé d'établir, sur la proposition du directeur de l'Office, le budget annuel.

Le budget est porté chaque année, dans un rapport spécial financier, à la connaissance des gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Article 11.

Le directeur de l'Office adresse, avant chaque session, au Comité :

1^o Un rapport financier sur les comptes de l'exercice précédent dont il lui sera, après vérification, donné décharge.

2^o Un rapport général sur l'activité de l'Office et sur les résultats obtenus depuis la session précédente.

3^o Un projet général des réalisations à entreprendre.

Le président du Comité adressera de son côté, à tous les gouvernements des Hautes Parties contractantes, un rapport annuel sur la situation administrative et financière de l'Office et contenant les précisions de dépenses de l'exercice suivant, ainsi que le tableau des parts contributives des Etats contractants.

Article 12.

L'échelle des contributions, dont il est question à l'article 7 de la convention, est établi d'après la population conformément au tableau suivant :

Catégorie	Population en millions d'habitants	Nombre de voix	Parts contributives
1	Plus de 30	6	25
2	de 20 à 30	5	20
3	de 15 à 20	4	15
4	de 10 à 15	3	10
5	de 5 à 10	2	5
6	moins de 5	1	3

Des dérogations à cette échelle pourront être accordées par le Comité, à la majorité des trois quarts des voix, aux pays qui se trouvent dans une situation spéciale du fait de la dépréciation de leur monnaie ou de l'importance relative de leur budget.

La part contributive est fixée à mille francs-or.

Il est loisible à tout pays de s'inscrire pour une part contributive supérieure à celle qui correspond au chiffre de sa population.

Article 13.

Il est prélevé sur les ressources annuelles une somme destinée à la constitution d'un fonds de réserve. Le total de cette réserve ne peut excéder le montant du budget annuel.

Article 8.

The work of the Office shall be done by a paid staff, including a director and such assistants recruited in different countries as the work of the Office may necessitate.
The Director shall be appointed by the Committee.

Article 9.

The Director of the Office shall sit on the Permanent Committee in an advisory capacity and shall act as secretary of that Committee.

Article 10.

The Committee, on the basis of proposals of the Director of the Office, shall establish the annual budget.

The budget shall be communicated each year to the Governments of the High Contracting Parties in a special financial report.

Article 11.

The Director of the Office shall send to the Committee before each session :

- (1) A financial report on the accounts for the preceding financial year of which he shall be given discharge after audit,
- (2) A general report on the work of the Office and the results achieved since the previous session.
- (3) A general programme of future work.

The Chairman of the Committee for his part shall send to the Governments of all the High Contracting Parties an annual report on the administrative and financial position of the Office, with estimates of expenditure for the next financial year and a table showing the respective contributions due by the Contracting States.

Article 12.

The scale of contributions referred to in Article 7 of the Convention shall be established on the basis of population, in conformity with the following table :

Category	Population in millions	Number of votes	Units of contribution
1	Over 30	6	25
2	From 20 to 30	5	20
3	From 15 to 20	4	15
4	From 10 to 15	3	10
5	From 5 to 10	2	5
6	Under 5	1	3

The Committee may by a three-quarters majority allow exceptions to this scale, in the case of countries which are in a special position owing to the depreciation of their currency or the relative size of their budgets.

The unit of contribution shall be fixed at one thousand gold francs.

Any country may make a contribution higher than would correspond to its population figure.

Article 13.

A sum shall be set aside out of the annual resources for the constitution of a reserve fund. The total of this reserve may not exceed the amount of the annual budget.

Article 14.

Les membres du Comité peuvent recevoir, sur les fonds affectés au fonctionnement de l'Office, une indemnité de frais de déplacement. Ils peuvent recevoir, en outre, un jeton de présence pour chacune des séances auxquelles ils assistent.

Article 15.

Le Comité fixe la somme à prélever annuellement sur son budget pour contribuer à assurer une pension de retraite au personnel de l'Office.

Article 16.

Le présent règlement aura même force et même valeur que la convention à laquelle il est annexé.

Fait à Paris, le 29 octobre 1927, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement français, dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux Puissances contractantes.

Pour l'Albanie : M. Malik bey LIBOHAVA.

Pour la République Argentine : M. SAUBIDET.

Pour la Belgique : M. E. DE GAIFFIER.

Pour la Colombie : M. VASQUEZ COBO.

Pour la République Dominicaine : M. W.-A. ORTIZ.

Pour la France : M. PINEAU.

Pour la Grèce : M. C. ZENGHELIS.

Pour le Luxembourg : M. P. MEDINGER.

Pour le Maroc : M. J. LIOUVILLE.

Pour le Mexique : M. Daniel VELEZ.

Pour la principauté de Monaco : M. C. BELLANDO DE CASTRO.

Pour le Paraguay : M. CABALLERO.

Pour le Pérou : MM. MIMBELLA, Ramon-E. RIBEYRO.

Pour la Pologne : M. Alfred CHLAPOWSKI.

Pour le Portugal : Le général AQUILES MACHADO.

Pour la Roumanie : M. MINOVICI.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes : M. TOMITCH.

Pour la Tchécoslovaquie : M. S. OSUSKY.

Pour la Tunisie : M. GEOFFROY ST-HILAIRE.

Pour la Turquie : M. A. FETHY.

Pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes : MM. N. KOURNAKOF, P. DOUBOF,
G. LACHKEVITCH.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef de Service du Protocole :*

P. de Fouquière.

Article 14.

The members of the Committee may receive a travelling allowance out of the funds allocated for the work of the Office. They may also receive a token for each meeting at which they are present.

Article 15.

The Committee shall fix a sum to be set aside annually out of its budget towards the constitution of retiring pensions for the staff of the Office.

Article 16.

The present rules shall possess the same force and validity as the Convention to which they are annexed.

Done at Paris, October 29, 1927, in a single copy, which shall remain in the Archives of the French Government, and certified copies of which shall be sent to the contracting Powers through diplomatic channel.

For Albania : Malik bey LIBOHAVA.

For the Argentine Republic : M. SAUBIDET.

For Belgium : M. E. DE GAIFFIER.

For Colombia : M. VASQUEZ COBO.

For the Dominican Republic : M. W.-A. ORTIZ.

For France : M. PINEAU.

For Greece : M. C. ZENGHELIS.

For Luxemburg : M. P. MEDINGER.

For Morocco : M. J. LIOUVILLE.

For Mexico : M. Daniel VELEZ.

For the Principality of Monaco : M. C. BELLANDO DE CASTRO.

For Paraguay : M. CABALLERO.

For Peru : M. MIMBELLA, M. Ramon-E. RIBEYRO.

For Poland : M. Alfred CHLAPOWSKI.

For Portugal : General AQUILES MACHADO.

For Roumania : M. MINOVICI.

For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes : M. TOMITCH.

For Czechoslovakia : M. S. OSUSKY.

For Tunis : M. GEOFFROY ST-HILAIRE.

For Turkey : M. A. FETHY.

For the Union of Soviet Socialist Republics : M. N. KOURNAKOF, M. P. DOUBOF,
M. G. LACHKEVITCH.

N° 2904.

ITALIE ET POLOGNE

Arrangement concernant le règlement de la dette de la Pologne envers l'Italie résultant des frais d'occupation des territoires plébiscitaires de la Haute-Silésie, de Marienwerder et d'Allenstein. Signé à La Haye, le 20 janvier 1930.

ITALY AND POLAND

Agreement regarding the Settlement of the Polish Debt to Italy resulting from Costs of Occupation of the Plebiscite Area in Upper-Silesia, Marienwerder and Allenstein. Signed at The Hague, January 20, 1930.

N° 2904. — ARRANGEMENT CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE LA DETTE DE LA POLOGNE ENVERS L'ITALIE RÉSULTANT DES FRAIS D'OCCUPATION DES TERRITOIRES PLÉBISCITAIRES DE LA HAUTE-SILÉSIE, DE MARIENWERDER ET D'ALLENSTEIN. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le Chargé d'affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 3 mars 1932.

Les représentants soussignés, dûment autorisés du GOUVERNEMENT ITALIEN et du GOUVERNEMENT POLONAIS ont convenu les dispositions suivantes pour ce qui concerne le règlement de la dette de la Pologne envers l'Italie résultant des frais d'occupation des territoires plébiscitaires de la Haute-Silésie, de Marienwerder et d'Allenstein.

I

Le montant de la dette de la Pologne envers l'Italie résultant des frais d'occupation des territoires plébiscitaires de la Haute-Silésie, de Marienwerder et d'Allenstein a été arrêté à 38.446.117,34 liras.

II

En règlement complet et définitif de cette dette, la Pologne s'engage à payer et l'Italie convient d'accepter les annuités suivantes :

Années 1931-1935 inclus	liras 1.531.062
» 1936-1940 »	» 1.913.829
» 1941-1950 »	» 2.296.590
» 1951-1965 »	» 2.484.828

Les paiements indiqués ci-dessus seront effectués le 15 avril de chaque année, le premier paiement ayant lieu le 15 avril 1931.

III

Les versements prévus par le présent arrangement seront effectués en monnaie italienne à Rome, Ministère des Finances, ou chez la Banque qui sera indiquée par celui-ci.

IV

La Pologne se réserve le droit de racheter en totalité ou en partie les paiements non encore effectués sur la base d'un taux d'escompte de 4 %.

Fait à La Haye, en double exemplaire, le 20 janvier 1930.

Pour le Gouvernement italien :
A. MOSCONI.

Pour le Gouvernement polonais :
J. MROZOWSKI.

Per copia conforme :

P. il Capo dell' Ufficio Trattati.

G. De Astis,

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2904. — AGREEMENT REGARDING THE SETTLEMENT OF THE POLISH DEBT TO ITALY RESULTING FROM COSTS OF OCCUPATION OF THE PLEBISCITE AREA IN UPPER-SILESIA, MARIENWERDER AND ALLENSTEIN. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 20, 1930.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a.i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations, and the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 3, 1932.

The undersigned representatives, duly authorised by THE ITALIAN GOVERNMENT and the POLISH GOVERNMENT, have agreed to the following provisions concerning the settlement of Poland's debt to Italy resulting from the expenses of the occupation of the plebiscite areas of Upper Silesia, Marienwerder, and Allenstein.

I.

The amount of Poland's debt to Italy resulting from the expenses of the occupation of the plebiscite areas of Upper Silesia, Marienwerder, and Allenstein, has been fixed at 38,446,117.34 lire.

II.

In complete and final settlement of this debt, Poland agrees to pay and Italy agrees to accept the following annuities :

Years 1931-1935 inclusive	lire 1,531,062
» 1936-1940 »	» 1,913,829
» 1941-1950 »	» 2,296,590
» 1951-1965 »	» 2,484,828

The above payments shall be made on April 15 of each year, the first payment falling due on April 15, 1931.,

III.

The payments under the present Agreement shall be made in Italian currency at Rome to the Ministry of Finance or to a Bank designated by the latter.

IV.

Poland reserves the right to redeem, in whole or in part, payments which have not yet been made, at a discount rate of 4 %.

Done at The Hague, in duplicate, January 20, 1930.

For the Italian Government :

A. MOSCONI.

For the Polish Government :

J. MROZOWSKI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2905.

BULGARIE ET POLOGNE

Convention relative à l'exploitation
des lignes de communication
aériennes régulières, avec procès-
verbal. Signés à Sofia, le 7 avril
1931.

BULGARIA AND POLAND

Convention regarding the Operation
of Regular Air Lines, with Procès-
Verbal. Signed at Sofia, April 7,
1931.

N^o 2905. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BULGARIE ET LA POLOGNE
RELATIVE A L'EXPLOITATION DES LIGNES DE COMMUNI-
CATION AÉRIENNES RÉGULIÈRES. SIGNÉ A SOFIA, LE 7 AVRIL
1931.

*Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès
de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 mars 1932.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES également animés du désir de régler, de faciliter et de favoriser le développement des communications aériennes dans les deux pays sur la base de la Convention ² portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Adam TARNOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Sofia ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Athanase D. BOUROFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à favoriser et à faciliter toute action de l'autre Partie contractante, tendant à l'établissement et au développement des lignes aériennes, visées aux articles 2 et 3 de la présente convention, et à collaborer effectivement dans les démarches qui devront être entreprises en vue d'obtenir les autorisations nécessaires pour le survol des territoires des Etats tiers.

Article 2.

Le Gouvernement du Royaume de Bulgarie accordera à une entreprise polonaise de navigation aérienne, désignée par le Gouvernement de la République de Pologne, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, sur le territoire bulgare, de la ligne de communication aérienne :

Salonique-Sofia-Bucarest-Varsovie et vice-versa.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 25 janvier 1932.

² Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, page 438 ; et vol. CXVII, page 54, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2905. — CONVENTION² BETWEEN BULGARIA AND POLAND REGARDING THE OPERATION OF REGULAR AIR LINES. SIGNED AT SOFIA, APRIL 7, 1931.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 3, 1932.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS, being equally desirous of regulating, facilitating and promoting the development of air communications in the two countries on the basis of the Convention³ of October 13, 1919, relating to the regulation of aerial navigation, have decided to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Adam TARNOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Athanase D. BOUROFF, Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes to promote and facilitate any steps taken by the other Contracting Party to establish and develop the air lines mentioned in Articles 2 and 3 of the present Convention and to co-operate effectively in the measures which will require to be taken in order to obtain the necessary authorisation to fly over the territories of third States.

Article 2.

The Government of the Kingdom of Bulgaria shall grant to a Polish air transport undertaking to be nominated by the Government of the Polish Republic the necessary authorisation to operate the airway.

Salonika-Sofia-Bucharest-Warsaw and vice versa, on Bulgarian territory.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, January 25, 1932.

³ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, page 438 ; and Vol. CXVII, page 54, of this Series.

Le Gouvernement de la République de Pologne accordera à une entreprise bulgare de navigation aérienne, désignée par le Gouvernement du Royaume de Bulgarie, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, sur le territoire polonais, de la même ligne :

Varsovie-Bucarest-Sofia-Salonique et vice versa.

Les droits et obligations des deux entreprises nationales susmentionnées seront établis sur la base d'une réciprocité complète, sans toutefois avoir un caractère d'exclusivité.

Article 3.

L'établissement des lignes aériennes traversant les territoires des deux Etats parties à cette convention, autres que celle dont il est question à l'article précédent, s'effectuera en vertu d'un accord entre les gouvernements des Hautes Parties contractantes.

Toutes les stipulations de la présente convention seront également applicables à ces nouvelles lignes aériennes.

Article 4.

Les autorisations visées aux articles 2 et 3 de la présente convention, feront l'objet d'accords spéciaux à conclure par l'Administration aéronautique compétente de l'une des Hautes Parties contractantes avec l'entreprise de navigation aérienne, désignée par le gouvernement de l'autre Partie contractante.

Article 5.

L'entreprise de navigation aérienne désignée par chacune des Hautes Parties contractantes, jouira, sur le territoire de l'autre Partie contractante, au moins des mêmes droits et facilités que ceux qui y sont accordés à l'entreprise étrangère de navigation aérienne la plus favorisée.

Article 6.

Les itinéraires des lignes aériennes, les points entre lesquels les frontières pourront être franchies et les aérodromes douaniers sur lesquels les avions seront tenus d'atterrir, seront fixés par les Hautes Parties contractantes dans un délai de quarante jours à partir de la date de la signature de la présente convention.

Article 7.

Chacune des Hautes Parties contractantes assurera, sur son territoire, à l'entreprise de navigation aérienne de l'autre Partie contractante les avantages suivants :

a) L'usage à titre gratuit et dans les mêmes conditions qu'à une entreprise de navigation aérienne nationale, de tous les aérodromes et terrains de secours situés sur l'itinéraire des lignes exploitées, y compris toutes les installations et services auxiliaires ;

b) Le droit de construire, dans des conditions déterminées par l'Administration aéronautique compétente, les hangars, ateliers, installations techniques et autres, nécessaires au trafic aérien.

c) Toute assistance à laquelle ont droit les avions nationaux en cas d'atterrissage forcé ou d'autres accidents d'aviation, toutefois contre remboursement des dépenses effectives.

Article 8.

Les avions, les moteurs montés sur ces avions, les pièces de rechange (moteurs de rechange y compris), tous les objets nécessaires à l'aménagement des avions ou leur conservation, ainsi que tout

The Government of the Polish Republic shall grant to a Bulgarian air transport undertaking to be nominated by the Government of the Kingdom of Bulgaria the necessary authorisation to operate the same air line.

Warsaw-Bucharest-Sofia-Salonika and vice versa, on Polish territory.

The rights and obligations of the two above-mentioned national undertakings shall be based on full reciprocity, without however being exclusive.

Article 3.

Air lines crossing the territories of the two States Parties to this Convention, other than the air lines mentioned in the preceding Article, shall be established under an agreement between the Governments of the High Contracting Parties.

All the provisions of the present Convention shall apply also to such new airways.

Article 4.

The authorisations referred to in Articles 2 and 3 of the present Convention shall be embodied in special agreements to be concluded between the competent Air Administration of either High Contracting Party and the air transport undertaking nominated by the Government of the other Contracting Party.

Article 5.

The air transport undertaking nominated by either High Contracting Party shall enjoy, in the territory of the other Contracting Party, at least the same rights and facilities as are accorded in that territory to the most-favoured foreign air transport undertaking.

Article 6.

The routes of the air lines, the points between which the frontiers may be crossed, and the Customs aerodromes at which the aeroplanes shall be required to land shall be fixed by the High Contracting Parties within forty days after the date of signature of the present Convention.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties shall, in its territory, confer the following benefits upon the air transport undertaking of the other Contracting Party :

(a) The use, free of charge and under the same conditions as a national air transport undertaking, of all aerodromes and emergency landing grounds situated on the route of the airways operated, including all equipment and auxiliary services.

(b) The right to construct, under conditions determined by the competent Air Administration, the hangars, work shops and technical and other equipment necessary for air traffic.

(c) Any assistance to which national aeroplanes are entitled in the event of a forced landing or of any other air accident, on reimbursement, however, of the actual expenditure incurred.

Article 8.

Aeroplanes, the engines mounted in such aeroplanes, spare parts (including spare engines), all articles necessary for the equipment or maintenance of aeroplanes and any other material that

autre matériel que l'Administration compétente jugera nécessaire pour l'exploitation des lignes visées aux articles 2 et 3, seront admis en franchise de droits de douane, à condition qu'ils soient importés en vue d'une utilisation temporaire et qu'ils soient réexportés dans un délai d'une année.

Ce délai pourra être prolongé par les autorités compétentes sur la demande de l'entreprise intéressée.

Le matériel ci-dessus mentionné, restera soumis au contrôle de l'Administration compétente et ne pourra être employé que pour les besoins de l'exploitation des lignes prévues par la présente convention.

Le matériel hors d'usage ou détérioré dont les droits de douane n'auront pas été acquittés à l'entrée, devra être, soit réexporté, soit dédouané, soit détruit sous un contrôle officiel.

Lors du dédouanement ultérieur du matériel hors d'usage ou détérioré, toutes les réductions et facilités admises par la législation nationale seront appliquées.

Les voyageurs, bagages et marchandises en transit seront placés sous le contrôle douanier. Ces bagages et marchandises ne seront assujettis à aucun droit de douane.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter l'exploitation des lignes contractuelles en simplifiant et en réduisant toutes les formalités douanières et de police au minimum admis par leurs lois, règlements et ordonnances.

Article 10.

Les entreprises de navigation aérienne désignées par les Hautes Parties contractantes, seront tenues de se conformer aux stipulations de la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919 et de ses annexes.

Article 11.

Chacune des entreprises désignées sera obligée de se soumettre, dans l'autre Etat, à toutes les lois, règlements, ordonnances et prescriptions en vigueur.

Article 12.

Ces entreprises n'emploieront dans leurs services, sur le territoire de l'autre Etat contractant que des ressortissants bulgares et polonais.

L'emploi des ressortissants de tiers Etats ne sera admis que sur autorisation préalable, accordée à l'entreprise intéressée par l'Administration aéronautique compétente de l'autre Partie contractante.

Article 13.

L'entreprise désignée par chaque Partie contractante sera tenue de se servir, sur le territoire, de l'autre Partie contractante, de la langue de cette dernière pour tous les règlements, avis et annonces destinés au public.

La correspondance des entreprises avec toutes les autorités sera rédigée dans la langue du pays de celles-ci.

the competent Administration may judge necessary for the operation of the air lines mentioned in Articles 2 and 3 shall be admitted free of Customs duty, provided that they are imported for temporary use and are reexported within one year.

This time-limit may be extended by the competent authorities at the request of the undertaking concerned.

The above-mentioned material shall remain under the supervision of the competent Administration and may only be used for the operation of the air lines to which the present Convention refers.

Worn out or damaged material on which no Customs duty was paid on importation must be either re-exported, or cleared through the Customs, or destroyed under official supervision.

When such worn out or damaged material is subsequently cleared through the Customs, all reductions and facilities allowed by the national legislation shall be applied.

Passengers, baggage and goods in transit shall be placed under Customs supervision. Such baggage and goods shall be exempt from Customs duties.

Article 9.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the operation of the airways in respect of which an agreement exists by simplifying and reducing all Customs and police formalities to the minimum required under their laws, regulations and decrees.

Article 10.

The air transport undertakings designated by the High Contracting Parties shall be required to comply with the provisions of the Convention relating to the regulation of aerial navigation of October 13, 1919, and its Annexes.

Article 11.

Each of the undertakings designated shall be required to comply, in the other State, with all the laws, regulations, decrees and provisions in force.

Article 12.

The said undertakings shall employ only Bulgarian and Polish nationals in their services in the territory of the other Contracting State.

The employment of nationals of third States shall only be permitted subject to previous authorisation having been granted to the undertaking concerned by the competent Air Administration of the other Contracting Party.

Article 13.

The undertaking designated by the one Contracting Party shall be required to use, in the territory of the other Contracting Party, the language of the last-named Contracting Party for all regulations, notices and advertisements of concern to the public.

Correspondence between the undertakings and any authorities shall be in the language of the country of the latter.

Article 14.

Les entreprises des Hautes Parties contractantes seront tenues de transporter la poste aérienne dans des conditions fixées par les accords qui seront conclus entre elles et les Administrations postales des deux pays sur la base d'un arrangement préalable entre ces deux administrations.

Article 15.

Les entreprises désignées par les Hautes Parties contractantes ne pourront céder leurs droits, ni en totalité, ni en partie, sans le consentement des Administrations aéronautiques compétentes de leurs Etats.

Article 16.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de rappeler les entreprises désignées par elles et de les remplacer par d'autres entreprises.

Dans ce cas, l'autorisation accordée à l'entreprise rappelée perdra sa validité et la nouvelle entreprise sera munie sans retard d'une autorisation analogue.

A ce titre, l'entreprise rappelée par l'un des Etats contractants n'aura pas le droit de demander à l'autre Etat des dédommagements quelconques.

Article 17.

En cas d'infractions très graves aux dispositions de la présente convention ou des accords conclus conformément à l'article 4, par les entreprises en question, chaque Partie contractante aura le droit de suspendre sur son territoire le fonctionnement de l'entreprise coupable et de demander à l'autre Partie contractante de désigner une autre entreprise.

En cas d'infractions moins graves, chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de demander à l'entreprise de l'autre Partie contractante la révocation des employés coupables. Il doit être donné suite à cette demande de révocation.

En cas d'infractions de moindre importance, commises par les employés de l'entreprise de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, l'administration aéronautique compétente de l'autre Partie peut infliger aux délinquants des amendes pécuniaires dans les conditions qui seront précisées dans les accords visés à l'article 4.

Article 18.

Au cas où l'une des Parties contractantes cesserait d'être partie à la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919, la présente convention restera en vigueur, mais elle pourra être soumise à une revision.

Article 19.

Les différends relatifs à l'application de la présente convention qui ne pourront pas être réglés par voie diplomatique, seront soumis, sur la demande de l'une des Parties contractantes, à la décision d'un Tribunal arbitral pour la constitution duquel il sera procédé comme il suit.

Dans le courant d'un mois à partir du moment où l'une des Parties contractantes aura communiqué à l'autre son désir de constituer un Tribunal arbitral, chacun des Etats contractants devra désigner un arbitre. Dans le courant du mois suivant les arbitres se réuniront pour choisir le surarbitre.

Article 14.

The undertakings of the High Contracting Parties shall be required to carry the air mail under conditions fixed by agreements to be concluded between them and the postal Administrations of the two countries on the basis of a previous arrangement between the two Administrations.

Article 15.

The undertakings designated by the High Contracting Parties may not transfer their rights, either entirely or in part, without the consent of the competent Air Administrations of their States.

Article 16.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to recall the undertakings severally designated by them and to replace them by other undertakings.

In such a case, the authorisation granted to the undertaking which is recalled shall cease to be valid, and the new undertaking shall be given a similar authorisation without delay.

In this connection, an undertaking which is recalled by one of the Contracting States shall not be entitled to apply to the other State for compensation of any description.

Article 17.

Should the undertakings in question very seriously infringe the provisions of the present Convention or the provisions of the agreements concluded under Article 4, each Contracting Party shall be entitled to suspend the operation of the guilty undertaking on its territory and to ask the other Contracting Party to nominate another undertaking.

In the event of less serious infringements, each High Contracting Party shall be entitled to request the undertaking of the other Contracting Party to dismiss the guilty employees. This request must be complied with.

In the event of less important infringements by employees of the undertaking of one Contracting Party on the territory of the other, the competent Air Administration of the other Party may inflict fines on the offenders under conditions to be specified in the agreements mentioned in Article 4.

Article 18.

Should either of the Contracting Parties cease to be a party to the Convention relating to the regulation of aerial navigation of October 13, 1919, the present Convention shall remain in force, but it may be revised.

Article 19.

Disputes relating to the application of the present Convention which it may not be possible to settle through the diplomatic channel shall, at the request of one of the Contracting Parties, be submitted for decision to an Arbitral Tribunal to be set up as follows.

One month from the date on which one of the Contracting Parties shall have informed the other of its desire to set up an Arbitral Tribunal, each Contracting State shall appoint an arbitrator. During the month following the arbitrators shall meet to elect their chairman.

Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord, les Parties désigneront chacune un Etat tiers et les Etats tiers ainsi désignés procéderont à la nomination du surarbitre, soit d'un commun accord, soit en proposant chacun un nom, puis en laissant au sort le soin de choisir entre eux.

Les décisions du Tribunal arbitral seront obligatoires pour les Parties.

Les frais de l'arbitrage seront fixés par le Tribunal et supportés par moitié par les deux Parties.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1941. Après l'expiration de cette première période, la convention sera renouvelée tacitement pour une durée de cinq ans, si sa dénonciation n'a pas été notifiée à l'autre par l'une des Parties contractantes au plus tard deux ans avant l'expiration de la période en cours.

La présente convention pourra être, à partir du 31 janvier 1936, révisée sur la demande de l'une des Parties contractantes.

Fait en double exemplaire, à Sofia, le sept avril mil neuf cent trente et un.

En foi de quoi les plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

(—) A. TARNOWSKI.

(—) A. D. BOUROFF.

PROCÈS-VERBAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre la Bulgarie et la Pologne relative à l'exploitation des lignes de communication aériennes régulières, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, déclarent que le sens de l'article 20, alinéa 3, de la convention précitée est précisé comme il suit :

La demande de revision de ladite convention qui pourra être faite par l'une des Parties contractantes à partir du 31 janvier 1936 devra être agréée par l'autre Partie.

En cas de refus, la Partie qui a formulé la demande de révision se réserve le droit de dénoncer la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés ont dressé le présent procès-verbal et y ont apposé leurs signatures.

Fait en double exemplaire à Sofia, le 7 avril 1931.

(—) A. TARNOWSKI.

(—) A. D. BOUROFF.

Should the arbitrators be unable to reach agreement, each party shall designate a third State and the third States thus designated shall appoint a chairman, either by common consent or by each proposing a name and drawing lots for the final choice.

Decisions of the Arbitral Tribunal shall be binding on both Parties.

The costs of the arbitration shall be fixed by the tribunal and divided equally between the two Parties.

Article 20.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force on the thirtieth day after the exchange of ratifications and shall remain in force until December 31, 1941. After the expiry of this first period, the Convention shall be renewed by tacit agreement for a period of five years, provided that neither Party has given the other notice of denunciation at least two years before the expiry of the current period.

The present Convention may be revised as from January 31, 1936, at the request of one of the Contracting Parties.

Done in duplicate at Sofia, the seventh day of April one thousand nine hundred and thirty-one.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

(—) A. TARNOWSKI.

(—) A. D. BOUROFF.

PROCÈS-VERBAL

At the time of signing the Convention between Bulgaria and Poland relating to the operation of regular air lines, the undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised, declare that Article 20, paragraph 3, of the above Convention is interpreted as follows :

A request which may be submitted by either Contracting Party as from January 31, 1936, that the said Convention be revised must be agreed to by the other Party.

In the event of a refusal, the Party which has submitted the request for revision reserves the right to denounce the Convention.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have drawn up the present Procès-Verbal and have affixed their signatures thereto.

Done in duplicate at Sofia, April 7, 1931.

(—) A. TARNOWSKI.

(—) A. D. BOUROFF.

N° 2906.

DANEMARK ET SUÈDE

Déclaration concernant les limites
du Sund, signée à Stockholm, le
30 janvier 1932, et échange de
notes y relatif, de la même date.

DENMARK AND SWEDEN

Declaration concerning the Bounda-
ries of the Sund, signed at Stock-
holm, January 30, 1932, and
Exchange of Notes relating the-
reto of the same date.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 2906. — DEKLARATION MEL-
LEM DEN DANSKE OG
SVENSKE REGERING ANGAA-
ENDE VISSER GRÆNSEFOR-
HOLD I ØRESUND. UNDERTE-
GNET I STOCKHOLM, DEN
30TE JANUAR 1932.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 4 mars 1932.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 2906. — DEKLARATION
MELLAN DANMARKS OCH
SVERIGES REGERINGAR AN-
GÅENDE VISSA GRÄNSFÖR-
HÅLLANDEN I ØRESUND.
UNDERTECKNAD I STOCK-
HOLM, DEN 30. JANUAR 1932.

Danish and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and the Swedish Minister for Foreign Affairs. The Registration of this Declaration took place March 4, 1932.

DEN KGL. DANSKE OG DEN KGL. SVENSKE REGERING, som har taget Spørgsmaalet om Grænserne i Sundet, begrænset i Nord af en Linie: Gilbjerg-hoved-Kullen, og i Syd af en Linie: Stevns Fyrtaarn-Falsterbo Pynt, op til nærmere Undersøgelse, har derved konstateret, at den nedenfor beskrevne Linie danner Grundlag for den rette Afgrænsning for de to Landes Udøvelse af de Rettigheder, som nedenfor er nævnt:

I Sundets nordlige Del fra den nordlige Grænselinie til Pladsen for Lous Flak Lys- og Fløjtetønde $\left(\begin{smallmatrix} 55^{\circ} 49' 36'' \text{ N} \\ 12^{\circ} 42' 42'' \text{ E} \end{smallmatrix}\right)$ gaar Linien midt imellem Sjællands Kyst og svensk Fastland (uden Hensyn til Øen Hven).

Fra Pladsen for Lous Flak Lys- og Fløjtetønde gaar Linien i lige Retning til Pladsen for Lystønden Saltholm Flak N. E. $\left(\begin{smallmatrix} 55^{\circ} 41' 55'' \text{ N} \\ 12^{\circ} 51' 00'' \text{ E} \end{smallmatrix}\right)$ og herfra sydover som rette Linier successive til følgende 4 Punkter:

- 1) $55^{\circ} 38' 37'' \text{ N}, 12^{\circ} 53' 54'' \text{ E}.$
- 2) $55^{\circ} 36' 49'' \text{ N}, 12^{\circ} 53' 04'' \text{ E}.$
- 3) $55^{\circ} 32' 25'' \text{ N}, 12^{\circ} 43' 57'' \text{ E}.$
- 4) $55^{\circ} 29' 19'' \text{ N}, 12^{\circ} 43' 06'' \text{ E}.$

KUNGL. SVENSKA OCH KUNGL. DANSKA REGERINGARNA, som upptagit frågan om grænserna i Öresund (begränsat i norr av en linje Gilbjerg-hoved-Kullen, och i söder av en linje Stevns fyr-Falsterbo udde) till närmare undersökning, hava därvid konstaterat, att nedan angivna linje ligger till grund för den rätta avgränsningen för de båda ländernas utövning av de rättigheter, som nedan nämnas:

I Öresunds norra del från dess norra gränslinje till platsen för Lous Flak lys- och ljudboj (lat. N. $55^{\circ} 49' 36''$, long. O. $12^{\circ} 42' 42''$) går linjen mitt emellan Själlands kust och svenska fastlandet (utan hänsyn till ön Ven).

Från platsen för Lous Flak lys- och ljudboj går linjen i rät riktning till platsen för lysbojen Saltholm Flak N. O. (lat. N. $55^{\circ} 41' 55''$, long. O. $12^{\circ} 51' 00''$) och därifrån söderut efter räta linjer dragna mellan följande fyra punkter:

- 1) lat. N. $55^{\circ} 38' 37''$, long. O. $12^{\circ} 53' 54''$
- 2) » » $55^{\circ} 36' 49''$, » » $12^{\circ} 53' 04''$
- 3) » » $55^{\circ} 32' 25''$, » » $12^{\circ} 43' 57''$
- 4) » » $55^{\circ} 29' 19''$, » » $12^{\circ} 43' 06''$

Herfra drages Linien videre til Sydgrænser efter tilsvarende Regler som for Sundets nordlige Del, idet den paa denne Strækning dog dannes af rette Linier, bestemt ved følgende Punkter :

- 4) 55° 29' 19" N, 12° 43' 06" E.
- 5) 55° 25' 52" - , 12° 36' 49" -
- 6) 55° 20' 12" - , 12° 38' 42" -

De geografiske Koordinater for de ovenfor angivne Punkter referer sig til vedføjede Søkort¹, paa hvilket Linien er indført.

De to Regeringer er enige om, at den nævnte Linie danner Grænsen mellem de to Landes Søterritorier i Sundet, saa langt disse Søterritorier iøvrigt maatte strække sig efter de i saa Henseende gældende Regler.

Den danske og den svenske Regering forpligter sig til i Sundet ogsaa udenfor Territorialgrænserne at afholde sig fra at oprette Fyr, Sømærker eller i det hele taget nogen fast Indretning, af hvad Art det end maatte være, henholdsvis Øst og Vest for denne Linie, ligesom den skal danne Grænsen mellem deres Ret til at afmærke og bjerge Vrag og til at foretage andre Foranstaltninger til Skibsfartens Betyggelse, og lign. Faste Sømærker eller andre Indretninger, som tidligere maatte være etableret fra dansk Side Øst for eller fra svensk Side Vest for den nævnte Linie, vil være at inddrage af den Stat, hvem de tilhører, efter Forhandlinger mellem vedkommende danske og svenske Myndigheder og inden for et Tidsrum af seks Maaneder fra denne Deklarations Undertegnelse.

Denne Deklaration gør ingen Ændring i de gældende Regler om Lodsning i Øresund ; jfr. Deklaration² af 14. August 1873 med Tillæg af 12. Oktober 1911³; og om Ordningen af Fiskeriforholdene i de til Danmark og Sverige grænsende Farvande ; jfr. Konvention⁴ af 14. Juli 1899 og Deklaration⁵ af 5. Oktober 1907.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede med behørig Bemyndigelse underskrevet denne

Härifrån drages linjen vidare till sydgränser efter regler motsvarande dem, som gälla för Öresunds norra del, varvid densamma dock på denna sträcka utgöres av räta linjer bestämda av följande punkter :

- 4) lar. N. 55° 29' 19", long. O. 12° 43' 06"
- 5) » » 55° 25' 52", » » 12° 36' 49"
- 6) » » 55° 20' 12", » » 12° 38' 42"

De geografiska koordinaterna för ovan angivna punkter hänföra sig till bifogade sjökort¹, å vilket linjen är inlagd.

De båda regeringarna äro eniga om att nämnda linje utgör gräns mellan de båda ländernas territorialvatten i Öresund, så långt dessa territorialvatten sträcka sig enligt i detta hänseende eljest gällande regler.

Svenska och danska regeringarna förplikta sig att i Öresund även utanför territorialgränserna avhålla sig från att uppföra fyrar, sjömärken eller över huvud taget några fasta anläggningar av vad slag det vara må, respektive väster och öster om denna linje, vilken jämväl skall utgöra gräns för deras rätt att utmärka och bärga vrak samt att vidtaga andra anstalter för sjöfartens betryggande och dylikt. Fasta sjömärken eller andra anläggningar, som tidigare må hava uppförts från svensk sida väster, från dansk sida öster om sagda linje skola indragas av den stat, de tillhöra, efter förhandlingar mellan vederbörande svenska och danska myndigheter samt inom en tid av sex månader från undertecknandet av denna deklaration.

Denna deklaration medför ingen ändring i gällande regler angående lotsning i Sundet (jmf. deklaration² den 14 augusti 1873 med tillägg den 12 oktober 1911³) eller i den ordning, som gäller för fiskeriförhållandena i de till Sverige och Danmark gränsande farvattnen (jmf. konventionen⁴ den 14 juli 1899 och deklarationen⁵ den 5 oktober 1907).

Till bekräftande härav hava undertecknade, därtill behörigen bemyndigade, undertecknat

¹ La carte n'est pas reproduite ici.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 295.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 638.

⁴ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VI, page 577.

⁵ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VI, page 586.

¹ The chart is not reproduced here.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 65, page 1173.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 912.

Deklaration, som er affattet paa det danske og det svenske Sprog, og forsynet samme med deres Segl.

Udfærdiget i Stockholm i to Eksemplarer, den 30. Januar 1932.

(L. S.) WORSAAE.

denna deklaration, som är avfattad på svenska och danska språken, samt försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm i två exemplar den 30 januari 1932.

(L. S.) Fredrik RAMEL.

NOTEUDVERKSLING.

NOTEVÄXLING.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

a.

MINISTERN FÖR UTRIKES ÄRENDENA TILL DANMARKS CHARGÉ D'AFFAIRES I STOCKHOLM.

STOCKHOLM, den 30 januari 1932.

HERR CHARGÉ D'AFFAIRES,

I anslutning till den i dag undertecknade deklarationen angående gränserna i Öresund har jag äran meddela, att svenska regeringen erkänner sig vara förpliktad att hålla genomfarten genom Sundet vid Flintrännan och öster om Ven öppen för alla danska fartyg, däribland såväl handels- som örlogsfartyg, vilka skola äga rätt att fritt använda nämnda farvatten till genomfart utan att därför erlägga någon som helst avgift (med undantag av ersättning för frivillig lotstjänst), liksom de icke heller i övrigt i något avseende må behandlas mindre gynnsamt än svenska eller något som helst annat lands fartyg.

Samtidigt som jag på Kungl. svenska regeringens vägnar avgiver ovanstående förklaring, har jag äran tillägga, att intet däri skall kunna tolkas såsom varande i strid mot de förpliktelser, som må åvila Sverige såsom medlem av Nationernas förbund, liksom ej heller förhindra Sverige att vidtaga sådana temporära försvarsåtgärder, som det finner erforderliga i händelse av internationella militära förvecklingar, vari det indrages.

Svenska regeringen erkänner vidare danska regeringens rätt att fastställa gränserna för Köpenhamns redd på samma sätt som hittills skett och att behandla sagda farvatten såsom inre danskt farvatten.

Mottag, Herr Chargé d'affaires, försäkran om min fullkomligaste högaktning.

Fredrik RAMEL.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

b.

DANMARKS CHARGÉ D'AFFAIRES I STOCKHOLM TILL MINISTERN FÖR UTRIKES ÄRENDENA.

STOCKHOLM, den 30. Januar 1932.

HERR BARON,

Herved har jeg den Ære at anerkende Modtagelsen af Herr Udenrigsministerens Note af Dags Dato, hvori Deres Excellence i Forbindelse med den idag undertegnede Deklaration angaaende Grænserne i Sundet har meddelt mig, at den Kgl. svenske Regering anerkender at være forpligtet til at holde Gennemsejlingen gennem Sundet ad Flinterenden og Østen for Hven aaben for alle

danske Skibe, derunder saavel Handels- som Marineskibe, som skal være berettiget til frit at benytte det nævnte Gennemsejlingsfarvand uden derfor at erlægge nogensomhelst Afgift (med Undtagelse af Vederlag for frivillig Lodstjeneste), ligesom de ogsaa iøvrigt i ingen Henseende maa behandles ugunstigere end svenske eller et hvilket som helst andet Lands Skibe.

Idet Herr Udenrigsministeren paa den Kgl. svenske Regerings Vegne har afgivet ovenstaaende Erklæring, har Deres Excellence tilføjet, at intet deri skal kunne fortolkes som værende i Strid med de Forpligtelser, som maa paahvile Sverige som Medlem af Folkenes Forbund, eller forhindre Sverige i at foretage saadanne midlertidige Forsvarsforanstaltninger, som det finder paakrævet i Tilfælde af internationale militære Farviklinger, hvori det inddrages.

Den Kgl. svenske Regering anerkender endvidere den Kgl. danske Regerings Ret til at fastsætte Grænserne for Københavns Red, saaledes som dette hidtil er sket, og at behandle dette Farvand som indre dansk Farvand.

Modtag, Herr Baron, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

WORSAAE.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 26 février 1932.

Georg Cohn,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 2 mars 1932.

Le Chef des Archives :
Torsten Gihl.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2906. — DÉCLARATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS CONCERNANT LES LIMITES DU SUND. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 30 JANVIER 1932.

No. 2906. — DECLARATION BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE BOUNDARIES OF THE SUND. SIGNED AT STOCKHOLM, JANUARY 30, 1932.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DANOIS et LE GOUVERNEMENT ROYAL SUÉDOIS, qui ont soumis à une étude approfondie la question des limites dans le Sund (limité au Nord par une ligne allant de Gilbjergghoved au Kullen, et au Sud par une ligne allant du phare de Stevns à la pointe de Falsterbo), ont constaté que la ligne indiquée ci-dessous sert de base à la juste délimitation de l'exercice, par les deux pays, des droits visés ci-après :

Dans la partie Nord du Sund, depuis la ligne frontière Nord jusqu'à la place de la bouée lumineuse et sonore de Lous Flak (lat. N. 55° 49' 36", long. E. 12° 42' 42"), la ligne passe au milieu entre la côte de Sjælland et la terre ferme suédoise (compte non tenu de l'île de Hven).

De la place de la bouée lumineuse et sonore de Lous Flak, la ligne est tracée directement jusqu'à la place de la bouée lumineuse de Saltholm Flak N. E. (lat. N. 55° 41' 55", long. E. 12° 51' 00") et de là vers le sud suivant des lignes droites tracées entre les quatre points suivants :

- 1) Lat. N. 55° 38' 37", long. E. 12° 53' 54"
- 2) » » 55° 36' 49", » » 12° 53' 04"
- 3) » » 55° 32' 25", » » 12° 43' 57"
- 4) » » 55° 29' 19", » » 12° 43' 06"

De là, la ligne se prolonge, jusqu'à la limite sud d'après les mêmes règles que celles applicables pour la partie Nord du Sund, étant

THE ROYAL DANISH GOVERNMENT and THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT, having carefully considered the question of boundaries in the Sound, (limited in the north by a line from Gilbjergghoved to Kullen, and in the south by a line from the Stevns lighthouse to Falsterbo Point), have found that the line hereinafter described affords a basis for the correct delimitation of the exercise by the two countries of the rights mentioned below :

In the northern part of the Sound, from its northern limit to the site of the Lous Flak light-and soundbuoy (lat. N. 55° 49' 36" ; long. E. 12° 42' 42"), the line runs midway between the coast of Zealand and the Swedish mainland (Ven Island being disregarded).

From the site of the Lous Flak light — and sound — buoy, the line runs straight to the site of the Saltholm Flak lightbuoy N. E. (Lat. N. 55° 41' 55" ; long. E. 12° 51' 00"), and thence in a southerly direction following straight lines drawn between the following four points :

1. Lat. N. 55° 38' 37", long. E. 12° 53' 54"
2. » » 55° 36' 49", » » 12° 53' 04"
3. » » 55° 32' 25", » » 12° 43' 57"
4. » » 55° 29' 19", » » 12° 43' 06"

The line is continued to the southern limit in accordance with rules corresponding to those applicable to the northern part of the Sound,

¹ Traduction du Gouvernement danois.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translation of the Danish Government.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

constituée toutefois sur ce parcours par quatre lignes droites dont le tracé est déterminé par les points suivants :

- 4) Lat. N. 55° 29' 19", long. E. 12° 43' 06"
- 5) » » 55° 25' 52", » » 12° 36' 49"
- 6) » » 55° 20' 12", » » 12° 38' 42"

Les coordonnées géographiques des points ci-dessus se rapportent à la carte maritime ci-annexée, sur laquelle la ligne est marquée.

Les deux gouvernements sont d'accord pour constater que ladite ligne constitue la limite des eaux territoriales des deux pays dans le Sund, aussi loin que ces eaux territoriales s'étendent d'après les règles en vigueur à cet égard.

Les Gouvernements danois et suédois s'engagent à s'abstenir dans le Sund, même en dehors de la limite des eaux territoriales, d'établir des phares, des balises et généralement toutes autres installations fixes, de quelque nature que ce soit, respectivement à l'Est et à l'Ouest de ladite ligne, qui constituera également la limite de leur droit d'indiquer la place et de procéder au sauvetage d'un navire coulé et de prendre d'autres mesures en vue de la sécurité de la navigation ou pour d'autres objets analogues. Les balises et autres installations fixes établies par le Danemark à l'est et par la Suède à l'ouest de ladite ligne seront enlevées par l'Etat auquel elles appartiennent, après négociations entre les autorités compétentes danoises et suédoises et dans un délai de six mois à compter de la date de la signature de la présente déclaration.

La présente déclaration ne modifie en rien les règles en vigueur concernant le pilotage dans le Sund (cf. la Déclaration du 14 août 1873 avec addition en date du 12 octobre 1911), ni les dispositions en vigueur relativement à la pêche dans les eaux limitrophes du Danemark et de la Suède (cf. la Convention du 14 juillet 1899 et la Déclaration du 5 octobre 1907).

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration rédigée en danois et en suédois, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Stockholm, en double exemplaire, le 30 janvier 1932.

(L. S.) WORSAAE.
(L. S.) Fredrik RAMEL.

but is made up of straight lines determined by the following points :

4. Lat. N. 55° 29' 19", long. E. 12° 43' 06"
5. » » 55° 25' 52", » » 12° 36' 49"
6. » » 55° 20' 12", » » 12° 38' 42"

The geographical co-ordinates of the above-mentioned points refer to the attached chart on which the line is marked.

The two Governments agree that the line in question shall form the boundary in the Sound between the territorial waters of the two countries, as far as those territorial waters extend in accordance with the rules in force in this respect.

The Danish and Swedish Governments undertake to refrain in the Sound, even outside territorial waters, from erecting lighthouses, seamarks, or fixed installations of any kind whatever, to the east and west respectively of the said line, which shall also form the boundary for their right to mark and salvage wrecks and to take any other measures for the safety of navigation and the like. Fixed seamarks or other installations which may have been previously erected by Denmark on the east or by Sweden on the west of the said line shall be removed by the State to which they belong, after negotiation between the competent Danish and Swedish authorities and within a period of six months from the date of signing the present Declaration.

This Declaration involves no change in the existing rules regarding pilotage in the Sound (cf. Declaration of August 14, 1873, with the Annex of October 12, 1911), or in the regulations applicable to fishing in the navigable waterways adjacent to Denmark and Sweden (cf. Convention of July 14, 1899, and Declaration of October 5, 1907).

In faith whereof the undersigned, being duly authorised for the purpose, have signed this Declaration, which is drawn up in the Danish and Swedish languages, and have thereto affixed their seals.

Done at Stockholm, in duplicate, January 30, 1932.

(L. S.) WORSAAE.
(L. S.) Fredrik RAMEL.

ÉCHANGE DE NOTES

EXCHANGE OF NOTES.

I.

I.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE
SUÈDE AU CHARGÉ D'AFFAIRE DE DANEMARK
A STOCKHOLM.

THE SWEDISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
TO THE DANISH CHARGÉ D'AFFAIRES AT
STOCKHOLM.

STOCKHOLM, le 30 janvier 1932.

STOCKHOLM, January 30, 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

SIR,

En me référant à la Déclaration signée en date de ce jour, concernant les limites dans le Sund, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement suédois se reconnaît tenu d'accorder le libre passage dans le Sund, à Flintrännan et à l'Est de l'île de Ven, à tous les navires et bateaux danois, notamment à ceux de la marine marchande aussi bien que de la marine militaire, qui auront le droit de traverser librement lesdites eaux, sans avoir à acquitter aucun droit ou taxe, de quelque nature que ce soit (à l'exception du droit perçu pour le pilotage facultatif), et qui à tous autres égards ne pourront être traités moins favorablement que les navires et bateaux suédois ou de n'importe quel autre pays.

In connection with the Declaration signed to-day regarding the boundaries in the Sound, I have the honour to state that the Swedish Government recognises that it is bound to keep the passage through the Sound at Flintrännan and east of Ven Island open to all Danish vessels, including both merchant ships and warships, which shall be entitled to pass freely through the said waterway without paying any dues whatever (with the exception of the charge for voluntary pilotage), and which in all other respects may not be treated less favourably than Swedish vessels or the vessels of any other country whatever.

En même temps que je fais, au nom du Gouvernement suédois, la déclaration ci-dessus, j'ai l'honneur d'ajouter que rien, dans cette déclaration, ne pourra être interprété dans un sens contraire aux obligations pouvant incomber à la Suède en sa qualité de membre de la Société des Nations, ni empêcher la Suède de prendre telles mesures temporaires de défense qu'elle pourra juger nécessaires en cas de complications militaires internationales, dans lesquelles elle se trouverait engagée.

In making the above statement on behalf of the Royal Swedish Government, I have the honour to add that nothing therein shall be interpreted as being contrary to the obligations which may be imposed on Sweden as a Member of the League of Nations, or prevent Sweden from taking such temporary defensive measures as she may find necessary in the event of international military complications in which she becomes involved.

Le Gouvernement suédois reconnaît, en outre, le droit du Gouvernement danois de fixer les limites de la rade de Copenhague dans les conditions où il l'a fait jusqu'à présent, et de considérer lesdites eaux comme eaux intérieures danoises.

The Swedish Government further recognises the Danish Government's right to fix the boundaries of the roadstead of Copenhagen in the same manner as heretofore and to treat the said waters as Danish inland waters.

Veuillez, etc.

I have the honour, etc.

Fredrik RAMEL.

Fredrik RAMEL.

II.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE DANEMARK A STOCKHOLM AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE SUÈDE.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

STOCKHOLM, le 30 janvier 1932.

MONSIEUR LE BARON,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note que vous avez bien voulu me faire parvenir aujourd'hui, et dans laquelle Votre Excellence en se référant à la déclaration signée en date de ce jour, concernant les limites dans le Sund, m'a fait savoir que le Gouvernement suédois se reconnaît tenu d'accorder le libre passage dans le Sund, à Flintrännan et à l'Est de l'île de Ven, à tous les navires et bateaux danois, notamment à ceux de la marine marchande aussi bien que de la marine militaire, qui auront le droit de traverser librement lesdites eaux, sans avoir à acquitter aucun droit ou taxe, de quelque nature que ce soit (à l'exception du droit perçu pour le pilotage facultatif), et qui à tous autres égards ne pourront être traités moins favorablement que les navires et bateaux suédois ou de n'importe quel autre pays.

En même temps que Votre Excellence a fait, au nom du Gouvernement suédois, la déclaration ci-dessus, vous avez ajouté que rien, dans cette déclaration, ne pourra être interprété dans un sens contraire aux obligations pouvant incomber à la Suède en sa qualité de membre de la Société des Nations, ni empêcher la Suède de prendre telles mesures temporaires de défense qu'elle pourra juger nécessaires en cas de complications militaires internationales, dans lesquelles elle se trouverait engagée.

Le Gouvernement suédois reconnaît, en outre, le droit du Gouvernement danois de fixer les limites de la rade de Copenhague dans les conditions où il l'a fait jusqu'à présent, et de considérer lesdites eaux comme eaux intérieures danoises.

Veillez agréer, etc.

WORSAAE.

II.

THE DANISH CHARGÉ D'AFFAIRES AT STOCKHOLM TO THE SWEDISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, January 30, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour hereby to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, in which Your Excellency informs me, in connection with the Declaration signed this day regarding the boundaries in the Sound, that the Royal Swedish Government recognises that it is bound to keep the passage through the Sound at Flintrännan and east of Ven Island open to all Danish vessels, including both merchant ships and warships, which shall be entitled to pass freely through the said waterway without paying any dues whatever (with the exception of the charge for voluntary pilotage), and which in all other respects may not be treated less favourably than Swedish vessels or the vessels of any other country whatever.

In making the above statement on behalf of the Royal Swedish Government, Your Excellency added that nothing therein shall be interpreted as being contrary to the obligations which may be imposed on Sweden as a Member of the League of Nations, or prevent Sweden from taking such temporary defensive measures as she may find necessary in the event of international military complications in which she becomes involved.

The Royal Swedish Government further recognises the Royal Danish Government's right to fix the boundaries of the roadstead of Copenhague in the same manner as heretofore, and to treat the said waters as Danish inland waters.

I have the honour, etc.

WORSAAE.

N° 2907.

ISLANDE ET SUÈDE

Convention concernant le règlement
pacifique des différends. Signée
à Tingvellir, le 27 juin 1930.

ICELAND AND SWEDEN

Convention regarding the Pacific
Settlement of Disputes. Signed at
Tingvellir, June 27, 1930.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT. TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

N^o 2907. — KONVENTION¹ MEL-
LAN SVERIGE OCH ISLAND AN-
GÅENDE FREDLIGT AVGÖRAN-
DE AV TVISTER. UNDERTECK-
NAD I TINGVELLIR DEN 27
JUNI 1930.

N^o 2907. — SAMNINGUR¹ MILLI
ÍSLANDS OG SVÍÞJÓÐAR UM
LAUSN DEILUMÁLA MEÐ FRIÐ-
SAMLEGUM HÆTTI, ÞINGVÖL-
LUM 27 JUNI 1930.

*Textes officiels islandais et suédois communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de Suède.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu
le 5 mars 1932.*

*Icelandic and Swedish official texts communicated
by the Swedish Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Convention took place
March 5, 1932.*

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE OCH
HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV ISLAND OCH
DANMARK, vilka äro besjälade av önskan att
främja strävandena till avgörandet på fredlig
väg av mellanstatliga tvister, hava i detta syfte
överenskommit att avsluta en konvention an-
gående fredligt avgörande av tvister, som må
uppträ mellan Sverige och Island, och hava till
Sina fullmäktige för avslutandet av en sådan
konvention utsett :

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DAN-
MERSKUR og HANS HÁTIGN KONUNGUR SVÍÞJÓÐAR'
sem óska eindregið að styðja viðleitnir að jafna
á friðsamlegan hátt milliríkjadeilum, hafa, með
það fyrir augum, komið sjer saman um að gera
samning um friðsamlega lausn deilumála, sem
kunna að rísa milli Íslands og Svíþjóðar, og
hafa útnefnt sem fulltrúa sína til þess að gera
slíkan samning :

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin Envoyé extraordinaire och Ministre
plénipotentiaire i Köpenhamn, Oskar
Anton Herman EWERLÖF och

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DAN-
MERSKUR :

Forsætisráðherra Íslands Tryggva ÞÓRHAL-
LSSON og

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV ISLAND OCH
DANMARK :

Íslands Försteminister Tryggvi THORHALL-
SON,

HANS HÁTIGN KONUNGUR SVÍÞJÓÐAR :

Sendiherra sinn í Kaupmannahöfn Oskar
Anton Herman EWERLÖF,

Vilka, därtill vederbörligen bemyndigade,
överenskommit om följande bestämmelser :

Sem með gildu umboði hafa orðið ásáttir um
eftirfylgjandi ákvæði :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stock-
holm, le 10 février 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at
Stockholm, February 10, 1932.

Artikel 1.

Uppstár mellom Sverige och Island rættstvíst, som ár hænforlig till nágón av de í art. 36 mom. 2, av stadgan för den fasta mellanfolkliga domstolen angivna kategorier¹ och som icke kunnat lösas på diplomatisk väg, skall den hænskjutas till avgörande inför nämnda domstol í enlighet med bestämmelserna í sagda stadga.

Twister, í fråga om vilka särskilda avtal om doms- eller skiljedomsförfarande gälla mellan de fördragsslutande parterna, skola behandlas enligt bestämmelserna í dessa avtal.

Meningsskiljaktighet rörande tolkningen av förevarande konvention skall avgöras av den fasta mellanfolkliga domstolen.

Artikel 2.

De fördragsslutande parterna förplikta sig att till skiljedomsförfarande jämlikt nedanstående bestämmelser hænskjuta alla andra än de í art. 1 omnämnda tvister. Innan en tvist göres till föremål för skiljedomsförfarande, skola parterna söka enas om dess hænskjutande till undersöknings- och förlikningsförfarande inför en í sådant syfte särskilt tillsatt förlikningsnämnd.

Därest icke inom sex månader efter det en av parterna föreslagit undersöknings- och förlikningsförfarande enighet uppnåtts om tvistens hænskjutande till sådant förfarande och om förlikningsnämndens sammansättning, skall tvisten på endera partens yrkande hænskjutas till skiljedom.

Parterna äro ense om att de tvister, som avses í förevarande artikel, skola avgöras efter grundsatserna för rätt och billighet.

Artikel 3.

Därest parterna ej annorlunda överenskomma, skall skiljedomstol för behandling av tvist

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LVXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; vol. CXI, page 402; vol. CXVII, page 46; et vol. CXXVI, page 430, de ce recueil.

I. grein.

Rjettardeilum, sem kunna að rísa milli Íslands og Svíþjóðar, sem hægt er að heimfæra undir einhverja þá tegund, sem nefndar eru í 36. grein 2. málsgrein í reglugjörð fasta alþjóðadómstólsins¹ skal, svo framarlega sem ekki hefur tekist að jafna deilurnar milli stjórnarfulltrúa ríkjanna, vísað til úrlausnar fyrnefnds dómstóls í samræmi við ákvæði reglugjörðarinnar.

Deilur, sem eru þess efnis, að um þær gilda sjerstök ákvæði milli þessara tveggja landa um dóms- eða gjörðardómsmeðferð, skulu sæta þeirri meðferð, sem þau hin sömu ákvæði mæla fyrir um.

Agreiningar um skilning á samningi þessum skulu úrskurðaðir af fasta alþjóðadómstólum.

2. grein.

Samningsaðilarnir skuldbinda sig til að bera undir gjörðardóm samkvæmt eftirfarandi ákvæðum allar aðrar deilur en þær, sem nefndar eru í 1. grein. Áður en gjörðardómsmeðferð hefst, munu aðilarnir leitast við að vísa málinu til rannsóknar og sáttameðferðar fyrir sjerstakri partil utnefndri sáttanefnd.

Nú líða 6 mánuðir frá því er annar aðilinn stakk upp á rannsóknar- og sáttameðferð, og ekki hefur náðst samkomulag um að vísa deilunni til slíkrar meðferðar og um útnefning sáttanefndar, þá getur hvor aðilinn um sig farið fram á að láta gjörðardóm skera úr deilunni.

Aðilarnir eru ásáttir um, að deilur þær, sem þessi grein fjallar um, skulu leystar á grundvelli rjettlætis og sanngirni.

3. grein.

Sje ekki öðruvísi ákveðið með samningi, skal gjörðardómur sá, er fer með deilumál samkvæmt

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; and Vol. CXXVI, page 430, of this Series.

jämlikt art. 2 i denna konvention tillsättas i enlighet med bestämmelserna i Haag-konventionen¹ den 18 oktober 1907 för avgörande på fredlig väg av internationella tvister, avdelning IV, kap. II.

Artikel 4.

I den mån parterna i fråga om skiljedomsfröfarandet ej annorlunda överenskomma, skola bestämmelserna i Haag-konventionen den 18 oktober 1907 för avgörandet på fredlig väg av internationella tvister, avdelning IV, kap. III, därvid lända till efterrättelse.

Därest sådant skiljeavtal, som avses i sagda Haag-konvention, ej undertecknats inom sex månader efter det ena parten till den andra framfört yrkande om tvists hänskjutande till skiljedom, skall skiljeavtal på yrkande av endera parten fastställas i den ordning, som föreskrives i artiklarna 53 och 54 i nämnda Haag-konvention.

I de fall, då förevarande konvention hänvisar till bestämmelserna i Haag-konventionen, skola dessa bestämmelser tillämpas parterna emellan oavsett om sistnämnda konvention är för dem gällande.

Artikel 5.

Skiljedomstolen äger på endera partens yrkande angiva de provisoriska åtgärder, som böra vidtagas för skyddande av denna parts rätt, för så vitt dessa åtgärder kunna vidtagas på administrativ väg.

Artikel 6.

Skiljedomen skall, när anledning därtill förefinnes, innehålla anvisning rörande sättet för dess verkställande, särskilt rörande de tidsfrister, som därvid skola iakttagas.

Artikel 7.

Beträffande frågor, som enligt lagstiftningen i det land, mot vilket yrkande framställs, skola

2. grein dessa samnings, útnefndur í samræmi við ákvæði IV. þáttar II. kapitula Haagsamþykta­rinnar¹ frá 18. október 1907 um jöfnun deilumála milli ríkja með friðsamlegum hætti.

4. grein.

Að svo miklu leyti sem aðilarnir taka ekki aðra ákvörðun um gjörðardómsmeðferð, skulu ákvæðin í IV. þætti III. kapitula Haagsamþykta­rinnar frá 18. október 1907 um jöfnun deilumála milli ríkja með friðsamlegum hætti koma til framkvæmda.

Verði slíkt gjörðardómssamkomulag, sem um ræðir í nefndri Haagsamþykta, ekki undirritað áður en 6 mánuðir eru liðnir frá því annar aðilinn bar upp við hinn tilmæli um að deiluatridinu skyldi vísa til gjörðardóms, skal gjörðardómssamkomulagið, samkvæmt ósk annars aðilans, gert á þann hátt, er mælt er fyrir um í 53. og 54. grein nefndrar Haagsamþykta.

I þeim tilfellum, að í samningi þessum er vísað til ákvæða Haagsamþykta­rinnar, skal ákvæða þessara gætt milli aðilanna, án tillits till þess, hvort samþykta þessi er gildandi fyrir aðilana.

5. grein.

Að ósk annars aðilans skal gjörðardómurinn mæla fyrir um þær bráðabirgðaráðstafanir, sem ber að gera til þess að vernda rjettarstöðu þessa sama aðila, svo framarlega sem hægt er að gera þessar ráðstafanir með framkvæmdarathöfnum.

6. grein.

Sje ástæða til þess talin skal í dómsorði tekið fram, hvernig dómnum skuli fullnægt, einkanlega að því er snertir þá fresti, sem gæta ber.

7. grein.

Að því er snertir málefni, sem samkvæmt löggjöf þess lands, sem krafan er á hendu

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

avgöras av domstol, varmed här avses jämväl förvaltningsdomstol, kan vederbörande part icke påfordra, att det i artiklarna 1 eller 2 avsedda förfarande kommer till användning förrän genom sakens behandling vid domstol slutligt utslag avkunnats. I sådant fall skall tvistens hänskjutande till dom eller skiljedom ske senast ett år efter sådant utslag.

Artikel 8.

Har i dom eller skiljedom förklarats, att ett beslut eller en åtgärd av domstol eller annan myndighet i ena staten helt eller delvis står i strid med folkrätten, och kunna enligt denna stats författning följderna av beslutet eller åtgärden icke helt eller delvis undanröjas, så äro parterna ense om att den förfördelade parten i domen eller skiljedomsutslaget må tillerkännas lämplig gottgörelse på annat sätt.

Artikel 9.

De fördragsslutande parterna förbinda sig att under pågående doms- eller skiljedomsförfarande i möjligaste mån undvika varje åtgärd, som kan motverka domens eller skiljedomens verkställande.

Parterna skola efter tro och heder ställa sig domen eller skiljedomen till efter rättelse.

Artikel 10.

Twister, som må uppstå mellan parterna angående tolkningen eller utförandet av dom eller skiljedom, skola, därest ej annorlunda bestämts, underkastas avgörande av den domstol, som avkunnat domen eller skiljedomen.

Artikel 11.

Denna konvention skall ratificeras, för Sveriges del av Hans Majestät Konungen av Sverige under förutsättning av svenska riksdagens bifall, och för Islands del av Hans Majestät Konungen av Island och Danmark under förutsättning av isländska altingets bifall. Ratifikationerna skola utväxlas i Sockholm.

gjörð, eiga að sæta úrlausn dómstóls, hjer með einnig talinn umboðsstjórnardómur, getur hlutaðeigandi aðili ekki krafist, að aðferð sú, sem nefnd er í 1. eða 2. grein, verði viðhöfð, áður en endanleg dómsniðurstaða er fengin. Í slíku tilfelli skal málinu vísað til dóms eða gjörðardóms síðasta lagi ári eftir að málinu hafði verið ráðið þannig til lykta.

8. grein.

Ef að því er lýst yfir í uppkveðnum dómi eða gjörðardómi, að ákvörðun eða framkvæmd dóms eða annars yfirvalds annarshvors ríkisins fari að einhverju leyti eða öllu í bága við alþjóðarjett, og ef að stjórnlæg þessa ríkis leyfa ekki að afmá að öllu eða einhverju leyti afleiðingarnar af slíkri ákvörðun, eða framkvæmd, þá eru aðilarnir ásáttir um, að í dómnum eða gjörðinni megi dæma þeim aðilanum, er misrjetti hefur verið beittur, hæfilegar bætur á annan hátt.

9. grein.

Meðan að stendur á dóms- eða gjörðardómsmeðferð skuldbinda sammingsaðilarnir sig til þess að leida hjá sjer, svo sem frekast er unt, hverskonar ráðstöfun sem getur orðið til tálmunar fullnægju dómsins eða gjörðarinnar.

Aðilarnir skulu, að viðlögðum drengskap, hlýta dóms- eða gjörðardómsniðurstöðunni.

10. drein.

Deilur, sem kynnu að rísa milli aðilanna, snertandi skilding eða framkvæmd dómsins eða gjörðarinnar, skulu, sje ekki öðruvísi ákveðið, utkljáðar af þeim rjetti, sem kvað upp dóminn eða gjörðina.

11. grein.

Samning þennan skal fullgilda af hans hátign konungi Íslands og Danmerkur, að áskildu samþykki Alþingis Íslendinga, og af hans hátign konungi Svíþjóðar, að áskildu samþykki Ríkisþings Svía. Fullgildingarskjölin skulu afhent í Stokkhólmi.

Artikel 12.

12. grein.

Denna konvention träder i kraft å dagen för ratifikationernas utväxlande och ersätter därvid, i förhållande mellan Sverige och Island, skiljedomskonventionen den 17 juli 1908¹. Den gäller för en tid av tjugo år räknat från ikraftträdandet. Därest den ej senast två år före utgången av nämnda tidrymd blivit uppsagd, skall den gälla för ytterligare tjugo år, och skall den allt framgent anses förlängd för tidrymder av tjugo år, om den icke minst tyå år före utgången av närmast föregående tjugoårsperiod blivit uppsagd.

Tvist, som vid utlöpanDET av konventionens giltighetstid är föremål för doms- eller skiljedomsförfarande på grund av denna konvention, skall slutbehandlas i enlighet med konventionens bestämmelser.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat denna konvention och försett den med sina sigill.

Som skedde i två exemplar på Tingvellir den 27 juni 1930.

(L. S.) O. EWERLÖF.

Samningur þessi gengur í gildi þann dag er fullgildingarskjölin eru afhent, og kemur þá, að því er snertir Ísland og Svíþjóð, í stað gjördardómssamningsins frá 17. júlí 1908¹. Samningurinn gildir í 20 ár frá gildistöku. Ef honum verður ekki sagt upp minst tveimur árum fyrir lok þessa tímabils, gildir hann í önnur 20 ár, og skal framvegis álitast gildandi fyrir 20 ára tímabil, svo framarlega sem honum verður ekki sagt upp minst 2 árum fyrir lok liðandi 20 ára tímabils.

Deilur, sem við lok gildistíma samningsins sæta dóms eða gjörðardómsmeðferð samkvæmt þessum samningi, skulu útkljáðar á þann hátt, er hann mælir fyrir um.

Þessu til staðfestu hafa fulltrúarnir undirritað samning þennan og sett við hann insigli sín.

Gert í tveim eintökum á Þingvöllum. 27. júní 1930.

(L. S.) Tryggvi ÞÓRHALLSSON.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 2 mars 1932.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 755.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 914.

¹ TRADUCTION.

N^o 2907. — CONVENTION ENTRE L'ISLANDE ET LA SUÈDE CONCERNANT LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES¹ DIFFÉRENDS. SIGNÉE A TINGVELLIR, LE 27 JUIN 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK, animés du désir de favoriser les efforts déployés en vue d'obtenir que les différends internationaux soient réglés par des moyens pacifiques, sont convenus de conclure à cet effet une convention pour le règlement pacifique des différends qui pourraient s'élever entre la Norvège et l'Islande, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. Oskar Anton Herman EWERLÖF, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Copenhague ; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK :

M. Tryggvi THORHALLSSON, premier ministre d'Islande ;

Lesquels, dûment munis de pleins pouvoirs à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

S'il s'élève entre la Suède et l'Islande un différend d'ordre juridique qui rentre dans l'une des catégories spécifiées à l'article 36, alinéa 2, du Statut de la Cour permanente de Justice internationale et qui pu être résolu par la voie diplomatique, il sera soumis pour règlement à ladite Cour, conformément aux dispositions du susdit Statut.

¹ TRANSLATION.

No. 2907. — CONVENTION BETWEEN ICELAND AND SWEDEN REGARDING THE PACIFIC SETTLEMENT OF DISPUTES. SIGNED AT TINGVELLIR, JUNE 27, 1930.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK, being desirous of contributing to the efforts for the pacific settlement of international disputes, have agreed, with this object in view, to conclude a Convention concerning the pacific settlement of any disputes that may arise between Sweden and Iceland, and have designated as their Plenipotentiaries for the conclusion of such a Convention :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Oskar Anton Herman EWERLÖF, His, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Copenhague ; and

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK :

M. Tryggvi THORHALLSSON, Prime Minister of Iceland ;

Who, being duly empowered for that purpose, have agreed on the following provisions :

Article I.

Any legal dispute arising between Sweden and Iceland which falls within any of the categories specified in Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Permanent Court of International Justice, and which it has not been possible to settle by diplomacy, shall be referred for settlement to the said Court in accordance with the provisions of the said Statute.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les différends au sujet desquels des accords spéciaux prévoyant une procédure judiciaire ou arbitrale sont en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux dispositions desdits accords.

Toute divergence de vues relative à l'interprétation de la présente convention sera réglée par la Cour permanente de Justice internationale.

Article 2.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure d'arbitrage, conformément aux dispositions ci-après, tous différends autres que ceux visés à l'article premier. Avant de soumettre un différend à la procédure d'arbitrage, les Parties devront essayer de tomber d'accord pour le soumettre à une procédure d'enquête et de conciliation par devant une commission de conciliation spécialement constituée à cet effet.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura proposé la procédure d'enquête et de conciliation, on n'est pas tombé d'accord pour soumettre le différend à ladite procédure, ou sur la composition de la commission de conciliation, le différend sera soumis à l'arbitrage, à la demande de l'une des Parties.

Les Parties conviennent que les différends visés au présent article devront être réglés suivant les principes du droit et de l'équité.

Article 3.

Sauf accord contraire des Parties, le tribunal arbitral à établir pour l'examen d'un des différends visés à l'article 2 de la présente convention, sera constitué conformément aux dispositions du titre IV, chapitre II, de la Convention de La Haye, du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 4.

En tant que les Parties ne seront pas convenues du contraire, relativement à la procédure d'arbitrage, les dispositions du titre IV, chapitre III, de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, seront applicables à ladite procédure.

Disputes regarding which special agreements providing for a judicial or arbitral procedure are in force between the Contracting Parties shall be dealt with in accordance with the terms of such Conventions.

Any divergence of views regarding the interpretation of the present Convention shall be settled by the Permanent Court of International Justice.

Article 2.

The Contracting Parties undertake to submit to arbitration, in accordance with the ensuing provisions, all disputes other than those mentioned in Article 1. Before submitting a case to arbitration the Parties shall endeavour to agree to refer it to a procedure of enquiry and conciliation before a conciliation commission specially appointed for the purpose.

If within six months from the date on which one of the Parties has proposed the procedure of enquiry and conciliation no agreement has been reached to refer the case to such procedure and to appoint a conciliation commission, the dispute shall, at the request of either Party, be referred to arbitration.

The Parties agree that disputes covered by the present Article shall be settled in accordance with the principles of law and equity.

Article 3.

Unless the Parties have agreed otherwise, the arbitral tribunal for dealing with disputes under Article 2 of this Convention shall be appointed in accordance with the provisions of Part IV, Chapter II, of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 4.

Unless the Parties have agreed otherwise, the arbitration procedure shall be governed by the provisions of Part IV, Chapter III, of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Si, dans un délai de six mois à dater du jour où l'une des Parties aura adressé à l'autre une demande tendant à soumettre le différend à l'arbitrage, le compromis visé par ladite convention de La Haye n'a pas été signé, il sera établi, à la demande de l'une des Parties, dans les conditions prévues aux articles 53 et 54 de ladite Convention de La Haye.

Dans les cas où la présente convention renvoie aux dispositions de la Convention de La Haye, lesdites dispositions seront applicables entre les Parties, que ladite convention soit ou non en vigueur pour elles.

Article 5.

A la demande de l'une des Parties, le tribunal arbitral devra indiquer les mesures provisoires à prendre en vue de sauvegarder les droits de cette Partie, pourvu que ces mesures puissent être prises par la voie administrative.

Article 6.

La sentence arbitrale formulera, s'il y a lieu, des indications relatives au mode d'exécution de ladite sentence et, notamment, aux délais à observer à cet égard.

Article 7.

En ce qui concerne les questions qui, d'après la législation du pays contre lequel une demande est formée, relèvent de la compétence des tribunaux, y compris les tribunaux administratifs, la Partie intéressée ne pourra pas exiger l'application de la procédure prévue à l'article premier ou à l'article 2 avant qu'un jugement définitif ait été rendu par le tribunal compétent. Dans ce cas, le renvoi du différend à la procédure judiciaire ou arbitrale devra avoir lieu dans un délai d'une année au plus tard à compter de la date du jugement définitif.

Article 8.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision ou une mesure prise par une instance judiciaire ou toute autre autorité de l'un des deux Etats se trouve entièrement ou

In case an arbitration agreement as provided for in the Hague Convention, has not been signed within six months from the date on which one of the Parties has notified the other of its wish to submit the dispute to arbitration, the arbitration agreement shall, at the request of either of the Parties, be drawn up in the manner described in Articles 53 and 54 of the said Hague Convention.

In cases in which the present Convention refers to provisions of the Hague Convention, those provisions shall be applicable between the Parties whether the said Convention is in force for them or not.

Article 5.

The arbitral tribunal may, at the request of either of the Parties, indicate the provisional measures to be taken in order to safeguard the rights of that Party, in so far as such measures can be taken by administrative action.

Article 6.

The arbitral award shall, if circumstances so require, specify the manner in which it is to be carried out, especially as regards the time-limits to be observed.

Article 7.

With regard to questions which, under the laws of the country against which a claim is made, are within the competence of the courts, including administrative courts, the Party concerned may not demand the application of the procedure laid down in Article 1 or Article 2 until a final decision has been given by the court. In such a case the dispute shall be referred to judicial or arbitral procedure within one year from the date of the said decision.

Article 8.

If the judicial decision or the arbitral award declares that any ruling or order of a judicial or other authority of either country is wholly or in part contrary to international law, and if the

partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel dudit Etat ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Parties conviennent qu'il devra être accordé, par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à s'abstenir, autant que possible, durant le cours de la procédure judiciaire ou arbitrale, de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la sentence judiciaire ou arbitrale.

Les Parties devront se conformer de bonne foi à la sentence judiciaire ou arbitrale.

Article 10.

Les contestations qui pourraient surgir entre les Parties concernant l'interprétation ou l'exécution d'une sentence judiciaire ou arbitrale seront soumises, sauf disposition contraire, à la décision du tribunal qui a rendu la sentence.

Article 11.

La présente convention sera ratifiée, en ce qui concerne la Suède, par Sa Majesté le roi de Suède, avec l'approbation du Riksdag suédois, et en ce qui concerne l'Islande, par Sa Majesté le Roi d'Islande et de Danemark, avec l'approbation de l'Althing islandais. Les ratifications seront échangées à Stockholm.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et remplacera, dans les rapports entre la Suède et l'Islande, la Convention d'arbitrage du 17 juillet 1908. La convention aura une durée de vingt années, à compter de l'entrée en vigueur. Si elle n'est pas dénoncée deux ans au plus tard avant l'expiration de ce délai, elle demeurera en vigueur pendant une nouvelle période de vingt années et sera, par la suite, aussi censée prolongée chaque fois pour une période de vingt

constitutional law of that country does not permit or only partially permits the consequence of the said ruling or order to be annulled, the Parties agree that the Party injured by the judicial decision or arbitral award shall be granted fair compensation in some other manner.

Article 9.

The Contracting Parties undertake to refrain, as far as possible, during the course of the judicial or arbitral procedure, from any action likely to have a prejudicial effect on the execution of the judicial decision or arbitral award.

The Parties shall solemnly undertake to carry out the judicial decision or arbitral award.

Article 10.

Any disputes arising between the Parties regarding the interpretation or execution of a judicial decision or arbitral award shall, unless otherwise provided, be settled by the tribunal which rendered the decision or award.

Article 11.

The present Convention shall be ratified on the part of Sweden by His Majesty the King of Sweden, subject to the approval of the Swedish Riksdag, and on the part of Iceland by His Majesty the King of Iceland and Denmark, subject to the approval of the Icelandic Althing. The ratifications shall be exchanged at Stockholm.

Article 12.

The present Convention shall come into force on the date of the exchange of ratifications, and shall, as between Sweden and Iceland, replace the Arbitration Convention of July 17, 1908. It shall be valid for a period of twenty years from the date of its coming into force. Unless it is denounced at least two years before the expiration of that period, it shall remain in force for a further period of twenty years, and shall thereafter be deemed to be prolonged for successive periods of twenty years, unless

années si elle n'est pas dénoncée deux ans au moins avant l'expiration de la dernière période.

Si, à l'expiration de la validité de la présente convention, un différend est pendant devant une instance judiciaire ou un tribunal arbitral en vertu de la présente convention, la procédure suivra son cours conformément aux dispositions de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention qu'ils ont munie de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Tingvellir, le 27 juin 1930.

it has been denounced at least two years before the expiration of the previous period.

If, at the time when the present Convention ceases to be valid, proceedings in respect of a dispute are pending before a judicial or arbitral tribunal in virtue of the present Convention, such dispute shall be finally disposed of in accordance with the provisions of the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Tingvellir, June 27, 1930.

(L. S.) O. EWERLÖF.

(L. S.) Tryggvi THORHALLSSON.

N° 2908.

CHILI ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un arrangement relatif au règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Santiago, le 17 décembre 1931.

CHILE AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Provisional Settlement of Commercial Relations between the two Countries. Santiago, December 17, 1931.

N^o 2908. — UITWISSELING VAN
NOTA'S TUSSCHEN DE CHI-
LEENSCHEN EN DE NEDER-
LANDSCHE REGEERING TOT
HET SLUITEN VAN EEN OVER-
EENKOMST BETREFFENDE
EENE VOORLOOPIGE REGE-
LING DER HANDELSBETREK-
KINGEN TUSSCHEN DE BEIDE
LANDEN. SANTIAGO, 17 DECEM-
BER, 1931.

N^o 2908. — CANJE DE NOTAS
ENTRE LOS GOBIERNOS DE
CHILE Y DE LOS PAISES BAJOS
ESTABLECIENDO UN ACUER-
DO RELATIVO AL ARREGLO
PROVISIONAL DE LAS RELA-
CIONES COMERCIALES ENTRE
LOS DOS PAISES. SANTIAGO,
17 DE DICIEMBRE DE 1931.

*Textes officiels néerlandais et espagnol communi-
qués par le ministre des Pays-Bas, à Berne.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu
lieu le 5 mars 1932.*

*Dutch and Spanish official texts communicated by
the Netherlands Minister at Berne. The regis-
tration of this Exchange of Notes took place
March 5, 1932.*

I.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 638.

SANTIAGO, 17 December 1931.

Avenida de la República N^o 173.

MIJNHEER DE MINISTER,

Ik heb de eer Uwer Excellentie te bevestigen den inhoud van de voorloopige handelsovereenkomst, waartoe onze wederzijdsche Regeeringen, in afwachting van de totstandkoming van een definitief handelsverdrag, waarover de onderhandelingen met grooten spoed zullen worden voortgezet, zijn overeengekomen te geraken, te weten :

1. Nederland, bezielend met den wensch, de thans op de Chileensche producten toegepaste handelspolitiek te handhaven, zal tot den handel van Chili in Nederland, in Nederlandsch-Oost-Indië, in Suriname en in Curaçao dezelfde voordeelen uitstrekken, welke het aan elken anderen Staat toekent, zoowel voor zoover betreft de douanerechten en andere fiscale belastingen, als ten aanzien van invoervergunningen, maatregelen van douanebeperkingen en douaneformaliteiten.

2. Chili zal aan den handel van Nederland, van Nederlandsch-Oost-Indië, van Suriname en van Curaçao toekennen de behandeling, welke het toepast op de meestbegunstigde natie op het gebied, bedoeld in de voorafgaande alinea, en zal hem, van 22 Mei jongstleden af, toekennen de verlaagde tarieven, welke zijn toegepast op de artikelen, voortgebracht in Frankrijk, op grond van den op dien datum ondertekenden modus-vivendi.

3. Deze voorloopige overeenkomst zal duren, zolang van kracht zal blijven de genoemde *modus-vivendi*, zonder afbreuk te doen aan het recht van elk der partijen genoemde overeenkomst te beëindigen, door haar wensch te dien aanzien vijftien dagen te voren kenbaar te maken.

Zij zal, ipso facto, ophouden te bestaan op den dag, dat het hierboven vermelde handelsverdrag in werking zal treden.

Ik neem deze gelegenheid te baat, Mijnheer de Minister, om aan Uwe Excellentie de herhaalde verzekering van mijn hoogste achting aan te bieden.

LAMPING.

Zijner Excellentie den Heere Carlos Balmaceda,
Minister van Buitenlandsche Betrekkingen
van de Chileensche Republiek,
etc., etc., etc.,
Santiago.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPÚBLICA DE CHILE.

MINISTERIO

DE RELACIONES ESTERIORES.

DPTO. DIPLOMÁTICO.

Nº 10721.

SANTIAGO, 17 de diciembre de 1931.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS,

Por Nota de esta misma fecha V. S. pone en conocimiento del Gobierno de Chile los términos de un acuerdo comercial provisional concertado por nuestros respectivos Gobiernos, mientras se celebra un Tratado de Comercio definitivo, cuyas negociaciones se proseguirán con gran actividad, a saber :

1º. Los Países Bajos, en el deseo de mantener la política comercial aplicada actualmente a los productos chilenos, extenderán al comercio de Chile en los Países Bajos, en las Indias Holandesas, en la Guyana Holandesa y en Curaçao, las mismas ventajas que otorguen a cualquier otro Estado extranjero, tanto respecto de derechos de aduana y otros impuestos fiscales como de licencias de internación, medidas de restricción aduanera y formalidades aduaneras.

2º. La República de Chile concederá al comercio de los Países Bajos, de las Indias Holandesas, de la Guyana Holandesa y de Curaçao el tratamiento que aplica a la nación más favorecida respecto de las materias mencionadas en el número precedente y le otorgará, a contar desde el 22 de mayo último, las tarifas reducidas que se aplican a las mercaderías producidas en Francia, en virtud del *Modus-Vivendi* suscrito en esa fecha.

Art. 3º. El presente arreglo provisional durará mientras esté vigente el *Modus-Vivendi* citado, sin perjuicio de que cualquiera de las partes pueda poner término a dicho arreglo manifestando su voluntad con 15 días de anticipación.

Caducará, *ipso facto*, este arreglo, el día en que entre en vigencia el Tratado de Comercio, más arriba citado.

En repuesta, tengo el honor de manifestar a V.S. que el Gobierno de Chile acepta el arreglo provisional en los términos propuestos en la Nota de V. S. de esta fecha.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V.S. las seguridades de mi consideración más distinguida.

Carlos BALMACEDA.

Al Honorable señor A. Th. Lamping,
Encargado de Negocios de los Países Bajos,
Santiago.

¹ TRADUCTION.

Nº 2908. — ÉCHANGE DE NOTES
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
CHILIEN ET NÉERLANDAIS
COMPORTANT UN ARRANGE-
MENT RELATIF AU RÉGLE-
MENT PROVISOIRE DES RELA-
TIONS COMMERCIALES ENTRE
LES DEUX PAYS. SANTIAGO,
LE 17 DÉCEMBRE 1931.

I.

Nº 638.

SANTIAGO, le 17 décembre 1931.
Avenida de la República nº 173.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence le contenu de l'accord commercial provisoire dont sont convenus nos gouvernements respectifs, en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif au sujet duquel les négociations seront poursuivies activement :

1º Les Pays-Bas, animés du désir de maintenir la politique commerciale appli-

¹ TRANSLATION.

No. 2908. — EXCHANGE OF NOTES
BETWEEN THE CHILEAN AND
NETHERLANDS GOVERN-
MENTS CONSTITUTING AN
AGREEMENT REGARDING THE
PROVISIONAL SETTLEMENT
OF COMMERCIAL RELATIONS
BETWEEN THE TWO COUN-
TRIES. SANTIAGO, DECEMBER
17, 1931.

I.

No. 638.

SANTIAGO, December 17, 1931.
Avenida de la República, No. 173.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to confirm the contents of the provisional commercial arrangement agreed upon by our respective Governments pending the conclusion of a final commercial treaty, in regard to which negotiations will be actively pursued :

(1) The Netherlands, desirous of maintaining the commercial policy at present

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

quée actuellement aux produits chiliens, étendront au commerce du Chili aux Pays-Bas, dans les Indes orientales néerlandaises, à Surinam et à Curaçao les mêmes avantages que ceux qu'ils accordent à tout autre État tant en ce qui concerne les droits de douane et les autres charges fiscales qu'en ce qui concerne les licences d'importation, les mesures de restriction douanières et les formalités douanières.

2° Le Chili accordera au commerce des Pays-Bas, des Indes orientales néerlandaises, de Surinam et de Curaçao le traitement qu'il applique à la nation la plus favorisée dans les domaines visés à l'alinéa précédent et l'admettra, à dater du 22 mai dernier, au bénéfice des tarifs réduits qui s'appliquent aux articles produits en France, en vertu du *modus vivendi* signé à cette date.

3° Le présent accord provisoire restera applicable aussi longtemps que sera en vigueur le *modus vivendi* susmentionné, sans préjudice du droit de chacune des parties de mettre fin à cet accord, moyennant un préavis de quinze jours.

L'accord deviendra *ipso facto* caduc le jour où entrera en vigueur le traité de commerce mentionné ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

LAMPING.

Son Excellence
M. Carlos Balmaceda,
Ministre des Affaires étrangères
de la République chilienne, etc., etc., etc.
Santiago.

II.

RÉPUBLIQUE DU CHILI.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 10721.

SANTIAGO, le 17 décembre 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par note en date de ce jour vous portez à la connaissance du gouvernement du Chili le texte de l'accord commercial provisoire dont sont

No. 2908

applied to Chilean products shall extend to Chilean trade in the Netherlands, the Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao, the same advantages as are granted by them to any other foreign State, both as regards Customs duties and other fiscal charges and as regards import licences, Customs restrictions and Customs formalities.

(2) Chile shall grant to the trade of the Netherlands, the Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao the treatment which she applies to the most favoured nation in the matters referred to in the preceding paragraph, and as from May 22 last shall accord it the benefit of the reduced tariffs applicable to articles produced in France, in virtue of the *modus vivendi* signed on that date.

(3) The present provisional arrangement shall remain in operation so long as the above-mentioned *modus vivendi* is in force, without prejudice to the right of each of the parties to terminate this arrangement on giving fifteen day's notice.

The arrangement shall automatically expire on the day on which the above-mentioned commercial treaty comes into force.

I have the honour to be, etc.

LAMPING.

His Excellency
P. Carlos Balmaceda,
Minister for Foreign Affairs
of the Chilean Republic, etc., etc., etc.
Santiago.

II.

CHILEAN REPUBLIC.
MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. 10721.

SANTIAGO, December 17, 1931.

SIR,

In your Note of to-day's date, you inform the Chilean Government of the terms of a provisional commercial arrangement agreed upon by

convenus nos gouvernements respectifs en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif, au sujet duquel les négociations seront poursuivies activement, à savoir :

1^o Les Pays-Bas, animés du désir de maintenir la politique commerciale appliquée actuellement aux produits chiliens, étendront au commerce du Chili aux Pays-Bas, dans les Indes orientales néerlandaises, à Surinam et à Curaçao, les mêmes avantages que ceux qu'ils accordent à tout autre État tant en ce qui concerne les droits de douane et autres charges fiscales qu'en ce qui concerne les licences d'importation, les mesures de restriction douanières et les formalités douanières.

2^o La République du Chili accordera au commerce des Pays-Bas, des Indes orientales néerlandaises, de Surinam et de Curaçao le traitement qu'elle applique à la nation la plus favorisée dans les domaines visés à l'alinéa précédent et l'admettra, à dater du 22 mai dernier, au bénéfice des tarifs réduits qui s'appliquent aux articles produits en France, en vertu du *modus vivendi* signé à cette date.

3. Le présent accord provisoire restera applicable aussi longtemps que sera en vigueur le *modus vivendi* susmentionné, sans préjudice du droit de chacune des parties de mettre fin à cet accord moyennant un préavis de quinze jours.

L'accord deviendra *ipso facto* caduc le jour où entrera en vigueur le traité de commerce mentionné ci-dessus.

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le gouvernement du Chili accepte l'accord provisoire dans les termes fixés par votre note en date de ce jour.

Je saisis cette occasion, etc.

Carlos BALMACEDA.

M. A. Th. Lamping,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
Santiago.

our respective Governments pending the conclusion of a final commercial treaty, in regard to which negotiations will be actively pursued. This arrangement reads as follows :

(1) The Netherlands, desirous of maintaining the commercial policy at present applied to Chilean products, shall extend to Chilean trade in the Netherlands, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao the same advantages as are granted by them to any other foreign State, both as regards Customs duties and other fiscal charges, and as regards import licences, Customs restrictions and Customs formalities.

(2) Chile shall grant to the trade of the Netherlands, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao the treatment which she applies to the most favoured nation in the matters referred to in the preceding paragraph, and as from May 22 last shall accord it the benefit of the reduced tariffs applicable to goods produced in France, in virtue of the *modus vivendi* signed on that date.

(3) The present provisional arrangement shall remain in operation so long as the above-mentioned *modus vivendi* is in force, without prejudice to the right of each of the parties to terminate this arrangement on giving fifteen day's notice.

This arrangement shall automatically expire on the day on which the above-mentioned commercial treaty comes into force.

In reply, I have the honour to inform you that the Chilean Government accepts the provisional arrangement on the terms proposed in your Note of to-day's date.

I have the honour to be, etc.

Carlos BALMACEDA.

M. A. Th. Lamping,
Chargé d'Affaires of the Netherlands,
Santiago.

N° 2909.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention pour l'application de certaines mesures sanitaires au Congo belge et à l'Afrique équatoriale française. Signée à Paris, le 29 juillet 1931.

BELGIUM AND FRANCE

Convention for the Application of certain Sanitary Measures in the Belgian Congo and French Equatorial Africa. Signed at Paris, July 29, 1931.

N^o 2909. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE
POUR L'APPLICATION DE CERTAINES MESURES SANITAIRES
AU CONGO BELGE ET A L'AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE.
SIGNÉE A PARIS, LE 29 JUILLET 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 mars 1932.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux de prémunir leurs colonies du Congo belge et de l'Afrique équatoriale française contre les maladies épidémiques et contagieuses ;

Tenant compte et restant dans le cadre des dispositions de la Convention² sanitaire internationale signée à Paris le 21 juin 1926 et spécialement de son article 9 ;

Ont décidé de conclure une convention spéciale et ont désigné comme plénipotentiaires à cet effet :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. le Baron DE GAIFFIER D'HESTROY, son ambassadeur extraordinaire en France ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, député, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les maladies transmissibles auxquelles s'applique cette convention sont les suivantes :

Peste,
Choléra,
Fièvre jaune,
Typhus exanthématique,
Variole (Major ou Minor),
Fièvre récurrente européenne,
Trypanosomiase.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 23 décembre 1931.

² Vol. LXXVIII, page 229 ; vol. XCII, page 409 ; vol. CIV, page 513 ; et vol. CVII, page 524, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2909. — CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND FRANCE FOR THE APPLICATION OF CERTAIN SANITARY MEASURES IN THE BELGIAN CONGO AND FRENCH EQUATORIAL AFRICA. SIGNED AT PARIS, JULY 29, 1931.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 7, 1932.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, desirous of protecting their colonies of the Belgian Congo and French Equatorial Africa, against epidemic and infectious diseases ;

Taking into account and remaining within this frame work of the provisions of the International Sanitary Convention ³ signed at Paris on June 21, 1926, and especially of Article 9 thereof ;

Have decided to conclude a special Convention and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Baron DE GAIFFIER D'HESTROY, His Ambassador Extraordinary in France,

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Aristide BRIAND, Deputy, Minister for Foreign Affairs,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The communicable diseases to which this Convention applies are :

Plague,
Cholera,
Yellow fever,
Typhus,
Variola (major or minor),
European relapsing fever,
Trypanosomiasis.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, December 23, 1931.

³ Vol. LXXVIII, page 229 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. CIV, page 513 ; and Vol. CVII, page 524, of this Series.

Article 2.

Les termes de cette convention sont applicables temporairement à toute autre maladie transmissible, ayant revêtu, de l'avis des deux gouvernements, une forme épidémique grave sur les territoires voisins de la frontière.

Article 3.

Les administrations des deux colonies peuvent, d'un commun accord, modifier, par suppression ou addition, la liste des maladies inscrites à l'article premier.

Article 4.

Les Gouvernements du Congo belge et de l'Afrique équatoriale française échangeront entre eux, par l'intermédiaire de leurs services médicaux, des informations mensuelles au sujet de la manifestation et du développement, sur leurs territoires respectifs limitrophes, de toutes les maladies prévues à l'article premier. Ces informations mentionneront, autant que possible, le nombre des cas, l'extension du fléau et sa tendance à augmenter ou à diminuer d'intensité.

Outre les rapports mensuels, des informations concernant l'éclosion ou l'évolution des épidémies provoquées par les maladies énumérées à l'article premier ou par celles ayant pris le caractère dangereux visé à l'article 2, seront communiquées immédiatement par les voies les plus rapides.

Article 5.

Indépendamment des informations indiquées dans l'article précédent, le Gouvernement du pays infecté fera la notification de contamination prévue au titre premier, chapitre premier, section première, article premier de la Convention sanitaire internationale de Paris, de 1926.

Article 6.

Les deux gouvernements pourront réunir, tantôt en Territoire belge, tantôt en Territoire français, des conférences d'hygiénistes en vue d'améliorer le système de défense des deux colonies et de mettre les médecins à même de collaborer plus étroitement dans ce but.

Dans l'intervalle des sessions, les médecins des régions de la frontière s'adresseront toutes communications utiles et, le cas échéant, se rencontreront toutes les fois que des échanges de vues leur paraîtront nécessaires.

Article 7.

Les deux gouvernements s'efforceront de maintenir une chaîne de postes médicaux sur leurs territoires limitrophes et exerceront, dans la mesure du possible, un contrôle effectif des maladies énumérées à l'article premier, sévissant parmi les naturels de ces régions.

Article 8.

Autant que les circonstances le permettront, les indigènes qui passeront du Congo belge à l'Afrique équatoriale française ou réciproquement seront munis d'un passeport ou d'un permis mentionnant qu'ils ne sont atteints d'aucune des maladies mentionnées à l'article premier, ou, s'ils sont atteints de maladie du sommeil, qu'ils ne présentent pas de trypanosomes dans leur sang périphérique.

Article 2.

The terms of this Convention shall be temporarily applicable to all other communicable diseases which, in the opinion of the two Governments, has assumed the character of a serious epidemic in the territories near the frontier.

Article 3.

The Administrations of the two colonies may by common consent modify, by omission or addition, the list of the diseases communicated in Article 1.

Article 4.

The Governments of the Belgian Congo and French Equatorial Africa shall exchange, through their medical services, monthly bulletins regarding the appearance and spread in their respective contiguous territories of all the diseases specified in Article 1. These bulletins shall also mention, so far as possible, the number of cases, the extent of the outbreak and its tendency to increase or diminish.

In addition to the monthly reports, particulars regarding the outbreak or development of epidemics of the diseases specified in Article 1, or of those which have assumed the dangerous character specified in Article 2, shall be immediately communicated with all possible despatch.

Article 5.

Apart from the bulletins mentioned in the preceding Article, the Government of the infected country shall issue the notification of diseases provided for in Part I, Chapter I, Section I, Article 1 of the Paris International Sanitary Convention of 1926.

Article 6.

The two Governments may convene, in Belgian or in French territory as circumstances warrant, conferences of health experts to consider the improvement of protective measures in the two colonies, and to enable medical officers to co-operate more closely in this respect.

In the interval between these sessions, the medical officers of the frontier districts shall exchange all useful information and may arrange meetings whenever they consider it necessary to exchange views.

Article 7.

The two Governments shall endeavour to maintain a chain of medical stations in their contiguous territories, and shall so far as possible exercise effective supervision over the diseases specified in Article 1 prevailing among the natives of these districts.

Article 8.

So far as circumstances permit, natives crossing from the Belgian Congo into French Equatorial Africa or *vice versa* shall be supplied with a passport or permit stating that they are not suffering from any of the diseases specified in Article 1, or, if they are suffering from sleeping sickness, that they have no trypanosomes in their peripheral blood.

Ce certificat sera établi par l'autorité sanitaire de la dernière résidence du bénéficiaire dans le pays d'origine et sera visé dans le pays de destination, à l'entrée et au départ de l'émigrant. Il devra être visé par l'autorité sanitaire du pays d'origine à tout nouveau départ du bénéficiaire, à moins que le nouveau voyage ne s'accomplisse dans les trois mois qui suivront le jour du visa antérieur.

Article 9.

Le passage de l'une à l'autre colonie sera interdit :

- a) A toute personne atteinte de l'une des six premières maladies mentionnées à l'article premier ou l'une de celles rentrant dans les conditions prévues à l'article 2 ;
- b) Aux malades atteints de lèpre tuberculeuse ou mixte, de tuberculose pulmonaire manifeste ou de pian et aux trypanosomés non traités ou chez qui l'examen a décelé la présence de parasites dans le sang périphérique ;
- c) A tous les individus provenant d'une zone officiellement dénoncée comme étant contaminée de l'une des maladies énumérées à l'article premier — la trypanosomiase exceptée — ou rentrant dans les conditions déterminées à l'article 2, à moins que l'autorité sanitaire du pays de destination juge suffisant de les soumettre à un régime de quarantaine.

Article 10.

Lorsque les indigènes d'une des Parties contractantes auront été trouvés, sur le territoire de l'autre Partie, infectés d'une des maladies contagieuses visées aux articles premier, 2 et 9, les autorités médicales qui auront diagnostiqué ces maladies s'efforceront, si elles le jugent raisonnable et sans risque pour la vie des patients, de les remettre à un représentant des autorités médicales de l'autre pays.

En cas d'impossibilité, les autorités médicales du premier pays transmettront à celles du second tous les renseignements qu'elles pourront recueillir au sujet de l'identité et de la résidence des malades.

Article 11.

Les deux gouvernements chargeront leurs services médicaux d'apporter tous leurs soins dans la région frontière des deux territoires :

- a) A la vaccination antivariolique ;
- b) Au traitement prophylactique et curatif de la maladie du sommeil ;
- c) Aux mesures d'assainissement destinées à combattre dans la mesure du possible les glossines et les autres insectes dangereux ;
- d) Au recensement et au traitement des lépreux ;
- e) A toutes autres mesures de nature à éviter l'infection du territoire indemne.

Les deux administrations s'entendront pour coordonner, dans leurs régions limitrophes, leurs efforts contre les maladies transmissibles et spécialement contre la maladie du sommeil. A cet effet, il est recommandé aux services spéciaux de se communiquer, en temps voulu, l'itinéraire des tournées des médecins dans les zones frontières, de façon à les faire coïncider autant que possible.

Article 12.

Les Administrations des deux colonies se transmettront, au mois de mai de chaque année, les cartes et le tableau suivants relatifs aux régions de leur frontière commune :

- a) Une carte de répartition de la maladie du sommeil avec l'indication de la fréquence dans les diverses zones ;

The certificate shall be prepared by the health authorities of the last place at which the holder resided in his country of origin and shall be *visé* in the country of destination when the emigrant enters or leaves the country. It must be *visé* by the health authorities of the country of origin every time the holder leaves the country, unless the journey be repeated within three months following the date of the first visa.

Article 9.

The following shall not be allowed to pass from one colony into the other :

- (a) Any person suffering from one of the six first diseases specified in Article 1 or one of those fulfilling the conditions laid down in Article 2 ;
- (b) Persons suffering from tuberculous or mixed leprosy, open tuberculosis or yaws, and persons suffering from trypanosomiasis who have not been treated or in whom examination has revealed the presence of parasites in the peripheral blood.
- (c) Any persons coming from a zone which has been officially declared infected with one of the diseases specified in Article 1 — except trypanosomiasis — or fulfilling the conditions laid down in Article 2, unless the sanitary authorities of the country of destination consider that quarantine measures will be sufficient.

Article 10.

When natives of one of the Contracting Parties are found infected in the territory of the other Party with one of the infectious diseases mentioned in Articles 1, 2 and 9, the medical authorities who have diagnosed these diseases shall take steps, if they consider it reasonable and without risk to the life of the patients, to hand them over to a representative of the medical authorities of the other country.

Should that be impossible, the medical authorities of the former country shall transmit to those of the latter all the information they are able to collect concerning the identity and place of residence of the diseased natives.

Article 11.

Both Governments shall instruct their medical services to devote all possible attention in the frontier region of the two territories :

- (a) To smallpox vaccination,
- (b) To the prophylactic and curative treatment of sleeping sickness,
- (c) To improvement works for all possible destruction of the *glossina* and other dangerous insects,
- (d) To taking a census of and to the treatment of lepers,
- (e) To all other measures to prevent the infection of un-infected territory.

The two Administrations shall confer with a view to co-ordinating their efforts, in their contiguous territories, against communicable diseases, and more especially sleeping sickness. For this purpose the special services are recommended to communicate to one another in due time the itinerary of tours of doctors in the frontier zones in order that they may be arranged so as to coincide as far as possible.

Article 12.

In May of each year the Administrations of the two colonies shall exchange the following maps and table concerning the districts lying along their common frontier :

- (a) A map showing the distribution and incidence of sleeping sickness in the various zones,

b) Une carte indiquant les zones 'infestées' de mouches tsé-tsé et leur degré d'infestation ;

c) Un tableau statistique indiquant par zone le nombre approximatif des trypanosomés et leur proportion par rapport aux populations.

Article 13.

Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux prescriptions sanitaires internationales déjà existantes.

Article 14.

Toutes les contestations entre Parties, dérivées de l'interprétation de cette convention, seront résolues par voie d'arbitrage.

Article 15.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront déposés au Ministère des Affaires étrangères, à Paris.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leur signature.

Fait en double expédition à Paris, le 29 juillet 1931.

(Signé) (L. C.) E. DE GAIFFIER.

(Signé) (L. C.) A. BRIAND.

(b) A map showing the zones infested with tse-tse flies and the relative density of the latter,

(c) A statistical table showing, by zones, the approximate number of persons suffering from trypanosomiasis and their ratio to the total population.

Article 13.

The present provisions shall not affect existing international sanitary regulations.

Article 14.

Any disputes between the parties concerning the interpretation of this Convention shall be settled by arbitration.

Article 15.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited in the Ministry of Foreign Affairs in Paris.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Paris, July 29, 1931.

(Signed) (L. C.) E. DE GAIFFIER.

(Signed) (L. C.) A. BRIAND.

N° 2910.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
FRANCE, ITALIE, ROUMANIE,
TCHÉCOSLOVAQUIE,
YOUGOSLAVIE ET SUISSE

Convention relative à la constitution
d'un fonds spécial dit « Fonds B ».
Signée à Berne, le 21 août 1931.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
FRANCE, ITALY, ROUMANIA,
CZECHOSLOVAKIA,
YUGOSLAVIA
AND SWITZERLAND

Convention regarding the Constitu-
tion of a Special Fund called
“ Fund B ”. Signed at Berne,
August 21, 1931.

N^o 2910. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD, LA FRANCE, L'ITALIE, LA ROUMANIE, LA TCHÉCOSLOVAQUIE, LA YOUGOSLAVIE ET LA SUISSE, RELATIVE A LA CONSTITUTION D'UN FONDS SPÉCIAL DIT « FONDS B ». SIGNÉE A BERNE, LE 21 AOUT 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 mars 1932.

LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, ayant informé le Gouvernement de la Confédération suisse de la mise en vigueur des Accords² relatifs aux obligations résultant du Traité de Trianon signés à Paris, le 28 avril 1930, et notamment de l'Accord IV prévoyant la constitution d'un Fonds spécial, dit Fonds B, institué par les Accords de La Haye du 20 janvier 1930, et

LE GOUVERNEMENT DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, ayant pris acte de ces accords, Désireux de régler les conditions d'établissement en Suisse du Fonds spécial,

Sont convenus, par l'intermédiaire de leurs plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement suisse reconnaît la personnalité juridique du Fonds spécial.

Article II.

Le siège du Fonds spécial est établi à Bâle.

Article III.

Le Gouvernement suisse reconnaît que l'objet, la constitution, l'organisation, la gestion et la liquidation du Fonds spécial sont déterminés et régis par les Accords de Paris du 28 avril 1930.

Les dispositions du droit suisse s'appliqueront à titre supplétif en tant qu'elles ne seront pas en opposition avec lesdits accords.

¹ Le dépôt de l'instrument de ratification par la Suisse a eu lieu à Paris, le 28 décembre 1931.

² Vol. CXXI, page 69, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2910. — CONVENTION ² BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FRANCE, ITALY, ROUMANIA, CZECHOSLOVAKIA, YUGOSLAVIA AND SWITZERLAND REGARDING THE CONSTITUTION OF A SPECIAL FUND CALLED "FUND B". SIGNED AT BERNE, AUGUST 21, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 7, 1932.

THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, OF THE FRENCH REPUBLIC, OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, having informed the Government of the Swiss Confederation of the entry into force of the Agreements³ relative to the obligations resulting from the Treaty of Trianon, signed at Paris, on April 28, 1930, and especially of Agreement IV, providing for the constitution of a special Fund, called Fund B, set up by the Hague Agreements of January 20, 1930, and

THE GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION having taken note of these Agreements, Desiring to fix the conditions under which the Special Fund should be established in Switzerland, Have agreed, through their undersigned Plenipotentiaries, duly authorised to that effect, on the following :

Article I.

The Swiss Government recognise the juridical personality of the Special Fund.

Article II.

The seat of the Special Fund is established at Basle.

Article III.

The Swiss Government recognises that the object, the condition, the organisation, the management and the liquidation of the Special Fund are determined and governed by the Paris Agreements of April 28, 1930.

The dispositions of Swiss law shall apply in addition so far as they are not in opposition to the aforesaid Agreements.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² The deposit of the instrument of ratification by Switzerland took place at Paris, December 28, 1931.

³ Vol. CXXI, page 69, of this Series.

Article IV.

Sous réserve du deuxième alinéa, les droits, taxes et impôts rentrant dans les catégories suivantes ne seront pas perçus :

- a)* Droits, taxes et impôts sur tous actes et autres documents ayant trait à l'établissement du Fonds spécial à Bâle ou à la liquidation du Fonds ;
- b)* Droits, taxes et impôts prévus à l'occasion de l'émission des obligations du Fonds et droits, taxes et impôts prévus sur les coupons des obligations du Fonds ;
- c)* Droits, taxes et impôts sur le capital du Fonds, ses réserves, avoirs, dépôts et créances et ses revenus, quel que soit le mode ou le moment de la perception ;
- d)* Droits, taxes et impôts sur le transfert de la propriété de titres en tant que les contrats se rapportant à ce transfert sont conclus par le Fonds avec la Banque des Règlements internationaux ou, par son intermédiaire, avec une contrepartie ne résidant pas en Suisse, sur tous les dépôts à court ou à long terme du Fonds auprès de la Banque des Règlements internationaux et sur les intérêts de ces dépôts ;
- e)* Droits, taxes et impôts sur le chiffre d'affaires ;
- f)* Droits, taxes et impôts prévus à l'occasion d'actes ou documents quelconques concernant la répartition du Fonds et, en général, tous versements aux ayants droit.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne portent pas atteinte au droit de la Suisse : *a)* d'imposer les personnes résidant sur son territoire autres que le Fonds, *b)* d'exiger du Fonds le paiement du droit de timbre sur celles de ses obligations qui auront été mises sur le marché suisse et sur les intérêts de celles de ses obligations qui circulent en Suisse.

Article V.

Les susdites exemptions s'appliqueront aux impôts présents et futurs, de quelque nom qu'on les désigne et quelle que soit l'autorité publique qui les lève.

En outre, sans préjudice des exemptions indiquées plus haut, il ne pourra être perçu sur le Fonds et sur ses opérations aucun impôt qui n'aurait pas un caractère général.

Article VI.

Le Fonds, ses biens et avoirs, ainsi que toutes remises effectuées par le Fonds ou à son profit résultant de transactions faites par lui dans l'exercice normal de son activité, ne pourront faire, ni en temps de paix, ni en temps de guerre, l'objet d'aucune mesure d'ordre administratif, telle que réquisition, séquestre, saisie, confiscation, défense ou restriction de la faculté d'effectuer des paiements à l'étranger ou de recevoir des paiements provenant de l'étranger ou de toute autre mesure analogue.

Article VII.

Les différends qui pourront s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention seront soumis, d'un commun accord entre la Suisse, d'une part, et les autres Puissances contractantes ou l'une ou plusieurs d'entre elles, d'autre part, à l'arbitrage.

Il demeure entendu que la sentence arbitrale sera considérée comme obligatoire par toutes les Parties contractantes, mêmes si elle a été rendue à la suite d'une procédure entre une partie des Etats contractants seulement.

A défaut d'accord sur le choix d'un arbitre unique ou sur la définition des questions à soumettre à l'arbitrage, chaque Partie pourra, par voie de simple requête, saisir du différend la Cour permanente de Justice internationale.

Article IV.

Subject to the second paragraph of this Article, the dues, taxes and duties coming within the following categories shall not be levied :

- (a) Dues, taxes and duties on all deeds and other documents concerning the establishment of the Special Fund at Basle or the liquidation of the Fund ;
- (b) Dues, taxes and duties leviable on the occasion of the issue of the obligations of the Fund, and dues, taxes and duties leviable on the coupons of the Fund's obligations;
- (c) Dues, taxes and duties on the capital of the Fund, its reserves, assets, deposits and credits and its revenues, whatever may be the method or the time of their collection ;
- (d) Dues, taxes and duties on the transfer of shares in so far as the contracts regarding the transfer are made by the Fund with the Bank for International Settlements, or through that Bank with a second party not resident in Switzerland, on all the deposits on short or long term of the Fund with the Bank for International Settlements, and on the interest on these deposits ;
- (e) Dues, taxes and duties on the turnover ;
- (f) Dues, taxes and duties leviable on the occasion of deeds or documents of any sort regarding the distribution of the Fund and generally all payments to rightful beneficiaries.

The provisions of the preceding paragraph do not interfere with the right of Switzerland (a) to tax persons, other than the Fund, residing on Swiss territory ; and (b) to demand payment from the Fund of stamp duty on those of the Fund's obligations which shall have been placed on the Swiss market, and on the interest on those of the Fund's obligations which circulate in Switzerland.

Article V.

The aforesaid exemptions shall apply to present and future taxes by whatever name they are designated and by whatever public authority they are imposed.

Further, without prejudice to the exemptions set out above, there shall not be levied on the Fund and on its operations any tax which has not a general character.

Article VI.

The Fund, its goods and its assets, as well as all payments carried out by the Fund or to its profit resulting from transactions carried through by it in the normal exercise of its activity, shall not be, either in time of peace or in time of war, the object of any measure of an administrative nature, such as requisition, sequestration, seizure, confiscation, prohibition or restriction of the power of making payments abroad, or of receiving payments coming from abroad, or of any other similar measure.

Article VII.

Any differences which may arise regarding the interpretation or the application of the present Convention shall be submitted, by Agreement between Switzerland on the one hand and the other contracting parties or one or more of them on the other hand, to arbitration.

It remains understood that the arbitral decision shall be regarded as binding by all the contracting parties, even if it shall have been given as a result of a procedure between some of the contracting States only.

Failing agreement on the choice of a single Arbitrator or on the definition of the questions to be submitted to arbitration, each party shall have the right, by means of a unilateral application, to refer the matter to the Permanent Court of International Justice.

Article VIII.

La présente convention est conclue pour une durée de quinze ans. Si elle n'est pas dénoncée un an avant l'expiration de ce terme, elle sera considérée comme prorogée pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

La Convention est conclue par le Gouvernement suisse sous réserve de ratification, et elle sera mise en vigueur dès qu'elle aura été ratifiée par la Suisse.

L'instrument de ratification sera déposé à Paris, auprès du Gouvernement de la France, lequel communiquera aux Puissances contractantes le jour du dépôt qui sera celui de l'entrée en vigueur de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont revêtu la présente convention de leurs signatures.

Fait à Berne, le vingt et un août mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives de la Confédération suisse et dont des copies, certifiées conformes, seront remises aux autres Puissances contractantes.

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

Charles PEAKE.

Pour la France :

H. DE MARCILLY.

Pour l'Italie :

Giovanni MARCHI.

Pour la Roumanie :

M. B. BOERESCO.

Pour la Suisse :

MOTTA.

Pour la Yougoslavie :

M. G. MILOYÉVITCH.

Pour la Tchécoslovaquie :

D^r PROCHÁZKA.

Pour la copie certifiée conforme :

Belgrade,
le 23 novembre 1931.

D'ordre du Ministre,
Chef de section :
Miloche P. Kitchévatz.

Article VIII.

The present Convention is concluded for a period of 15 years. If it is not denounced one year before the expiration of this period it shall be deemed to be prolonged for a further period of 10 years, and so on thereafter.

The Swiss Government has entered into the Convention subject to ratification, and the Convention shall come into force as soon as it shall have been ratified by Switzerland.

The instrument of ratification shall be deposited at Paris with the French Government, which shall communicate to the contracting Powers the date of the deposit, which shall be that on which the Convention shall come into force.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Berne on the 21st day of August 1931, in a single copy, which will remain deposited in the Archives of the Swiss Confederation and of which authenticated copies will be sent to the other Contracting Powers.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

Charles PEAKE.

For France :

H. DE MARCILLY.

For Italy :

Giovanni MARCHI.

For Roumania :

M. B. BOERESCO.

For Switzerland :

MOTTA.

For Yugoslavia :

M. G. MILOYÉVITCH.

For Czechoslovakia :

Dr. PROCHÁZKA.

N° 2911.

**DANEMARK
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant l'extradition
réciproque des malfaiteurs et
l'assistance judiciaire en matière
criminelle, avec protocole final.
Signés à Copenhague, le 7 octobre
1931.

**DENMARK
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the reciprocal
Extradition of Offenders and Judi-
cial Assistance in Criminal Matters,
with Final Protocol. Signed at
Copenhagen, October 7, 1931.

N^o 2911. — CONVENTION¹ CONCERNANT L'EXTRADITION RÉCIPROQUE DES MALFAITEURS ET L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ENTRE LE DANEMARK ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 7 OCTOBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents du Danemark et de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 8 mars 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ayant résolu de conclure une convention concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs et l'assistance judiciaire en matière criminelle, ont désigné à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Axel NØRGAARD, ministre plénipotentiaire, chef de Département au Ministère des Affaires étrangères ; et
M. Fredrik LUCAS, chef de Section au Ministère de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Bohdan PAVLŮ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque à Copenhague ; et
M. Antonín KOŮKAL, docteur en droit, conseiller de Section de 1^{re} classe au Ministère de la Justice ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

EXTRADITION DES MALFAITEURS.

Article premier.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande et dans les circonstances et conditions établies par la présente convention, les individus qui, étant

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 8 février 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2911. — CONVENTION² REGARDING THE RECIPROCAL EXTRADITION OF OFFENDERS AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS BETWEEN DENMARK AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT COPENHAGEN, OCTOBER 7, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegates of Denmark and of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 8, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, having resolved to conclude a convention concerning the reciprocal extradition of offenders and judicial assistance in criminal matters, have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Axel NØRGAARD, Minister Plenipotentiary, Chief of Department in the Ministry of Foreign Affairs, and
M. Frederik LUCAS, Chief of Section in the Ministry of Justice ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Bohdan PAVLŮ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Czechoslovak Republic at Copenhagen, and
M. Antonin KOUKAL, Doctor of Laws, Counsellor in the Ministry of Justice,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

EXTRADITION OF OFFENDERS.

Article 1.

GENERAL PROVISIONS.

I. The High Contracting Parties undertake to surrender to each other, upon requisition being made and in the circumstances and conditions laid down in the present Convention, those

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, February 8, 1932.

poursuivis ou condamnés par les tribunaux de la Patrie requérante par un acte punissable, seront trouvés sur le territoire de l'Etat requis, à condition que, en ce qui concerne les prévenus, le fait, d'après les lois des deux Etats, puisse entraîner une peine privative de liberté d'un an ou une peine plus grave, ou bien, quant aux condamnés, si l'individu réclamé a été condamné à une peine privative de liberté d'au moins six mois et si l'infraction peut entraîner, d'après la législation de l'Etat requis, une telle peine d'au moins six mois.

2. L'extradition sera accordée de même dans les cas de tentative ou de complicité de toute sorte, lorsqu'ils sont prévus et punis par les législations des deux Hautes Parties contractantes.

3. L'extradition n'aura lieu d'aucun des Etats pour une infraction commise sur son propre territoire, ni pour une infraction commise en dehors dudit territoire, si, d'après les lois de l'Etat requis, elle est à poursuivre par les autorités judiciaires de celui-ci.

4. Si l'infraction à raison de laquelle l'extradition est demandée a été commise en dehors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera accordée seulement dans le cas où la législation de l'Etat requis admettrait, dans des circonstances analogues, la poursuite d'un fait similaire commis en dehors de son territoire.

Article 2.

EXTRADITION ET POURSUITE DES NATIONAUX.

1. Les Hautes Parties contractantes n'extraderont pas leurs propres nationaux.

2. Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de refuser l'extradition d'étrangers qui ont résidé d'une façon permanente sur leur territoire pendant deux ans avant la demande d'extradition, à moins que cette demande ne se rapporte à une infraction antérieure au moment où l'étranger s'est établi dans le pays.

3. Dans les cas où l'extradition ne sera pas accordée en raison des stipulations des alinéas précédents, les Hautes Parties contractantes poursuivront ces individus conformément aux dispositions de leur législation pénale et de procédure.

4. L'Etat qui désirera l'application de l'alinéa précédent, adressera par la voie visée à l'article 15 une demande accompagnée des objets, dossiers, documents et toutes informations nécessaires.

Article 3.

LES ACTES PUNISSABLES NE DONNANT PAS LIEU A L'EXTRADITION.]

1. L'extradition ne sera pas accordée :

a) Pour les infractions politiques ou pour des faits connexes à une semblable infraction. Le seul fait que l'attentat a été commis contre la personne du chef de chacun des Etats contractants ne suffira pas pour que l'infraction soit considérée comme une telle infraction.

b) Pour les infractions d'ordre purement militaire.

c) Pour les infractions aux lois des douanes, d'impôts et autres lois financières.

d) Si d'après la législation de l'Etat requis la possibilité de poursuivre ou de condamner ou d'exécuter la peine est cessée avant l'arrestation de l'inculpé ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant son assignation à l'interrogation.

e) Si une instruction du procès a été ouverte pour la même infraction contre l'individu réclamé, sur le territoire de l'Etat requis, et cette instruction s'est terminée par un jugement ou d'autre façon, à moins qu'il n'y ait lieu, d'après la législation de l'Etat requis, de recommencer la procédure criminelle.

persons who are being proceeded against for or have been convicted of a punishable offence by the Courts of the Party making application and who shall be found within the territory of the State applied to, provided that in the case of accused persons, the offence in question is punishable under the laws of both States with at least one year's imprisonment or a heavier penalty or, in the case of convicted persons, the person claimed has been sentenced to at least six months' imprisonment and the offence is punishable with at least six months' imprisonment under the laws of the State applied to.

2. Extradition shall also be granted for attempts to commit offences or for complicity of any kind therein, when such acts are indictable and punishable under the laws of both High Contracting Parties.

3. Extradition shall not be granted by either State for offences committed in its own territory, nor for offences committed outside such territory, if the laws of the State applied to provide that such offences shall be dealt with by the judicial authorities of that State.

4. If the offence for which extradition is claimed was committed outside the territory of the State making application, extradition shall not be granted unless the laws of the State applied to would in similar circumstances allow action to be taken against a like offence committed outside its territory.

Article 2.

EXTRADITION AND PROSECUTION OF NATIONALS.

1. The High Contracting Parties shall not surrender their own nationals.

2. The High Contracting Parties reserve the right to refuse to surrender aliens who have resided permanently in their territory for a period of two years previous to the requisition for extradition unless such requisition refers to an offence committed prior to the date on which the alien settled in the country.

3. In cases in which extradition is not granted for the reasons specified in the preceding paragraphs, the High Contracting Parties shall proceed against such persons under the provisions and in accordance with the practice of their own criminal laws.

4. The State which desires action to be taken under the preceding paragraph shall forward a request through the channel specified in Article 15, accompanying such request with articles, records, documents and all necessary information.

Article 3.

PUNISHABLE OFFENCES FOR WHICH EXTRADITION IS NOT GRANTED.

1. Extradition shall not be granted :

(a) For political offences or for acts connected with such offences. The fact that an offence has been committed against the person of the Head of either contracting State shall not in itself be sufficient to bring it within the category of political offences.

(b) For purely military offences.

(c) For offences against the Customs, revenue or other finance laws.

(d) If under the law of the State applied to, immunity from prosecution or conviction, or from the execution of the sentence, has been acquired by the accused person prior to his arrest or, if arrest has not yet taken place, prior to his committal for examination.

(e) If within the territory of the State applied to proceedings for the same offence have been instituted against the person claimed and if such proceedings have been terminated by a sentence or in any other way, unless under the laws of the State applied to criminal proceedings have to be re-opened.

2. La décision de la question de savoir si les actes énumérés sous les alinéas *a)* à *e)* ont bien le caractère indiqué, est laissée chaque fois au jugement de l'Etat requis.

Article 4.

DEMANDE D'EXTRADITION.

1. La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique. Elle contiendra tous les renseignements relatifs au statut national de l'individu en question et sera accompagnée, soit d'un jugement de condamnation prononcé par un tribunal, soit d'un mandat d'arrêt ou d'emprisonnement délivré par un tribunal et indiquant en détail la nature de l'infraction, ainsi que l'époque et le lieu où elle a été commise.

2. S'il s'agit d'un fait qui ne peut être poursuivi que sur la demande ou le mandat de la partie lésée, la demande d'extradition doit indiquer expressément que ladite demande a été faite ou le mandat donné.

3. Ces pièces à l'appui doivent être jointes en original ou en copies légalisées par le tribunal ou par toute autre autorité compétente de l'Etat requérant. Elles seront, autant que possible, accompagnées du signalement de l'individu réclamé, de sa photographie ou d'autres données pouvant servir à vérifier son identité.

4. Le texte des dispositions pénales applicables à l'infraction et à la fixation de la peine sera joint en copies légalisées.

Article 5.

LANGUE A EMPLOYER.

Les documents mentionnés dans l'article précédent doivent être rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant. Ils seront accompagnés de traductions dans la langue officielle de l'Etat requis ou en langue française. La forme extérieure des documents et des traductions sera conforme à la législation de l'Etat requérant.

Article 6.

EXPLICATIONS SUPPLÉMENTAIRES.

Dans les cas où il y aura doute sur la question de savoir si l'infraction, objet de la demande d'extradition, rentre dans les préventions de la présente convention, l'Etat requérant sera demandé de fournir des explications supplémentaires dans un délai convenable. L'extradition ne sera accordée que si les explications fournies sont de nature à écarter ces doutes (article 9, alinéa 3).

Article 7.

MESURES DESTINÉES A ASSURER L'EXTRADITION.

Il est entendu, à moins que l'extradition n'apparaisse d'avance comme inadmissible, que l'Etat requis prendra aussitôt qu'il aura reçu la demande d'extradition accompagnée des documents mentionnés dans les articles 4 et 5, toutes les mesures nécessaires pour retenir l'inculpé en son pouvoir et pour prévenir l'éventualité d'une évasion, tout en se réservant la décision sur la demande d'extradition.

2. The decision whether the acts enumerated in paragraphs *a)* to *e)* are of the nature therein specified shall in every case lie with the State applied to.

Article 4.

REQUISITION FOR EXTRADITION.

1. The requisition for extradition shall be made through the diplomatic channel. It shall contain full information regarding the national status of the person in question and shall be accompanied either by a sentence of a Court, or by a warrant of arrest or imprisonment issued by a Court and giving full particulars of the nature of the offence and of the time and place of its commission.

2. If the offence is one in respect of which proceedings can only be taken on the application or instructions of the injured party, the requisition for extradition shall state expressly that such application has been made or instructions given.

3. These documents in support shall be attached in the original or in copies legalised by the Court or by any other competent authority of the State making application. Whenever possible a description of the person claimed shall also be sent, together with his photograph or other information which may assist in his identification.

4. Legalised copies of the text of the penal provisions applicable to the offence and determination of the penalty shall be attached.

Article 5.

LANGUAGE TO BE EMPLOYED.

The documents mentioned in the preceding Article shall be drawn up in the official language of the applicant State. Translations in the official language of the State applied to, or in French, shall be attached thereto. Documents and translations shall comply in external form with the laws of the applicant State.

Article 6.

ADDITIONAL EXPLANATIONS.

Should there be any doubt whether the offence which forms the subject of the requisition for extradition comes within the provisions of the present Convention, the applicant State shall be asked to furnish additional explanations within a reasonable period. Extradition shall only be granted if the explanations furnished are of a nature to dispel such doubt (Article 9, paragraph 3).

Article 7.

MEASURES TO ENSURE EXTRADITION.

Unless extradition should appear to be *a priori* inadmissible, it is understood that the State applied to shall, immediately on receipt of the requisition for extradition together with the documents mentioned in Articles 4 and 5, take all necessary steps to keep the accused under its control and to prevent the possibility of escape, while still reserving the decision on the requisition for extradition.

Article 8.

ARRESTATION PROVISOIRE.

1. En cas d'urgence, l'arrestation provisoire de l'individu réclamé pourra avoir lieu même avant que la demande d'extradition ait été présentée, à la condition toutefois que l'avis ait été donné d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement de condamnation rendu contre ladite personne et qu'en même temps, l'acte punissable soit indiqué. La demande d'arrestation peut être adressée directement par le tribunal ou l'autorité compétente de l'Etat requérant au service compétent de l'Etat requis, soit par lettre soit par télégramme. La demande devra indiquer l'époque et le lieu de l'infraction et, si possible, la nationalité et le signalement de l'individu en question.

2. A condition que la demande contienne lesdits renseignements, elle pourra, sur demande, être insérée dans le bulletin de Police de l'Etat requis. L'adresse de la rédaction de ce bulletin est, pour la République tchécoslovaque : la Direction de la Police (*Policejní ředitelství*) à Praha, pour le Danemark : le chef de la Police d'Etat (*Chefen for Statspolitiet*), à Copenhague.

Article 9.

ARRESTATION PROVISOIRE (CONTINUATION).

1. L'autorité qui a procédé à l'arrestation de la personne conformément à l'article précédent, en informe sans retard et directement, ainsi que de l'endroit de la détention, l'autorité qui a demandé cette arrestation.

2. Si la demande d'extradition accompagnée des pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5 n'a pas été reçue dans un délai de quatre semaines, à compter de la date de la transmission de la communication mentionnée au premier alinéa, la personne arrêtée pourra être mise en liberté.

3. Dans le cas où des explications supplémentaires, conformément à l'article 6, auraient été demandées relativement à l'extradition, l'individu arrêté peut également être élargi, si les explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai fixé.

Article 10.

CONCOURS DE DEMANDES D'EXTRADITION.

Si l'individu dont l'extradition est demandée, est en même temps réclamé par un ou plusieurs autres Etats, l'Etat requis décidera sur la question de savoir à laquelle de ces demandes il sera déféré.

Article 11.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

1. Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'Etat requis pour quelque autre infraction que celle qui a motivé la demande d'extradition, ou bien s'il y est détenu pour d'autres motifs, sa remise pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées ou, le cas échéant, jusqu'à ce que la peine soit expiée ou remise, ou bien la période de détention terminée.

2. L'Etat requis décidera, néanmoins, sans retard sur la demande d'extradition.

Article 8.

PROVISIONAL ARREST.

1. In urgent cases the person claimed may be arrested provisionally even before the requisition for extradition has been submitted, provided always that notice has been given of a warrant of arrest or of a sentence against the person claimed and that the punishable offence has at the same time been indicated. The requisition for extradition may be addressed direct, either by letter or by telegram, by the Court or competent authority of the applicant State to the competent authority of the State applied to. It must state the time and place of the commission of the offence and if possible the nationality and description of the person in question.

2. Provided the requisition contains the above information, it may be inserted, should a request be made for the purpose, in the Police Bulletin of the State applied to. The address of this publication is, in the case of the Czechoslovak Republic, the Police Headquarters (*Policejní ředitelství*), Prague and, in the case of Denmark, the Chief of the State Police ("Chefen for Statspolitiet"), Copenhagen.

Article 9.

PROVISIONAL ARREST (CONTINUATION).

1. The authority which has effected the arrest of the person in conformity with the preceding Article shall at once inform direct the authority applying for this arrest, at the same time mentioning the place in which he is being kept in custody.

2. Should the requisition for extradition, accompanied by the supporting documents specified in Articles 4 and 5, not be received within four weeks from the date on which the communication mentioned in paragraph 1 was despatched, the person arrested may be set at liberty.

3. If additional explanations regarding extradition have been asked for under Article 6, the person arrested may also be set at liberty when such explanations are not furnished to the State applied to within the period laid down.

Article 10.

CONCURRENT REQUISITIONS FOR EXTRADITION.

If the person whose extradition is requested is at the same time claimed by one or more other States, the State applied to shall decide which of these requisitions shall be granted.

Article 11.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

1. If the person claimed is being proceeded against or has been convicted, in the State applied to, for an offence other than that which gave rise to the requisition for extradition, or if he is being kept there in custody for other reasons, his surrender may be postponed until the proceedings are concluded or, in the event of his conviction, until he has served his sentence or the sentence has been remitted, or until he is released from custody.

2. The State applied to shall nevertheless give a decision without delay on the requisition for extradition.

3. Cependant, si d'après les lois de l'Etat requérant la prescription ou d'autres inconvénients graves pour la poursuite pouvaient résulter de ce délai, la remise temporaire de l'individu réclamé pourra être accordée à moins de considérations spéciales qui s'y opposent et sous l'obligation de le renvoyer aussitôt que la poursuite dans l'Etat requérant ou bien les actes de l'instruction pour lesquels il a été temporairement livré seront terminés.

Article 12.

LIMITES AU DROIT DE LA POURSUITE DE L'EXTRADÉ.

1. L'individu extradé ne peut être poursuivi, ni condamné, ni livré à un Etat tiers du chef d'une action punissable quelconque antérieure à l'extradition, autre que l'acte à cause duquel l'extradition a été accordée, à moins :

a) Que l'Etat qui a accordé l'extradition y consente ultérieurement.

Ce consentement ne saurait être refusé, si l'obligation d'extrader établie par la présente convention s'applique également à cet acte punissable. La demande de consentement contiendra des détails sur la nature de l'infraction, l'époque et le lieu où cette dernière a été commise et sera accompagnée d'une copie, certifiée conforme, des dispositions pénales en question.

b) Que ladite personne extradée ait omis de quitter, par sa propre faute, le territoire de l'Etat auquel elle a été livrée, dans un délai de quatre semaines à compter du jour où la peine a été purgée ou remise, ou bien si ladite personne est par la suite retournée volontairement à ce territoire. Si la procédure pénale intentée pour l'affaire qui a motivé l'extradition a été terminée sans punition, le délai fixé doit être compté à partir de la date où l'intéressé a été avisé que l'affaire est close.

2. A la demande de l'Etat qui a autorisé l'extradition, on doit l'informer du résultat final de la procédure pénale, le cas échéant, lui adresser une copie légalisée de la sentence.

Article 13.

CESSATION DES EFFETS DE L'EXTRADITION.

Si dans un délai de quatre semaines à compter du jour où l'Etat requérant a été informé que la remise de l'extradé peut s'effectuer immédiatement, cet Etat ne s'est pas fait délivrer l'individu extradé, celui-ci pourra être mis en liberté.

Article 14.

L'EXTRADITION EN TRANSIT DES CRIMINELS.

1. Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Hautes Parties contractantes et une tierce Puissance, le transit de cet individu sera accordé, sur demande de l'autre Partie.

2. Les dispositions relatives à l'autorisation d'extradition s'appliquent également à l'extradition en transit.

3. Le transit aura lieu, quant à l'escorte, avec le concours d'agents de la Partie requise, dans les conditions et suivant le trajet qu'elle déterminera.

3. If, however, the observance of the above rule might, under the laws of the applicant State, lead to immunity being acquired by lapse of time or to other serious difficulties in the taking of proceedings, the person claimed may, unless special circumstances render such a course undesirable, be provisionally surrendered, subject to the obligation to return him immediately on the conclusion of proceedings in the applicant State or of the judicial investigation for the purpose of which he was temporarily surrendered.

Article 12.

LIMITS TO THE RIGHT OF PROCEEDING AGAINST A PERSON WHO HAS BEEN SURRENDERED.

1. An person who has been surrendered may not be proceeded against or sentenced or delivered up to a third State for any punishable offence whatsoever committed before his extradition other than the offence for which extradition has been granted :

(a) Unless the State which has granted extradition subsequently consents thereto. Such consent may not be refused if the punishable offence in question is also an extradition offence under the present Convention. The request for consent shall furnish particulars of the nature of the offence and of the time and place of its commission, and shall be accompanied by an authenticated copy of the penal provisions in question ;

(b) Unless the person who has been surrendered has, through his own fault, failed to leave the territory of the State to which he was surrendered within a period of four weeks from the date on which he had served his sentence or the sentence had been remitted, or unless he subsequently returns of his own free will to the territory in question. If the criminal proceedings taken in respect of the matter for which extradition was granted terminate without the infliction of a penalty, the period laid down shall be reckoned from the date on which the person concerned was informed that no further action would be taken.

2. If the State which has authorised extradition so requests, it shall be informed of the final result of the criminal proceedings and shall, if necessary, be given a legalised copy of the judgment.

Article 13.

CESSATION OF THE EFFECTS OF EXTRADITION.

If the applicant State has not caused the person whose extradition has been granted to be delivered up to it within a period of four weeks from the date on which it was notified that he could be surrendered immediately, such person may be set at liberty.

Article 14.

PASSAGE OF CRIMINALS WHO HAVE BEEN SURRENDERED.

1. If the extradition of an offender has been granted between one of the High Contracting Parties and a third Power, the other Party shall, if requested to do so, allow him to be conveyed through its territory.

2. The provisions relating to the authorisation for extradition shall also apply to such conveyance of criminals.

3. As regards escort, the conveyance shall be effected with the assistance of officers of the Party applied to ; the said Party shall determine the conditions and route.

CHAPITRE II

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE.

Article 15.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se prêter réciproquement l'assistance judiciaire en matière criminelle, sur demande faite par voie diplomatique. Elles feront notamment signifier les actes concernant la procédure pénale, feront exécuter tout autre acte d'instruction, tel que l'audition des inculpés, des témoins et des experts, le constat judiciaire, les perquisitions et les saisies d'objets ; elle se remettront réciproquement les actes et objets concernant la procédure pénale.

2. Les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit la perquisition personnelle, soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que si, relativement à l'infraction dont il s'agit, il y aurait eu obligation d'extrader aux termes établis par la présente convention.

3. Les commissions rogatoires seront rédigées dans la langue officielle de l'Etat requérant.

4. Les dispositions de l'article 5 s'appliquent à la forme extérieure et aux traductions de la demande et des pièces y annexées.

5. La commission rogatoire sera exécutée d'après les lois de l'Etat sur le territoire duquel elle doit être mise en exécution. Les pièces n'en seront pas traduites dans la langue officielle de l'Etat requérant.

Article 16.

QUAND L'EXÉCUTION DES COMMISSIONS ROGATOIRES PEUT ÊTRE REFUSÉE.

L'assistance judiciaire en matière criminelle peut être refusée dans les cas où, d'après les dispositions de la présente convention, il n'y aurait pas obligation d'autoriser l'extradition de la personne poursuivie.

Article 17.

CITATION ET COMPARUTION DES PERSONNES HABITANT A L'ÉTRANGER.

1. Si dans une cause pénale non politique la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert domicilié dans l'autre Etat est nécessaire ou désirable, les autorités de cet Etat devront, sur la demande qui leur sera faite, inviter le témoin ou l'expert à déférer à la demande qui leur sera adressée à cet effet.

2. Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, qui, ayant été cité, comparaitra volontairement devant les autorités de l'Etat requérant, ne pourra y être poursuivi ni puni pour des faits antérieurs, ni arrêté pour d'autres motifs antérieurs à sa comparution, ni sous le prétexte de complicité dans les faits, qui font l'objet du procès pénal où il doit être entendu. Ces personnes perdront toutefois cet avantage, si elles omettent de quitter, par leur propre faute, le territoire de l'Etat requérant dans un délai approprié après leur audition. La durée de ce délai sera fixée par l'autorité compétente qui en prévendra la personne en question.

3. La demande relative à la transmission de la citation doit indiquer la somme qui sera allouée à la personne citée, à titre de frais de route et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat

CHAPTER II.

JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Article 15.

GENERAL PROVISIONS.

1. The High Contracting Parties undertake on receipt of a request forwarded through the diplomatic channel to afford each other judicial assistance in criminal matters. They shall in particular provide for the service of documents relating to judicial procedure and shall cause to be executed any other measure connected with judicial investigations, such as the hearing of accused persons, witnesses and experts, the taking of affidavits, searches and the seizure of articles; they shall transmit to each other documents and articles relating to criminal proceedings.

2. *Commissions rogatoires* for the searching of a person or a dwelling, or the seizure of material evidence of articles serving as proof of the crime may only be executed if, under the provisions of the present Convention, extradition must be granted for the offence in question.

3. *Commissions rogatoires* shall be drawn up in the official language of the applicant State.

4. The provisions of Article 5 shall apply to the external form and to the translations of the request and of the accompanying documents.

5. The *commission rogatoire* shall be executed in accordance with the laws of the State in whose territory it is to be carried out. The papers shall not be translated into the official language of the applicant State.

Article 16.

WHEN THE EXECUTION OF " COMMISSIONS ROGATOIRES " MAY BE REFUSED.

Judicial assistance in criminal matters may be refused when the provisions of the present Convention impose no obligation to grant the extradition of the person against whom proceedings have been instituted.

Article 17.

SUMMONING AND ATTENDANCE IN COURT OF PERSONS RESIDING ABROAD.

1. Should it be necessary or desirable in a criminal case of a non-political nature to secure the attendance in court of a witness or expert who is resident in the other State, the authorities of that State shall, when requested to do so, call upon the witness or the expert to comply with the request addressed to them for this purpose.

2. No witness or expert, whatever his nationality, who on being summoned appears voluntarily before the authorities of the applicant State may be proceeded against or punished for acts committed previously, nor may he be arrested by reason of any circumstances which occurred prior to his appearance or on the ground of complicity in the offences forming the subject of the criminal case in which he is to be heard. Such persons shall, however, lose this privilege if they fail by their own fault to leave the territory of the applicant State within a reasonable period after they have been heard. The length of this period shall be settled by the competent authority, which shall inform the person concerned.

3. The request for the transmission of the summons shall indicate the amount to be allocated to the person summoned as travelling and subsistence allowance and also the amount which may

requis pourra faire au témoin. Cette avance sera versée, dès que la personne citée aura déclaré l'autorité qui a transmis l'invitation qu'elle est prête à se rendre à l'assignation.

Article 18.

REMISE DES PIÈCES A CONVICTION, ETC.

1. Les autorités des Hautes Parties contractantes remettront réciproquement sur demande et conformément à leurs législations respectives, les objets dans la possession desquels se trouve un inculpé par suite d'une action punissable, ou bien qui peuvent servir de pièces à conviction, et cela même dans le cas où lesdits objets seraient passibles de saisie ou de confiscation.

2. Si ces pièces ont été réclamées à propos de l'extradition ou du transit d'un criminel, elle seront, autant que faire se pourra, remises en même temps que se fera l'extradition ou le transit.

3. Sont réservés toutefois les droits que les tiers auraient acquis sur les objets en question.

4. L'Etat requis pourra retenir provisoirement les objets saisis, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Il pourra de même, en les transmettant, se réserver leur restitution pour le même but, en s'engageant de les retourner à son tour, dès que faire se pourra.

Article 19.

COMMUNICATION DES JUGEMENTS DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DU CASIER JUDICIAIRE.

1. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement des extraits de jugements définitifs de condamnation dans les affaires criminelles proprement dites, pour autant qu'ils concernent les ressortissants de l'autre Partie. Ces communications auront lieu à la clôture de chaque cause et directement entre les autorités centrales savoir, pour la République tchécoslovaque : le Ministère de la Justice (*Ministerstvo spravedlnosti*), à Praha, pour le Danemark : le chef de la Police d'Etat (*Chefen for Statspolitiet*), à Copenhague.

2. Les autorités de chacune des Hautes Parties contractantes chargées de la tenue des casiers judiciaires fourniront aux autorités de poursuite criminelle de l'autre Partie, sur demande adressée directement les renseignements empruntés des casiers judiciaires et concernant des cas particuliers.

Article 20.

FRAIS DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

1. Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou de toute autre assistance judiciaire en matière criminelle seront à la charge de la Partie sur le territoire duquel les mesures en question auront été prises.

2. Font exception les dépenses provenant de la demande de certificats d'experts et de la citation de personnes qui se trouvent sur le territoire de l'Etat requis ou qui résultent de l'extradition temporaire aux termes de l'article 11, troisième alinéa, ainsi que les dépenses d'extradition en transit, d'après l'article 14 de la présente convention. Ces dépenses seront remboursées par l'Etat requérant.

be advanced to the witness by the State applied to. This advance shall be paid over as soon as the person summoned has declared to the authority transmitting the request his willingness to comply with the summons.

Article 18.

HANDING OVER OF ARTICLES SERVING AS PROOF OF THE CRIME, ETC.

1. The authorities of the High Contracting Parties shall, when requested to do so, hand over to each other in accordance with the provisions of their respective laws the articles which an accused person may possess as the result of a punishable offence or which may serve as proof of the crime ; this provision shall apply even when the articles in question are liable to seizure or confiscation.

2. If these articles have been asked for in connection with the extradition or passage of a criminal, they shall so far as possible be handed over at the time of the extradition or passage.

3. Nevertheless the rights which third parties may have acquired over these articles shall be reserved.

4. The State applied to may temporarily retain the articles seized if it regards them as necessary for the purposes of a criminal investigation. It may also, when handing them over, reserve its right to have them restored for the same purpose, undertaking to return them as soon as possible.

Article 19.

COMMUNICATION OF CONVICTIONS AND EXTRACTS FROM CRIMINAL RECORDS.

1. The High Contracting Parties shall communicate to each other extracts of final convictions in criminal proceedings properly so called, in so far as they concern nationals of the other Party. This shall be done, on the termination of each case, by direct communication between the central authorities, viz., for the Czechoslovak Republic : the Ministry of Justice (*Ministerstvo spravedlnosti*), Prague, and for Denmark : the Chief of the State Police (*Chefen for Statspolitiet*), Copenhagen.

2. The authorities of each of the High Contracting Parties responsible for the keeping of the criminal records shall, on a request being addressed direct, furnish to the authorities of the other Party responsible for criminal prosecution particulars taken from the criminal records and relating to individual cases.

Article 20.

EXPENSES OF JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

1. Expenses occasioned by requisitions for extradition or requests or any other form of judicial assistance in criminal matters shall be borne by the Party in whose territory the measures in question have been taken.

2. The foregoing provision shall not apply to expenses occasioned by requests for certificates from experts or the summoning of persons who are in the territory of the State applied to, by temporary extradition under the provisions of Article 11, paragraph 3, of the present Convention, and by conveyance in transit in accordance with Article 14. These expenses shall be refunded by the applicant State.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES.

Article 21.

1. La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Praha.

2. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratifications et restera en vigueur encore six mois après que l'une des Hautes Parties contractantes en aura notifié à l'autre Partie la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Copenhague, le sept octobre mil neuf cent trente-et-un.

(Signé) (L. S.) Bohdan PAVLŮ.

(Signé) (L. S.) Dr Antonín KOUKAL.

(Signé) (L. S.) Axel NØRGAARD.

(Signé) (L. S.) F. LUCAS.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la convention, portant la date de ce jour, concernant l'extradition réciproque des malfaiteurs et l'assistance judiciaire en matière criminelle entre la République tchécoslovaque et le Danemark les plénipotentiaires soussignés déclarent qu'il est entendu que la convention ne s'applique pas au Groenland.

Fait en double exemplaire à Copenhague, le 7 octobre 1931.

Bohdan PAVLŮ.

Dr Antonín KOUKAL.

Axel NØRGAARD.

F. LUCAS.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,

*Secrétaire général du
Ministère des Affaires étrangères.*

Copie certifiée conforme :

Praha, le 3 février 1932.

Jan Opocenský,

Directeur des Archives.

CHAPTER III.

FINAL PROVISIONS.

Article 21.

1. The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Prague.

2. It shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force until six months after one of the High Contracting Parties has notified the other of its denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Copenhagen on the seventh day of October one thousand nine hundred and thirty-one.

(Signed) (L. S.) Bohdan PAVLŮ.

(Signed) (L. S.) Dr. Antonín KOUKAL.

(Signed) (L. S.) Axel NØRGAARD.

(Signed) (L. S.) F. LUCAS.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Convention bearing to-day's date regarding the reciprocal extradition of offenders and judicial assistance in criminal matters between the Czechoslovak Republic and Denmark, the undersigned Plenipotentiaries declare that it is understood that the Convention does not apply to Greenland.

Done in duplicate at Copenhagen, October 7, 1931.

Bohdan PAVLŮ.

Dr. Antonín KOUKAL.

Axel NØRGAARD.

F. LUCAS.

N° 2912.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET BELGIQUE**

Echange de notes comportant un arrangement réglant l'échange réciproque d'informations concernant les personnes atteintes d'aliénation mentale. Le Cap, le 4 février 1932.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND BELGIUM**

Exchange of Notes constituting an Agreement providing for the reciprocal Exchange of Information relative to Persons of Unsound Mind. Cape Town, February 4, 1932.

N^o 2912. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT BELGE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RÉGLANT L'ÉCHANGE RÉCIPROQUE D'INFORMATIONS CONCERNANT LES PERSONNES ATTEINTES D'ALIÉNATION MENTALE. LE CAP, LE 4 FÉVRIER 1932.

No. 2912. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE BELGIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT PROVIDING FOR THE RECIPROCAL EXCHANGE OF INFORMATION RELATIVE TO PERSONS OF UNSOUND MIND. CAPE TOWN, FEBRUARY 4, 1932.

Textes officiels français et anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Union Sud-Africaine et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 mars 1932.

French and English official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of the Union of South Africa and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place March 8, 1932.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

UNION OF SOUTH AFRICA.
DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS.

The undersigned, SECRETARY FOR EXTERNAL AFFAIRS OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, has the honour to inform THE CONSUL GENERAL OF BELGIUM IN CAPE TOWN that THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA agrees to the following dispositions, which, on a basis of reciprocity, provide for the exchange of information relative to persons of unsound mind.

1. The Belgian Government shall inform the minister Plenipotentiary of the Union of South

I.

UNION SUD-AFRICAINE.
DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Le soussigné, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'UNION SUD-AFRICAINE, a l'honneur de porter à la connaissance du CONSUL GÉNÉRAL DE BELGIQUE AU CAP que LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE accepte les dispositions suivantes, qui règlent, sur une base de réciprocité, l'échange d'informations concernant des personnes atteintes d'aliénation mentale.

1. Le Gouvernement belge donnera connaissance au Ministre plénipotentiaire de l'Union

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Africa at the Hague, or such other representative of the Union as may be designated for the purpose, of the admission to, discharge from, or death in a lunatic asylum in Belgium of a "Union national" according to the meaning assigned to this term by the Union Nationality and Flags Act of 1927 (Act No. 40 of 1927), and the Government of the Union of South Africa shall inform the Belgian Consul General in Cape Town of the admission to, discharge from or death in such an institution in the Union of a Belgian subject.

2. Such information shall include the name of the institution to which the patient is admitted or from which he is discharged or in which he died, and as far as possible the following details concerning the patient :

- (1) Name and Christian names ;
- (2) Date and place of birth ;
- (3) Occupation ;
- (4) Place of residence at the time of admission ;
- (5) Last address in country of origin ;
- (6) Names, Christian names and addresses of parents ; or, should they no longer be living, of the nearest relations ;
- (7) If the patient be married, the name, Christian names and the address of the husband or wife ;
- (8) Date of admission to, discharge from or death in the asylum ;
- (9) The name of the person or authority at whose request the patient was admitted to the asylum ;
- (10) If the patient was admitted under a medical certificate, the date of the issue thereof, and the name and the address of the doctor ;
- (11) The condition of the patient ; and
- (12) If the condition of the patient permits of his repatriation, the number of attendants required for such repatriation.

3. Every request by the Government of the Union of South Africa for the transfer to Belgium of a lunatic Belgian subject and every request from the Belgian Government for the transfer of a lunatic Union National to the Union of South Africa shall be accompanied by the information obtained in terms of section *two* of this agreement, and all information concerning the patient obtainable from the institution where he has been detained for treatment shall on

Sud-Africaine à La Haye, ou à tout autre représentant de l'Union à ce désigné, de l'internement, de la libération ou du décès dans un asile d'aliénés en Belgique, d'un citoyen de l'Union Sud-Africaine, dans le sens donné à ce terme par la loi de l'Union de 1927 (Loi N° 40 de 1927) sur la nationalité et le drapeau, et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine donnera connaissance au Consulat général de Belgique au Cap de Bonne Espérance de l'internement, de la libération ou du décès d'un sujet belge dans un institut de ce genre dans l'Union.

2. Cet avis comprendra le nom de l'Institut dans lequel le malade a été interné, duquel il a été libéré ou dans lequel il est décédé, et si possible, les renseignements suivants au sujet du malade :

- 1° Nom et prénoms ;
- 2° Date et lieu de naissance ;
- 3° Profession ;
- 4° Résidence à la date de l'internement ;
- 5° Dernière adresse dans le pays d'origine ;
- 6° Noms, prénoms et adresses des parents ou, s'ils sont décédés, des membres de la famille les plus proches ;
- 7° Si le malade est marié, les noms, prénoms et adresse de l'époux ou de l'épouse ;
- 8° Date de l'internement dans, de la libération de, ou du décès dans l'institut ;
- 9° Nom de la personne ou de l'autorité à la requête de qui le malade a été interné dans l'institut ;
- 10° Si le malade a été interné sur le vu d'un certificat médical, date de la délivrance de celui-ci, ainsi que nom et adresse du médecin ;
- 11° Etat du malade ;
- 12° Si l'état du malade permet le rapatriement, nombre de gardes nécessaires pour son rapatriement.

3. Toute requête du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine pour le transfert vers la Belgique d'un Belge atteint d'aliénation mentale, et toute requête du Gouvernement belge pour le transfert d'un citoyen de l'Union atteint d'aliénation mentale, devra être accompagnée des informations recueillies aux termes de l'article deux du présent accord, et toute information qui aura pu être recueillie au sujet du malade dans l'institut où il a été soigné devra

his repatriation be transmitted to the authorities of the country to which he is repatriated.

4. The costs incurred in connection with the admission, maintenance, medical treatment or repatriation of such a patient shall not be recoverable from the country to which he is repatriated, nor from his community in, nor from any other public funds, of, that country. The same shall apply in regard to the costs of burial.

5. In so far as Union Nationals are concerned, the stipulations hereof shall be in substitution of the agreement made by an Exchange of Notes¹ between the Government of His Majesty the King of the Belgians and His Majesty's Government in Great Britain on the 6th day of May, 1927.

6. This agreement shall come into force on the 1st day of March, 1932, and may afterwards, by mutual consent, be applied to the territory of the Belgian Congo and to the Mandated territory of South West Africa.

CAPE TOWN, 4th February, 1932.

H. D. J. BODENSTEIN.

Certified as a correct copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secty for Ex. Affairs.

II.

CONSULAT GÉNÉRAL
DE BELGIQUE.

Le soussigné, CONSUL GÉNÉRAL DE BELGIQUE gérant le CONSULAT GÉNÉRAL DE BELGIQUE AU CAP DE BONNE ESPÉRANCE, a l'honneur de porter à la connaissance de SON EXCELLENCE LE PREMIER MINISTRE, ET MINISTRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'UNION SUD-AFRICAINE que LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES marque son accord au sujet de l'arrangement ci-dessous qui règle, sur une base de réciprocité, l'échange d'informations concernant des personnes atteintes d'aliénation mentale.

être envoyée, au moment de son rapatriement aux autorités du pays vers lequel il est transféré.

4. Les frais occasionnés par l'internement, l'entretien, les soins médicaux et le rapatriement d'un malade de ce genre ne seront remboursés ni par la caisse de l'Etat vers lequel il est rapatrié, ni par la commune, ni par d'autres fonds publics de ce pays. La même règle s'appliquera aux frais d'enterrement.

5. En ce qui concerne les citoyens de l'Union, le présent arrangement remplacera l'accord conclu par un Echange de notes¹ entre le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de Sa Majesté britannique, le 6 mai 1927.

6. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} mars 1932 et pourra, ultérieurement et après accord, être étendu au territoire de la Colonie du Congo belge et au territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain.

LE CAP, 4 février 1932.

H. D. J. BODENSTEIN.

II.

CONSULATE GENERAL
OF BELGIUM.

The undersigned, CONSUL GENERAL OF BELGIUM in charge of THE CONSULATE GENERAL OF BELGIUM IN CAPE TOWN, has the honour to inform HIS EXCELLENCY THE PRIME MINISTER AND SECRETARY FOR EXTERNAL AFFAIRS OF THE UNION OF SOUTH AFRICA that THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS agrees to the following dispositions, which, on a basis of reciprocity, provide for the exchange of information relative to persons of unsound mind :

¹ Vol. LXIII, page 153, de ce recueil.

¹ Vol. LXIII, page 153, of this Series.

1. Le Gouvernement belge donnera connaissance au ministre plénipotentiaire de l'Union Sud-Africaine à La Haye ou à tout autre représentant de l'Union à ce désigné, de l'internement, de la libération ou du décès dans un asile d'aliénés en Belgique d'un citoyen de l'Union Sud-Africaine dans le sens donné à ce terme par la loi sur la nationalité et du drapeau de l'Union de 1927 (loi N° 40 de 1927) et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine donnera connaissance au consulat général de Belgique au Cap de Bonne Espérance de l'internement, de la libération ou du décès d'un sujet belge dans un institut de ce genre dans l'Union.

2. Cet avis comprendra le nom de l'Institut dans lequel le malade a été interné, duquel il a été libéré ou dans lequel il est décédé et, si possible, les renseignements suivants au sujet du malade :

- 1° Nom et prénoms ;
- 2° Date et lieu de naissance ;
- 3° Profession ;
- 4° Résidence à la date de l'internement ;
- 5° Dernière adresse dans le pays d'origine ;
- 6° Noms, prénoms et adresses des parents ou, s'ils sont décédés, des membres de la famille les plus proches ;
- 7° Si le malade est marié, les noms, prénoms et adresse de l'époux ou de l'épouse ;
- 8° La date d'internement dans, de la libération de, ou du décès dans l'institut ;
- 9° Le nom de la personne ou de l'autorité à la requête de qui le malade a été interné dans l'institut ;
- 10° Si le malade a été interné sur le vu d'un certificat médical, la date de la délivrance de celui-ci ainsi que le nom et l'adresse du médecin ;
- 11° L'état du malade.
- 12° Si l'état du malade permet le rapatriement, le nombre de gardes nécessaires pour son rapatriement.

3. Toute requête du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine pour le transfert vers la Belgique d'un belge atteint d'aliénation mentale et toute requête du Gouvernement belge pour le transfert d'un citoyen de l'Union atteint d'aliénation mentale devra être accompagnée des informations recueillies aux termes de l'article deux du présent accord, et toute information qui aura

1. The Belgian Government shall inform the Minister Plenipotentiary of the Union of South Africa at The Hague, or such other representative of the Union as may be designated for the purpose, of the admission to, discharge from, or death in a lunatic asylum in Belgium of a ' Union national ' according to the meaning assigned to this term by the Union Nationality and Flags Act of 1927 (Act No. 40 of 1927), and the Government of the Union of South Africa shall inform the Belgian Consul General in Cape Town of the admission to, discharge from, or death in such an institution in the Union of a Belgian subject.

2. Such information shall include the name of the institution to which the patient is admitted or from which he is discharged or in which he died, and as far as possible the following details concerning the patient :

- (1) Name and Christian names ;
- (2) Date and place of birth ;
- (3) Occupation ;
- (4) Place of residence at the time of admission ;
- (5) Last address in country of origin ;
- (6) Names, Christian names and addresses of parents ; or, should they no longer be alive, of the nearest relations ;
- (7) If the patient be married, the name, Christian names and the address of the husband or wife ;
- (8) Date of admission to, discharge from, or death in the asylum ;
- (9) The name of the person or authority at whose request the patient was admitted to the asylum ;
- (10) If the patient was admitted under a medical certificate, the date of the issue thereof, and the name and the address of the doctor ;
- (11) The condition of the patient ; and
- (12) If the condition of the patient permits of his repatriation, the number of attendants required for such repatriation.

3. Every request by the Government of the Union of South Africa for the transfer to Belgium of a lunatic Belgian subject and every request from the Belgian Government for the transfer of a lunatic Union National to the Union of South Africa shall be accompanied by the information obtained in terms of section two of this agreement, and all information

pu être recueillie au sujet du malade dans l'institut où il a été soigné devra être envoyée, au moment de son rapatriement, aux autorités du pays vers lequel il est transféré.

4. Les frais occasionnés par l'internement, l'entretien, les soins médicaux et le rapatriement d'un malade de ce genre ne seront remboursés ni par la caisse de l'Etat vers lequel il est rapatrié, ni par la commune ni par d'autres fonds publics de ce pays. La même règle s'appliquera aux frais d'enterrement.

5. En ce qui concerne les citoyens de l'Union, le présent arrangement remplacera l'Accord conclu par un échange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de Sa Majesté britannique : le 6 mai 1927.

6. Le présent arrangement entrera en vigueur le 1^{er} mars 1932 et pourra, ultérieurement et après accord, être étendu au territoire de la Colonie du Congo Belge et le territoire à mandat du Sud-Ouest Africain.

CAPE TOWN, le 4 février 1932.

Ch. FEGUENNE.

Certified a correct copy :

H. D. J. Bodenstein,
Secty for External Affairs.

concerning the patient obtainable from the institution where he has been detained for treatment shall on his repatriation be transmitted to the authorities of the country to which he is repatriated.

4. The costs incurred in connection with the admission, maintenance, medical treatment or repatriation of such a patient shall not be recoverable from the country to which he is repatriated, nor from his community in, nor from any other public funds of, that country. The same shall apply in regard to the costs of burial.

5. In so far as Union nationals are concerned, the stipulations hereof shall be in substitution of the agreement made by an Exchange of Notes between the Government of His Majesty the King of the Belgians and His Majesty's Government in Great Britain on the 6th day of May, 1927.

6. This Agreement shall come into force on the 1st day of March, 1932, and may afterwards, by mutual consent, be applied to the territory of the Belgian Congo and to the Mandated territory of South West Africa.

CAPE TOWN, February 4, 1932.

Ch. FEGUENNE.

N° 2913.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET DANEMARK**

Echange de notes comportant un accord provisoire relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison des navires de commerce. Washington, le 16 janvier 1932.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND DENMARK**

Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement for the reciprocal Recognition of Load Line Certificates for Merchant Vessels. Washington, January 16, 1932.

No. 2913. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE DANISH GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL RECOGNITION OF LOAD LINE CERTIFICATES FOR MERCHANT VESSELS. WASHINGTON, JANUARY 16, 1932.

*Texte officiel anglais communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 mars 1932.
Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des États-Unis d'Amérique le 23 mars 1932.*

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

Ref.859.8561/6.

No. 4.

59.D.b/1.

WASHINGTON, D. C., January 16, 1932.

SIR,

By a note of November 4, 1930, my predecessor had the honor to address himself to you with an inquiry as to whether the United States Government would be ready to enter into a reciprocal load line agreement with the Danish Government which should remain effective pending the coming into force in the two countries of the International Load Line Conventions concluded at London on July 5, 1930, and whereby the Governments of Denmark and the United States would each recognize as equivalent the load line laws and regulations of the other and, therefore, their respective freeboard certificates of the marking of merchant vessels.

In reply you have by a note of August 25, 1931, informed this Legation that the Government of the United States is ready to conclude such a reciprocal agreement. You have further added that the Government of the United States understands that the load line marks made under authority of the two Governments will be in accordance with load line certificates; that the hull and superstructures of the vessel certificated will not have been so materially altered since the issuance of

¹ Entré en vigueur le 16 janvier 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2913. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DANOIS COMPORTANT UN ACCORD PROVISOIRE RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE LIGNE DE FLOTTAISON DES NAVIRES DE COMMERCE. WASHINGTON, LE 16 JANVIER 1932.

English official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place March 9, 1932.
This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 23, 1932.

I.

LÉGATION ROYALE DU DANEMARK.

Ref.859.8561/6.

N^o 4.

59.D.b/1.

WASHINGTON, D. C., le 16 janvier 1932.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Par une note en date du 4 novembre 1930, mon prédécesseur a eu l'honneur de vous présenter une demande afin de savoir si le Gouvernement des Etats-Unis serait disposé à conclure avec le Gouvernement danois, au sujet de la ligne de flottaison des navires, un accord qui resterait valable jusqu'à l'entrée en vigueur, dans les deux pays, de la Convention internationale concernant la ligne de flottaison conclue à Londres le 5 juillet 1930 ; aux termes de cet accord, le Gouvernement danois et le Gouvernement des Etats-Unis reconnaîtraient réciproquement l'équivalence de leurs lois et règlements relatifs à la ligne de flottaison et, par conséquent, celle de leurs certificats de franc-bord attestant l'apposition de marque sur les navires de commerce.

Dans votre note en date du 25 août 1931, vous avez répondu à notre légation que le Gouvernement des Etats-Unis était disposé à conclure un accord de réciprocité dans ce sens. Vous avez ajouté que le Gouvernement des Etats-Unis désirait qu'il fût entendu que les marques de la ligne de flottaison apposées officiellement par les deux gouvernements seront conformes aux spécifications des certificats de ligne de charge ; que ni la coque, ni les superstructures du navire pour

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 16, 1932.

the certificates as to affect the calculations on which the load line was based, and that alterations will not have been made so that the :

- (1) Protection of openings,
- (2) Guard Rails,
- (3) Freeing Ports,
- (4) Means of Access to Crews Quarters,

have made the vessel manifestly unfit to proceed to sea without danger to human life.

Having submitted this reply to my Government, I am now instructed to convey to you the following information : The Danish Government is ready to give full recognition, for the time until the International Load Line Convention mentioned above shall come into force in both countries, to the load line rules and regulations of the Government of the United States and to the certificates and load line marks made on American merchant vessels pursuant thereto. In giving such recognition the Danish Government concurs, subject to reciprocity, in the foregoing understandings. I am, however, instructed to draw your attention to the fact that since the beginning of the negotiations regarding this temporary agreement the Danish rules concerning freeboard have undergone the following modification :

A provisional notification dealing with the application to Danish Ships of the International Load Line Convention of July 5, 1930, has been issued by the Danish Ministry of Shipping and Fisheries on July 8, 1931. Pursuant to this Notification of which this Legation had the honor to forward to you a copy by a note of August 13, 1931, Danish ships in international trade have already been permitted to obtain freeboard and load line certificates in accordance with the above quoted International Load Line Convention, which has been ratified by Denmark on July 30, 1931. The Danish Government assumes that also such certificates issued in accordance with the said Convention will be recognized in the United States pending the coming into force in both countries of the Convention.

I have the honor to request that you will be good enough to confirm the full recognition of the Government of the United States for the period mentioned above of the Danish load line laws and regulations and the Danish freeboard certificates of the marking of merchant vessels, including the certificates issued pursuant to the foregoing Provisional Notification of July 8, 1931, and of load line marks made on Danish vessels pursuant thereto.

It is understood that upon the receipt of a note to that effect the proposed agreement will become effective as from the date of such note.

I have the honor to be, Sir, with the highest consideration
Your most obedient and humble servant,

(Signed) Otto WADSTED.

The Honorable
Henry L. Stimson,
Secretary of State,
Department of State,
Washington, D.C

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

lequel est délivré le certificat n'auront pas été sensiblement modifiées depuis la délivrance du certificat au point d'affecter les calculs qui servent de base à la détermination de la ligne de charge et qu'il n'aura été apporté, en ce qui concerne :

- 1^o La protection des ouvertures ;
- 2^o Les garde-corps ;
- 3^o Les sabords de décharge ;
- 4^o Les moyens d'accès au poste d'équipage,

aucune modification susceptible de mettre le navire manifestement hors d'état de prendre la mer sans danger pour ceux qui se trouvent à bord.

J'ai soumis cette réponse à mon gouvernement qui me charge maintenant de vous transmettre les renseignements suivants : le Gouvernement danois est disposé à reconnaître entièrement, jusqu'à l'entrée en vigueur dans les deux pays de la Convention internationale susmentionnée, les règles et règlements du Gouvernement des Etats-Unis relatifs à la ligne de flottaison ainsi qu'aux certificats et aux marques de ligne de flottaison apposés sur les navires de commerce américains en application de ces règles et règlements. Ce faisant, le Gouvernement danois accepte, sous condition de réciprocité, les réserves formulées ci-dessus. Toutefois, je suis chargé de vous signaler que depuis le début des négociations relatives au présent accord temporaire, les règles danoises applicables au franc-bord ont subi les modifications suivantes :

Le Ministère danois de la Navigation et des Pêcheries a publié, le 8 juillet 1931, une notification provisoire visant à l'application aux navires danois de la Convention internationale du 5 juillet 1930 concernant la ligne de flottaison. Comme suite à cette notification, dont ma légation a eu l'honneur de vous communiquer une copie par note en date du 13 août 1931, les navires danois armés pour la navigation internationales sont, dès maintenant, autorisés à se procurer des certificats de franc-bord et de ligne de flottaison conformes aux dispositions de la Convention internationale susmentionnée, ratifiée par le Danemark le 30 juillet 1931. Le Gouvernement danois suppose que les certificats délivrés conformément à ladite convention seront également reconnus aux Etats-Unis en attendant l'entrée en vigueur de la convention dans les deux pays.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir confirmer que le Gouvernement des Etats-Unis reconnaîtra entièrement, pendant la période susmentionnée, les lois et règlements danois relatifs à la ligne de flottaison ainsi que les certificats de franc-bord danois attestant l'apposition de marques sur les navires de commerce, y compris les certificats délivrés en application de la notification provisoire susmentionnée en date du 8 juillet 1931, ainsi que les marques de ligne de flottaison apposées sur les navires danois conformément à cette notification.

Il est entendu qu'à la réception d'une note à cet effet, l'accord envisagé prendra effet à partir de la date de cette note.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Otto WADSTED.

A l'Honorable
Henry L. Stimson,
Secrétaire d'Etat,
Département d'Etat,
Washington D.C.

II.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON., *January 16, 1932.*

SIR,

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of this date in which reference is made to your predecessor's note of November 4, 1930, proposing an arrangement between the Governments of the United States and Denmark for the reciprocal recognition of load line certificates for merchant vessels which arrangement would remain effective pending the coming into force in the two countries of the International Load Line Convention of July 5, 1930.

You made the proposal that if the Government of the United States agreed to the terms as outlined in your note of this date, that note and the reply which might be made thereto would serve as the agreement between our two countries.

Inasmuch as the Danish rules and tables for determining freeboards have been examined by the competent executive authorities of this Government and have been found to be as effective as the United States load line regulations ; and inasmuch as the Government of the United States agrees to recognize the certificates issued by the Government of Denmark pursuant to the Provisional Notification of July 8, 1931, which gives ship owners the privilege of having freeboard and load lines assigned in accordance with the provisions contained in the International Load Line Convention of July 5, 1930, I have the honor to inform you that the Government of the United States hereby concurs in the terms of the arrangement as set out in your note under acknowledgment.

The Government of the United States accordingly understands that the agreement has been completed by this exchange of notes and is effective from this date.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :
(Signed) James Grafton ROGERS.

Mr. Otto Wadsted,
Minister of Denmark.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

II.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 16 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour dans laquelle vous rappelez la note de votre prédécesseur en date du 4 novembre 1930 proposant un accord entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement danois pour la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison des navires de commerce, les dispositions dudit accord restant valables jusqu'à l'entrée en vigueur, dans les deux pays, de la Convention internationale sur la ligne de flottaison signée le 5 juillet 1930.

Vous avez proposé que si le Gouvernement des Etats-Unis acceptait les conditions formulées dans votre note en date de ce jour, ladite note et la réponse éventuelle à cette note constitueraient l'accord entre nos deux pays.

Attendu que les règles et les tables danoises qui servent à calculer les francs-bords ont été examinées par les autorités exécutives compétentes de mon gouvernement et ont été trouvées aussi efficaces que les règlements des Etats-Unis relatifs à la ligne de flottaison ; attendu, en outre, que le Gouvernement des Etats-Unis accepte de reconnaître les certificats délivrés par le Gouvernement danois conformément à la notification provisoire du 8 juillet 1931 qui confère aux armateurs le privilège de faire déterminer le franc-bord et les lignes de flottaison conformément aux dispositions formulés dans la Convention internationale concernant la ligne de flottaison du 5 juillet 1930, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement des Etats Unis donne, par la présente, son assentiment aux dispositions de l'accord formulé dans votre note précitée.

Le Gouvernement des Etats-Unis considère donc que l'accord a été définitivement conclu en vertu du présent échange de notes et prend effet à dater de ce jour.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

(Signé) James Grafton ROGERS.

Monsieur Otto Wadsted,
Ministre du Danemark.

N° 2914.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ISLANDE

Echange de notes comportant un accord provisoire relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison des navires de commerce. Washington, le 16 janvier 1932.

UNITED STATES OF AMERICA
AND ICELAND

Exchange of Notes constituting a Provisional Agreement for the reciprocal Recognition of Load Line Certificates for Merchant Vessels. Washington, January 16, 1932.

No. 2914. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE DANISH GOVERNMENT, ON BEHALF OF ICELAND, CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL RECOGNITION OF LOAD LINE CERTIFICATES FOR MERCHANT VESSELS. WASHINGTON, JANUARY 16, 1932.

Texte officiel anglais communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations (au nom de l'Islande). L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 mars 1932. Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 23 mars 1932.

I.

ROYAL DANISH LEGATION,

Ref : 859 A. 8561/5.

No. 5.

J. Nr. 59. D. b/1.

WASHINGTON, D. C., January 16, 1932.

SIR,

In a note of November 24, 1930, to the Danish Minister for Foreign Affairs the American Chargé d'Affaires in Copenhagen has inquired whether the Icelandic Government would be willing to enter into negotiations for a reciprocal agreement regarding load lines of vessels.

In reply the Minister for Foreign Affairs has informed the American Minister by a note of March 12, 1931, that the Government of Iceland would view with pleasure the conclusion of an agreement such as proposed by the Government of the United States. It was further stated in the latter note that there do not exist any special Icelandic laws and regulations concerning load lines of vessels, such lines being fixed for Icelandic vessels in conformity with the Danish provisions in force regarding load lines.

With reference to the above, I had the honor by my note of April 20, 1931, to inquire whether the Government of the United States would be ready for the intervening time until the International Convention regarding Load Lines concluded at London on July 5, 1930, shall come into force in both Iceland and the United States, to enter into an agreement to the effect of reciprocally recognizing the Danish load line laws and rules as applied to Icelandic vessels and the load line laws and rules of the United States to be equivalent and therefore until then also reciprocally to recognize the freeboard certificates of Iceland and the United States.

¹ Entré en vigueur le 16 janvier 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2914. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT DANOIS, AU NOM DE L'ISLANDE, COMPORTANT UN ACCORD PROVISOIRE RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE LIGNE DE FLOTTAISON DES NAVIRES DE COMMERCE. WASHINGTON, LE 16 JANVIER 1932.

English official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations (on behalf of Iceland). The registration of this Exchange of Notes took place March 9, 1932. This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 23, 1932.

I.

LEGATION ROYALE DU DANEMARK,
Ref : 859 A. 8561/5.
N^o 5.

J. N^o 59 D. b. /1.

WASHINGTON, D. C., le 16 janvier 1932.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Dans une note en date du 24 novembre 1930, adressée au Ministre des Affaires étrangères du Danemark, le Chargé d'affaires des Etats-Unis à Copenhague a demandé si le Gouvernement islandais serait disposé à entrer en négociations en vue de la conclusion d'un accord de réciprocité relatif aux lignes de flottaison des navires.

En réponse, le ministre des Affaires étrangères a fait savoir au ministre des Etats-Unis, par note en date du 12 mars 1931, que le Gouvernement islandais serait heureux de conclure l'accord envisagé par le Gouvernement des Etats-Unis. Il était, en outre, déclaré dans cette note qu'il n'existe ni lois ni règlements islandais spéciaux régissant les lignes de flottaison des navires, ces lignes étant fixées pour les navires islandais conformément aux dispositions danoises applicables en la matière.

Me référant à ce qui précède, j'ai eu l'honneur, dans ma note du 20 avril 1931, de demander si le Gouvernement des Etats-Unis serait disposé, jusqu'à l'entrée en vigueur, en Islande et aux Etats-Unis, de la Convention internationale concernant la ligne de flottaison conclue à Londres le 5 juillet 1930, à conclure un accord reconnaissant l'équivalence des lois et règlements danois applicables en la matière aux navires islandais et des lois et règlements correspondants des Etats-Unis et par suite à reconnaître également, jusqu'à cette date, sous condition de réciprocité, les certificats de franc-bord islandais au même titre que ceux des Etats-Unis.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force January 16, 1932.

In reply you have informed this Legation by your note of August 25, 1931, that the United States' Government is ready to enter into a reciprocal agreement as proposed. You have further added that the United States' Government understands that the load line marks on the vessels of the United States and Iceland will be in accordance with the load line certificates; that the hull and superstructures of the vessel certificated will not have been so materially altered since the issuance of the certificates as to affect the calculations on which the load line was based, and that alterations will not have been made so that the

- (1) Protection of openings,
- (2) Guard Rails,
- (3) Freeing Ports,
- (4) Means of Access to Crews Quarters,

have made the vessel manifestly unfit to proceed to sea without danger to human life.

After having communicated this reply to the Danish Minister for Foreign Affairs, I now have the honor, according to instructions received, on behalf of the Government of Iceland to convey to you the following information:

The Icelandic Government is ready to give full recognition, for the time until the International Load Line Convention mentioned above shall come into force in both countries, to the load line rules and regulations of the Government of the United States and to the certificates and load line marks made on American merchant vessels pursuant thereto. In giving such recognition the Icelandic Government concurs, subject to reciprocity, in the foregoing understandings.

I have the honor to request that you will be good enough to confirm the full recognition of the Government of the United States for the period mentioned above of the Danish load line laws and rules as applied to Icelandic vessels and of the Icelandic freeboard certificates, and load line marks made on Icelandic vessels pursuant thereto.

It is understood that upon receipt of a note to that effect the proposed agreement will become effective as from the date of such note.

I have the honor to be, Sir, with the highest consideration, Your most obedient and humble servant.

(Signed) Otto WADSTED.

The Honorable Henry L. Stimson,
Secretary of State,
Department of State, Washington, D. C.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

II.

DEPARTMENT OF STATE,

WASHINGTON, *January 16, 1932.*

SIR,

I have the honor to reply to your note of this date in which the provisions of the proposed agreement between the Governments of the United States and Iceland for the mutual recognition of load line certificates for merchant ships are set forth.

Dans votre note en date du 25 août 1931, vous avez répondu que le Gouvernement des Etats-Unis était disposé à conclure un accord de réciprocité dans ce sens. Vous avez ajouté, d'autre part, que le Gouvernement des Etats-Unis désirait qu'il fût entendu que les marques de la ligne de flottaison apposées officiellement par l'un et l'autre gouvernement sur les navires des Etats-Unis et sur ceux de l'Islande seront conformes aux spécifications des certificats de ligne de flottaison ; que ni la coque ni les superstructures du navire pour lequel est délivré un certificat n'auront pas été sensiblement modifiées depuis la délivrance du certificat au point d'affecter les calculs qui servent de base à la détermination de la ligne de flottaison ; et qu'il n'aura été apporté, en ce qui concerne :

- 1^e La protection des ouvertures ;
- 2^e Les garde-corps ;
- 3^e Les sabords de décharge ;
- 4^e Les moyens d'accès aux postes d'équipage,

aucune modification susceptible de mettre le navire manifestement hors d'état de prendre la mer sans danger pour ceux qui se trouvent à bord.

J'ai communiqué cette réponse au ministre des Affaires étrangères du Danemark, et je suis maintenant chargé de vous transmettre, au nom du Gouvernement islandais, les renseignements suivants :

Le Gouvernement islandais est prêt à reconnaître entièrement, à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur dans les deux pays de la Convention internationale susmentionnée, les règles et règlements du Gouvernement des Etats-Unis relatifs à la ligne de flottaison, les certificats et les marques de ligne de flottaison apposées sur les navires de commerce américains en application de ces règles et règlements. Ce faisant, le Gouvernement islandais accepte, sous condition de réciprocité, les réserves formulées ci-dessus.

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir confirmer que le Gouvernement des Etats-Unis reconnaîtra entièrement, pendant la période susmentionnée, les règles et règlements danois relatifs à la ligne de flottaison en tant qu'ils s'appliquent aux navires islandais et les certificats de franc-bord islandais, ainsi que les marques de ligne de flottaison apposées sur les navires islandais conformément à ces lois et règlements.

Il est entendu qu'à la réception d'une note à cet effet, l'accord envisagé prendra effet à partir de la date de cette note.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Otto WADSTED.

A l'Honorable Henry L. Stimson,
Secrétaire d'Etat,
Département d'Etat,
Washington D. C.

II.

DÉPARTEMENT D'ETAT,

WASHINGTON, le 16 janvier 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de répondre à votre note, en date de ce jour, dans laquelle sont exposées les dispositions de l'accord envisagé entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement islandais pour la reconnaissance réciproque des certificats de ligne de flottaison délivrés à des navires de commerce.

Inasmuch as Iceland has no laws or regulations governing load lines of vessels, such lines being fixed in conformity with the Danish provisions in force, and as the Danish rules and tables for determining freeboard have been examined by the competent executive authorities of this Government and have been found to be as effective as the United States load line regulations, I have the honor to inform you that the Government of the United States hereby concurs in the terms of the agreement as set out in your note under acknowledgment. In this connection it is understood that the note under acknowledgment and this reply will constitute the agreement between the United States and Iceland.

The Government of the United States accordingly understands that the agreement has been completed by this exchange of notes and is effective from this date.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Secretary of State :
(Signed) James Grafton ROGERS.

Mr. Otto Wadsted,
Minister of Denmark.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

Attendu que l'Islande ne possède ni lois ni règlements régissant la matière, les lignes de flottaison des navires étant fixées conformément aux règlements danois en vigueur, et attendu que les règles et les tables danoises qui servent à calculer les francs-bords ont été examinées par les autorités exécutives compétentes de mon gouvernement et ont été trouvées aussi efficaces que les règlements des Etats-Unis relatifs à la ligne de flottaison, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement des Etats-Unis donne, par la présente, son assentiment aux dispositions de l'accord formulé dans votre note précitée. Il est entendu que ladite note, ainsi que la présente réponse constitueront l'accord conclu entre les Etats-Unis et l'Islande.

En conséquence, le Gouvernement des Etats-Unis considère que l'accord a été définitivement conclu en vertu du présent échange de notes et prend effet à dater de ce jour.

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :

(Signé) James Grafton ROGERS.

M. Otto Wadsted,
Ministre du Danemark.

N° 2915.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET CUBA

Traité relatif à la propriété de l'île
de Pinos. Signé à Washington, le
2 mars 1904.

UNITED STATES OF AMERICA
AND CUBA

Treaty regarding the Ownership of
the Island of Pines. Signed at
Washington, March 2, 1904.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 2915. — TREATY¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND CUBA REGARDING THE OWNERSHIP OF THE ISLAND OF PINES. SIGNED AT WASHINGTON, MARCH 2, 1904.

Nº 2915. — TRATADO¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y CUBA RELATIVO A LA PROPIEDAD DE LA ISLA DE PINOS. FIRMADO EN WASHINGTON, EL 2 DE MARZO DE 1904.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Cuba. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 mars 1932.

English and Spanish official texts communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Cuba. The registration of this Treaty took place March 10, 1932.

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE REPUBLIC OF CUBA, being desirous to give full effect to the sixth Article of the Provision² in regard to the relations to exist between the United States and Cuba, contained in the Act of the Congress of the United States of America, approved March second, nineteen hundred and one, which sixth Article aforesaid is included in the appendix to the Constitution of the Republic of Cuba, promulgated on the 20th day of May, nineteen hundred and two and provides that "The Island of Pines shall be omitted from the boundaries of Cuba specified in the Constitution, the title of ownership thereof being left to future adjustment by treaty"; have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries to conclude a treaty to that end :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

John HAY, Secretary of State of the United States of America ; and

Deseando LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA y LA REPUBLICA DE CUBA cumplir en todos sus extremos el artículo sexto de la Disposición² que, relativa a las relaciones que deberán existir entre los Estados Unidos y Cuba, está contenida en la Ley del Congreso de los Estados Unidos de América aprobada el 2 de Marzo de 1901, estando dicho artículo sexto antes mencionado incluido en el Apéndice a la Constitución de la República de Cuba que fué promulgada el 20 de Mayo de 1902, y en el cual se dispone que « La Isla de Pinos queda omitida de los límites de Cuba propuestos por la Constitución, dejándose para un futuro Tratado la fijación de su pertenencia » ; han nombrado con ese objeto como Plenipotenciarios suyos para concertar un Tratado a ese fin :

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

A John HAY, Secretario de Estado de los Estados Unidos de América ; y

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 23 mars 1925.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXII, page 79.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, March 23, 1925.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 96, page 548.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

Gonzalo DE QUESADA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Cuba to the United States of America ;

Who, after communicating to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The United States of America relinquishes in favor of the Republic of Cuba all claim of title to the Island of Pines situated in the Caribbean Sea near the southwestern part of the Island of Cuba, which has been or may be made in virtue of Articles I and II of the Treaty¹ of Peace between the United States and Spain, signed at Paris on the tenth day of December eighteen hundred and ninety-eight.

Article II.

This relinquishment, on the part of the United States of America, of claim of title to the said Island of Pines, is in consideration of the grants of coaling and naval stations in the Island of Cuba heretofore made the United States of America by the Republic of Cuba.

Article III.

Citizens of the United States of America who at the time of the exchange of ratifications of this treaty, shall be residing or holding property in the Island of Pines shall suffer no diminution of the rights and privileges which they have acquired prior to the date of exchange of ratifications of this treaty ; they may remain there or may remove therefrom retaining in either event all their rights of property, including the right to sell or dispose of such property or of its proceeds ; and they shall also have the right to carry on their industry, commerce and professions being subject in respect thereof to such laws as are applicable to other foreigners.

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CUBA :

A Gonzalo DE QUESADA, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario de Cuba en los Estados Unidos de América ;

Quienes, previo el canje de sus plenos poderes que encontraron estar en buena y debida forma, han convenido en los siguientes artículos :

Artículo I.

Los Estados Unidos de América renuncian a favor de la República de Cuba toda reclamación que acerca del derecho a la Isla de Pinos situada en el Mar Caribe, cerca de la parte sudoeste de la Isla de Cuba, se haya hecho o hiciera en virtud de los Artículos I y II de Tratado¹ de Paz entre los Estados Unidos y España, firmado en París el 10 de Diciembre de 1898.

Artículo II.

Esta renuncia — por parte de los Estados Unidos — de pretensión a la propiedad de dicha Isla de Pinos, se hace en consideración a las concesiones de estaciones carboneras y navales en la Isla de Cuba que antes de ahora se han hecho a los Estados Unidos de América por la República de Cuba.

Artículo III.

Los ciudadanos de los Estados Unidos de América que — en la fecha del canje de ratificaciones de este Tratado — residieren o poseyeren propiedades en la Isla de Pinos, no sufrirán menoscabo alguno en los derechos y privilegios que hayan adquirido con anterioridad a la fecha del canje de ratificaciones de este Tratado ; podrán permanecer en ella, o salir de ella, conservando en uno u otro caso todos sus derechos de propiedad, incluyendo el derecho de vender o disponer de dichos bienes o de sus productos ; y tendrán asimismo derecho a ejercer sus industrias, comercio y profesiones sujetándose con respecto a las mismas a aquellas leyes que sean aplicables a otros extranjeros.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXII, page 74.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 90, page 382.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by each party in conformity with the respective Constitution of the two countries, and the ratifications shall be exchanged in the City of Washington as soon as possible.

In witness whereof, We, the respective Plenipotentiaries, have signed this treaty and hereunto affixed our seals.

Done at Washington, in duplicate, in English and Spanish this second day of March one thousand nine hundred and four.

John HAY.

Gonzalo de QUESADA.

(Seal)

(Seal)

[The above Treaty has been approved by the Senate of the Cuban Republic on June 8, 1904, and by the Senate of the United States on March 13, 1925, with the following reservations.]¹

1. That all the provisions of existing and future treaties including the Permanent Treaty proclaimed July 2, 1904, between the United States of America and the Republic of Cuba shall apply to the territory and the inhabitants of the Isle of Pines.

2. The term "other foreigners" appearing at the end of Article III shall be construed to mean foreigners who receive the most favorable treatment under the Government of Cuba.

[The above reservations have been approved by a resolution of the Senate of the Cuban Republic on March 16, 1925.]¹

Artículo IV.

El presente Tratado será ratificado por cada una de las Partes de conformidad con las respectivas Constituciones de ambos países y las ratificaciones serán canjeadas en la ciudad de Washington, tan pronto como sea posible.

En testimonio de lo cual, Nosotros, los respectivos Plenipotenciarios, hemos firmado este Tratado y hemos estampado en el mismo nuestros sellos.

Hecho en Washington, por duplicado en inglés y en castellano el día dos de Marzo de mil novecientos cuatro.

El precedente Tratado fué aprobado por el Senado de la República de Cuba, el día 8 de Junio de 1904 y por el de los Estados Unidos de América, el día 13 de Marzo de 1925, sujeto a las siguientes reservas :

1. Que todas las cláusulas o estipulaciones de los Tratados existentes o futuros, incluyendo el Tratado permanente proclamado en 2 de Julio de 1904, entre los Estados Unidos de América y la República de Cuba, serán aplicables al territorio y los habitantes de la Isla de Pinos.

2. Que el término « otros extranjeros » que aparece el final del artículo III (del referido Tratado sobre la Isla de Pinos) será interpretado en el sentido siguiente : « extranjeros que reciben trato más favorable bajo el Gobierno de Cuba ».

Las precedentes reservas fueron aprobadas por resolución del Senado de la República de Cuba, el día 16 de Marzo de 1925.

José Clemente VIVANCO.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2915. — TRAITÉ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET CUBA
RELATIF A LA PROPRIÉTÉ DE L'ILE DE PINOS. SIGNÉ A
WASHINGTON, LE 2 MARS 1904.

LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA RÉPUBLIQUE DE CUBA, désireux de donner plein effet à l'article six de la Disposition sur les relations qui devront exister entre les Etats-Unis et Cuba, contenue dans l'Acte du Congrès des Etats-Unis d'Amérique, approuvé le deux mars mil neuf cent un, lequel article est inclu dans l'Appendice à la Constitution de la République de Cuba promulguée le vingt mai mil neuf cent deux et stipule que « l'Ile de Pinos ne sera pas comprise dans les frontières de Cuba spécifiées par la Constitution, le droit de propriété sur cette île devant être ultérieurement fixé par traité » ;

Ont nommé pour leurs plénipotentiaires chargés de conclure un traité à cette fin :

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

John HAY, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

Gonzalo DE QUESADA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Cuba aux Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Etats-Unis d'Amérique renoncent, en faveur de la République de Cuba à tout droit de propriété sur l'Ile de Pinos, située dans la mer des Antilles, près de la partie sud-ouest de l'Ile de Cuba, qui a été ou pourrait être revendiqué en vertu des articles I et II du traité de paix entre les Etats-Unis et l'Espagne, signé à Paris le dix décembre mil huit cent quatre-vingt-dix-huit.

Article II.

Cette renonciation, de la part des Etats-Unis d'Amérique, au droit de propriété sur ladite Ile de Pinos est consenti en contre-partie de la concession de stations de charbonnage et de stations navales dans l'Ile de Cuba, accordée précédemment aux Etats-Unis d'Amérique par la République de Cuba.

Article III.

Il ne sera porté aucune atteinte aux droits et privilèges acquis avant la date de l'échange des ratifications du présent traité par des citoyens américains qui, à la date de l'échange desdites

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ratifications, résideront ou posséderont des biens dans l'île de Pinos, lesdits citoyens pourront demeurer dans l'île ou la quitter et garderont, dans l'un et l'autre cas, tous leurs droits de propriété, y compris le droit de vendre leurs biens ou d'en disposer, ainsi que du produit de ces biens ; ils auront également le droit d'exercer leurs industries, commerces et professions, tout en restant assujettis, à cet égard, aux lois applicables aux autres étrangers.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par chacune des Parties, conformément aux Constitutions respectives des deux Etats, et les ratifications seront échangées dans la ville de Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires respectifs, avons signé le présent traité et y avons apposé nos sceaux.

Fait à Washington, en double expédition, en langues anglaise et espagnole, le deux mars mil neuf cent quatre.

John HAY. (*Sceau*)

Gonzalo DE QUESADA. (*Sceau*)

Le traité ci-dessus a été approuvé par le Sénat de la République de Cuba, le 8 juin 1904 et par celui des Etats-Unis d'Amérique, le 13 mars 1925, avec les réserves suivantes :

1^o Toutes les dispositions des traités existants et futurs, y compris celles du Traité permanent proclamé le 2 juillet 1904 entre les Etats-Unis d'Amérique et la République de Cuba, s'appliqueront au territoire et aux habitants de l'île de Pinos.

2^o Le terme « autres étrangers » qui figure à la fin de l'article III, sera interprété comme désignant les étrangers qui reçoivent du Gouvernement de Cuba le traitement de la nation la plus favorisée.

Les réserves ci-dessus ont été approuvées par une résolution du Sénat de la République de Cuba, le 16 mars 1925.

José Clemente VIVANCO.

N° 2916.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Convention relative à la navigation
aérienne, avec procès-verbal final.
Signés à Paris, le 29 mai 1926.

GERMANY AND BELGIUM

Convention regarding Aerial Naviga-
tion, with Final Procès-Verbal.
Signed at Paris, May 29, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2916. — CONVENTION ¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA BELGIQUE RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A PARIS, LE 29 MAI 1926.

N^o 2916. — ABKOMMEN ¹ ÜBER DEN LUFTVERKEHR ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND BELGIEN. GEZEICHNET IN PARIS, AM 29. MAI 1926.

Textes officiels français et allemand communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 mars 1932.

French and German official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place March 10, 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND, également convaincus de l'intérêt réciproque qu'ont la Belgique et l'Allemagne à faciliter, dans le cadre des traités et conventions existants et dans un but pacifique, leurs relations aériennes et, en général, les relations internationales par la voie des airs,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. le baron DE GAIFFIER D'HESTROY, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Belgique à Paris,

LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND :

Son Excellence M. VON HOESCH, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Allemagne à Paris.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT und SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER, in gleicher Weise davon überzeugt, dass es im beiderseitigen Interesse Deutschlands und Belgiens liegt, im Rahmen der bestehenden Verträge und Abmachungen ihre und im allgemeinen die internationalen Luftverkehrsbeziehungen in friedlichem Geiste zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke eine Vereinbarung zu schliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Seine Exzellenz Herrn VON HOESCH, Ausserordentlichen und Bevollmächtigten Deutschen Botschafter in Paris ;

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER :

Seine Exzellenz Herrn Baron DE GAIFFIER D'HESTROY, Ausserordentlichen und Bevollmächtigten Belgischen Botschafter in Paris ;

Die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 22 octobre 1927.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, October 22, 1927.

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés la liberté de passage au-dessus de son territoire, pourvu que soient observées les conditions de la présente convention.

Il est entendu toutefois que l'établissement ou l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes passant au-dessus du territoire de l'autre Haute Partie contractante (avec ou sans escale) sera subordonné à un accord spécial entre les deux Etats.

Au sens de la présente convention le territoire signifie le territoire métropolitain y compris les eaux territoriales.

Par aéronefs on comprend les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat affectés exclusivement à un service commercial.

Article 2.

Les aéronefs ressortissants à l'une des Hautes Parties contractantes, leur équipage et leurs passagers, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Etat, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat en question, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres droits, aux interdictions d'exportation et d'importation, au transport de personnes et de marchandises, à la sécurité et à l'ordre public. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale qui sera en vigueur, à moins qu'il n'en ait été prévu autrement dans la présente convention.

D'ores et déjà il est prévu que le transport commercial de personnes ou de marchandises entre deux points du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Article 3.

Les deux Parties contractantes pourront interdire la navigation aérienne au-dessus de

Artikel 1.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen vertragschliessenden Teiles, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr über seinem Gebiet.

Es besteht indessen Einverständnis darüber, dass die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftlinien eines Luftfahrtunternehmens des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg (mit oder ohne Landung) einer Sondervereinbarung zwischen den beiden Staaten unterliegt.

Als Gebiet im Sinne dieses Abkommens gilt das Gebiet des Mutterstaates einschliesslich der Territorialgewässer.

Als Luftfahrzeuge gelten die privaten Luftfahrzeuge und die ausschliesslich für Handelszwecke bestimmten staatlichen Luftfahrzeuge.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsstaates, ihre Besatzung und ihre Fluggäste unterliegen, während sie sich im Gebiet des anderen Staates befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staat jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern sowie über die öffentliche Sicherheit und Ordnung. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieses Abkommen nichts anderes vorsieht.

Die gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Gütern zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebiets kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Artikel 3.

Die beiden Vertragsteile können den Luftverkehr über bestimmte Zonen ihres Gebietes

certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre leurs aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat. Chacun des Etats contractants devra faire connaître à l'autre Etat les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne sera interdite.

De plus, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs ressortissants à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant à tous autres pays étrangers.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite serait tenu, dès qu'il s'en apercevrait, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé ; il devrait, en outre, atterrir en dehors de la zone interdite, le plus tôt et le plus près possible, sur l'un des aérodromes de cet Etat.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs, clairement visibles et permettant de constater leur identité pendant le vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront, en outre, le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise dans leur pays d'origine à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et notamment des brevets et licences réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leur occupation à bord, leur profession, leur identité, leur nationalité.

verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen ihren heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Staates kein Unterschied gemacht wird. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaat mitzuteilen.

Ausserdem behält sich jeder Vertragsteil das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen den Luftverkehr über seinem Gebiet ganz oder teilweise mit sofortiger Wirkung vorläufig einzuschränken oder zu verbieten, unter der Bedingung, dass in dieser Hinsicht kein Unterschied zwischen den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsteils und den Luftfahrzeugen jedes anderen fremden Landes gemacht wird.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über eine verbotene Zone gerät, hat, sobald es dies bemerkt, das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und so bald und so nahe wie möglich auf einem ausserhalb der verbotenen Zone gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Artikel 5.

Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragungszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers erkennen lassen.

Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Flugzeug eine in ihrem Heimatland einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen versehen sein.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences, délivrés ou rendus exécutoires par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage, seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou rendus exécutoires par celui-ci.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître pour la navigation intérieure sur son territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en aura été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic international.

Article 6.

Sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les aéronefs de l'autre Partie contractante ne pourront être munis d'appareils de radio-communication que pour autant que cela sera permis par les deux Etats contractants. De tels appareils ne devront être utilisés que par des membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale délivrée à cet effet par leur Etat d'origine.

Pour des raisons de sécurité, les deux Etats contractants se réservent d'édicter des règlements relativement à l'équipement obligatoire des aéronefs avec des appareils de radio-communication.

Article 7.

Les aéronefs, leurs équipages et les voyageurs ne pourront emporter ni armes, ni munition, ni gaz nocifs, ni explosifs, ni pigeons voyageurs, ni appareils photographiques, si ce n'est avec l'autorisation de l'Etat dans le domaine aérien auquel l'aéronef se trouvera.

Article 8.

Les aéronefs transportant des voyageurs et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs et pour les marchan-

Die Lufttüchtigkeitscheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragsstaat dieselbe Gültigkeit wie die in diesem Staat ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen, soweit nicht etwas anderes vereinbart worden ist, mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind.

Artikel 6.

Die Luftfahrzeuge des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile dürfen im Gebiet des anderen Vertragsstaates nur insoweit mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wie dies in beiden Vertragsstaaten gestattet ist. Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihres Heimatsstaats mit sich führen.

Die beiden Vertragsstaaten behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 7.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase, Sprengstoffe, Brieftauben und Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste und Güter mit sich führen, müssen mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste und mit einem La-

disés d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité, ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Si à l'arrivée d'un aéronef une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières du port d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 9.

Dans tous les cas de départ ou d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire, par les autorités compétentes, les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Les aérodromes à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles aux aéronefs des deux Etats. Ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaisons radioélectriques, de balisage et de signalisation de jour et de nuit. Les taxes éventuelles (taxe d'atterrissage, de séjours, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat.

Article 11.

A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'un des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique et classé comme aérodrome douanier (avec service de contrôle de passeports), et ce sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aérodromes, où seront affectuées les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissage intermédiaire s'applique également à ces cas spéciaux.

dungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeugs eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und den oben erwähnten Urkunden, so haben sich die Zollbehörden des Ankunfts Hafens mit den zuständigen Zollbehörden des anderen Vertragsstaats unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Artikel 9.

Jeder Vertragsstaat kann auf seinem Gebiete die Luftfahrzeuge des anderen Staates bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 10.

Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich. Die Luftfahrzeuge können auch den meteorologischen Nachrichtendienst, den Funkdienst und den Flugsicherungsdienst benutzen. Die etwaigen Gebühren (Landegebühr, Aufenthaltsgebühr usw.) sind für die heimischen Luftfahrzeuge und diejenigen des anderen Staates gleich.

Artikel 11.

Der Einflug nach und der Ausflug von einem der beiden Vertragsstaaten darf nur nach oder von einem dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughafen, der ein Zollflughafen mit Passabfertigung ist, vorgenommen werden, und zwar ohne Zwischenlandung zwischen Grenze und Flughafen. In besonderen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flughäfen gestatten, in denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Das Verbot der Zwischenlandung gilt auch in diesen besonderen Fällen.

En cas d'atterrissage forcé, en dehors des aérodromes visés à l'alinéa premier, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation nationale prévue en la matière.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aérodromes douaniers. Toute modification apportée à cette liste ainsi que toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser l'un de ces aérodromes, devront être immédiatement communiqués à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières communes des deux Hautes Parties contractantes ne seront franchies qu'entre les points déterminés d'un commun accord. Les frontières non communes seront franchies entre des points fixés par celui des deux Etats qui est intéressé.

Il est d'ores et déjà prévu que toute zone de franchissement de ses frontières (communes ou non communes), admise par l'une des Parties contractantes pour ses aéronefs nationaux ou des aéronefs d'autre nationalité, est admise *ipso facto* par elle pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 13.

En fait de lest, il ne pourra être jeté que du sable fin et de l'eau.

Article 14.

En cours de route ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou des matières pour lesquels l'Etat, au-dessus du territoire duquel il sera procédé à cette opération, aura accordé une autorisation spéciale.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité à envisager dans l'application de la présente

Im Falle der Notlandung ausserhalb der im Absatz 1 bezeichneten Flughäfen haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den Vorschriften zu richten, die auf dem Gebiete der Zoll- und Passabfertigung in dem betreffenden Staate gelten.

Die beiden Hohen Vertragsschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughäfen mitteilen. Dieses Verzeichnis wird diejenigen Flughäfen besonders aufführen, die Zollflughäfen sind. Jede Änderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung des Rechts zur Benutzung eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsteil unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 12.

Die gemeinsamen Grenzen der beiden Hohen Vertragsschliessenden Teile dürfen nur zwischen Punkten überflogen werden, die in gemeinsamer Vereinbarung festgelegt worden sind. Die nicht gemeinsamen Grenzen sind zwischen Punkten zu überfliegen, die durch den in Frage kommenden Vertragsteil bestimmt worden sind.

Eine Zone, die ein Vertragsteil seinen eigenen oder fremden Luftfahrzeugen für den Überflug seiner (gemeinsamen oder nicht gemeinsamen) Grenzen eingeräumt hat, steht ohne weiteres auch den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsteils offen.

Artikel 13.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 14.

Unterwegs dürfen Gegenstände oder Stoffe ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, dessen Gebiet betroffen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt hat.

Artikel 15.

Soweit bei Ausführung dieses Abkommens Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind,

convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans un des deux Etats que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si le propriétaire est une société, cette société, quelle que soit sa forme, doit satisfaire à toutes les conditions qu'exigent la législation belge ou la législation allemande pour être considérée comme étant respectivement de nationalité belge ou allemande.

Article 16.

Les deux Hautes Parties contractantes échangeront entre eux mensuellement des listes d'inscriptions et radiations d'inscriptions effectuées sur le registre matricule le mois précédent.

Article 17.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un des deux Etats contractants et effectuant seulement les atterrissages et arrêts raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 18.

Les aéronefs ressortissant aux deux Etats contractants auront droit, pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur ou, à leur défaut, des lois nationales des sauveteurs.

Article 19.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur sur la navigation aérienne dans leur territoire.

besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Staates besitzen, in dessen Register sie ordnungsgemäss eingetragen sind.

Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Staaten nur dann eingetragen werden, wenn es ganz im Eigentum von Angehörigen dieses Staates steht. Wenn eine Gesellschaft irgend einer Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die deutsche oder belgische Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als deutsche oder belgische Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 16.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden monatlich Verzeichnisse über Eintragungen und Löschungen, die während des vorhergehenden Monats im Register bewirkt worden sind, untereinander austauschen.

Artikel 17.

Ein Luftfahrzeug, das in einen der beiden Vertragsstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann sich einer Beschlagnahme, die wegen Verletzung eines Patents oder Musterschutzes bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entziehen, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Artikel 18.

Die Luftfahrzeuge der beiden Vertragsstaaten haben bei Landungen, insbesondere bei Notlandungen, Anspruch auf die gleiche Hilfeleistung wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Rettung der Luftfahrzeuge, die auf hoher See in Not geraten sind, richtet sich vorbehaltlich gegenteiliger Abmachungen nach den Grundsätzen des Seerechts, wie sie sich aus den jeweiligen internationalen Vereinbarungen oder in deren Ermangelung aus den Gesetzen des Staates, dem die Retter angehören, ergeben.

Artikel 19.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden sich alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiet geltenden Vorschriften mitteilen.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les diverses administrations compétentes des deux Parties contractantes (notamment pour régler les formalités douanières).

Toute contestation concernant l'application de la présente convention, qui n'aurait pas été réglée à l'amiable par la voie diplomatique ordinaire, sera réglée conformément aux dispositions de la Convention¹ d'arbitrage belgo-allemande en date du 16 octobre 1925.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra à tout moment dénoncer la présente convention avec un préavis de douze mois.

Article 22.

La présente convention devra être ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, en français et en allemand, le 29 mai 1926.

E. DE GAIFFIER.

PROCÈS-VERBAL FINAL.

Les Parties contractantes sont d'accord pour reconnaître que les circonstances exceptionnelles mentionnées dans l'article 3, alinéa 2, de la présente convention sont, conformément à l'article premier, alinéa premier, des circonstances intervenant en temps de paix.

PARIS, le 29 mai 1926.

E. DE GAIFFIER.

Artikel 20.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Abkommens (insbesondere die Zollformalitäten) werden, soweit möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsteile geregelt.

Streitigkeiten, welche die Ausführung dieses Abkommens betreffen, und nicht auf dem üblichen diplomatischen Wege beigelegt werden können, werden gemäss den Bestimmungen des deutsch-belgischen Schiedsabkommens¹ vom 16. Oktober 1925 geregelt.

Artikel 21.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann dieses Abkommen zu jedem Zeitpunkte mit einer Frist von zwölf Monaten kündigen.

Artikel 22.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Paris ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und ihr Siegel begedrückt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und französischer Sprache in Paris am 29. Mai 1926.

HOESCH.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Die Vertragschliessenden Teile sind sich darüber einig, dass unter den in Artikel 3, Absatz 2, des vorstehenden Abkommens erwähnten aussergewöhnlichen Umständen gemäss Artikel 1, Absatz 1, solche Umstände verstanden werden, die sich in Friedenszeiten ereignen.

PARIS, am 29. Mai 1926.

HOESCH.

¹ Vol. LIV, page 303, de ce recueil.

¹ Vol. LIV, page 303, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2916. — CONVENTION BETWEEN GERMANY AND BELGIUM
REGARDING AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT PARIS, MAY
29, 1926.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being equally convinced that it is to the mutual advantage of Belgium and Germany to facilitate, within the scope of the existing treaties and conventions and for pacific purposes, their air relations and international air relations in general, have resolved to conclude a convention for that purpose, and have appointed as their respective Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS:

His Excellency Baron DE GAIFFIER D'HESTROY, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Belgium in Paris,

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH:

His Excellency Monsieur VON HOESCH, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Germany in Paris,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions:

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall in time of peace grant to the aircraft of the other Contracting Party duly registered in the territory of the latter, freedom of passage over its territory, provided that the conditions set forth in the present Convention are observed.

It is understood, however, that the establishment or operation by an undertaking possessing the nationality of one of the High Contracting Parties of regular air lines over the territory of the other High Contracting Party (with or without a stop) shall be governed by a special agreement between the two States.

For the purposes of the present Convention, the term "territory" shall be taken to mean the territory of the mother country, including territorial waters.

The term "aircraft" shall be taken to mean private aircraft and State aircraft used exclusively for commercial services.

Article 2.

Aircraft possessing the nationality of either High Contracting Party and their crews and passengers, when over the territory of the other State, shall be subject to the obligations arising out of the regulations in force in the State in question, particularly those relating to air navigation in general, in so far as they apply to all foreign aircraft irrespective of nationality, to Customs and other duties, to export and import prohibitions, to the transport of passengers and goods, to security and to public order. They shall also be subject to the other obligations resulting from the general laws in force, except as otherwise provided in the present Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

It is hereby stipulated that each of the Contracting Parties may reserve for national aircraft the commercial transport of passengers or goods between two points on its own territory.

Article 3.

Either Contracting Party may prohibit air navigation over certain territorial areas provided that no distinction in that respect is made between its own aircraft and those possessing the nationality of the other State. The Contracting States shall inform each other of the territorial areas over which air navigation is prohibited.

Further, each of the Contracting Parties reserves the right provisionally to restrict or prohibit air navigation over its territory, either partially or completely, in exceptional circumstances and with immediate effect, provided that no distinction be made in that respect between the aircraft of the other Contracting Party and those of any other foreign countries.

Article 4.

Every aircraft which finds itself above a prohibited area shall, as soon as it is aware of the fact, give the signal of distress prescribed by the air navigation regulations of the State flown over. It shall also land as soon as possible outside the prohibited area at one of the nearest aerodromes of that State.

Article 5.

Aircraft shall be provided with distinctive and clearly visible signs enabling them to be identified during flight (nationality and registration marks). They shall also bear the name and address of the owner.

They shall be provided with certificates of registration and airworthiness and all other documents prescribed for air navigation in their country of origin.

All members of the crew carrying out, on board air-craft, duties which in their country of origin are subject to special authorisation shall carry the papers prescribed in that country for air navigation and in particular the regulation certificates and licences.

The other members of the crew shall carry documents stating their duties on board, their occupation, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences issued or rendered valid by either of the High Contracting Parties for the aircraft or crew, shall be valid in the other State under the same conditions as the corresponding documents issued or rendered valid by that State.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise as valid for the purpose of flight within the limits of its territory certificates of competency and licences issued to its nationals by the other Contracting Party.

In the absence of agreement to the contrary, the crew and passengers shall carry the papers required by the regulations in force for international traffic.

Article 6.

Aircraft of either High Contracting Party, when in the territory of the other, may not carry wireless apparatus except as permitted by the two Contracting States. Such apparatus shall only be used by members of the crew holding a special authorisation issued for the purpose by their State of origin.

For reasons of safety the two Contracting States reserve the right to issue regulations obliging aircraft to be equipped with wireless apparatus.

Article 7.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, munitions, poisonous gases, explosives, carrier pigeons or photographic apparatus, except by authorisation of the State in whose air space the aircraft happens to be.

Article 8.

Aircraft conveying passengers or goods shall carry a list of the passengers' names and, as regards goods, a manifest showing the nature and quantity of the cargo, together with the necessary Customs declarations.

If, on the arrival of an aircraft, a discrepancy is found to exist between the goods carried and the entries in the above-mentioned documents, the Customs authorities of the port of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carriage of mails shall be regulated direct between the postal administrations of the two Contracting States by means of special agreements.

Article 9.

On the departure or landing of aircraft, each Contracting State may, in its territory have the aircraft of the other State inspected by its competent authorities and may have the certificates and other prescribed documents examined.

Article 10.

Aerodromes open to public use shall be available for the aircraft of both States. The latter may also use the meteorological information services, wireless services, ground markings and day and night signalling services. Any charges made (landing charge, charge for period of stay, etc.) shall be the same for national aircraft and those of the other State.

Article 11.

Aircraft flying to or from either of the Contracting States may, on entering or leaving, proceed only to an aerodrome open to public use and classed as a Customs aerodrome (with a passport examination service), and may not land between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may permit a departure from or landing at other aerodromes, where the Customs clearance and passport inspection formalities will be carried out. In these special cases also, aircraft shall not be allowed to land between the frontier and the aerodrome.

In the event of a forced landing elsewhere than at one of the aerodromes referred to in the first paragraph, the person in charge of the aircraft and the crew and passengers shall comply with the regulations of the country regarding air navigation.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other a list of aerodromes open to public use. This list shall indicate those classed as Customs aerodromes. Any change in the list and any restriction, even temporary, of the right to use any of these aerodromes shall be communicated immediately to the other Contracting Party.

Article 12.

The frontiers common to the two Contracting Parties may only be crossed between points jointly agreed upon. Other frontiers shall be crossed between points fixed by that one of the two States which is concerned.

It is hereby stipulated that any area in which either Contracting Party authorises its frontiers (whether common with the other State or not) to be crossed by its own aircraft or by aircraft of another nationality may *ipso facto* be used for the passage of aircraft having the nationality of the other Contracting Party.

Article 13.

No ballast may be dropped other than fine sand or water.

Article 14.

No article or substance other than ballast may be thrown or dropped from an aircraft in flight unless the State over whose territory the operation is carried out has granted special authorisation for the purpose.

Article 15.

As regards all questions of nationality connected with the application of the present Convention, aircraft shall be deemed to have the nationality of the State on the register of which they are duly entered.

No aircraft may be entered on the register of either State unless it belongs wholly to nationals of that State. If it is owned by a company, the latter, whatever its form, must fulfil all the conditions required by Belgian or German law in order to be regarded as of Belgian or German nationality as the case may be.

Article 16.

The two High Contracting Parties shall exchange every month lists of aircraft entered in and removed from the register during the previous month.

Article 17.

Any aircraft crossing or passing through the air-space of either Contracting State and making only such landings and stoppages as are reasonably necessary shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of a patent, design or model, subject to the deposit of security the amount of which, in default of amicable agreement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 18.

Aircraft having the nationality of either Contracting State shall be entitled to the same measures of assistance for landing, especially in cases of distress, as national aircraft.

The salvage of aircraft wrecked on the high seas shall, in the absence of any agreement to the contrary, be governed by the principles of maritime law as laid down in the international conventions in force, or, in the absence of such conventions, by the national laws of the salvagers.

Article 19.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other all the regulations in force regarding air navigation in their respective territories.

Article 20.

The details as to the application of the present Convention shall be arranged, wherever possible, by direct agreement between the various competent administrations of the two Contracting Parties (particularly as regards the regulation of Customs formalities).

Any dispute regarding the application of the present Convention which has not been settled amicably through the usual diplomatic channel shall be settled in accordance with the provisions of the Belgo-German Arbitral Convention of October 16, 1925.

Article 21.

Either High Contracting Party may at any time denounce the present Convention at twelve months' notice.

Article 22.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, in French and German, May 29, 1926.

E. DE GAIFFIER.

HOESCH.

FINAL PROTOCOL.

The Contracting Parties agree that the exceptional circumstances mentioned in Article 3, paragraph 2, of the present Convention are, in accordance with Article 1, paragraph 1, circumstances in time of peace.

PARIS, *May 29, 1926.*

E. DE GAIFFIER.

HOESCH.

N° 2917.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Protocole réglant les dispositions à prendre au cas où des mesures pouvant entraver les relations commerciales entre les deux pays seraient édictées dans l'un ou l'autre Etat. Signé à Bruxelles, le 29 décembre 1931.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Protocol providing for Arrangements to be made in case of Measures being enacted in either State likely to hinder Commercial Relations between the two Countries. Signed at Brussels, December 29, 1931.

N^o 2917. — PROTOCOLE ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS RÉGLANT LES DISPOSITIONS A PRENDRE AU CAS OU DES MESURES POUVANT ENTRAVER LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS SERAIENT ÉDICTÉES DANS L'UN OU L'AUTRE ÉTAT. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 29 DÉCEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 10 mars 1932.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE GOUVERNEMENT BELGE, animés du désir d'entraver le moins possible les relations commerciales entre leurs deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Dans le cas où des restrictions ou prohibitions, soit à l'importation, soit à l'exportation, ou des dispositions réglementaires ayant pour effet de contrarier les échanges réciproques, seraient édictées dans un des Etats contractants, le gouvernement de cet Etat s'engage, sous condition de réciprocité, à n'appliquer ces mesures à un article intéressant essentiellement l'autre Etat qu'après avoir ouvert avec ce dernier des négociations tendant à limiter autant que possible le préjudice qui pourrait résulter desdites mesures.

Le présent arrangement sortira ses effets à partir du jour de sa signature. Il restera en vigueur jusqu'à la mise en application d'un nouveau traité de commerce entre les deux Parties.

En foi de quoi les représentants dûment autorisés des pays respectifs, ont signé le présent protocole.

BRUXELLES, le 29 décembre 1931.

NEDERBRAGT.

HYMANS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2917. — PROTOCOL BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS PROVIDING FOR ARRANGEMENTS TO BE MADE IN CASE OF MEASURES BEING ENACTED IN EITHER STATE LIKELY TO HINDER COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BRUSSELS, DECEMBER 29, 1931.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Protocol took place March 10, 1932.

THE NETHERLANDS GOVERNMENT and THE BELGIAN GOVERNMENT, being desirous of hindering as little as possible commercial relations between their two countries, have agreed as follows :

In the event of one of the Contracting States imposing restrictions or prohibitions either on export or import, or issuing regulations the effect of which is to impede exchanges between the two countries, the Government of the said State undertakes, subject to reciprocity, not to apply such measures to any article of essential importance to the other State until negotiations have first been opened with the latter State with the object of restricting as far as possible any prejudicial effects of the measures in question.

The present arrangement shall come into force as from the date of its signature. It shall remain in force until the coming into operation of a new treaty of commerce between the two Parties.

In faith whereof the duly authorised representatives of the respective countries have signed the present Protocol.

BRUSSELS, *December 29, 1931.*

NEDERBRAGT.

HYMANS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2918.

**AUTRICHE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 31 mars 1931, avec échange de notes y relatif, Vienne, les 1^{er} et 14 mars 1932.

**AUSTRIA
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, March 31, 1931, with Exchange of Notes relating thereto, Vienna, March 1 and 14, 1932.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 2918. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, AND THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 31, 1931.

No 2918. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN SEINER MAJESTÄT FÜR DAS VEREINIGTE KÖNIGREICH GROSSBRITANNIEN UND DEM BUNDESPRÄSIDENTEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH, BETREFFEND GERICHTLICHE VERFAHREN IN ZIVIL- UND HANDELSSACHEN. GEZEICHNET IN LONDON AM 31. MÄRZ 1931.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 mars 1932.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place March 14, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Being desirous to render mutual assistance in the conduct of legal proceedings, in their respective territories, in civil and commercial matters which are being dealt with or which it is anticipated may be dealt with by their respective judicial authorities, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Arthur HENDERSON, M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK OESTERREICH und

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DER BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN LÄNDER, KAISER VON INDIEN, von dem Wunsche geleitet, bei der Durchführung gerichtlicher Verfahren in Zivil- und Handelssachen, mit denen Ihre Gerichtsbehörden befasst sind oder in Hinkunft befasst sein werden, in Ihren Gebieten gegenseitig Rechtshilfe zu gewähren,

sind übereinkommen, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu schliessen, und haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER BUNDESPRÄSIDENT DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

Herrn Georg FRANCKENSTEIN, den ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der österreichischen Republik in London und

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 12 janvier 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at Vienna, January 12, 1932.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Herrn Georg FRANCKENSTEIN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I. PRELIMINARY.

Article 1.

(a) This Convention applies only to civil and commercial matters, including non-contentious matters.

(b) In this Convention the words :

(1) " territory of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted as meaning at any time any of the territories of such High Contracting Party to which the Convention at that time applies ;

(2) " subject of one (or of the other) High Contracting Party " shall in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India mean all subjects of His Majesty wherever domiciled.

II. SERVICE OF JUDICIAL AND EXTRA-JUDICIAL DOCUMENTS.

Article 2.

When judicial or extra-judicial documents drawn up in the territory of one of the High Contracting Parties are required by a judicial authority situated therein to be served on persons, partnerships, companies, societies or other corporations in the territory of the other High Contracting Party, such documents may be served on the recipient, whatever his nationality, in any of the ways provided in Articles 3 and 4.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON GROSSBRITANNIEN, IRLAND UND DER BRITISCHEN ÜBERSEEISCHEN LÄNDER, KAISER VON INDIEN:

FÜR GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND :

Den Right Honourable Herrn Arthur HENDERSON, M.P., Seiner Majestät Ersten Staatssekretär für Auswärtige Angelegenheiten ;

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

I. VORBEMERKUNG.

Artikel 1.

a) Dieses Abkommen findet nur auf Zivil- und Handelssachen einschliesslich nichtstreitiger Sachen Anwendung.

b) In diesem Abkommen sollen die Worte :

1. „Gebiet eines (oder des andern) Hohen Vertragschliessenden Teiles“ dahin verstanden werden, dass sie stets jedes der Gebiete desjenigen Hohen Vertragschliessenden Teiles bedeuten, auf die das Abkommen jeweils anzuwenden ist ;

2. „Angehöriger eines (oder des andern) Hohen Vertragschliessenden Teiles“ mit Beziehung auf Seine Majestät den König von Grossbritannien, Irland und der britischen überseeischen Länder, Kaiser von Indien, alle wo immer wohnhaften Untertanen Seiner Majestät bedeuten.

II. ZUSTELLUNG GERICHTLICHER UND AUSSERGERICHTLICHER SCHRIFTSTÜCKE.

Artikel 2.

Wenn gerichtliche oder aussergerichtliche Schriftstücke, die in dem Gebiet eines der Hohen Vertragschliessenden Teile ausgestellt sind, auf Verlangen einer Gerichtsbehörde dieses Teiles an Personen, Gesellschaften, Genossenschaften oder andere Körperschaften in dem Gebiete des andern Hohen Vertragschliessenden Teiles zugestellt werden sollen, können sie dem Empfänger, welcher Staatsangehörigkeit er auch sein mag, auf einem der in den Artikeln 3 und 4 vorgesehenen Wege zugestellt werden.

Article 3.

(a) A request for service shall be addressed by a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the documents to be served emanate, to the competent authority of the country where the documents are to be served, requesting such authority to cause the documents to be served. The request shall be sent by such Diplomatic or Consular Officer to such authority.

(b) The request for service shall be drawn up in the language of the country where service is to be effected.

The request for service shall state the names and descriptions of the parties, the name, description and address of the recipient, and the nature of the document to be served, and shall enclose the documents to be served in duplicate.

(c) The document to be served shall either be drawn up in the language of the country in which it is to be served, or be accompanied by a translation in such language. Such translation shall be certified as correct by a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the document emanates.

(d) Requests for service shall be addressed and sent :

In England, to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

In Austria, to the Federal Ministry of Justice.

If the authority to whom a request for service has been sent is not competent to execute it, such authority shall of his own motion transmit the document to the competent authority of his own country.

(e) Service shall be effected by the competent authority of the country where the document is to be served, who shall serve the document in the manner prescribed by the municipal law of such country for the service of similar documents, except that, if a wish for some special manner of service is expressed in the request for service, such manner of service shall be followed in so far as it is incompatible with the law of that country.

Artikel 3.

a) Das Zustellungsersuchen ist durch einen diplomatischen oder konsularischen Beamten des Hohen Vertragschliessenden Teiles, von dessen Gebiete die zuzustellenden Schriftstücke ausgehen, an die zuständige Behörde des Landes zu richten, wo die Schriftstücke zugestellt werden sollen, und hat das Ersuchen an diese Behörde zu enthalten, die Zustellung der Schriftstücke zu veranlassen. Das Ersuchen ist dieser Behörde durch den betreffenden diplomatischen oder konsularischen Beamten zu übersenden.

b) Das Zustellungsersuchen ist in der Sprache des Landes, wo die Zustellung bewirkt werden soll, abzufassen.

Das Zustellungsersuchen hat den Namen und Beruf der Parteien, den Namen, den Beruf und die Anschrift des Empfängers sowie die Art des zuzustellenden Schriftstückes anzugeben; die zuzustellenden Schriftstücke sind in zweifacher Ausfertigung anzuschliessen.

c) Das zuzustellende Schriftstück ist entweder in der Sprache des Landes, wo es zugestellt werden soll, abzufassen oder mit einer Übersetzung in dieser Sprache zu versehen. Die Richtigkeit einer solchen Übersetzung ist durch einen diplomatischen oder konsularischen Beamten des Hohen Vertragschliessenden Teiles, von dessen Gebiete das Schriftstück ausgeht, zu bestätigen.

(d) Zustellungsersuchen sind zu richten und zu senden :

In Österreich an das Bundesministerium für Justiz.

In England an den „Senior Master of the Supreme Court of Judicature.“

Wenn die Behörde, der ein Zustellungsersuchen übersendet worden ist, zu seiner Erledigung nicht zuständig ist, hat sie das Schriftstück von Amts wegen der zuständigen Behörde ihres Landes zu übersenden.

e) Die Zustellung ist durch die zuständige Behörde des Landes, wo das Schriftstück zugestellt werden soll, zu bewirken, und zwar auf die Art, die von der örtlichen Gesetzgebung des betreffenden Landes für die Zustellung gleichartiger Schriftstücke vorgeschrieben ist; nur wenn in dem Zustellungsersuchen ein Wunsch nach Einhaltung einer besonderen Zustellungsart ausgedrückt ist, ist dieser Zustellungsvorgang zu beobachten, soweit er nicht dem Gesetze des betreffenden Landes zuwiderläuft.

(f) The execution of the request for service duly made in accordance with the preceding provisions of this Article shall not be refused unless (1) the authenticity of the request for service is not established, or (2) the High Contracting Party in whose territory it is to be effected considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) The authority by whom the request for service is executed shall furnish a certificate proving the service or explaining the reason which has prevented such service, and setting forth the fact, the manner and the date of such service or attempted service, and shall send the said certificate to the Diplomatic or Consular Officer by whom the request for service was made. The certificate of service or of attempted service shall be placed on one of the duplicates or attached thereto.

Article 4.

(a) Any of the following methods of service may be used in the territory of either High Contracting Party, without any request to or intervention of the authorities of the country where service is to be effected in connexion with judicial or extrajudicial documents drawn up in the territory of the other High Contracting Party :

(1) Service by a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party from whose territory the document emanates ;

(2) Service by an agent appointed for the purpose either by the judicial authority by whom service of the document is required, or by the party on whose application the document was issued ;

(3) Service through the postal channel ;

(4) Any other mode of service recognised by the law existing at the time of service in the country from which documents emanate.

(b) It is understood,

(1) that in none of the methods of service provided for in this article shall

f) Die Erledigung eines Zustellungsersuchens, das in Übereinstimmung mit den vorstehenden Bestimmungen dieses Artikels gestellt worden ist, kann nur abgelehnt werden, wenn (1) die Echtheit des Zustellungsersuchens nicht feststeht oder (2) der Hohe Vertragschliessende Teil, in dessen Gebiet es erledigt werden soll, der Ansicht ist, dass seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit dadurch gefährdet würden.

g) Die Behörde, durch die das Zustellungsersuchen erledigt worden ist, hat eine Bestätigung auszustellen, welche die Zustellung nachweist oder den Grund, welcher der Zustellung entgegengestanden ist, angibt und die Tatsache, die Art und den Zeitpunkt der bewirkten oder versuchten Zustellung feststellt, und diese Bestätigung dem diplomatischen oder konsularischen Beamten zu übersenden, der um die Zustellung ersucht hat. Die Bestätigung über die bewirkte oder versuchte Zustellung ist auf eine der beiden Ausfertigungen zu setzen oder mit ihr zu verbinden.

Artikel 4.

a) In dem Gebiete jedes Hohen Vertragsschliessenden Teiles kann in Ansehung gerichtlicher oder aussergerichtlicher Schriftstücke, die in dem Gebiete des andern Hohen Vertragsschliessenden Teiles ausgestellt sind, ohne jede Inanspruchnahme oder Beteiligung der Behörden des Landes, wo zugestellt werden soll von einer der folgenden Zustellungsarten Gebrauch gemacht werden :

1. Zustellung durch einen diplomatischen oder konsularischen Beamten des Hohen Vertragsschliessenden Teiles, von dessen Gebiete das Schriftstück ausgeht ;

2. Zustellung durch einen Vertreter, der zu diesem Zwecke entweder von der Gerichtsbehörde, welche die Zustellung des Schriftstückes verlangt, oder von der Partei, auf deren Antrag das Schriftstück ergangen ist, bestellt worden ist ;

3. Zustellung durch die Post ;

4. Jede andere Zustellungsart, die nach dem Rechte, das zur Zeit der Zustellung in dem Lande, von dem die Schriftstücke ausgehen, gilt, zulässig ist.

b) Es besteht Einverständnis darüber,

1. dass bei keiner der in diesem Artikel vorgesehenen Zustellungsarten irgendwel-

any measures of compulsion be employed ;

(2) that the validity and effect of any such service will remain a matter for the determination of the respective courts of the High Contracting Parties in accordance with their law.

(c) The High Contracting Parties agree that in principle it is desirable that documents served by any of these methods should, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party from whose territory the document to be served emanates, either be drawn up in the language of the country in which service is to be effected or accompanied by a translation into such language. Nevertheless, in the absence of any legislation in their respective territories making translations obligatory in such cases, the High Contracting Parties do not accept any obligation in this respect.

Article 5.

(a) In any case where documents have been served in accordance with the provisions of Article 3, the High Contracting Party, by whose Diplomatic or Consular Officer the request for service is addressed, shall pay to the other High Contracting Party any charges and expenses which are payable under the law of the country where the service is effected to the persons employed to effect service, and any charges and expenses incurred in effecting service in a special manner. These charges and expenses shall not exceed such as are usually allowed in the courts of that country.

(b) Repayment of these charges and expenses shall be claimed by the competent authority by whom the service has been effected from the Diplomatic or Consular Officer by whom the request was addressed when sending to him the certificate provided for in Article 3 (g).

(c) Except as provided above, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the service of any documents.

che Zwangsmassnahmen angewendet werden dürfen ;

2. dass die Giltigkeit und Rechtswirksamkeit solcher Zustellungen von den in Betracht kommenden Gerichten der Hohen Vertragschliessenden Teile nach ihrem Rechte zu beurteilen ist.

c) Nach der übereinstimmenden Ansicht der Hohen Vertragschliessenden Teile ist es grundsätzlich wünschenswert, dass Schriftstücke, die auf eine dieser Arten zugestellt werden, sofern der Empfänger nicht ein Angehöriger des Hohen Vertragschliessenden Teiles ist, von dessen Gebiete das zuzustellende Schriftstück ausgeht, entweder in der Sprache des Landes, wo die Zustellung bewirkt werden soll, abgefasst oder mit einer Übersetzung in dieser Sprache versehen seien. Die Hohen Vertragschliessenden Teile übernehmen jedoch in dieser Hinsicht keinerlei Verpflichtung, falls nicht gesetzliche Bestimmungen in den betreffenden Gebieten die Beigabe von Übersetzungen in solchen Fällen vorschreiben.

Artikel 5.

a) In jedem Falle, in dem Schriftstücke gemäss den Bestimmungen des Artikels 3 zugestellt worden sind, hat der Hohe Vertragschliessende Teil, durch dessen diplomatischen oder konsularischen Beamten das Zustellungsersuchen gestellt worden ist, dem andern Hohen Vertragschliessenden Teil alle Kosten und Auslagen zu ersetzen, die nach dem Rechte des Landes, wo die Zustellung bewirkt wurde, den mit der Vornahme von Zustellungen betrauten Personen zu bezahlen sind, ferner alle Kosten und Auslagen, die durch die Vornahme der Zustellung in einer besonderen Form entstanden sind. Diese Kosten und Auslagen sollen nicht höher sein als diejenigen, die üblicherweise bei den Gerichten dieses Landes gestattet sind.

b) Den Ersatz dieser Kosten und Auslagen hat die zuständige Behörde, welche die Zustellung vorgenommen hat, von dem ersuchenden diplomatischen oder konsularischen Beamten bei Übersendung der in Artikel 3, lit. g), vorgesehenen Bestätigung zu verlangen.

c) Mit der vorstehenden Ausnahme sind von dem einen Hohen Vertragschliessenden Teil dem andern aus Anlass der Zustellung von Schriftstücken keinerlei Gebühren irgend welcher Art zu bezahlen.

III. TAKING OF EVIDENCE.

Article 6.

When a judicial authority in the territory of one of the High Contracting Parties requires that evidence should be taken in the territory of the other High Contracting Party, such evidence may be taken, whatever the nationality of the parties, in any one of the ways prescribed in Articles 7 and 8.

Article 7.

(a) The judicial authority by whom the evidence is required may, in accordance with the provisions of its law, address itself by means of "Letters of Request" to the competent authority of the country where the evidence is to be taken, requesting such authority to take the evidence.

(b) The "Letter of Request" shall be drawn up in the language of the country where the evidence is to be taken, or be accompanied by a translation in such language. Such translation shall be certified as correct by a Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party from whose judicial authority the request emanates. The "Letters of Request" shall state the nature of the proceedings for which the evidence is required, the names and descriptions of the parties thereto, and the names, descriptions and addresses of the witnesses. They shall also either be accompanied by a list of interrogatories to be put to the witness or witnesses, or, as the case may be, by a description of the documents, samples or other objects to be produced and identified, and a translation thereof certified as correct in the manner heretofore provided or shall request the competent authority to allow such questions to be asked *vivâ voce* as the parties or their representatives shall desire to ask.

(c) The "Letters of Request" shall be transmitted :

In England by an Austrian Diplomatic or Consular Officer to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature.

III. BEWEISAUFNABME.

Artikel 6.

Wenn eine Gerichtsbehörde in dem Gebiete eines der Hohen Vertragschliessenden Teile die Durchführung einer Beweisaufnahme in dem Gebiete des andern Hohen Vertragschliessenden Teiles begehrt, so kann diese, welcher Staatsangehörigkeit die Parteien auch sein mögen, auf einem der in den Artikeln 7 und 8 vorgesehenen Wege bewirkt werden.

Artikel 7.

a) Die Gerichtsbehörde, welche die Beweisaufnahme begehrt, kann sich gemäss den Bestimmungen ihrer Gesetzgebung vermittels eines „Rechtshilfeersuchens“ an die zuständige Behörde des Landes, wo die Beweisaufnahme durchzuführen ist, wenden und diese Behörde ersuchen, die Beweisaufnahme durchzuführen.

b) Das Rechtshilfeersuchen ist in der Sprache des Landes, wo die Beweisaufnahme bewirkt werden soll, abzufassen oder mit einer Übersetzung in dieser Sprache zu versehen. Die Richtigkeit einer solchen Übersetzung ist durch einen diplomatischen oder konsularischen Beamten des Hohen Vertragschliessenden Teiles, von dessen Gerichtsbehörde das Ersuchen ausgeht, zu bestätigen. Die Rechtshilfeersuchen haben die Art des Verfahrens, für welches die Beweisaufnahme begehrt wird, den Namen und Beruf der Parteien sowie den Namen, den Beruf und die Anschrift der Zeugen anzugeben. Ferner muss entweder eine Liste der Fragen, die dem oder den Zeugen vorzulegen sind, oder gegebenen Falles eine Beschreibung der Urkunden, Muster oder anderen Gegenstände, die vorzulegen sind oder deren Nämlichkeit festzustellen ist, und eine Übersetzung davon, deren Richtigkeit in der oben vorgesehenen Weise bestätigt ist, angeschlossen sein oder es muss die zuständige Behörde ersucht werden, zu gestatten, dass solche Fragen mündlich gestellt werden, so wie die Parteien oder ihre Vertreter sie zu stellen wünschen.

c) Die Rechtshilfeersuchen sind zu senden :

in Österreich durch einen britischen konsularischen Beamten an das Bundesministerium für Justiz ;

In Austria by a British Consular Officer to the Federal Ministry of Justice.

In case the authority to whom "Letters of Request" are transmitted is not competent to execute them, he shall forward them without any further request to the competent authority of his own country.

(d) The competent authority to whom the "Letters of Request" are transmitted or forwarded shall give effect thereto and obtain the evidence required by the use of the same compulsory measures and the same procedure as are employed in the execution of a commission or order emanating from the authorities of his own country except that, if a wish that some special procedure should be followed is expressed in the "Letters of Request," such special procedure shall be followed in so far as it is not incompatible with the law of the country where the evidence is to be taken.

(e) The Diplomatic or Consular Officer, by whom the "Letters of Request" are transmitted, shall, if he so desires, be informed of the date and place where the proceedings will take place, in order that he may inform the interested party or parties, who shall be permitted to be present in person or to be represented if they so desire by any persons competent to appear before the courts of either of the countries concerned.

(f) The execution of the "Letters of Request" can only be refused :

(1) If the authenticity of the "Letters of Request" is not established ;

(2) If in the country where the evidence is to be taken the execution of the "Letters of Request" in question does not fall within the functions of the judiciary ;

(3) If the High Contracting Party in whose territory the evidence is to be taken considers that his sovereignty or safety would be compromised thereby.

(g) In every instance where the "Letters of Request" are not executed by the authority to whom they are addressed, the latter will at once inform the Diplomatic or Consular Officer by whom they were transmitted, stating the

in England durch einen österreichischen diplomatischen oder konsularischen Beamten an den „Senior Master of the Supreme Court of Judicature.“

Im Falle der Unzuständigkeit der ersuchten Behörde ist das Rechtshilfeersuchen von Amts wegen an die zuständige Behörde desselben Landes weiterzuleiten.

d) Die zuständige Behörde, an die ein Rechtshilfeersuchen gesendet oder weitergeleitet worden ist, hat ihm zu entsprechen und die begehrte Beweisaufnahme unter Anwendung derselben Zwangsmassnahmen und in demselben Verfahren durchzuführen wie bei der Durchführung eines Ersuchens oder einer Verfügung, die von den Behörden des eigenen Landes ausgehen ; wenn jedoch in dem Rechtshilfeersuchen ein Wunsch nach Einhaltung einer besonderen Verfahrensart ausgedrückt ist, so ist diese besondere Verfahrensart insoweit einzuhalten, als sie nicht dem Rechte des Landes, wo die Beweisaufnahme stattfinden soll, zuwiderläuft.

e) Der diplomatische oder konsularische Beamte, durch den das Rechtshilfeersuchen übersendet wird, ist auf sein Verlangen von dem Zeitpunkte und dem Orte der Verhandlung in Kenntnis zu setzen, damit er die beteiligte Partei oder die beteiligten Parteien verständigen kann ; diese dürfen persönlich anwesend sein oder sich durch jemanden, der befugt ist, vor den Gerichten eines der betreffenden Länder aufzutreten, vertreten lassen, wenn sie es wünschen.

f) Die Erledigung eines Rechtshilfeersuchens kann nur abgelehnt werden :

1. wenn die Echtheit des Rechtshilfeersuchens nicht feststeht,

2. wenn in dem Land, wo die Beweisaufnahme durchgeführt werden soll, die Erledigung des fraglichen Rechtshilfeersuchens nicht in den Bereich der Gerichtsgewalt fällt,

3. wenn die Beweisaufnahme nach der Auffassung des Staates, auf dessen Gebiete sie durchgeführt werden soll, geeignet erscheint, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

g) In jedem Falle, in dem ein Rechtshilfeersuchen nicht von der Behörde, an die es gerichtet wurde, erledigt wird, hat letztere den diplomatischen oder konsularischen Beamten, der es übermittelt hat, unverzüglich zu benach-

grounds on which the execution of the "Letters of Request" has been refused, or the judicial authority to whom they have been forwarded.

richtigen und hiebei die Gründe, aus denen die Erledigung des Rechtshilfeersuchens abgelehnt wird, oder die Gerichtsbehörde, an die es weitergeleitet wurde, anzugeben.

Article 8.

Artikel 8.

(a) The evidence may also be taken, without any request to or intervention of the authorities of the country in which it is to be taken, by a person in that country directly appointed for the purpose by the court by whom the evidence is required. A Diplomatic or Consular Officer of the High Contracting Party whose court requires the evidence or any other suitable person may be so appointed.

a) Die Beweisaufnahme kann auch ohne Inanspruchnahme oder Beteiligung der Behörden des Landes, wo sie bewirkt werden soll, von einer Person durchgeführt werden, die in diesem Lande dazu unmittelbar durch das Gericht, das die Beweisaufnahme begehrt, bestellt wird. Hiefür kann ein diplomatischer oder konsularischer Beamter des Hohen Vertragschliessenden Teiles, dessen Gericht die Beweisaufnahme begehrt, oder irgend eine andere geeignete Person bestellt werden.

(b) A person so appointed to take evidence may request the individuals named by the court appointing him to appear before him and give evidence, or to produce any document, sample or other object. He may take all kinds of evidence which are not contrary to the law of the country where the evidence is being taken and shall have power to administer an oath, but he shall have no compulsory powers. False testimony given before a person appointed to take evidence in accordance with this article shall be punishable in the courts of the country for which the evidence is required in the same manner as if such testimony had been given before a court of such country.

b) Eine so für die Beweisaufnahme bestellte Person kann die von dem Gerichte, das sie bestellt hat, bezeichneten Personen auffordern, vor ihr zu erscheinen und auszusagen oder eine Urkunde, ein Muster oder einen andern Gegenstand vorzulegen. Sie kann alle Arten von Beweisen aufnehmen, die dem Rechte des Landes, wo die Beweisaufnahme durchzuführen ist, nicht zuwiderlaufen, und ist berechtigt, einen Eid abzunehmen; Zwangsmassnahmen kann sie jedoch nicht anwenden. Eine falsche Beweisaussage, die vor einer gemäss diesem Artikel zur Aufnahme eines Beweises bestellten Person abgelegt wird, ist von den Gerichten des Landes, von dem um die Beweisaufnahme ersucht wurde, ebenso zu bestrafen, wie wenn diese Beweisaussage vor einem Gerichte dieses Landes abgelegt worden wäre.

(c) Requests to appear issued by such person shall, unless the recipient is a subject of the High Contracting Party for whose judicial authority the evidence is required, be drawn up in the language of the country where the evidence is to be taken, or be accompanied by a translation into such language.

c) Die von einer solchen Person erlassenen Vorladungen sind, sofern der Empfänger nicht ein Angehöriger des Hohen Vertragschliessenden Teiles ist, für dessen Gerichtsbehörde die Beweisaufnahme begehrt wird, in der Sprache des Landes abzufassen, wo die Beweisaufnahme stattzufinden hat, oder mit einer Übersetzung in dieser Sprache zu versehen.

(d) The evidence may be taken in accordance with the procedure recognised by the law of the country for whose judicial authority the evidence is required, and the parties will have the right to be present or to be represented by any persons competent to appear before the courts of either of the countries concerned.

d) Die Beweisaufnahme kann gemäss dem Verfahren durchgeführt werden, das nach dem Rechte des Landes gilt, für dessen Gerichtsbehörde die Beweisaufnahme begehrt wird, und die Parteien sind berechtigt, anwesend zu sein oder sich durch jemanden vertreten zu lassen, der befugt ist, vor den Gerichten eines der betreffenden Länder aufzutreten.

Article 9.

The fact that an attempt to take evidence by the method laid down in Article 8 has failed, owing to the refusal of any witness to appear, to give evidence or to produce documents, samples or other objects, does not preclude a request being subsequently made in accordance with Article 7.

Article 10.

(a) Where evidence is taken in the manner provided in Article 7, the High Contracting Party by whose judicial authority the "Letters of Request" are addressed shall repay to the other High Contracting Party any expenses incurred by the competent authority of the latter in the execution of the request in respect of any charges and expenses payable to witnesses, experts, interpreters or translators, the costs of obtaining the attendance of witnesses who have not appeared voluntarily, and the charges and expenses payable to any person whom such authority may have deputed to act in cases where the law of his own country permits this to be done, and any charges and expenses incurred by reason of a special procedure being requested and followed. These expenses shall be such as are usually allowed in similar cases in the courts of the country where the evidence has been taken.

(b) The repayment of these expenses shall be claimed by the competent authority by whom the "Letters of Request" have been executed from the Diplomatic or Consular Officer by whom they were transmitted when sending to him the documents establishing their execution.

(c) Except as above provided, no fees of any description shall be payable by one High Contracting Party to the other in respect of the taking of evidence.

Artikel 9.

Der Umstand, dass ein Versuch, eine Beweisaufnahme auf dem in Artikel 8 vorgesehenen Wege durchzuführen, infolge Weigerung eines Zeugen, zu erscheinen, auszusagen oder Urkunden, Muster oder andere Gegenstände vorzulegen, fehlgeschlagen ist, hindert nicht, dass in der Folge ein Ersuchen gemäss Artikel 7 gestellt wird.

Artikel 10.

a) Wenn eine Beweisaufnahme auf die in Artikel 7 vorgesehene Art stattgefunden hat, hat der Hohe Vertragschliessende Teil von dessen Gerichtsbehörde das Rechtshilfeersuchen gestellt wurde, dem andern Hohen Vertragsschliessenden Teile alle Auslagen zu ersetzen, die der zuständigen Behörde des letzteren durch die Erledigung des Ersuchens erwachsen sind in Ansehung von Kosten und Auslagen, die Zeugen, Sachverständigen, Dolmetschern oder Übersetzern zu bezahlen sind, ferner die Kosten für die zwangsweise Vorladung von Zeugen, die nicht freiwillig erschienen sind, und die Kosten und Auslagen, die einer Person zu bezahlen sind, welche die genannte Behörde mit der Vornahme von Rechtshandlungen in Fällen betraut hat, wo das Recht des eigenen Landes dies gestattet, endlich die Kosten und Auslagen, die dadurch entstanden sind, dass ein besonderes Verfahren verlangt und eingehalten wurde. Diese Auslagen sollen die gleichen sein, wie sie bei den Gerichten des Landes, wo die Beweisaufnahme erfolgte, üblich sind.

b) Den Ersatz dieser Auslagen hat die zuständige Behörde, die das Rechtshilfeersuchen erledigt hat, bei Übersendung der Erledigungsakten von dem diplomatischen oder konsularischen Beamten, der das Ersuchen übermittelt hat, zu verlangen.

c) Mit der vorstehenden Ausnahme sind von dem einen Hohen Vertragschliessenden Teile dem andern aus Anlass von Beweisaufnahmen keinerlei Gebühren irgendwelcher Art zu bezahlen.

IV. JUDICIAL ASSISTANCE FOR POOR PERSONS ;
IMPRISONMENT FOR DEBT AND SECURITY FOR
COSTS.

Article II.

The subjects of one High Contracting Party shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party a perfect equality of treatment with subjects of that High Contracting Party as regards free judicial assistance for poor persons and imprisonment for debt ; and, provided that they are resident in any such territory, shall not be compelled to give security for costs in any case where a subject of such other High Contracting Party would not be so compelled.

V. GENERAL PROVISIONS.

Article 12.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 13.

The present Convention, of which the English and German texts are equally authentic, shall be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in Vienna. The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 14.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland or Northern Ireland, nor to

IV. ARMENRECHT, SCHULDHAFT UND
PROZESSKOSTENSICHERHEIT.

Artikel II.

Die Angehörigen eines der Hohen Vertragsschliessenden Teile sind in dem Gebiete des andern Hohen Vertragsschliessenden Teiles ebenso zu behandeln wie die Angehörigen des letzteren, soweit es sich um die Gewährung des Armenrechtes und die Schuldhaft handelt ; und vorausgesetzt, dass sie in einem solchen Gebiete wohnhaft sind, sind sie nicht verhalten, Prozesskostensicherheit in einem Falle zu leisten, wo ein Angehöriger des betreffenden andern Hohen Vertragsschliessenden Teiles hiezu nicht verhalten werden würde.

V. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN.

Artikel 12.

Schwierigkeiten, die sich bei der Anwendung dieses Abkommens ergeben sollten, sind im diplomatischen Wege zu bereinigen.

Artikel 13.

Das vorliegende Abkommen, dessen deutscher und englischer Wortlaut in gleicher Weise authentisch ist, soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Wien ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt einen Monat nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft und bleibt für drei Jahre nach seinem Inkrafttreten in Geltung. Wenn keiner der Hohen Vertragsschliessenden Teile dem andern spätestens sechs Monate vor dem Ablaufe des erwähnten Zeitraumes von drei Jahren von seiner Absicht, das Abkommen zu kündigen, auf diplomatischem Wege Kenntnis gibt, bleibt es in Kraft bis zum Ablaufe von sechs Monaten von dem Tage, an dem einer der Hohen Vertragsschliessenden Teile erklärt hat, es zu kündigen.

Artikel 14.

a) Dieses Abkommen findet nicht von selbst Anwendung auf Schottland und Nordirland,

any of the Colonies or Protectorates of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, nor to any territories under His suzerainty, nor to any mandated territories administered by His Government in the United Kingdom, but His Majesty may at any time, while the Convention is in force under Article 13, by a notification given through His Minister at Vienna extend the operation of this Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) Such notification shall state the authorities in the territory concerned to whom requests for service or for the taking of evidence are to be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made. The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 13 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (a) of this Article.

Article 15.

(a) The High Contracting Parties agree that His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 13 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any Members of the British Commonwealth of Nations, whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time when the Federal President of the Republic of Austria has given notice of

auf die Kolonien und Protektorate Seiner Majestät des Königs von Grossbritannien, Irland und der britischen überseeischen Länder, Kaisers von Indien, auf die unter Seiner Oberhoheit stehenden Gebiete und auf die Mandatsgebiete, die von Seiner Regierung im Vereinigten Königreiche verwaltet werden; Seine Majestät kann jedoch zu jeder Zeit, solange das Abkommen gemäss Artikel 13 in Geltung steht, durch eine Erklärung, die von Seinem Gesandten in Wien abzugeben ist, die Anwendung dieses Abkommens auf irgend eines der angeführten Gebiete ausdehnen.

b) Eine solche Erklärung hat die Behörden des betreffenden Gebietes, an die Ersuchen um Zustellung oder um Beweisaufnahmen zu richten sind, und die Sprache, in der Mitteilungen und Übersetzungen abzufassen sind, anzugeben. Der Zeitpunkt des Inkrafttretens einer solchen Ausdehnung ist ein Monat nach dem Zeitpunkt einer solchen Erklärung.

c) Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann zu jeder Zeit nach Ablauf von drei Jahren seit dem Inkrafttreten einer Ausdehnung dieses Abkommens auf eines der im Absatz a) dieses Artikels angeführten Gebiete die betreffende Ausdehnung kündigen, indem er auf diplomatischem Wege eine sechsmonatliche Kündigungserklärung abgibt.

d) Die Kündigung des Abkommens gemäss Artikel 13 setzt es, sofern nicht etwas anderes von den beiden Hohen Vertragschliessenden Teilen ausdrücklich vereinbart wird, von selbst hinsichtlich aller Gebiete ausser Kraft, auf die es gemäss Absatz a) dieses Artikels ausgedehnt worden ist.

Artikel 15.

a) Die Hohen Vertragschliessenden Teile sind sich darüber einig, dass Seine Majestät der König von Grossbritannien, Irland und der britischen überseeischen Länder, Kaiser von Indien, solange dieses Abkommen, sei es gemäss Artikel 13, sei es auf Grund eines gemäss diesem Artikel geschehenen Beitrittes, in Kraft steht, jederzeit durch eine im diplomatischen Weg abgegebene Erklärung dem vorliegenden Abkommen für irgend ein Glied des Commonwealth der britischen Nationen, dessen Regierung einen solchen Beitritt wünscht, beitreten kann, mit dem Vorbehalte, dass keine Beitrittserklärung zu einer Zeit abgegeben werden kann, wenn der Bundespräsident der Republik Öster-

termination in respect of all the territories of His Majesty to which the Convention applies. The provisions of Article 14 (*b*) shall be applicable to any such notification. Any such accession shall take effect one month from the date of its notification.

(*b*) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph (*a*) of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving a six months' notice of termination through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 13 shall not affect its application to any such country.

(*c*) Any notification of accession under paragraph (*a*) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph (*b*) shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in English and German texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London on the 31st day of March, 1931.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) G. FRANCKENSTEIN.

reich die Kündigungserklärung in Ansehung aller Gebiete Seiner Majestät, auf die das Abkommen Anwendung findet, abgegeben hat. Die Bestimmungen des Artikels 14, Absatz *b*), finden auf eine solche Erklärung Anwendung. Ein solcher Beitritt wird einen Monat nach dem Zeitpunkt seiner Erklärung wirksam.

b) Nach Ablauf von drei Jahren seit dem Zeitpunkte des Inkrafttretens irgend eines Beitrittes gemäss dem Absatze *a*) dieses Artikels kann jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile die Anwendung des Abkommens auf irgend ein Land, bezüglich dessen eine Beitrittserklärung abgegeben worden ist, kündigen, indem er auf diplomatischem Wege eine sechsmonatliche Kündigungserklärung abgibt. Die Kündigung des Abkommens gemäss Artikel 13 berührt nicht seine Anwendung auf irgend ein solches Land.

c) Jede Beitrittserklärung gemäss Absatz *a*) dieses Artikels kann jedes Abhängigkeits- oder Mandatsgebiet umfassen, das von der Regierung des Landes, in Ansehung dessen eine solche Beitrittserklärung abgegeben worden ist, verwaltet wird; und jede Kündigungserklärung in Ansehung irgend eines solchen Landes gemäss Absatz *b*) findet Anwendung auf jedes Abhängigkeits- oder Mandatsgebiet, auf das sich die Beitrittserklärung hinsichtlich dieses Landes erstreckte.

Urkund dessen haben die Unterfertigten das vorliegende Abkommen in deutscher und englischer Sprache unterzeichnet und ihre Siegel beigesetzt.

Geschehen in zweifacher Ausfertigung in London am 31. März, 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2918. — CONVENTION ENTRE SA MAJESTÉ, POUR LE ROYAUME-UNI, ET LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MARS 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

Désireux de se prêter, dans leurs territoires respectifs, une assistance réciproque pour l'accomplissement des actes de procédure relatifs à des affaires civiles ou commerciales dont sont saisies ou pourront être saisies leurs autorités judiciaires,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le Très Honorable Arthur HENDERSON, membre du Parlement, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Georg FRANCKENSTEIN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

I. OBSERVATION PRÉLIMINAIRE.

Article premier.

a) La présente convention ne s'applique qu'aux affaires civiles et commerciales, y compris les affaires non contentieuses.

b) Dans la présente convention, les mots :

1^o Territoire de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante, seront interprétés comme signifiant, à tout moment, chacun des territoires de la Haute Partie contractante auxquels la convention s'applique à ce moment ;

2^o R ressortissant de l'une (ou de l'autre) Haute Partie contractante signifieront, en ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au-delà des mers, Empereur des Indes, tous les sujets de Sa Majesté quel que soit leur domicile.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II. SIGNIFICATION D'ACTES JUDICIAIRES ET EXTRAJUDICIAIRES.

Article 2.

Lorsqu'une autorité judiciaire du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes demande que des actes judiciaires ou extrajudiciaires, dressés sur ce territoire, soient signifiés à des personnes, sociétés de personnes, compagnies, sociétés ou autres personnes morales sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces actes peuvent être signifiés au destinataire, quelle que soit sa nationalité, suivant l'un des modes prévus aux articles 3 et 4.

Article 3.

a) La demande de signification devra être adressée par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émanent les actes qui doivent être signifiés, à l'autorité compétente du pays où la signification doit être effectuée et ledit agent diplomatique ou consulaire devra demander à cette autorité de faire signifier les actes. La demande devra être envoyée par cet agent diplomatique ou consulaire à ladite autorité.

b) La demande de signification sera rédigée dans la langue du pays où la signification doit être effectuée.

La demande de signification devra indiquer les noms, prénoms et qualités des parties, les noms, prénoms, qualités et adresse du destinataire, ainsi que la nature de l'acte qui doit être signifié, et devra être accompagnée des actes à signifier, en double exemplaire.

c) L'acte à signifier devra, soit être rédigé dans la langue du pays où il doit être signifié, soit être accompagné d'une traduction en cette langue. Cette traduction sera certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte en question.

d) Les demandes de signification devront être adressées et envoyées :

En Angleterre, au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;

En Autriche, au Ministère fédéral de la Justice.

Si l'autorité à laquelle une demande de signification a été adressée n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, cette autorité devra faire parvenir, d'office, le document à l'autorité compétente de son pays.

e) La signification devra être assurée par l'autorité compétente du pays où l'acte doit être signifié, et cette autorité devra faire signifier l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de ce pays pour la signification des documents analogues, sauf dans les cas où une forme spéciale de signification aurait été demandée dans la demande de signification. Dans ce cas, l'acte devra être signifié dans cette dernière forme si elle n'est pas incompatible avec la législation du pays.

f) L'exécution de la demande dûment formulée conformément aux dispositions précédentes du présent article, ne pourra être refusée que : 1^o, si l'authenticité de la demande de signification n'a pas été établie ; ou, 2^o, si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'exécution devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) L'autorité qui aura assuré l'exécution de la demande devra fournir une attestation prouvant que la signification a été faite ou expliquant la raison pour laquelle la signification n'a pas pu être assurée, et constatant le fait, la forme et la date de cette signification ou tentative de signification. Cette attestation devra être envoyée à l'agent diplomatique ou consulaire par qui la demande de signification a été faite ; elle sera portée sur l'un des doubles ou annexée à ce double.

Article 4.

a) Les actes judiciaires ou extrajudiciaires dressés dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes pourront être signifiés sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante

par l'une quelconque des voies suivantes, sans aucune intervention ou participation des autorités du pays où doit s'effectuer la signification :

1^o Signification par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle l'acte a été dressé.

2^o Signification par un agent désigné à cet effet soit par l'autorité judiciaire qui demande la signification du document, soit par la partie à la requête de laquelle l'acte a été dressé.

3^o Signification par la poste.

4^o Toute autre voie de signification reconnue par les dispositions légales applicables, au moment de la signification, dans le pays d'où émanent les actes.

b) Il est entendu :

1^o Qu'aucune des voies de signification visées dans le présent article ne devra comporter l'emploi de mesures de contrainte quelconques ;

2^o Que la validité et l'effet desdites significations seront appréciés par les tribunaux compétents des Hautes Parties contractantes, conformément à leur législation.

c) Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'en principe, il est désirable que les documents à signifier par l'une de ces voies, si le destinataire n'est pas un ressortissant de la Haute Partie contractante du territoire de laquelle émane l'acte à signifier, soient établis dans la langue du pays dans lequel la signification doit être effectuée ou soient accompagnés d'une traduction dans cette langue. Néanmoins, s'il n'existe pas, dans leurs territoires respectifs, de dispositions légales rendant de telles traductions obligatoires dans les cas visés, les Hautes Parties contractantes n'assument aucun engagement à cet égard.

Article 5.

a) Dans tous les cas où des actes auront été signifiés conformément aux dispositions de l'article 3, la Haute Partie contractante dont l'agent diplomatique ou consulaire aura transmis la demande de signification devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante les frais et débours qui sont dus aux personnes chargées d'assurer la signification, en vertu de la législation en vigueur dans le pays où la signification a été assurée, ainsi que tous les frais et débours afférents aux significations effectuées dans une forme spéciale. Ces frais et débours ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont généralement alloués par les tribunaux du pays.

b) L'autorité compétente qui aura assuré la signification devra réclamer le remboursement de ces frais et débours à l'agent diplomatique ou consulaire requérant, en même temps qu'elle lui fera parvenir l'attestation prévue à l'article 3 g).

c) Sauf dans les cas prévus ci-dessus, l'exécution de la signification de documents ne pourra donner lieu, de la part de l'une des Hautes Parties contractantes à l'égard de l'autre, à la perception de taxes ou droits quelconques.

III. RÉUNION DES PREUVES.

Article 6.

Lorsqu'une autorité judiciaire, constituée dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, demandera que des preuves soient recueillies sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ces preuves pourront être recueillies, quelle que soit la nationalité des Parties, suivant l'une des modalités visées aux articles 7 et 8.

Article 7.

a) L'autorité judiciaire qui aura demandé que des preuves soient recueillies, pourra, conformément à sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente du pays où la preuve doit être recueillie, pour lui demander de procéder aux actes nécessaires à cet effet.

b) La commission rogatoire devra être rédigée dans la langue du pays où les preuves doivent être recueillies, ou être accompagnée d'une traduction dans cette langue. Cette traduction devra être certifiée conforme par un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante de l'autorité judiciaire de laquelle la demande émane. La commission rogatoire devra indiquer la nature de l'affaire en cause, les noms, prénoms et qualités des parties, ainsi que les noms, prénoms, qualités et adresses des témoins. Elle devra être accompagnée également d'une liste des questions à poser au témoin ou aux témoins, ou, selon le cas, d'une description des documents, échantillons ou autres objets qui doivent être présentés et identifiés et d'une traduction desdites pièces, certifiée conforme de la manière prévue ci-dessus ; ou bien la Commission rogatoire pourra demander à l'autorité compétente de permettre que soient posées de vive voix toutes les questions que les parties ou leurs représentants désireront poser.

c) La commission rogatoire sera transmise :

En Angleterre, par un agent diplomatique ou consulaire autrichien, au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature » ;

En Autriche, par un agent consulaire britannique au Ministère fédéral de la Justice.

Si l'autorité à laquelle une commission rogatoire a été transmise n'est pas compétente pour en assurer l'exécution, elle devra la transmettre, sans autre requête, à l'autorité compétente de son pays.

d) L'autorité compétente à laquelle une commission rogatoire aura été transmise ou retransmise devra en assurer l'exécution et recueillir les preuves demandées, en ayant recours, à cet effet, aux mêmes mesures coercitives et aux mêmes voies de procédure que celles qui sont employées pour assurer l'exécution d'une commission ou d'un ordre émanant des autorités de son propre pays, sauf au cas où la commission rogatoire demanderait expressément l'emploi d'un mode de procédure déterminé, auquel cas ce mode de procédure devra être appliqué, s'il n'est pas contraire à la législation du pays où la preuve doit être recueillie.

e) L'agent diplomatique ou consulaire chargé de transmettre la commission rogatoire pourra, s'il le désire, être informé de la date et du lieu où il sera procédé à l'acte demandé, afin qu'il puisse en informer la partie ou les parties intéressées qui seront autorisées soit à y assister en personne soit, si elles le désirent, à s'y faire représenter par toute personne autorisée à se présenter devant les tribunaux de l'un des deux pays intéressés.

f) L'exécution de la commission rogatoire ne pourra être refusée que :

1° Si l'authenticité de la commission rogatoire n'est pas établie ;

2° Si, dans le pays où la preuve doit être recueillie, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire ;

3° Si la Haute Partie contractante sur le territoire de laquelle la preuve doit être recueillie juge cet acte de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

g) Dans tous les cas où la commission rogatoire n'aura pas été exécutée par l'autorité requise, cette dernière devra en informer immédiatement l'agent diplomatique ou consulaire qui l'aura transmise, en spécifiant les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée, ou en indiquant l'autorité judiciaire à laquelle la commission rogatoire a été retransmise.

Article 8.

a) Les preuves pourront aussi être recueillies, sans aucun recours aux autorités du pays sur le territoire duquel l'opération doit être effectuée, et sans participation de ces autorités, par une personne de ce pays désignée directement à cet effet par le tribunal requérant ; cette personne pourra

être un agent diplomatique ou consulaire de la Haute Partie contractante dont le tribunal requiert l'acte de procédure en question, ou toute autre personne compétente.

b) La personne ainsi désignée pour recueillir la preuve pourra convoquer les personnes dont les noms lui auront été fournis par le tribunal qui l'a désignée, afin qu'elles comparaissent devant elle pour témoigner ou qu'elles produisent un document, échantillon ou autre objet quelconque. Cette personne pourra recourir à toutes les modalités de preuve qui ne sont pas contraires à la législation du pays où la preuve est recueillie et aura le droit de faire prêter serment, mais ne pourra user de contrainte. Tout faux témoignage fait devant une personne ainsi désignée pour recueillir la preuve conformément au présent article sera punissable par les tribunaux du pays requérant, comme si ce témoignage avait été donné devant un tribunal de ce pays.

c) Les citations à comparaître adressées par cette personne devront être rédigées dans la langue du pays où la preuve doit être recueillie, ou être accompagnées d'une traduction dans cette langue, à moins que le destinataire ne soit un ressortissant de la Haute Partie contractante pour l'autorité judiciaire de laquelle la preuve est recueillie.

d) La preuve peut être recueillie conformément à la procédure établie par la législation du pays aux autorités judiciaires duquel elle est destinée et les parties auront le droit d'assister à la procédure ou de s'y faire représenter par toute personne ayant qualité pour se présenter devant les tribunaux de l'un ou l'autre des pays intéressés.

Article 9.

Le fait qu'un essai en vue de recueillir la preuve suivant la procédure prévue à l'article 8 a échoué par suite du refus d'un témoin de comparaître, de déposer ou de produire des documents, des échantillons ou d'autres objets, ne fera pas obstacle à ce qu'une demande soit présentée ultérieurement en conformité avec l'article 7.

Article 10.

a) Lorsque la preuve est recueillie dans l'une des formes prévues à l'article 7, la Haute Partie contractante dont l'autorité judiciaire aura adressé une commission rogatoire devra rembourser à l'autre Haute Partie contractante tous les frais engagés par l'autorité compétente de cette dernière pour assurer l'exécution de la commission rogatoire, du chef des indemnités dues aux témoins, experts, interprètes ou traducteurs, des dépenses afférentes à la comparution des témoins qui n'ont pas comparu volontairement, des frais et dépens dus à toutes personnes que ladite autorité aura déléguée lorsque la législation de son pays permet cette délégation, et de tous les frais et débours résultant du fait qu'une procédure spéciale a été requise et suivie. Ces frais ne devront pas dépasser le montant de ceux qui sont alloués normalement, dans des cas analogues, par les tribunaux du pays requis.

b) Le remboursement de ces frais devra être réclamé, par l'autorité compétente qui aura assuré l'exécution de la commission rogatoire, à l'agent diplomatique ou consulaire qui la lui aura transmise, au moment de l'envoi des pièces constatant ladite exécution.

c) Sauf dans les cas prévus ci-dessus, la réunion des preuves ne peut donner lieu, de la part d'une Haute Partie contractante à l'égard de l'autre, à la perception de taxes quelconques.

IV. ASSISTANCE JUDICIAIRE AUX INDIGENTS. EMPRISONNEMENT POUR DETTES ET CAUTIONNEMENT DES FRAIS DE JUSTICE.

Article 11.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, à tous égards, du même traitement que les ressortissants

de cette dernière Haute Partie contractante en ce qui concerne l'assistance judiciaire gratuite aux indigents et l'emprisonnement pour dettes ; de même, à la condition qu'ils résident sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ils seront dispensés de fournir caution pour les frais de justice toutes les fois que, dans les mêmes conditions, un ressortissant de ladite Haute Partie contractante en serait lui-même dispensé.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 12.

Toutes les difficultés qui pourront s'élever au sujet de l'application de la présente convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 13.

La présente convention, dont le texte anglais et le texte allemand font également foi, devra être ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés à Vienne. La convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications ; elle est conclue pour une durée de trois ans à partir de sa mise en vigueur. Si aucune des deux Hautes Parties contractantes n'a notifié à l'autre par la voie diplomatique, six mois au moins avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention de faire cesser l'effet de la convention, celle-ci demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour où l'une des deux Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Article 14.

a) La présente convention ne sera applicable *ipso facto* ni à l'Ecosse ou à l'Irlande du Nord, ni aux colonies ou protectorats de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ni aux territoires sous sa suzeraineté, ni aux territoires sous mandat administrés par son gouvernement dans le Royaume-Uni, mais Sa Majesté pourra à toute époque, tant que la convention sera en vigueur conformément à l'article 13, étendre, au moyen d'une notification transmise par l'intermédiaire de son ministre à Vienne, l'application de cette convention à l'un quelconque des territoires susmentionnés.

b) Cette notification devra indiquer les autorités du territoire en question auxquelles les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées, et la langue dans laquelle les communications et les traductions devront être faites. La convention deviendra applicable, un mois après la date de cette notification, au territoire visé par la notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans après la mise en vigueur de l'extension de cette convention à l'un des territoires visés au paragraphe a) du présent article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra y mettre fin, à tout moment, moyennant préavis de six mois, notifié par la voie diplomatique.

d) L'expiration de la présente convention telle qu'elle est prévue à l'article 13, mettra fin *ipso facto* à l'application de cette convention aux territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe a) du présent article, à moins qu'il n'en soit convenu autrement en termes exprès par les deux Hautes Parties contractantes.

Article 15.

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, pourra, à tout moment, tant que la présente convention sera en vigueur, soit aux termes de l'article 13, soit en

vertu d'une accession conformément à cet article, accéder à la présente convention par une notification faite par la voie diplomatique, au nom de tout membre de la Communauté britannique des nations dont le Gouvernement pourrait désirer cette accession. Toutefois, aucune notification d'accession ne pourra être faite si le Président fédéral de la République d'Autriche a fait connaître son intention de mettre un terme à la convention en ce qui concerne tous les territoires de Sa Majesté auxquels la Convention s'applique. Les dispositions du paragraphe *b*) de l'article 14 seront applicables à cette notification. Toute accession de ce genre prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans après l'entrée en vigueur d'une accession en vertu du paragraphe *a*) du présent article, chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra, moyennant préavis de six mois notifié par la voie diplomatique, mettre un terme à l'application de la convention à tout pays qui aura fait l'objet d'une notification d'accession. L'expiration de la convention telle qu'elle est prévue à l'article 13 n'affectera pas son application à tout pays ci-dessus mentionné.

c) Les notifications d'accession visées au paragraphe *a*) du présent article pourront également s'étendre aux dépendances ou territoires sous mandat, administrés par le gouvernement du pays que vise la notification d'accession ; de même, toute dénonciation de la convention concernant les pays visés au paragraphe *b*) s'étendra aux dépendances ou territoires sous mandat compris dans la notification d'accession relative audit pays.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention rédigée en anglais et en allemand et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 31 mai 1931.

(L. S.) Arthur HENDERSON.

(L. S.) G. FRANCKENSTEIN.

EXCHANGE OF NOTES

RESPECTING THE EXTENSION TO SCOTLAND, NORTHERN IRELAND AND TO CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES OF THE ANGLO-AUSTRIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF MARCH 31, 1931. VIENNA, MARCH 1ST AND MARCH 14, 1932.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 13 juin 1932.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 13, 1932.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 29.

(28/9/32).

VIENNA, March 1, 1932.

Mr. FEDERAL CHANCELLOR,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to you, in accordance with Article 14 (*a*) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on March 31, 1931, the extension of the operation of that convention to Northern Ireland.

The authority in Northern Ireland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is The Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 14 (*b*) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 1st of April next.

In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Mr. Federal Chancellor, the assurance of my highest consideration.

ERIC PHIPPS.

Dr. Karl Buresch,
Federal Chancellor,
Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

II.

BRITISH LEGATION.

No. 30.
(28/10/32).

VIENNA, *March 1, 1932.*

MR. FEDERAL CHANCELLOR,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to you, in accordance with Article 14 (*a*) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on March 31, 1931, the extension of the operation of that convention to the Colonies, Protectorates and Mandated Territories mentioned in the accompanying list.

The list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted. The language in which communications and translations are to be made is in all cases English.

In accordance with Article 14 (*b*) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 1st of April next.

In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Mr. Federal Chancellor, the assurance of my highest consideration.

ERIC PHIPPS.

Dr. Karl Buresch,
Federal Chancellor,
Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

Colony	Local Authority
Bahamas.	The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
Barbados.	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Bermuda.	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
British Guiana.	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
British Honduras.	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
Ceylon.	The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo, Ceylon.
Cyprus.	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Falkland Islands and Dependencies.	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.
Fiji.	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.
Gambia (Colony and Protectorate).	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
Gibraltar.	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Gold Coast :	
(<i>a</i>) Colony.	} The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.
(<i>b</i>) Togoland under British Mandate	

Colony	Local Authority
(c) Ashanti.	The Police Magistrate, Kumasi, Ashanti, Gold Coast.
(d) Northern Territories	The Chief Commissioner of the Northern Territories, Tamale, Gold Coast.
Hong Kong.	The Registration of the Supreme Court of Hong Kong.
Jamaica.	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.
Cayman Islands.	Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.
Turks and Caicos Islands.	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.
Kenya (Colony and Protectorate)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.
Leeward Islands (Antigua, Dominica, Montserrat, St. Christopher and Nevis) Virgin Islands. }	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.
Malay States :	
(a) Federated Malay States (Negri Sembilan, Pahang Perak, Selangor) }	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Federated Malay States.
(b) Unfederated Malay States :	
Johore.	General Adviser.
Kelantan.	British Adviser.
Trengganu.	British Adviser.
Brunei.	British Resident.
Kedah }	
Perlis }	Legal Adviser, Kedah.
Malta.	The Minister of Justice, Valletta, Malta.
Mauritius.	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.
Nigeria	
(a) Colony	The Chief Justice, Lagos, Nigeria.
(b) Protectorate	
(c) Cameroons under British Mandate	
North Borneo, State of.	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.
Northern Rhodesia.	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Nyasaland Protectorate.	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.
Palestine (excluding Transjordan).	The Superintendent of Law Courts, Jerusalem, Palestine.
Saint Helena and Ascension.	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.
Sarawak.	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.
Seychelles.	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra Leone (Colony and Protectorate).	
	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Somaliland Protectorate.	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.
South Africa High Commission Territories :	
Basutoland.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court.
Bechuanaland Protectorate.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court).
Swaziland.	The Registrar of the Special Court.
Straits Settlements.	The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.
Tanganyika Territory.	The Registrar of the High Court, Dar es Salaam.
Trinidad and Tobago.	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Uganda Protectorate.	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.
Western Pacific, Islands of :	
British Solomon Islands Protectorate.	The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.
Gilbert and Ellice Islands Colony.	
Tonga.	
Tonga.	The Secretary, Western Pacific High Commission, Suva, Fiji.
Windward Islands :	
Grenada.	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
St. Lucia.	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.
St. Vincent.	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.
Zanzibar Protectorate.	The Chief Justice, Zanzibar.

III.

BRITISH LEGATION.

No. 31.

(28/II/32).

VIENNA, *March 1, 1932.*

MR. FEDERAL CHANCELLOR,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to you, in accordance with Article 14 (*a*) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on March 31, 1931, the extension of the operation of that convention to Scotland.

The authority in Scotland to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Crown Agent, Edinburgh, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 14 (*b*) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 1st of April next.

In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Mr. Federal Chancellor, the assurance of my highest consideration.

ERIC PHIPPS.

Dr. Karl Buresch,
Federal Chancellor,
Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

IV.

BRITISH LEGATION.

No. 32.

(28/12/32).

VIENNA, *March 1, 1932.*

MR. FEDERAL CHANCELLOR,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and with reference to the note of today's date concerning the extension to Scotland of the provisions of the convention respecting legal proceedings in civil and commercial matters which was signed at London on March 31, 1931, I have the honour to inform you that, in the case of Letters of Request for the taking of evidence in Scotland issued by the Austrian authorities under Article 7 of the convention, the Scottish equivalents *pursuer*, *defender*, *advocate* and *law agent* should be used instead of the English terms *plaintiff*, *defendant*, *barrister* and *solicitor* respectively.

I avail myself of this opportunity to convey to you, Mr. Federal Chancellor, the assurance of my highest consideration.

ERIC PHIPPS.

Dr. Karl Buresch,
Federal Chancellor,
Minister for Foreign Affairs,
Vienna.

V.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT,

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DER BUNDESKANZLER.

THE FEDERAL CHANCELLERY.

Zl.21.116-15/32.

Zl.21.116-15/32.

WIEN, am 14 März 1932.

VIENNA, March 14, 1932.

HERR MINISTER,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Bezugnehmend auf die sehr geschätzten Noten Euer Exzellenz vom 1.d.M., Zahl 29 (28/9/32), Zahl 30 (28/10/32), Zahl 31 (28/11/32) und Zahl 32 (28/12/32) beehre ich mich mitzuteilen, dass die österreichische Bundesregierung die gemäss Artikel 14 a) des Rechts-hilfeabkommens zwischen Oesterreich und Grossbritannien, ddo London, 31. März 1931, erfolgte Ausdehnung der Anwendung dieses Abkommens auf die in Ihren vorerwähnten Noten angeführten Gebiete zur Kenntnis genommen hat.

With reference to Your Excellency's notes of the 1st inst. No. 29 (28/9/32), No. 30 (28/10/32), No. 31 (28/11/32) and No. 32 (28/12/32), I have the honour to state that the Austrian Federal Government has noted that the operation of the Convention regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters between Austria and Great Britain which was signed in London on March 31, 1931, has been extended in accordance with Article 14 (a) to the territories mentioned in your above-mentioned notes.

Ebenso hat die Bundesregierung zur Kenntnis genommen, dass diese Ausdehnung gemäss Artikel 14 b) des vorerwähnten Abkommens mit 1. April 1932 in Kraft tritt.

The Federal Government has likewise noted that this extension comes into force on April 1, 1932 in accordance with Article 14 (b) of the above-mentioned Convention.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

I have the honour, etc.

(Signed) BURESCH.

(Signed) BURESCH.

Sir Eric Phipps,
Ausserordentlicher Gesandter
und bevollmächtigter Minister
Seiner Britischen Majestät
in Wien.

Sir Eric Phipps,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Vienna.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'ECOSSE, A L'IRLANDE DU NORD, A CERTAINES COLONIES BRITANNIQUES ET A CERTAINS PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-AUTRICHIENNE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE DU 31 MARS 1931. VIENNE, LES 1^{ER} ET 14 MARS, 1932.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 29.
(28/9/32).

VIENNE, le 1^{er} mars 1932.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 31 mars 1931, que l'application de cette convention est étendue à l'Irlande du Nord.

L'autorité à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées dans l'Irlande du Nord est le *Registrar of the Supreme Court of Judicature* de l'Irlande du Nord et la langue à employer dans les communications et traductions est l'anglais.

Conformément à l'article 14 b) de la Convention, l'extension notifiée par la présente note produira effet un mois après la date de cette dernière, c'est-à-dire le premier avril prochain.

Je vous serais très obligé de bien vouloir accuser réception de cette communication et je vous prie d'agréer, etc.

Eric PHIPPS.

D^r Karl Buresch,
Chancelier fédéral,
Ministre des Affaires étrangères,
Vienne.

II.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 30.
(28/10/32).

VIENNE, le 1^{er} mars 1932.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 31 mars 1931, que l'application de cette Convention est étendue aux colonies, protectorats et territoires sous mandat mentionnés dans la liste ci-jointe.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

La liste indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devra être adressée la demande de signification ou la commission rogatoire. La langue à employer dans les communications et traductions est, dans tous les cas, l'anglais.

Conformément à l'article 14 b) de la Convention, l'extension notifiée par la présente note produira effet un mois après la date de cette dernière, c'est-à-dire le premier avril prochain.

Je vous serais très obligé de bien vouloir accuser réception de cette communication et je vous prie d'agréer, etc.

Eric PHIPPS.

Dr Karl Buresch,
Chancelier fédéral,
Ministre des Affaires étrangères,
Vienne.

Colonie.

Iles Bahama.
Barbade.
Bermudes.
Guyane britannique.
Honduras britannique.
Ceylan.
Chypre.
Iles Falkland et Dépendances.
Fidji.
Gambie (Colonie et Protectorat)
Gibraltar.
Côte de l'Or :
a) Colonie
b) Togo sous mandat britannique
c) Achantis.
d) Territoires du Nord.

Hong-Kong.
Jamaïque.
Iles Caymans :
Iles Turques et Caïques.
Kenya (Colonie et Protectorat)
Iles sous le Vent :
(Antigua, Dominique, Montserrat, St. Christophe et Nevis, Iles Vierges)

Etats Malais :
a) Etats Malais fédérés (Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor) :
b) Etats Malais non fédérés :
Johore.
Kelantan.
Trengganu.
Brunei.
Kedah }
Perlis }

Malte.

Ile Maurice.

Nigeria :
a) Colonie
b) Protectorat
c) Cameroun sous mandat britannique

Autorité locale.

The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
The Chief Secretary, The Secretariat, Colombo, Ceylon.
The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Islands.
The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fidji.
The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.
The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.

The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.

The Police Magistrate, Kumasi, Ashanti, Gold Coast.
The Chief Commissioner of the Northern Territories, Tamale, Gold Coast.

The Registrar of the Supreme Court of Hong Kong.
The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.
Judge of the Grand Court of the Cayman Islands.
Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.
The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.

The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward, Islands.

The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Federated Malay States.

General Adviser.
British Adviser.
British Adviser.
British Resident.

Legal Adviser, Kedah.

The Minister of Justice, Valletta, Malta.

The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.

The Chief Justice, Lagos, Nigeria.

Colonie.	Autorité locale.
Etat du Nord Bornéo.	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.
Rhodésie septentrionale.	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.
Protectorat du Nyasaland.	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.
Palestine (à l'exclusion de la Trans-jordanie).	The Superintendent of Law Courts, Jerusalem, Palestine.
Sainte Hélène et Ascension.	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.
Surawak.	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.
Seychelles.	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra Leone (Colonie et protectorat).	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.
Protectorat de la Somalie.	The Secretary of the Government, Berbera, Somaliland.
Territoires de la Haute Commission sud-africaine :	
Bisoutoland.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court.
Protectorat de Betchouanaland.	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court).
Swaziland.	The Registrar of the Special Court.
Etablissement des Détroits.	The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.
Territoire du Tanganyika.	The Registrar of the High Court, Dar-es-Salaam.
Trinité et Tobago.	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.
Protectorat de l'Ouganda.	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.
Iles du Pacifique occidental :	
Protectorat britannique des îles Solomon	} The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.
Colonie des îles Gilbert et Ellice	
Tonga.	The Secretary, Western Pacific High Commission, Suva, Fiji.
Iles du Vent :	
Grenade.	The Registrar, Supreme Court, Grenada.
Sainte-Lucie.	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.
Saint-Vincent.	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.
Protectorat de Zanzibar.	The Chief Justice, Zanzibar.

III.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 31.
(28/II/32).

VIENNE, le 1^{er} mars 1932.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 31 mars 1931, que l'application de cette convention est étendue à l'Ecosse.

L'autorité à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées en Ecosse est l'agent de la Couronne à Edimbourg, et la langue à employer dans les communications et traductions est l'anglais.

Conformément à l'article 14 b) de la Convention, l'extension notifiée par la présente note produira effet un mois après la date de cette dernière, c'est-à-dire le premier avril prochain.

Je vous serais très obligé de bien vouloir accuser réception de cette communication et je vous prie d'agréer, etc.

Eric PHIPPS.

D^r Karl Buresch,
Chancelier fédéral,
Ministre des Affaires étrangères,
Vienne.

IV.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE,

N° 32.
(28/12/32).VIENNE, le 1^{er} mars 1932.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

D'ordre du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères et en me référant à la note, en date de ce jour, concernant l'extension à l'Ecosse des dispositions de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 31 mars 1931, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'en ce qui concerne les Commissions rogatoires qui seront envoyées par les autorités autrichiennes, conformément à l'article 7 de la Convention, pour demander la réunion de preuves en Ecosse, il conviendra d'employer les équivalents écossais *pursuer, defender, advocate* et *law agent*, au lieu des termes anglais *plaintiff, defendant, barrister* et *solicitor* respectivement.

Veuillez agréer, Monsieur le Chancelier fédéral, etc.

Eric PHIPPS.

D^r Karl Buresch,
Chancelier fédéral,
Ministre des Affaires étrangères,
Vienne.

V.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.

Zl.21.116-15/32.

VIENNE, le 14 mars 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant aux notes de Votre Excellence en date du 1^{er} de ce mois, N° 29 (28/9/32), N° 30 (28/10/32), N° 31 (28/11/32) et N° 32 (28/12/32), j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement fédéral a pris connaissance du fait que, conformément à l'article 14 a) de la Convention entre l'Autriche et la Grande-Bretagne relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres le 31 mars 1931, l'application de cette convention est étendue aux territoires énumérés dans vos notes susmentionnées.

D^s même le Gouvernement fédéral a noté que cette extension, conformément à l'article 14 b) de la convention susmentionnée, produira effet à dater du 1^{er} avril 1932.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) BURESCH.

Sir Eric Phipps,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
à Vienne.

N° 2919.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET FRANCE**

Arrangement entre l'Administration des Postes du Honduras britannique et l'Administration des Postes de la France pour l'échange de colis postaux grevés de remboursement, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Belize, le 19 juin, et à Paris, le 28 novembre 1931.

**GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND AND FRANCE**

Agreement between the Post Office of British Honduras and the Post Office of France for the Exchange of Parcels subject to the Collection of Trade Charges, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Belize, June 19, and at Paris, November 28, 1931.

N° 2919. — ARRANGEMENT¹ ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU HONDURAS BRITANNIQUE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA FRANCE POUR L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX GREVÉS DE REMBOURSEMENT. SIGNÉ A BELIZE, LE 19 JUIN, ET A PARIS, LE 28 NOVEMBRE 1931.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 14 mars 1932.

Article premier.

1. Des colis postaux grevés de remboursement peuvent être échangés entre le Honduras britannique, d'une part, et la France continentale, la Corse et l'Algérie, d'autre part.

2. Sauf dans les cas où il en est disposé autrement dans le présent arrangement et dans le Règlement d'exécution qui y est annexé, les colis contre remboursement seront soumis aux conditions d'admission et aux taxes applicables aux colis ordinaires ou aux colis avec valeur déclarée, suivant le cas. Ils seront soumis, en outre, aux formalités et aux taxes particulières indiquées ci-après.

Article 2.

1. Le montant du remboursement sera exprimé dans la monnaie du pays d'origine des colis.

2. Le montant maximum du remboursement des colis est fixé à 200 dollars (en monnaie des Etats-Unis d'Amérique) par colis déposé au Honduras britannique et à 5.000 francs par colis déposé en France.

3. Dans le calcul du montant du remboursement, il ne sera pas tenu compte des fractions de cent ou de demi-décime.

Article 3.

1. Chaque administration fixe la taxe spéciale que doit payer l'expéditeur d'un colis contre remboursement. Cette taxe spéciale ne doit pas excéder :

a) 5 cents par 5 dollars ou fraction de 5 dollars du montant du remboursement, pour un colis déposé dans le Honduras britannique ;

b) 20 centimes par 20 francs ou fraction de 20 francs du montant du remboursement, pour un colis déposé en France.

2. Chaque administration communiquera à l'autre la taxe spéciale fixée dans son service en vertu du paragraphe précédent, ainsi que toute modification ultérieure de cette taxe.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1932.

No. 2919. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF BRITISH HONDURAS AND THE POST OFFICE OF FRANCE FOR THE EXCHANGE OF PARCELS SUBJECT TO THE COLLECTION OF TRADE CHARGES. SIGNED AT BELIZE, JUNE 19, AND AT PARIS, NOVEMBER 28, 1931.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place March 14, 1932.

Article 1.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be exchanged between British Honduras on the one part and France, Corsica and Algeria on the other.

2. Except as provided otherwise in this Agreement and in the Detailed Regulations appended thereto, Trade Charge Parcels shall be subject to the conditions and charges applying to ordinary parcels or to insured parcels as the case may be. They shall also be subject to the special formalities and fees hereinafter described.

Article 2.

1. The amount of Trade Charge shall be expressed in the currency of the country of origin of the parcels.

2. The maximum amount of Trade Charge is fixed at \$200 (United States Currency) for a parcel posted in British Honduras and at 5000 francs for a parcel posted in France.

3. In calculating the amount of Trade Charge, fractions of a cent or of a demi-decime (5 centimes) are ignored.

Article 3.

1. Each Administration fixes the special fee to be levied from the sender of a Trade Charge Parcel. The fee must not exceed :

(a) 5 cents for each \$5 or fraction of \$5 to be collected in the case of a parcel posted in British Honduras.

(b) 20 centimes for each 20 francs or fraction of 20 francs to be collected in the case of a parcel posted in France.

2. Each Administration shall communicate to the other the special fee fixed in its service by virtue of the preceding paragraph as well as any alteration subsequently made in it.

¹ Came into force January 1, 1932.

3. Cette taxe est partagée entre l'Administration du pays d'origine et l'Administration du pays de destination de la manière indiquée dans le Règlement d'exécution (article X, § 2).

Article 4.

1. En plus de la taxe spéciale fixée par l'article précédent, l'Office du Honduras britannique est autorisé à percevoir à son profit une taxe supplémentaire ne dépassant pas 4 cents par colis contre remboursement déposé au Honduras britannique, et 8 cents par colis de l'espèce distribué au Honduras britannique.

Dans le premier cas, la taxe est perçue sur l'expéditeur ; dans le second cas, sur le destinataire.

Article 5.

1. Le montant des remboursements perçus sera liquidé au moyen de mandats de remboursement, exempts de droits. Le montant d'un mandat de remboursement qui ne peut être payé reste à la disposition du pays d'origine du colis auquel se rapporte ce mandat.

Article 6.

1. La perte d'un colis expédié contre remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions prévues par l'Arrangement concernant les colis non grevés de remboursement, entre la Grande-Bretagne et la France.

2. Après la remise d'un colis au destinataire, l'Administration du pays de destination est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que le colis ou le bulletin d'expédition correspondant ne portaient pas, lorsqu'ils ont été transmis à ses services, les indications prescrites dans l'article premier du Règlement d'exécution et que le colis n'était pas annoncé spécialement, comme étant grevé de remboursement, sur la feuille de route des colis relative à la dépêche dans laquelle a été reçu ledit colis. Cependant, toute demande de renseignements au sujet du montant d'un remboursement ne sera admise que si elle est faite dans le délai d'un an à compter du lendemain du dépôt du colis.

Article 7.

L'expéditeur d'un colis déposé conformément aux dispositions du présent arrangement, ne peut, postérieurement au dépôt de ce colis, faire annuler ou modifier le montant du remboursement.

Article 8.

Les deux Administrations s'engagent à admettre en transit, dans leurs services, les colis grevés de remboursement. Toutefois, les comptes relatifs au montant des remboursements perçus seront établis et réglés directement par les Administrations d'origine et de destination des colis grevés de remboursement.

Article 9.

Les deux administrations sont autorisées à fixer d'un commun accord les mesures de détail nécessaires pour assurer l'exécution du présent arrangement, et à les modifier éventuellement, suivant les besoins du service.

3. This fee is shared between the Administration of the country of origin and that of the country of destination in the manner prescribed in the Detailed Regulations (Article X, §2).

Article 4.

1. In addition to the special fee fixed by the preceding Article the Post Office of British Honduras is authorised to collect for its own benefit a supplementary fee not exceeding 4 cents per Trade Charge Parcel posted in British Honduras and 8 cents per parcel in the case of parcels delivered in British Honduras.

In the first case the fee is collected from the sender and in the second case from the addressee of the parcel.

Article 5.

1. The amounts of Trade Charges collected shall be liquidated by means of Trade Charge Money Orders, issued free of all charges. The amount of a Trade Charge Money Order which cannot be delivered remains at the disposal of the Administration of the country of origin of the parcel on which the Trade Charge is payable.

Article 6.

1. The loss of a Trade Charge Parcel entails responsibility upon the postal service in the conditions provided in the Agreement between Great Britain and France for parcels not subject to Trade Charges.

2. After the delivery of a parcel, the Post Office of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge, unless it can prove that the parcel or the relative Despatch Note did not when transmitted to its service bear the indications prescribed in Article 1 of the appended Detailed Regulations, and that the parcel was not specially advised as subject to the collection of a Trade Charge on the Parcel Bill relating to the Mail in which the parcel was received. Nevertheless, an application as to the disposal of the amount of a Trade Charge is entertained only if made within a year after the day of posting of the parcel.

Article 7.

The sender of a parcel posted under this arrangement may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 8.

The two Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges must be drawn up and settled directly between the Post Offices of origin and destination of the parcels.

Article 9.

The two Administrations are authorised to fix by common consent the measures of detail necessary for ensuring the performance of the present Agreement and to modify them from time to time in accordance with the needs of the service.

Article 10.

Le présent arrangement entrera en vigueur à la date qui sera convenue entre les deux administrations. Il demeurera en vigueur pendant un an encore à partir de la date à laquelle l'une des deux administrations aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double à Paris, le 28 novembre 1931, et à Belize, le 19 juin 1931.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones de France.*

GUERNIER.

*British Honduras General Post Office.
The Colonial Postmaster.*

H. W. BEAUMONT.

RÈGLEMENT

DE DÉTAIL POUR L'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX
DE REMBOURSEMENT, CONCLU ENTRE L'OFFICE DU HONDURAS BRITANNIQUE ET L'OFFICE FRANÇAIS.

Article premier.

1. Le colis grevé de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents, doivent porter, à côté de l'adresse le mot « Remboursement » écrit ou imprimé d'une manière très apparente, et suivi de l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. Tout colis contre remboursement doit être accompagné d'un bulletin d'expédition séparé.

3. Tout colis contre remboursement doit porter, ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, une étiquette orange avec le mot « Remboursement » en caractères latins.

4. Au moment du dépôt, l'expéditeur peut demander, dans le cas où le colis ne pourrait être distribué que ce colis soit :

a) Ou bien traité comme colis abandonné,

b) Ou bien présenté, pour y être distribué, à une deuxième adresse, dans le pays de destination.

Aucune autre alternative n'est admise. Si l'expéditeur désire profiter de cette faculté, sa demande doit être inscrite au verso du bulletin d'expédition et sur le colis, et doit être libellée dans l'une des formes suivantes, ou une forme analogue :

« Si ce colis ne peut être livré à l'adresse indiquée, il doit être considéré comme abandonné. »

« Si ce colis peut être livré à l'adresse indiquée, le présenter à »

A défaut de ces mentions, tout colis qui n'a pu être remis au destinataire dans un délai de quinze jours, après son arrivée dans la localité de destination, sera renvoyé à l'expéditeur sans préavis et à ses frais.

Article II.

Tout colis grevé de remboursement doit être inscrit séparément sur la feuille de route avec l'indication du montant du remboursement.

Article III.

1. Tout colis grevé de remboursement doit être accompagné d'un mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle annexé au présent arrangement. Ce mandat, qui sera attaché au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement en monnaie du pays d'origine du

Article 10.

This Agreement shall come into force on the date to be agreed upon between the two Administrations. It will remain in force until the expiry of one year from the date on which either Administration shall give notice to the other of its intention to terminate it.

Done in Duplicate at Paris the 28th day of November, 1931, and at Belize the 19th day of June, 1931.

*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France :*
GUERNIER.

*British Honduras General Post Office
The Colonial Postmaster :*
H. W. BEAUMONT.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS SUBJECT TO TRADE CHARGES CONCLUDED BETWEEN THE POST OFFICE OF BRITISH HONDURAS AND THE POST OFFICE OF FRANCE.

Article I.

1. On a Trade Charge parcel and on the Despatch Note relating to it, the word " Remboursement " must be written or printed boldly beside the address, and after it the amount of the Trade Charge must be shown in the money of the country of origin, without erasure or alteration, even if certified.

2. Each Trade Charge parcel must be accompanied by a separate Despatch Note.

3. Each Trade Charge parcel and the relative Despatch Note must bear an *orange* coloured label with the word " Remboursement " in Latin characters.

4. At the time of posting the sender may request that if the parcel cannot be delivered as addressed it may be either :

(a) treated as abandoned, or

(b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must be written at the bottom of the Despatch Note and on the cover of the parcel, and must be in conformity with, or analogous to one of the following forms :

" If not deliverable as addressed, abandon ".

" If not deliverable as addressed, deliver to..... "

In the absence of these indications a Trade Charge Parcel which is undeliverable to the addressee at the expiration of 15 days from its arrival at the place of destination, shall be returned to the sender without previous notification and at his expense.

Article II.

Each Trade Charge Parcel shall be entered separately as such on the parcel bill, the amount of the Trade Charge being stated.

Article III.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form in conformity with, or analogous to, the specimen annexed to the present Agreement. This Money Order form which shall be attached to the Despatch Note, must bear a statement of the amount of the Trade

colis, et, en règle générale, désigner l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Cependant, chaque administration est libre de faire adresser au bureau d'origine du colis ou à un autre bureau les mandats afférents aux colis originaires de ses services.

2. Les inscriptions au crayon ne seront pas admises sur les mandats de remboursement.

Article IV.

Sauf accord contraire entre les administrations d'origine et de destination, le montant des mandats de remboursement est converti en monnaie du pays de destination par l'Office de ce pays, qui utilise à cet effet un taux de conversion se rapprochant du taux du marché des changes. Ce taux de conversion peut être modifié de temps en temps, à condition que les modifications soient notifiées immédiatement à l'Administration correspondante.

Article V.

1. Aussitôt après l'encaissement du remboursement, le bureau de destination du colis, ou tout autre bureau désigné par l'administration du pays de destination, remplit la partie intitulée « Indications de service » du mandat de remboursement, et, après y avoir apposé l'empreinte de son timbre à date, renvoie ce mandat en franchise au bureau d'origine du colis ou au bureau spécialement désigné par l'administration du pays d'origine du colis sur le mandat lui-même.

2. Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par chaque administration.

Article VI.

1. Tout colis grevé de remboursement peut être réexpédié si le nouveau pays de destination assure avec le pays d'origine l'échange des colis postaux contre remboursement. Le colis réexpédié est accompagné du mandat de remboursement établi par le service d'origine, et le pays d'où ce colis est réexpédié n'a pas à intervenir dans le règlement du montant du remboursement.

2. Dans le cas d'une demande de réexpédition sur un pays qui n'assure pas avec le pays d'origine l'échange des colis postaux grevés de remboursement, le colis est traité comme un colis qui ne peut être remis au destinataire.

Article VII.

1. Tout mandat de remboursement afférent à un colis qui, pour une raison quelconque, est renvoyé au bureau d'origine, doit être annulé par le bureau qui renvoie le colis, et annexé au bulletin d'expédition.

2. Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits, avant l'encaissement du montant du remboursement, sont remplacés, sans formalités, par de nouveaux mandats portant l'en-tête « *Duplicata* » établis par le bureau de destination des colis.

3. Tout mandat de remboursement égaré, perdu ou détruit après l'encaissement du montant du remboursement est également remplacé par un duplicata ou par une autorisation de paiement après constatation, par les deux administrations, que le mandat en question n'a pas été payé.

Article VIII.

1. Tout mandat de remboursement qu'il n'a pas été possible de remettre ou de payer au destinataire pendant la période de validité applicable aux mandats internationaux, est acquitté à l'expiration de cette période de validité, par l'administration du pays chargé du paiement, et le montant en est réclamé à l'administration qui a émis le titre.

2. Tout mandat de remboursement dont le bénéficiaire n'a pas réclamé le paiement pendant la période de validité applicable aux mandats internationaux, est remplacé par une autorisation de

Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule the sender of the parcel as payee of the Order. It is free to each Administration, however, to have the Orders relating to the parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices.

2. Entries in pencil will not be allowed on Trade Charge Money Orders.

Article IV.

Except by contrary agreement between the Administrations of origin and of destination, the amounts of the Trade Charge Orders are converted into the currency of the country of destination by the Post Office of that country which uses for this purpose a rate of conversion approximating to the market rate of exchange. The rate of conversion may be modified from time to time, on condition that the changes are notified immediately to the corresponding Administration.

Article V.

1. Immediately after collecting the Trade Charge, the Office of destination of the parcel, or any other Office designated for the purpose by the Administration of the country of destination, fills in the part "Indications de Service" of the Trade Charge Money Order form and, after impressing it with its date-stamp returns it free of postage to the office of origin of the parcel or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

2. Trade Charge Money Orders are paid under the conditions determined by the Administration of the country of payment.

Article VI.

1. A Trade Charge parcel may be redirected if the new country of destination maintains with that of origin an exchange of Trade Charge parcels. The re-directed parcel is accompanied by the Trade Charge Money Order form made out by the service of origin and the country from which it is redirected shall not be concerned with the settlement of the Trade Charge.

2. In the case of an application for re-direction to a country which does not maintain with that of origin an exchange of Trade Charge parcels, the parcel is treated as one which cannot be delivered.

Article VII.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatever, is returned to origin should be cancelled by the office which returns the parcel, and should be annexed to the Despatch Note.

2. Trade Charge Money Orders mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge are replaced without formality by new Money Orders marked at the top "Duplicate" prepared by the office of destination of the parcels.

3. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge is likewise replaced by a duplicate or by an authority to pay, after proof by the two Post Offices that the Order has not been paid.

Article VIII.

1. A Trade Charge Money Order which it has not been possible to deliver to the payee within the period of validity applicable to International Money Orders is, at the expiration of the period of validity, receipted by the Administration of the country of payment, and claimed from the Administration which issued it.

2. A Trade Charge Money Order which has been delivered to the payee, and of which the payee has not claimed payment within the period of validity applicable to International Money Orders is

paiement. Cette autorisation de paiement sera établie par l'administration qui a encaissé le remboursement, aussitôt qu'il aura été possible de s'assurer que le mandat original n'a pas été payé pendant la période de validité; cette autorisation de paiement sera acquittée par l'autre administration qui en réclamera le montant dans le premier compte établi après l'acquit du titre.

Article IX.

Tout mandat de remboursement dont le paiement ne peut être effectué pour l'une des raisons suivantes :

- I) Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou de l'adresse du bénéficiaire ;
- II) Différence ou omission dans le nom ou le montant du remboursement ;
- III) Grattage ou surcharge d'une inscription ;
- IV) Omission de timbres, de la signature ou d'autres indications de service ;
- V) Emploi d'une formule irrégulière ;

sera rectifié par l'Office qui l'aura émis.

2. Dans ce but, le mandat sera renvoyé, aussitôt que possible, sous pli recommandé, à l'office d'origine par l'office de paiement.

Article X.

1. Le montant des remboursements payés par chaque administration pour le compte de l'autre administration donne lieu à l'établissement de Comptes de remboursements trimestriels (Spécimen A annexé).

2. Dans les Comptes de remboursement qui sont accompagnés des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission, et dans l'ordre de leur émission par ces bureaux. A la fin de chaque compte, l'administration qui l'a établi déduit du montant total de sa créance, un demi pour cent, représentant la part des taxes de remboursement revenant à l'autre administration comme il est spécifié dans l'article 3, paragraphe 3, de l'arrangement.

3. La vérification et l'acceptation des Comptes de remboursements sont effectués directement par les deux administrations postales intéressées.

4. Les soldes des comptes de remboursement sont réglés directement entre les deux administrations intéressées au moyen de traites tirées sur une ville du pays créiteur et dans la monnaie de ce pays.

Article XI.

Les dispositions du présent règlement seront mises en application le jour où l'arrangement entrera en vigueur. Elles auront la même durée que cet arrangement.

Fait en double à Paris, le 28 novembre 1931, et à Belize, le 19 juin 1931.

*Le Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones de France,*

GUERNIER.

*British Honduras, General Post Office.
The Colonial Postmaster,*

H. W. BEAUMONT.

replaced by an authority to pay. This authority to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charge as soon as it has been able to ascertain that the original Order has not been paid within the period of validity, and shall be received by the other Administration which shall claim the amount due in the first account rendered after its receipt.

Article IX.

1. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

- (i) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or address of the payee;
- (ii) Difference or omission of name or amount ;
- (iii) Erasure of, or addition to, an entry ;
- (iv) Omission of stamp, signature or other service indication ;
- (v) Use of irregular form ;

shall be corrected by the Administration which has issued it.

2. For this purpose, the Order shall be returned as soon as possible, officially registered, to the Office of issue by the Office of payment.

Article X.

1. The Trade Charges paid by each Post Office on behalf of the other Post Office form the subject of quarterly Trade Charge Accounts (Specimen A annexed).

2. In the Trade Charge Accounts, which are accompanied by the paid and receipted Trade Charge Orders, the Orders are entered in alphabetical sequence of the Offices of issue and in numerical sequence of their issue at those Offices. At the end of each account the Office which has drawn it up deducts from the total sum of its credit one-half of one per cent. ($\frac{1}{2}$ %) of this total representing the share of the other Office in the Trade Charge fees as specified at Article 3 § 3 of the Agreement.

3. The verification and acceptance of Trade Charge Accounts shall be affected directly between the two Postal Administrations concerned.

4. The balances of the Trade Charge Accounts are settled direct between the two Administrations concerned, by names of drafts drawn on a town of the creditor country and in the money of that country

Article XI.

The present Regulations shall be brought into operation on the day on which the Agreement comes into force. They shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate at Paris the 28th day of November, 1931, and at Belize the 19th day of June, 1931

*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France :*
GUERNIER.

*British Honduras
General Post Office
The Colonial Postmaster :*
H. W. BEAUMONT.

COUPON

(May be detached by the Payee)

(Peut être détaché par le destinataire)

of (du)

INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER

(Mandat de remboursement international)

for the sum of (de la somme de)

\$ cents.
£ : s. : d.

(Amount in figures) (Montant en chiffres)

for (pour)

the parcel (le colis) No.

posted (déposé)

the (le) 19

at (à)

by (par) M

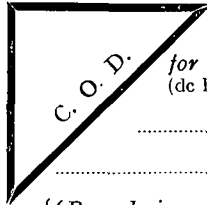
addressed to (à l'adresse de)

M

POST OFFICE OF (Administration des Postes)

BRITISH HONDURAS (du Honduras britannique)

INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER (Mandat de remboursement international)



\$ cents.

for the sum of (de la somme de) £ : s. : d. ((in figures) (en chiffres))

..... dollars cents.

..... poun shillings pence.

{{(Pounds in words) (Les unités en toutes lettres)}

Date-stamp of Office of posting parcel
Timbre du bureau d'émission.

Payable to (Payable à) }

Address (Adresse) }

Country (Pays de destination) }

SERVICE INSTRUCTIONS (Indications de Service)

to be filled up by the Office which delivers the parcel after the collection of the Trade Charge

(à remplir par l'Office destinataire du colis après l'encaissement du montant du remboursement)

Number of Order (Numéro d'émission) }

Date of Issue (Date d'émission) }

Office of Issue (Bureau d'émission) }

Country of Issue (Pays d'émission) }

Signature of issuing officer (Signature de l'agent) }

Good for (Bon pour)

£ s. d.

the equivalent of (soit)

(Currency of the country of destination of the parcel) (Monnaie du pays destinataire du colis)

(Date-stamp of issuing office)

(Timbre du bureau d'émission)

This Trade Charge Money Order must be returned to (Le présent mandat de remboursement doit être renvoyé à

The Postmaster, Money Order Department, BELIZE, BRITISH HONDURAS.

RECEIPT OF PAYEE
(Quittance du destinataire)

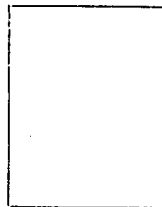
— — — — —
Received the sum indicated on the other side
(Reçu la somme indiquée d'autre part)

Place }
(Lieu) }

Date } 19.....
(Le) }

Signature of the Payee }
(Signature du destinataire) }

Date-stamp of Office of Payment
(Timbre du bureau payeur)



N° 2920.

**DANEMARK
ET LUXEMBOURG**

Echange de notes établissant un amendement à la Déclaration dano-luxembourgeoise du 15 janvier 1912, relative à l'assistance judiciaire réciproque. Luxembourg, le 23 février 1932.

**DENMARK
AND LUXEMBURG**

Exchange of Notes establishing an Amendment to the Dano-Luxemburg Declaration of January 15, 1912, regarding reciprocal Judicial Assistance. Luxemburg, February 23, 1932.

N^o 2920. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET LUXEMBOURGEOIS ÉTABLISSANT UN AMENDEMENT A LA DÉCLARATION DANO-LUXEMBOURGEOISE DU 15 JANVIER 1912, RELATIVE A L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE. LUXEMBOURG, LE 23 FÉVRIER 1932.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 mars 1932.

I.

GOUVERNEMENT.
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

LUXEMBOURG, le 23 février 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement royal de Danemark sont convenus de ce qui suit :

La disposition contenue dans l'article 2, premier alinéa, de la Déclaration¹ passée entre le Luxembourg et le Danemark le 15 janvier 1912 et relative à l'assistance judiciaire réciproque, est abrogée et remplacée par la disposition suivante :

En ce qui concerne le Danemark, toutes les autorités judiciaires seront compétentes pour transmettre directement les demandes de signification et les commissions rogatoires. Seront compétents pour recevoir ces requêtes :

a) Hors de Copenhague : le Tribunal du district dans lequel la signification ou la commission rogatoire doivent être exécutées ;

b) A Copenhague : le président du Tribunal de la ville de Copenhague quand il s'agit de signification d'actes et le Ministère de la Justice quand il s'agit de commissions rogatoires.

Il est entendu que les deux gouvernements auront la faculté de publier la déclaration susmentionnée, telle qu'elle sera désormais rédigée, conformément à l'amendement qui y a été ainsi apporté.

Cet arrangement, confirmé par la note correspondante que vous avez bien voulu m'adresser à la date de ce jour, entrera en vigueur avec la date de la présente. La dénonciation de la

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome IX, page 519.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2920. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND LUXEMBURG GOVERNMENTS ESTABLISHING AN AMENDMENT TO THE DANO-LUXEMBURG DECLARATION OF JANUARY 15, 1912, REGARDING RECIPROCAL JUDICIAL ASSISTANCE. LUXEMBURG, FEBRUARY 23, 1932.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place March 17, 1932.

o

I.

GOVERNMENT.
FOREIGN AFFAIRS.

LUXEMBURG, February 23, 1932.

SIR,

I have the honour to confirm to Your Excellency that the Government of the Grand Duchy of Luxemburg and the Royal Government of Denmark have agreed as follows :

The provision contained in Article 2, paragraph 1 of the declaration agreed upon between Luxemburg and Denmark on January 15, 1912, regarding reciprocal judicial assistance, is abrogated and replaced by the following provision :

In so far as concerns Denmark all judicial authorities shall be competent to transmit directly requests for service of documents and *commissions rogatoires*. The following shall be competent to receive such requests :

(a) Outside Copenhagen : the Court of the district in which the document is to be served or the *commission rogatoire* executed ;

(b) In Copenhagen : the President of the Court of the city of Copenhagen in the case of requests for service of documents, and the Ministry of Justice in the case of *commissions rogatoires*.

It is understood that the two Governments shall be entitled to publish the above-mentioned declaration in the form which it will henceforth take in accordance with the amendment thus made thereto.

This arrangement, which is confirmed by the corresponding note of to-day's date which you have been good enough to send me, shall come into effect as from the date of this present note.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

déclaration du 15 janvier 1912 entraînera de plein droit dénonciation concomitante du présent arrangement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance renouvelée de ma haute considération.

A Son Excellence Monsieur O. Krag,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de Danemark,
à Bruxelles.

(Signé) BECH.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

II.

LÉGATION DE DANEMARK.

BRUXELLES, le 23 février 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement royal de Danemark et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sont convenus de ce qui suit :

La disposition contenue dans l'article 2, premier alinéa, de la déclaration passée entre le Danemark et le Luxembourg le 15 janvier 1912 et relative à l'assistance judiciaire réciproque, est abrogée et remplacée par la disposition suivante :

En ce qui concerne le Danemark, toutes les autorités judiciaires seront compétentes pour transmettre directement les demandes de signification et les commissions rogatoires. Seront compétents pour recevoir ces requêtes :

a) Hors de Copenhague : le Tribunal du district dans lequel la signification ou la commission rogatoire doivent être exécutées ;

b) A Copenhague : le président du Tribunal de la ville de Copenhague quand il s'agit de significations d'actes et le Ministère de la Justice quand il s'agit de commissions rogatoires.

Il est entendu que les deux gouvernements auront la faculté de publier la déclaration susmentionnée, telle qu'elle sera désormais rédigée, conformément à l'amendement qui y a été ainsi apporté.

Cet arrangement, confirmé par la note correspondante que vous avez bien voulu m'adresser à la date de ce jour, entrera en vigueur avec la date de la présente. La dénonciation de la déclaration du 15 janvier 1912 entraînera de plein droit dénonciation concomitante du présent arrangement

Veillez agréer, Monsieur le Ministre d'Etat, les assurances renouvelées de ma haute considération.

(Signé) O. KRAG.

Son Excellence
Monsieur Bech,
Ministre d'Etat, Président du gouvernement,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.

Denunciation of the declaration of January 15, 1912, shall involve automatically and concomitantly denunciation of the present arrangement.

I am, etc.,

To His Excellency Monsieur O. Krag,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of Denmark
at Brussels.

(Signed) BECH.

II.

DANISH LEGATION.

BRUSSELS, February 23, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, on the instructions of my Government, to confirm to Your Excellency that the Royal Government of Denmark and the Government of the Grand Duchy of Luxemburg have agreed as follows :

The provision contained in Article 2, paragraph 1 of the declaration agreed upon between Luxemburg and Denmark on January 15, 1912, regarding reciprocal judicial assistance, is abrogated and replaced by the following provision :

In so far as concerns Denmark all judicial authorities shall be competent to transmit directly requests for service of documents and *commissions rogatoires*. The following shall be competent to receive such requests :

(a) Outside Copenhagen : the Court of the district in which the document is to be served, or the *commission rogatoire* executed.

(b) In Copenhagen : the President of the Court of the city of Copenhagen in the case of requests for service of documents, and the Ministry of Justice in the case of *commissions rogatoires*.

It is understood that the two Governments shall be entitled to publish the above-mentioned declaration in the form which it will henceforth take, in accordance with the amendment thus made thereto.

This arrangement, which is confirmed by the corresponding note of to-day's date which you have been good enough to send me, shall come into effect as from the date of the present note. Denunciation of the declaration of January 15, 1912, shall involve automatically and concomitantly denunciation of the present arrangement.

I am, etc.,

(Signed) O. KRAG.

His Excellency
Monsieur Bech,
Minister of State, President of the Government,
etc., etc., etc.

N° 2921.

HONGRIE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Budapest, le 25 mai, et La Haye, le 26 juin 1931.

HUNGARY AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Budapest, May 25, and The Hague, June 26, 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2921. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER UNGARISCHEN UND DER NIEDERLÄNDISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG LEICHTERER VORSCHRIFTEN FÜR DIE NACH DEM INTERNATIONALEN ÜBEREINKOMMEN² ÜBER DEN EISENBAHNFRACHTVERKEHR VOM 23. OKTOBER 1924 VON DER BEFÖRDERUNG AUSGESCHLOSSENEN ODER NUR BEDINGUNGSWEISE ZUGELASSENEN GEGENSTÄNDE IM WECHSELSEITIGEN VERKEHR ZWISCHEN DEN EISENBHÄHNEN DER BEIDEN LÄNDER. BUDAPEST, DEN 25. MAI UND GRAVENHAGE, DEN 26. JUNI 1931.

Texte officiel allemand, communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 mars 1932.

German official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 23, 1932.

M. KIR. KERESKEDELEMIIGYI
MINISZTER.

I.

53.972/1931.
K. M. VIII.

Betrift: Leichtere Vorschriften zu der am 1. Juli d. J. in Kraft tretenden neuen Anlage I des I. Ü. G.

Ich beehre mich Eurer Exzellenz zur gefälligen Kenntnis zu bringen, dass der deutsche Reichsverkehrsminister mit ihrem Schreiben Zahl E. I. 15 Nr. 3822 vom 15. Mai d. J. mir den Text der Vereinbarung³ leichter Vorschriften für die nach dem I. Ü. G. von der Beförderung ausgeschlossenen oder nur bedingungsweise zugelassenen Gegenstände in der Fassung übersendet hat, wie er auf der Konferenz in Berlin vom 5. bis 10. Mai d. J. von unseren beiderseitigen Vertre-

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; et Vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

³ Le Gouvernement des Pays-Bas a jugé superflu de communiquer au Secrétariat le texte de l'Accord, étant donné qu'il est rédigé sur les bases de l'accord, similaire conclu entre les Pays-Bas et l'Allemagne, enregistré par le Secrétariat sous le N^o 2778 et publié dans le volume CXX, page 413, de ce recueil. Voir aussi pages 235 et 347 de ce volume.

¹ Came into force August 1, 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

³ The Netherlands Government did not deem it necessary to communicate to the Secretariat the text of the Agreement considering that it is drafted on the basis of a similar Agreement concluded between The Netherlands and Germany, registered with the Secretariat under No. 2778 and published in Vol. CXX, page 413, of this Series. See also pages 235 and 347 of this Volume.

tern festgesetzt worden ist. Gleichzeitig hat der Herr Reichsverkehrsminister mir auch die Niederschrift über die erwähnten Verhandlungen übermittelt.

Ich erkläre mich mit diesen Abmachungen ergebenst einverstanden. Wenn Eure Exzellenz der Vereinbarung gleichfalls zustimmen sollten, darf ich um eine sehr gefällige entsprechende Mitteilung bitten.

Falls die zusagende Antwort keine weiteren Vorbehalte enthält, würde ich damit die Vereinbarung zwischen unseren beiden Staaten als abgeschlossen ansehen und wegen ihrer Inkraftsetzung zum 1. Juli d. J. das Erforderliche veranlassen.

Sollte Eure Exzellenz jedoch darauf Wert legen, den Abschluss der Vereinbarung durch Austausch von zwei, mit unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen, doppelsprachigen Stücken der Vereinbarung zu bewirken, so bitte ich, mir zwei Ausfertigungen des Textes der Vereinbarung in holländischer Sprache zuzusenden, denen dann entsprechende Ausfertigungen des Textes in ungarischer Sprache beigelegt werden und sodann von beider Seite unterfertigt werden dürften.

Nachdem jedoch ein solches Verfahren beträchtlichen Zeitverlust nach sich ziehen würde und somit die Vereinbarung keinesfalls mit dem 1. Juli d. J. in Kraft gesetzt werden könnte, wäre von einem solchen Verfahren, meiner Ansicht nach, Abstand zu nehmen.

Für eine möglichste Beschleunigung der Antwort wäre ich Eurer Exzellenz besonders verbunden.

Hinsichtlich der neu abzuschliessenden Vereinbarung erkläre ich mich mit der von unseren beiderseitigen Vertretern getroffenen Abrede einverstanden, dass die neue Vereinbarung so lange gelten soll, als nicht von einem der vertragschliessenden Teile die Vereinbarung mit zweimonatiger Frist, die vom Tage des Datums des Kündigungsschreibens ab läuft, gekündigt wird.

Ein inhaltlich gleiches Schreiben habe ich an alle übrigen Ressortminister der in der Berliner Konferenz vertretenen Staaten — auch Norwegen inbegriffen — gerichtet.

BUDAPEST, am 25. Mai 1931.

Für den Minister :

(gez.) TORMAY,
Staatssekretär.

An das Klg. niederländische
Ministerium der Waterstaat
in Haag.

II.

MINISTERIUM FÜR WASSERBAU.
LA. A. ABTEILUNG VERVOER-
EN MIJNWEZEN.

'S-GRAVENHAGE, 26 Juni 1931.

Bericht op schrijven van 25 Mei 1931,
53.972/1931, K. M. VIII.

Betreffende overeenkomst mildere bepalingen voor het vervoer per spoorweg van gevaarlijke stoffen.

Unter Bezugnahme auf Ihr gefälliges, nebenerwähntes Schreiben, teile ich Ihnen ergebenst mit, dass ich dem Entwurf der Vereinbarung leichterer Vorschriften, wie dieser laut Briefes des Reichsverkehrsministers zu Berlin vom 15. Mai d. J. abgefasst ist, auch für den wechselseitigen Verkehr zwischen den Niederlanden und Ungarn beistimme.

Kein Wert wird gelegt auf Austausch der mit unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen Stücke des Wortlautes der Vereinbarung.

Bei Kündigung wird eine zweimonatliche Frist, laufend vom Tage des Kündigungsschreibens, eingehalten werden.

Der Erklärung der Niederländischen Abgeordneten in der Konferenz in Berlin gemäss (Seite 6 der Niederschrift) bitte ich Sie ergebenst veranlassen zu wollen, dass die Eisenbahnverwaltungen Ihres Landes folgendes bekanntgeben :

„In den Niederlanden dürfen bis auf weiteres Dynamit und dynamitähnliche Sprengstoffe (Sprengmittel der 2. Gruppe unter *e*) nur befördert werden :

- a) von den Grenzübergängen Herzogenrath Grenze und Richterich Grenze
Kerkrade Rolduc Grenze und Simpelveld Grenze
nach den niederländischen Bergbauwerken ;
b) von und nach der Station Echt der Niederländischen Eisenbahnen nach und von den unter a) genannten Grenzübergängen.,,

Damit die Eisenbahnverwaltungen genügend Zeit für Veröffentlichung haben, wäre die Vereinbarung mit Wirkung ab 1. August 1931 in Kraft zu setzen.

Der Polnisch-Niederländische Eisenbahnverkehr ist zu gering um Teilnahme an die besondere Konferenz in Wien erforderlich zu machen.

Wenn Sie mir die Resultate der Konferenz mitteilen wollen, kann untersucht werden, ob ein besonderes Abkommen angängig und wünschenswert ist.

Der Minister für Wasserbau :

P. J. REYMER.

An das Handelsministerium,
Budapest.

Abschrift dieses Schreibens zu senden an :

- den Reichsverkehrsminister, Berlin W 8, Wilhelmstrasse 80 ;
- das Königlich Dänische Ministerium für Öffentliche Arbeiten, Kopenhagen ;
- Het Italiaansche Verkeersministerie, Rome ;
- das Königlich Norwegische Departement für Öffentliche Arbeiten, Oslo ;
- das Königlich Rumänische Verkehrsministerium, Bukarest ;
- das Königlich Schwedische Kommunikations-Departement, Stockholm ;
- das Eisenbahnministerium der Tschechoslowakischen Republik, Prag ;
- das Verkehrsministerium des Königreichs Jugoslawien, Belgrad ;
- das Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung, Bern.

¹ TRADUCTION.

N^o 2921. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD FIXANT DES DISPOSITIONS MOINS RIGOUREUSES POUR LE TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER ENTRE LES DEUX PAYS D'OBJETS QUI, CONFORMÉMENT A LA CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER DU 23 OCTOBRE 1924, SONT EXCLUS DU TRANSPORT OU N'Y SONT ADMIS QUE SOUS CERTAINES CONDITIONS. BUDAPEST, LE 25 MAI, ET LA HAYE, LE 26 JUIN 1931.

I.

MINISTÈRE DU COMMERCE.

53.972/1931.
K. M. VIII.

Sujet : Dispositions moins rigoureuses *ad* nouvelle annexe I de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer, entrant en vigueur le 1^{er} juillet.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de votre Excellence que le ministre des Communications du Reich m'a transmis, par sa lettre E. I. 15. Nr. 3822 du 15 mai dernier, le texte de l'accord établissant des dispositions moins rigoureuses pour les objets qui, aux termes de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer, sont exclus du transport ou ne sont admis que condition-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2921. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE HUNGARIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT PROVIDING FOR LESS STRICT PROVISIONS FOR THE TRANSPORT BY RAILWAY BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF GOODS WHICH, IN ACCORDANCE WITH THE INTERNATIONAL CONVENTION CONCERNING THE TRAFFIC OF GOODS BY RAIL OF OCTOBER 23, 1924, ARE EXCLUDED FROM THE TRAFFIC OR ARE ONLY ADMITTED SUBJECT TO CERTAIN CONDITIONS. BUDAPEST, MAY 25 AND THE HAGUE, JUNE 26, 1931.

I.

MINISTRY OF COMMERCE.

53.972/1931.
K. M. VIII.

Subject : Less strict provisions for the new Annex I of the International Convention on the Transport of Goods by Rail, coming into force on July 1st of the present year.

I have the honour to inform Your Excellency that the Minister of Communications of the Reich has forwarded to me by letter No. E. I. 15. Nr. 3822, of May 15 last, the text of the Agreement establishing less strict provisions regarding articles which, under the International Convention on the Transport of Goods by Rail are not accepted for transport or are only accepted for transport under certain conditions.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

nellement ; ce texte est celui qui a été établi par nos représentants respectifs à la Conférence de Berlin du 5 au 10 mai dernier. Le ministre des Communications du Reich m'a, en même temps, fait parvenir le procès-verbal des négociations mentionnées.

J'accepte très volontiers ces accords. Je serais très obligé à votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si elle approuve également la convention.

Si votre acceptation ne contient aucune autre réserve, je considérerai la convention comme conclue entre nos deux Etats et je prendrai les mesures nécessaires pour la mettre en vigueur le 1^{er} juillet prochain.

Toutefois, au cas où votre Excellence désirerait conclure la convention en échangeant deux exemplaires de la convention rédigés dans les deux langues et revêtus de nos signatures respectives, je lui demanderais de bien vouloir me faire tenir deux expéditions du texte de la convention en langue néerlandaise, auxquelles seraient ensuite annexées deux expéditions correspondantes du texte en langue hongroise et qui seraient alors signées par les deux Parties contractantes.

Toutefois, étant donné qu'une telle procédure entraînerait une perte de temps considérable et que la convention ne pourrait en aucun cas être mise en vigueur le 1^{er} juillet, il y aurait lieu, à mon avis, de s'abstenir de cette procédure.

Je serais spécialement obligé à votre Excellence de bien vouloir me répondre aussitôt que possible.

En ce qui concerne la nouvelle convention à intervenir, je déclare approuver l'accord conclu par nos représentants respectifs, selon lequel la nouvelle convention restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une des parties contractantes moyennant préavis de deux mois.

J'ai adressé une lettre ayant la même teneur à tous les autres ministres intéressés des Etats représentés à la Conférence de Berlin, y compris la Norvège.

BUDAPEST, le 25 mai 1931.

Pour le Ministre :
(Signé) TORMAY,
Secrétaire d'Etat.

Monsieur le Ministre des Eaux
des Pays-Bas,
La Haye.

This text is the one which was drawn up by our respective representatives at the Conference in Berlin from May 5 to 10 last. The Minister of Communications of the Reich has also forwarded to me the minutes of the above-mentioned negotiations.

I am glad to state that I accept these arrangements. I should be greatly obliged if Your Excellency would inform me whether you also accept the agreement.

Unless your letter of acceptance contains any further reservations, I shall regard the agreement between our two States as having been concluded and shall take the necessary steps to put it into force on July 1st next.

Nevertheless, should Your Excellency desire to conclude the agreement by the exchange of two copies of the text drawn up in the two languages and bearing our respective signatures, I would ask you to forward to me two copies of the text of the agreement in the Dutch language, to which we would then attach corresponding copies of the text in Hungarian ; they would then be signed by the two Contracting Parties.

Since, however, such a procedure would involve considerable loss of time and since the agreement could not in any case be put into force on July 1st of this year, it would in my opinion be preferable not to resort to such a procedure.

I should be much obliged if Your Excellency would reply as soon as possible.

As regards the new agreement now being concluded, I accept the arrangement made by our respective representatives to the effect that the new agreement shall remain in force until two months after the date on which written notice of denunciation has been given by one of the Contracting Parties.

I have forwarded a letter similar in substance to this to all the other competent Ministers of the States represented at the Berlin Conference, including Norway.

BUDAPEST, May 25, 1931.

For the Minister :
(Signed) TORMAY,
Secretary of State.

To the Royal Netherlands
Ministry of Public Works,
The Hague.

II.

MINISTÈRE DES EAUX.
DÉPARTEMENT DES
TRANSPORTS ET DES MINES.

LA HAYE, le 26 juin 1931.

Réponse à la lettre N° 53.
972/1931 K. M. VIII du 25
mai 1931.

Sujet : Dispositions moins
rigoureuses pour le trans-
port des marchandises par
chemin de fer.

Comme suite à votre lettre mentionnée ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'accepte que le projet de convention portant des dispositions moins rigoureuses, dont le texte figure dans la lettre du ministre des Communications du Reich, datée de Berlin, le 15 mai dernier, soit appliqué au commerce entre les Pays-Bas et la Hongrie.

Il n'importe pas d'échanger les exemplaires du texte de la convention pourvus de nos signatures respectives.

En cas de dénonciation, il sera observé un délai de deux mois à compter du jour de la dénonciation écrite.

Conformément à la déclaration du représentant néerlandais à la Conférence de Berlin (page 6 du procès-verbal), je vous prie de bien vouloir faire publier les dispositions suivantes par les administrations ferroviaires de votre pays :

« Jusqu'à nouvel ordre, la dynamite et les explosifs similaires (explosifs du deuxième groupe, lit. e)), ne peuvent être transportés aux Pays-Bas que sur les parcours suivants :

a) Des points de passage de la frontière Herzogenrath frontière et Richterich Kerkrade Rolduc frontière et Simpelveld frontière à destination des mines néerlandaises ;

b) De la station Echt des Chemins de fer néerlandais et à destination de cette station vers les points de passage de la frontière mentionnés sous a) et en provenance de ces postes. »

II.

MINISTRY OF PUBLIC WORKS.
DEPARTMENT OF TRANSPORT
AND MINES.

THE HAGUE, June 26, 1931.

Reply to letter No. 53. 972/
1931. K. M. VIII of May
25, 1931.

Subject : Less strict provisions
for the transport of dan-
gerous substances by rail.

With reference to your letter mentioned herein, I have the honour to inform you that I concur with your suggestion that the draft agreement establishing less strict provisions, the text of which appears in the letter from the Minister of Communications of the Reich, dated Berlin, May 15 of the present year, should also apply to reciprocal traffic between the Netherlands and Hungary.

We attach no importance to the exchange of copies of the text of the agreement with our respective signatures.

Denunciation shall take effect two months after notification has been given in writing.

In accordance with the declaration made by the Netherlands representative at the Berlin Conference (page 6 of the Minutes), I would request you to take the necessary steps to ensure that the railway administrations of your country publish the following :

“ Until further orders, dynamite and similar explosives (explosives of the second group under (e)) may only be transported in the Netherlands over the following lines :

(a) From the frontier crossing-points Herzogenrath Frontier and Richterich Kerkrade Rolduc Frontier and Simpelveld Frontier when consigned to mines in the Netherlands ;

(b) From and to the station of Echt on the Netherlands Railways to and from the frontier stations mentioned under (a).”

Pour que les administrations ferroviaires aient suffisamment de temps pour procéder à la publication, la convention devrait être mise en vigueur à partir du 1^{er} août 1931.

Le trafic ferroviaire entre la Pologne et les Pays-Bas est trop faible pour qu'il soit nécessaire de participer à la Conférence spéciale de Vienne.

Au cas où vous voudriez bien me communiquer les résultats de la Conférence, il serait possible d'examiner si un accord spécial est opportun et désirable.

Le ministre des Eaux :

P. J. REYMER.

Au Ministère du Commerce,
Budapest.

Adresser copie de la présente lettre aux destinataires suivants :

Le ministre des Communications du Reich,
80, Wilhelmstrasse, Berlin, W. 8 ;
Le ministre des Travaux publics du
Royaume de Danemark, Copenhague ;
Le Ministère des Communications du
Royaume d'Italie, Rome ;
Le Département des Travaux publics du
Royaume de Norvège, Oslo ;
Le Ministère des Communications du
Royaume de Roumanie, Bucarest ;
Le Département des Communications du
Royaume de Suède, Stockholm ;
Le Ministère des Chemins de fer de la
République tchécoslovaque, Prague ;
Le Ministère fédéral du Commerce et des
Communications, Vienne I ;
Le Ministère des Communications du
Royaume de Yougoslavie, Belgrade ;
L'Office central pour les transports ferro-
viaires internationaux, Berne.

In order to give the railway administrations sufficient time for publication, the agreement should come into force as from August 1, 1931.

Railway traffic between Poland and the Netherlands is not sufficiently important to necessitate participation in the special Conference in Vienna.

If you would communicate to me the results of this Conference, we can consider whether a special agreement is feasible and desirable.

P. J. REYMER.

Minister of Transport.

To the Ministry of Commerce,
Budapest.

Copies of the present letter to be sent to :

The Minister of Communications of the
Reich, 80, Wilhelmstrasse, Berlin W. 8.
The Minister of Public Works of the King-
dom of Denmark, Copenhagen.
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Italy, Rome.
The Department of Public Works of the
Kingdom of Norway, Oslo.
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Roumania, Bucharest.
The Department of Communications of the
Kingdom of Sweden, Stockholm.
The Ministry of Railways of the Czecho-
slovak Republic, Prague.
The Federal Ministry of Commerce and
Communications, Vienna I.
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Yugoslavia, Belgrade.
The Central Office for International Rail-
way Transport, Berne.

N° 2922.

AUTRICHE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Vienne, le 31 mai et La Haye, le 26 juin 1931.

AUSTRIA AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Vienna, May 31, and The Hague, June 26, 1931.

N^o 2922. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER ÖSTERREICHISCHEN UND DER NIEDERLÄNDISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG LEICHTERER VORSCHRIFTEN FÜR DIE NACH DEM INTERNATIONALEN ÜBEREINKOMMEN² ÜBER DEN EISENBAHNFRACHTVERKEHR VOM 23. OKTOBER 1924 VON DER BEFÖRDERUNG AUSGESCHLOSSENEN ODER NUR BEDINGUNGSWEISE ZUGELASSENEN GEGENSTÄNDE IM WECHSELSEITIGEN VERKEHR ZWISCHEN DEN EISENBAHNEN DER BEIDEN STAATEN. WIEN, AM 31. MAI UND 'S-GRAVENHAGE, AM 26. JUNI 1931.

N^o 2922. — UITWISSELING¹ VAN NOTA'S TUSSCHEN OOSTENRIJK EN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN, HOUDENDE MILDERE BEPALINGEN VOOR HET VERVOER IN ONDERLING VERKEER VAN DE VOORWERPEN, DIE VOLGENS DE INTERNATIONALE OVEREENKOMST² OMTRENT HET GOEDERENVERVOER PER SPOORWEG VAN 23 OCTOBER 1924 VAN HET VERVOER ZIJN UITGESLOTEN, OF DAARTOE SLECHT VOORWAARDELIJK TOEGELATEN ZIJN WEENEN, 31 MEI 1931 EN 'S-GRAVENHAGE, 26 JUNI 1931.

Textes officiels allemand et néerlandais communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 mars 1932.

German and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 23, 1932.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

I.

BUNDESMINISTERIUM
FÜR HANDEL UND VERKEHR.
Zl. 39.-913-20/1931.

(Anlage 1 zum I.Ue.G.-Leichtere Beförderungsvorschriften für den Verkehr zwischen den Niederlanden und Österreich.)

Unter Bezugnahme auf das Schreiben des Herrn Reichsverkehrsministers vom 15. Mai 1931, E.I.15 Nr. 3822, beehre ich mich, Eurer Exzellenz ergebenst mitzuteilen, dass ich mit den auf

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

¹ Came into force August 1, 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

der Konferenz in Berlin vom 5.-9. Mai 1. J. von unseren beiderseitigen Vertretern in Gemeinschaft mit Vertretern Deutschlands, der Tschechoslowakei, Ungarns, Jugoslawiens, Rumäniens, Italiens, Schwedens, und Dänemarks vereinbarten „leichteren Vorschriften für die nach dem I.Ue.G. von der Beförderung ausgeschlossenen oder nur bedingungsweise zugelassenen Gegenstände“ im wechselseitigen Verkehr zwischen den Eisenbahnen der Niederlande und Österreichs einverstanden bin. Falls Euerer Exzellenz der Vereinbarung,¹ deren Wortlaut in dem, dem oben genannten Schreiben des Herrn deutschen Reichsverkehrsministers beigelegten Schriftstücke niedergelegt ist, gleichfalls zustimmen sollten, bitte ich um eine sehr gefällige entsprechende Mitteilung, würde die Vereinbarung mit Wirksamkeit vom 1. Juli d. J. als abgeschlossen ansehen, sobald mir diese Mitteilung Euerer Exzellenz zukommt und die österr. Bundesbahnen anweisen, wegen Durchführung der neuen Vorschriften in den Tarifen das Erforderliche zu veranlassen.

Sollten Euerer Exzellenz jedoch Wert darauf legen, den Abschluss der Vereinbarung nach der bisherigen Übung durch Austausch der mit unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen Stücke des Wortlautes der Vereinbarung zu bewirken, so bitte ich, mir die erforderlichen Stücke mit der Unterschrift Euerer Exzellenz versehen zuzusenden zu wollen, worauf ich die mit meiner Unterschrift versehenen Stücke, soweit sie nicht zum Verbleiben in meinem Ministerium bestimmt sind, zurücksenden würde.

Ich behre mich weiters, mein Einverständnis mit der auf der Konferenz in Berlin von den Konferenzteilnehmern gefassten Entschliessung, dass die zur Zeit giltige, den gleichen Gegenstand betreffende Vereinbarung für den Wechselverkehr mit 30. Juni 1931 ausser Kraft tritt, Euerer Exzellenz zur geneigten Kenntnis zu bringen, sowie zu erklären, dass die neue Vereinbarung solange gelten soll, als sie nicht vom Königlich niederländischen Ministerium der Waterstaat oder vom österreichischen Bundesministerium für Handel und Verkehr mit zweimonatiger Frist, die vom Tage des Datums des Kündigungsschreibens ab läuft, gekündigt wird.

Sollte sich eine an mich gerichtete Mitteilung Euerer Exzellenz darüber, dass Euerer Exzellenz mit den in Berlin gefassten Beschlüssen einverstanden und demzufolge bereit sind, auf der Basis dieser Beschlüsse für den Verkehr mit Österreich leichtere Beförderungsvorschriften für gefährliche Gegenstände zu vereinbaren, mit diesem meinem Schreiben kreuzen, so glaube ich mit der Zustimmung Euerer Exzellenz zu handeln, wenn ich die bezügliche Vereinbarung als abgeschlossen ansehen würde, ohne dass es einer formellen Antwort Euerer Exzellenz auf diese meine Note oder meiner Antwort auf die Note Euerer Exzellenz bedürfte.

Ich wende mich im gleichen Gegenstande gleichzeitig an das Reichsverkehrsministerium in Berlin, das Königlich dänische Ministerium für öffentliche Arbeiten in Kopenhagen, das Königlich ungarische Handelsministerium in Budapest, das Königlich italienische Verkehrsministerium in Rom, das Königlich norwegische Departement für öffentliche Arbeiten in Oslo, das Königlich rumänische Verkehrsministerium in Bukarest, das Königlich schwedische Kommunikationsdepartement in Stockholm, das Eisenbahnministerium der Tschechoslowakischen Republik in Prag und das Verkehrsministerium des Königreichs Jugoslawien in Belgrad.

Ich benütze diesen Anlass, Euerer Exzellenz meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu versichern.

WIEN, am 31. Mai 1931.

Der Bundesminister,

(S.) E. HEINE.

An

Seine Excellenz den Herrn Niederländischen
Minister der Waterstaat
Den Haag

¹ Le Gouvernement des Pays-Bas a jugé superflu de communiquer au Secrétariat le texte de l'Accord, étant donné qu'il est rédigé sur les bases de l'accord similaire conclu entre les Pays-Bas et l'Allemagne, enregistré par le Secrétariat sous le N° 2778 et publié dans le volume CXX, page 413 de ce recueil. Voir aussi pages 235 et 347 de ce volume.

¹ The Netherlands Government did not deem it necessary to communicate to the Secretariat the text of the Agreement, considering that it is drafted on the basis of a similar Agreement concluded between The Netherlands and Germany, registered with the Secretariat under No. 2778 and published in Vol. CXX, page 413, of this Series. See also pages 235 and 347 of this Volume.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

II.

MINISTERIE VAN WATERSTAAT.

LA. A. AFDEELING VERVOEREN MIJNWEZEN.

'S-GRAVENGAGE, 26 Juni 1931.

Bericht op schrijven van 31 Mei 1931, Zl 39.913-20/1931 en op telegram van 8/6 1931.

Betreffende overeenkomst mildere bepalingen voor het vervoer per spoorweg van gevaarlijke stoffen.

Met verwijzing naar nevenvermeld schrijven deel ik Uwer Excellentie mede, dat ik mij vereenig met Haar voorstel om de ontwerp-overeenkomst, houdende mildere bepalingen voor het vervoer per spoorweg van gevaarlijke stoffen, zooals deze was gevoegd bij den brief van den Rijksverkeersminister te Berlijn dd. 15 Mei j. l., ook voor het wederzijdsch verkeer tusschen Nederland en Oostenrijk in te voeren.

Op uitwisseling van wederzijds geteekende exemplaren van de overeenkomst wordt ook door mij geen prijs gesteld.

Bij opzegging zal een termijn van twee maanden in acht genomen worden, loopend van de dagteekening van het bericht der kennisgeving.

In aansluiting aan de verklaring, welke de Nederlandsche afgevaardigden op de conferentie te Berlijn hebben afgelegd (blz. 6 van het proces-verbaal), moge ik Uwer Excellentie verzoeken te bevorderen, dat de spoorwegadministratiën bij U te lande het volgende bekendmaken :

« In den Nederlanden dürfen bis auf weiteres Dynamit und dynamitähnliche Sprengstoffe (*Sprengmittel der 2 Gruppe unter e*) nur befördert werden :

a) von den Grenzübergängen Herzogenrath Grenze und Richterich Grenze
Kerkrade Rolduc Grenze und Simpelveld Grenze

nach den niederländischen Bergbauwerken,

b) von und nach der Station Echt der Niederländischen Eisenbahnen nach und von den unter a) genannten Grenzübergängen.

Damit die Eisenbahnverwaltungen genügende Zeit für Veröffentlichung haben, wäre die Vereinbarung mit Wirkung ab 1 August 1931 in Kraft zu setzen ».

Om die spoorwegadministratiën voldoende tijd voor afkondiging te geven, verdient het verder aanbeveling de overeenkomst op 1 Augustus 1931 te doen ingaan.

Het spoorwegverkeer tusschen Nederland en Polen is van zoo geringe beteekenis, dat deelneming aan de bijzondere conferentie te Weenen niet noodig schijnt. Indien Uwe Excellentie mij de resultaten daarvan mededeelt, kan nader onderzocht worden, of eene bijzondere regeling mogelijk en wenschelijk is.

De Minister van Waterstaat,

P. J. REYMER.

Aan den Bondsminister voor
Handel en Verkeer
Weenen I.

Afschrift van dit schrijven zenden aan :

den Reichsverkehrsminister, Berlin W 8, Wilhelmstrasse 80 ;
das Königlich Dänische Ministerium für Öffentliche Arbeiten, Kopenhagen ;
Het Italiaansche Verkeersministerie, Rome ;
das Königlich Norwegische Departement für Öffentliche Arbeiten, Oslo ;
das Königlich Rumänische Verkehrsministerium, Bukarest ;
das Königlich Schwedische Kommunikations-Departement, Stockholm ;
das Eisenbahnministerium der Tschechoslowakischen Republik, Prag ;
das Verkehrsministerium des Königreichs Jugoslawien, Belgrad ;
das Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung, Bern.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

N^o 2922. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD FIXANT DES DISPOSITIONS MOINS RIGOUREUSES POUR LE TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER ENTRE LES DEUX PAYS D'OBJETS QUI, CONFORMÉMENT A LA CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER DU 23 OCTOBRE 1924, SONT EXCLUS DU TRANSPORT OU N'Y SONT ADMIS QUE SOUS CERTAINES CONDITIONS. VIENNE, LE 31 MAI, ET LA HAYE, LE 26 JUIN 1931.

No. 2922. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE AUSTRIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT PROVIDING FOR LESS STRICT PROVISIONS FOR THE TRANSPORT BY RAILWAY BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF GOODS WHICH, IN ACCORDANCE WITH THE INTERNATIONAL CONVENTION CONCERNING THE TRAFFIC OF GOODS BY RAIL OF OCTOBER 23, 1924, ARE EXCLUDED FROM THE TRAFFIC OR ARE ONLY ADMITTED SUBJECT TO CERTAIN CONDITIONS. VIENNA, MAY 31, AND THE HAGUE, JUNE 26, 1931.

I.

I.

MINISTÈRE FÉDÉRAL
DU
COMMERCE ET DES TRANSPORTS.
Zl. 39.913-20/1931.

FEDERAL MINISTRY
FOR
TRADE AND COMMUNICATIONS.
Zl. 39.913-20 / 1931.

(Annexe I à la Convention internationale sur le transport des marchandises. Dispositions moins rigoureuses pour les transports entre les Pays-Bas et l'Autriche.)

(Annex I to the International Convention on the transport of goods. Less strict provisions for the transport of goods between The Netherlands and Austria.)

En me référant à la lettre de M. le Ministre des Transports du Reich, en date du 15 mai 1931,

With reference to letter E.I.15, No. 3822 of May 15, 1931, from the German Minister of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

E. I. 15, N° 3822, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que j'approuve l'application dans les relations ferroviaires entre les Pays-Bas et l'Autriche « des dispositions moins rigoureuses concernant les objets qui, aux termes de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer, sont exclus du transport ou ne sont admis au transport que sous certaines conditions », dispositions dont nos délégués respectifs sont convenus à la Conférence tenue à Berlin du 5 au 9 mai de cette année, de concert avec les représentants de l'Allemagne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie, de la Yougoslavie, de la Roumanie, de l'Italie, de la Suède et du Danemark. Au cas où Votre Excellence approuverait également l'accord dont le texte est contenu dans le document joint à la lettre susmentionnée de M. le Ministre des Transports du Reich allemand, je la prierais de bien vouloir m'adresser une communication à ce sujet. Je considérerai l'accord comme conclu et comme portant effet à dater du 1^{er} juillet de cette année dès que cette communication de Votre Excellence me sera parvenue et j'aviserai les Chemins de fer fédéraux autrichiens de prendre toutes dispositions utiles en vue de donner effet aux nouvelles dispositions dans les tarifs.

Au cas, toutefois, où Votre Excellence désirerait que, conformément à l'usage antérieur, l'accord soit conclu par l'échange de documents reproduisant le texte de l'accord et revêtus de nos signatures respectives, je la prierais de bien vouloir me faire tenir les exemplaires nécessaires portant la signature de Votre Excellence et je renverrai ensuite ceux des exemplaires signés par moi qui ne sont pas destinés à être déposés aux archives de mon Ministère.

En outre, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que j'approuve la résolution prise à la Conférence de Berlin par les délégués à la Conférence et selon laquelle l'accord relatif aux communications réciproques, qui est actuellement en vigueur et a trait au même objet, cessera d'être applicable à dater du 30 juin 1931 et je déclare que le nouvel accord devra rester en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par le Ministère royal néerlandais des Eaux ou le Ministère fédéral autrichien du Commerce et des Transports, moyennant un préavis de deux mois dont le point de départ sera la date de la lettre de dénonciation.

Au cas où ma lettre se croiserait avec une communication de Votre Excellence m'informant qu'elle approuve les décisions intervenues à Berlin et qu'elle est, en conséquence, disposée

Transport, I have the honour to inform Your Excellency that I agree to the application, in traffic between the railways of the Netherlands and Austria, of the "less strict provisions for the transport of goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail, are excluded from the traffic or are only admitted subject to certain conditions", which provisions were agreed upon by our respective representatives, together with the representatives of Germany, Czechoslovakia, Hungary, Yugoslavia, Roumania, Italy, Sweden and Denmark, at a Conference held at Berlin from May 5 to 9 of this year. Should Your Excellency also approve the agreement, the text of which is contained in the enclosures of the above-mentioned note from the German Minister of Transport, I should be much obliged for a notification to that effect. I shall regard the agreement as having been concluded and as coming into force as from July 1st of this year as soon as I have received such notification from Your Excellency, and I shall instruct the Austrian Federal Railway to arrange to give effect to the new provisions in their tariffs.

Should, however, Your Excellency attach importance to the conclusion of the agreement in accordance with the former practice, by an exchange of documents reproducing the text of the agreement and containing our respective signatures, I would request you to send me the necessary documents signed by Your Excellency. I will then sign and return the copies not intended to be placed in the archives of my Ministry.

I have also the honour to inform Your Excellency that I approve the resolution adopted at the Berlin Conference by the delegates to that Conference to the effect that the existing agreement regarding reciprocal communications, which relates to the same subject, shall cease to have effect as from June 30, 1931, and I hereby declare that the new agreement shall remain in force until it is denounced by the Royal Netherlands Ministry of Waterways or the Austrian Federal Ministry for Trade and Communications at two months' notice as from the date of the letter of denunciation.

Should my letter have crossed a communication from Your Excellency informing me that you approve the decisions reached in Berlin and are consequently prepared to agree,

à convenir, sur la base de ces décisions, pour les relations avec l'Autriche, de dispositions moins rigoureuses concernant le transport d'objets dangereux, je crois agir avec l'approbation de Votre Excellence si je considère l'accord en question comme conclu sans qu'il soit nécessaire que Votre Excellence réponde formellement à la présente note ou que je réponde à la note de Votre Excellence.

J'adresse en même temps au sujet de la même question, une communication au Ministère des Transports du Reich à Berlin, au Ministère royal danois des Travaux publics à Copenhague, au Ministère royal hongrois du Commerce à Budapest, au Ministère royal italien des Transports à Rome, au Département royal norvégien des Travaux publics à Oslo, au Ministère royal roumain des Transports à Bucarest, au Département royal suédois des Communications à Stockholm, au Ministère des Chemins de fer de la République tchécoslovaque à Prague et au Ministère des Communications du Royaume de Yougoslavie à Belgrade.

Veuillez agréer, Excellence, etc.

VIENNE, le 31 mai 1931.

Le Ministre fédéral,
(Signé) E. HEINE.

Son Excellence
Monsieur le Ministre néerlandais
des Eaux,
La Haye.

II.

MINISTÈRE DES EAUX.

LA HAYE, le 25 juin 1931.

Réponse à la lettre du 31 mai
1931, Zl. 39.913-20/1931
et au télégramme du 8 juin
1931.

Objet : Dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer des matières dangereuses.

En me référant à la lettre mentionnée ci-contre, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que j'approuve sa proposition tendant à rendre applicable, dans les relations réciproques

on the basis of those decisions, to less strict transport conditions for dangerous substances in traffic with Austria, I think I shall be acting with Your Excellency's approval if I regard the agreement in question as having been concluded without the necessity for a formal reply from Your Excellency to the present note or of a reply from myself to Your Excellency's note.

I am communicating on the same subject to the German Transport Ministry, in Berlin, the Royal Danish Ministry of Public Works, Copenhagen, the Royal Hungarian Ministry of Trade, Budapest, the Royal Italian Ministry of Communications, Rome, the Royal Norwegian Department of Public Works, Oslo, the Royal Roumanian Ministry of Communications, Bucharest, the Royal Swedish Department of Communications, Stockholm, the Ministry of Railways of the Czechoslovak Republic, Prague, and the Ministry of Communications of the Kingdom of Yugoslavia, Belgrade.

I have the honour, etc.

VIENNA, May 31, 1931.

(Signed) E. HEINE.
Federal Minister.

To His Excellency,
The Netherlands Minister
of Waterways,
The Hague.

II.

MINISTRY OF WATERWAYS.

THE HAGUE, June 26, 1931.

Reply to the letter of May 31,
1931, Zl. 39.913-20/1931
and to the telegram of
June 8, 1931.

Subject : Less strict provisions for the transport by rail of dangerous substances.

With reference to the letter mentioned above, I have the honour to inform your Excellency that I agree with your proposal to apply to the traffic between the Netherlands and Austria

entre les Pays-Bas et l'Autriche également, le projet d'accord établissant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer des matières dangereuses, qui était joint à la lettre de M. le Ministre des Transports du Reich à Berlin en date du 15 mai de cette année.

Je n'insiste pas non plus sur l'échange d'exemplaires de l'accord portant nos signatures respectives.

La dénonciation s'effectuera moyennant un préavis de deux mois dont le point de départ sera la date de la lettre de dénonciation.

Comme suite à la déclaration que les délégués néerlandais ont formulée à la Conférence de Berlin (page 6 du procès-verbal), je prie Votre Excellence de bien vouloir prendre toutes dispositions utiles afin que les administrations des chemins de fer de son pays publient l'avis suivant :

« Aux Pays-Bas, la dynamite et les explosifs analogues à la dynamite (explosifs du deuxième groupe, sous *e*) ne pourront, jusqu'à nouvel ordre, être expédiés que :

a) Des points de passage de frontière Herzogenrath frontière et Richterich Kerkrade Rolduc frontière et Simpelveld frontière à destination des mines néerlandaises ;

b) De et à la station d'Echt des Chemins de fer néerlandais, à destination des points de passage de frontière mentionnés sous a) et au départ de ces derniers. »

Pour que les administrations ferroviaires aient suffisamment de temps pour procéder à la publication, la Convention devrait être mise en vigueur à partir du premier août 1931.

Le trafic ferroviaire entre les Pays-Bas et la Pologne est si faible qu'il ne semble pas opportun de participer à la Conférence spéciale qui se tiendra à Vienne. Si Votre Excellence veut bien me communiquer les résultats de cette conférence, on pourra examiner de plus près s'il est possible et désirable d'établir une réglementation particulière.

Le Ministre du « Waterstaat » :

P. J. REYMER.

Monsieur

le Ministre fédéral
du Commerce et des Transports,
Vienne I.

the draft agreement establishing less strict provisions for the transport by rail of dangerous substances which was enclosed with the Note of May 15 of this year from the German Minister of Transport at Berlin.

I do not attach importance to the exchange of copies of the agreement signed by both Parties.

The agreement may be denounced at two months' notice as from the date of the letter of denunciation.

In pursuance of the declaration made by the Netherlands delegates at the Berlin Conference (page 6 of the Minutes), I should be obliged if your Excellency would arrange for the railway administrations in your country to issue the following notice :

“ In the Netherlands, dynamite and similar explosives (explosives of group 2 *e*) may, until further notice, be transported only :

(a) From the frontier crossing-points Herzogenrath Grenze and Richterich Kerkrade Rolduc Grenze and Simpelveld Grenze to the Netherlands mines ;

(b) From and to Echt station on the Netherlands railways to and from the frontier crossing-points mentioned in (a). ”

In order to allow the railway administrations time to publish the notice, the agreement should be put into force as from August 1, 1931.

Railway traffic between the Netherlands and Poland is of such small importance that it would appear unnecessary to take part in the special conference at Vienna. If your Excellency will be good enough to inform me of the results of that Conference, the question whether special regulations are possible and desirable can be considered further.

Minister of « Waterstaat ».

P. J. REYMER.

To the Federal Minister
of Trade and Communications,
Vienna I.

Adresser copie de la présente lettre aux destinataires suivants :

Le Ministre des Transports du Reich, Berlin W. 8, Wilhelmstrasse 80 ;
Le Ministre royal danois des Travaux publics à Copenhague ;
Le Ministère royal italien des Transports à Rome ;
Le Département royal norvégien des Travaux publics à Oslo ;
Le Ministère royal roumain des Transports à Bucarest ;
Le Département royal suédois des Communications à Stockholm ;
Le Ministère des Chemins de fer de la République tchécoslovaque à Prague ;
Le Ministère des Communications du Royaume de Yougoslavie à Belgrade ;
L'Office central des Transports internationaux par chemin de fer à Berne.

Copy of this note to be sent to the following :

The German Minister of Transport, Berlin W. 8, Wilhelmstrasse, 80.
The Royal Danish Ministry of Public Works, Copenhagen.
The Royal Italian Ministry of Communications, Rome.
The Royal Norwegian Department of Public Works, Oslo.
The Royal Roumanian Ministry of Communications, Bucharest.
The Royal Swedish Department of Communications, Stockholm.
The Ministry of Railways of the Czechoslovak Republic, Prague.
The Ministry of Communications of the Kingdom of Yugoslavia, Belgrade.
The Central Office for International Railway Transport, Berne.

N° 2923.

ITALIE ET PAYS-BAS

Accord fixant des dispositions moins rigoureuses que les prescriptions de la Convention internationale du 23 octobre 1924 relatives au trafic international des objets exclus du transport ou admis sous certaines conditions, signé à La Haye, le 6 juillet, et à Rome, le 5 septembre 1931, et échange de notes y relatif, Rome, les 1^{er} juin et 5 septembre 1931, et La Haye, le 1^{er} juillet 1931.

ITALY AND THE NETHERLANDS

Agreement establishing less strict Provisions for the Regulations contained in the International Convention of October 23, 1924, regarding the International Traffic of Goods excluded from the Traffic or admitted subject to certain Conditions, signed at The Hague, July 6, and at Rome, September 5, 1931, and Exchange of Notes relating thereto, Rome, June 1st and September 5, 1931, and The Hague, July 1st, 1931.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2923. — ACCORDO¹ FRA L'ITALIA E L'OLANDA DI PRESCRIZIONI MENO ONEROSE DI QUELLE STABILITE DALLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE DEL 23 OTTOBRE 1924 RELATIVE AL TRAFFICO INTERNAZIONALE DEGLI OGGETTI ESCLUSI DAL TRASPORTO OD AMMESSI SOTTO DETERMINATE CONDIZIONI. FIRMATA A L'AIA, IL 6 LUGLIO 1931 E A ROMA, IL 5 SETTEMBRE 1931.

*Textes officiels italien, néerlandais et français communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 mars 1932.*

In base all'art. 4 § 2 della Convenzione Internazionale², relativa al traffico ferroviario de 23 ottobre 1924, sono state convenute, con decorrenza dal 1° luglio 1931, le seguenti deroghe alle prescrizioni del nuovo allegato I alla detta Convenzione in vigore dal 1° luglio 1931.

Nell'osservazione *preliminare* dell'allegato I :

1. Nella cifra marginale 1 la frase « questa denominazione deve essere sottolineata in rosso » viene sostituita con la seguente : Questa denominazione deve essere sottolineata in rosso per quanto riguarda le materie delle classi I c, IV, V e, VI.

2. Alla fine della cifra marginale 3 si aggiungono le frasi seguenti :

Se è ammesso l'imballaggio oppure il carico comune può per tali spedizioni essere ammessa una lettera di vettura comune. Nella lettera di vettura comune gli oggetti ammessi condizionatamente al trasporto devono essere iscritti in particolare e designati nella maniera prescritta nel traffico internazionale.

3. Nella cifra marginale 5 le parole « conforme ai modelli N° 1 a 10 » vengono sostituite con conforme ai modelli N° 1, 1 a, 2, 2 a, 2 b, 3, 4 a 10.

4. Nella cifra marginale 6 le parole « conformi ai modelli N° 1 a 5, 9 e 10, vengono sostituite con : conforme ai modelli N° 1, 1 a, 2, 2 a, 3, 4, 5, 9 e 10.

5. Alla fine della cifra marginale 6 si aggiunge : Per le spedizioni a carro può tralasciarsi l'applicazione ai singoli colli delle etichette del modello N° 4, 5, 9 e 10.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 2923. — OVEREENKOMST¹ TUSSCHEN NEDERLAND EN ITALIE, HOUDENDE MILDERE BEPALINGEN VOOR HET VERVOER IN ONDERLING VERKEER VAN DE VOORWERPEN, DIE VOLGENS DE INTERNATIONALE OVEREENKOMST OMTRENT HET GOEDERENVERVOER PER SPOORWEG VAN 23 OCTOBER 1924 VAN HET VERVOER ZIJN UITGESLOTEN, OF DAARTOE SLECHTS VOORWAARDELIJK TOEGELATEN ZIJN. GETEEKEND TE'S-GRAVENHAGE DEN 6 JULI 1931 EN TE ROME DEN 5 SEPIEMBER 1931.

Italian, Dutch and French official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place March 23, 1932.

Op grond van artikel 4, § 2 van de Internationale Overeenkomst² van 23 October 1924 betreffende het goederenvervoer per spoorweg is overeengekomen, dat in het rechtstreeksch verkeer tusschen de Spoorwegen de volgende afwijkende bepalingen van de voorwaarden van de op 1 Juli 1931 ingevoerd wordende nieuwe Bijlage I van deze Overeenkomst met ingang van 1 Augustus 1931 van kracht zullen zijn :

In de *Inleidende opmerking* tot Bijlage I worden

1. in randgetal I de woorden „Deze benamingen moeten rood onderstreept worden” vervangen door :

„Deze benamingen moeten bij de voorwerpen van de Klassen I c, IV, V, VI rood onderstreept worden.”

2. Aan het slot van randgetal 3 de volgende zinnen toegevoegd :

„Indien de samenpakking of de samenlading toegestaan is, kan voor zulke zendingen een gemeenschappelijke vrachtbrief worden opgemaakt. In den gemeenschappelijken vrachtbrief moeten de voorwaardelijk ten vervoer toegelaten voorwerpen afzonderlijk worden opgegeven en zoodanig aangeduid worden, als in rechtstreeksch verkeer tusschen de spoorwegen is voorgeschreven.”

3. In randgetal 5 de woorden „volgens model 1 tot 10” vervangen door :

„Volgens model 1, 1 a), 2, 2 a), 2 b), 3, 4 tot 10.”

4. In randgetal 6 de woorden „volgens model 1 tot 5, 9 en 10” vervangen door :

„volgens model 1, 1 a), 2, 2 a), 3, 4, 5, 9 en 10.”

5. Aan het slot van randgetal 6 toegevoegd de woorden :

„Bij wagenladingen kan van het aanbrengen van de etiketten volgens model 4, 5, 9 en 10 op de colli zelf worden afgezien.”

¹ Came into force August 1st, 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

In luogo delle prescrizioni per le classi I a ed I b cifre marginali 8 a 44 — valgono le seguenti disposizioni :

CLASSE I.

MATERIE SOGGETTE AD ESPLOSIONE.

I a. *Esplosivi da mina e da tiro*¹.

Sono ammessi al trasporto soltanto gli esplosivi appresso indicati :

A. ESPLOSIVI DA MINA².

I° GRUPPO³.

Esplosivi che possono essere trasportati in piccole partite.

a) *Esplosivi a base di nitrato di ammonio e cioè :*

Esplosivi al nitrato di ammonio non gelatinosi ed esplosivi al nitrato di ammonio gelatinosi (gelatinizzati per mezzo di dinitrocloridrina o di dinitroglicol), alla condizione che essi, tenuti per 48 ore alla temperatura di 75° Celsius, non sviluppino ossidi di azoto e che non siano più pericolosi prima e dopo l'immagazzinaggio all'urto, allo sfregamento o al contatto con la fiamma dello esplosivo di paragone così composto : 80 % di nitrato di ammonio, 12 % di trinitrotoluolo, 4 % di farina di legno e 4 % di nitroglicerina, alla condizione che, secondo le prescrizioni del paese mittente, essi possono essere spediti alle condizioni meno rigorose valevoli per gli esplosivi.

Il fabbricante deve costantemente assicurarsi con ripetute prove della regolare composizione dell'esplosivo ed accertarsi altresì che l'esplosivo stesso non è più pericoloso dell'esplosivo di paragone.

Senza pregiudizio di tale responsabilità del fabbricante, l'Autorità competente di sorveglianza dello Stato di partenza ha facoltà di verificare in qualsiasi tempo l'adempienza delle citate disposizioni e, se del caso, proibire il trasporto dell'esplosivo.

¹ A senso del presente accordo non sono da comprendere fra gli esplosivi le sostanze che non si prestano per il tiro e per provocare esplosioni, le quali non possono detonare al contatto di una fiamma e che non sono più sensibili del denitrobenzolo all'urto od allo sfregamento.

Per quanto concerne la spedizione di una di queste sostanze, se lo speditore nella lettera di vettura certifica che essa non si presta per il tiro o per provocare delle esplosioni, che essa non può detonare al contatto di una fiamma e che non è più sensibile del dinitrobenzolo all'urto od allo sfregamento, tale sostanza non viene considerata come sottoposta alle condizioni prescritte per le materie della classe Ia.

² Sino a nuovo avviso può negli esplosivi da mina la nitroglicerina essere sostituita in tutto od in parte dal dinitroglicol o dalla dinitrocloridrina o da un miscuglio : nitrato di glicerina e sorbite, o da un miscuglio : nitrato di glicol o cloridrina e sorbite, o da un miscuglio : nitrato di glicerina, sorbite, glicol cloridrina ; negli ultimi tre casi con una aggiunta di difenilamina.

³ Questa divisione in gruppi non influisce per niente sui modi di tassazione previsti dalle tariffe.

In de plaats van de voorschriften voor klassen I a en I b (randgetal 8 tot 44) gelden de volgende bepalingen :

KLASSE I.

ONTPLOFBARE GOEDEREN.

I a) *Ontploffingsmiddelen (spring- en schietmiddelen)* ¹

Ten vervoer worden slechts de hierna genoemde ontploffingsmiddelen toegelaten :

A. SPRINGMIDDELEN.²

I^e GROEP.

Springmiddelen, die als stukgoed vervoerd mogen worden ³.

a) *Ammoniumnitraatspringmiddelen*, en wel :

niet gegelatineerde ammoniumnitraatspringmiddelen en gegelatineerde ammoniumnitraatspringmiddelen (door dinitrochlorhydrine of dinitroglycol gegelatineerd), voor zoover zij gedurende 48 uren aan een temperatuur van 75° C blootgesteld, geen stikstofoxyde afscheiden, en vóór of na deze beproeving bij stoot, wrijving of ontsteking niet gevaarlijker zijn dan een springmiddel, van de volgende samenstelling : 80 pct. ammoniumnitraat, 12 pct. trinitrotoluol, 4 pct. houtmeel en 4 pct. nitroglycerine,

onder voorwaarde, dat zij overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending volgens de mildste voor springmiddelen geldende voorwaarden mogen worden vervoerd.

De vervaardiger moet voortdurend, door herhaald uitgevoerde proefnemingen, de voorgeschreven hoedanigheid van het springmiddel nagaan en zich daarbij tevens overtuigen dat dit niet gevaarlijker is dan het springmiddel, waarmee het vergeleken moet worden. Onverminderd de verantwoordelijkheid van den vervaardiger hiervoor, kan door het met het toezicht belaste gezag van het land van afzending te allen tijde worden onderzocht of aan die eischen voldaan is en, zoo noodig, het vervoer van het springmiddel worden verboden.

¹ Stoffen, die niet geschikt zijn om ontploffingen te weeg te brengen of niet geschikt zijn voor schietdoeleinden, of die door aanraking met een vlam niet tot ontploffing kunnen worden gebracht en voor stoot en wrijving niet gevoeliger zijn dan dinitrobenzol, behooren niet tot de springmiddelen in den zin van deze overeenkomst.

Wordt bij het ten vervoer aanbieden van een dezer stoffen door den afzender in den vrachtbrief verklaard, dat zij niet geschikt is voor schietdoeleinden of om ontploffingen te weeg te brengen, dat de aanraking met een vlam haar niet tot ontploffing kan brengen en dat zij voor stooten en wrijven niet gevoeliger is dan dinitrobenzol, dan wordt geacht dat zij niet onderworpen is aan de vervoersvoorwaarden van klasse I a.

² Tot nader order mag in de springmiddelen het nitroglycerine geheel of gedeeltelijk vervangen zijn door nitroglycol of dinitrichlorhydrine of door een genitreerd mengsel van glycerine en sorbiet of door een genitreerd mengsel van glycol of chloorhydrine en sorbiet of door een genitreerd mengsel van glycerine, sorbiet, glycol of chloorhydrine, in de laatste drie gevallen met toevoeging van diphenylamine.

³ Door deze groepsindeeling wordt geen inbreuk gemaakt op de in de betreffende tarieven voorkomende bepalingen voor de vrachtberekening.

b) *Nitrocomposti organici e cioè :*

1. *Trinitrotoluolo, Esanitrodifenilammina ed Acido picrico.*

2. In quantità singole non superiori a gr. 500 e per un peso netto totale di kg. 5 corrispondente ad un peso lordo di kg. 15 :

quei *composti nitrati*, che non sono più pericolosi dell'acido picrico, *come preparati per scopi scientifici o farmaceutici.*

c) *Nitrocellulosa (Fulmicotone, cotone colloidio) e cioè :*

α) Nitrocellulosa, *non compressa*, contenente 75 parti in peso di nitrocellulosa secca e 25 parti in peso almeno di acqua o alcool (alcool etilico, propilico, butilico, amilico) oppure un miscuglio in parti uguali di questi alcoli e canfora, inoltre nitrocellulosa non compressa con un contenuto di azoto fino al 12 % nella proporzione di 75 parti in peso di nitrocellulosa secca e 25 parti in peso almeno di xilolo.

β) Nitrocellulosa, *compressa*, contenente almeno 15 % di acqua (85 parti di sostanza secca e 15 parti di acqua).

La nitrocellulosa deve soddisfare alle seguenti condizioni di stabilità :

La nitrocellulosa, riscaldata per 2 ore ad una temperatura di 132° centigradi, non deve svolgere più di 3 cm³ di ossido di azoto per un grammo di nitrocellulosa ; la temperatura di detonazione deve essere superiore a 180° centigradi.

d) *Esplosivi analoghi alla polvere nera*¹ della seguente composizione :

— miscuglio di 70 a 75 % di nitrato di sodio, di cui fino al 20 % della quantità totale dell'esplosivo può essere sostituito da nitrato di potassio, 9 ad 11 % di zolfo e 10 a 15 % di carbone sotto la condizione che, secondo le prescrizioni del paese speditore, essi possono essere spediti alle condizioni meno rigorose valevoli per gli esplosivi.

2° GRUPPO².

Esplosivi che sono ammessi al trasporto soltanto a carro.

a) *Nitrocomposti organici* sempre che essi, tenuti per 48 ore a 75° C., non alterino il proprio peso e che non siano più pericolosi all'urto, allo sfregamento ed all'accensione.

α) *se insolubili in acqua* : della tetranitrometilammina³ ;

β) *se solubili in acqua* : della trinitroresorcina.

b) *Esplosivi a base di clorati e di perclorati* (miscele di clorati e perclorati alcalini od alcalino-terrosi con composti ricchi di carbonio come carbone, idrocarburi, resine, oli, idrocarburi aromatici nitrati, farine vegetali, sali inorganici e simili) sempre che, in base alle disposizioni del paese mittente essi siano ammessi al trasporto per ferrovia. *Le miscele di clorati* non devono contenere sali

¹ Nel traffico con l'Italia, l'Olanda e la Norvegia, *gli esplosivi analoghi alla polvere nera* sono spediti, in piccole partite, in quantità sino a 100 Kg. ; se si tratta di quantità maggiori questi esplosivi non sono accettati nel traffico con questi Stati che per spedizioni a carro e cioè alle condizioni degli esplosivi del 2° gruppo.

² Questa divisione in gruppi non influisce per niente sui modi di tassazione previsti dalle tariffe

³ La tetranitrometilammina può essere trasportata in piccole partite sino a 200 Kg. imballata in casse contenenti al massimo 25 Kg. di esplosivo ciascuna.

b) *Organische nitroverbindingen en wel*

1. *Trinitrotoluol,*
Hexanitrodiphenylamine en
Pikrinezuur ;

2. in hoeveelheden van ten hoogste 500 g elk en te zamen 5 kg netto-gewicht, overeenkomende met een brutogewicht van ongeveer 15 kg. :

zoodanige *nitroverbindingen*, niet gevaarlijker zijnde dan pikrinezuur, welke *bestemd zijn voor wetenschappelijke of pharmaceutische doeleinden.*

c) *Nitrocellulose* (schietkatoen, collodiumwol), en wel :

α) *Nitrocellulose, niet geperst*, in een verhouding van 75 gewichtsdeelen droge nitrocellulose op ten minste 25 gewichtsdeelen water of alcohol (aethyl-, propyl-, butyl- of amyralcohol) of een mengsel, bestaande uit gelijke deelen van deze alcoholen en kamfer, verder nitrocellulose, niet geperst, met een stikstofgehalte van ten hoogste 12 pct., in een verhouding van 75 gewichtsdeelen droge nitrocellulose op ten minste 25 gewichtsdeelen xylol.

β) *Nitrocellulose, geperst*, met ten minste 15 pct. watergehalte (85 deelen droge stof en 15 deelen water).

De nitrocellulose moet ten aanzien van de stabiliteit aan de volgende voorwaarden voldoen :

De afscheiding van stikstofoxyde bij een verhitting gedurende 2 uren in een temperatuur van 132 °C mag per gram nitrocellulose ten hoogste 3 cm³ bedragen ; de ontploffingstemperatuur moet boven 180 °C liggen.

d) *Met buskruit overeenkomende springmiddelen*¹ van de volgende samenstelling :

Mengsel van 70 tot 75 pct. natronsalpeter, waarvan ten hoogste 20 pct. van de gezamenlijke hoeveelheid der springstof door kalisalpeter vervangen mag zijn, 9 tot 11 pct. zwavel en 10 tot 15 pct. kool, onder de voorwaarde, dat zij overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending, volgens de mildste voor springmiddelen geldende voorwaarden mogen worden vervoerd.

2e GROEP².

Springmiddelen, welke slechts als wagenlading mogen worden vervoerd.

a) *Organische nitroverbindingen*, voor zoover zij, gedurende 48 uren aan een temperatuur van 75 °C blootgesteld, geen gewichtsverandering ondergaan en onder den invloed van stoot, wrijving of ontsteking niet gevaarlijker zijn

α) *wat de in water onoplosbare verbindingen betreft* — dan tetranitromethylaniline³.

β) *wat de in water oplosbare verbindingen betreft* — dan trinitroresorcine.

b) *Chloraat- en Perchloraatspringmiddelen* (mengsels van chloraten of perchloraten van alkalimetalen of van aardalkalimetalen met koolstofrijke verbindingen, zooals kool, koolwaterstoffen harsen, oliën, genitreeerde aromatische koolwaterstoffen, plantenmeel, anorganische zouten en soortgelijke), onder voorwaarde, dat ze volgens de voorschriften van het land van afzending ten

¹ In het verkeer met Italië, Nederland en Noorwegen worden met buskruit overeenkomende springmiddelen slechts bij hoeveelheden van ten hoogste 100 kg als stukgoed vervoerd ; bij grootere hoeveelheden worden deze springmiddelen in verkeer met die Staten slechts als wagenlading en wel onder de voorwaarden voor de springmiddelen van de 2de groep ten vervoer aangenomen.

² Door deze groepsindeeling wordt geen inbreuk gemaakt op de in de betrekkelijke tarieven voorekomende bepalingen voor de vrachtberekening.

³ Tetranitromethylaniline mag in hoeveelheden van ten hoogste 200 kg in kisten van ten hoogste 25 kg inhoud als stukgoed worden vervoerd.

ammoniacali ; all'urto, allo sfregamento od all'accensione non devono essere più pericolosi di un esplosivo al clorato della seguente composizione : 80 % di clorato di potassio, 10 % di dinitrotoluolo 5 % di trinitrotoluolo, 4 % di olio di ricino ed 1 % di farina di legno.

Il fabbricante deve costantemente assicurarsi con ripetute prove della regolare composizione dell'esplosivo ed accertarsi altresì che esso non sia più pericoloso di quello di paragone.

c) *Pentaeritritetranitrato* (nitropentaeritrite) finamente cristallizzato ed umettato uniformemente con 30 % di acqua ; inoltre *Pentaeritritetranitrato* (nitropentaeritrite) finamente cristallizzato con il 10 % di *cera minerale*.

d) *Polvere nera* (polvere esplosiva) (miscela di nitrato di potassio, zolfo e carbone) in polvere, in granelli, o pressata qualora essa all'urto, allo sfregamento ed all'accensione non sia più pericolosa della polvere da caccia più fina della seguente composizione : 75 % di nitrato di potassio, 10 % di zolfo e 15 % di carbone di frangola sempre che, secondo le prescrizioni del paese mittente, esse siano ammesse al trasporto per ferrovia.

e) *Dinamite ed esplosivi analoghi alla dinamite* sempre che, in base alle prescrizioni del paese mittente, siano ammessi al trasporto per ferrovia.

Essi non devono essere più pericolosi della gelatina esplosiva con 93 % di nitroglicerina.

B. ESPLOSIVI DA TIRO.

1° GRUPPO ¹.

Esplosivi da tiro che sono ammessi al trasporto in piccole partite e cioè :

Polvere a debole fumo alla nitrocellulosa gelatinizzata e polvere alla nitrocellulosa contenente nitroglicerina a condizione che esse, secondo le prescrizioni del paese mittente, possano essere spedite alle condizioni meno rigorose valevoli per questi esplosivi.

2° GRUPPO ¹.

Esplosivi da tiro che sono ammessi al trasporto soltanto a carro e cioè:

a) *Polveri a debole fumo alla nitrocellulosa gelatinizzata che non rispondono alle condizioni previste per il gruppo 1° ;*

b) *Polveri a debole fumo alla nitrocellulosa non gelatinizzata (cosidetta polvere di miscela) ;*

c) *Polvere nera (pressata ed in granuli) e simili polveri atte al tiro.*

Le polveri da tiro indicate sub a) e b) devono avere la stabilità che, secondo le prescrizioni del paese mittente, è richiesta per le polveri da tiro del 1° gruppo.

CONDIZIONI DI TRASPORTO PER GLI ESPLOSIVI NOMINATI SOTTO I a, A E B.

A. IMBALLAGGIO.

Per l'imballaggio valgono le norme del paese mittente.

Ogni collo contenente *esplosivi da mina o da tiro del 1° gruppo* deve portare un'etichetta conforme al modello N° 1, ogni collo contenente *esplosivi da mina o da tiro del 2° gruppo* una etichetta del modello N° 1 a.

¹ Questa divisione in gruppi non influisce per niente sui modi di tassazione previsti dalle tariffe.

vervoer per spoorweg zijn toegelaten. *Chloraatmengsels* mogen geen ammonium-zouten bevatten. Onder den invloed van stoot, wrijving of ontsteking mogen de springmiddelen niet gevaarlijker zijn dan een chloraatspringmiddel van de volgende samenstelling : 80 pct. kaliumchloraat en 10 pct. dinitrotoluol, 5 pct. trinitrotoluol, 4 pct. ricinusolie en 1 pct. houtmeel.

De vervaardiger moet voortdurend, door herhaald uitgevoerde proefnemingen, de voorgeschreven hoedanigheid van het springmiddel nagaan en zich daarbij tevens overtuigen, dat dit niet gevaarlijker is dan het springmiddel, waarmede het vergeleken moet worden.

c) *Pentaerythriettetraanitraat* (Nitropentaerythriet) in fijn gekristalliseerden toestand en met 30 pct. water gelijkmatig doortrokken ; bovendien *Pentaerythriettetraanitraat* (nitropentaerythriet), in fijn gekristalliseerden toestand, met 10 pct. *Montanwas*.

d) *Buskruit* (mijnkruit), mengsels van kali-salpeter, zwavel en kool, gekorrelt, geperst of in poedervorm voor zoover zij onder den invloed van stoot, wrijving of ontsteking niet gevaarlijker zijn dan fijn jachtkruit van de volgende samenstelling : 75 pct. kalisalpeter, 10 pct. zwavel en 15 pct. houtskool, onder voorwaarde, dat ze volgens de voorschriften van het land van afzending ten vervoer per spoorweg zijn toegelaten.

e) *Dynamiet en dynamietachtige springmiddelen*, onder voorwaarde, dat zij volgens de voorschriften van het land van afzending ten vervoer per spoorweg zijn toegelaten.

Zij mogen niet gevaarlijker zijn dan springgelatine met 93 pct. nitroglycerine.

B. SCHIETMIDDELEN.

1e GROEP.¹

Schietmiddelen, die als stukgoed vervoerd mogen worden, en wel:

Rookzwak gegelatineerd schietkatoenkruit en nitroglycerynekruit, onder voorwaarde, dat zij overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending, volgens de mildste voor schietmiddelen geldende voorwaarden mogen worden vervoerd.

2e GROEP.¹

Schietmiddelen, welke slechts als wagenlading mogen worden vervoerd, en wel :

a) *rookzwak, gegelatineerd schietkatoenkruit, dat niet voldoet aan de eischen, gesteld voor het kruit van de 1e groep ;*

b) *rookzwak, niet gegelatineerd schietkatoenkruit (z.g.n. mengkruit) ;*

c) *buskruit (geperst en gekorrelt) en soortgelijke voor schietdoeleinden geschikt kruit*

De schietmiddelen, onder a) en b) bedoeld, moeten dezelfde stabiliteit hebben, welke volgens de voorschriften van het land van afzending voor de schietmiddelen van de 1e groep gesteld wordt.

VERVOERSVOORWAARDEN VOOR DE ONDER I a, A en B GENOEMDE SPRINGMIDDELEN.

A. VERPAKKING.

Voor de verpakking gelden de voorschriften van het land van afzending.

Ieder collo met *spring- of schietmiddelen van de 1e Groep* moet met een etiket, volgens model n^o. 1, ieder collo met *spring- of schietmiddelen van de 2e Groep* met een etiket volgens model n^o. 1a voorzien zijn.

¹ Door deze groepsindeeling wordt geen inbreuk gemaakt op de in de betrekkelijke tarieven voorkomende bepalingen voor de vrachtberekening.

B. TRASPORTO E CONSEGNA.

(1) Non possono essere consegnati a grande velocità :

Esplosivi da mina e da tiro del 2° gruppo.

A grande velocità in piccole partite non possono essere spediti nemmeno *gli altri esplosivi della classe I a.*

Fanno eccezione :

1. *Gli esplosivi al nitrato di ammonio [I a A. I. gruppo a)].*

2. *Il trinitrotoluolo [I a A. I. gruppo b)].*

3. *Gli esplosivi da tiro del 1° gruppo [I a B. 1° gruppo].*

(2) *Per gli esplosivi da mina e da tiro del 2° gruppo* *devesi osservare quanto appresso :*

a) *Questi prodotti non possono essere spediti a stazioni e su linee dove non è consentito il loro trasporto ;*

b) *L'accettazione può essere limitata a determinati giorni e treni qualora le spedizioni non si effettuino con treni speciali ;*

c) *Ogni spedizione deve essere preavvisata e consegnata alla gestione di partenza secondo le prescrizioni del paese mittente.*

C. LETTERE DI VETTURA, CERTIFICATI.

(1) L'indicazione della merce deve essere circondata :

a) *una volta in rosso per gli esplosivi da mina e da tiro del 1° gruppo ;*

b) *due volte in rosso per gli esplosivi da mina e da tiro del 2° gruppo.*

(2) *Per gli esplosivi da mina e da tiro del 1° gruppo* *deve essere certificato nella lettera di vettura da un chimico, riconosciuto dalle Superiori Autorità competenti, o dall'Autorità dei Monopoli di Stato che l'esplosivo, in relazione alle materie che lo compongono ed alle norme in vigore presso il Paese mittente, appartiene al 1° gruppo e che è stato sottoposto ad esame.*

Inoltre per tutte le spedizioni il mittente dovrà dichiarare nella lettera di vettura che l'imballaggio dell'esplosivo è conforme alle prescrizioni in vigore presso il paese mittente.

Nel caso di trasporto successivo di spedizioni parziali da parte di altri mittenti che non siano le fabbriche di produzione, si potrà prescindere dalla dichiarazione prescritta al primo capoverso del presente punto (2) qualora il mittente dichiari nella lettera di vettura che i colli traggono origine da una fornitura già sottoposta ad esame e certificata, e che l'imballaggio originale non è stato affatto modificato. A richiesta, ciò dovrà essere dimostrato in modo autentico.

Sono inoltre necessari tutti quei certificati che siano richiesti dalle speciali prescrizioni legali vigenti presso gli Stati contraenti sul cui territorio i trasporti devono essere istradati.

(3) *Per gli esplosivi da mina e da tiro del 2° gruppo* *devesi osservare quanto appresso :*

a) *Le lettere di vettura devono contenere, oltre alle marche ed ai numeri, il quantitativo e la specie dei recipienti, nonchè il peso lordo di ogni singolo recipiente ;*

b) *Nelle lettera di vettura deve essere certificato dal mittente che la natura e l'imballaggio delle sostanze esplosive corrispondono alle prescrizioni del paese di partenza. Inoltre ogni spedizione di cartucce di dinamite deve essere accompagnata da un certificato di origine legalizzato, rilasciato dal fabbricante, nonchè da un certificato di un chimico, autorizzato dall'Autorità competente, o dall'Autorità per i Monopoli attestante la regolarità della composizione e dello imballaggio ;*

B. AANBIEDING EN VERVOER.

(1) Als ijsgoed mogen niet ten vervoer worden aangeboden : *spring- en schietmiddelen der 2e groep*.

Als ijstukgoed mogen ook de andere springmiddelen van Klasse I a niet ten vervoer worden aangeboden.

Uitgezonderd hiervan zijn :

1. Ammoniumnitraatspringmiddelen (I a, A, 1e groep a),
2. Trinitrotouol (I a, A, 1e groep b),
3. Schietmiddelen der 1e groep (I a, B, 1e groep).

(2) Voor de *spring- en schietmiddelen der 2e groep* moet nog het volgende in acht worden genomen :

- a) Deze stoffen mogen niet naar stations en lijnen ten vervoer worden aangeboden, waarheen het vervoer verboden is.
- b) De aanneming ten vervoer kan, indien de zending niet met extra-treinen wordt vervoerd, tot bepaalde dagen en treinen worden beperkt.
- c) Iedere zending moet overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending bij het station van vertrek worden aangegeven en ten vervoer worden aangeboden.

C. VRACHTBRIEVEN, VERKLARINGEN.

(1) De inhoudsopgave moet

- a) bij de *spring- en schietmiddelen van de 1e groep* eenmaal rood worden omlijnd ;
- b) bij de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep* tweemaal rood worden omlijnd.

(2) Bij de *spring- en schietmiddelen der 1e groep* moet door een door de bevoegde autoriteiten erkenden scheikundige of door de autoriteiten van een gemonopoliseerd bedrijf op den vrachtbrief worden verklaard, dat het springmiddel op grond van de bepalingen van het land van afzending, volgens de samenstelling tot de 1e groep behoort en onderzocht is.

Bij alle zendingen moet bovendien op den vrachtbrief door den afzender worden verklaard, dat de verpakking van het springmiddel in overeenstemming is met de voorschriften van het land van afzending.

Bij het verder vervoer van een deel der oorspronkelijke zending door een anderen afzender dan de fabriek, waar de stoffen zijn vervaardigd, kan de in de eerste alinea van dit punt (2) voorgeschreven verklaring achterwege blijven, indien de afzender in den vrachtbrief verklaart, dat de colli afkomstig zijn van eene zending, welke onderzocht is en vergezeld is geweest van eene verklaring van een scheikundige en dat de oorspronkelijke verpakking op geenerlei wijze is veranderd. Desverlangd moet een en ander op geloofwaardige wijze worden aangetoond.

Of en welke verdere verklaringen voor de zendingen bovendien vereischt worden, is bepaald in de betreffende wettelijke voorschriften van de tot deze Overeenkomst toegetreden Staten, over wier gebied het vervoer zal plaats hebben.

(3) Voor de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep* moet het volgende in acht worden genomen.

- a) Op de vrachtbrieven moeten behalve [merken en nummers, aantal en soort der pakmiddelen ook het brutogewicht van ieder pakmiddel afzonderlijk worden aangegeven.
- b) Op den vrachtbrief moet door den afzender worden verklaard, dat de samenstelling en de verpakking van de springmiddelen in overeenstemming zijn met de voorschriften van het land van afzending. Bovendien moet bij elke zending *dynamietpatronen* worden gevoegd eene door den vervaardiger opgemaakte en gelegaliseerde verklaring van herkomst, alsmede de verklaring van een door de betrokken autoriteiten erkenden scheikundige of van de autoriteiten van een gemonopoliseerd bedrijf omtrent de voorgeschreven samenstelling en verpakking.

c) Sono inoltre necessari tutti quei certificati che siano richiesti dalle speciali prescrizioni legali vigenti presso gli Stati contraenti sul cui territorio i trasporti devono essere istradati.

D. MEZZI DI TRASPORTO.

- (1) *Gli esplosivi di qualsiasi natura* devono essere trasportati in carri coperti.
- (2) *Per gli esplosivi da mina e da tiro del 2° gruppo* vale quanto segue :
- a) Possono essere utilizzati soltanto carri con organi di repulsione e di trazione a molla, con copertura solida e sicura, con pareti prive di fessure, aventi porte a buona chiusura e, possibilmente, sprovvisti di freno ;
- b) Non possono essere utilizzati carri nel cui interno sporgono chiodi, viti, dadi, bulloni ;
- c) Le porte e le finestre dei carri devono chiudere perfettamente ed essere tenute chiuse ;
- d) Possono adoperarsi solo carri dalla cui visita periodica sia trascorso più di un mese, dalla cui ultima lubrificazione siano trascorsi meno di due mesi o che non sono destinati alla visita entro il termine di un mese dal carico ;
- e) Le spedizioni devono essere trasportate dalla stazione mittente a quella di destinazione nello stesso carro, e potranno essere trasbordate durante il percorso soltanto in caso di assoluta necessità ;
- f) I carri carichi devono portare nella parte superiore, sulla parete anteriore e posteriore oppure lungo le pareti laterali in maniera ben visibile delle banderuole rettangolari nere con una « P » in bianco.

E. CARICO ED ALTRE PRESCRIZIONI.

(1) *Gli esplosivi (I a)* non possono essere caricati nello stesso carro insieme con i pezzi di *artificio per segnali* (Classe I b, 3), con gli *inneschi detonanti* (Classe I b, 5 A), con gli *inneschi detonanti istantanei* (Classe I b, 5 C) e con le munizioni nominate *nella classe I b, 12*.

Gli esplosivi da mina e da tiro del 2° gruppo non possono essere caricati nello stesso carro insieme con i liquidi combustibili (Classe III a) del gruppo A I.

(2) Per il carico ed il maneggio *degli esplosivi da mina e da tiro del 2° gruppo* deve inoltre osservarsi quanto segue :

- a) I colli devono essere stivati nei carri ferroviari solidamente in modo da garantirli contro ogni sfregamento, scosse, urti, riversamenti e cadute dagli strati superiori. In modo speciale osservarsi che i fusti (barili) non possono essere caricati in piedi (col fondo all'insù) ma devono invece essere caricati orizzontalmente parallelamente alla lunghezza del carro ed assicurati, contro qualsiasi movimento di rotolamento, a mezzo di cunei di legno ricoperti di stuoia ;
- b) Spetta al mittente la fornitura degli speciali attrezzi di carico e dei segnali di avvertimento (coperte, banderuole e simili) ; questi vengono poi riconsegnati al destinatario assieme alla merce ;
- c) Nei riguardi delle misure precauzionali che si debbono osservare nelle stazioni e durante il viaggio, e per quanto concerne la determinazione dei treni e l'ubicazione dei carri carichi di esplosivi nei treni stessi, il preavviso alle stazioni intermedie ed alle Amministrazioni interessate al trasporto, l'avviso alla stazione di destinazione e la consegna delle spedizioni, si applicano i regolamenti interni valevoli per le stazioni o per le linee rispettive.

c) Of en welke verdere verklaringen voor de zendingen bovendien vereischt worden, is bepaald in de betreffende wettelijke voorschriften van de tot deze Overeenkomst toetredende Staten, over wier gebied het vervoer zal plaats hebben.

D. MIDDELEN VAN VERVOER.

- (1) Voor het vervoer van *alle springmiddelen* moeten gesloten goederenwagens worden gebezigd.
 (2) Voor de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep* geldt het volgende :

a) slechts wagens met veerende stoot- en trekrichtingen, een vast, stevig dak volkomen dichte wanden en goed sluitende deuren, zoo mogelijk zonder reminrichting, mogen worden gebezigd ;

b) wagens, waarin ijzeren draadnagels, schroeven, moeren of dergelijke uitsteken, mogen niet worden gebruikt ;

c) de deuren en vensters van de wagens moeten goed sluiten en gesloten worden gehouden ;

d) slechts wagens mogen worden gebezigd, waarvan het laatste periodieke onderzoek meer dan een maand geleden en waarvan het laatste smeren minder dan twee maanden geleden heeft plaats gehad, of die niet binnen een maand na het laden ter revisie moeten worden opgezonden ;

e) de zendingen moeten van het station van afzending tot het station van bestemming in denzelfden wagen worden vervoerd en mogen onderweg slechts bij uiterste noodzakelijkheid worden overgeladen ;

f) de beladen wagens moeten boven aan de voor- en de achterzijde of aan de beide, zijwanden duidelijk zichtbare zwarte vierhoekige vlaggen dragen, voorzien van een witte letter „P”.

E. LADEN EN OVERIGE VOORSCHRIFTEN.

- (1) Springmiddelen (I a) mogen niet met

Seinvuurwerk (Klasse I b, cijfer 3)

en met *ontstekingsmiddelen met brisant vermogen* (Klasse I b, cijfer 5 A)

en met *Vuurkoord* (Klasse I b, cijfer 5 C)

en met de in *Klasse I b, cijfer 12, genoemde munitie* ;

de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep*

ook niet met *brandbare vloeistoffen* (Klasse IIIa) Gevaargroep

Al te zamen in denzelfden wagen worden geladen.

- (2) Bij het laden en de behandeling van de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep* moet nog het volgende in acht worden genomen :

a) de pakmiddelen moeten in de spoorwegwagens zoo stevig liggen, dat zij tegen schuren, schudden, stooten, omkantelen en vallen uit hooger liggende lagen zijn gevrijwaard. Tonnen mogen vooral niet rechtop worden gezet ; zij moeten zoo mogelijk evenwijdig met de zijwanden van den wagen worden gelegd, en door houten stopblokken, welke met haren kleeden zijn bedekt, tegen elke rollende beweging worden beschermd ;

b) de bijzondere ladingsbenoedigheden en de waarschuwingsteekenen (dekkleeden, vlaggen, enz.) moeten door den afzender worden verstrekt en met de goederen aan den geadresseerde worden afgeleverd ;

c) ten opzichte van de veiligheidsmaatregelen op de stations en gedurende den rit, van de aanwijzing der treinen en het plaatsen van de met ontploffingsmiddelen beladen wagens in de treinen, van de mededeeling aan de tusschenstations en aan de spoorweg-administratiën, welke bij het vervoer betrokken zijn, van de aankomst op het station van bestemming en de aflevering der zendingen, zijn de voor het betrokken station of de betrokken lijn geldige binnenlandsche voorschriften van toepassing.

I b. MUNIZIONI.

Sono ammesse al trasporto solo le seguenti munizioni :

1. *Le micce non innescate :*

a) *micce a combustione rapida* (micce composte di un tubo spesso a grande sezione trasversale con anima di polvere nera, oppure con anima costituita da filamenti di fulmicotone nitrato).

Per quanto riguarda le micce a combustione lenta vedasi la classe I c, 1°) ;

b) *cordoni detonanti* (tubi metallici a pareti sottili, di piccola sezione trasversale, con anima riempita di una materia esplosiva che non sia più pericolosa dell'acido picrico puro, oppure cordoni tessuti di piccola sezione con anima riempita di una materia esplosiva che non sia più pericolosa del tetranitrato di pentaeritrite-nitropentaeritrite).

Per quanto riguarda le micce detonanti istantanee vedasi 5° C.

2. *Gli inneschi non detonanti* (inneschi che non producono effetti dirompenti nè per l'azione di capsule esplosive, nè con altri mezzi) :

a) *capsule per armi da fuoco e per munizioni ;*

b) *bossoli vuoti e cartucce vuote, con capsula, per armi da fuoco ;*

c) *stoppini, stoppini a vite, ed altri inneschi analoghi* contenenti una piccola carica di polvere nera, azionati per sfregamento, per percussione od elettricamente ;

Gli inneschi non detonanti per granate a mano (anche provvisti di manico), *le capsule di polvere per granate a mano munite di manico per esercitazioni o per altre munizioni ;* in ambedue i casi se rispondenti alle norme in vigore presso il paese di partenza ;

d) *spolette di proiettili senza inneschi od altri dispositivi atti a provocare effetti dirompenti, inneschi per spolette di proiettili e simili.*

3. *I pezzi di artificio per segnali* specialmente *i grossi colpi di cannone* contenenti al massimo 200 grammi di polvere nera in grani o 70 grammi di polvere a debole fumo ed *i petardi per ferrovia* a condizione che essi siano conformi alle prescrizioni del paese mittente.

Per quanto riguarda i piccoli colpi di cannone, contenenti al massimo 75 grammi di polvere in grani, utilizzati per i pezzi di artificio, vedasi I c, 3° b).

4. *Cartucce per armi da fuoco portatili :*

a) *cartucce cariche con bossolo metallico.* I proiettili devono essere adattati ai bossoli in modo che non possano distaccarsene e non permettano la fuoruscita della carica di polvere ;

b) *cartucce cariche i cui bossoli sono metallici solo in parte.* L'intera carica deve essere contenuta nel fondo metallico della cartuccia ed essere chiusa con un tappo od uno stoppino. Il cartone deve essere abbastanza resistente per non rompersi durante il percorso ;

c) *cartucce di cartone ad accensione centrale, cariche.* Il cartone deve essere abbastanza resistente per non rompersi durante il trasporto ;

d) *cartucce Flobert a palle* (munizioni Flobert) ;

e) *cartucce Flobert a pallini di piombo* (munizioni Flobert) ;

f) *cartucce Flobert senza nè palle nè pallini ;*

5. A. *Gli inneschi detonanti :*

a) *detonatori* (con inneschi a tempo o non) ;

b) *detonatori muniti d'inneschi elettrici* (a tempo o non) ;

c) *detonatori congiunti solidamente ad una miccia di polvere nera ;*

d) *detonatori a tempo e muniti d'innesco* (cartucce di scandaglio per mezzo dell'eco) ;

I b. MUNITIE.

Ten uitvoer worden slechts de hierna genoemde soorten munitie toegelaten :

1. *Vuurkoord zonder ontstekingsmiddel :*

a) *snelbrandend vuurkoord* (vuurkoord, bestaande uit een dikke buis met een hart van buskruit van groote doorsnede of met een hart van schietkatoendraden) ;

(voor langzaam brandend vuurkoord zie Klasse Ic, cijfer 1 c).

b) *detoneerend vuurkoord* (dunwandige metalen buizen van geringe doorsnede met een hart van slagsas, dat niet gevaarlijker is dan zuiver pikrinezuur, of gesponnen snoer van geringe doorsnede met een hart van slagsas, dat niet gevaarlijker is dan pentaerythriettetraantraat (nitropentaerythriet).

(Voor momentvuurkoord zie cijfer 5 C.)

2. *Ontstekingsmiddelen met niet-brisant vermogen* (ontstekingsmiddelen, die niet door slagpijpjes of andere middelen een brisante werking bezitten) :

a) *slaghoedjes voor vuurwapenen en voor munitie ;*

b) *ledige patroon- en kardoeskulfen met ontstekingsinrichtingen voor vuurwapenen ;*

c) *ontstekingspijpjes en -doppen of soortgelijke ontstekingsmiddelen met een kleine vulling buskruit of sas, die door wrijving, slag of electriciteit tot werking worden gebracht. Niet brisante ontstekingsmiddelen voor handgranaten (ook met steel) slaghoedjes met buskruitvulling voor oefeningshandgranaten met steel en voor andere munitie ;*

In beide gevallen, voorzoover zij voldoen aan de voorschriften van het land van afzending ;

d) *buisen voor projectielen, die geen slagpijpjes of andere inrichtingen bevatten, welke een brisante uitwerking kunnen veroorzaken ; slagdoppen voor buizen van projectielen en dergelijke.*

3. *seinvuurwerk, t.w.*

grote moordslagen („Kanonenschläge“) met ten hoogste 200 g gekorrelt zwart buskruit of 70 g rookzwak kruit

en knalsignalen — vroeger ook petarden genoemd — voor stopseinen op de spoorwegen, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

(Voor de kleine moordslagen met ten hoogste 75 g gekorrelt buskruit, bestemd voor vuurwerkdoeleinden, zie klasse I c, cijfer 3 b).

4. *Patronen voor handvuurwapenen.*

a) *Metaal-Patronen, waarvan de huls geheel van metaal vervaardigd is.*

De kogels moeten zoo vast aan de hulzen zijn bevestigd, dat zij niet kunnen loslaten en ook de kruitlading niet kan doorziften.

b) *Patronen, waarvan de hulzen slechts gedeeltelijk uit metaal bestaan.*

De kruitlading moet zich geheel in het onderste gedeelte van de patroon bevinden en door een prop of schijf zijn afgesloten. Het karton moet zoo stevig zijn: dat het tijdens het vervoer niet kan breken.

c) *Patronen met kartonnen huls voor centrale ontsteking.*

Het karton moet zoo stevig zijn, dat het tijdens het vervoer niet kan breken.

d) *Flobertkogelpatronen* (Flobertmunitie).

e) *Floberthagelpatronen* (Flobertmunitie).

f) *Flobertpatronen zonder kogel of hagel.*

5 A. *Ontstekingsmiddelen met brisant vermogen :*

a) *slagpijpjes* (ook met vertraging).

b) *slagpijpjes voor elektrische ontsteking* (ook met vertraging),

c) *slagpijpjes in verbinding met vuurkoord,*

d) *slagpijpjes met vertraging en slaghoedjes* (echolotpatronen),

e) *detonatori collegati con una carica di trasmissione composta di un esplosivo compresso* che non sia più pericoloso della tetranitrometilaniina, così dette cariche di accensione (detonatori) ;

f) *detonatori in spolette di proiettili con o senza carica di trasmissione* ;

g) *inneschi detonanti per granate a mano* (anche munite di manico).

B. *Le capsule per scandaglio* (detonatori, anche con capsule, chiusi in tubi di latta — bombe per scandaglio galleggianti o non).

C. *Le micce detonanti istantanee* (cordoncino tessuto a piccola sezione trasversale con un'anima riempita di una materia esplosiva che non sia più pericolosa della pentaeritrite-tetranitrato) se rispondente alle prescrizioni del paese di partenza.

6. *Munizioni militari varie* non altrimenti nominate (ad esempio : cartucce, proiettili carichi), tutti *senza innesco* se rispondenti alle prescrizioni del paese di partenza.

7. *Granate a mano per fucile, senza innesco* se rispondenti alle prescrizioni del paese di partenza.

8. *Cariche esplosive per proiettili con effetto dirompente, torpedini e mine, inoltre scatole esplodenti e simili, bossoli a base di tetryl* tutti *senza capsule*, se rispondenti alle prescrizioni del paese di partenza.

9. *Mezzi per illuminazione e per segnalazioni.*

Vi appartengono in particolare :

Le cartucce per illuminazione e per segnalazioni

Segnali a granate

Bossoli a traccia di luce

Segnali luminosi a mano

Fuochi per identificare il bersaglio con comparsa di fuoco o di polvere

Cartucce lampo (lampi alla partenza del colpo).

La carica per il lancio e per la illuminazione deve essere così compatta da evitare che la sostanza esploda quando vi si dia fuoco.

10. *Sostanze fumogene* se rispondenti alle prescrizioni del paese di partenza.

11. *Sostanze per produrre la nebbia* se rispondenti alle prescrizioni del paese di partenza.

12. *Le munizioni nominate sub 6 a 8 con detonatori od inneschi assolutamente assicurati*, se queste munizioni rispondono alle prescrizioni del paese di partenza e se sono consegnate per spedizioni a carro.

CONDIZIONI DI TRASPORTO.

A. IMBALLAGGIO.

Per l'imballaggio valgono le prescrizioni del paese di partenza.

Ogni collo contenente *materie delle cifre 3, 5 A e 5 C* deve essere provvisto di una etichetta conforme al modello N° 2 ; ogni collo contenente *materie delle cifre 6, 7, 8 e 9* di una etichetta conforme al modello N° 1 ed ogni collo contenente *materie della cifra 12* di una etichetta conforme al modello N° 2 a.

B. CERTIFICATI-LETTERE DI VETTURA.

(1) L'indicazione della merce deve essere circondata :

a) una volta in nero *per le materie delle cifre 3, 5A e 5C* ;

b) una volta in rosso *per le materie delle cifre 6, 7, 8 e 9* ;

c) due volte in nero *per le materie della cifra 12.*

e) slagpijpjes in verbinding met een inleidingslading uit geperste ontplofbare stof, niet gevaarlijker dan tetranitromethylaniline, zoogenaamde inleidingsladingen (detonatoren),

f) slagpijpjes in buizen voor projectielen, al dan niet met een inleidingslading,

g) ontstekingsmiddelen met brisant vermogen voor handgranaten (ook met steel).

B. *Werplooden* (slagpijpjes ook met slaghoedjes opgesloten in blikwerk „Freilote” of „lotbommen”).

C. *Slagsnoer* (gesponnen snoeren van geringe doorsnede met een hart van slagsas, gevaarlijker dan pentaerythriettetraanitraat), voor zoover zij voldoen aan de voorschriften van het land van afzending.

6. *Militaire munitie* niet elders genoemd (b. v. patronen, gevulde projectielen) alle *zonder* het ontstekingsmiddel, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

7. *Hand- en geweergrenaten* zonder het ontstekingsmiddel, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

8. *Brisante springladingen voor projectielen, torpedo's en mijnen, verder springbussen en dergelijke, hulzen met tetryllading, alle zonder slagpijpe*, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

9. *Verlichtings- en seinpatronen.*

Hiertoe behooren in het bijzonder :

Verlichtings- en seinpatronen,
Granaatseinen,
Hulzen voor lichtspoorpatronen,
Handseinlichten,
Doelvuur met vuur- en stofverschijnselen,
Bliksemlichtpatronen

De drijf- of lightsas moet zoo stevig zijn samengeperst, dat de voorwerpen bij het verbranden niet meer ontploffen.

10. *Rookmakers*, voor zoover zij aan de bepalingen van het land van afzending voldoen.

11. *Nevelwekkers*, voor zoover zij aan de bepalingen van het land van afzending voldoen.

12. *De onder de cijfers 6 tot 8 genoemde munitie met betrouwbaar beveiligde slagpijpjes of ontstekers*, voor zoover deze munitie aan de bepalingen van het land van afzending voldoet en als wagenlading ten uitvoer wordt aangeboden.

VERVOERSVOORWAARDEN.

A. VERPAKKING.

Voor de verpakking gelden de voorschriften van het land van afzending.

Ieder collo met *voorwerpen van de cijfers 3, 5 A en 5 C* moet met een etiket volgens Model 2, ieder collo met *voorwerpen van de cijfers 6, 7, 8, en 9* moet met een etiket volgens Model 1 en ieder collo met *voorwerpen van cijfer 12* moet met een etiket volgens Model 2 a voorzien zijn.

B. VERKLARINGEN. VRACHTBRIEVEN.

(1) De inhoudsopgave moet

a) *bij de voorwerpen van de cijfers 3, 5 A en 5 C* eenmaal zwart ;

b) *bij de voorwerpen van de cijfers 6, 7, 8 en 9* eenmaal rood ;

c) *bij de voorwerpen van cijfer 12* tweemaal zwart omlijnd worden.

(2) Nelle lettere di vettura per *le munizioni della classe I b.*, fatta eccezione per quelle nominate sub I a), il mittente deve certificare che la natura e l'imballaggio delle munizioni corrispondono alle prescrizioni del paese di partenza.

(3) La dichiarazione sulla natura e sull'imballaggio deve essere confermata *per le munizioni delle cifre 6 a 9 e 12* dalle Autorità competenti o da un chimico o da un perito riconosciuto de esse ; nella lettera di vettura deve essere fatto richiamo a tale dichiarazione.

(4) Sono inoltre necessari tutti quei certificati che siano richiesti dalle speciali prescrizioni legali vigenti presso gli Stati contraenti sul cui territorio i trasporti devono essere instradati.

C. MEZZI DI TRASPORTO.

(1) Per il trasporto delle *munizioni di ogni genere* devono essere adoperati carri coperti.

(2) *Per le munizioni della cifra 12* valgono inoltre le prescrizioni della classe I a sotto D (Mezzi di trasporto) alinea (2).

D. CARICO.

(1) *I pezzi di artificio per segnali* (cifra 3), *gli inneschi detonanti* (cifra 5 A), *le micce detonanti istantanee* (cifra 5 C) e *le munizioni nominate nella cifra 12* non possono essere caricate nello stesso carro insieme con : *gli esplosivi* (I a), *con le munizioni delle cifre 6, 7, 8 e 9* e neppure con *i liquidi combustibili* (Classe III a) del gruppo A 1.

(2) *Per le munizioni della cifra 12* valgono inoltre le prescrizioni della classe I a sotto E (Carico ed altre prescrizioni) alinea (2).

E. MODO DI TRASPORTO.

Non è ammesso il trasporto a grande velocità *delle munizioni delle cifre 3, 5 A, 5 C, 6, 7, 8, 9 e 12.*

Nelle prescrizioni per la *classe I c* (*Mezzi di accensione, pezzi di artificio ecc.*).

(1) Le cifre 3 a) e 3 b) dell'introduzione — cifra marginale 48 — prendono il seguente tenore :

3. *I pezzi di artificio :*

a) *Bombe e fuochi da mortaio*, cioè dei pezzi di artificio lanciati a mezzo del mortaio (1) del peso massimo di 9 Kg. compresa la carica propulsiva (peso lordo 12 Kg.),

Bombe incendiarie, razzi, candele romane, fontane, ruote e pezzi di artificio similari con cariche che non possono superare il peso di 500 grammi per pezzo,

b) *Piccoli colpi di cannoni o mortaretti di carta* consistenti in un cartoccio attorcigliato di spago e spalmato di colla contenente al massimo 75 grammi di polvere in grani oppure 25 grammi di carica esplosiva (polvere di alluminio e perclorato di potassio senza zolfo) ed inoltre *i colpi di fucile* [petardi (1)] costituiti da un cartoccio di forma cilindrica, chiuso alle due estremità, con al massimo 20 grammi di polvere granulare, entrambi provvisti di miccia, la cui anima alla estremità esteriore deve essere coperta, ed altri pezzi simili destinati a produrre una forte detonazione.

Per quanto concerne i grandi colpi di cannone (fuochi di artificio per segnali) vedasi classe I b 3°.

(Le note in basso dell'Allegato I alla C. I. M. rimangono inalterate.)

2. Nelle condizioni di trasporto Capitolo A (*Imballaggio*) all'alinea (1) — cifra marginale 49 — l'ultima frase « *per gli oggetti nominati sotto 2°* » e coperchi delle casse debbono essere fissati a mezzo di viti » deve essere soppresso.

(2) In de vrachtbrieven voor de *munitiën van Klasse I b*) met uitzondering van die onder cijfer I a), moet door den afzender worden verklaard, dat de samenstelling en de verpakking dier voorwerpen voldoen aan de voorschriften van het land van afzending.

(3) De verklaring omtrent de samenstelling en de verpakking moet voor de *munitiën van de cijfers 6 tot 9 en 12* door het bevoegde gezag of door een door hem erkenden scheikundige of deskundige worden bevestigd; in den vrachtbrief moet naar deze verklaring worden verwezen.

(4) Of en welke verdere verklaringen voor de zendingen bovendien vereischt worden, is bepaald in de betrekkelijke wettelijke voorschriften van de tot deze Overeenkomst toegetreden Staten, over wier gebied het vervoer zal plaats hebben.

C. VERVOERSMIDDELEN.

(1) Voor het vervoer van alle *munitiën* moeten gesloten wagens worden gebezigd.

(2) Voor de *munitiën van cijfer 12* gelden bovendien de voorschriften van Klasse I a) onder Hoofdstuk D (vervoermiddelen) lid (2).

D. LADEN.

(1) *Seinvuurwerk* (cijfer 3), *ontstekingsmiddelen met brisant vermogen* (cijfer 5 A);

Slagsnoer (cijfer 5 C) en de in cijfer 12 genoemde *munitiën* mogen niet met *ontploffbare stoffen* (I a), met *munitiën van de cijfers 6, 7, 8 en 9* of *brandbare vloeistoffen* (Klasse III a), *gevaargroep A* 1 te zamen in denzelfden wagen worden geladen.

(2) Voor de *munitiën van cijfer 12* gelden bovendien de voorschriften van Klasse I a onder hoofdstuk E (Laden en overige voorschriften) lid (2).

E. VERVOER.

Het vervoer als ijlgoed van de *voorwerpen van de cijfers 3, 5 A, 5 C, 6, 7, 8, 9 en 12* is verboden.

In de voorschriften voor de *Klasse I c* (*ontstekingsmiddelen, vuurwerk en dergelijke*) wordt

1. het cijfer 3 a) en b) van de inleidingsbepalingen [randgetal 48] gelezen als volgt:

„3. *Vuurwerk.*

a) *Bommen en vuurpotten*, uit mortieren te schieten¹ met een gewicht van ten hoogste 9 kg, daaronder begrepen de voortdrijvingslading (bruto-gewicht 12 kg);

Branders, vuurpeilen, Romeinsche kaarsen, fonteinen, wielen enz. met vullingen van ten hoogste 500 gram per stuk.

b) *Kleine Moordslagen* („*Kanonenschläge*” of „*Papierböller*”), bestaande uit een met touw omwoelde en gelijmde papieren huls, welke ten hoogste 75 g gekorrelde buskruit of 25 g slagsas (aluminiumpoeder en kaliumperchloraat zonder zwavel) bevat, alsook *petarden*¹ („*Gewehrschläge*”), bestaande uit een cilindervormige, aan beide einden gesloten papieren huls, welke ten hoogste 20 g gekorrelde buskruit bevat, beide voorzien van een lont waarvan het hart aan het buitenste einde opgesloten is, en *soortgelijke voorwerpen, welke dienen tot het voortbrengen van een harden knal.*”

Voor grotere moordslagen (seinvuurwerk) zie Klasse I b) cijfer 3 (De noten aan den voet van Bijlage I ÜG ondergaan geen verandering).

2. Onder de vervoersvoorwaarden Hoofdstuk A (verpakking) in lid 1 [randgetal 49] de laatste zin „*Bij de voorwerpen van cijfer 2* zijn de deksels van de kist met schroeven te bevestigen” doorgehaald.

3. Nello stesso capitolo dell'alinea (2) *k*) — cifra marginale 63 — aggiungere in fine :

Nelle bombe aventi un peso lordo superiore a 5 Kg., la carica di lancio deve essere protetta da un tubo di cartone ricoprente la parte inferiore della bomba. L'imballaggio deve essere fatto in casse riempiendo accuratamente gli spazi vuoti con farina di legno o materie simili.

4. L'alinea (4) dello stesso capitolo — cifra marginale 66 — deve essere soppresso.

5. Il principio della 2ª frase dell'alinea (5) dello stesso capitolo cifra marginale 67 — avrà il seguente tenore :

Il peso totale della materia esplosiva (carica di lancio, carica di scoppio e carica di illuminazione) non deve oltrepassare i 20 Kg. per *le materie indicate sotto 1º e*), 36 Kg. per *i pezzi di artificio propriamente detti nominati sotto 3º a*), 25 Kg. per i piccoli pezzi ecccome prima.

6. L'alinea (6) dello stesso capitolo — cifra marginale 68 — va sostituito come segue :

(6) Ogni collo contenente *delle sostanze nominate sotto 2º a*), 2º *b*) β), 2º *c*), 2º *f*) e 3º deve portare un'etichetta conforme al modello N° 2 *b*.

7. Nel capitolo B (*Altre prescrizioni*) l'alinea (4) — cifra marginale 72 — avrà il seguente tenore :

(4) Per quanto concerne *gli articoli nominati sub 1º b*), 1º *d*), 1º *e*), 2º *a*) 2º *b*) β), 2º *c*), 2º *f*) e 3º lo speditore deve dichiarare nelle lettere di vettura che la natura delle merci e l'imballaggio rispondono alle prescrizioni stabilite nella classe I *c* dell'allegato I alla Convenzione Internazionale oppure a quelle di questo accordo.

8. Il capitolo C (*Modo di trasporto*) — cifra marginale 74 — va cancellato.

1. Nelle prescrizioni per la Classe I *d* (*gas compressi, liquefatti o disciolti sotto pressione*) nelle *disposizioni iniziali* — cifra marginale 76 — al numero 7 dopo la parola « *Cloro* » bisogna aggiungere : *acido cloridrico* ed inoltre dopo le parole « *tetrossido di azoto* » quanto segue :

T-gas (miscela di ossido di etilene ed acido carbonico la cui pressione fino a 50° C. non oltrepassa quella del cloro liquefatto).

2. Al numero 8º dopo le parole « *lancia profumo* » bisogna aggiungere :

*Cloruro di vinile, Bromuro di metile*¹.

3. Con riferimento al richiamo¹ del bromuro di metile porre come nota a piè pagina :

(§§) La miscela di bromuro di metile e bromuro di etilene nella proporzione 1 : 1 è ammessa al trasporto senza condizioni.

- Nel capitolo B (*Prove ufficiali dei recipienti*) di questa Classe l'alinea (2) *b*) — cifra marginale 82 — prende il seguente tenore :

b) Per i gas liquefatti nominati sub 5º, 6º, 7º ed 8º :

Acido carbonico	190	Kg/cm ²
Gas d'olio liquefatto	190	»
Protossido d'azoto	180	»
Etilene	225	»
Acido cloridrico	110	»
Etano	95	»
Z-gas.	40	»
Propilene	35	»
Ammoniaca	30	»
Ossicloruro di carbonio (fosgene)	15	»
Cloro, T-gas	22	»
Acido solforoso	12	»
Tetrossido di azoto	22	»

3. In lid (2) *k*) aldaar [randgetal 63] aan het slot toegevoegd :

„Bij bommen met een grooter bruto-gewicht dan 5 kg moet de drijfvlading door een boven het onderste gedeelte van de bom geschoven papieren huls beveiligd zijn. Voor de verpakking moeten kisten worden gebezigd ; tusschenruimten zijn met houtskool of soortgelijke stoffen stevig op te vullen.”

4. Lid (4) aldaar [randgetal 66] doorgehaald.

5. In lid (5) aldaar [randgetal 67] de aanhef van den 2den zin als volgt te lezen :

„Daarbij mag in een pakmiddel het gezamenlijk gewicht van de ontplofbare sas (voortdrijvingslading, uitstootlading en lichtsas) bij de *voorwerpen van cijfer 1e*) 20 kg, bij de *eigenlijke vuurwerken van cijfer 3a*) 36 kg, bij *klein vuurwerk* enz. zooals thans.”

6. Lid (6) aldaar [randgetal 68] door het volgende vervangen :

„(6) Ieder collo met *voorwerpen van de cijfers 2a), 2b), β, 2e), 2f)* en 3 moet met een etiket volgens model *2b* zijn voorzien.”

7. Onder hoofdstuk B (overige voorschriften) lid 4 [randgetal 72] gelezen als volgt :

„4. In de vrachtbrieven moet bij de *voorwerpen van de cijfers 1b), 1d), 1e), 2a), 2b), β, 2e) 2f)* en 3 door den afzender verklaard zijn, dat de hoedanigheid en de verpakking van de zending aan de bepalingen der Klasse *1c* van Bijlage I tot de Internationale Overeenkomst of van deze Overeenkomst.”

8. Hoofdstuk C (*vervoer*) [randgetal 74] doorgehaald.

In de voorschriften voor de *Klasse 1d)* (*samengeperste, vloeibaar gemaakte of onder druk opgeloste gassen*) wordt in de *inleidingsbepalingen* [randgetal 76]

1. bij cijfer 7: achter het woord „chloor” ingelascht : „Chloorwaterstof”, en verder onder hetzelfde cijfer achter het woord „Stikstoftetroxyde” toegevoegd :

„T-gas (mengsel van aethyleenoxyde en koolzuur, waarvan de druk bij 50° C den druk van vloeibaar chloor niet te boven gaat) ;”

2. bij cijfer 8 achter het woord „(Lance-Parfum)” ingelascht :

„Vinylchloride, Broommethyl 1”.

3. Tot het verwijzingsteeken ¹ bij „broommethyl ” als voetnoot opgenomen :

„¹) Het mengsel van broommethyl en aethyleenbromide in de verhouding 1 : 1 worden onvoorwaardelijk vervoerd.”

Onder hoofdstuk B (*officieele beproeving van de houders*) van deze klasse wordt lid (2) *b)* [randgetal 82] gelezen als volgt :

„ *b)* voor de vloeibare gassen onder de cijfers 5, 6, 7 en 8.

„ koolzuur	190 kg/cm ²
„ vloeibaar oliegas	190 „
„ stikstofoxydule	180 „
„ aethyleen	225 „
„ chloorwaterstof	110 „
„ aethaan	95 „
„ Z-gas	40 „
„ propyleen	35 „
„ ammoniak	30 „
„ chloorkooloxyde (phosgeen)	15 „
„ chloor, T-gas	22 „
„ zwaveligzuur	12 „
„ stikstoftetroxyde	22 „

Cloruro di metile	16 kg/cm ²
Etere metilico.	16 »
Metilamina	14 »
Cloruro di etile, bromuro di metile, etilamina	10 »
Ossido di etilene e butadiene	10 »
Cloruro di vinile	11 »

Nel capitolo D (*Riempimento dei recipienti*) si deve nell'alinea (2) — cifra marginale 90 — aggiungere alla fine :

per l'acido cloridrico	1 Kg. di liquido per litri	1,50 ¹	} della capacità del recipiente
» il cloruro di vinile	1 » » » »	1,26	
» il bromuro di metile	1 » » » »	0,70	
» il T - gas	1 » » » »	1,34	

Nel capitolo E (*Altre prescrizioni*) si deve :

1. Nell'alinea (2) — cifra marginale 95 — sopprimere l'ultima frase « I recipienti di acido carbonico, gas d'olio e protossido di azoto caricati *alla rinfusa* devono essere dipinti in bianco ».

2. Nell'alinea (6) — cifra marginale 99 — al terzo capoverso del numero 1° e così pure al numero 6° cambiare la parola « novembre » con : ottobre.

Nelle prescrizioni per la *Classe II (Materie soggette ad infiammazione spontanea)* :

1. Nel capitolo A (*Imballaggio*) si deve aggiungere alla fine dell'alinea (6) — cifra marginale 129 — : L'imballaggio non è necessario se per il trasporto si adoperano carri di ferro muniti di coperchio.

2. Nello stesso capitolo A (*Imballaggio*) si deve sopprimere l'alinea (17) — cifra marginale 140.

3. Nel capitolo B (*Altre prescrizioni*) nell'alinea (2) — cifra marginale 142 — va aggiunta la nuova lettera e) del seguente tenore :

e) α) I fuselli di carta (12°) che dopo essere stati *intrisi* di vernice, di grasso, o d'olio sono stati scaldati e poi raffreddati così a lungo ed in maniera da potersi escludere ogni pericolo d'infiammazione spontanea :

β) la carta e gli anelli di cartone secchi e che sono stati esposti all'aria così a lungo ed in maniera da potersi escludere ogni pericolo d'infiammazione spontanea.

[Le lettere attuali e) ed j) divengono j) e g)].

4. Nel capitolo B (*Altre prescrizioni*) va soppressa l'alinea (4) — cifra marginale 144 —.

5. Nel capitolo B (*Altre prescrizioni*) nell'alinea (5) — cifra marginale 145 — occorre cambiare la frase « durante i mesi di marzo ad ottobre » con la frase : durante i mesi di aprile a settembre.

6. Nel capitolo B (*Altre prescrizioni*) va soppresso l'alinea (8) — cifra marginale 148.

7. L'intero capitolo D (*Carico*) — cifra marginale 151 — va soppresso ugualmente.

8. Al posto del capitolo D soppresso va messo il nuovo capitolo D (*Lettere di vettura*).

D. LETTERE DI VETTURA.

Nelle lettere di vettura, sotto la denominazione della merce, si deve scrivere o sottolineare in rosso l'annotazione « Materie soggette ad infiammazione spontanea — merce della Classe II ».

¹ Nel traffico con l'Italia la massima carica ammessa è di Kg. 1 di liquido per litri 1,70 della capacità del recipiente.

voor chloormethyl	16	„
„ methylaether	16	„
„ methylamine	14	„
„ chlooraethyl, broommethyl, aethylamine, aethy- leenoxyde en butadieën	10	„ „
„ vinylchloride	11	„ „

Onder hoofdstuk D (vulling van de houders) wordt in lid (2) [randgetal 90] aan het slot toegevoegd :

„voor chloorwaterstof . . .	1 kg vloeistof op iedere	1,50 ¹	} liter vulruimte van den houder.”
„ vinylchloride	1 „ „ „ „	1,26	
„ broommethyl	1 „ „ „ „	0,70	
„ T-gas	1 „ „ „ „	1,34	

Onder hoofdstuk E (*Overige Voorschriften*) wordt

1. in lid (2) [randgetal 95] de laatste zin

„De houders met *koolzuur, oliegas* of *stikstofoxydule* moeten, indien onverpakt, wit *geschilderd* zijn” doorgehaald.

2. In lid (6) [randgetal 99] cijfer I (derden zin) en cijfer 6 telkens het woord „November” vervangen door „October”.

In de voorschriften voor *Klasse II (voor zelfontbranding vatbare stoffen)* wordt

1. Onder hoofdstuk A (*Verpakking*) nan het slot van lid (6) [randgetal 129] opgenomen :

„Verpakking is niet noodig, indien ijzeren dekselwagens worden gebezigd.”

2. Onder hoofdstuk A (*Verpakking*) lid (17) [randgetal 140] doorgehaald.

3. Onder hoofdstuk B (*Overige Voorschriften*) in lid (2) [randgetal 142] de volgende nieuwe letter *e*) ingelascht :

„*e*) α) *papieren kokers* (cijfer 12) na het drenken in vernis, vet of olie zoolang en zoodanig verhit en vervolgens zoodanig afgekoeld zijn, dat zelfontbranding niet mogelijk is.

β) *papier* en *ringen van carton* droog zijn alsmede zoo lang en zoodanig aan de lucht zijn blootgesteld, dat zelfontbranding niet meer mogelijk is.”

(De bestaande letters *e*) en *f*) worden in *f*) en *g*) veranderd.

4. Onder hoofdstuk B (*Overige Voorschriften*) lid (4) [randgetal 144] doorgehaald.

5. Onder hoofdstuk B (*Overige Voorschriften*) in lid (5) [randgetal 145] het tijdvak „in de maanden Maart tot October” gewijzigd in :

„In de maanden April tot September.”

6. Onder hoofdstuk B (*Overige Voorschriften*) lid (8) [randgetal 148] doorgehaald.

7. Het geheele hoofdstuk D (*Laden*) [randgetal 151] eveneens doorgehaald.

8. In de plaats van dit doorgehaalde hoofdstuk D het volgende nieuwe hoofdstuk D (*Vrachtbrieven*) opgenomen :

„D. VRACHTBRIEVEN.”

„In de vrachtbrieven is onder de vermelding van den inhoud de aanduiding „Zelfontbrandbaar. Goed van Klasse II” rood op te nemen of rood te onderstrepen”.

¹ In verkeer met Italië bedraagt de toelaatbare hoogste vulling 1 kg vloeistof voor elke 1,70 Liter vulruimte van den houder.

Al posto delle prescrizioni per la classe III a — cifre marginali da 152 a 169 — valgono le disposizioni seguenti :

CLASSE III.

MATERIE INFIAMMABILI.

III a — *Liquidi combustibili*¹.

I liquidi appresso specificati ed i loro miscugli artificiali allo stato liquido oppure ancora pastosi alla temperatura di 15° C. (in seguito brevemente detti « liquidi combustibili ») sono sottoposti a condizioni speciali :

A) *Liquidi combustibili dei gruppi A 1, 2 e 3* che essi stessi o le loro frazioni liquide combustibili non si mescolano con l'acqua.

1. *Liquidi combustibili del gruppo A 1*, e cioè quelli che hanno un punto d'infiammabilità al disotto de 21° C.² e che di materie solide³ disciolte od in sospensione nei liquidi :

a) non ne contengono più del 30 % in tutto,

Rientrano particolarmente in questo gruppo : i petroli naturali molto leggeri, i prodotti di testa della distillazione del catrame e degli oli da gas, il solfuro di carbonio, l'etere etilico, il collodio ed altre soluzioni contenenti etere etilico, dei petroli greggi ed altri oli greggi nonché i loro prodotti di distillazione molto fluidi, come le essenze leggere di petrolio, le benzine leggere e pesanti, la benzina-nafta, la ligroina e diversi prodotti di distillazione del carbone fossile quali : l'olio leggero, il benzolo, il tuololo, alcune vernici alla nitrocellulosa.

b) ne contengono più del 30 % in tutto,

Appartengono specialmente a questo gruppo : per esempio, alcuni colori per cuoi e da stampa, vernici e soluzioni di caucciù (gomma).

2. *Liquidi combustibili del gruppo A 2* e cioè quelli il cui punto d'infiammabilità è compreso fra 21° e 55° C.² e che non contengono in tutto più del 30 % di materie solide³ solubili od in sospensione nei liquidi. Rientrano particolarmente in questo gruppo : il petrolio d'illuminazione il petrolio-testo, lo « Standard-White » greggio o depurato, la cherosina, diversi prodotti leggeri della distillazione del *catrame* di legno, di torba, di lignite e di carbon fossile, come per esempio il solvente-nafta, lo xilolo, il succedaneo dell'essenza di trementina (« White Spirit ») nonché l'essenza di trementina vegetale ed alcune miscele di alcoli e benzoli.

3. *Liquidi combustibili del gruppo A 3* e cioè quelli il cui punto d'infiammabilità è superiore a 55° C. senza sorpassare 100° C.² e che non contengono in tutto più di 30 % di materie solide³ disciolte od in sospensione nei liquidi. Rientrano particolarmente in questo gruppo : il catrame di carbon fossile distillato, il catrame greggio, l'olio solare, alcuni oli per motori a combustione interna, gli oli di catrame di legno, di torba, di lignite e di carbon fossile, gli oli di schisto, gli oli per pulire, gli oli da gas e gli oli di paraffina.

¹ Piccoli pacchi imballati secondo l'uso del commercio - anche quali campioni di liquidi combustibili di tutti i gruppi [per il gruppo A I a) sino al peso netto massimo di grammi 200 per ogni piccolo pacco] - riuniti in solido imballaggio collettore (ferro bianco, legno o cartone) in maniera da essere sicuri da rottura, sono ammessi al trasporto senza condizioni.

² Il punto di infiammabilità è determinato con l'apparecchio Abel-Pensky rapportandolo alla pressione di 760 mm.

³ Devono essere assimilati alle materie solide gli oli consistenti (oli di lino spessi) o le materie similari che hanno un punto d'infiammabilità superiore a 100° C.

In de plaats van de voorschriften voor Klasse IIIa [randgetallen 152 tot 169] treden de volgende bepalingen :

KLASSE III.

ONTVLAMBARE STOFFEN.

III a). *Ontvlambare vloeistoffen*¹.

De volgende vloeistoffen en de daarmee vervaardigde kunstmatige mengsels, hetzij vloeibaar, hetzij bij een temperatuur beneden 15 °C nog zalfachtig van aard (verder korthedshalve „ontvlambare vloeistoffen” genoemd) zijn aan bijzondere voorwaarden onderworpen.

A. *Ontvlambare vloeistoffen van de gevaargroepen A 1, 2 en 3*, waaronder gerangschikt worden de stoffen, welke zelf, of waarvan de ontvlambare, vloeibare bestanddeelen, niet met water kunnen worden gemengd :

1. *Ontvlambare vloeistoffen van gevaargroep A 1*, waaronder gerangschikt worden de stoffen, waarvan het ontvlammingspunt beneden 21 °C² ligt, en welke als vaste, in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen³ ;

a) niet meer dan 30 pct. bevatten.

Hiertoe behooren bijv. petroleum-aether, de voorloop uit de distillatie van teer en van gasoliën, zwavelkoolstof, aethylaether, collodium en andere aethylaether bevattende oplossingen, ruwe aardolie en andere ruwe oliën, alsmede vluchtige distillaten daaruit, zooals petroleum-benzine, de lichte en zware benzine-soorten, benzinenaphta, ligroïne en verschillende distillaten uit steenkolenteer, zooals lichte olie, benzol, toluol, sommige nitrocellulose-lakken.

b) meer dan 30 pct. bevatten.

Hiertoe behooren bijv. sommige leder- en diepdrukinkten, lakken, caoutchouc-(gummi-) oplossingen.

2. *Ontvlambare vloeistoffen van de gevaargroep A 2*, waaronder gerangschikt worden de stoffen, waarvan het ontvlammingspunt tusschen 21 °C en 55 °C² ligt en welke niet meer dan 30 pct. vaste, in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen³ bevatten. Hiertoe behooren bijv. brand-petroleum, test-petroleum, ruwe en geraffineerde Standard White, Kerosine, verschillende lichte distillaten uit hout-, turf-, bruinkolen- en steenkolenteer zooals bijv. solventnaphta, xylol, terpentijnolie-surrogaat (white spirit) verder plantaardige terpentijnolie en sommige mengsels van alcoholen en benzolen.

3. *Ontvlambare vloeistoffen van de gevaargroep A 3*, waaronder gerangschikt worden de stoffen waarvan het ontvlammingspunt tusschen 55 °C en 100 °C¹ ligt en welke niet meer dan 30 pct. vaste, in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen bevatten.

Hiertoe behooren bijv. gedistilleerde steenkolenteer, ruwe teer, solarolie, sommige oliën voor verbrandings-motoren, hout-, turf-, bruinkolen- en steenkolenteeroliën, leisteenoliën, poetsoliën, gasoliën en paraffineoliën.

¹ De in den handel gebruikelijke kleine verpakkingen — ook als monster — van ontvlambare vloeistoffen van alle gevaargroepen [voor zoover de gevaargroep A 1 a betreft tot ten hoogste 200 g nettogewicht voor elke kleine verpakking] in stevige buitenverpakking (blik, hout of carton) ter voorkoming van breuk, op veilige wijze verpakt, worden onvoorwaardelijk ten vervoer aangenomen.

² Het ontvlammingspunt wordt met het toestel van Abel-Pensky bij een barometerstand van 760 mm bepaald.

³ Met vaste stoffen worden standoliën (ingedikte lijnoliën) of dergelijke stoffen met een ontvlammingspunt van meer dan 100 °C gelijkgesteld.

B) *Liquidi combustibili del gruppo B* e cioè quelli che essi stessi o le loro frazioni di liquidi combustibili possono mescolarsi con acqua in quantità non definita che hanno un punto d'infiammabilità inferiore a 21° C. ¹ e che non contengono in tutto più del 30 % di materie solide ² solubili od in sospensione nei liquidi. Rientrano particolarmente in questo gruppo per esempio: lo spirito di legno (metanolo) greggio o rettificato e i suoi miscugli, l'alcool etilico e suoi miscugli, lo spirito denaturato e le sostanze comunemente adoperate per denaturarlo (miscuglio di piridina e metanolo), l'acetone e suoi miscugli, l'aldeide acetica e suoi miscugli.

CONDIZIONI DI TRASPORTO.

A. IMBALLAGGIO.

(1) L'imballaggio deve essere fatto in recipienti robusti stagni e ben chiusi di materiali (lamiera di ferro o di altri metalli, vetro, grès, legno) che non possono essere intaccati dal liquido contenutovi. È vietato l'uso dei recipienti di legno per i *liquidi combustibili del gruppo A 1* nonchè per lo *xilolo* e l'*acetato di amile*. Questo divieto non si applica tuttavia ai *miscugli nei quali sono sciolti il caucciù (gomma) od altre materie analoghe*; per queste materie possono adoperarsi forti fusti di legno di quercia muniti di cerchi di ferro.

(2) I recipienti di vetro o di grès devono essere solidamente sistemati da soli od in più di uno, mediate adatte materie d'imballaggio, in altri robusti recipienti (cesti di vimini o di metallo, mastelli o casse).

Questi recipienti esterni, ad eccezione delle casse, saranno provvisti di buone, robuste maniglie. I recipienti esterni scoperti devono avere una copertura di protezione, e se questa è fatta di paglia, giunco, cannuce od altre materie analoghe facilmente infiammabili, dovrà essere impregnata di latte d'argilla o di calce ecc. mescolato con vetro solubile. Il peso lordo di un collo siffatto non deve superare 75 Kg.

I recipienti di latta il cui contenuto oltrepassa i 5 Kg. devono avere delle giunture ripiegate e saldate. I recipienti di latta *contenenti liquidi combustibili del gruppo A 1 a)* in quantità superiore a 20 Kg. di peso netto devono essere riposti solidamente in altri recipienti; per quanto concerne l'arredamento di questi ultimi recipienti si applicano per analogia le prescrizioni sopra menzionate. Il peso lordo di un tale collo non deve oltrepassare i 75 Kg. I *comuni* recipienti di lamiera di ferro, che contengono *etere etilico o solfuro di carbonio*, devono sempre (anche per quantità inferiori ai 20 Kg.) essere solidamente sistemati in ugual modo in recipienti esterni di tale specie. I recipienti esterni non sono tuttavia necessari se l'etere etilico o il solfuro di carbonio sono imballati in recipienti *saldati* a perfetta tenuta e di sicura chiusura costituiti di *forte* lamiera di ferro.

(3) I recipienti di lamiera di ferro o di altri metalli devono essere riempiti con i *liquidi combustibili indicati sub A 1 a)* solo fino al 95 % della loro capacità alla temperatura di 15° C.

(4) Ciascun collo contenente *liquidi indicati sotto A 1 a) e b)* deve portare l'etichetta del modello N° 3. I cesti ed i mastelli contenenti *liquidi indicati sotto A 1 a)* devono inoltre portare una etichetta del modello N° 7. Essi non devono essere portati sulle spalle o sulla schiena. Devono essere trasportati solo con i così detti carrettini per sacchi.

¹ Il punto di infiammabilità è determinato con l'apparecchio Abel-Pensky rapportandolo alla pressione di 760 mm.

² Devono essere assimilati alle materie solide gli oli consistenti (oli di lino spessi) o le materie similari che hanno un punto d'infi. mmabilità superiore a 100° C.

B. Ontvlambare vloeistoffen van gevaargroep B, waaronder gerangschikt worden de stoffen, welke zelf, of waarvan de ontvlambare vloeibare bestanddeelen, met water in elke verhouding gemengd kunnen worden en waarvan het ontvlammingspunt beneden 21°C ¹ ligt en welke niet meer bevatten dan 30 pct. vaste in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen². Hiertoe behoren b.v. houtgeest (methanol), ruwe en gerectificeerde, alsmede mengsels daarmede, aethylalcohol en mengsels daarmede, gedenatureerde spiritus en het gewone denatureeringsmiddel voor spiritus (met pyridine vermengde methanol), aceton en mengsels daarmede, acetaldehyde en mengsels daarmede.

VERVOERSVOORWAARDEN.

A. VERPAKKING.

(1) Tot verpakking mag slechts sterk, dicht, goed sluitend vaatwerk worden gebezigd van materiaal (metaal, glas, steen, hout), dat door de daarin aanwezige vloeistoffen niet aangetast wordt. Het gebruik van houten vaatwerk is voor de onder A 1 genoemde vloeistoffen, en verder voor *xylol* en *amylacetaat* niet geoorloofd.

Dit verbod geldt echter niet voor *mengsels*, waarin *caoutchouc (gummi)* of *dergelijke stoffen zijn opgelost*; voor zulke stoffen mogen sterke eikenhouten vaten met ijzeren hoepels worden gebezigd.

(2) Vaatwerk van glas of steen moet afzonderlijk of bij meerdere tegelijk met doelmatige emballage-stoffen vast verpakt worden in sterke andere pakmiddelen (teenen manden of korven van metaal, kuipen of kisten).

Deze buitenste pakmiddelen, uitgezonderd kisten, moeten van goede, stevige handvatsels zijn voorzien. De buitenste pakmiddelen, welke open zijn, moeten een beschuttende bedekking hebben, welke, wanneer deze uit stroo, riet, biezen of soortgelijke, gemakkelijk brandbare stoffen bestaat, van boven gedrenkt moet zijn in klei, kalkmelk en dergelijke, onder toevoeging van water-glas. Het brutogewicht van een zoodanig collo mag niet meer dan 75 kg bedragen.

Blikken vaatwerk met meer dan 5 kg inhoud moet gefelsde en gesoldeerde naden hebben. Blikken vaatwerk met ontvlambare vloeistoffen van de gevaargroep A 1a) en met meer dan 20 kg nettogewicht moeten in andere pakmiddelen geplaatst zijn; ten aanzien van de inrichting der buitenste pakmiddelen moeten de vorenstaande bepalingen overeenkomstig worden toegepast. Het brutogewicht van een dergelijk collo mag niet meer dan 75 kg bedragen. Gewoon blikken vaatwerk, dat *aethyl-aether* of *zwavelkoolstof* bevat, moet steeds (ook bij hoeveelheden beneden 20 kg) op dezelfde wijze in zulke buitenste pakmiddelen stevig verpakt zijn. Buitenste pakmiddelen zijn echter niet noodig, indien *aethylaether* of *zwavelkoolstof* in gelascht, dicht en goed sluitend vaatwerk van sterk plaatijzer zijn verpakt.

(3) IJzeren en ander metalen vaatwerk mogen met de onder A 1a) bedoelde vloeistoffen slechts tot 95 pct. van hun inhoud zijn gevuld, gemeten bij een temperatuur van 15°C .

(4) Ieder collo met de onder A 1a) en 1b) bedoelde vloeistoffen, moet voorzien zijn van een etiket volgens model 3. Manden en kuipen met de onder A 1a) bedoelde vloeistoffen moeten bovendien met etiketten volgens model 7 zijn voorzien. Zij mogen niet op de schouders of op den rug worden gedragen. Rijdende mogen zij slechts op z.g.n. steekkarren worden vervoerd.

¹ Het ontvlammingspunt wordt met het toestel van Abel-Pensky bij een barometerstand van 760 mm bepaald.

² Met vaste stoffen worden standoliën (ingedikte lijnoliën) of dergelijke stoffen met een ontvlammingspunt van meer dan 100°C gelijkgesteld.

B. LETTERE DI VETTURA.

(1) Nelle lettere di vettura sotto la denominazione della merce, fatta secondo la tariffa o secondo l'uso del commercio, deve essere aggiunta l'annotazione : « Merce della classe III a gruppo... (secondo è detto in principio).

Quest'annotazione deve essere scritta o sottolineata in rosso.

(2) Se manca l'indicazione del gruppo il trasporto viene trattato secondo le prescrizioni stabilite pel gruppo A 1 a).

C. ALTRE PRESCRIZIONI.

(1) Sotto l'osservanza delle prescrizioni relative ai recipienti, stabilite nel capitolo A - imballaggio - è permesso d'imballare insieme con altri oggetti, entro robusti recipienti di legno a perfetta tenuta e ben chiusi :

a) *i liquidi nominati sotto A 1 a)* in quantità totale con superiore a 60 Kg. ; per il solfuro di carbonio però solo sino a 5 Kg. ; per i petroli naturali molto leggeri, l'etere etilico, il collodio ed altre soluzioni contenenti etere etilico solo sino a 20 Kg.,

b) *i liquidi nominati sotto A 1 b) A 2, A 3 e B* senza restrizioni.

Le automobili possono essere trasportate con dei serbatoi di benzina pieni anche in carri coperti a condizione che la condotta della benzina al carburatore sia chiusa o che sia tolta la sopra-pressione del serbatoio, restando inteso che in entrambi i casi il carburatore sia vuotato per il funzionamento del motore. I serbatoi ausiliari uniti solidamente alla vettura possono anche essi essere pieni di carburante a condizione che essi siano perfettamente chiusi.

(2) Il trasporto deve effettuarsi in carri aperti ; tuttavia possono ugualmente essere caricati in carri coperti, senza tener conto del numero dei colli — sia isolatamente, sia imballati insieme con altri oggetti conformemente alle disposizioni dell'alinea (1) a) e b) — *i liquidi nominati sotto A 1 a)* contenuti in recipienti il cui peso lordo totale non oltrepassi 60 Kg. — 12 Kg. *per il solfuro di carbonio e 20 Kg. per i petroli naturali molto leggeri, l'etere etilico, il collodio ed altre soluzioni contenenti etere etilico — i liquidi nominati sotto A 1 b), A 2, A 3 nonchè l'acetone e suoi miscugli* contenuti in recipienti il cui peso lordo non oltrepassi 80 Kg. ed *i liquidi nominati sotto B* (eccezione fatta dell'acetone e suoi miscugli) contenuti in recipienti di qualsiasi grandezza. In questo caso le giunture dei recipienti di latta debbono essere ripiegate e saldate con la massima cura. I recipienti di vetro o di terra cotta devono in tal caso essere riposti in recipienti esterni a pareti intere e perfettamente chiusi (esclusi i cesti). I recipienti isolati ammessi al trasporto in carri coperti possono anche essere riposti stabilmente in altri recipienti collettori del peso lordo non superiore a 100 Kg. I singoli recipienti debbono essere assicurati nel recipiente collettore contro qualsiasi spostamento. Così pure lo spirito in bottiglie di vetro riposte poi in casse a piani può anche essere trasportato come carico completo in carri coperti, in questo caso non occorre la copertura di protezione prescritta al capitolo A alinea (2) 2° capoverso, sempre che le singole bottiglie non contengano più di 1 litro e sempre che i recipienti esterni siano assicurati nel carro contro i capovolgimenti e le cadute dagli strati superiori.

Anche l'etere etilico in bottiglie di vetro, con un contenuto singolo non superiore a 250 grammi, accuratamente imballate e rinchiusse dentro robusti recipienti di legno a perfetta chiusura e fino al peso lordo massimo di 50 Kg., può essere trasportato in carri coperti.

B. VRACHTBRIEVEN.

(1) Onder de benaming van den inhoud in de tarieven of in den handel gebruikelijk, moet in de vrachtbrieven de volgende aanduiding worden opgenomen :

„Goederen van klasse III *a*, gevaargroep . . .”, (overeenkomstig het gestelde, in den aanhef onder A en B aangegeven).

Deze aanduidingen zijn rood of rood onderstreept te vermelden.

(2) Ontbreekt de vermelding van de gevaargroep, dan wordt de zending volgens de voorschriften voor de gevaargroep A 1*a*) behandeld.

C. OVERIGE VOORSCHRIFTEN.

(1) Met inachtneming van de onder hoofdstuk A. Verpakking gegeven voorschriften omtrent het vaatwerk mogen in sterke, dichte, goed sluitende houten kisten met andere voorwerpen worden samengepakt :

a) de vloeistoffen onder A 1a) tot een gezamenlijk gewicht van 60 kg, zwavelkoolstof echter slechts tot 5 kg, petroleumaether, aethyl-aether, collodium en andere oplossingen, die aethylaether bevatten slechts tot 20 kg.

b) de vloeistoffen onder A 1b), A₂, A₃ en B, zonder eenige beperking.

Automobielen met gevulde tanks mogen ook in gesloten wagens worden vervoerd, mits de toevoer van de brandstof door de leiding naar de carburator gesloten is of mits de overdruk in de brandstoftank opgeheven is, met dien verstande, dat in beide gevallen de carburator door het laten uitdraaien van den motor geledigd is. Hulptanks, die vast met de voertuigen zijn verbonden, mogen eveneens met brandstof zijn gevuld, mits de tanks goed gesloten zijn.

(2) Voor het vervoer zijn open wagens te bezigen ; evenwel mogen *de vloeistoffen onder A 1a)* in pakmiddelen van ten hoogste 60 kg brutogewicht,

echter *zwavelkoolstof* tot 12 kg brutogewicht,

petroleum-aether, aethylaether, collodium en andere oplossingen, die aethylaether bevatten tot 20 kg brutogewicht,

de vloeistoffen onder A 1b), A₂ en A₃,

alsmede *aceton en mengsels daarmede*, in pakmiddelen van ten hoogste 80 kg brutogewicht,

en *de vloeistoffen onder B* (met uitzondering van aceton en mengsels daarmede) in onbeperkt groote pakmiddelen — afzonderlijk of overeenkomstig punt (1) *a)* en *b)* met andere goederen samengepakt — ook in gesloten wagens worden vervoerd, en wel ongeacht het aantal colli, welke in een wagen worden geladen. In dit geval moeten bij blikken vaatwerk de naden bijzonder zorgvuldig gefelsd en gesoldeerd zijn. Vaatwerk van glas of steen moet in dit geval in andere uit volkomen aaneensluitende wanden bestaande, stevige, gesloten pakmiddelen (geen manden) verpakt worden. De ten vervoer in gesloten wagens toegelaten colli mogen ook in een ander pakmiddel gezamenlijk verpakt zijn, waarvan het brutogewicht evenwel ten hoogste 100 kg mag bedragen. De colli moeten zoodanig in het gemeenschappelijk pakmiddel worden geplaatst, dat verschuiving daarin niet mogelijk is. Ook *spiritus* in glazen flesschen, welke geplaatst zijn in kisten met vakwerk, mag bij vervoer als wagenlading in gesloten wagens worden vervoerd ; in dit geval mag de voor de open buitenste verpakkingsmiddelen voorgeschreven beschuttende bedekking, bedoeld onder A (2), alinea 2, achterwege blijven, indien elke flesch geen grooter inhoud heeft dan I Liter en indien de kisten met vakwerk zoodanig in den wagen zijn geladen, dat zij niet kunnen omvallen noch neerstorten uit de opgestapelde lagen.

Aethylaether in glazen flesschen van ten hoogste 250 gram inhoud zorgvuldig verpakt in duurzame, goed gesloten houten pakkisten tot een brutogewicht van ten hoogste 50 kg, mag eveneens in gesloten wagens worden vervoerd.

(3) Devesi inoltre osservare quanto appresso per i *liquidi nominati sotto A 1 a) e b)* :

a) prima di incominciare il carico saranno applicate ai due lati del carro delle etichette del modello N. 3 ed inoltre del modello N. 11 ;

b) i colli devono essere collocati in modo stabile nei carri. I cesti ed i mastelli scoperti saranno assicurati ai carri e non dovranno essere sovrapposti ;

c) i recipienti che durante il trasporto si deteriorassero, saranno immediatamente scaricati e, se non è possibile ripararli sollecitamente, potranno essere venduti con il contenuto che vi sarà rimasto, per conto dello speditore, senza alcuna formalità ;

d) i recipienti vuoti sono ammessi al trasporto solo se sono ben chiusi, i recipienti di ferro o di altro metallo vuoti, ben chiusi, possono essere trasportati in carri coperti - I recipienti non metallici devono essere trasportati in carri scoperti. Nella lettera di vettura deve essere indicato a quale uso avevano prima servito i recipienti.

Per l'acetone e suoi miscugli devono essere ugualmente osservate le prescrizioni sotto *b)* sino a *d)*.

(4) Per il trasporto di *tutti liquidi della classe III a* in carri serbatoi valgono le prescrizioni indicate nel capitolo A (Imballaggio) alinea (1) e nel capitolo B (Lettere di vettura) ; inoltre per *i liquidi dei gruppi A 1 ed A 2* si applicano le prescrizioni del capitolo A (Imballaggio) alinea (3) e del capitolo C (Altre prescrizioni) alinea (3) *a)*.

Tuttavia la disposizione del capitolo A (Imballaggio) alinea (3) non è obbligatoria per i carri serbatoio purchè essi siano provvisti di dispositivi atti ad impedire da un lato la produzione di tensioni interne e dall'altro la propagazione del fuoco dall'esterno nell'interno del serbatoio ¹.

I serbatoi dei carri-serbatoi devono essere costruiti in lamiera di ferro od in lamiera di altri metalli e devono essere collegati elettricamente con la sottostruttura.

D. CARICO.

I liquidi combustibili ed i recipienti vuoti che contenevano questi liquidi non sono ammessi al trasporto a grande velocità per spedizioni parziali. È fatta eccezione, senza tener conto del numero dei colli caricati in un carro, per i liquidi seguenti sotto l'osservanza delle prescrizioni del capitolo C (altre prescrizioni) alinea (2).

1. I liquidi indicati sotto A 1 *a)* in recipienti il cui peso lordo non superi i 60 Kg., però per il solfuro di carbonio 12 Kg. e 20 Kg. per i petroli naturali molto leggeri, l'etere etilico, il collodio e le altre soluzioni che contengono dell'etere etilico.

2. I liquidi indicati sotto A 1 *b)*, A 2, A 3 e B contenuti in recipienti il cui peso lordo non superi 80 Kg.

3. L'etere etilico in bottiglie di vetro contenenti ciascuna non oltre 250 grammi accuratamente imballate in robusti recipienti di legno a perfetta chiusura il cui peso non supera lordo 50 Kg.

4. I recipienti vuoti di ferro o di altro metallo chiusi ermeticamente.

Se i recipienti singoli sono stabilmente sistemati in recipienti collettori allora questi possono raggiungere il peso lordo massimo di 100 Kg.

E. CARICO.

I *liquidi combustibili della classe III a gruppo A 1*, non debbono essere caricati nello stesso carro con *gli esplosivi da mina e da tiro della classe I a. A e B 2° gruppo* nè con *le sostanze della classe I b indicate sotto 3°, 5° A, 5° C e 12°*.

¹ Nel traffico con l'Italia questa eccezione si applica solo per i carri serbatoi contenenti benzina o petrolio.

(3) Voor de vloeistoffen onder A 1a) en b) zijn voorts de volgende voorschriften in acht te nemen :

- a) de wagens moeten vóór het begin van het laden aan beide zijden, behalve van etiketten volgens model 3, bovendien voorzien worden van etiketten volgens model 11 ;
- b) de colli moeten in den wagen goed vast staan. Open manden en kuipen moeten aan den wagen zijn vastgemaakt ; zij mogen niet op elkander worden geplaatst ;
- c) vaatwerk, dat tijdens het vervoer is beschadigd, moet onmiddellijk worden gelost en mag, wanneer het niet zeer spoedig kan worden hersteld, met den aanwezigen inhoud, zonder eenige formaliteit, voor rekening van den afzender worden verkocht ;
- d) ledig vaatwerk mag slechts vervoerd worden, indien het goed gesloten is. Dergelijk ledig vaatwerk van ijzer of ander metaal mag in gesloten wagens worden vervoerd. Ander ledig vaatwerk moet op open wagens worden vervoerd. In den vrachtbrief is er melding van te maken, waarmede het vaatwerk gevuld is geweest.

Voor *aceton en mengsels daarmede* zijn de bovenstaande voorschriften onder b) tot d) eveneens in acht te nemen.

(4) Voor het vervoer van alle tot *klasse III a behoorende vloeistoffen* in ketelwagens gelden de voorschriften onder hoofdstuk A (Verpakking) (1) en hoofdstuk B (Vrachtbrieven), verder gelden voor de *vloeistoffen onder A 1 en A 2* de voorschriften onder A (Verpakking) (3) en C (Overige Voorschriften) (3) a).

Het voorschrift onder A (Verpakking) 3, geldt echter niet voor ketelwagens, indien deze van inrichtingen zijn voorzien, die het optreden van inwendige spanning en het overbrengen van een uitwendigen brandhaard naar het inwendige van den ketelwagen beletten ¹.

De ketels van ketelwagens moeten van ijzeren of andere metalen platen worden vervaardigd en met het onderstel electricch geleidend verbonden zijn.

D. VERVOER.

Ontvlambare vloeistoffen en ledig vaatwerk, welke deze vloeistoffen bevat hebben, worden niet ten vervoer als ijlstukgoed aangenomen. Hiervan uitgezonderd zijn echter, en wel ongeacht het aantal van de in één wagen geladen colli en mits de voorschriften van hoofdstuk C (*Overige Voorschriften*) (2) zijn nagekomen :

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> 1. vloeistoffen, bedoeld onder A 1a), in pakmiddelen van ten hoogste 60 kg brutogewicht, evenwel zwavelkoolstof in pakmiddelen van 12 kg brutogewicht, petroleum-aether, aethylaether, collodium en andere oplossingen, die aethylaether bevatten, in pakmiddelen van ten hoogste 20 kg brutogewicht ; 2. vloeistoffen, bedoeld onder A 1b), A2, A3 en B, in pakmiddelen van ten hoogste 80 kg brutogewicht ; 3. aethylaether in glazen flesschen van ten hoogste 250 g inhoud, zorgvuldig verpakt in duurzame, goed gesloten houten kisten tot een brutogewicht van ten hoogste 50 kg. ; 4. goed gesloten ledige pakmiddelen van ijzer of ander metaal. | } zijn de colli gezamenlijk stevig in een gemeenschappelijk ander pakmiddel geplaatst, dan mogen deze een brutogewicht van ten hoogste 100 kg hebben. |
|---|---|

E. LADEN.

De *ontvlambare vloeistoffen van Klasse IIIa*), *gevaargroep A 1*, mogen niet met *spring- en schietmiddelen van Klasse Ia*), *A en B 2^e groep* en met *voorwerpen van Klasse Ib*), *cijfers 3, 5 A, 5 C en 12* in denzelfden wagen worden geladen.

¹ In verkeer met Italië geldt deze uitzondering slechts voor ketelwagens metbenzine of petroleum.

Nelle prescrizioni per la classe III b (*Materie solide infiammabili*) :

1. Si dà il seguente tenore al punto 3° delle condizioni preliminari — cifra marginale 170 —.

3.) *Celluloide in placche, fogli, verghe o tubi, oggetti manifatturati di celluloide, celluloide di films in rotoli*¹, *films di celluloide già esposti alla luce [anche sviluppati]*¹, *cascami di celluloide o di films di celluloide.*

2. Come nota in calce al « celluloide di films in rotoli » * ed ai « films per celluloide » ** si mette :

* Cioè la materia greggia per films senza emulsione.

** I films non esposti alla luce sono trasportati senza condizioni e così pure i films di ogni genere già esposti alla luce (anche sviluppati) se essi sono imballati secondo l'uso del commercio e cioè per lo meno in resistenti scatole di legno a perfetta tenuta oppure in scatole di latta o di cartone molto resistente, che alla loro volta devono essere imballate in robuste casse di legno, a condizione che lo speditore nella lettera di vettura certifichi tale imballaggio o per iscritto, mediante bollo o timbro a stampa.

Nel capitolo A (*Imballaggio*) di questa classe si deve redigere :

1. L'alea 3) d) — cifra marginale 176 — come segue :

d) il peso di un collo non deve oltrepassare :

1° se imballato secondo a) α sino a δ : 60 Kg. per i tubi e 100 Kg. per le verghe ;

2° se imballato secondo c) β) sino a δ) : 40 Kg. ; se imballato secondo c) δ) in doppio involucri : 80 Kg.

2. L'alea (4) — cifra marginale 177 — come segue :

(4) *Il perossido di benzoile o superossido di benzoile con meno del 25 % ma almeno 5 % di acqua.* (4°) deve essere imballato in scatole di cartone il cui contenuto non deve oltrepassare 2 Kg. Le scatole di cartone debbono essere sistemate solidamente dentro robuste casse di legno a perfetta tenuta ed a sicura chiusura. Una cassa non deve contenere più di 25 Kg. di perossido di benzoile o superossido di benzoile.

Nel capitolo B (*Modo di trasporto*) di questa Classe — cifra marginale 178 — si deve redigere il primo capoverso come segue :

Le materie indicate sotto 1°, ad eccezione di quelle imballate, e così pure i *cascami di celluloide e di films* imballati secondo il capitolo A (*Imballaggio*) alea (3) c) β) a δ), non sono ammessi al trasporto a grande velocità per spedizioni a piccole partite.

Nelle prescrizioni per la Classe IV (*Sostanze velenose*) il punto 7° della cifra marginale 180 avrà il seguente tenore :

7° *L'acido ossalico e l'ossalato di potassio allo stato solido ; i sali dell'acido idrofluosilico*

La nota a piè pagina che si riferisce a detto punto 7° sarà soppressa, ed inoltre viene parimenti soppresso — cifra marginale 180 — il punto 9° *anilina* (olio di anilina).

Nel capitolo A (*Imballaggio*) di questa classe — cifra marginale 189 — viene soppresso l'alea (9)

Nel capitolo B (*Altre prescrizioni*) di questa classe viene soppresso :

1. Nell'ultimo capoverso dell'alea (1) b) — cifra marginale 194 — le parole : « nonchè quelle nominate sub IV 9° »

2. Nell'alea (1) c) — cifra marginale 194 — la cifra « 9 ».

Il capitolo C (*Modo di trasporto*) ed il capitolo D (*Carico*) di questa classe — cifre marginali 200 e 201 — prendono il seguente tenore :

C. MODO DI TRASPORTO.

Sono escluse dal trasporto a grande velocità per spedizioni a piccole partite *le materie indicate sotto 1°, 3°, 4°, 5°, 6° a), 6° c) e 10°* fatta eccezione per le spedizioni delle materie di cui alla cifra 3°

In de voorschriften voor *Klasse III b) (ontvlambare vaste stoffen)* wordt

1. het cijfer 3 van de inleidingsbepalingen [randgetal 170] gelezen als volgt :

„3. *Celluloid in platen, bladen, staven of buizen, celluloidwaren, Filmcelluloid in rollen*¹ belichte (ook ontwikkelde) films van celluloid² celluloid- en filmafval.”

2. als voetnoot tot „Filmcelluloid in rollen²” en tot „Films van celluloid³” opgenomen :

² D. w. z. ruw materiaal voor films zonder emulsie.

³ Onbelichte fins worden onvoorwaardelijk vervoerd, evenals belichte (ook ontwikkelde) films van allerlei aard, welke volgens handelsgebruik, d. w. z. tenminste in duurzame, dichte houten of blikken kokers of in omhulsels van sterk hard karton en vervolgens in houten kisten zijn verpakt, indien door den afzender in den vrachtbrief omtrent deze verpakking een geschreven, gestempelde of gedrukte verklaring is gesteld.

Onder hoofdstuk A (Verpakking) van deze Klasse wordt

1. Lid (3) *d)*, [randgetal 176] gelezen als volgt :

„*d)* het gewicht van een collo mag niet te boven gaan :

1. Volgens *a) a)* tot *δ)* verpakt : voor buizen 60 kg, voor staven 100 kg ;

2. Volgens *c) β)* tot *δ)* verpakt : 40 kg, volgens *c) δ)*, in dubbele emballage verpakt : 80 kg.”

2. Lid (4) [randgetal 177] gelezen als volgt :

„(4) *Benzoylperoxyde* of *benzoylsuperoxyde* met minder dan 25 pct. doch met ten minste 5 pct. water (cijfer 4) moet in kartonnen dozen worden verpakt, welke hoogstens 2 kg inhoud mogen hebben. De kartonnen dozen moeten vervolgens in sterke, dichte, goed gesloten houten kisten vast verpakt zijn. Een kist mag niet meer dan 25 kg benzoylperoxyde of benzoylsuperoxyde bevatten.

In hoofdstuk B (*Vervoer*) van deze Klasse [randgetal 178] wordt de eerste zin gelezen als volgt :

„De voorwerpen van cijfer 1, uitgezonderd indien zij verpakt zijn, alsmede *celluloid- en filmafval*, verpakt overeenkomstig hoofdstuk A. Verpakking, lid (3) *c) β)* tot *δ)*, worden niet als ijlstukgoed ten vervoer aangenomen.”

In de voorschriften voor *Klasse IV (Vergiftige stoffen)* wordt in de inleidingsbepalingen [randgetal 180], cijfer 7 gelezen als volgt :

„*Oxaalzuur* en *oxaalzure kalium in vasten vorm* ; *kieselvluur-waterstofzure zouten*” en de tot dit cijfer 7 behorende voetnoot¹ doorgehaald.

Verder wordt aldaar [randgetal 180] cijfer „9 *Aniline* (anilineolie)” doorgehaald.

In hoofdstuk A (*Verpakking*) van deze Klasse wordt lid (9) [randgetal 189] doorgehaald.

In hoofdstuk B (*Overige Voorschriften*) van deze Klasse wordt :

1. in lid (1) *b)* [randgetal 194] de aanduiding „en IV, cijfer 9”

2. in lid (1) *c)* [randgetal 194] cijfer 9 doorgehaald.

De hoofdstukken C (*Vervoer*) en D (*Laden*) van deze Klasse [randgetallen 200 en 201] worden als volgt gelezen :

„C. VERVOER.”

„De stoffen van de cijfers 1, 3, 4, 5, 6a), 6c) en 10 — met uitzondering van de stoffen van cijfer 3, welke behoren tot spoedzendingen ter bestrijding van plantenziekten en zendingen *sublimaat*

per la lotta antimalarica in casi urgenti e del sublimato (cifra 6 a) in caso di spedizioni per la lotta contro le epidemie — così pure i *recipienti vuoti* (compresi i *sacchi*) in cui erano contenute *le materie appartenenti alle cifre sopra accennate*, a meno che le materie stesse non siano riposte in recipienti di lamiera o di vetro stagni e ben chiusi che, accuratamente avvolti con lana di legno, siano imballati in recipienti di lamiera ben saldati ed il tutto riposto in robuste casse di legno.

D. CARICO.

Le materie indicate sotto 1°, 3°, 4°, 5°, 6° a), 6° c), e 10° *fatta eccezione delle materie indicate sotto 3° nel caso di spedizioni urgenti fatte per la lotta antiparassitaria ed il sublimato (6° a) in caso di spedizioni fatte per la lotta contro le epidemie — come pure le spedizioni di recipienti vuoti* (compresi i *sacchi*) che hanno servito per l'imballaggio di tali sostanze, non possono essere caricati nello stesso carro con le sostanze alimentari, a meno che le materie non siano contenute in recipienti ben chiusi di lamiera o di vetro che, accuratamente circondati di lana di legno, siano riposti dentro recipienti di lamiera ben saldati ed il tutto sistemato in robuste casse di legno.

(L'alea (2) di questo capitolo è soppressa).

Nelle prescrizioni per la *Classe V (Materie caustiche)* si sopprime :

1. Nel capitolo A (*Imballaggio*) nell'alea (13) — cifra marginale 218 — la seconda frase « I colli contenenti *acido nitrico rosso fumante* (cifra 1°) devono inoltre portare l'etichetta del modello N. 3 »

2. L'intero capitolo D (*Carico*) — cifra marginale 236.

Allegati :

Modello 1 come il modello 1 (rosso) dell'allegato I alla C.I.M. inquadrato una volta.
 Modello 1 a come il modello 1 dell'allegato I alla C.I.M. ma inquadrato due volte.
 Modello 2 come il modello 2 (nero) dell'allegato I alla C.I.M. inquadrato una volta.
 Modello 2 a come il modello 2 (nero), dell'allegato I alla C.I.M. ma inquadrato due volte.
 Modello 2 b una racchetta (verde).

Il presente accordo entrerà in vigore il 1° Agosto 1931.

L'AIA, il 6 Luglio 1931.

ROMA, il 5 Settembre 1931.

Il Ministro delle Comunicazioni,
 (F°) CIANO.

De Minister van Waterstaat,
 (F°) P. J. REYMER.

[cijfer 6a)], dienende tot bestrijding van epidemieën — alsmede *ledige pakmiddelen* (ook *zakken*), waarin stoffen bedoeld in vorengenoemde cijfers vervoerd zijn, worden niet als ijlstukgoed vervoerd, tenzij die stoffen verpakt zijn in goed gesloten pakmiddelen van plaatijzer of glas, welke, zorgvuldig met houtwol omgeven, in dicht gesoldeerde pakmiddelen van plaatijzer en vervolgens in stevige houten kisten zijn geplaatst.

D. LADEN.

De stoffen van de cijfers 1, 3, 4, 5, 6a), 6c) en 10 — *met uitzondering van de stoffen van cijfer 3*, welke behooren tot spoedzendingen ter bestrijding van plantenziekten en zendingen *sublumaat* [cijfer 6 a)], dienende tot bestrijding van epidemieën — alsmede *ledige pakmiddelen* (ook *zakken*), waarin stoffen bedoeld in vorengenoemde cijfers vervoerd zijn, mogen niet met voedings — en genotmid — delen in denzelfden wagen worden geladen, tenzij die stoffen verpakt zijn in goed gesloten pakmiddelen van plaatijzer of glas, welke, zorgvuldig met houtwol omgeven, in dicht gesoldeerde pakmiddelen van plaatijzer en vervolgens in stevige houten kisten zijn geplaatst.

Lid (2) van dit hoofdstuk wordt doorgehaald.

In de voorschriften voor *Klasse V (Bijtende stoffen)*, wordt :

1. In hoofdstuk A (*Verpakking*) in lid (13) [randgetal 218] de tweede zin „Colli met rood rookend salpeterzuur (cijfer 1) moeten verder met etiketten volgens model 3 zijn voorzien” doorgehaald.

2. Hoofdstuk D (*Laden*) [randgetal 236] doorgehaald.

Bijlagen :

Model 1 als model 1 (rood) van Bijlage I tot de I.Ü.G., eenmaal omlijnd.

Model 1a) als model 1 (rood) van Bijlage I tot de I.Ü.G., tweemaal omlijnd.

Model 2 als model 2 (zwart) van Bijlage I tot de I.Ü.G., eenmaal omlijnd.

Model 2a) als model 2 (zwart) van Bijlage I tot de I.Ü. G., tweemaal omlijnd.

Model 2b), Raket (groen).

Deze overeenkomst treedt 1 Augustus 1931 in werking.

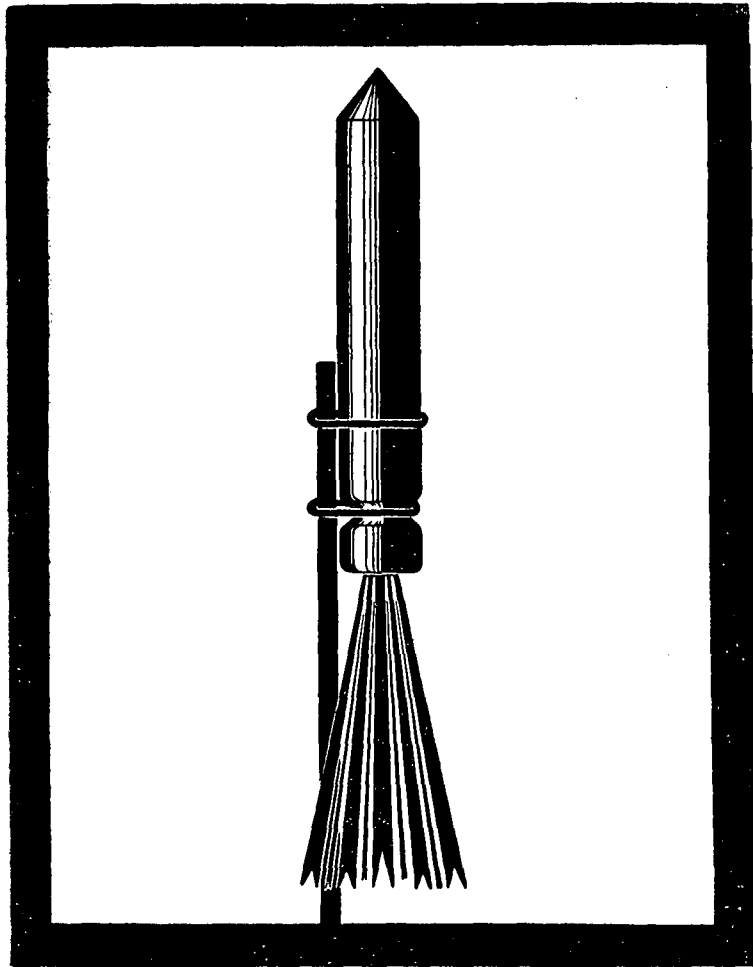
's-GRAVENHAGE, 6 Juli 1931.

ROME, 5 September 1931.

De Verkeersminister,
(w. g.) CIANO.

De Minister van Waterstaat,
(w. g.) P. J. REYMER.

MODEL VAN ETIKET 2 b.



SCAMBIO DI NOTE

MITNISSELING VAN NOTÁS

I.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTRO
DELLE COMUNICAZIONI.

N.C/I3I/I485I.

ROMA, 1 Giu 1931. Anno IX.

Oggetto : Agevolazioni per il trasporto di alcune merci pericolose e nocive in deroga all'Allegato I della C.I.M.

Con riferimento alla lettera *E.I.15 Nr. 3822* in data 15 corrente riguardante l'Accordo interstatale concretato a Berlino, per l'adozione di prescrizioni meno onerose pel trasporto di alcune merci pericolose e nocive in deroga al nuovo Allegato I alla C.I.M. ho il pregio di partecipare che, come da comunicazione già fatta al Ministero predetto, ho dato l'adesione del Governo Italiano all'Accordo in parola. Ho inoltre significato che, per quanto concerne lo scambio delle ratifiche, dell'Accordo predetto, il Governo Italiano ha prescelta la procedura prevista dal punto II del processo verbale della riunione di Berlino, consistente nello scambio fra Stato e Stato, per la firma, dei testi dell'Accordo redatti nella lingua di ciascuno degli Stati contraenti.

In relazione a quanto sopra è detto, prego codesto On. Dicastero di voler far pervenire allo scrivente due esemplari firmati del testo *predetto* nella propria lingua, uno dei quali sarà restituito da me sottoscritto.

Mi riservo di trasmettere, nel più breve tempo possibile, allo stesso scopo, due esemplari dell'Accordo in lingua italiana con preghiera di restituirne uno debitamente firmato.

Come ho anche comunicato al Ministero delle Comunicazioni del Reich, l'Accordo in argomento dovrà entrare in vigore il 1º luglio p. v.

Il Ministro :
(Firmato) CIANO.

An das Bundesministerium für Handel und Verkehr in Wien I.
An das Ministerium für öffentlicher Arbeiten in Kopenhagen.
An das Handelsministerium in Budapest.
An das Ministerium der Waterstaat in Haag.
An das Verkehrsministerium in Bukarest.
An das Kommunikations-Departement in Stockholm.
An das Eisenbahnministerium der Tschechoslowakischen Republic in Prag.
An das Verkehrsministerium des königsreichs Jugoslawien in Belgrad.

II.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

MINISTERIE VAN WATERSTAAT.

La. AA Afd. Vervoer- en Mijnwezen.

Men gelieve bij het antwoord nauwkeurig het onderwerp, de dagteekening, het nr en de Afd. van dit schrijven te vermelden. Bericht op Schrijven van 1 Juni 1931.

's-GRAVENHAGE, 1 Juli 1931.

Betreffende: overeenkomst milder bepalingen voor het vervoer per spoorweg van gevaarlijke stoffen.

Ingevolge de gedragslijn, omschreven onder II op blz. 16 van het proces-verbaal der deskundigen-conferentie te Berlijn van Mei 1931, en in aansluiting aan nevenvermeld schrijven doe ik Uwer Excellentie hierbij toekomen twee, in het Nederlandsch opgestelde, en door mij geteekende overeenkomsten tusschen Nederland en Italië, waarvan de tekst geheel overeenstemt met die, vastgesteld in genoemde deskundigen-conferentie.

Ik noodig Uwe Excellentie uit één exemplaar, voorzien van Hare medeonderteekening zoo spoedig mogelijk aan mij terug te zenden. Voorts worden nog ter goedkeuring ingewacht de twee in het Italiaansch opgestelde exemplaren van die overeenkomst waarvan spoedige toezending in uitzicht werd gesteld.

In aansluiting aan de verklaring, welke de Nederlandsche afgevaardigden ter conferentie te Berlijn hebben afgelegd, (blz. 6 van het proces-verbaal), moge ik Uwer Excellentie verzoeken te bevorderen, dat de spoorwegadministratiën bij U te lande het volgende bekend-maken :

« In Nederland mogen tot nader order dynamiet en dynamietachtige springmiddelen (springmiddelen van de 2^e groep onder e) slechts worden vervoerd :

- a) van de grensovergangstations $\frac{\text{Herzogenrath grens}}{\text{Kerkrade Rolduc grens}}$ en $\frac{\text{Richterich grens}}{\text{Simpelveld grens}}$ naar Nederlandsche mijnen ;
 (b) van en naar station Echt der Nederlandsche Spoorwegen naar en van de onder a. genoemde grensovergangstations. »

Om die spoorwegadministratiën voldoende tijd voor afkondiging te geven, verdient het verder aanbeveling de overeenkomst op 1 Augustus 1931 te doen ingaan, met welken datum ik zonder tegenbericht aanneem, dat door U wordt ingestemd.

Bij opzegging zal een termijn van twee maanden in acht genomen worden, loopend van de dagteekening van het bericht der kennisgeving.

De Minister van Waterstaat,
 (get.) P. J. REYMER.

Aan
 het Italiaansche Verkeersministerie
 te Rome.

III.

IL MINISTRO
DELLE COMUNICAZIONI.

C.131/23572/2.

ROMA, li 5 Set. 1931. Anno IX.

Au No. La AA Vervoeren Mijnwezen, du
1 juillet 1931.

Oggetto : Prescriptions plus favorables pour
le trafic international que celles de
l'Annexe I à la C.I.M.

J'ai l'honneur de vous renvoyer comme annexe à la présente, avec ma signature pour ratification le texte de l'Accord qui a été concrété à Berlin, les 5-9 mai 1931, au sujet de l'adoption en trafic international de prescriptions plus favorables que celles prévues à l'Annexe I à la Convention internationale marchandises (C.I.M.).

En même temps j'ai l'honneur de vous faire savoir que l'edit accord a été mis en vigueur en Italie à partir du 1^{er} septembre 1931. Toutefois, il reste entendu que pour les expéditions qui ont été effectuées depuis le 1^{er} juillet jusqu'au 31 août, l'Accord en question est pratiquement appliqué.

Le Ministre,
(Signé) CIANO.

Ministerie van Waterstaat,
's-Gravenhage (Olanda).

¹ TRADUCTION.

N^o 2923. — ACCORD ENTRE L'ITALIE ET LES PAYS-BAS FIXANT DES DISPOSITIONS MOINS RIGOUREUSES QUE LES PRESCRIPTIONS DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DU 23 OCTOBRE 1924 RELATIVES AU TRAFIC INTERNATIONAL DES OBJETS EXCLUS DU TRANSPORT OU ADMIS SOUS CERTAINES CONDITIONS. SIGNÉ A LA HAYE, LE 6 JUILLET, ET A ROME, LE 5 SEPTEMBRE 1931.

Vu l'article 4, § 2, de la Convention internationale du 23 octobre 1924 concernant le transport des marchandises par chemin de fer, il a été convenu, à partir du 1^{er} juillet 1931, des dérogations suivantes aux prescriptions de la nouvelle annexe I à ladite convention entrant en vigueur le 1^{er} juillet 1931.

Dans l'observation préliminaire de l'annexe I :

1. Au numéro marginal premier, la phrase : « la désignation précitée de la marchandise doit être soulignée en rouge », est modifiée comme suit :

La désignation précitée de la marchandise doit être soulignée en rouge en ce qui concerne les matières des classes I c), IV, V et VI.

2. Le numéro marginal 3 est complété comme suit :

Si l'on admet l'emballage ou le chargement commun, une lettre de voiture commune pourra être admise pour ce genre d'expéditions. La lettre de voiture commune devra mentionner chacun des objets admis conditionnellement au transport en les désignant de la manière prescrite pour le trafic international.

3. Au numéro marginal 5, les mots « conforme aux modèles N^o 1 à 10 » sont remplacés par les mots :

Conforme aux modèles N^o 1, 1 a), 2, 2 a), 2 b), 3, 4 à 10.

4. Au numéro marginal 6, les mots « conformes aux modèles N^o 1 à 5, 9 et 10 » sont remplacés par les mots :

Conformes aux modèles N^o 1, 1 a), 2, 2 a), 3, 4, 5, 9 et 10.

5. Le numéro marginal 6 est complété comme suit :

Pour les expéditions par wagon, on pourra s'abstenir d'apposer sur les divers colis les étiquettes des modèles N^o 4, 5, 9 et 10.

Les prescriptions applicables aux classes I a) et 1 b) (numéros marginaux 8 à 44), sont remplacées par les dispositions suivantes :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2923. — AGREEMENT BETWEEN ITALY AND THE NETHERLANDS ESTABLISHING LESS STRICT PROVISIONS FOR THE REGULATIONS CONTAINED IN THE INTERNATIONAL CONVENTION OF OCTOBER 23, 1924, REGARDING THE INTERNATIONAL TRAFFIC OF GOODS EXCLUDED FROM THE TRAFFIC OR ADMITTED SUBJECT TO CERTAIN CONDITIONS. SIGNED AT THE HAGUE, JULY 6, AND AT ROME, SEPTEMBER 5, 1931.

In virtue of Article 4, paragraph 2, of the International Convention of October 23, 1924, concerning the Transport of Goods by Rail, the two Parties have agreed, in respect of international railway traffic between them, to allow the following exceptions (to take effect as from July 1, 1931) to the provisions of the new Annex I of the said Convention which came into force on July 1, 1931.

In the preliminary observations to Annex I :

1. Under marginal No. 1, for the words " this description must be underlined in red ", read :

" This description must be underlined in red in respect of Classes I (c), IV, V and VI. "

2. At the end of marginal No. 3, the following sentences shall be added :

" If it is permitted to pack or load these articles with other articles, a joint way-bill may be made out of such consignments. Articles accepted for transport under certain conditions, must be enumerated separately in the joint way-bill and marked in accordance with the regulations for international railway traffic between the two countries. "

3. Under marginal No. 5, for " in accordance with models No. 1 to No. 10, " read :

" In accordance with models Nos. 1, 1 (a), 2, 2 (a), 2 (b), 3 and 4 to 10. "

4. Under marginal No. 6, for " in accordance with models Nos. 1 to 5, 9 and 10 ", read :

" In accordance with models Nos. 1, 1 (a), 2, 2 (a), 3, 4, 5, 9 and 10. "

5. At the end of marginal No. 6 add the following sentence :

" When the articles are sent in complete waggonloads, labels in accordance with models Nos. 4, 5, 9 and 10 need not be affixed to the individual packages. "

The provisions relating to Classes 1 (a) and 1 (b) (marginal Nos. 8 to 44) are replaced by the following regulations :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

CLASSE I

MATIÈRES SUJETTES A EXPLOSION.

I a) *Explosifs de mine et de tir*¹.

Sont seuls admis au transport les explosifs indiqués ci-après :

A. EXPLOSIFS DE MINE²PREMIER GROUPE³ :

Explosifs qui peuvent être transportés par colis :

a) *Explosifs à base de nitrate d'ammonium*, à savoir :

Explosifs au nitrate d'ammonium non gélatineux et explosifs au nitrate d'ammonium gélatineux (gélatinisés au moyen de dinitrochlorhydrine ou de dinitroglycol), à condition que ces explosifs, chauffés pendant 48 heures à une température de 75° centigrades, ne dégagent pas d'oxyde d'azote et ne soient pas plus sensibles, avant et après l'emmagasinage, au choc, à la friction ou au contact de la flamme qu'un explosif-type ainsi composé : 80 % de nitrate d'ammonium, 12 % de trinitrotoluol, 4 % de sciure de bois et 4 % de nitroglycérine, étant entendu que, selon les prescriptions du pays expéditeur, ils peuvent être expédiés aux conditions moins rigoureuses applicables aux explosifs.

Le fabricant devra s'assurer constamment, au moyen d'essais répétés, de la composition régulière de l'explosif et constater également que ledit explosif n'est pas plus dangereux que l'explosif-type.

Sans préjudice de cette responsabilité du fabricant, l'autorité de surveillance compétente du pays expéditeur aura le droit de s'assurer, en tout temps, de l'exécution des dispositions précitées et, s'il y a lieu, d'interdire le transport de l'explosif.

b) *Composés nitrés organiques*, à savoir :

- i. *Trinitrotoluol,*
Hexanitrodiphénylamine et
Acide picrique.

¹ Les substances non utilisées en vue du tir ou pour provoquer des explosions, que le contact d'une flamme ne peut faire détoner et qui ne sont pas plus sensibles au choc ou à la friction que le dénitrobenzol, ne rentrent pas dans les explosifs au sens du présent accord.

En ce qui concerne l'expédition d'une de ces substances, celles-ci ne sont pas considérées comme soumises aux conditions stipulées pour les matières de la classe I a, lorsque l'expéditeur certifie dans la lettre de voiture qu'il s'agit d'une substance non utilisée en vue du tir ou pour provoquer des explosions, que le contact d'une flamme ne peut pas faire détoner et qui n'est pas plus sensible au choc ou à la friction que le dénitrobenzol.

² Jusqu'à nouvel avis, dans les explosifs de mine, la nitroglycérine pourra être remplacée, en totalité ou en partie, par le nitroglycol ou par la dinitrochlorhydrine ou par un des mélanges suivants: nitrate de glycérine et sorbite ; nitrate de glycol ou chlorhydrine et sorbite ; nitrate de glycérine, sorbite, glucol ou chlorhydrine ; dans les trois derniers cas, avec adjonction de diphénylamine.

³ Cette division en groupes est sans influence sur les modes de taxation prévus par les tarifs douaniers.

CLASS I.

SUBSTANCES LIABLE TO EXPLOSION.

I (a). *Mining and gun explosives*¹.

The following explosives will not be accepted for conveyance :

A. MINING EXPLOSIVES².FIRST GROUP³.

Explosives which can be conveyed as separate packages.

(a) *Explosives composed of nitrate of ammonia, viz :*

Explosives composed of non-gelatinous nitrate of ammonia and explosives composed of gelatinous nitrate of ammonia (gelatinised with dinitrohydrochlorine or dinitroglycol) provided that these explosives do not, when heated for 48 hours at a temperature of 75° C., give off oxide of hydrogen, and that, before and after heating, they are not more sensitive to shock, friction or combustion than the explosive used for comparison, with the following composition : 80% nitrate of ammonia ; 12% trinitrotoluol ; 4% sawdust ; 4% nitroglycerine, provided that under the regulations in force in the country of consignment, these explosives may be admitted for transport on the least strict conditions relating to explosives.

The manufacturer shall, by repeated tests, satisfy himself at all times that the explosive complies with the regulations and is not more dangerous than that used for comparison.

Without prejudice to the responsibility of the manufacturer, the competent authority of the country of consignment may at any time investigate whether these conditions have been complied with, and, if necessary, forbid the transport of the explosive.

(b) *Organic nitrated bodies, viz :*

- i. *Trinitrotoluol,*
Hexanitrodiphenylamin and
Picric acid.

¹ Substances which are not used for gun fire or for causing explosions, which cannot be detonated by contact with fire and which are not more sensitive to shock or friction than dinitrobenzol shall not be regarded as explosives within the meaning of the present Agreement.

In respect of the forwarding of one of these substances, the consignor certifies in the way-bill that it is not suitable for use for gun fire or for exploding mines, that it cannot be detonated by contact with flame, and that it is not more sensitive to shock or friction than dinitrobenzol, this substance is not regarded as coming within the conditions laid down for substances belonging to Class I (a).

² Until further notice, nitroglycerine may be replaced in these explosives, either wholly or in part, by nitroglycol or dinitrohydrochlorine or by a nitrated mixture of glycerine and sorbite, a nitrated mixture of glycol or hydrochlorine and sorbite, a nitrated mixture of glycerine, sorbite, glycol or hydrochlorine, in the last three cases with the addition of diphenylamin.

³ This division into groups does not affect the methods of calculating costs of transport laid down in the various tariffs.

2. Les *composés nitrés* qui ne sont pas plus dangereux que l'acide picrique, destinés aux recherches scientifiques ou aux usages pharmaceutiques, expédiés par quantités n'excédant pas 500 grammes chacune et 5 kg. au total, poids net, correspondant à un poids brut de 15 kg.

c) *Nitrocellulose* (fulmicoton, fulmicoton pour collodion), à savoir :

α) La nitrocellulose, *non comprimée*, contenant 75 %, en poids, de nitrocellulose sèche et 25 % au moins, en poids, d'eau ou d'alcool (alcool éthylique, propylique, butylique, amylique) ou un mélange, en parties égales, de ces alcools et de camphre, ainsi que la nitrocellulose non comprimée contenant jusqu'à 12% d'azote, dans la proportion de 75 % en poids de nitrocellulose sèche et 25 % au moins, en poids, de xylo.

β) La nitrocellulose *comprimée* contenant au moins 15 % d'eau (85 parties de matière sèche et 15 parties d'eau).

La nitrocellulose doit satisfaire aux conditions de stabilité suivantes :

La nitrocellulose, chauffée pendant deux heures à une température de 132° C., ne doit pas dégager plus de 3 cm³ d'oxyde d'azote pour 1 gramme de nitrocellulose ; la température de détonation doit être supérieure à 180° C.

d) *Explosifs analogues à la poudre noire*¹ ayant la composition suivante : mélange de 70 à 75% de nitrate de sodium (pouvant être remplacé, jusqu'à concurrence de 20% de la quantité totale de l'explosif, par du nitrate de potassium), de 9 à 11% de soufre et de 10 à 15% de carbone, à condition que, selon les prescriptions du pays expéditeur, ils puissent être expédiés aux conditions moins rigoureuses applicables aux explosifs.

DEUXIÈME GROUPE².

Explosifs qui ne sont admis au transport que par wagon.

a) Les *composés nitrés organiques* à condition que ceux-ci, chauffés pendant 48 heures à une température de 75° C., ne changent pas de poids et qu'ils ne soient pas plus dangereux au choc, à la friction ou au feu :

α) En ce qui concerne les composés *non solubles dans l'eau* : que la tétranitrométhylaniline³ ;

β) En ce qui concerne les composés *solubles dans l'eau* : que la trinitrorésorcine.

b) Les *explosifs à base de chlorates et de perchlorates* (mélanges de chlorates et de perchlorates alcalins ou alcalino-terreux avec composés riches en carbone tels que charbon, hydro-carbures, résines, huiles, hydro-carbures aromatiques nitrés, farines végétales, sels inorganiques et similaires) à condition que, selon les dispositions en vigueur dans le pays expéditeur, ils soient admis au transport par chemin de fer. Les *mélanges de chlorates* ne doivent pas contenir de sels ammoniacaux ; ils ne doivent pas être plus sensibles au choc, à la friction ou au feu qu'un explosif au chlorate, composé comme suit : 80% de chlorate de potasse, 10% de dinitrotoluol, 5% de trinitrotoluol, 4% d'huile de ricin et 1% de sciure de bois.

Le fabricant devra s'assurer constamment, au moyen d'essais répétés, de la composition régulière de l'explosif et constater également qu'il n'est pas plus dangereux que l'explosif-type.

¹ Dans le trafic avec l'Italie, les Pays-Bas et la Norvège, les *explosifs analogues à la poudre noire* sont expédiés, par colis, en quantités ne dépassant pas 100 kg. ; s'il s'agit de quantités plus importantes, lesdits explosifs ne sont acceptés dans le trafic avec ces pays que pour expédition par wagon et aux conditions applicables aux explosifs du deuxième groupe.

² Cette division en groupes est sans influence sur les modes de taxation prévus par les tarifs douaniers.

³ La tétranitrométhylaniline peut être transportée par colis jusqu'à 200 kilos emballée en caisse contenant chacune 25 kilos d'explosif au maximum.

2. Nitrated bodies not more dangerous than picric acid *intended for scientific or pharmaceutical use*, consigned in separate quantities not exceeding 500 gr. each, or 5 kg. in all, net weight, equivalent to a gross weight of approximately 15 kg.

(c) *Nitrocellulose* (gun-cotton, gun-cotton for collodion) viz :

(α) Nitrocellulose *not compressed* and containing, in weight, 75 parts of dry nitrocellulose and at least 25 parts of water or alcohol (ethyl alcohol, propyl alcohol, butyl alcohol or amyl alcohol) or a mixture composed of equal parts of these alcohols and of camphor ; nitrocellulose not compressed containing not more than 12% of nitrogen and composed, in weight, of 75 parts of dry nitrocellulose and at least 25 parts of xylol.

(β) Nitrocellulose *compressed*, containing not less than 15% of water (85 parts of dry matter to 15 parts of water).

Nitrocellulose must comply with the following conditions of stability :

When heated for two hours at a temperature of 132° C., it must not give off more than 3 cm³ of oxide of nitrogen per gramme of nitrocellulose : the detonation temperature must be above 180° C.

(d) *Explosives similar to black powder*¹ and composed as follows : Mixture containing 70 to 75% of nitrate of sodium. Not more than 20% of the total quantity of the explosive may be replaced by nitrate of potassium, 9 to 11% by sulphur and 10 to 15% by carbon, provided that under the regulations of the country of consignment such explosives may be admitted for transport on the least strict conditions relating to explosives.

SECOND GROUP².

Explosives which may only be conveyed in complete wagon loads.

(a) Organic nitrated bodies, on condition that when heated for 48 hours at 75° C. they are stable (of stable weight) and that when exposed to shock, friction or combustion they are not more dangerous :

(α) In the case of explosives *not soluble in water* — than tetranitromethylaniline³;

(β) In the case of explosives *soluble in water* — than trinitroresorcine.

(b) *Explosives with a basis of chlorate and perchlorate* (mixture of chlorates or perchlorates of lime or alkaline earths with combinations rich in carbon, e. g., hydrocarbons, resins, oils, nitrated aromatic hydrocarbons, vegetable flours, inorganic salts, etc.), provided that they are admitted for railway transport under the regulations of the country of consignment. *Chlorate mixtures* must not contain ammoniated salts, and the explosives must not be more sensitive to shock, friction or combustion than an explosive with a basis of chlorate composed as follows : 80% of chlorate of potassium, 10% of dinitrotolnol, 5% of trinitrotoluol, 4% of castor oil and 1% of sawdust.

The manufacturer shall, by repeated tests, satisfy himself at all times that the composition of the explosive is in accordance with the regulations and is not more dangerous than the explosive used for comparison.

¹ In traffic with Italy, the Netherlands and Norway, explosives analagous to black powder are only accepted for transport as separate packages in quantities of not more than 100 kg. When the quantity is greater, these explosives are, in traffic with these countries, only accepted for transport in complete wagon loads and on the conditions applicable to explosives in the 2nd group.

² This division into groups does not affect the methods of calculating the costs of transport laid down in the various tariffs.

³ Tetranitromethylaniline in quantities of not more than 200 kg. may be dispatched as separate packages in cases containing not more than 25 kg.

c) Le *pentaérythritététranitrate* (nitropentaérythrite), finement cristallisé et humecté uniformément de 30% d'eau, ainsi que le *pentaérythritététranitrate* (nitropentaérythrite), finement cristallisé avec 10% de cire minérale.

d) La *poudre noire* (poudre explosible) (mélange de nitrate de potassium, de soufre et de carbone), en poudre, en grains, ou comprimée, à condition qu'elle ne soit pas plus sensible au choc, à la friction ou au feu que la poudre de chasse fine composée comme suit : 75% de nitrate de potassium, 10% de soufre et 15% de charbon de bourdaine, étant entendu que, selon les dispositions en vigueur dans le pays expéditeur, ces poudres sont admises au transport par chemin de fer.

e) La *dynamite* et les *explosifs analogues à la dynamite*, à condition qu'en vertu des dispositions en vigueur dans le pays expéditeur, ils soient admis au transport par chemin de fer.

Ces explosifs ne doivent pas être plus dangereux que la gélatine explosible contenant 93% de nitroglycérine.

B. EXPLOSIFS DE TIR

PREMIER GROUPE ¹.

Explosifs de tir admis au transport par colis, à savoir :

Poudre faisant peu de fumée, à la nitrocellulose gélatinisée, et poudre à la nitrocellulose contenant de la nitroglycérine, à condition que, selon les dispositions en vigueur dans le pays expéditeur, elles puissent être expédiées aux conditions moins rigoureuses applicables à ces explosifs.

DEUXIÈME GROUPE ¹.

Explosifs de tir admis au transport par wagon seulement, à savoir :

a) *Poudres faisant peu de fumée, à la nitrocellulose gélatinisée, ne répondant pas aux conditions prévues pour le premier groupe ;*

b) *Poudres faisant peu de fumée, à la nitrocellulose non gélatinisée (dite poudre de mélange) ;*

c) *Poudre noire (comprimée et grenée) et poudres similaires utilisées en vue du tir.*

Les poudres à tir mentionnées sous a) et b) doivent avoir la stabilité prescrite par les dispositions en vigueur dans le pays expéditeur pour les poudres à tir du premier groupe.

CONDITIONS DE TRANSPORT DES EXPLOSIFS DÉNOMMÉS SOUS Ia, A & B.

A. EMBALLAGE.

L'emballage est régi par les dispositions en vigueur dans le pays expéditeur.

Tout colis contenant des *explosifs de mine ou de tir du premier groupe* doit être muni d'une étiquette conforme au modèle N° I ; tout colis contenant des *explosifs de mine ou de tir du deuxième groupe* doit porter une étiquette du modèle N° I a).

¹ Cette division en groupes est sans influence sur les modes de taxation prévus par les tarifs douaniers.

(c) *Penta-erythritetranitrate* (nitro-pentaerythrite) finely crystallised and moistened uniformly with 30% of water ; also *pentaerythriteletranitrite* (nitropentaerythrite) finely crystallised with the addition of 10% of *lignite wax*.

(d) *Black powder* (explosive powder), a mixture of nitrate of potassium, sulphur and carbon, granulated, compressed or pulverised, provided it is not more sensitive to shock, friction or combustion than the finest sporting powder, with the following composition — 75% nitrate of potassium, 10% sulphur, 15% charcoal provided that, under the regulations of the country of consignment, this substance is admitted for transport by rail.

(e) *Dynamite and explosives similar to dynamite*, on condition that, in accordance with the regulations of the country of consignment, they are admitted for transport by rail.

They must not be more dangerous than gum dynamite containing 93% of nitro-glycerine.

B. GUN EXPLOSIVES.

FIRST GROUP¹.

Gun explosives which may be conveyed as separate packages, viz ;

Smokeless gelatinised nitro-cellulose powder and nitro-cellulose powder containing nitro-glycerine, provided that, under the regulations of the country of consignment, they are admitted for transport on the least strict conditions applicable to such gun explosives.

SECOND GROUP¹.

Gun explosives which may only be conveyed in complete waggon loads, viz :

(a) *Smokeless gelatinised nitro-cellulose powders which do not comply with the conditions laid down for the powders of the first group.*

(b) *Smokeless non-gelatinised nitro-cellulose powders (called mixed powders).*

(c) *Black powder (compressed or in grains) and similar powders suitable for use as gun explosives*

The gun explosives mentioned under (a) and (b) must have the stability required by the regulations of the country of consignment for gun explosives belonging to the first group.

CONDITIONS OF TRANSPORT FOR THE EXPLOSIVES MENTIONED UNDER I (a), A AND B.

A. PACKING.

The packing shall comply with the regulations of the country of consignment.

Each package containing *mining or gun explosives of the first group* must bear a label in accordance with model No. 1, and each package containing *mining or gun explosives in the second group* must bear a label in accordance with model No. 1 (a).

¹ This division into groups does not affect the methods of calculating the cost of transport laid down in the various tariffs.

B. TRANSPORT ET REMISE À L'EXPÉDITION.

1. Les *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe* ne peuvent être expédiés en grande vitesse. Les *autres explosifs de la classe I a)* ne peuvent pas non plus être expédiés par colis en grande vitesse.

Font exception :

- 1^o Les *explosifs au nitrate d'ammonium (I a) A, premier groupe a)* ;
 - 2^o Le *trinitrotoluol (I a), premier groupe b)* ;
 - 3^o Les *explosifs de tir du premier groupe (I a), B, premier groupe*.
2. Les *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe* sont soumis à la réglementation suivante :

- a) Ces produits ne peuvent être expédiés à destination de gares ou sur des lignes où leur transport n'est pas autorisé ;
- b) L'acceptation peut en être limitée à certains jours et à certains trains, lorsque l'expédition n'a pas lieu par train spécial ;
- c) Tout envoi doit donner lieu à un préavis et être remis à la gare de départ selon les dispositions en vigueur dans le pays expéditeur.

C. LETTRES DE VOITURE, ATTESTATIONS.

1. L'indication de la marchandise devra être encadrée :

- a) Une fois en rouge pour les *explosifs de mine et de tir du premier groupe* ;
- b) Deux fois en rouge pour les *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe*.

2. Pour les *explosifs de mine et de tir du premier groupe*, un chimiste agréé par les autorités supérieures compétentes ou par l'autorité des monopoles d'Etat doit certifier, dans la lettre de voiture, que l'explosif appartient au premier groupe, à raison des matières qui le composent et des dispositions en vigueur dans le pays expéditeur et qu'il a été soumis à un examen.

En outre, pour tout envoi, l'expéditeur devra déclarer dans la lettre de voiture que l'emballage de l'explosif est conforme aux dispositions en vigueur dans le pays expéditeur.

En cas de réexpédition d'une partie de l'envoi originaire par d'autres expéditeurs que la fabrique, l'attestation prescrite à l'alinéa premier du présent paragraphe ne sera pas exigée à condition que l'expéditeur déclare dans la lettre de voiture que les colis proviennent d'une fourniture déjà soumise à un examen et certifiée, et que l'emballage d'origine n'a subi aucune modification. La preuve authentique devra en être apportée sur demande.

Sont, en outre, nécessaires tous les certificats qui sont exigés par les dispositions législatives spéciales en vigueur sur le territoire des Etats contractants que doivent traverser les envois.

3. Les *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe* sont soumis à la réglementation suivante :

- a) Les lettres de voiture doivent contenir, outre les marques et les numéros, le nombre et la nature des récipients, ainsi que le poids brut de chacun des récipients ;
- b) L'expéditeur devra certifier dans la lettre de voiture que la nature et l'emballage des matières explosives sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur. En outre, chaque expédition de *cartouches de dynamite* devra être accompagnée d'un certificat d'origine légalisé délivré par le fabricant, ainsi que d'un certificat d'un chimiste, agréé par l'autorité compétente ou par l'autorité des monopoles, attestant la régularité de la composition et de l'emballage ;
- c) Sont en outre nécessaires tous les certificats exigés par les dispositions législatives spéciales en vigueur sur le territoire des Etats contractants que doivent traverser les envois.

B. TRANSPORT AND DESPATCH.

1. The following may not be consigned by *grande vitesse* :

Mining and gun explosives of the second group.

The other explosives belonging to Class I (a) may not be consigned by *grande vitesse*.

Exceptions are :

(1) *Explosives with a basis of nitrate of ammonia* (I(a) A, First Group (a)).

(2) *Trinitrotoluol* (I (a) A, First Group (b)).

(3) *Gun explosives of the First Group* (I (a) B, First Group).

2. In the case of *mining and gun explosives of the second group*, the following regulations also must be observed :

(a) These articles may not be consigned to railway stations or by railway lines to which the transport of such goods is prohibited;

(b) Acceptance of a consignment, if not despatched by special train, may be restricted by previous notice to specified days and trains;

(c) At the time of despatch, each consignment must be declared and handed over for transport in accordance with the regulations of the country of consignment.

C. CERTIFICATES, WAYBILLS.

1. The description of the contents must be surrounded :

(a) By a red line in the case of *mining and gun explosives of the first group* ;

(b) By two red lines in the case of *mining and gun explosives of the second group*.

2. In the case of *mining and gun explosives of first group*, a chemical expert approved by the competent authority, or by the monopoly administration, as the case may be, must certify on the waybill that, in accordance with the regulations of the country of consignment by its composition the explosive belongs to Group I, and has been analysed.

Further, the consignor must, for all consignments, certify on the waybill that the explosive is packed in accordance with the requirements of the country of consignment.

In the case of the forwarding of partial consignments by consignors other than the producing factories, the certificate prescribed in the first sub-paragraph of the present paragraph 2 may be dispensed with, if the consignor states in the waybill that the packages belong to the consignment which has been analysed and certified and that the original packing has not been changed. Proof hereof shall be produced on demand.

The contracting States over whose territories the goods are to be carried shall specify, in their own laws, any further certificates which may be required.

3. In the case of *mining and gun explosives of the second group*, the following regulations must be observed :

(a) In addition to the mark and number, the waybills must indicate the number and nature of the receptacles and the gross weight of each receptacle ;

(b) The consignor must certify on the waybill that the nature and packing of the explosives comply with the regulations of the country of consignment. Further, each consignment of *dynamite cartridges* must be accompanied by a certificate of origin made out by the manufacturer and officially certified, and by a certificate furnished by a chemical expert approved by the competent authority or by the monopoly administration showing that the nature of the explosive and the packing are in due order ;

(c) The contracting States over whose territories the goods are to be carried shall specify, in their own laws, any further certificates which may be required.

D. MATÉRIEL DE TRANSPORT.

1. *Les explosifs de toute nature* doivent être transportés en wagons couverts.
2. *Les explosifs de mine et de tir du deuxième groupe* sont soumis à la réglementation suivante :
 - a) Ne peuvent être utilisés que des wagons ayant des organes de choc et de traction à ressort, un toit solide et sûr, des parois étanches, des portes fermant bien et, si possible, dépourvus de freins ;
 - b) Ne peuvent être utilisés les wagons à l'intérieur desquels font saillie des clous, des vis, des écrous ou des boulons ;
 - c) Les portes et les fenêtres des wagons doivent fermer parfaitement et être maintenues fermées ;
 - d) Les wagons employés doivent avoir subi la visite périodique depuis plus d'un mois, avoir été graissés depuis moins de deux mois ou n'être pas destinés à la visite pendant le mois qui suit le chargement ;
 - e) Les envois doivent être transportés de la gare expéditrice à la gare de destination dans le même wagon et ne peuvent être transbordés pendant le parcours qu'en cas d'absolue nécessité ;
 - f) Les wagons chargés doivent porter en évidence à la partie supérieure, sur les parois antérieure et postérieure ou le long des parois latérales, des banderoles rectangulaires noires avec la lettre « P » en blanc.

E. CHARGEMENT ET AUTRES PRESCRIPTIONS.

1. *Les explosifs (I a)* ne doivent pas être chargés dans le même wagon que les pièces d'artifice *pour signaux* (classe I b, 3), les *amorces détonnantes* (classe I b, 5 A), les *amorces détonnantes, instantanées* (classe I b, 5 C) et les munitions mentionnées dans la classe I b, 12.
Les explosifs de mine et de tir du deuxième groupe ne peuvent être chargés dans le même wagon que les liquides combustibles (classe III a) du groupe A I.
2. Le chargement et la manipulation *des explosifs de mine et de tir du deuxième groupe* sont, en outre, soumis aux prescriptions suivantes :
 - a) Les colis doivent être solidement arrimés dans les wagons de manière à être protégés contre tous chocs, frictions, secousses, renversements et chutes des couches supérieures. Spécialement, les fûts (barils) ne peuvent pas être chargés debout, mais doivent, au contraire, être chargés horizontalement, dans le sens de la longueur du wagon et être protégés contre tous mouvements de roulement au moyen de cales en bois recouvertes de nattes de paille ;
 - b) L'expéditeur devra fournir les dispositifs de chargement spéciaux, ainsi que les signaux d'avertissement (couvertures, banderoles et similaires) ; ceux-ci seront délivrés au destinataire en même temps que la marchandise ;
 - c) Les règlements intérieurs applicables aux gares ou aux lignes intéressées régissent les mesures de précaution qui doivent être observées dans les gares et pendant le voyage, ainsi que la désignation des trains et la position des wagons chargés d'explosifs, le préavis aux stations intermédiaires et aux administrations intéressées au transport, l'avis à la gare de destination et la remise des envois.

I b). MUNITIONS.

Sont seules admises au transport les munitions suivantes :

1. *Les mèches non amorcées* :

- a) *Les mèches à combustion rapide* (mèches composées d'un boyau épais de grande section à âme de poudre noire ou à âme de filaments de fulmi-coton nitré).
 En ce qui concerne les mèches à combustion lente, voir I c, 1 ;

D. METHOD OF TRANSPORT.

1. *All explosives* must be carried in covered goods-waggons.
2. The following provisions are applicable to *mining and gun explosives of the second group* :
 - (a) All waggons used must have spring shock and traction appliances, solid roofs, thick walls and properly shutting doors, if possible without breaking appliances ;
 - (b) Waggons in which there are projecting iron nails, screws, nuts, etc., must not be used ;
 - (c) The doors and windows of the waggons must close tightly and must be kept shut ;
 - (d) All waggons used must be inspected periodically not less than once a month or lubricated not less than once in two months. No waggon which will not be inspected within one month of the date of loading may be used ;
 - (e) Consignments must be despatched in the same waggon from the despatching station to the station of destination and may not be transshipped en route, except when this is inevitable ;
 - (f) Loaded waggons must bear high up on the front and back walls or on the two side walls, clearly visible black rectangular flags showing the letter " p " in white.

E. LOADING AND OTHER REGULATIONS.

1. *Explosives I(a)* must not be stowed in the same waggon with :
Explosive signals (Class I (b) No. 3), *detonators* (Class I (b) No. 5 A), *instantaneous combustion fuses* (Class I (b) No. 5 C) or ammunition specified in Class I (b) No. 12.
Mining gun explosives of the second group must not be stowed in the same waggon with *Inflammable liquids* (Class III (a), danger group A I).
2. At the time of the loading or handling of *mining and gun explosives of the second group*, the following regulations also must be observed :
 - (a) The receptacles must be stowed in the railway waggons firmly enough to secure them against friction, shaking shocks or overturning or falling. In particular, barrels must not be placed upright, but laid on their sides parallel to the side walls of the waggon and secured by wedges covered with felt in order to prevent any rolling movement ;
 - (b) The special loading appliances and warning signals (coverings, flags, etc.) must be supplied by the consignor and delivered to the consignee with the goods ;
 - (c) In regard to the precautionary measures to be taken at stations and during the journey, the destination of trains and the position in convoys of waggons loaded with explosives, notice to intermediate railway stations and to the transport authorities, arrival at the station of destination and delivery of the consignment, the internal regulations of the station or railway line in question shall apply.

I (b). AMMUNITION.

Only the following categories of ammunition may be accepted for transport :

1. *Fuses, non-primed* :
 - (a) *Quick burning fuses* (fuses composed of thick tubing with a large-diameter core of black powder, or with a core of threads of nitrated gun cotton) ;
 For slow-burning fuses, see I (c), No. 1 (c).

b) Les *cordons détonants* (tubes métalliques à parois minces de faible section à âme remplie d'explosifs qui ne soient pas plus dangereux que l'acide picrique pur, ou cordeaux tissés de faible section à âme remplie d'une matière explosible qui ne soit pas plus dangereuse que le tétranitrate de pentaérythrite-nitropentaérythrite.

En ce qui concerne les mèches détonantes instantanées, voir 5 c.

2. Les *amorces non détonantes* (amorces qui ne produisent d'effet brisant ni à l'aide de capsules explosibles ni par d'autres moyens) :

a) Les *capsules pour armes à feu et pour munitions* ;

b) Les *douilles et cartouches vides*, avec capsule, pour armes à feu ;

c) Les *étoupilles, étoupilles à vis et autres amorces analogues* contenant une faible charge de poudre noire, actionnées par friction, par percussion ou par l'électricité ;

Les *amorces non détonantes pour grenades à main* (même pourvues de manche), les *capsules de poudre pour grenades d'instruction munies de manche ou pour autres munitions* ; dans les deux cas, à condition qu'elles soient conformes aux dispositions en vigueur dans le pays expéditeur ;

d) Les *fusées de projectiles sans amorce ou autres dispositifs provoquant un effet brisant, les amorces pour fusées de projectiles et similaires*.

3. Les *pièces d'artifice pour signaux*, spécialement :

Les *grands coups de canon* contenant au maximum 200 grammes de poudre noire grenée ou 70 grammes de poudre produisant peu de fumée et les *capsules détonantes* appelées jadis *pétards pour signaux de chemin de fer*, à condition qu'ils soient conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

En ce qui concerne les petits coups de canon, contenant au maximum 75 grammes de poudre grenée, utilisés pour les pièces d'artifice, voir I c, 3 b.

4. Les *cartouches pour armes à feu portatives* :

a) Les *cartouches terminées, dont les douilles sont entièrement en métal*. Les projectiles doivent être adaptés à la douille de façon qu'ils ne puissent ni s'en détacher ni permettre le tamisage de la charge de poudre ;

b) Les *cartouches terminées, dont les douilles ne sont qu'en partie métalliques*. La charge entière de poudre doit être contenue dans le culot métallique de la cartouche et être enfermée par un bouchon ou une bourre. Le carton doit être assez résistant pour ne pas se briser en cours de route ;

c) Les *cartouches en carton à inflammation centrale terminées*. Le carton doit être assez résistant pour ne pas se briser en cours de route ;

d) Les *cartouches Flobert à balles* ;

e) Les *cartouches Flobert à petits plombs* ;

f) Les *cartouches Flobert sans balles ni petits plombs*.

5. A. Les *amorces détonantes* :

a) Les *détonateurs* (même à retardement) ;

b) Les *détonateurs munis d'amorces électriques* (même à retardement) ;

c) Les *détonateurs combinés avec une mèche de poudre noire* ;

d) Les *détonateurs à retardement et munis d'amorces* (cartouches de sondage acoustique) ;

e) Les *détonateurs reliés à une charge de transmission composée d'un explosif comprimé* qui ne soit pas plus dangereux que la tétranitrométhylaniline, dites charges d'inflammation (détonateurs) ;

f) Les *détonateurs dans des fusées de projectiles avec ou sans charge de transmission* ;

g) Les *mèches détonantes pour grenades à main* (même munies de manche).

B. Les *capsules de sondage* (détonateurs, même avec capsules, enfermés dans des tubes de tôle — bombes de sondage, flottantes ou non).

C. Les *mèches détonantes instantanées* (cordeaux tissés, de faible section, à âme remplie d'une matière explosible qui ne soit pas plus dangereuse que le pentaérythrite-tétranitrate), à condition qu'elles satisfassent aux prescriptions du pays d'expédition.

(b) *Detonating fuses* (consisting of thin-walled narrow metallic tubes, having a core of explosive matter not more dangerous than pure picric acid, or of narrow fabric tubing, with a core of explosive matter not more dangerous than tetranitrate of pentaerythrite (nitropentaerythrite).

For instantaneous burning fuses, see No. 5 (c).

2. *Non-detonating primers* (primers which do not produce an explosive effect either with the aid of detonators or any other means) :

(a) *Percussion caps for fire-arms and ammunition* ;

(b) *Empty cartridge cases* with detonators for fire-arms ;

(c) *Quick matches, even fitted with screw, and other igniters* containing a light charge of black powder exploded by friction, percussion or electricity.

Non-detonating igniters for hand grenades (with or without handles), *powder caps for grenades with handles* for training purposes, and for other kinds of ammunition, in all cases, only if they comply with the regulations of the country of consignment ;

(d) *Fuses for projectiles without detonators or other bursting appliances ; primings for projectile fuses, etc.*

3. *Fire-works for signalling* :

Especially *large gun charges* containing not more than 200 gr. of granular black powder or 70 gr. of smokeless powder and *percussion caps* (formerly known as *railway fog signals*), if they comply with the regulations of the country of consignment.

With regard to small gun charges containing not more than 75 gr. of granular powder, used for fire-works, see I (c), No. 3 (b).

4. *Cartridges for portable fire-arms* :

(a) *Complete cartridges, with all-metal cases*. The projectiles must be fitted into the cases in such a way that they will not come out and that the powder charge cannot creep out ;

(b) *Charged cartridges, with part-metal cases*. The whole of the powder charge must be contained in the metal base of the cartridge and secured therein by a plug or wad ; the cardboard must be strong enough not to break during transport ;

(c) *Charged cartridges with cardboard cases and central percussion*. The cardboard must be strong enough not to break during transport ;

(d) *Flobert cartridges loaded with ball* ;

(e) *Flobert cartridges loaded with shot* ;

(f) *Flobert cartridges not loaded with ball or shot*.

5. A. *Detonating primers* :

(a) *Detonators* (with or without delay-action primers) ;

(b) *Detonators with electric primers* (delay-action or otherwise) ;

(c) *Detonators solidly attached to a fuse of black powder* ;

(d) *Delay-action detonators with percussion caps* (cartridges for echo sounding) ;

(e) *Detonators combined with a transmission charge composed of a compressed explosive*, which is not more dangerous than tetranitromethylaniline ;

(f) *Detonators in the fuses of projectiles with or without transmission* ;

(g) *Detonating primers for hand grenades* (with or without handles).

B. *Detonating caps for taking soundings* (detonators with caps, enclosed in tin sheet tubes, bombs for taking soundings whether floating or otherwise).

C. *Instantaneous burning fuses* (narrow fabric fuses having a core of explosive more dangerous than tetranitrate of pentaerythrite provided they comply with the regulations of the country of consignment).

6. Les *diverses munitions militaires* non autrement dénommées (par exemple cartouches, projectiles chargés), toutes *sans mèche*, à condition qu'elles satisfassent aux prescriptions du pays d'expédition.

7. *Grenades à main et à fusil, sans mèche*, à condition qu'elles satisfassent aux prescriptions du pays d'expédition.

8. *Cartouches explosibles pour projectiles provoquant un effet brisant, torpilles et mines, ainsi que boîtes explosantes et similaires, douilles chargées de tétryle*, toutes *sans capsule*, à condition qu'elles satisfassent aux prescriptions du pays d'expédition.

9. *Matériel d'éclairage et de signalisation.*

Font partie notamment de cette catégorie :

Les cartouches d'éclairage et de signalisation,

Les signaux à grenades,

Les douilles pour cartouches lumineuses,

Les signaux lumineux à main,

Les feux servant à identifier les cibles avec apparition de feu ou de poudre,

Les cartouches-éclairs (lueurs au départ du coup),

La charge servant à la projection et à l'éclairage doit être suffisamment compacte pour éviter que la substance n'explose lorsqu'elle prend feu.

10. *Substances fumigènes*, à condition qu'elles satisfassent aux prescriptions du pays d'expédition.

11. *Substances servant à produire des brouillards*, à condition qu'elles satisfassent aux prescriptions du pays d'expédition.

12. Les *munitions dénommées sous 6-8 avec détonateurs ou amorces parfaitement protégés*, à condition que ces munitions satisfassent aux prescriptions du pays d'expédition et qu'elles soient remises pour expédition par wagon.

CONDITIONS DE TRANSPORT

A. EMBALLAGE.

Les dispositions en vigueur dans le pays d'expédition sont applicables à l'emballage.

Tout colis, contenant des *matières des N^{os} 3, 5 A et 5 C*, doit être muni d'une étiquette conforme au modèle N^o 2 ; tout colis contenant des *matières des N^{os} 6, 7, 8 et 9*, d'une étiquette conforme au modèle N^o 1 et, tout colis contenant des *matières du N^o 12*, d'une étiquette conforme au modèle N^o 2 a.

B. ATTESTATIONS, LETTRES DE VOITURE.

1. L'indication de la marchandise doit être encadrée :

a) Une fois en noir pour les *matières des N^{os} 3, 5 A et 5 C* ;

b) Une fois en rouge pour les *matières des N^{os} 6, 7, 8 et 9* ;

c) Deux fois en noir pour les *matières du N^o 12*.

2. Pour les *munitions de la classe I b*, sauf celles dénommées sous 1 a, l'expéditeur doit certifier dans la lettre de voiture que la nature et l'emballage des munitions répondent aux prescriptions du pays d'expédition.

3. Pour les *munitions des N^{os} 6 à 9 et 12*, la déclaration relative à la nature et à l'emballage doit être confirmée par les autorités compétentes ou par un chimiste ou un expert agréé par elles ; la lettre de voiture devra faire mention de cette déclaration.

4. Sont, en outre, nécessaires tous les certificats exigés par les dispositions législatives spéciales en vigueur sur le territoire des Etats contractants que doivent traverser les envois.

6. *Military ammunition* not otherwise specified (e. g. cartridge cases, charged shells) all *without* detonator, provided they comply with the regulations of the country of consignment.

7. *Hand or rifle grenades* without detonator, if they comply with the regulations of the country of consignment.

8. *Detonating charges for shells, torpedoes and mines, and percussion boxes, etc., tetryl cases all without* percussion caps, if these charges etc., comply with the regulations of the country of consignment.

9. *Lighting and signalling apparatus.*

This category includes :

Verrey lights and signal rockets
Signal shells
Star rockets
Roman candles
Range-indicating shells by flare or dust
Squibs (detonating squibs)

The fusing propelling, or lighting substance must be so condensed that the objects do not explode when set fire to.

10. *Smoke-spreading Fumigating apparatus* if it complies with the regulations of the country of consignment.

11. *Substances designed to produce artificial fog*, if they comply with the regulations of the country of consignment.

12. *The ammunition specified in Nos. 6 to 8 with safety detonators or fuses*, if such ammunition complies with the regulations of the country of consignment and is despatched in complete waggon loads.

CONDITIONS OF TRANSPORT.

A. PACKING.

Packing must comply with the regulations of the country of consignment.

Each package containing *articles coming under Nos. 3, 5 A and 5 C* must bear a label in accordance with Model No. 2, each package containing *articles coming under Nos. 6, 7, 8 and 9* must bear a label in accordance with model 1 and each package containing *articles coming under No. 12* must bear a label in accordance with Model No. 2 (a).

B. CERTIFICATES, WAYBILLS.

1. The description of the contents must be surrounded by :

- (a) A black line in the case of *articles coming under Nos. 3, 5 A and 5 C* ;
- (b) A red line in the case of *articles coming under Nos. 6, 7, 8 and 9* ;
- (c) Two black lines in the case of *articles coming under No. 12.*

2. In the waybills relating to *ammunition coming under Class I (b)*, with the exception of those mentioned under No. 1 (a), the consignor must certify that the nature of the goods and the packing comply with the regulations of the country of consignment.

3. In the case of *ammunition coming under Nos. 6 to 9 and 12*, the declaration as to the nature of the goods and the packing must be confirmed either by the competent authority or by a chemist or expert approved by him, and mention must be made of such declaration in the waybill.

4. The Contracting States over whose territories the goods are to be carried shall specify, in their own laws, any further certificates which may be required.

C. MATÉRIEL DE TRANSPORT.

1. Les *munitions de toute nature* doivent être transportées en wagons couverts.
2. En outre, les prescriptions relatives à la classe I a), sous D (matériel de transport), paragraphe 2, sont applicables aux *munitions du N° 12*.

D. CHARGEMENT.

1. Les *pièces d'artifice pour signaux* (N° 3), les *amorces détonantes* (N° 5 A), les *mèches détonantes instantanées* (N° 5 C) et les *munitions dénommées au N° 12* ne peuvent être chargées dans le même wagon que les *explosifs* (I a), les *munitions des N°s 6, 7, 8 et 9* ou les *liquides combustibles* (classe III a) du groupe A I.

2. En outre, les prescriptions relatives à la classe I a) sous E (chargement et autres prescriptions), paragraphe 2, sont applicables aux *munitions du N° 12*.

E. MODE DE TRANSPORT.

Les *munitions des N°s 3, 5 A, 5 C, 6, 7, 8, 9 et 12* ne peuvent être expédiées en grande vitesse.

Parmi les prescriptions applicables à la classe I c) (*inflammateurs, pièces d'artifice, etc.*) :

1. Les paragraphes 3 a) et 3 b) de l'introduction (N° marginal 48) sont modifiés comme suit :
 3. *Les pièces d'artifice* :

a) Les *bombes et feux à mortier*, c'est-à-dire les pièces d'artifice lancées au moyen d'un mortier et pesant 9 kg. au maximum, y compris la charge de propulsion (poids brut 12 kg.) ;

Les *bombes incendiaires, fusées, chandelles romaines, fontaines, roues et pièces d'artifice* similaires dont la charge ne peut dépasser le poids de 500 grammes par pièce ;

b) Les *petits « coups de canon »* ou *petits « mortiers de papier »* consistant en une gargousse entortillée de ficelle et enduite de colle, contenant au maximum 75 grammes de poudre en grains ou 25 grammes de charge explosive (poudre d'aluminium et perchlorate de potassium sans soufre) ainsi que les *« coups de fusil »* [pétards] (1), composés d'une gargousse de forme cylindrique fermée aux deux extrémités, contenant au maximum 20 grammes de poudre en grains, les uns et les autres pourvus d'une mèche dont l'âme doit être couverte à l'extrémité extérieure, et les *autres pièces similaires destinées à produire une forte détonation*.

En ce qui concerne les grands « coups de canon » (feux d'artifice pour signaux), voir classe I b). N° 3.

[Les notes au bas de l'annexe I de la Convention internationale restent sans changement].

2. Parmi les conditions de transport, chapitre A (emballage), supprimer la dernière phrase de l'alinéa 1^{er} (N° marginal 49) « *Pour les objets dénommés sous 2, les couvercles des caisses doivent être assujettis au moyen de vis* ».

3. L'alinéa 2 k) du même chapitre (N° marginal 63) est complété comme suit :

« En ce qui concerne les bombes ayant un poids brut de plus de 5 kg., la charge de propulsion doit être protégée par un tube de carton recouvrant la partie inférieure de la bombe. L'emballage doit être fait en caisses, en prenant soin de bien remplir les espaces vides avec de la sciure de bois ou des matières similaires. »

4. Supprimer le paragraphe 4 du même chapitre (N° marginal 66).

C. ROLLING STOCK.

1. *Explosives of every kind*, must be carried in covered goods waggons.
2. *Ammunition coming under No. 12* shall also be governed by the regulations applicable to in Class I (a) of Chapter D (rolling stock), paragraph 2.

D. LOADING.

1. *Fire-works for signalling* (No. 3), *detonating primers* (No. 5 A), *instantaneous burning fuses* (No. 5 C) and *ammunition coming under No. 12* may not be loaded in the same waggon as *explosives* (I (a)), *ammunition coming under Nos. 6, 7, 8 and 9* or *inflammable liquids* (Class III (a)) *danger group A* (I).

2. *Ammunition coming under No. 12* shall also be governed by the regulations applicable to Class I (a) of Chapter E (Loading and Further Regulations), paragraph 2.

E. METHOD OF TRANSPORT.

Substances coming under Nos. 3, 5 A, 5 C, 6, 7, 8, 9 and 12 may not be carried by " *grande vitesse* ".

In the regulations relating to Class I c (*Igniters, fireworks, etc.*) ;

1. No. 3 (a) and (b) of the preliminary provisions (marginal No. 48), read as follows :

3. *Fire-works.*

(a) *Bombs and fire-pots*, that is to say, fireworks ejected by a mortar with a total weight of 9 kg. including the propelling charge (gross weight 12 kg.) ;

Incendiary bombs, rockets, Roman candles, fountains, wheels, etc., with charges, weighing not more than 500 grammes each ;

(b) *Small cannon charges* composed of paper cartridges, wrapped with string and coated with glue and containing not more than 75 grammes of granular powder or 25 grammes of detonating salt (powder made of aluminium and perchlorate of potassium without sulphur), as also *gun charges* (crackers) (1), containing not more than 20 grammes of granular powder consisting of a cylindrical paper cover closed at both ends, both provided with fuses, the outer core of which must be covered, and other similar articles intended to produce a loud report.

As regards large gun charges (fireworks for signalling) see Class I (b), No. 3.

(The foot-notes to Annex I of the International Convention are unchanged).

2. In " Conditions of transport ", Section A (Packing) in paragraph (I) (marginal No. 49), the last sentence " in the case of articles mentioned under (2), the lids of the cases must be screwed down " is omitted.

3. At the end of paragraph 2 (k) (marginal No. 63), the following passage is added :

" As regards bombs of a gross weight of more than 5 kg., the propelling charge must be protected by a cardboard socket covering the lower part of the bomb. The bombs must be packed in cases and the spaces must be entirely filled with wood-wool or a similar substance. "

4. Paragraph 4 (marginal No. 66) is deleted.

5. Le début de la deuxième phrase du paragraphe 5 du même chapitre (N° marginal 67) est modifié comme suit :

« Le poids total de la matière explosible (charge de propulsion, charge de percussion et charge d'éclairage) ne doit pas dépasser 20 kg. pour les matières indiquées sous 1 e), 36 kg. pour les pièces d'artifice proprement dites dénommées sous 3 a), 25 kg. pour les petites pièces, etc., comme précédemment.

6. Le paragraphe 6 du même chapitre (N° marginal 68) est modifié comme suit :

(6). Tout colis contenant des substances dénommées sous 2 a), 2 b), β), 2 e), 2 f) et 3, doit porter une étiquette conforme au modèle N° 2 b).

7. Le paragraphe 4 (N° marginal 72) du chapitre B « *Autres dispositions* » est modifié comme suit :

(4). En ce qui concerne les articles dénommés sous 1 b), 1 d), 1 e), 2 a), 2 b), β), 2 e), 2 f) et 3, l'expéditeur doit déclarer, dans la lettre de voiture, que la nature des marchandises et l'emballage satisfont aux prescriptions de la Classe I c) de l'annexe I de la Convention internationale ou aux dispositions du présent accord.

8. Le chapitre C « *Mode de transport* » (N° marginal 74) est abrogé.

En ce qui concerne les prescriptions applicables à la Classe I d) (gaz comprimés, liquéfiés ou dissous sous pression), il faut ajouter, dans les dispositions initiales (N° marginal 76) :

1. Au N° 7, après le mot « *chlore* » : « *acide chlorhydrique* » et, après les mots « *tétraoxyde d'azote* » :

« *Gaz T* (mélange d'oxyde d'éthylène et d'acide carbonique dont la pression jusqu'à 50° C. ne dépasse pas celle du chlore liquéfié) ».

2. Au N° 8, ajouter après les mots « *lance-parfums* » : *Chlorure de vinyle, bromure de méthyle* ¹.

3. En ce qui concerne le bromure de méthyle, ajouter en note au bas de la page le renvoi ¹ :

¹ Le mélange de bromure de méthyle et de bromure d'éthylène dans la proportion 1 : 1 est admis au transport sans condition.

Le paragraphe 2 b) (N° marginal 82) du chapitre B « *Epreuves officielles des récipients* », de la présente classe, est modifié comme suit :

b) Pour les gaz liquéfiés dénommés sous 5, 6, 7 et 8 :

Acide carbonique	190 kg./cm ²
Gaz d'huile liquéfié	190 »
Protoxyde d'azote	180 »
Ethylène	225 »
Acide chlorhydrique	110 »
Ethane	95 »
Gaz Z	40 »
Propylène	35 »
Ammoniaque	30 »
Oxychlorure de carbone (phosgène)	15 »
Chlore, gaz T	22 »
Acide sulfureux	12 »
Tétraoxyde d'azote	22 »
Chlorure de méthyle	16 »
Ether méthylique	16 »
Méthylamine.	14 »
Chlorure d'éthyle, bromure de méthyle, éthylamine, oxyde d'éthylène, butadiène	10 »
Chlorure de vinyle	11 »

5. In paragraph 5 (marginal No. 67), the beginning of the second sentence reads as follows :

“ The total weight of the explosive substance (propelling charge, bursting charge and lighting substance) must not exceed 20 kg. for the articles enumerated under (1) (e), 36 kg., for fireworks properly so-called mentioned under (3) (a), 25 kg. for small fireworks, etc., (continue as before).

6. Paragraph 6 (marginal No. 68) is replaced by the following :

“ (6) Each package containing articles coming under (2) (a), (2) (b) (β), (2) (e), (2) (f) and (3) must bear a label in accordance with Model No. 2 (b).”

7. In Chapter B (*Further Regulations*), paragraph 4 (marginal No. 72) reads as follows :

“ (4) In the case of articles mentioned under (1) (b), (1) (d), (1) (e), (2) (a), (2) (b), (β), (2) (e), (2) (f) and (3), the consignor must certify on the way-bill that the character of the consignment and its packing are in accordance with the regulations laid down in Class I (c) of Annex I of the International Convention and the present Agreement.

8. Chapter C (*Method of Transport*) (marginal No. 75) is omitted.

The regulations relating to Class I (d) (compressed and liquefied gases and gases dissolved under pressure) are amended as follows :

Preliminary provisions (marginal No. 76).

1. Under No. 7, after the word “ chlorine ” read “ hydrochloric acid ”, and after the word “ tetroxide of nitrogen ” is added :

“ The gas known as “ T ” (mixture of ethylene oxide and carbonic acid, the pressure of which at a temperature of 50° C. does not exceed that of liquefied chlorine) ”.

2. Under No. 8, after the word “ spray-perfume ” is added “ vinyl chloride and methyl bromide ”.¹

3. Add a footnote¹, to the words “ methyl bromide ”, as follows :

“¹ The mixtures of methyl bromide and ethyl bromide [in a ratio of 1 : 1 shall be accepted for transport unconditionally..”

In Chapter B (*official testing of receptacles*) of this class, paragraph 2 (b) (marginal No. 82) reads as follows :

(b) In the case of the liquefied gases specified under (5), (6), (7) and (8) :

Carbonic acid	190 kg./cm ²
Oil gas	190 ”
Protoxide of nitrogen	180 ”
Ethylene	225 ”
Hydrochloric acid	110 “
Ethane	95 ”
Gas known as “ Z ”	40 ”
Propylene	35 ”
Ammonia	30 ”
Oxychloride of carbon (phosgene)	15 ”
Chlorine, gas known as “ T ”	22 ”
Sulphurous acid	12 ”
Tetroxide of nitrogen	22 ”
Methyl chloride	16 ”
Methyl ether	16 ”
Methylamine	14 ”
Ethyl chloride, methyl bromide, ethylamine, ethyl oxide and butadiene	10 ”
Vinyl chloride	11 ”

Le chapitre D « Remplissage des récipients », paragraphe 2 (N° marginal 90) est complété comme suit :

Pour l'acide chlorhydrique . . .	1 kg. de liquide pour	1,50 litre ¹	} de capacité du récipient.
Pour le chlorure de vinyle . . .	1 kg. » » »	1,26 »	
Pour le bromure de méthyle . . .	1 kg. » » »	0,70 »	
Pour le Gaz T	1 kg. » » »	1,34 »	

Au chapitre E « Autres prescriptions » :

1. Supprimer au paragraphe 2 (N° marginal 95) la dernière phrase : « Les récipients d'acide carbonique, gaz d'huile et protoxyde d'azote chargés en vrac doivent être peints en blanc ».

2. Au paragraphe 6 (N° marginal 99) remplacer le mot « novembre » par : « octobre », à la fois au N° 1 (troisième alinéa) et au N° 6.

Dans les prescriptions applicables à la Classe II « Matières sujettes à l'inflammation spontanée » :

1. Ajouter à la fin du paragraphe (6) (N° marginal 129) du Chapitre A « Emballage » :

« L'emballage n'est pas nécessaire lorsqu'on emploie pour le transport des wagons en fer couverts. »

2. Au même chapitre A « Emballage », supprimer le paragraphe 17 (N° marginal 140).

3. Le chapitre B « Autres prescriptions », paragraphe 2, (N° marginal 142) est complété par le nouveau paragraphe e) ainsi conçu :

« e) α) Les fuseaux de papier (N° 12) qui, après avoir été imbibés de vernis, de graisse ou d'huile, ont été chauffés puis refroidis suffisamment longtemps et de manière à écarter tout danger d'inflammation spontanée.

« β) Le papier et les rouleaux de carton secs qui ont été exposés à l'air suffisamment longtemps et de manière à écarter tout danger d'inflammation spontanée. »

Les paragraphes actuels e) et f) deviennent les paragraphes f) et g).

4. Le paragraphe 4 (N° marginal 144) du chapitre B « Autres prescriptions » est supprimé.

5. Au chapitre B « Autres prescriptions », paragraphe 5 (N° marginal 145), remplacer la phrase « pendant les mois de mars à octobre » par la phrase : « entre les mois d'avril et de septembre ».

6. Au chapitre B « Autres prescriptions » supprimer le paragraphe 8 (N° marginal 148).

7. Tout le chapitre D « Charge » (N° marginal 151) est supprimé.

8. Le chapitre D est supprimé et remplacé par le nouveau chapitre D « Lettres de voiture » :

D. LETTRES DE VOITURE.

La lettre de voiture devra porter, écrite ou soulignée en rouge, après la désignation de la marchandise, la mention « Matières sujettes à l'inflammation spontanée. Marchandises de la Classe II ».

Les prescriptions applicables à la Classe III a) (N°s marginaux 152 à 169) sont remplacés par les dispositions suivantes :

¹ Dans le trafic avec l'Italie, la charge maximum admise est de 1 kg. de liquide pour 1,70 litre de capacité du récipient.

In Chapter D (*filling of receptacles*), the following is inserted at the end of paragraph 2 (2) (marginal) No. 90) :

For hydrochloric acid	1 kg. of liquid per 1.50 litre ¹	} of the capacity of the receptacle
For vinly chloride	1 kg. " " 1.26 "	
For methyl bromide	1 kg. " " 0.70 "	
For gas known as " T "	1 kg. " " 1.34 "	

In Chapter E (*Further Regulations*).

1. In paragraph 2 (marginal No. 95) the last sentence — " receptacles for *carbonic acid, oil gas and protoxide of nitrogen*, loaded loose, must be painted white " is omitted.

2. In paragraph 6 (marginal No. 99), No.1 (sub-paragraph 3) and No.6, the word " November " is replaced in each case by the word " October ".

Regulations relating to Class II (*substances liable to spontaneous ignition*) :

1. In Chapter A (Packing), at the end of paragraph 6 (marginal No. 129), the following is inserted :

" No packing is required if iron wagons with movable roofs are used."

2. In Chapter A (*Packing*), paragraph 17 (marginal No. 140) is deleted.

3. In Chapter B (*Further Regulations*), in paragraph (2) (marginal No. 142) a fresh paragraph (*e*) is inserted which reads as follows :

" (*e*) (*α*) *Paper spools* (No. 12) after being impregnated with varnish, grease or oil have been heated for a length of time and in such a manner that any danger of spontaneous combustion is precluded.

" (*β*) *The paper and cardboard rings* are dried and have been exposed to the air for such a length of time and in such a manner that any danger of spontaneous combustion is precluded."

(The former paragraphs (*e*) and (*f*) become paragraphs (*f*) and (*g*).)

4. In Chapter B (*Further Regulations*), paragraph (4) (marginal No. 144) is omitted.

5. In Chapter B (*Further Regulations*), in paragraph (5) (marginal No. 145), the time-limit is changed from : " from March to October " to " from April to September ".

6. In Chapter B (*Further Regulations*), paragraph 8 (marginal No. 148) is deleted.

7. The whole of Chapter D (Loading) (marginal No. 151) is omitted.

8. This section D is replaced by a new Chapter D (*Waybills*) which reads as follows :

D. WAYBILLS.

Under the description of the contents, the waybills must bear the mention : " liable to spontaneous combustion ". " Articles of category II "; this mention must be in red or underlined in red.

The regulations concerning *Class III (a)* (marginal Nos. 152 to 169) are replaced by the following provisions :

¹ In traffic with Italy, the maximum charge allowed is 1 kg. of liquid per 1.50 litres of the capacity of the receptacle.

CLASSE III

MATIÈRES INFLAMMABLES.

III a). *Liquides combustibles*¹.

Les liquides ci-après et leurs mélanges artificiels liquides ou encore pâteux à la température de 15° C. (ci-après dénommés « liquides combustibles ») sont soumis à des conditions spéciales :

A. *Liquides combustibles des groupes A 1, 2 et 3*, qui ne se mélangent pas avec l'eau, ni eux-mêmes, ni leurs parties liquides combustibles:

1. *Liquides combustibles du groupe A 1*, c'est-à-dire ceux qui ont leur point d'inflammation en-dessous de 21° C.² et ceux qui :

a) Ne contiennent pas plus de 30 % de matières solides³ dissoutes ou en suspension dans le liquide.

Rentrent notamment dans cette catégorie :

Les pétroles naturels légers, les produits de tête de la distillation du goudron et des huiles à gaz, le sulfure de carbone, l'éther éthylique; le collodion et autres solutions contenant de l'éther éthylique, des pétroles bruts et autres huiles brutes, ainsi que leurs produits de distillation très fluides, tels que les essences légères de pétrole, les benzines légères et lourdes, la benzine-naphte, la ligroïne et différents produits de distillation du goudron de houille, tels que l'huile légère; le benzol, le toluol, certains vernis à la nitro-cellulose.

b) Contenant plus de 30 % de matières solides dissoutes ou en suspension dans le liquide.

Rentrent spécialement dans cette catégorie : certains colorants pour cuirs et certaines encres d'imprimerie, certains vernis et certaines solutions de caoutchouc (gomme).

2. *Liquides combustibles du groupe A 2*, c'est-à-dire dont le point d'inflammation est compris entre 21° C. et 55° C.² et qui ne contiennent pas plus de 30 % de matières solides³ solubles ou en suspension dans le liquide. Rentrent notamment dans cette catégorie : le pétrole d'éclairage, le pétrole-test, le « Standard White » brut ou épuré, la kérosine, différents produits légers de la distillation du goudron de bois, de tourbe, de lignite et de houille, comme par exemple le solvant-naphte, le xylol, l'essence de térébenthine minérale (White Spirit), ainsi que l'essence de térébenthine végétale et certains mélanges d'alcools et de benzols.

3. *Liquides combustibles du groupe A 3*, c'est-à-dire dont le point d'inflammation est supérieur à 55° C. sans dépasser 100° C.¹ et qui ne contiennent pas plus de 30 % de matières solides¹ solubles ou en suspension dans le liquide. Rentrent notamment dans cette catégorie : le goudron de houille distillé, le goudron brut, l'huile solaire, certaines huiles pour moteurs à combustion interne, les huiles de goudron de bois, de tourbe, de lignite et de houille, les huiles de schiste, les huiles de nettoyage, les huiles à gaz et les huiles de paraffine.

¹ Les petits paquets emballés selon l'usage du commerce — y compris les échantillons de liquides combustibles de tous les groupes (pour le groupe A. I a, jusqu'à concurrence d'un poids net maximum de 200 gr. par colis) — contenus dans un solide emballage extérieur (fer blanc, bois ou carton) de manière à ne pas se rompre, sont admis en transport sans condition.

² Le point d'inflammation est mesuré avec l'appareil « Abel-Pensky » à la pression de 760 mm.

³ Doivent être assimilées aux matières solides les huiles consistantes (huiles de lin épaisses) ou les substances similaires ayant un point d'inflammation supérieur à 100° C.

CLASS III.

INFLAMMABLE SUBSTANCES.

III (a). *Inflammable liquids* ¹.

The following liquids and artificial mixtures thereof, whether liquid or in the form of paste, at temperatures below 15° C. (shortly described hereinafter as "inflammable liquids") are subject to special conditions :

A. *Inflammable liquids in groups A (1), (2) and (3)* — that is to say, those of such a kind that either the liquids themselves or their inflammable liquid components, do not mix with water :

1. *Inflammable liquids of Group A 1*, that is to say, those with an ignition point below 21° C. ; and containing a total of solid materials ³ soluble and/or in suspension in the liquids :

(a) Not exceeding 30 %.

The following substances in particular are included in this category :

Natural very light mineral oils, first fractions of the distillation of tar and gas oils, carbon bisulphide, ethyl ether, collodion and other solutions containing ethyl ether ; crude petroleum and other crude oils, together with their volatile distillation products, such as the light essences of petroleum, light and heavy benzines, benzine naphtha, ligroin and various products of the distillation of coal tar, such as light oil, benzol, toluene and certain varnishes with a basis of nitro-cellulose.

(b) Exceeding 30 %.

The following substances in particular are included in this category : certain colours for the dyeing and stamping of leather, varnishes and rubber (gum) solutions.

2. *Inflammable liquids of group A 2*, that is to say, those with ignition points between 21° C. and 55° C ² not containing more than a total of 30% of solid materials ³ soluble and/or in suspension in the liquids. The following substances in particular are included in this category : paraffin oil, "Test" petroleum, Standard White, crude or purified, kerosene, various light products of the distillation of wood-tar, peat, lignite and coal, such as solvent naphtha, xylol, turpentine substitute (white spirit) and also vegetable turpentine and various mixtures of alcohol and benzene.

3. *Inflammable liquids of group A 3*, that is to say, those with an ignition point above 55° C. but not above 100° C. ¹ and containing not more than a total of 30 % of solid materials ¹ soluble and/or in suspension in the liquids. The following substances in particular are included in this category : distilled coal-tar, crude tar, solar oil, certain oils for internal combustion motors (motorine, etc.), oils made from wood tar, peat, lignite or coal, schist oils, cleaning oils, gas oils and paraffin.

¹ Small packages in ordinary commercial packing, and samples of inflammable liquids belonging to all groups (those in group A 1 (a) not to exceed 200 grammes in weight for each small package) securely fixed in a strong collective packing (tin plate, wood or card-board) so as to prevent breaking, will be accepted for transport unconditionally.

² The ignition point is determined by the "Abel-Pensky" apparatus by bringing it to a pressure of 760 mm.

³ The following materials must be placed on the same footing as solid matter, consistent oils (heavy inseed oil) or similar substances with an ignition point exceeding 100° C.

B. *Liquides combustibles du groupe B.*, c'est-à-dire qui peuvent se mélanger avec n'importe quelle quantité d'eau, eux-mêmes ou leurs parties, qui ont un point d'inflammation inférieur à 21° C¹ et qui ne contiennent pas plus de 30 % de matières solides² solubles ou en suspension dans le liquide. Rentrent notamment dans cette catégorie : l'esprit de bois (méthanol) brut ou rectifié, ainsi que les mélanges de ces liquides, l'alcool éthylique et ses mélanges, l'alcool dénaturé et les substances communément employées à le dénaturer (un mélange de pyridine et de méthanol), l'acétone et ses mélanges, l'aldéhyde acétique et ses mélanges.

CONDITIONS DE TRANSPORT

A. EMBALLAGE.

1. L'emballage doit être fait dans des récipients solides, étanches et bien fermés dont la substance (tôle de fer ou autres métaux, verre, grès, bois) ne peut être attaquée par le contenu liquide. L'emploi de récipients en bois est interdit pour les *liquides combustibles du groupe A. 1*, ainsi que pour le *xylol* et l'*acétate d'amyle*. Toutefois, cette interdiction n'est pas applicable aux *mélanges dans lesquels sont dissous du caoutchouc (gomme) ou autres matières analogues* ; pour ces mélanges il est permis d'employer des fûts solides en bois de chêne cerclés de fer.

2. Les récipients de verre ou de grès doivent être solidement assujettis, soit isolément, soit à plusieurs, dans d'autres récipients (bannettes ou paniers métalliques, cuveaux ou caisses) solides et munis de matières d'emballages appropriées.

Ces enveloppes extérieures (à l'exception des caisses) seront munies de bonnes et solides poignées. Les enveloppes extérieures découvertes doivent porter un couvercle de protection si celui-ci est en paille, jonc, roseau ou autres matières analogues, facilement inflammables, il doit être imprégné de lait d'argile ou de chaux, etc. mélangé avec du verre soluble. Le poids brut d'un colis ainsi constitué ne doit pas dépasser 75 kg.

Les récipients en tôle dont la contenance dépasse 5 kg. doivent avoir des jointures repliées et soudées. Les récipients en tôle contenant des *liquides combustibles du groupe A. 1 a*) en quantité supérieure à 20 kg., poids net, doivent être solidement assujettis dans d'autres récipients ; les prescriptions susmentionnées sont applicables par analogie à l'aménagement de ces derniers récipients. Le poids brut d'un colis ainsi constitué ne doit pas dépasser 75 kg. Les récipients *communs* en tôle de fer contenant de l'*éther éthylique* ou du *sulfure de carbone* doivent toujours (même pour des quantités inférieures à 20 kg.) être solidement assujettis de la même manière dans des enveloppes extérieures de la nature susvisée. Toutefois, les enveloppes extérieures ne sont pas nécessaires si l'*éther éthylique* ou le *sulfure de carbone* sont contenus dans des récipients *soudés*, parfaitement étanches et fermant bien, en *forte tôle* de fer.

3. Les récipients en fer ou autres métaux ne doivent être remplis des *liquides combustibles dénommés sous A. 1 a*) que jusqu'à concurrence de 95 % de leur capacité à une température de 15° C.

4. Tout colis renfermant les *liquides dénommés sous A. 1 a*) et *b*) doit porter l'étiquette du modèle N° 3. Les paniers et cuveaux contenant les *liquides dénommés sous A. 1 a*) (doivent en outre porter une étiquette du modèle N° 7. Ils ne doivent pas être portés sur les épaules ou sur le dos. L'emploi de « diables » est seul autorisé pour leur transport.

¹ Le point d'inflammation est mesuré avec l'appareil « Abel Pensky » à la pression de 760 mm.

² Doivent être assimilées aux matières solides les huiles consistantes (huiles de lin épaisses) ou les substances similaires ayant un point d'inflammation supérieur à 100° C.

B. *Inflammable liquids of group B* — that is to say, those of such a kind that either the liquids themselves or their inflammable liquid components can mix with any quantity of water and have an ignition point below 21° C. ¹ and not containing more than a total of 30 % of solid materials ² soluble and/or in suspension in the liquids. The following substances in particular are included in this category: wood spirit (methanol) raw or rectified, and mixtures of these liquids, ethyl-alcohol and its mixtures, denatured alcohol and the substances commonly used to denature it (a mixture of pyridine and methanol), acetone and its mixtures, acetic aldehyde and its mixtures.

CONDITIONS OF TRANSPORT.

A. PACKING.

1. These goods must be packed in solid receptacles, airtight and properly closed, and the material of which they are made (sheet iron or other metals, glass, stone-ware, wood) must be proof against corrosion by the liquid contents. Wooden receptacles may not be used for the *liquids enumerated under A 1*, and for *xydol* and *amyl acetate*. This prohibition does not, however, apply to *mixtures* in which *rubbers* (gums) or *similar substances* are dissolved: for such articles, thick oak barrels with iron hoops may be used.

2. Receptacles of glass or stone-ware must be firmly fixed either singly or in sets in other receptacles (metallic hampers or baskets, tubs or cases). These outer covers (with the exception of cases) must have good solid handles.

The outer uncased covers must have a protecting lid; and if the latter is made of straw, rush, reeds or other similar substances which are readily inflammable, it must be steeped in slip (cream of clay), milk of lime, etc., mixed with soluble glass. The gross weight of such a package must not exceed 75 kg.

The seams of sheet iron receptacles containing not more than 5 kg. must be rivetted and soldered. Sheet-iron receptacles containing *inflammable liquids of group A 1 (a)* and of a net weight exceeding 20 kg. must be packed in outer covers; the composition of these outer covers shall be governed *mutatis mutandis* by the above-mentioned regulations. The gross weight of such a package must not exceed 75 kg. Receptacles of *ordinary* sheet-iron containing *ethyl-ether* or *carbon bisulphide* must always (even for quantities of less than 20 kg.) be carefully packed in outer covers of the kind described. However, these are not essential if the ethyl ether or carbon bisulphide is packed in strong *welded* sheet-iron receptacles which are airtight and securely closed.

3. Receptacles of iron or other metals must not be used for the *liquids enumerated under A 1 (a)* for more than 95 % of their capacity at a temperature of 15° C.

4. Any package containing the *liquids enumerated under A 1 (a) and (b)* must bear a label as in model No. 3. Baskets and tubs containing liquids enumerated under *A 1 (a)* must bear a label as in model No. 7. They must not be carried on the shoulders or backs of men. They may not be moved on wheels except on trucks known as "sackkarren".

¹ The ignition point is determined by the "Abel-Pensky" apparatus by bringing it to a pressure of 760 mm.

² The following materials must be placed on the same footing as solid matter, consistent oils (heavy linseed oils), or similar substances with an ignition point exceeding 100° C.

B. LETTRES DE VOITURE.

1. La lettre de voiture devra porter, après la dénomination de la marchandise faite selon le tarif douanier ou selon l'usage du commerce, l'indication :

« Marchandise de la classe III a) groupe . . . » (comme il a été dit au début).

Cette indication devra être écrite ou soulignée en rouge.

2. A défaut d'indication du groupe, l'envoi sera traité selon les prescriptions applicables au groupe A 1 a).

C. AUTRES PRESCRIPTIONS.

1. Il est permis d'emballer avec d'autres objets, dans des caisses en bois, solides, étanches et bien fermées, et en observant les prescriptions relatives aux récipients édictées au chapitre A (emballage) :

a) *Les liquides dénommés sous A 1 a)* en quantités totales ne dépassant pas 60 kg. ; toutefois, pour le sulfure de carbone, jusqu'à 5 kg. seulement ; pour les pétroles naturels très légers, l'éther éthylique, le collodion et autres solutions contenant de l'éther éthylique, jusqu'à 20 kg. seulement.

b) *Les liquides dénommés sous A 1 b), A 2, A 3 et B*, sans restriction.

Les automobiles peuvent être transportées avec leurs réservoirs d'essence pleins en wagons couverts, à condition que la canalisation conduisant l'essence au carburateur soit fermée ou que l'exhausteur soit enlevé, étant entendu que dans l'un et l'autre cas le carburateur se vide par le fonctionnement du moteur. Les réservoirs auxiliaires faisant corps avec la voiture peuvent également être pleins de carburant à condition d'être parfaitement fermés.

2. Le transport doit avoir lieu en wagons découverts ; toutefois, peuvent également être chargés dans des wagons couverts, quel que soit le nombre des colis, soit isolément, soit emballés avec d'autres objets, conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) et b) ;

Les liquides dénommés sous A 1 a) contenus dans des récipients dont le poids brut total n'excède pas 60 kg.

12 kg. pour le sulfure de carbone et 20 kg. pour les pétroles naturels très légers, l'éther éthylique, le collodion et autres solutions contenant de l'éther éthylique,

Les liquides dénommés sous A 1 b), A 2, A 3, ainsi que l'acétone et ses mélanges contenus dans des récipients dont le poids brut total n'excède pas 80 kg.

Et *les liquides dénommés sous B* (exception faite de l'acétone et de ses mélanges) contenus dans des récipients de dimensions quelconques. Dans ce cas, les jointures des récipients de tôle doivent être repliées et soudées avec le plus grand soin. Les récipients de verre ou de terre cuite doivent être emballés dans des enveloppes extérieures à parois entières et parfaitement closes (les paniers étant exclus). Les récipients isolés admis au transport en wagons couverts peuvent aussi être emballés solidement dans d'autres enveloppes extérieures dont le poids brut ne dépasse pas 100 kg. Chaque récipient doit être soigneusement calé dans l'enveloppe extérieure. De même, l'alcool en bouteilles de verre contenues dans des caisses à châssis peut également être transporté comme chargement complet en wagons couverts : dans ce dernier cas, la couverture de protection exigée au chapitre A, paragraphe 2, deuxième alinéa, n'est pas nécessaire, à condition que chaque bouteille ne contienne pas plus d'un litre et que les enveloppes extérieures soient disposées dans le wagon de manière à ne pouvoir se renverser et à être protégées contre les avaries pouvant résulter de chutes de colis tombant de couches supérieures.

L'éther éthylique en bouteilles de verre ne contenant pas plus de 250 grammes chacune, soigneusement emballées et enfermées dans de solides caisses en bois, fermant parfaitement et ayant un poids brut maximum de 50 kilos, peut être transporté en wagons couverts.

B. WAYBILLS.

1. Waybills must contain the following remarks underneath the description of the contents in accordance with the tariff or commercial custom :

“ Goods of Class III (*a*) group. . . ” (in accordance with the introductory provision).

The remarks must be written in red or underlined in red.

2. If the group is not indicated, the consignment is to be treated in accordance with the regulations relating to group A 1 (*a*).

C. OTHER REGULATIONS.

1. The following may be packed with other articles in solid wooden boxes, airtight and well closed, subject to the regulations concerning receptacles laid down in Chapter A (packing) :

(*a*) *Liquids specified under A 1 (a)* in total quantities not exceeding 60 kg., 5 kg. for carbon bisulphide, and 20 kg. for very light natural mineral oils, ethyl ether, collodion and other solutions containing ethyl ether.

(*b*) *Liquids specified under A 1 (b), A 2, and A 3 and B*, without restriction.

Motor cars may be transported with full petrol tanks in covered or open wagons, provided the carburettor feedpipe is closed or the gas pressure in the petrol tank is reduced, it being understood that in both cases the carburettor must be emptied by running the motor. Auxiliary tanks firmly attached to the vehicles may also be filled with petrol provided the tanks are well closed.

2. The goods must be carried in open wagons. Nevertheless,

the liquids specified under A 1 (a) in receptacles of a total gross weight not exceeding 60 kg.,

12 kg., in the case of *carbon bisulphide*, 20 kg. in the case of *very light mineral oils, ethyl ether, collodion and other solutions containing ethyl ether*.

The liquids specified under A 1 (b), A 2 and A 3 (including acetone and mixtures thereof) in receptacles of a gross total weight not exceeding 80 kg.,

And the *liquids specified under B* (with the exception of acetone and mixtures thereof) in receptacles of any size, may also be loaded, without regard to the number of packages, in covered waggons, either by themselves or together with other articles in accordance with the provisions of paragraph 1 (*a*) and (*b*).

In this case, the seams of the sheet iron receptacles must be very carefully rivetted and soldered. The glass or stoneware receptacles must in such cases be packed in an outer cover which must be seamless and firmly closed (not a basket). Single receptacles accepted for transport in covered waggons must also be fixed in collective containers of a gross weight not exceeding 100 kg. The single receptacles must be so fixed in the collective retainers as to prevent any shifting. Spirits of wine in glass carboys packed in tiers in cases may also be transported as complete loads in covered waggons ; in this case, the lids provided for under A 2, second sub-paragraph, for the open outside packing are not required if the capacity of the carboys is not greater than 1 litre, and if the outside packings are stowed in the wagon in such a way that they cannot be overturned or fall.

Ethyl ether in glass carboys with a capacity not exceeding 250 grammes, well packed in solid and well-closed wooden receptacles with a gross weight of not more than 50 kg., may also be transported in covered waggons.

3. En outre, les *liquides dénommés sous A 1 a) et b)* sont soumis à la réglementation suivante :

a) Avant de commencer le chargement, on apposera sur les deux côtés du wagon des étiquettes du modèle N° 3 et du modèle N° 11.

b) Les colis devront être posés d'une manière stable dans les wagons. Les paniers et les cuveaux découverts seront fixés au wagon et ne devront pas être superposés ;

c) Les récipients qui se détérioreraient pendant le transport seront immédiatement déchargés, et s'il n'est pas possible de les réparer à bref délai, ils pourront être vendus avec le reste de leur contenu, pour le compte de l'expéditeur, sans aucune formalité ;

d) Les récipients vides ne sont admis au transport que s'ils sont bien fermés ; les récipients en fer ou autres métaux, vides, bien fermés, peuvent être transportés en wagons couverts. Les récipients non métalliques doivent être transportés en wagons découverts. La lettre de voiture doit mentionner l'usage antérieur auquel ont servi les récipients.

En ce qui concerne l'*acétone et ses mélanges*, il faut également observer les prescriptions énoncées sous b) jusqu'à d).

4. Les prescriptions énoncées au chapitre A (emballage), paragraphe 1 et au chapitre B (lettres de voiture) sont applicables au transport en wagons-réservoirs de *tous les liquides de la classe III a)* ; en outre, les dispositions du chapitre A (Emballage), paragraphe 3, et du chapitre C (autres prescriptions), paragraphe 3, a) sont applicables aux *liquides des groupes A 1 et A 2*.

Toutefois, la disposition du chapitre A (Emballage), paragraphe 3, n'est pas obligatoire pour les wagons-réservoirs, à condition que ceux-ci soient pourvus de dispositifs empêchant, d'une part, la production de tensions internes et, d'autre part, la propagation du feu de l'extérieur à l'intérieur du réservoir.¹

Les citernes des wagons-réservoirs doivent être construites en tôle de fer ou d'autres métaux et être soudées électriquement à l'infrastructure.

D. CHARGEMENT.

Les liquides combustibles et les récipients vides ayant contenu ces liquides sont exclus du transport en grande vitesse par expéditions partielles. Font exception, quel que soit le nombre des colis chargés dans un wagon, les liquides suivants, moyennant l'observation des prescriptions du chapitre C (autres prescriptions), paragraphe 2 :

1° Les liquides mentionnés sous A 1 a) contenus dans des récipients dont le poids brut ne dépasse pas 60 kg., ce poids étant réduit à 12 kg. pour le sulfure de carbone et à 20 kg. pour les pétroles naturels très légers, l'éther éthylique, le collodion et les autres solutions contenant de l'éther éthylique.

2° Les liquides mentionnés sous A 1 b), A 2, A 3 et B contenus dans des récipients dont le poids brut ne dépasse pas 80 kg.

3° L'éther éthylique en bouteilles de verre, d'une contenance maxima de 250 gr. chacune et soigneusement emballées dans de solides caisses de bois fermant parfaitement dont le poids brut ne dépasse pas 50 kg.

4° Les récipients vides en fer ou autres métaux, fermés hermétiquement.

Lorsque les divers récipients sont assujettis dans des enveloppes extérieures, ils peuvent atteindre le poids brut maximum de 100 kg.

¹ Dans le trafic avec l'Italie, cette dérogation n'est applicable qu'aux wagons-réservoirs contenant de l'essence ou du pétrole.

3. Furthermore, in the case of the *liquids enumerated under A 1 (a) and (b)*, the following regulations must be complied with :

(a) Before loading begins, labels in accordance with model No. 3 and model No. 11 must be affixed on both sides of waggons.

(b) Packages should be firmly secured in the waggons, uncovered baskets and tubs should be lashed to the sides of the waggons and not be stowed one upon the other.

(c) Receptacles which have become damaged during transport shall be unloaded immediately, and, if they cannot be quickly repaired, may be sold with any remaining part of the contents without further formality, for account of the consignor.

(d) Empty receptacles may only be forwarded if they are well closed. Such receptacles of iron or other metals may be carried in covered waggons. Other receptacles must be transported in open waggons. A note of the purpose for which such receptacles have previously served should be made on the waybill.

In the case of *acetone and its mixtures*, the regulations (b) to (d) must also be complied with.

4. The regulations set forth under A (Packing) paragraph (1) and under B (Waybills) shall apply to the carriage in tank waggons of *all liquids belonging to Class III a*. Furthermore, in the case of *liquids belonging to Classes A 1 and A 2*, the regulations laid down under A (Packing) paragraph 3 and C (Further Regulations), paragraph 3 (a) shall also apply.

Nevertheless, the provisions of Chapter A (Packing), paragraph 3 are not compulsory for tank waggons, provided they are fitted with devices which on the one hand prevent production of internal tension, and on the other hand hinder the spreading of fire inside the tank.¹

The tanks of tank waggons must be made of sheet-iron or other metal, and must have an electric connection with the under-carriage.

D. METHOD OF TRANSPORT.

Inflammable liquids and empty receptacles which have contained these liquids are not accepted for transport by *grande vitesse* in small lots. Provided the provisions of C. (Further Regulations), paragraph 2, are observed, exceptions are made irrespective of the number of packages loaded in a waggon, in the case of :

(1) The liquids mentioned under A 1 (a) contained in receptacles with a gross weight not exceeding 60 kg. ; 12 kg. for carbon bisulphide and 20 kg. for very light natural mineral oils, ethyl ether, collodion, and other solutions containing ethyl ether ;

(2) The liquids mentioned under A 1 (b), A 2, A 3 and B, contained in receptacles with a gross weight not exceeding 80 kg.

If the single receptacles are firmly fixed in collective containers, the gross weight of these may amount to as much as 100 kg.

(3) Ethyl ether in glass carboys with a capacity up to 250 gr., well packed in solid well-closed wooden receptacles with a gross weight not exceeding 50 kg. ;

4. Empty, hermetically closed receptacles of iron or other metal.

¹ In traffic with Italy, this exception applies only to tank waggons containing benzine or mineral oils.

E. CHARGEMENT.

Les *liquides combustibles de la classe III A groupe A 1* ne doivent pas être chargés dans le même wagon que les *explosifs de mines et de tir de la classe I a) A et B deuxième groupe, ni que les substances de la classe I b) mentionnées sous 3, 5 A, 5 C et 12.*

Parmi les prescriptions applicables à la classe III b) (*matières solides inflammables*).

1. Le paragraphe 3° des conditions préliminaires N° marginal 170) est modifié comme suit :

3° *Le celluloid en plaques, en feuilles, en tiges ou en tuyaux, les objets manufacturés en celluloid, le celluloid pour films en rouleaux¹, les films en celluloid déjà exposés à la lumière (même développés)², les déchets de celluloid ou de films en celluloid.*

2. Les notes suivantes sont ajoutées à la suite des articles « celluloid pour films en rouleaux »² et des « films en celluloid »³.

² C'est-à-dire la matière brute pour films sans émulsion.

³ Les films non exposés à la lumière sont transportés sans condition ainsi que les films de tout genre déjà exposés à la lumière (même développés) pourvu qu'ils soient emballés selon l'usage du commerce, c'est-à-dire au moins dans des caisses de bois résistantes, parfaitement étanches ou dans des boîtes de tôle ou de carton très résistant qui doivent être, à leur tour, emballées dans de solides caisses en bois et pourvu que l'expéditeur fasse figurer dans la lettre de voiture une attestation écrite, timbrée ou imprimée concernant cet emballage.

Le chapitre A (*emballage*) de la présente classe est modifié comme suit :

1. Le paragraphe 3° d) (N° marginal 176) :

d) Le poids d'un colis ne doit pas dépasser :

1° 60 kg. pour les tuyaux et 100 kg. pour les tiges, en ce qui concerne l'emballage prévu sous a) α) à δ) ;

2° 40 kg. en ce qui concerne l'emballage prévu sous c) β) à δ) ; et 80 kg. en ce qui concerne l'emballage prévu sous c) δ) en enveloppe double.

2. Le paragraphe 4 (N° marginal 177) :

4° *Le peroxyde de benzoyle ou le superoxyde de benzoyle, contenant 5 % au moins et moins de 25 % d'eau (N° 4), doit être emballé dans des boîtes de carton dont la contenance ne dépasse pas 2 kg. Les boîtes de carton doivent être assujetties dans de fortes caisses de bois parfaitement étanches et fermant bien. Une caisse ne doit pas contenir plus de 25 kg. de peroxyde de benzoyle ou de superoxyde de benzoyle.*

L'alinéa premier du chapitre B (*mode de transport*) de la présente classe N° marginal 178) est modifié comme suit :

« *Les matières dénommées sous 1, sauf celles qui sont emballées, ainsi que les déchets de celluloid et de films emballés conformément au chapitre A (emballage), paragraphe 3 c) β) à δ), sont exclus du transport par colis en grande vitesse.* »

Le point 7 (N° marginal 180) des prescriptions applicables à la classe IV (*Matières vénéneuses*) est modifié comme suit :

L'acide oxalique et l'oxalate de potassium à l'état solide ; les sels de l'acide hydrofluosilicique.

La note au bas de la page qui se réfère au 7 en question est supprimée ; est également supprimé le 9, *aniline*, (huile d'aniline) N° marginal 180).

Le paragraphe 9 (N° marginal 189) du chapitre A (*emballage*) de la présente classe est supprimé. Sont également supprimés, dans le chapitre B (*autres prescriptions*) de la présente classe :

1° Au paragraphe 1 b), « in fine », (N° marginal 194) les mots « ainsi que celles dénommées sous IV 9° » ;

2° Au paragraphe 1 c) (N° marginal 194) le 9°.

E. LOADING.

Inflammable liquids of Class III A, Group A 1, may not be loaded in the same waggon with *mining and gun explosives and of Class I (a) A and B, 2nd group, or with substances specified in Class I (b), Nos 3, 5 A, 5 C and 12.*

Amendments to the regulations relating to Class III b (solid inflammable materials).

1. No. 3 of the introductory regulation (marginal number 170) reads as follows :

(3) *Celluloid in plates, sheets, rods or tubes ; articles made of celluloid ; film celluloid in rolls¹ celluloid films² which have been exposed (whether developed or not) ; celluloid and film waste.*

2. Footnotes to be inserted² to " film celluloid in rolls " and³ " celluloid films ".

¹ That is to say, the raw material for films without emulsion.

² Films which have not been exposed are accepted for transport unconditionally, as are also films of all kinds which have been exposed (whether developed or not) contained in customary commercial packing : that is to say, packed at least in solid, airtight wooden or tin boxes or in thick hard cardboard boxes, which are in their turn packed in solid wooden cases, provided that the nature of the packing is certified by the consignor in the waybill in writing, printing or by means of a stamp.

In Chapter A (*Packing*) of this class.

1. Paragraph 3 (*d*) (marginal number 176) reads as follows :

(*d*) The weight of a package must not exceed the following :

(1) Packed in accordance with (*a*) (α) to (δ) : 60 kg. for tubes and 100 kg. for rods,

(2) Packed in accordance with (*c*) (β) to (δ) : 40 kg. ; packed in accordance with (*c*) (δ) in a double wrapping : 80 kg.

2. Paragraph 4 (marginal number 177) reads as follows :

4. *Peroxide of benzoyl or superoxide of benzoyl* with less than 25 % but not less than 5 % of water (No. 4) must be packed in cardboard boxes containing not more than 2 kg. These boxes must be fixed in strong airtight and well-closed wooden cases. No case may contain more than 25 kg. of peroxide of benzoyl.

In chapter B (Method of Transport) of this class (marginal No. 178), the first paragraph reads as follows :

" *The materials specified in 1, except those which are packed, and celluloid and film waste, in accordance with paragraph 3 (c) (β) to (δ) of Chapter A (Packing), may not be accepted in part loads in carriage by *grande vitesse*. "*

In the regulations relating to *Class IV* (Poisonous Substances), No. 7 of the introductory rules (marginal No. 180) reads as follows :

" *Oxalic acid and oxalate of potassium in the solid state, together with the salts of hydrofluosilicic acid* " Footnote 1, to No. 7 is omitted.

No. 9 (marginal No. 180) : " 9 *aniline* (aniline oil) " is omitted.

No. 9 of Chapter A (*Packing*) of this class (marginal No. 189) is omitted.

In Chapter B (*Further Regulations*) of this class, the following are omitted :

(1) In paragraph 1 (*b*) (marginal No. 194) the words " and under IV 9 " ;

(2) In paragraph 1 (*c*) (marginal No. 194) the number " 9 " :

Le chapitre C (*Mode de transport*) et le chapitre D (*Chargement*) de la présente classe (N^{os} marginaux 200 et 201) sont modifiés comme suit :

« C. MODE DE TRANSPORT. »

Sont exclus du transport par colis en grande vitesse les *matières dénommées sous 1, 3, 4, 5, 6 c*) et 10 (sauf les envois des matières *visées au 3*, qui sont destinées à combattre le paludisme dans des cas urgents et le sublimé (N^o 6 a) expédié pour la lutte contre les épidémies), ainsi que les *réipients vides* (y compris les sacs), ayant contenu *les matières appartenant aux paragraphes précités*, à moins que ces matières ne soient contenues dans des récipients de tôle ou de verre, étanches et bien fermés, convenablement entourés de paille de bois et que ces derniers soient à leur tour emballés avec soin dans des récipients de tôle bien soudés et le tout contenu dans de solides caisses en bois.

« D. CHARGEMENT. »

Les matières indiquées sous 1, 3, 4, 5, 6 a), 6 c) et 10 (sauf les matières indiquées sous N^o 3 en cas d'expéditions urgentes destinées à la lutte contre les parasites et le sublimé (N^o 6 a) en cas d'expéditions destinées à la lutte contre les épidémies), ainsi que les *réipients vides* (y compris les sacs) ayant servi à l'emballage de ces matières, ne peuvent être chargés dans le même wagon que les substances alimentaires à moins que lesdites matières ne soient contenues dans des récipients de tôle ou de verre, bien fermés et soigneusement entourés de paille de bois et que ces derniers soient à leur tour emballés dans des récipients de tôle bien soudés, et le tout assujetti dans de solides caisses de bois.

(Le paragraphe 2 du présent chapitre est supprimé).

Supprimer également, dans les prescriptions applicables à la *classe V (Matières caustiques)* :

1^o Au chapitre A (*Emballage*), paragraphe 13 (N^o marginal 218), la seconde phrase « les colis contenant de l'*acide nitrique rouge fumant* (1) doivent, en outre, porter l'étiquette du modèle N^o 3 ».

2^o Le chapitre D (*chargement*) (N^o marginal 236) tout entier.

ANNEXES

Modèle 1 comme le modèle 1 (rouge) de l'annexe 1 à la Convention internationale marchandises, encadré une fois.

Modèle 1 a) comme le modèle 1 de l'annexe à la Convention internationale marchandises, mais encadré deux fois.

Modèle 2 comme le modèle 2 (noir) de l'annexe 1 à la Convention internationale marchandises, encadré une fois.

Modèle 2 a) comme le modèle 2 (noir) de l'annexe 1 à la Convention internationale marchandises, mais encadré deux fois.

Modèle 2 b) une fusée (verte).

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} août 1931.

LA HAYE, le 6 juillet 1931.

ROME, le 5 septembre 1931.

Le Ministre des Communications :
(Signé) CIANO.

Le Ministre des Eaux :
(Signé) P. J. REYMER.

Chapters C (Method of Transport) and D (Loading) of this class (marginal numbers 200 and 201) read as follows :

“ C. METHOD OF TRANSPORT. ”

The substances enumerated under 1, 3, 4, 5, 6 (a), 6 (c) and 10 with the exception of the substances coming under number 3, in the case of consignments required urgently for the destruction of parasites and sublimate (No. 6 (a)) in the case of consignments to be used for the prevention of epidemics, as also empty receptacles (including sacks), which have contained substances coming under the above-mentioned numbers will not be accepted for transport by grande vitesse in part loads, unless the substances are contained in hermetically-sealed tin or glass receptacles which are carefully packed in wood wool and placed in airtight soldered tin receptacles, the latter being themselves packed in strong wooden cases.

“ D. LOADING. ”

The substances enumerated under 1, 3, 4, 5, 6 (a), 6 (c) and 10, except the substances coming under number 3, in the case of consignments required urgently for the destruction of parasites, and sublimate (No. 6 (c)) in the case of consignments to be used for the prevention against epidemics as also consignments of empty receptacles (including sacks) which have contained these substances, may not be loaded in the same waggons as foodstuffs, unless these substances are contained in hermetically-sealed tin or glass receptacles which are carefully packed in wood wool and placed in airtight soldered tin receptacles, the latter being themselves packed in solid wooden cases.

(Paragraph 2 of this Chapter is omitted.)

In the regulations relating to Class V (*Caustic Substances*) :

(1) In Chapter A (*Packing*), paragraph 13 (marginal No. 218), the second sentence : “ packages containing *fuming red nitric acid* (1) must also bear a label as in Model No. 3, ” is omitted.

(2) Chapter D (*Loading*) (marginal No. 236) is omitted.

ANNEXES.

Model No. 1, like Model No. 1 (red) of Annex I to the I.C.M., surrounded by one line.

Model No. 1 (a), like Model No. 1 (red) of Annex I to the I.C.M., surrounded by two lines.

Model No. 2, like Model No. 2 (black) of Annex I to the I.C.M., surrounded by a line.

Model No. 2 (a), like Model No. 2 (black) of the Annex to the I.C.M., surrounded by two lines.

Model No. 2 (b) torch (green).

The present Agreement shall come into force on August 1st, 1931.

THE HAGUE, July 6, 1931.

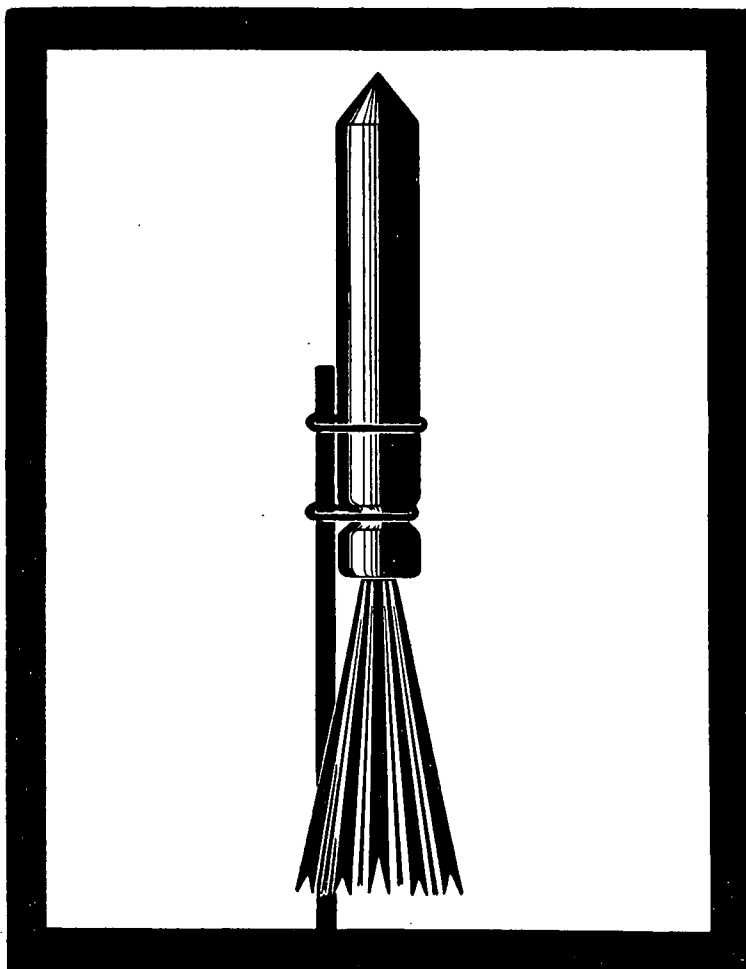
ROME, September 5, 1931.

The Minister of Communications :
(Signed) CIANO.

The Minister of Waterways :
(Signed) P. J. REÿMER.

MODÈLE DE L'ÉTIQUETTE 2 b.

MODEL OF LABEL NO. 2 b.



¹ TRADUCTION.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MINISTÈRE
DES COMMUNICATIONS.

N.C./131/14851.

ROME, le 1^{er} juin 1931, an IX.

Objet : Facilités pour le transport de certaines marchandises dangereuses et nocives par dérogation à l'Annexe 1 de la Convention internationale marchandises (C.I.M.).

Me référant à la lettre E.I.15 N° 3822 en date du 15 courant concernant l'Accord international intervenu à Berlin en vue de l'adoption de dispositions moins rigoureuses pour le transport de certaines marchandises dangereuses et nocives par dérogation à la nouvelle Annexe 1 de la Convention internationale marchandises (C.I.M.), j'ai l'honneur de vous faire savoir que, comme le ministère précité en a déjà été avisé, j'ai apporté l'adhésion du Gouvernement italien à l'Accord en question. J'ai, en outre, fait savoir qu'en ce qui concerne l'échange des ratifications de l'Accord précité, le Gouvernement italien a choisi la procédure prévue au point II du procès-verbal de la Conférence de Berlin et qui consiste dans l'échange, d'Etat à Etat, pour signature, des textes de l'accord rédigés dans la langue de chacune des Parties contractantes.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir deux exemplaires signés du texte en question rédigés dans sa propre langue dont l'un lui sera retourné revêtu de ma signature.

Je me réserve d'adresser, aux mêmes fins, dans le plus bref délai possible, deux exemplaires

¹ TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MINISTRY
OF COMMUNICATIONS.

N.C./131/14851.

ROME, June 1st, 1931, Year IX.

Subject : Facilities for transport for certain dangerous and noxious goods by derogation from the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail.

With reference to letter E.I.15 No. 3822 of 15 inst. concerning the International Agreement concluded at Berlin for the adoption of less rigorous provisions for the transport of certain dangerous and noxious goods by derogation from the new Annex 1 of the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail (C.I.M.), I have the honour to inform you that as your Ministry has already been notified, the Italian Government has acceded to the Agreement in question. I have further made known that as regards the exchange of ratifications of the above-mentioned Agreement, the Italian Government has elected the procedure provided for in Point II of the minutes of the Berlin Convention consisting in the exchange between individual States for signature of texts of the Agreement drawn up in the language of each of the Contracting Parties.

I have therefore the honour to request Your Excellency to be so good as to send me two signed copies of the text in question drawn up in your own language, one of which will be returned to you bearing my signature.

For the same purpose I shall send you as soon as possible two copies of the Agreement

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de l'accord rédigés en langue italienne en priant Votre Excellence de bien vouloir m'en retourner un dûment signé par elle.

Comme je l'ai également fait savoir au Ministère des Communications du Reich, l'accord en question devra entrer en vigueur le premier juillet prochain.

Le Ministre :
(Signé) CIANO.

drawn up in Italian with the request that Your Excellency may be so good as to return me one of them duly signed by you.

As I have further informed the Ministry of the Reich, the Agreement in question is to come into force on July 1st next.

The Minister :
(Signed) CIANO.

Destinataires :

Le Ministère fédéral du Commerce et des Transports, Vienne.
Le Ministère des Travaux publics, Copenhague.
Le Ministère du Commerce, Budapest.
Le Ministère des Eaux, La Haye.
Le Ministère des Transports, Bucarest.
Le Département des Communications, Stockholm.
Le Ministre des Chemins de fer de la République tchécoslovaque, Prague.
Le Ministère des Communications du Royaume de Yougoslavie, Belgrade.

To :

Federal Ministry of Commerce and Transport, Vienna.
Ministry of Public Works, Copenhagen.
Ministry of Commerce, Budapest.
Ministry of Waterstaat The Hague.
Ministry of Transport, Bucharest.
Communications Department, Stockholm.
Ministry of Railways of the Czechoslovak Republic, Prague.
Ministry of Communications of the Kingdom of Yugoslavia, Belgrade.

II.

MINISTÈRE DES EAUX.

LA HAYE, le 1^{er} juillet 1931.

Réponse à la lettre du 1^{er} juin 1931.

Objet : Accord portant des dispositions moins rigoureuses pour le transport des marchandises dangereuses par chemin de fer.

Vu la procédure prévue au point II, page 16, du procès-verbal de la Conférence de Berlin de mai 1931 et comme suite à la lettre mentionnée ci-contre, j'ai l'honneur de faire tenir à Votre Excellence, en deux exemplaires, établis en langue néerlandaise et signés par moi, l'Accord conclu entre les Pays-Bas et l'Italie, dont le

II.

MINISTERIE
VAN WATERSTAAT.

THE HAGUE, July 1st, 1931.

Reply to letter of June 1st, 1931.

Subject : Agreement providing for less rigorous provisions in respect of the transport of dangerous goods by rail.

In view of the procedure provided for in point II, page 16 of the protocol of the Berlin Conference of May 1931 and in reply to the above-mentioned letter, I have the honour to forward to Your Excellency in duplicate copies, in Dutch and signed by myself, of the Agreement concluded between the Netherlands and

texte est entièrement conforme à celui qui a été établi à ladite conférence.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir me retourner, aussitôt que possible, un des exemplaires revêtu de sa signature. Il me restera encore à attendre les deux exemplaires en langue italienne dont Votre Excellence m'annonce le prompt envoi.

Comme suite à la déclaration que les délégués néerlandais ont formulée à la Conférence de Berlin (p. 6 du procès-verbal), je prie Votre Excellence de bien vouloir prendre toutes dispositions utiles afin que les administrations des chemins de fer de son pays publient l'avis suivant :

« Aux Pays-Bas, la dynamite et les explosifs analogues à la dynamite (explosifs du deuxième groupe, sous *e*) ne pourront, jusqu'à nouvel ordre, être expédiés que :

a) Des points de passage de frontière Herzogenrath frontière Richterich (Kerkrade Rolduc frontière) et Sempelved frontière à destination des mines néerlandaises ;

b) De et à la station d'Echt des Chemins de fer néerlandais, à destination des points de passage de frontière mentionnés sous *a*) et au départ de ces derniers. »

Pour que les administrations ferroviaires aient suffisamment de temps pour procéder à la publication, la Convention devrait être mise en vigueur à partir du premier août 1931, date que je considérerai comme approuvée par Votre Excellence sauf avis contraire de sa part.

La dénonciation s'effectuera moyennant un préavis de deux mois.

Le Ministre des Eaux :
(Signé) P. J. REYMER.

Au Ministère
des Communications
du Royaume d'Italie,
Rome.

Italy, the text of which is entirely in accordance with that which was drawn up at the said Conference.

I beg your Excellency to be so good as to return to me as soon as possible one copy bearing your signature. I expect to receive the two copies in Italian which Your Excellency tells me will be forwarded shortly.

In view of the declaration which the Netherlands delegates made at the Berlin Conference (page 6 of the minutes), I beg Your Excellency to be so good as to take all necessary steps for the railway administrations of your country to publish the following notice :

“ In the Netherlands dynamite and explosives similar to dynamite (explosives of the second group, under (*e*)) can only be forwarded until further notice :

(*a*) To Netherlands mines from the following frontier points Herzogenrath frontier Richterich frontier ; Kerkrade Rolduc frontier and Sempelved frontier ; or (*b*) from and to the Netherlands railway station of Echt to and from the frontier stations mentioned under (*a*).”

In order that the railway administrations may have sufficient time to make the necessary public announcement the Convention should be put into force as from August 1st, 1931, which date I shall regard as approved by Your Excellency unless you inform me to the contrary.

The agreement may be denounced subject to two month's notice being given.

Minister van Waterstaat :
(Signed) P. J. REYMER.

To the Ministry
of Communications
of the Kingdom of Italy,
Rome.

III.

MINISTRY OF COMMUNICATIONS.

C.131/23572/2.

ROME, September 5, 1931. Year IX.

Ref. No. La AA Vervoer- en Mijnwesen of
July 1, 1931.

Subject : Provisions for international traffic
less rigorous than those of Annex I. of
the C.I.M.

I have the honour to forward to you herewith the text, bearing my signature as ratification, of the agreement elaborated at Berlin between May 5-9, 1931 with regard to the adoption in international traffic of provisions less rigorous than those provided for in Annex I of the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail (C.I.M.).

At the same time I have the honour to inform you that the said Agreement has been put into force in Italy as from September 1, 1931. Nevertheless, it remains understood that the Agreement in question is in practice applied in respect of consignments despatched between July 1st and August 31st.

The Minister,
(Signed) CIANO.

Ministerie van Waterstaat,
The Hague, Holland.

N° 2924.

NORVÈGE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Oslo, le 9 juin, et La Haye, le 15 juillet 1931.

NORWAY AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Oslo, June 9, and The Hague, July 15, 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nr. 2924. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER NORWEGISCHEN UND DER NIEDERLÄNDISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG LEICHTERER VORSCHRIFTEN FÜR DIE NACH DEM INTERNATIONALEN ÜBEREINKOMMEN² ÜBER DEN EISENBAHNFRACHTVERKEHR VOM 23. OKTOBER 1924 VON DER BEFÖRDERUNG AUSGESCHLOSSENEN ODER NUR BEDINGUNGSWEISE ZUGELASSENEN GEGENSTÄNDE IM WECHSELSEITIGEN VERKEHR ZWISCHEN DEN EISENBHÄHNEN DER BEIDEN LÄNDER. OSLO, DEN 9. JUNI UND GRAVENHAGE, DEN 15. JULI 1931.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet Echange de Notes a eu lieu le 23 mars 1932.

German official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 23, 1932.

I.

DET KONGELIGE DEPARTMENT
FOR DE OFFENTLIGE ARBEIDER.
Jnr. 5284 T.

OSLO, den 9. juni 1931.

Betrifft: Leichtere Vorschriften zu der am 1. Juli d. J. in Kraft tretenden neuen Anlage I des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachverkehr.

Wir gestatten uns beigelegt Abschrift unseres heutigen Schreibens an den Reichsverkehrsminister in Berlin zu übersenden.

Wir sind bereit die in Berlin getroffenen Abmachungen als Vereinbarung³leichterer Vorschriften im gegenseitigen Wechselverkehr mit Ihrem Lande mit Wirkung vom 1. Juli d. J. ab in Kraft treten zu lassen in derselben Weise wie im Verkehr mit Deutschland.

An das Königlich Niederländische Ministerium
der Waterstaat
den Haag.

(gez.) R. LANGELAND.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

³ Le Gouvernement des Pays-Bas a jugé superflu de communiquer au Secrétariat le texte de l'Accord, étant donné qu'il est rédigé sur les bases de l'accord similaire conclu entre les Pays-Bas et l'Allemagne, enregistré par le Secrétariat sous le N^o 2778 et publié dans le volume CXX, page 413, de ce recueil. Voir aussi pages 235 et 347 de ce volume.

¹ Came into force August 1, 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of the Series.

³ The Netherlands Government did not deem it necessary to communicate to the Secretariat the text of the Agreement, considering that it is drafted on the basis of a similar Agreement concluded between The Netherlands and Germany, registered with the Secretariat under No. 2778 and published in Vol. CXX, page 413, of this Series. See also pages 235 and 347 of this Volume.

II.

Jnr. 5284 T.

OSLO, den 9 Juni 1931.

Betrifft : Leichtere Vorschriften zu der am 1 Juli d. Js. in Kraft tretenden neuen Anlage I des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr. Zu Ihren Schreiben E. T. 15 N° 3822 und 3823 vom 15. Mai d. J.

Wir gestatten uns mitzuteilen, dass wir dem auf der Konferenz in Berlin vom 5 bis 9 Mai d. J. festgesetzten neuen Entwurf der neuen leichteren Vorschriften zustimmen.

Mit dem geehrten Herrn Reichsverkehrsminister erklären wir uns damit einverstanden dass die Vereinbarung als abgeschlossen anzusehen ist und zwischen unseren beiden Staaten zum 1. Juli d. J. inkrafttreten wird.

Den Abschluss der Vereinbarung nach der bisherigen Übung durch Austausch von zwei mit unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen Stücken halten wir nicht für erforderlich.

Abschrift unseres heutigen Schreibens an die übrigen beteiligten Ministerien folgt beigelegt.

An den Reichsverkehrsminister,
Wilhelmstrasse 80,
Berlin W.8.

III.

MINISTERIE VAN (WATERSTAAT).
LA G. ABTEILUNG VERVOER-EN
MIJNWEZEN.

'S-GRAVENHAGE, 15 Juli 1931.

Betreffende overeenkomst mildere bepalingen
voor het vervoer per spoorweg van gevaar
lijke stoffen.

Unter Bezugnahme auf Ihr gefälliges nebenerwähntes Schreiben, teile ich Ihnen ergebenst mit, dass ich dem Entwurf der Vereinbarung leichterer Vorschriften, wie dieser laut Briefe des Reichsverkehrsministers zu Berlin vom 15. Mai d. j. abgefasst ist, auch für den wechselseitigen Verkehr zwischen den Niederlanden und Yougoslaviens, Danemark, Norwegen, Schweden beistimme.

Kein Wert wird gelegt auf Austausch der mit Unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen Stücke des Wortlautes der Vereinbarung. Bei Kündigung wird eine zweimonatige Frist, laufend vom Tage des Kündigungsschreibens eingehalten werden.

Der Erklärung der Niederländischen Abgeordneten in der Konferenz zu Berlin gemäss (Seite 6 der Niederschrift) bitte ich Sie ergebenst veranlassen zu wollen, dass die Eisenbahnenverwaltungen Ihres Landes folgendes bekanntgeben.

« In den Niederlanden dürfen bis auf weiteres Dynamit und dynamitähnliche Sprengstoffe (Sprengmittel der 2 Gruppe unter e) nur befördert werden :

a) Von den Grenzübergängen Herzogenrath Grenze und Richterich Grenze
Kerkrade Rolduc Grenze und Simpelveld Grenze
nach den Niederländischen Bergbauwerken ;

b) Von und nach der Station Echt der Niederländischen Eisenbahnen nach und von den unter a) genannten Grenzübergängen. »

Damit die Eisenbahnverwaltungen genügende Zeit für Veröffentlichung haben, wäre die Vereinbarung mit Wirkung ab. 1 August 1931 in Kraft zu setzen.

Wenn Sie damit einverstanden sind, ist eine nähere Mitteilung überflüssig, und werde ich das Nötige zur Einführung veranlassen.

Ich benutze diesen Anlass zur Versicherung meiner Hochachtung.

Der Minister für Wasserbau.

In Vertretung :
Der General-Sekretär,
(gez.) ROSENWALD.

L.S.G.

a.

An das Verkehrsministerium
des Königreichs Yougo-Slaviens,
Belgrado.

b.

Das Ministerium für Öffentliche Arbeiten,
Kopenhagen.

c.

Das Ministerium für Öffentliche Arbeiten,
Oslo.

d.

Die Königliche Generaldirektion
der Schwedischen Staatseisenbahnen,
Stockholm.

Abschrift dieses Schreibens zu senden an :

Den Reichsverkehrsminister, Berlin W. 8, Wilhelmstrasse 80 ;
Het Italiaansche Verkeersministerie, Rome ;
Das Königlich Rumänische Verkehrsministerium, Bucarest ;
Das Eisenbahnministerium der Tschechoslowakischen Republik, Prag ;
Das Bundesministerium für Handel und Verkehr, Wien I ;
Das Handelsministerium, Budapest ;
Das Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung, Bern.

¹ TRADUCTION.

N^o 2924. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ACCORD FIXANT DES DISPOSITIONS MOINS RIGOUREUSES POUR LE TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER ENTRE LES DEUX PAYS D'OBJETS QUI, CONFORMÉMENT A LA CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER DU 23 OCTOBRE 1924, SONT EXCLUS DU TRANSPORT OU N'Y SONT ADMIS QUE SOUS CERTAINES CONDITIONS. OSLO, LE 9 JUIN ET LA HAYE, 15 JUILLET 1931.

I.

MINISTÈRE
DES TRAVAUX PUBLICS.

Jnr. 5284 T.

OSLO, le 9 juin 1931.

Sujet : Dispositions moins rigoureuses *ad* nouvelle Annexe I de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer, entrant en vigueur le 1^{er} juillet.

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de notre lettre de ce jour au

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2924. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT PROVIDING FOR LESS STRICT PROVISIONS FOR THE TRANSPORT BY RAILWAY BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF GOODS WHICH, IN ACCORDANCE WITH THE INTERNATIONAL CONVENTION CONCERNING THE TRAFFIC OF GOODS BY RAIL OF OCTOBER 23, 1924, ARE EXCLUDED FROM THE TRAFFIC OR ARE ONLY ADMITTED SUBJECT TO CERTAIN CONDITIONS. OSLO, JUNE 9, AND THE HAGUE, JULY 15, 1931.

I.

MINISTRY
OF PUBLIC WORKS.

Jnr. 5284 T.

OSLO, June 9, 1931.

Subject : Less strict provisions for the new Annex I of the International Convention on Transport of Goods by Rail, coming into force on July 1st of the present year.

We have the honour to forward to you herewith a copy of our letter of to-day's date to

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ministre des Communications du Reich à Berlin.

Nous sommes prêts à mettre en vigueur, à compter du 1^{er} juillet, de la même manière que pour l'Allemagne, les accords intervenus à Berlin qui prévoient des dispositions moins rigoureuses pour les transports entre nos deux pays.

(Signé) R. LANGELAND.

Au Ministère des Eaux,
des Pays-Bas.
La Haye.

II.

Jnr. 5284 T.

OSLO, le 9 juin 1931.

Sujet : Dispositions moins rigoureuses *ad* nouvelle Annexe I de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer, entrant en vigueur le 1^{er} juillet.

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que nous approuvons le nouveau projet prévoyant des dispositions moins rigoureuses qui a été établi à la Conférence de Berlin du 5 au 9 mai dernier.

Nous nous déclarons d'accord avec le ministre des Communications du Reich pour accepter que la convention soit considérée comme conclue et entre en vigueur entre nos deux Etats le premier juillet prochain.

Nous ne jugeons pas nécessaire de conclure la convention, selon l'usage antérieur, en échangeant deux exemplaires munis de nos signatures respectives.

Ci-joint copie de notre lettre de ce jour à tous les autres ministères intéressés.

A Monsieur le Ministre
des Communications du Reich.
Berlin.

the Minister of Communications of the Reich at Berlin.

We are prepared to put into force, as from July 1st of the present year, the agreements concluded at Berlin regarding less strict provisions for traffic between our two countries, in the same way as for traffic to and from Germany.

(Signed) R. LANGELAND.

To the Royal Netherlands Ministry
of Public Works,
The Hague.

II.

Jnr. 5284 T.

OSLO, June 9, 1931.

Subject : Less strict provisions for the new Annex I of the International Convention on the Transport of Goods by Rail, coming into force on July 1st of the present year.

We have the honour to inform you that we approve the new draft prepared at the Conference at Berlin of May 5-9 of the present year providing for less strict regulations.

We declare that we concur with the suggestion of the Minister of Communications of the Reich that the agreement should be regarded as concluded and that it should enter into force between our two States on July 1st of the present year.

We do not consider it necessary that the agreement should be concluded, in accordance with the previous practice, by the exchange of two copies bearing our respective signatures.

We attach a copy of our letter of the present date to the other Ministries concerned.

To the Minister of Communications
of the Reich,
Berlin.

III.

III.

MINISTÈRE DES EAUX.

MINISTRY OF PUBLIC WORKS.

DÉPARTEMENT
DES TRANSPORTS ET DES MINES.DEPARTMENT OF TRANSPORT
AND MINES.

LA HAYE, le 15 juillet 1931.

THE HAGUE, July 15, 1931.

Sujet : Dispositions moins rigoureuses pour le transport des marchandises par chemin de fer.

Subject : Less strict provisions for the transport of goods by railway.

Comme suite à votre lettre mentionnée ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'accepte que le projet de convention portant des dispositions moins rigoureuses dont le texte figure dans la lettre du ministre des Communications du Reich, datée de Berlin le 15 mai dernier, soit appliqué au commerce entre les Pays-Bas, d'une part, et la Yougoslavie, le Danemark, la Norvège et la Suède, d'autre part.

With reference to your letter mentioned herein, I have the honour to inform you that I concur with your suggestion that the draft Agreement establishing less strict provisions, the text of which appears in the letter of the Minister of Communications of the Reich dated Berlin, May 15, last, should also apply to the reciprocal traffic between the Netherlands, on the one hand, and Yugoslavia, Denmark Norway and Sweden, on the other.

Il n'importe pas d'échanger les exemplaires du texte de la convention pourvus de nos signatures respectives. En cas de dénonciation, il sera observé un délai de deux mois à compter du jour de la dénonciation écrite.

We attach no importance to the exchange of copies of the text of the Agreement with our respective signatures. Denunciation shall take effect two months after notification has been given in writing.

Conformément à la déclaration du représentant néerlandais à la Conférence de Berlin (page 6 du Procès-verbal), je vous prie de bien vouloir faire publier les dispositions suivantes par les administrations ferroviaires de votre pays :

In accordance with the declaration made by the Netherlands representative at the Berlin Conference page 6 of the Minutes, I would request you to take the necessary steps to ensure that the railway administrations of your country publish the following :

« Jusqu'à nouvel ordre, la dynamite et les explosifs similaires (explosifs du deuxième groupe, lit. e), ne peuvent être transportés aux Pays-Bas que sur les parcours suivants :

“ Until further orders, dynamite and similar explosives (explosives of the second group under (e), may only be transported in the Netherlands over the following lines :

a) Des points de passage de la frontière Herzogenrath frontière et Richterich Kerkrade Rolduc frontière et Sempelveld frontière à destination des mines néerlandaises ;

(a) From the frontier crossing-points Herzogenrath Frontier and Richterich Kerkrade Rolduc Frontier and Sempelveld Frontier when consigned to mines in the Netherlands ;

b) De la station Echt des chemins de fer néerlandais et à destination de cette station vers les points de passage de la frontière mentionnés sous a) et en provenance de ces postes. »

(b) From and to the station of Echt on the Netherlands-Railways to and from the frontier crossing-points mentioned under (a). ”

Pour que les administrations ferroviaires aient suffisamment de temps pour procéder à la

In order to give the railway administrations sufficient time for publication, the Agreement

publication, la convention devrait être mise en vigueur à partir du 1^{er} août 1931.

Si vous êtes d'accord, une communication plus ample est superflue et je ferai le nécessaire pour la mise en application de la convention.

Je saisis cette occasion, etc.

Le ministre des Eaux.

Par ordre

Le Secrétaire général,
(Signé) ROSENWALD.

a.

Au Ministère des Communications
du Royaume de Yougoslavie,
Belgrade.

b.

Au Ministère des Travaux publics,
Copenhague.

c.

Au Ministère des Travaux publics,
Oslo.

d.

A la Direction générale
des Chemins de fer de l'Etat suédois,
Stockholm.

Adresser copie de la présente lettre aux destinataires suivants :

Le ministre des Communications du Reich,
80 Wilhelmstrasse, Berlin, W. 8;
Le Ministère des Communications du
Royaume d'Italie, Rome;
Le Ministère des Communications du
Royaume de Roumanie, Bucarest;
Le Ministère des Chemins de fer de la
République tchécoslovaque, Prague;
Le Ministère fédéral du Commerce et des
communications, Vienne I;
Le Ministère du Commerce, Budapest;
L'Office central pour les Transports ferro-
viaires internationaux, Berne.

should come into force as from August 1st, 1931.

If you agree with the foregoing, no further communication is necessary and I shall take the necessary steps to put the Agreement into force.

I have, etc.

Minister of Public Works.

By order :

(Signed) ROSENWALD,
Secretary-General.

a.

To the Minister of Communications
of the Kingdom of Yugoslavia,
Belgrade.

b.

To the Ministry of Public Works,
Copenhagen.

c.

To the Ministry of Public Works,
Oslo.

d.

To the General Directorate
of Swedish State Railways,
Stockholm.

Copies of the present letter to be sent to the following :

The Minister of Communications of the
Reich, 80, Wilhelmstrasse, Berlin, W. 8;
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Italy, Rome;
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Roumania, Bucharest;
The Ministry of Railways of the Czecho-
slovak Republic, Prague;
The Federal Ministry of Commerce and
Communications, Vienna I;
The Ministry of Commerce, Budapest;
The Central Office for International Rail-
way Transports, Berne.

N° 2925.

PAYS-BAS ET SUÈDE

Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Stockholm, le 13 juin, et La Haye, le 15 juillet 1931.

THE NETHERLANDS AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Stockholm, June 13, and The Hague, July 15, 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 2925. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER NIEDERLÄNDISCHEN UND DER SCHWEDISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG LEICHTERER VORSCHRIFTEN FÜR DIE NACH DEM INTERNATIONALEN ÜBEREINKOMMEN² ÜBER DEN EISENBAHNFRACHTVERKEHR VOM 23. OKTOBER 1924 VON DER BEFÖRDERUNG AUSGESCHLOSSENEN ODER NUR BEDINGUNGSWEISE ZUGELASSENEN GEGENSTÄNDE IM WECHSELSEITIGEN VERKEHR ZWISCHEN DEN EISENBAHNEN DER BEIDEN LÄNDER. STOCKHOLM, DEN 13. JUNI, UND GRAVENHAGE, DEN 15. JULI, 1931.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Pays-Bas, à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 mars 1932.

German official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 23, 1932.

I.

KUNGL. JÄRNVGÄSSTYRELSEN.
KÖNIGLICHE GENERALDIREKTION
DER SCHWEDISCHEN STAATSEISENBÄHNEN.
DER GENERALDIREKTOR.

STOCKHOLM, den 13. Juni 1931.

Betr. : Leichtere Vorschriften zu der am 1. Juli d. J. in Kraft tretenden neuen Anlage I des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr.

Unter Hinweis auf das Ihnen zugegangene Schreiben E. I. 15 vom 15. Mai d. J. des Deutschen Reichsverkehrsministers und den damit übersandten Entwurf zur Vereinbarung³ leichter Vorschriften für die nach dem Internationalen Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1931.

² Vol. LXXII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

³ Le Gouvernement des Pays-Bas a jugé superflu de communiquer au Secrétariat le texte de l'Accord, étant donné qu'il est rédigé sur les bases de l'accord similaire conclu entre les Pays-Bas et l'Allemagne, enregistré par le Secrétariat sous le N^o 2778 et publié dans le volume CXX, page 413, de ce recueil. Voir aussi pages 235 et 347, de ce volume.

¹ Came into force August 1st, 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

³ The Netherlands Government did not deem it necessary to communicate to the Secretariat the text of the Agreement, considering that it is drafted on the basis of a similar Agreement concluded between The Netherlands and Germany, registered with the Secretariat under No. 2778 and published in Vol. CXX, page 413, of this Series. See also pages 235 and 347, of this Volume.

von der Beförderung ausgeschlossenen oder nur bedingungsweise zugelassenen Gegenstände im wechselseitigen Verkehr erkläre ich laut Bevollmächtigung meiner Regierung, dass ich bereit bin diese in Berlin getroffenen Abmachungen als Vereinbarung leichterer Vorschriften zu der neuen Anlage I des I. Ü. G. im gegenseitigen Wechselverkehr unserer Staaten mit Wirkung vom 1. Juli 1931 ab in Kraft treten zu lassen. Wenn das Königl. Niederländische Ministerium der Waterstaat der Vereinbarung gleichfalls zustimmen sollte, darf ich um eine sehr gefällige entsprechende Mitteilung bitten.

Falls die zusagende Antwort keine weiteren Vorbehalte enthält, würde ich damit die Vereinbarung als abgeschlossen ansehen und wegen ihrer Inkraftsetzung zwischen unseren beiden Staaten zum obenerwähnten Tage das Erforderliche veranlassen.

Sollte das Königl. Niederländische Ministerium der Waterstaat jedoch darauf Wert legen, den Abschluss der Vereinbarung durch Austausch von zwei mit unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen Stücken der Vereinbarung zu bewirken, so bitte ich mir die hier beigefügten zwei Stücke unterschriftlich vollzogen zurückzusenden, wovon ich ein Stück mit meiner Unterschrift versehen umgehend zurückgeben würde.

Für eine möglichste Beschleunigung der Antwort wäre ich dem Königl. Niederländischen Ministerium der Waterstaat besonders verbunden.

Hinsichtlich der neu abzuschliessenden Vereinbarung erkläre ich mich mit der von unseren beiderseitigen Vertretern getroffenen Abrede einverstanden, dass die neue Vereinbarung so lange gelten soll, als nicht von einem der Vertragschliessenden Teile die Vereinbarung mit zweimonatiger Frist, die vom Tage des Datums des Kündigungsschreibens ab läuft, gekündigt wird.

Ich benutze diesen Anlass zur Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung.

(gez.) GRANHOLM.

An das Königl. Niederländische Ministerium
der Waterstaat,
Den Haag.

II.

MINISTERIE VAN WATERSTAAT.
LA G. ABTEILUNG VERVOER-EN
MIJNWEZEN.

's-GRAVENHAGE, 15 Juli 1931.

Betreffende overeenkomst mildere bepalingen
voor het vervoer per spoorweg van gevaar-
lijke stoffen.

Unter Bezugnahme auf Ihr gefälliges nebenerwähntes Schreiben, teile ich Ihnen ergebenst mit, dass ich dem Entwurf der Vereinbarung leichterer Vorschriften, wie dieser laut Briefe des Reichsverkehrsministers zu Berlin vom 15 Mai d. j. abgefasst ist, auch für den wechselseitigen Verkehr zwischen den Niederlanden und Jugoslawien, Dänemark, Norwegen, Schweden beistimme.

Kein Wert wird gelegt auf Austausch der mit Unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen Stücke des Wortlautes der Vereinbarung. Bei Kündigung wird eine zweimonatige Frist, laufend vom Tage des Kündigungsschreibens, eingehalten werden.

Der Erklärung der Niederländischen Abgeordneten in der Konferenz zu Berlin gemäss (Seite 6 der Niederschrift) bitte ich Sie ergebenst veranlassen zu wollen, dass die Eisenbahnenverwaltungen Ihres Landes folgendes bekanntgeben ;

“ In den Niederlanden dürfen bis auf weiteres Dynamit und dynamitähnliche Sprengstoffe (Sprengmittel der 2 Gruppe unter e) nur befördert werden :

a) von den Grenzübergängen Herzogenrath Grenze, Richterich Grenze,
Kerkrade Rolduc Grenze und Simpelveld Grenze
nach den Niederländischen Bergbauwerken ;

b) von und nach der Station Echt der Niederländischen Eisenbahnen nach und von den unter a) genannten Grenzübergängen. “

Damit die Eisenbahnverwaltungen genügende Zeit für Veröffentlichung haben, wäre die Vereinbarung mit Wirkung ab. 1 August 1931 in Kraft zu setzen.

Wenn Sie damit einverstanden sind, ist eine nähere Mitteilung überflüssig, und werde ich das Nötige zur Einführung veranlassen.

Ich benutze diesen Anlass zur Versicherung meiner Hochachtung.

Der Minister für Wasserbau.

In Vertretung :

Der General-Sekretär,

(gez.) ROSENWALD.

L. S. G.

a.

An das Verkehrsministerium
des Königreichs Yougo-Slaviens,
Belgrado.

b.

Das Ministerium für Öffentliche Arbeiten,
Kopenhagen.

c.

Das Ministerium für Öffentliche Arbeiten,
Oslo.

d.

Die Königliche Generaldirektion
der Schwedischen Staatseisenbahnen,
Stockholm.

Abschrift dieses Schreibens zu senden an :

Den Reichsverkehrsminister, Berlin W. 8, Wilhelmstrasse 80 ;
Het Italiaansche Verkeersministerie, Rome ;
Das Königlich Rumänische Verkehrsministerium, Bucarest ;
Das Eisenbahnministerium der Tschechoslowakischen Republik, Prag ;
Das Bundesministerium für Handel und Verkehr, Wien I ;
Das Handelsministerium, Budapest ;
Das Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung, Bern.

¹ TRADUCTION.

N^o 2925. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD FIXANT DES DISPOSITIONS MOINS RIGOUREUSES POUR LE TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER ENTRE LES DEUX PAYS D'OBJETS QUI, CONFORMÉMENT A LA CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER DU 23 OCTOBRE 1924, SONT EXCLUS DU TRANSPORT OU N'Y SONT ADMIS QUE SOUS CERTAINES CONDITIONS. STOCKHOLM, LE 13 JUIN ET LA HAYE, LE 15 JUILLET 1931.

I.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES CHEMINS DE FER
DE L'ÉTAT SUÉDOIS.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL.

STOCKHOLM, le 13 juin 1931.

Subject: Dispositions moins rigoureuses *ad* nouvelle Annexe I de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer, entrant en vigueur le 1^{er} juillet.

Comme suite à la lettre E. I. 15, du 15 mai dernier, qui vous a été adressée par le ministre

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2925. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NETHERLANDS AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT PROVIDING FOR LESS STRICT PROVISIONS FOR THE TRANSPORT BY RAILWAY BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF GOODS WHICH, IN ACCORDANCE WITH THE INTERNATIONAL CONVENTION CONCERNING THE TRAFFIC OF GOODS BY RAIL OF OCTOBER 23 1924, ARE EXCLUDED FROM THE TRAFFIC OR ARE ONLY ADMITTED SUBJECT TO CERTAIN CONDITIONS. STOCKHOLM, JUNE 13, AND THE HAGUE, JULY 15, 1931.

I.

GENERAL DIRECTORATE
OF SWEDISH STATE RAILWAYS.

THE DIRECTOR GENERAL.

STOCKHOLM, June 13, 1931.

Subject: Less strict provisions for the new Annex I of the International Convention on the Transport of Goods by Rail, coming into force on July 1 of the present year.

With reference to letter E. I. 15 of May 15 last forwarded to you by the Minister of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

des Communications du Reich et au projet de convention y annexé, établissant des dispositions moins rigoureuses pour les objets qui, aux termes de la Convention internationale pour le transport des marchandises par chemin de fer, sont exclus du trafic ou ne sont admis que conditionnellement, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous faire savoir que je suis prêt à mettre en vigueur, à compter du 1^{er} juillet 1931, en ce qui concerne le commerce entre nos deux pays, les accords intervenus à Berlin, en tant que convention établissant des dispositions moins rigoureuses à la nouvelle Annexe I de la Convention internationale sur les transports par chemin de fer. Je serais très obligé à votre ministère de bien vouloir me faire savoir s'il approuve également la convention.

Si votre acceptation ne contient aucune autre réserve, je considérerai la convention comme conclue entre nos deux pays et je prendrai les mesures nécessaires pour la mettre en vigueur le premier juillet prochain.

Toutefois, au cas où votre ministère désirerait conclure la convention en échangeant deux exemplaires du texte de la convention revêtus de nos signatures respectives, je vous prierais de bien vouloir me renvoyer dûment signés les deux exemplaires ci-annexés, dont l'un vous sera aussitôt retourné par moi revêtu de ma signature.

Je vous serais très obligé de bien vouloir me répondre aussitôt que possible.

En ce qui concerne la nouvelle convention à intervenir, je déclare approuver l'accord conclu par nos représentants respectifs, selon lequel la nouvelle convention restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une des Parties contractantes moyennant un délai de deux mois à compter de la date de la dénonciation écrite.

Je saisis cette occasion, etc.

Pour le ministre :
(Signé) GRANHOLM.

Au Ministère des Eaux
des Pays-Bas,
à La Haye.

Communications of the Reich and the draft agreement annexed thereto establishing less strict provisions for articles which, under the International Convention on the Transport of Goods by Rail, are not accepted for transport or are only accepted for transport under certain conditions, I have the honour to state acting on instructions received from my Government, that I am prepared to put into force as from July 1st, 1931, the agreements concluded at Berlin, these being regarded as a convention establishing less strict provisions in regard to the new Annex I of the International Convention on the Transport of Goods by Rail. Should the Royal Netherlands Ministry of Public Works also be prepared to accept this agreement, I should be much obliged if I could be notified to that effect.

Unless your letter of acceptance contains any further reservations, I shall regard the agreement as having been concluded and shall take the necessary steps to put it into force on the date mentioned above.

If, however, the Royal Netherlands Ministry of Public Works, attaches importance to the agreement being concluded by the exchange of two copies of the agreement bearing our respective signatures, I would request you to return to me, duly signed, the two copies enclosed, one of which, bearing my signature, will be immediately sent back to you.

I should be much obliged if the Royal Netherlands Ministry of Public Works would reply to me as soon as possible.

As regards the new agreement now being concluded, I accept the arrangement made by our respective representatives to the effect that the new agreement shall remain in force until two months after the date on which written notice of denunciation has been given by one of the Contracting Parties.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
(Signed) GRANHOLM.

To the Royal Netherlands Ministry
of Public Works,
The Hague.

II.

MINISTÈRE DES EAUX.
DÉPARTEMENT DES TRANSPORTS
ET DES MINES.

LA HAYE, le 15 juillet 1931.

Sujet : Dispositions moins rigoureuses pour le transport des marchandises par chemin de fer.

Comme suite à votre lettre mentionnée ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'accepte que le projet de convention portant des dispositions moins rigoureuses, dont le texte figure dans la lettre du ministre des Communications du Reich, datée de Berlin le 15 mai dernier, soit appliqué au commerce entre les Pays-Bas, d'une part, et la Yougoslavie, le Danemark, la Norvège et la Suède, d'autre part.

Il n'importe pas d'échanger les exemplaires du texte de la convention pourvus de nos signatures respectives. En cas de dénonciation, il sera observé un délai de deux mois à compter du jour de la dénonciation écrite.

Conformément à la déclaration du représentant néerlandais à la Conférence de Berlin (page 6 du Procès-verbal), je vous prie de bien vouloir faire publier les dispositions suivantes par les administrations ferroviaires de votre pays :

« Jusqu'à nouvel ordre, la dynamite et les explosifs similaires (explosifs du deuxième groupe, lit. *e.*), ne peuvent être transportés aux Pays-Bas que sur les parcours suivants :

a) Des points de passage de la frontière Herzogenrath frontière et Richterich Kerkrade Rolduc frontière et Simpelveld frontière à destination des mines néerlandaises ;

b) De la station Echt des chemins de fer néerlandais et à destination de cette station vers les points de passage de la frontière mentionnés sous a) et en provenance de ces postes. »

Pour que les administrations ferroviaires aient suffisamment de temps pour procéder à la

II.

MINISTRY OF PUBLIC WORKS.
DEPARTMENT OF TRANSPORT
AND MINES.

THE HAGUE, July 15, 1931.

Subject : Less strict provisions for the transport of goods by railway.

With reference to your letter mentioned herein, I have the honour to inform you that I concur with your suggestion that the draft Agreement establishing less strict provisions, the text of which appears in the letter of the Minister of Communications of the Reich dated Berlin, May 15, last, should also apply to the reciprocal traffic between the Netherlands, on the one hand, and Yugoslavia, Denmark, Norway and Sweden, on the other.

We attach no importance to the exchange of copies of the text of the agreement with our respective signatures. Denunciation shall take effect two months after notification has been given in writing.

In accordance with the declaration made by the Netherlands representative at the Berlin Conference (page 6 of the Minutes), I would request you to take the necessary steps to ensure that the railway administrations of your country publish the following :

“ Until further orders, dynamite and similar explosives (explosives of the second group under *e.*), may only be transported in the Netherlands over the following lines :

(a) From the frontier crossing-points Herzogenrath Frontier and Richterich Kerkrade Rolduc Frontier and Simpelveld Frontier when consigned to mines in the Netherlands ;

(b) From and to the station of Echt on the Netherlands Railways to and from the frontier crossing mentioned under (a).”

In order to give the railway administration sufficient time for publication, the Agreement

publication, la convention devrait être mise en vigueur à partir du premier août 1931.

Si vous êtes d'accord, une communication plus ample est superflue et je ferai le nécessaire pour la mise en application de la convention.

Je saisis cette occasion, etc.

Le ministre des Eaux.

Par ordre :

Le Secrétaire général.
(Signé) ROSENWALD.

a.

Au Ministère des Communications
du Royaume de Yougoslavie,
Belgrade.

b.

Au Ministère des Travaux publics,
Copenhague.

c.

Au Ministère des Travaux publics,
Oslo.

d.

A la Direction générale
des Chemins de fer de l'Etat suédois,
Stockholm.

Adresser copie de la présente lettre aux destinataires suivants :

Le ministre des Communications du Reich,
80, Wilhelmstrasse, Berlin, W. 8 ;
Le Ministère des Communications du
Royaume d'Italie, Rome ;
Le Ministère des Communications du
Royaume de Roumanie, Bucarest ;
Le Ministère des Chemins de fer de la
République tchécoslovaque, Prague ;
Le Ministère fédéral du Commerce et des
communications, Vienne I ;
Le Ministère du Commerce, Budapest ;
L'Office central pour les Transports ferro-
viaires internationaux, Berne.

should be put into force as from August 1, 1931.

If you agree with the foregoing, no further communication is necessary and I shall take the necessary steps to put the Agreement into force.

I have, etc.

Minister of Public Works.

By order :

(Signed) ROSENWALD,
Secretary-General.

a.

To the Minister of Communications
of the Kingdom of Yugoslavia,
Belgrade.

b.

To the Ministry of Public Works,
Copenhagen.

c.

To the Ministry of Public Works,
Oslo.

d.

To the General Directorate
of Swedish State Railways,
Stockholm.

Copies of the present letter to be sent to the following :

The Minister of Communications of the
Reich, 80, Wilhelmstrasse, Berlin, W. 8 ;
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Italy, Rome ;
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Roumania, Bucharest ;
The Ministry of Railways of the Czecho-
slovak Republic, Prague ;
The Federal Ministry of Commerce and
Communications, Vienna I ;
The Ministry of Commerce, Budapest ;
The Central Office for International Railway
Transport, Berne.

DANEMARK ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Copenhague, le 16 juin, et La Haye, le 15 juillet 1931.

DENMARK AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Copenhagen, June 16 and The Hague, July 15, 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2926. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER DÄNISCHEN UND DER NIEDERLÄNDISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG LEICHTERER VORSCHRIFTEN FÜR DIE NACH DEM INTERNATIONALEN ÜBEREINKOMMEN² ÜBER DEN EISENBAHNFRACHTVERKEHR VOM 23. OKTOBER 1924 VON DER BEFÖRDERUNG AUSGESCHLOSSENEN ODER NUR BEDINGUNGSWEISE ZUGELASSENEN GEGENSTÄNDE IM WECHSELSEITIGEN VERKEHR ZWISCHEN DEN EISENBHÄHNEN DER BEIDEN LÄNDER. KOPENHAGEN, DEN 16. JUNI UND DEN 15. JULI 1931.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Pays-Bas, à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 mars 1932.

German official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 23, 1932.

I.

MINISTERIET FOR OFFENTLIGE ARBEJDER.

KJØBENHAVN, den 16 Juni 1931.

Betrifft: Leichtere Vorschriften zu der am 1. Juli d. J. in Kraft tretenden Anlage I des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr.

Unter Bezugnahme auf das Schreiben des deutschen Reichsverkehrsministeriums vom 15. Mai d. J., G. Nr. E I 15 Nr. 3822, beehren wir uns dem verehrten Ministerium ergebenst mitzuteilen, dass wir mit der auf der Konferenz in Berlin vom 5. bis 9. Mai d. J. verabredeten Vereinbarung³ leichter Vorschriften für die nach dem Internationalen Übereinkommen über den Eisenbahnfrachtverkehr

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

³ Le Gouvernement des Pays-Bas a jugé superflu de communiquer au Secrétariat le texte de l'Accord, étant donné qu'il est rédigé sur les bases de l'accord similaire conclu entre les Pays-Bas et l'Allemagne, enregistré par le Secrétariat sous le N^o 2778 et publié dans le volume CXX, page 413, de ce recueil. Voir aussi pages 235 et 347, de ce volume.

¹ Came into force August 1st, 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

³ The Netherlands Government did not deem it necessary to communicate to the Secretariat the text of the Agreement, considering that it is drafted on the basis of a similar Agreement concluded between The Netherlands and Germany, registered with the Secretariat under No. 2778 and published in Vol. CXX, page 413, of this Series. See also pages 235 and 347, of this Volume.

vom 23. Oktober 1924 von der Beförderung ausgeschlossenen oder nur bedingungsweise zugelassenen Gegenstände im gegenseitigen Eisenbahnwechselverkehr zwischen den Niederlanden und Dänemark einverstanden sind. Falls das verehrte Ministerium der Vereinbarung, deren Wortlaut in dem dem obengenannten Schreiben des deutschen Reichsverkehrsministeriums beigelegten Schriftstücke niedergelegt ist, gleichfalls zustimmen sollte, bitten wir um eine sehr gefällige entsprechende Mitteilung.

Wenn die zusagende Antwort keine Vorbehalte enthält, würden wir damit die Vereinbarung zwischen unseren beiden Staaten als abgeschlossen ansehen und wegen ihrer Inkraftsetzung zum 1. Juli d. J. das Erforderliche veranlassen.

Sollte das verehrte Ministerium jedoch Wert darauf legen, den Abschluss der Vereinbarung durch Austausch der mit unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen Stücke des Wortlautes der Vereinbarung — sei es nur in deutscher oder ausser in deutscher Sprache auch in einer anderen Sprache — zu bewirken, so bitten wir, uns die erforderlichen Stücke mit Unterschrift versehen zuzusenden zu wollen, worauf wir die nicht zum Verbleiben im dänischen Ministerium bestimmten Stücke zurücksenden würden.

Da jedoch ein derartiges Verfahren beträchtlichen Zeitverlust verursachen würde und somit die Vereinbarung keinesfalls mit dem 1. Juli 1931 in Kraft treten könnte, bitten wir von einem solchen Verfahren möglichst Abstand nehmen zu wollen.

Hinsichtlich der neu abzuschliessenden Vereinbarung erklären wir uns mit der von unseren beiderseitigen Vertretern getroffenen Abrede einverstanden, dass die neue Vereinbarung so lange gelten soll, als nicht von einem der vertragsschliessenden Teile die Vereinbarung mit zweimonatiger Frist, die vom Tage des Datums des Kündigungsschreibens ab läuft, gekündigt wird.

Für eine möglichst Beschleunigung der Antwort wären wir dem verehrten Ministerium sehr verbunden.

Wir leiten den Abschluss gleichlautender Vereinbarungen mit den übrigen an der Konferenz teilnehmenden Staaten und mit Norwegen in die Wege.

Wir benutzen diesen Anlass, das verehrte Ministerium unserer ausgezeichneten Hochachtung zu versichern.

P. M. V.
F. G.

(gez.) GRAAE.

An das Königl. Niederländische Ministerium
der Waterstaat,
Den Haag.

II.

MINISTERIE VAN WATERSTAAT.
LA G. ABTEILUNG VERVOER-EN
MIJNWEZEN.

's-GRAVENHAGE, 15 Juli 1931.

Betreffende overeenkomst mildere bepalingen
voor het vervoer per spoorweg van
gevaarlijke stoffen.

Unter Bezugnahme auf ihr gefälliges nebenerwähntes Schreiben, teile ich Ihnen ergebenst mit, dass ich dem Entwurf der Vereinbarung leichterer Vorschriften, wie dieser laut Brief des Reichsverkehrsministers zu Berlin vom 15 Mai d. J. abgefasst ist, auch für den wechselseitigen Verkehr zwischen den Niederlanden und Yougoslavien, Danemark, Norwegen, Schweden beistimme.

Kein Wert wird gelegt auf Austausch der mit Unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen Stücke des Wortlautes der Vereinbarung. Bei Kündigung wird eine zweimonatige Frist, laufend vom Tage des Kündigungsschreibens, eingehalten werden.

Der Erklärung der Niederländischen Abgeordneten in der Konferenz zu Berlin gemäss (Seite 6 der Niederschrift) bitte ich Sie ergebenst veranlassen zu wollen, dass die Eisenbahnenverwaltungen ihres Landes folgendes bekanntgeben ;

« In den Niederlanden dürfen bis auf weiteres Dynamit und dynamitähnliche Sprengstoffe (Sprengmittel der 2 Gruppe unter e) nur befördert werden :

a) Von den Grenzübergängen Herzogenrath Grenze, und Richterich Grenze,
Kerkrade Rolduc Grenze, und Simpelveld Grenze
nach den Niederländischen Bergbauwerken ;

b) Von und nach der Station Echt der Niederländischen Eisenbahnen nach und von den unter a) genannten Grenzübergängen.»

Damit die Eisenbahnverwaltungen genügende Zeit für Veröffentlichung haben, wäre die Vereinbarung mit Wirkung ab. 1 August 1931 in Kraft zu setzen.

Wenn Sie damit einverstanden sind, ist eine nähere Mitteilung überflüssig, und werde ich das Nötige zur Einführung veranlassen.

Ich benutze diesen Anlass zur Versicherung meiner Hochachtung.

Der Minister für Wasserbau.

In Vertretung :

Der General-Sekretär,

(gez.) ROSENWALD.

L. S. G.

a.

An das Verkehrsministerium
des Königreichs Yougo-Slaviens,
Belgrado.

b.

Das Ministerium für Öffentliche Arbeiten,
Kopenhagen.

c.

Das Ministerium für Öffentliche Arbeiten,
Oslo.

d.

Die Königliche Generaldirektion
der Schwedischen Staatseisenbahnen,
Stockholm.

Abschrift dieses Schreibens zu senden an :

Den Reichsverkehrsminister, Berlin W. 8, Wilhelmstrasse 80 ;

Het Italiaansche Verkeersministerie, Rome ;

Das Königlich Rumänische Verkehrsministerium, Bucarest ;

Das Eisenbahnministerium der Tschechoslowakischen Republik, Prag ;

Das Bundesministerium für Handel und Verkehr, Wien I ;

Das Handelsministerium, Budapest ;

Das Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung, Bern.

¹ TRADUCTION.

N^o 2926. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NÉERLANDAIS, COMPORTANT UN ACCORD FIXANT DES DISPOSITIONS MOINS RIGOUREUSES POUR LE TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER ENTRE LES DEUX PAYS D'OBJETS QUI, CONFORMÉMENT A LA CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER DU 23 OCTOBRE 1924, SONT EXCLUS DU TRANSPORT OU N'Y SONT ADMIS QUE SOUS CERTAINES CONDITIONS. COPENHAGUE, LE 16 JUIN ET LA HAYE, LE 15 JUILLET 1931.

I.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS.

COPENHAGUE, le 16 juin 1931.

Sujet : Dispositions moins rigoureuses *ad* nouvelle Annexe I de la Convention internationale sur les transports par chemin de fer entrant en vigueur le 1^{er} juillet.

Comme suite à la lettre du Ministère des Communications du Reich (G. Nr. E I 15 N^o 3822) du 15 mai dernier, nous avons l'honneur de faire savoir à votre ministère que nous acceptons que soit appliquée, dans le trafic

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2926. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT PROVIDING FOR LESS STRICT PROVISIONS FOR THE TRANSPORT BY RAILWAY BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF GOODS WHICH, IN ACCORDANCE WITH THE INTERNATIONAL CONVENTION CONCERNING THE TRAFFIC OF GOODS BY RAIL OF OCTOBER 23, 1924. ARE EXCLUDED FROM THE TRAFFIC OR ARE ONLY ADMITTED SUBJECT TO CERTAIN CONDITIONS. COPENHAGEN, JUNE 16, AND THE HAGUE, JULY 15, 1931.

I.

MINISTRY OF PUBLIC WORKS.

COPENHAGEN, June 16, 1931.

Subject : Less strict provisions for the new Annex I of the International Convention on the Transport of Goods by Rail, coming into force on July 1st of the present year.

With reference to the letter from the Ministry of Communications of the Reich (G. Nr. E I 15 No. 3822) of May 15 last, we have the honour to inform your Ministry that we consent to the application to the reciprocal railway traffic

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ferroviaire réciproque entre les Pays-Bas et le Danemark, la convention conclue à la Conférence de Berlin du 5 au 9 mai dernier et portant des dispositions moins rigoureuses pour les objets qui, aux termes de la Convention internationale du 23 octobre 1924, sur le transport des marchandises par chemin de fer, sont exclus du transport ou ne sont admis que conditionnellement. Je serais très obligé à votre ministère de bien vouloir me faire savoir s'il approuve également la convention dont le texte figure au document annexé à la lettre précitée du Ministère des Communications du Reich.

Si votre acceptation ne contient aucune réserve, nous considérerons la convention comme conclue entre nos deux pays et nous prendrons les mesures nécessaires pour la mettre en vigueur le premier juillet prochain.

Toutefois, au cas où votre ministère désirerait conclure la convention en échangeant les exemplaires du texte de la convention revêtus de nos signatures respectives, soit uniquement en langue allemande, soit également dans une autre langue, nous vous prions de bien vouloir nous faire tenir les exemplaires nécessaires munis de votre signature et nous vous retournerons les exemplaires qui ne sont pas destinés à rester en la possession du Ministère danois.

Toutefois, étant donné qu'une telle procédure entraînerait une perte de temps considérable et que la convention ne pourrait en aucun cas être mise en vigueur le 1^{er} juillet 1931, nous vous prions de bien vouloir renoncer autant que possible à cette procédure.

En ce qui concerne la nouvelle convention à intervenir, nous déclarons approuver l'accord conclu par nos représentants respectifs selon lequel la nouvelle convention restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une des Parties contractantes, moyennant un préavis de deux mois.

Nous vous serions très obligés de bien vouloir nous répondre aussitôt que possible.

Nous procédons à la conclusion d'accords similaires avec tous les autres Etats représentés à la conférence et avec la Norvège.

Nous saisissons cette occasion, etc.

Pour le ministre :
(Signé) GRAAE.

Au Ministère des Eaux
des Pays-Bas,
à La Haye.

between the Netherlands and Denmark of the agreement concluded at the Berlin Conference of May 5 to 9 last, establishing less strict provisions for articles which, under the International Convention on the Transport of goods by Rail of October 23, 1924, are not accepted for transport or only accepted for transport under conditions. Should your Ministry also accept the agreement, the text of which is set forth in the document annexed to the above-mentioned letter from the Minister of Communications of the Reich, I should be much obliged if you would notify me to that effect.

Unless your letter of acceptance contains any reservations, we shall regard the agreement between our two States as having been concluded and we shall take the necessary steps to put it into force on July 1st next.

Nevertheless, should your Ministry attach importance to the agreement being concluded by the exchange of copies of the text of the agreement bearing our respective signatures either in German alone or in German and another language, we would request you to forward to us the necessary copies bearing your signature and we will return the copies that are not to remain in the possession of the Danish Ministry.

Since, however, such a procedure would involve considerable loss of time and since the agreement could not in any case be put into force on July 1, 1931, it would, in our opinion, be preferable not to resort to such a procedure.

As regards the new agreement now being concluded, we accept the arrangement made by our respective representatives to the effect that the new agreement shall remain in force until two months after the date on which written notice of denunciation has been given by one of the Contracting Parties.

We should be very much obliged if you would reply as soon as possible.

We are proceeding to the conclusion of similar agreements with all the other States represented at the Conference and with Norway.

We have, etc.

For the Minister :
(Signed) GRAAE.

To the Royal Netherlands Ministry
of Public Works,
The Hague.

II.

MINISTÈRE DES EAUX.
DÉPARTEMENT DES TRANSPORTS
ET DES MINES.

LA HAYE, le 15 juillet 1931.

Sujet : Dispositions moins rigoureuses pour le transport des marchandises par chemin de fer.

Comme suite à votre lettre mentionnée ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'accepte que le projet de convention portant des dispositions moins rigoureuses, dont le texte figure dans la lettre du ministre des Communications du Reich, datée de Berlin, le 15 mai dernier, soit appliqué au commerce entre les Pays-Bas, d'une part, et la Yougoslavie, le Danemark, la Norvège et la Suède, d'autre part.

Il n'est pas jugé nécessaire d'échanger les exemplaires du texte de la convention pourvus de nos signatures respectives. En cas de dénonciation, il sera observé un délai de deux mois à compter du jour de la dénonciation écrite.

Conformément à la déclaration du représentant néerlandais à la Conférence de Berlin (page 6 du Procès-verbal), je vous prie de bien vouloir faire publier les dispositions suivantes par les administrations ferroviaires de votre pays :

« Jusqu'à nouvel ordre, la dynamite et les explosifs similaires (explosifs du deuxième groupe, lit. e), ne peuvent être transportés aux Pays-Bas que sur les parcours suivants :

a) Des postes-frontière Herzogenrath
Kerkrade Rolduc
frontière et Richterich frontière
frontière et Simpelveld frontière à destination des mines néerlandaises ;

b) De la station Echt des chemins de fer néerlandais et à destination de cette station vers les points de passage de la frontière mentionnés sous a) et en provenance de ces postes. »

Pour que les administrations ferroviaires aient suffisamment de temps pour procéder à la

II.

MINISTRY OF PUBLIC WORKS.
DEPARTMENT OF TRANSPORT
AND MINES.

THE HAGUE, July 15, 1931.

Subject : Less strict provisions for the transport of goods by railway.

With reference to your letter mentioned herein, I have the honour to inform you that I concur with your suggestion that the draft Agreement establishing less strict provisions, the text of which appears in the letter of the Minister of Communications of the Reich dated Berlin, May 15, last, should also apply to the reciprocal traffic between the Netherlands, on the one hand, and Yugoslavia, Denmark, Norway and Sweden, on the other.

We attach no importance to the exchange of copies of the text of the Agreement with our respective signatures. Denunciation shall take effect two months after notification has been given in writing.

In accordance with the declaration made by the Netherlands representative at the Berlin Conference (page 6 of the Minutes), I would request you to take the necessary steps to ensure that the railway administrations of your country publish the following :

“ Until further orders, dynamite and similar explosives (explosives of the second group under e), may only be transported in the Netherlands over the following lines :

(a) From the frontier crossing-points Herzogenrath Frontier and Richterich Kerkrade Rolduc Frontier and Simpelveld Frontier when consigned to mines in the Netherlands ;

(b) From and to the station of Echt on the Netherlands Railways to and from the frontier crossing-points mentioned under (a). ”

In order to give the railway administrations sufficient time for publication, the Agreement

publication, la convention devrait être mise en vigueur à partir du premier août 1931.

Si vous êtes d'accord, une communication plus ample est superflue et je ferai le nécessaire pour la mise en application de la convention.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Ministre des Eaux.

Par ordre :

Le Secrétaire général.
(Signé) ROSENWALD.

a.

Au Ministère des Communications
du Royaume de Yougoslavie,
Belgrade.

b.

Au Ministère des Travaux publics,
Copenhague.

c.

Au Ministère des Travaux publics,
Oslo.

d.

A la Direction générale
des Chemins de fer de l'Etat suédois,
Stockholm.

Adresser copie de la présente lettre aux destinataires suivants :

Le Ministre des Communications du Reich,
80 Wilhelmstrasse, Berlin, W. 8 ;
Le Ministère des Communications du
Royaume d'Italie, Rome ;
Le Ministère des Communications du
Royaume de Roumanie, Bucarest ;
Le Ministère des Chemins de fer de la
République tchécoslovaque, Prague ;
Le Ministère fédéral du Commerce et des
Communications, Vienne I ;
Le Ministère du Commerce, Budapest ;
L'Office central pour les Transports ferro-
viaires internationaux, Berne.

should come into force as from August 1, 1931.

If you agree with the foregoing, no further communication is necessary and I shall take the necessary steps to put the Agreement into force.

I have, etc.

Minister of Public Works.

By order :

(Signed) ROSENWALD,
Secretary-General.

a.

To the Minister of Communications
of the Kingdom of Yugoslavia,
Belgrade.

b.

To the Ministry of Public Works,
Copenhagen.

c.

To the Ministry of Public Works,
Oslo.

d.

To the General Directorate
of Swedish State Railways,
Stockholm.

Copies of the present letter to be sent to the following :

The Minister of Communications of the
Reich, 80, Wilhelmstrasse, Berlin, W. 8 ;
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Italy, Rome ;
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Roumania, Bucharest ;
The Ministry of Railways of the Czecho-
slovak Republic, Prague ;
The Federal Ministry of Commerce and
Communications, Vienna I ;
The Ministry of Commerce, Budapest ;
The Central Office for International Railway
Transports, Berne.

N° 2927.

PAYS-BAS ET YOUGOSLAVIE

Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Belgrade, le 17 juin, et La Haye, le 15 juillet 1931.

THE NETHERLANDS AND YUGOSLAVIA

Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Belgrade, June 17, and The Hague, July 15, 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2927. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER NIEDERLÄNDISCHEN UND DER JUGOSLAVISCHEN REGIERUNG BETREFFEND EINE VEREINBARUNG LEICHTERER VORSCHRIFTEN FÜR DIE NACH DEM INTERNATIONALEN ÜBEREINKOMMEN² ÜBER DEN EISENBAHNFRACHTVERKEHR VOM 23. OKTOBER 1924 VON DER BEFÖRDERUNG AUSGESCHLOSSENEN ODER NUR BEDINGUNGSWEISE ZUGELASSENEN GEGENSTÄNDE IM WECHSELSEITIGEN VERKEHR ZWISCHEN DEN EISENBHÄHNEN DER BEIDEN LÄNDER. BELGRAD, DEN 17. JUNI, UND GRAVENHAGE, DEN 15. JULI, 1931.

Texte officiel allemand communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 mars 1932.

German official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 23, 1932.

I.

ROYAUME DE YOUGOSLAVIE.

SERVICE COMMERCIAL
D'ÉTAT.

G.D.49915/31.

BELGRAD, den 17. Juni 1931.

Betrifft : Leichtere Vorschriften zu der am 1. Juli d. J. in Kraft tretenden neuen Anlage I des Internationalen Übereinkommens über den Eisenbahnfrachtverkehr.

Ich beehre mich Eurer Exzellenz zur gefälligen Kenntnis zu bringen, dass der deutsche Reichsverkehrsminister mit ihrem Schreiben Zahl E. 1.15.Nr.3822 vom 15. Mai d. J. mir den Text der Vereinbarung³ leichter Vorschriften für die nach dem I. Ü. G. von der Beförderung

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

³ Le Gouvernement des Pays-Bas a jugé superflu de communiquer au Secrétariat le texte de l'Accord, étant donné qu'il est rédigé sur les bases de l'accord similaire conclu entre les Pays-Bas et l'Allemagne, enregistré par le Secrétariat sous le N^o 2778 et publié dans le volume CXX, page 413 de ce recueil. Voir aussi pages 235 et 347 de ce volume.

¹ Came into force August 1st, 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

³ The Netherlands Government did not deem it necessary to communicate to the Secretariat the text of the Agreement, considering that it is drafted on the basis of a similar Agreement concluded between The Netherlands and Germany, registered with the Secretariat under No. 2778 and published in Vol. CXX, page 413, of this Series. See also pages 235 and 347 of this Volume.

ausgeschlossenen oder nur bedingungsweise zugelassenen Gegenstände in der Fassung übersendete hat, wie er auf der Konferenz in Berlin vom 5. bis 10. Mai d. J. von unseren beiderseitigen Vertretern festgesetzt worden ist. Gleichzeitig hat der Herr Reichsverkehrsminister mir auch die Niederschrift über die erwähnten Verhandlungen übermittelt.

Ich erkläre mich mit diesen Abmachungen ergebenst einverstanden. Wenn Eure Exzellenz der Vereinbarung gleichfalls zustimmen sollten darf ich um eine sehr gefällige entsprechende Mitteilung bitten.

Falls die zusagende Antwort keine weiteren Vorbehalte enthält, würde ich damit die Vereinbarung zwischen unseren beiden Staaten als abgeschlossen ansehen und wegen ihrer Inkraftsetzung zum 1. Juli d. J. das Erforderliche veranlassen.

Sollte Eure Exzellenz jedoch darauf Wert legen, den Abschluss der Vereinbarung durch Austausch von zwei, mit unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen, doppelsprachigen Stücken der Vereinbarung zu bewirken, so bitte ich, mir zwei Ausfertigungen des Textes der Vereinbarung in Ihrer Sprache zuzusenden, denen dann entsprechende Ausfertigungen des Textes in jugoslavischer Sprache beigelegt werden und sodann von beider Seite unterfertigt werden dürften.

Nachdem jedoch ein solches Verfahren beträchtlichen Zeitverlust nach sich ziehen würde und somit die Vereinbarung keinesfalls mit dem 1. Juli d. J. in Kraft gesetzt werden könnte, wäre von einem solchen Verfahren meiner Ansicht nach Abstand zu nehmen.

Für eine möglichste Beschleunigung der Antwort wäre ich Eurer Exzellenz besonders verbunden.

Hinsichtlich der neu abzuschliessenden Vereinbarung erkläre ich mich mit der von unseren beiderseitigen Vertretern getroffenen Abrede einverstanden, dass die neue Vereinbarung so lange gelten soll, als nicht von einem der vertragschliessenden Teile die Vereinbarung mit zweimonatiger Frist, die vom Tage des Datums des Kündigungsschreibens ab läuft, gekündigt wird.

Ein inhaltlich gleiches Schreiben habe ich an alle übrigen Ressortminister der in der Berliner Konferenz vertretenen Staaten — auch Norwegen inbegriffen — gerichtet.

Ich benütze diesen Anlass, Eure Exzellenz meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu versichern.

Der Verkehrsminister,
(gez.) RADIVOYÉVITCH.

An Seine Exzellenz den Herrn König. Niederländischen
Minister der Waterstaat
den Haag.

II.

MINISTERIE VAN WATERSTAAT.
LA.G.ABTEILUNG VERVOER-
EN MIJNWEZEN.

'S-GRAVENHAGE, 15. Juli 1931.

Betreffende overeenkomst mildere bepalingen voor het wervoer per spoorweg van gevaarlijke stoffen.

Unter Bezugnahme auf Ihr gefälliges nebenerwähntes Schreiben, teile ich Ihnen ergebenst mit, dass ich dem Entwurf der Vereinbarung leichterer Vorschriften, wie dieser laut Briefes des Reichsverkehrsministers zu Berlin vom 15. Mai d. J. abgefasst ist, auch für den wechselseitigen Verkehr zwischen den Niederlanden und Yougo-Slavien, Dänemark, Norwegen, Schweden beistimme.

Kein Wert wird gelegt auf Austausch der mit Unseren beiderseitigen Unterschriften versehenen Stücke des Wortlautes der Vereinbarung. Bei Kündigung wird eine zweimonatige Frist, laufend vom Tage des Kündigungsschreibens eingehalten werden.

Der Erklärung der Niederländischen Abgeordneten in der Konferenz zu Berlin gemäss (Seite 6 der Niederschrift) bitte ich Sie ergebenst veranlassen zu wollen, dass die Eisenbahnenverwaltungen Ihres Landes folgendes bekanntgeben ;

„In den Niederlanden dürfen bis auf weiteres Dynamit und dynamitähnliche Sprengstoffe (Sprengmittel der 2. Gruppe unter e) nur befördert werden :

a) von den Grenzübergängen Herzogenrath Grenze und Richterich Grenze
Kerkrade Rolduc Grenze Simpelveld Grenze
nach den Niederländischen Bergbauwerken ;

b) von und nach der Station Echt der Niederländischen Eisenbahnen nach und von den unter a) genannten Grenzübergängen“.

Damit die Eisenbahnverwaltungen genügende Zeit für Veröffentlichung haben, wäre die Vereinbarung mit Wirkung ab 1. August 1931 in Kraft zu setzen.

Wenn Sie damit einverstanden sind, ist eine nähere Mitteilung überflüssig, und werde ich das Nötige zur Einführung veranlassen.

Ich benutze diesen Anlass zur Versicherung meiner Hochachtung.

Der Minister für Wasserbau,

In Vertretung :

Der General Sekretär :

(gez.) ROSENWALD.

L.S.G.

a.

An das Verkehrsministerium
des Königreichs Yougo-Slaviens,
Belgrado.

b.

Das Ministerium für Öffentliche Arbeiten,
Kopenhagen.

c.

Das Ministerium für Öffentliche Arbeiten,
Oslo.

d.

Die Königliche Generaldirection der
Schwedischen Staatseisenbahnen,
Stockholm.

Abschrift dieses Schreibens zu senden an :

den Reichsverkehrsminister, Berlin W. 8, Wilhelmstrasse 80 ;
het Italiaansche Verkeersministerie, Rome.
das Königlich Rumänische Verkehrsministerium, Bucarest.
das Eisenbahnministerium der Tschechoslowakischen Republik, Prag.
das Bundesministerium für Handel und Verkehr, Wien I.
das Handelsministerium, Budapest.
das Zentralamt für die internationale Eisenbahnbeförderung, Bern.

¹ TRADUCTION.

N^o 2927. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET YUGOSLAVE COMPORTANT UN ACCORD FIXANT DES DISPOSITIONS MOINS RIGOUREUSES POUR LE TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER ENTRE LES DEUX PAYS D'OBJETS QUI, CONFORMÉMENT A LA CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER DU 23 OCTOBRE 1924, SONT EXCLUS DU TRANSPORT OU N'Y SONT ADMIS QUE SOUS CERTAINES CONDITIONS. BELGRADE, LE 17 JUIN ET LA HAYE, LE 15 JUILLET 1931.

I.

ROYAUME DE YUGOSLAVIE.
SERVICE COMMERCIAL D'ÉTAT.
G.D.49915/31.

BELGRADE, *le 17 juin* 1931.

Sujet : Dispositions moins rigoureuses *ad* nouvelle Annexe I de la Convention internationale sur le trans-

¹ TRANSLATION.

No. 2927. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NETHERLANDS AND YUGOSLAV GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT PROVIDING FOR LESS STRICT PROVISIONS FOR THE TRANSPORT BY RAILWAY BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF GOODS WHICH, IN ACCORDANCE WITH THE INTERNATIONAL CONVENTION CONCERNING THE TRAFFIC OF GOODS BY RAIL OF OCTOBER 23, 1924, ARE EXCLUDED FROM THE TRAFFIC OR ARE ONLY ADMITTED SUBJECT TO CERTAIN CONDITIONS. BELGRADE, JUNE 17, AND THE HAGUE, JULY 15, 1931.

I.

KINGDOM OF YUGOSLAVIA.
STATE COMMERCIAL SERVICE.
G.D.49915/31.

BELGRADE, *June 17* 1931.

Subject : Less strict provisions for the new Annex I of the International Convention on the Transport of Goods

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

port des marchandises par chemin de fer entrant en vigueur le 1^{er} juillet.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le ministre des Communications du Reich m'a transmis, par sa lettre (référence E. I. 15 Nr. 3822) du 15 mai dernier, le texte de l'accord établissant des dispositions moins rigoureuses pour les objets qui, aux termes de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer, sont exclus du transport ou ne sont admis que conditionnellement; ce texte est celui qui a été établi par nos représentants respectifs à la Conférence de Berlin du 5 au 10 mai dernier. Le ministre des communications du Reich m'a, en même temps, fait parvenir le procès-verbal de négociations mentionnées.

J'accepte très volontiers ces accords. Je serais très obligé à Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si elle approuve également la convention.

Si votre acceptation ne contient aucune autre réserve, je considérerai la convention comme conclue entre nos deux Etats et je prendrai les mesures nécessaires pour la mettre en vigueur le 1^{er} juillet prochain.

Toutefois, au cas où Votre Excellence désirerait conclure la convention en échangeant deux exemplaires de la convention rédigés dans les deux langues et revêtus de nos signatures respectives, je lui demanderais de bien vouloir me faire tenir deux expéditions du texte de la convention dans votre langue, auxquelles seraient ensuite annexées deux expéditions correspondantes du texte en langue yougoslave et qui seraient alors signées par les deux Parties contractantes.

Toutefois, étant donné qu'une telle procédure entraînerait une perte de temps considérable et que la convention ne pourrait en aucun cas être mise en vigueur le 1^{er} juillet, il y aurait lieu, à mon avis, de s'en abstenir.

Je serais spécialement obligé à Votre Excellence de bien vouloir me répondre aussitôt que possible.

En ce qui concerne la nouvelle convention à intervenir, je déclare approuver l'accord conclu par nos représentants respectifs selon lequel la nouvelle convention restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle ait été dénoncée par l'une des Parties contractantes moyennant un préavis de deux mois.

by Rail, coming into force on July 1st of the present year.

I have the honour to inform Your Excellency that the Minister of Communications of the Reich has forwarded to me in his letter (No. E.I. 15Nr. 3822) of May 15 last, the text of the agreement establishing less strict provisions for articles which, under the International Convention on the Transport of Goods by Rail, are not accepted for transport or are only accepted for transport under certain conditions. This text is the one which was drawn up by our respective representatives at the Conference in Berlin from May 5 to 10 last. The Minister of Communications of the Reich has also communicated to me the minutes of the above-mentioned negotiations.

I am glad to state that I accept these agreements. I should be greatly obliged if Your Excellency would inform me whether you also accept the agreement.

Unless your letter of acceptance contains any further reservations, I shall regard the agreement between our two States as having been concluded and shall take the necessary steps to put it into force on July 1st next.

Nevertheless, should Your Excellency desire to conclude the agreement by the exchange of two copies of the text drawn up in the two languages and bearing our respective signatures, I would ask you to forward to me two copies of the text of the agreement in your language, to which would be attached corresponding copies of the text in the Yugoslav language; they would then be signed by the two Contracting Parties.

Since, however, such a procedure would involve considerable loss of time and since the agreement could not in any case be put into force on July 1 of this year, it would in my opinion be preferable not to resort to such a procedure.

I would be much obliged if Your Excellency would reply as soon as possible.

As regards the new agreement now being concluded I accept the arrangement made by our respective representatives to the effect that the new agreement shall remain in force until two months after the date on which written notice of denunciation has been given by one the Contracting Parties.

J'ai adressé une lettre ayant la même teneur à tous les autres ministres compétents des Etats représentés à la Conférence de Berlin, y compris la Norvège.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Ministre des Communications :
(Signé) RADIVOYÉVITCH.

A Son Excellence le Ministre des Eaux
du Royaume des Pays-Bas,
La Haye.

II.

MINISTÈRE DES EAUX.
DÉPARTEMENT DES TRANSPORTS
ET DES MINES.

LA HAYE, le 15 juillet 1931.

Sujet : Dispositions moins rigoureuses pour le transport des marchandises par chemin de fer.

Comme suite à votre lettre mentionnée ci-contre, j'ai l'honneur de vous faire savoir que j'accepte que le projet de convention portant des dispositions moins rigoureuses, dont le texte figure dans la lettre du ministre des Communications du Reich, datée de Berlin, le 15 mai dernier, soit appliqué au commerce entre les Pays-Bas, d'une part, et la Yougoslavie, le Danemark, la Norvège et la Suède, d'autre part.

Il n'importe pas d'échanger les exemplaires du texte de la convention pourvus de nos signatures respectives. En cas de dénonciation, il sera observé un délai de deux mois à compter du jour de la dénonciation écrite.

Conformément à la déclaration du représentant néerlandais à la Conférence de Berlin (page 6 du procès-verbal), je vous prie de bien vouloir faire publier les dispositions suivantes par les administrations ferroviaires de votre pays :

« Jusqu'à nouvel ordre, la dynamite et les explosifs similaires (explosifs du deuxième

I have forwarded a letter similar in substance to this to all the other competent Ministers of the States represented at the Berlin Conference, including Norway.

I have the honour to be, etc.

(Signed) RADIVOYÉVITCH,
Minister of Communications.

To His Excellency the Minister
of Public Works of the Kingdom
of the Netherlands,
The Hague.

II.

MINISTRY OF PUBLIC WORKS.
DEPARTMENT OF TRANSPORT
AND MINES.

THE HAGUE, July 15, 1931.

Subject : Less strict provisions for the transport of goods by railway.

With reference to your letter mentioned herein, I have the honour to inform you that I concur with your suggestion that the draft Agreement establishing less strict provisions, the text of which appears in the letter of the Minister of Communications of the Reich dated Berlin, May 15, last, should also apply to the reciprocal traffic between the Netherlands, on the one hand, and Yugoslavia, Denmark, Norway and Sweden, on the other.

We attach no importance to the exchange of copies of the text of the Agreement with our respective signatures. Denunciation shall take effect two months after notification has been given in writing.

In accordance with the declaration made by the Netherlands representative at the Berlin Conference (page 6 of the Minutes), I would request you to take the necessary steps to ensure that the railway administrations of your country publish the following :

“ Until further orders, dynamite and similar explosives. (explosives of the second group

groupe, lit. e.), ne peuvent être transportés aux Pays-Bas que sur les parcours suivants :

a) Des points de passage de la frontière Herzogenrath frontière et Richterich Kerkrade Rolduc frontière et Simpelveld frontière à destination des mines néerlandaises ;

b) De la station Echt des chemins de fer néerlandais et à destination de cette station vers les points de passage de la frontière mentionnés sous a) et en provenance de ces postes. »

Pour que les administrations ferroviaires aient suffisamment de temps pour procéder à la publication, la convention devrait être mise en vigueur à partir du premier août 1931.

Si vous êtes d'accord, une communication plus ample est superflue et je ferai le nécessaire pour la mise en application de la convention.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Ministre des Eaux,

Par ordre :

Le Secrétaire général :

(Signé) ROSENWALD.

a.

Au Ministère des Communications
du Royaume de Yougoslavie,
Belgrade.

b.

Au Ministère des travaux publics,
Copenhague.

c.

Au Ministère des travaux publics,
Oslo.

d.

A la Direction générale des chemins de fer
de l'Etat suédois,
Stockholm.

under e), may only be transported in the Netherlands over the following lines :

(a) From the frontier crossing-points Herzogenrath Frontier and Richterich Kerkrade Rolduc Frontier and Simpelveld Frontier when consigned to mines in the Netherlands ;

(b) From and to the station of Echt on the Netherlands Railways to and from the frontier crossing-points mentioned under a).”

In order to give the railway administrations sufficient time for publication, the Agreement should come into force as from August 1st, 1931.

If you agree with the foregoing, no further communication is necessary and I shall take the necessary steps to put the Agreement into force.

I have, etc.

Minister of Public Works :

By order :

(Signed) ROSENWALD.

Secretary-General.

a.

To the Minister of Communications
of the Kingdom of Yugoslavia,
Belgrade.

b.

To the Ministry
of Public Works,
Copenhagen.

c.

To the Ministry
of Public Works,
Oslo.

d.

To the General Directorate
of Swedish State Railways,
Stockholm.

Adresser copie de la présente lettre aux destinataires suivants :

Le Ministre des Communications du Reich,
80, Wilhelmstrasse, Berlin, W. 8.
Le Ministère des Communications du
Royaume d'Italie, Rome.
Le Ministère des Communications du
Royaume de Roumanie, Bucarest.
Le Ministère des Chemins de fer de la
République tchécoslovaque, Prague.
Le Ministère fédéral du Commerce et des
Communications, Vienne I.
Le Ministère du Commerce, Budapest.
L'Office central pour les Transports ferro-
viaires internationaux, Berne.

Copies of the present letter to be sent to the following :

The Minister of Communications of the
Reich, 80, Wilhelmstrasse, Berlin, W. 8.
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Italy, Rome.
The Ministry of Communications of the
Kingdom of Roumania, Bucharest.
The Ministry of Railways of the Czecho-
slovak Republic, Prague.
The Federal Ministry of Commerce and
Communications, Vienna I.
The Ministry of Commerce, Budapest.
The Central Office for International Railway
Transports, Berne.

PAYS-BAS ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Accord établissant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, aux termes de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions, signé à La Haye, le 20 juillet, et à Prague, le 11 août 1931, et échange de notes y relatif, Prague, le 18 juin, La Haye, le 20 juillet, et Prague, le 11 août 1931.

THE NETHERLANDS AND CZECHOSLOVAKIA

Agreement establishing less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Countries of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are not admitted for Transport or are only admitted subject to certain Conditions, signed at The Hague, July 20 and at Prague, August 11, 1931, and Exchange of Notes relating thereto, Prague, June 18, The Hague, July 20, and Prague, August 11, 1931.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 2928. — OVEREENKOMST¹ TUSSEHEN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN EN TSJECHOSLOVAKIJE HOUDENDE MILDERE BEPALINGEN VOOR HET VERVOER IN ONDERLING VERKEER VAN DE VOORWERPEN, DIE VOLGENS DE INTERNATIONALE OVEREENKOMST OMTRENT HET GOEDERENVERVOER PER SPOORWEG VAN 23 OCTOBER 1924 VAN HET VERVOER ZIJN UITGESLOTEN, OF DAARTOE SLECHTS VOORWAARDELIJK TOEGELATEN ZIJN. GETEEKEND TE 'S-GRAVENHAGE, DEN 20 JULI 1931 EN TE PRAAG; DEN 11 AUGUSTUS 1931.

Textes officiels néerlandais, tchécoslovaque et français communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne, L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 mars 1932.

Op grond van artikel 4, § 2 van de Internationale Overeenkomst van 23 October 1924² betreffende het goederenvervoer per spoorweg is overeengekomen, dat in het rechtstreeksch verkeer tusschen de Spoorwegen de volgende afwijkende bepalingen van de voorwaarden van de op 1 Juli 1931 ingevoerd wordende nieuwe Bijlage I van deze Overeenkomst met ingang van 1 Augustus 1931 van kracht zullen zijn :

In de *Inleidende opmerking* tot Bijlage I worden

1. in randgetal I de woorden « Deze benamingen moeten rood onderstreept worden » vervangen door :

» Deze benamingen moeten bij de voorwerpen van de Klassen Ic, IV, V, VI rood onderstreept worden. »

2. Aan het slot van randgetal 3 de volgende zinnen toegevoegd :

„Indien de samenpakking of de samenlading toegestaan is, kan voor zulke zendingen een gemeenschappelijke vrachtbrief worden opgemaakt. In den gemeenschappelijken vrachtbrief moeten de voorwaardelijk ten vervoer toegelaten voorwerpen afzonderlijk worden opgegeven en zoodanig aangeduid worden, als in rechtstreeksch verkeer tusschen de spoorwegen is voorgeschreven.”

3. In randgetal 5 de woorden „volgens model 1 tot 10” vervangen door:

„Volgens model 1, 1a, 2, 2a, 2b, 3, 4 tot 10.”

4. In randgetal 6 de woorden „volgens model 1 tot 5, 9 en 10” vervangen door:

„volgens model 1, 1a, 2, 2a, 3, 4, 5, 9 en 10.”

5. Aan het slot van randgetal 6 toegevoegd de woorden:

„Bij wagenladingen kan van het aanbrenge van de etiketten volgens model 4, 5, 9 en 10 op de colli zelf worden afgezien.”

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1931.

² Vol. LXXVII, page 367; vol. C, page 248; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 2928. — UJEDNÁNÍ¹ MÍRNĚJŠÍCH PŘEDPISŮ PRO PŘEPRAVU PŘEDMĚTŮ, KTERÉ PODLE MEZINÁRODNÍ ÚMLUVY O PŘEPRAVĚ ZBOŽÍ PO ŽELEZNICÍCH Z 23. ŘÍJNA 1924 JSOU Z PŘEPRAVY VYLOUČENY, NEBO K NÍ JEN PODMÍNEČNĚ PŘIPUSTĚNY. VZÁJEMNÁ PŘEPRAVA MEZI HOLANDSKĚM A ČESKO-SLOVENSKĚM. PODEPSANÁ V HÁGU DNE 20. ČERVENCE A V PRAZE, DNE 11. SRPNA 1931.

*Dutch, Czechoslovak and French official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne.
The registration of this Agreement took place March 23, 1932.*

Podle čl. 4, § 2 Mezinárodní úmluvy o přepravě zboží po železnicích z 23. října 1924² byly sjednány s účinností od 1. července 1931 pro vzájemnou železniční přepravu tyto odchylky od předpisů nové přílohy I této úmluvy, která vchází v platnost dne 1. srpna 1931, a to :

V předmluvě k příloze I :

1. V okrajové číslici I nahradí se slova : „Tento název musí býti červeně podtržen“ takto : „Tato označení musí býti u předmětů tříd Ic, IV, V a VI červeně podtržena“.

2. V okrajové číslici 3 připojí se na konci :

Je-li dovoleno spolubalení nebo spolunakládání, je možné pro takové zásilky sepsati společný nákladní list. Ve společném nákladním listu musí býti předměty podmíněčně připuštěné ku přepravě zvláště uvedeny a tak označeny, jak je předepsáno pro vzájemnou železniční přepravu.

3. V okrajové číslici 5 nahradí se slova : „podle vzorců I až 10“ slovy „podle vzorců I, Ia, 2, 2a, 2b, 3, 4 až 10“.

4. V okrajové číslici 6 nahradí se slova „podle vzorců I až 5, 9 a 10“ slovy „podle vzorců I, Ia, 2, 2a, 3, 4, 5, 9 a 10“.

5. Na konci okrajové číslice 6 připojí se tato slova :

U celozozových zásilek lze upustiti od polepování jednotlivých kusů nálepkami podle vzorců 4, 5, 9 a 10.

¹ Came into force August 1st, 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

In de plaats van de voorschriften voor klassen Ia en Ib (randgetal 8 tot 44) gelden de volgende bepalingen:

KLASSE I.

ONTPLOFBARE GOEDEREN.

Ia. Ontploffingsmiddelen (*spring- en schietmiddelen*)¹

Ten vervoer worden slechts de hierna genoemde ontploffingsmiddelen toegelaten :

A. SPRINGMIDDELEN.²

Ie GROEP.

*Springmiddelen, die als stukgoed vervoerd mogen worden*³.

a) Ammoniumnitraatspringmiddelen, en wel :

niet geëlatineerde ammoniumnitraatspringmiddelen en geëlatineerde ammoniumnitraatspringmiddelen (door dinitrochlorhydrine of dinitroglycol geëlatineerd), voor zoover zij gedurende 48 uren aan een temperatuur van 75 °C blootgesteld, geen stikstofoxyde afscheiden, en vóór of na deze beproeving bij stoot, wrijving of ontsteking niet gevaarlijker zijn dan een springmiddel, van de volgende samenstelling: 80 pct. ammoniumnitraat, 12 pct. trinitrotoluol, 4 pct. houtmeel en 4 pct. nitroglycerine, onder voorwaarde, dat zij overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending volgens de mildste voor springmiddelen geldende voorwaarden mogen worden vervoerd.

De vervaardiger moet voortdurend, door herhaald uitgevoerde proefnemingen, de voorgeschreven hoedanigheid van het springmiddel nagaan en zich daarbij tevens overtuigen, dat dit niet gevaarlijker is dan het springmiddel, waarmee het vergeleken moet worden. Onverminderd de verantwoordelijkheid van den vervaardiger hiervoor, kan door het met het toezicht belaste gezag van het land van afzending te allen tijde worden onderzocht of aan die eischen voldaan is en, zoo noodig, het vervoer van het springmiddel worden verboden.

¹ Stoffen, die niet geschikt zijn om ontploffingen te weeg te brengen of niet geschikt zijn voor schietdoeleinden, of die door aanraking met een vlam niet tot ontploffing kunnen worden gebracht en voor stoot en wrijving niet gevoeliger zijn dan dinitrobenzol, behooren niet tot de springmiddelen in den zin van deze overeenkomst.

Wordt bij het ten vervoer aanbieden van een dezer stoffen door den afzender in den vrachtbrief verklaard, dat zij niet geschikt is voor schietdoeleinden of om ontploffingen te weeg te brengen, dat de aanraking met een vlam haar niet tot ontploffing kan brengen en dat zij voor stooten en wrijven niet gevoeliger is dan dinitrobenzol, dan wordt geacht dat zij niet onderworpen is aan de vervoersvoorwaarden van klasse Ia.

² Tot nader order mag in de springmiddelen het nitroglycerine geheel of gedeeltelijk vervangen zijn door nitroglycol of dinitrochlorhydrine of door een genitreerd mengsel van glycerine en sorbiet of door een genitreerd mengsel van glycol of chlorhydrine en sorbiet of door een genitreerd mengsel van glycerine, sorbiet, glycol of chlorhydrine, in de laatste drie gevallen met toevoeging van diphenylamine.

³ Door deze groepsindefining wordt geen inbreuk gemaakt op de in de betrekkelijke tarieven voorkomende bepalingen voor de vrachtberekening.

Předpisy Ia a Ib (okrajové číslice 8 až 44) nahradí se těmito ustanoveními :

TRÍDA I.

LÁTKY, KTERÉ MOHOU VYBUCHNOUTI.

Ia. Trhací látky (trhaviny a střeliviny)¹.

Ku přepravě jsou připuštěny pouze níže uvedené trhací látky :

A. TRHAVINY ².

I. SKUPINA.

*Trhací látky, které mohou býti přepravovány jako kusové zboží*³ :

a) Amonnoledkové látky trhací, a to :

neželatinované trhací látky amonnoledkové a

želatinované trhací látky amonnoledkové (želatinované dinitrochlorhydrinem nebo dinitroglykolem), nevyvíjejí-li při uložení po 48 hodin při 75° C kysličníky dusnaté, a nejsou-li též před uložení, jakž i po něm k nárazu, tření nebo zapálení nebezpečnější než srovnávací výbušina tohoto složení : 80 % ledku amonného, 12 % trinitrotoluolu, 4 % dřevité moučky a 4 % nitroglycerinu,

v předpokladu, že jsou připuštěny podle předpisů země odesílací ku přepravě po železnici podle nejmírnějších podmínek platných pro bezpečné trhaviny.

Výrobce musí se opětovnými zkouškami stále přesvědčovati o správné povaze trhací látky, jakož i o tom, že tato není nebezpečnější než srovnávací trhací látka. Nehledíc k této zodpovědnosti výrobcově může příslušný dozorčí úřad odesílací země kdykoli přezkoušeti splnění těchto podmínek, a třeba-li, zakázati přepravu trhací látky.

¹ Látky, kterých se neuzívá k trhání nebo ke střelbě, jichž výbuch nemůže býti způsoben ohněm a které nejsou k nárazu nebo tření citlivější než dinitrobenzol, nepatří podle tohoto ujednání do výbušin.

Osvědčí-li odesílatel při podeji jedné z těchto látek v nákladním listu, že se jí neuzívá ke střelbě nebo k trhání, že její výbuch nemůže býti způsoben ohněm, a že není k úderu nebo ke tření citlivější než dinitrobenzol, nepovažuje se tato látka za podléhající podmínkám předepsaným pro látky třídy Ia.

² Až na další lze v trhavinách zcela nebo částečně nahraditi nitroglycerin dinitroglykolem nebo dinitrochlorhydrinem, nebo nitrovanou směsí glycerinu a sorbitu, nebo nitrovanou směsí glykolu nebo chlorhydrinu a sorbitu, nebo nitrovanou směsí glycerinu, sorbitu, glykolu a chlorhydrinu, v posledních třech případech s přísadou difenylaminu.

³ Toto rozdělení na skupiny nemá vlivu na způsob počítání dovozného v jednotlivých tarifech.

b) *Organische nitroverbindingen en wel :*

1. *Trinitrotoluol,*
Hexanitrodiphenylamine en
Pikrinezuur;

2. in hoeveelheden van ten hoogste 500 g elk en te zamen 5 kg netto-gewicht, overeenkomende met een brutogewicht van ongeveer 15 kg. :

zoodanige nitroverbindingen, niet gevaarlijker zijnde dan pikrinezuur, welke bestemd zijn voor wetenschappelijke of pharmaceutische doeleinden.

c) *Nitrocellulose (schietskatoen, collodiumwol), en wel:*

α) *Nitrocellulose, niet geperst, in een verhouding van 75 gewichtsdeelen droge nitrocellulose op ten minste 25 gewichtsdeelen water of alcohol (aethyl-, propyl-, butyl- of amylalcohol) of een mengsel, bestaande uit gelijke deelen van deze alcoholen en kamfer, verder nitrocellulose, niet geperst, met een stikstofgehalte van ten hoogste 12 pct, in een verhouding van 75 gewichtsdeelen droge nitrocellulose op ten minste 25 gewichtsdeelen xydol.*

β) *Nitrocellulose, geperst, met ten minste 15 pct. watergehalte (85 deelen droge stof en 15 deelen water).*

De nitrocellulose moet ten aanzien van de stabiliteit aan de volgende voorwaarden voldoen:

De afscheiding van stikstofoxyde bij een verhitting gedurende 2 uren in een temperatuur van 132 °C mag per gram nitrocellulose ten hoogste 3 cm³ bedragen; de ontploffingstemperatuur moet boven 180 °C liggen.

d) *Met buskruit overeenkomende springmiddelen¹ van de volgende samenstelling:*

Mengsel van 70 tot 75 pct. natronsalpeter, waarvan ten hoogste 20 pct. van de gezamenlijke hoeveelheid der springstof door kalisalpeter vervangen mag zijn, 9 tot 11 pct. zwavel en 10 tot 15 pct. kool, onder de voorwaarde, dat zij overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending, volgens de mildste voor springmiddelen geldende voorwaarden mogen worden vervoerd.

2e GROEP².

Springmiddelen, welke slechts als wagenlading mogen worden vervoerd.

a) *Organische nitroverbindingen,*

voor zoover zij, gedurende 48 uren aan een temperatuur van 75 °C blootgesteld, geen gewichtsverandering ondergaan en onder den invloed van stoot, wrijving of ontsteking niet gevaarlijker zijn

α) *wat de in water onoplosbare verbindingen betreft* — dan tetranitromethylaniline³.

β) *wat de in water oplosbare verbindingen betreft* — dan trinitroresorcine.

¹ In het verkeer met Italië, Nederland en Noorwegen worden met buskruit overeenkomende springmiddelen slechts bij hoeveelheden van ten hoogste 100 kg als stukgoed vervoerd ; bij grootere hoeveelheden worden deze springmiddelen in verkeer met die Staten slechts als wagenlading en wel onder de voorwaarden voor de springmiddelen van de 2de groep ten vervoer aangenomen.

² Door deze groepsindeeling wordt geen inbreuk gemaakt op de in de betreffende tarieven voorkomende bepalingen voor de vrachtberekening.

³ Tetranitromethylaniline mag in hoeveelheden van ten hoogste 200 kg in kisten van ten hoogste 25 kg inhoud als stukgoed worden vervoerd.

b) *Organické nitrolátky*, a to :

1. *trinitrotoluol*,
hexanitrodifenylamin a
kyselina pikrová.

2. Jednotlivé látky v množství nanejvíce 500 g a dohromady a množství 5 kg čisté váhy, t. j. celkem asi 15 kg hrubé váhy :

ty organické *nitrolátky*, které nejsou nebezpečnější než kyselina pikrová, *co přípravky pro vědecké nebo farmaceutické účele*.

c) *Nitrocelulosa* (střelná bavlna, kolodiová bavlna), a to :

α) *nitrocelulosa, nelisovaná*, při poměru 75 váhových podílů suché *nitrocelulosity* na nejméně 25 váhových podílů vody neb alkoholu (lihu etylnatého, propylnatého, butylnatého a amylnatého) nebo směsi stejné části těchto alkoholů a kafru, dále *nitrocelulosa nelisovaná* s obsahem dusíku až do 12 % při poměru 75 váhových podílů suché *nitrocelulosity* alespoň na 25 váhových podílů xylolu.

β) *nitrocelulosa, lisovaná*, s alespoň 15 % obsahu vody (85 dílů suché látky a 15 dílů vody).

Nitrocelulosa musí vyhovovati těmto podmínkám chemické stálosti :

Nitrocelulosa zahřívána po 2 hodiny na teplotu 132° C nesmí vyvíjeti více než 3 cm³ kysličníku dusnatého na 1 g *nitrocelulosity* ; teplota vzbušnosti musí být nad 180° C.

d) *Trhací látky*¹ *podobné černému prachu tohoto složení* : Směsi 70 až 75 % ledku sodného, při čemž až 20 % celkového množství *trhací látky* může být nahrazeno ledkem draselným, 9 až 11 % síry a 10 až 15 % uhlí v předpokladu, že mohou být přepravovány podle předpisů odesílací země za nejmírnějších podmínek platných pro látky *trhací*.

2. SKUPINA ².

Trhací látky, které lze přepravovati jen ve vozových zásilkách.

a) *Organické nitrolátky*, pokud jsou, uložené při 75° C po 48 hodin, stabilní (co do váhy), a nejsou-li k nárazu, tření nebo zapálení nebezpečnější,

α) *ve vodě nerozpustné* — než *tetranitrometylanilin* :

tetranitrometylanilin ³,

β) *ve vodě rozpustné* — než *tiinitroresorcin* :

trinitroresorcin.

¹ V přepravě s Itálií, Nizozemím a Norskem přepravují se *trhací látky* podobné černému prachu jako kusové zboží pouze v množství až do 100 kg. ; při větším množství lze přijmouti tyto zásilky v přepravě s těmito státy jen při podeji v celovozových zásilkách, a to za podmínek pro *trhaviny* 2. skupiny.

² Toto rozdělení na skupiny nemá vlivu na způsob počítání dovozného v jednotlivých tarifech.

³ *Tetranitrometylanilin* v bednách, obsahujících nanejvíce 25 kg. je dovoleno přepravovati jako kusové zboží.

b) *Chloraat- en Perchloraatspringmiddelen* (mengsels van chloraten of perchloraten van alkalimetalen of van aardalkalimetalen met koolstofrijke verbindingen, zooals kool, koolwaterstoffen, harsen, oliën, genitreerde aromatische koolwaterstoffen, plantenmeel, anorganische zouten en soortgelijke), onder voorwaarde, dat ze volgens de voorschriften van het land van afzending en vervoer per spoorweg zijn toegelaten. *Chloraatmengsels* mogen geen ammonium-zouten bevatten. Onder den invloed van stoot, wrijving of ontsteking mogen de springmiddelen niet gevaarlijker zijn dan een chloraatspringmiddel van de volgende samenstelling: 80 pct. kaliumchloraat en 10 pct. dinitrotoluol, 5 pct. trinitrotoluol, 4 pct. ricinusolie en 1 pct. houtmeel.

De vervaardiger moet voortdurend, door herhaald uitgevoerde proefnemingen de voorgeschreven hoedanigheid van het springmiddel nagaan en zich daarbij tevens overtuigen, dat dit niet gevaarlijker is dan het springmiddel, waarmede het vergeleken moet worden.

c) *Pentaerythriettetraanitraat* (Nitropentaerythriet) in fijn gekristalliseerden toestand en met 30 pct. water gelijkmatig doortrokken; bevendien *Pentaerythriettetraanitraat* (nitropentaerythriet), in fijn gekristalliseerden toestand, met 10 pct. *Montanwas*.

d) *Buskruit* (mijnkruit) (mengsels van kali-salpeter, zwavel en kool, gekorrelt, geperst of in poedervorm voor zoover zij onder den invloed van stoot, wrijving of ontsteking niet gevaarlijker zijn dan fijn jachtkruit van de volgende samenstelling: 75 pct. kalisalpeter, 10 pct. zwavel en 15 pct. houtskool, onder voorwaarde, dat ze volgens de voorschriften van het land van afzending ten vervoer per spoorweg zijn toegelaten.

e) *Dynamiet en dynamietachtige springmiddelen*, onder voorwaarde, dat zij volgens de voorschriften van het land van afzending ten vervoer per spoorweg zijn toegelaten.

Zij mogen niet gevaarlijker zijn dan springgelatine met 93 pct. nitroglycerine.

B. SCHIETMIDDELEN.

1e GROEP¹.

Schietmiddelen, die als stukgoed vervoerd mogen worden, en wel:

Rookzwak gegelatineerd schietkatoenkruit en nitroglycerynekruit, onder voorwaarde, dat zij overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending, volgens de mildste voor schietmiddelen geldende voorwaarden mogen worden vervoerd.

2e GROEP¹.

Schietmiddelen, welke slechts als wagenlading mogen worden vervoerd, en wel:

a) *rookzwak, gegelatineerd schietkatoenkruit, dat niet voldoet aan de eischen, gesteld voor het kruit van de 1e groep;*

b) *rookzwak, niet gegelatineerd schietkatoenkruit (z.g.n. mengkruit);*

c) *buskruit (geperst en gekorrelt) en soortgelijke voor schietdoeleinden geschikt kruit.*

De schietmiddelen, onder a) en b) bedoeld, moeten dezelfde stabiliteit hebben, welke volgens de voorschriften van het land van afzending voor de schietmiddelen van de 1e groep gesteld wordt.

¹ Door deze groepsindeeling wordt geen inbreuk gemaakt op de in de betrekkelijke tarieven voorkomende bepalingen voor de vrachtberekening.

b) Chlorečnanové a perchlorečnanové trhací látky (směsi chlorečnanů a perchlorečnanů alkalií nebo žíravých zemin se smíšeninami bohatými uhlíkem, jako uhlí, uhlovodíky, pryskyřice, oleje, nitrované aromatické uhlovodíky, bylinné mouky, anorganické soli a pod.) — v předpokladu, že jsou podle předpisů odesílací země připuštěny ku přepravě po železnici. *Směsi chlorečnanů* nesmějí obsahovati žádných solí amonných. Vlivem nárazu, tření nebo zapálení nesmějí býti trhací látky nebezpečnější než chlorečnanová trhací látka tohoto složení : 80 % chlorečnanu draselného, 10 % dinitrotoluolu, 5 % trinitrotoluolu, 4 % ricinového oleje a 1 % dřevité moučky.

Výrobce musí se opětovnými zkouškami stále presvědčovati o správné povaze trhací látky, jakož i o tom, že tato není nebezpečnější, než srovnávací trhací látka.

c) *Pentaerythrittetanitrat* (nitropentaerythrit), jemně krystalovaný a zvlhčený rovnoměrně 30 % vody.

Kromě toho *pentaerythrittetranitrat* (nitropentaerythrit) jemně krystalovaný s 10% montánního vosku.

d) *Černý prach* (trhací prach), směsi ledku draselného nebo sodného, síry a uhlí v tvaru moučkovém, zrněné nebo lisované, jež nejsou vlivem nárazu, tření nebo zapálení nebezpečnější než nejjemnější lovecký prach tohoto složení : 75 % ledku draselného, 10 % síry a 15 % dřevěného uhlí z krušiny, v předpokladu, že jsou připuštěny ku přepravě po železnici podle předpisů odesílací země.

e) *Dynamity a dynamitům podobné látky trhací* — v předpokladu, že jsou připuštěny ku přepravě po železnici podle předpisů země odesílací.

Ty nesmějí býti nebezpečnější než trhací želatina s 93 % nitroglycerinu.

B. STŘELIVINY.

I. SKUPINA ¹.

Střeliviny, které mohou býti přepravovány jako kusové zboží, a to :

Bezdýmný, želatinovaný prach nitrocelulosový a nitrocelulosový prach s obsahem nitroglycerinu, v předpokladu, že mohou býti přepravovány podle předpisů odesílací země za nejmírnějších podmínek platných pro tyto střeliviny.

2. SKUPINA ¹.

Střeliviny, které lze přepravovati jen ve vozových nákladech.

a) *Bezdýmný želatinovaný prach nitrocelulosový, který nevyhovuje požadavkům pro prach I. skupiny.*

b) *Bezdýmný neželatinovaný prach nitrocelulosový (tak zvaný smíšený prach) :*

c) *Černý prach (lisovaný a zrněný) a podobné prachy vhodné ke střelbě.*

Střeliviny pod a) a b) musí míti stabilitu vyžadovanou podle předpisů odesílací země pro střeliviny I. skupiny.

¹ Toto rozdělení na skupiny nemá vlivu na způsob počítání dovozného v jednotlivých tarifech.

VERVOERSVOORWAARDEN VOOR DE ONDER Ia, A en B GENOEMDE
SPRINGMIDDELEN.

A. VERPAKKING.

Voor de verpakking gelden de voorschriften van het land van afzending.

Ieder collo met *spring- of schietmiddelen van de 1e Groep* moet met een etiket, volgens model n^o. 1, ieder collo met *spring- of schietmiddelen van de 2e Groep* met een etiket volgens model n^o. 1a voorzien zijn.

B. AANBIEDING EN VERVOER.

(1) Als ijlgoed mogen niet ten vervoer worden aangeboden :

Spring- en schietmiddelen der 2e groep.

Als ijlstukgoed mogen ook de andere springmiddelen van Klasse Ia niet ten vervoer worden aangeboden.

Uitgezonderd hiervan zijn :

1. Ammoniumnitraatspringmiddelen (Ia, A, 1e groep a),
2. Trinitrotoluol (Ia, A, 1e groep b).
3. Schietmiddelen der 1e groep (Ia, B, 1e groep).

(2) voor de *spring- en schietmiddelen der 2e groep* moet nog het volgende in acht worden genomen :

a) Deze stoffen mogen niet naar stations en lijnen ten vervoer worden aangeboden, waarheen het vervoer verboden is.

b) De aanneming ten vervoer kan, indien de zending niet met extra-treinen wordt vervoerd, tot bepaalde dagen en treinen worden beperkt.

c) Iedere zending moet overeenkomstig de voorschriften van het land van afzending bij het station van vertrek worden aangegeven en ten vervoer worden aangeboden.

C. VRACHTBRIEVEN, VERKLARINGEN.

(1) De inhoudsopgave moet

- a) bij de *spring- en schietmiddelen van de 1e groep* eenmaal rood worden omlijnd ;
- b) bij de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep* tweemaal rood worden omlijnd.

(2) Bij de *spring- en schietmiddelen der 1e groep* moet door een door de bevoegde autoriteiten erkenden scheikundige of door de autoriteiten van een gemonopoliseerd bedrijf op den vrachtbrief worden verklaard, dat het springmiddel op grond van de bepalingen van het land van afzending, volgens de samenstelling tot de 1e groep behoort en onderzocht is.

Bij alle zendingen moet bovendien op den vrachtbrief door den afzender worden verklaard, dat de verpakking van het springmiddel in overeenstemming is met de voorschriften van het land van afzending.

Bij het verder vervoer van een deel der oorspronkelijke zending door een anderen afzender dan de fabriek, waar de stoffen zijn vervaardigd, kan de in de eerste alinea van dit punt (2) voorgeschreven verklaring achterwege blijven, indien de afzender in den vrachtbrief verklaart, dat de colli afkomstig zijn van eene zending, welke onderzocht is en vergezeld is geweest van eene verklaring van een scheikundige en dat de oorspronkelijke verpakking op geenerlei wijze is veranderd. Desverlangd moet een en ander op geloofwaardige wijze worden aangetoond.

Of en welke verdere verklaringen voor de zendingen bovendien vereischt worden, is bepaald in de betreffende wettelijke voorschriften van de tot deze Overeenkomst toegetreden Staten, over wier gebied het vervoer zal plaats hebben.

PŘEPRAVNÍ PODMÍNKY PRO TRHACÍ LÁTKY UVEDENÉ V I a, A A B.

A. BALENÍ.

O balení platí předpisy odesílací země.

Každý kus s *trhavinami* nebo *střelivinami* 1. skupiny musí býti opatřen nálepkou podle vzorce I, každý kus s *trhavinami* nebo *střelivinami* 2. skupiny nálepkou podle vzorce I a.

B. PŘEPRAVA A PODEJ.

(1) Jako rychlé zboží nesmějí býti podány :

Trhavin a *střeliviny* 2. skupiny.

Jako kusové zboží rychlé nesmějí býti podány též *ostatní trhací látky třídy I a*.

Z toho jsou vyňaty :

1. *Amonnoledkové látky trhací* (I a, A. I. skupina a)).

2. *Trinitrotoluol* (I a, A. I. skupina b)).

3. *Střeliviny* 1. skupiny (I a, B. I. skupina).

(2) *Pro trhavin* a *střeliviny* 2. skupiny platí ještě toto :

a) Je zakázáno podati tyto látky do stanic a na trati, kde je jich přeprava zakázána.

b) Má-li býti zásilka přepravena zvláštními vlaky, může býti přijeti zásilky předem omezeno na určité dny a vlaky.

c) Každá zásilka musí býti ohlášena a podána ku přepravě u výpravny podle předpisů odesílací země.

C. NÁKLADNÍ LISTY. OSVĚDČENÍ.

(1) Údaj obsahu musí býti opatřen :

a) u *trhavin* a *střelivin* 1. skupiny jedním červeným rámečkem

b) u *trhavin* a *střelivin* 2. skupiny dvěma červenými rámečky.

(2) U *trhavin* a *střelivin* 1. skupiny musí býti na nákladním listu osvědčeno chemikem, kterého uznal příslušný úřad, nebo monopolním úřadem, že trhací látka patří podle ustanovení odesílací země a podle svého složení do 1. skupiny, a že je zkoušena.

U všech zásilek musí býti mimo to na nákladním listu odesilatelem osvědčeno, že balení trhacích látek odpovídá předpisům odesílací země.

Při další přepravě dílčích zásilek jinými odesílateli než vyrábějícími továrnami je možné upustiti od osvědčení předepsaného v prvním odstavci tohoto bodu (2), jestliže odesílatel prohlásí v nákladním listu, že jednotlivé kusy pocházejí ze zásilky, která byla zkoušena, a na kterou bylo vydáno osvědčení, a že původní obal nebyl nijak změněn. Na požádání je nutné to věrohodně prokázati.

Zvláštní zákony smluvních států, po jichž území má zásilka jíti, ustanovují jiná osvědčení kterých by snad bylo ještě třeba.

(3) Voor de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep* moet het volgende in acht worden genomen.

a) Op de vrachtbrieven moeten behalve merken en nummers, aantal en soort der pakmiddelen ook het brutogewicht van ieder pakmiddel afzonderlijk worden aangegeven.

b) Op den vrachtbrief moet door den afzender worden verklaard, dat de samenstelling en de verpakking van de springmiddelen in overeenstemming zijn met de voorschriften van het land van afzending. Bovendien moet bij elke zending *dynamietpatronen* worden gevoegd eene door den vervaardiger opgemaakte en gelegaliseerde verklaring van herkomst, alsmede de verklaring van een door de betrokken autoriteiten erkenden scheikundige of van de autoriteiten van een gemonopoliseerd bedrijf omtrent de voorgeschreven samenstelling en verpakking.

c) Of en welke verdere verklaringen voor de zendingen bovendien vereischt worden, is bepaald in de betreffende wettelijke voorschriften van de tot deze Overeenkomst toegetreden Staten, over wier gebied het vervoer zal plaats hebben.

D. MIDDELEN VAN VERVOER.

(1) Voor het vervoer van *alle springmiddelen* moeten gesloten goederenwagens worden gebezigd.

(2) Voor de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep* geldt het volgende :

a) slechts wagens met veerende stoot- en trekrichtingen, een vast, stevig dak, volkomen dichte wanden en goed sluitende deuren, zoo mogelijk zonder reminrichting, mogen worden gebezigd ;

b) wagens, waarin ijzeren draadnagels, schroeven, moeren of dergelijke uitsteken, mogen niet worden gebruikt ;

c) de deuren en vensters van de wagens moeten goed sluiten en gesloten worden gehouden ;

d) slechts wagens mogen worden gebezigd, waarvan het laatste periodieke onderzoek meer dan een maand geleden en waarvan het laatste smeren minder dan twee maanden geleden heeft plaats gehad, of die niet binnen een maand na het laden ter revisie moeten worden opgezonden ;

e) de zendingen moeten van het station van afzending tot het station van bestemming in denzelfden wagen worden vervoerd en mogen onderweg slechts bij uiterste noodzakelijkheid worden overgeladen ;

f) de beladen wagens moeten boven aan de voor- en de achterzijde of aan de beide zijwanden duidelijk zichtbare zwarte vierhoekige vlaggen dragen, voorzien van een witte letter „P”.

E. LADEN EN OVERIGE VOORSCHRIFTEN.

(1) Springmiddelen (Ia) mogen niet met

Seinvuurwerk (Klasse Ib, cijfer 3) ;

en met *ontstekingsmiddelen met brisant vermogen* (Klasse Ib, cijfer 5A) ;

en met *Vuurkoord* (Klasse Ib, cijfer 5C) ;

en met de in *Klasse Ib, cijfer 12, genoemde munitie* ;

de *spring- en schietmiddelen van de 2e groep* ;

ook niet met *brandbare vloeistoffen* (Klasse IIIa) Gevaargroep A1 te zamen in denzelfden wagen worden geladen.

(2) Bij het laden en de behandeling van de *spring- en schietmiddel en van de 2e groep* moet nog het volgende in acht worden genomen :

a) de pakmiddelen moeten in de spoorwegwagens zoo stevig liggen, dat zij tegen schuren, schudden, stooten, omkantelen en vallen uit hooger liggende lagen zijn gevrijwaard. Tonnen mogen vooral niet rechtop worden gezet ; zij moeten zoo mogelijk even-

(3) *Pro trhaviny a střeliviny 2. skupiny* třeba dbáti ještě tohoto :

a) Nákladní listy musí obsahovati vedle znamení a čísla, počtu a druhu nádob též i hrubou váhu každé nádoby.

b) Na nákladním listu musí býti odesilatelem osvědčeno, že povaha i obal trhacích látek vyhovuje předpisům odesílací země. Kromě toho musí býti ke každé zásilce *náložek z dynamitů* připojeno úředně ověřené vysvědčení původu, sepsané výrobcem, a osvědčení chemika, kterého uznal příslušný úřad, nebo monopolního úřadu o správné povaze a balení.

c) Zvláštní zákony smluvních států, po jichž území má zásilka jíti, ustanovují jiná osvědčení, kterých by snad bylo ještě třeba.

D. PŘEPRAVNÍ PROSTŘEDKY.

(1) Ku přepravě *veškerých trhacích látek* je nutně užití krytých vozů nákladních.

(2) *Pro trhaviny a střeliviny 2. skupiny* platí toto :

a) Lze užití toliko vozů s pérovým zařízením nárazovým a tažným, pevnou, bezpečnou střechou, těsným zapažením a dobře přiléhajícími dveřmi, pokud možné bez brzdícího zařízení.

b) Nelze užití vozů, v jejichž vnitřku vyčnívají železné hřeby, šrouby, šroubové matky a pod.

c) Dvěře vozů a okna musí těsně přiléhati a musí zůstatí zavřena.

d) Lze užití pouze vozů, od jichž poslední periodické prohlídky uplynul více než jeden měsíc nebo uplynuly-li méně než dva měsíce od posledního mazání, nebo vozů, které nemusí v následujícím měsíci po naložení vozu býti podrobeny prohlídce.

e) Zásilky musí býti přepraveny z odesílací stanice do stanice určení v témže voze a směji býti překládány cestou jen v naprosto nevyhnutelných případech.

f) Naložené vozy musí býti opatřeny nahoře na přední i na zadní straně nebo na obou podélných stěnách zřetelně viditelným černým čtvercovým praporkem s bílým „P“.

E. NAKLÁDÁNÍ A OSTATNÍ PŘEDPISY.

(1) *Trhací látky* (I a) nesmějí se nakládati spolu do téhož vozu

se *signálními ohňostroji* (třída I b, číslice 3)

a s *třaskavými rozněcovadly* (třída I b, číslice 5 A)

a s *bleskovicemi* (třída I b, číslice 5 C)

a s *municí vyjmenovanou ve třídě I b, číslice 12* ;

trhaviny a střeliviny 2. skupiny

mimo to též s *hořlavými kapalinami* (třída III a, skupina A 1).

(2) *O nakládání trhavin a střelivin 2. skupiny* a o zacházení s nimi platí ještě toto :

a) Nádoby musí býti v železničním voze tak pevně uloženy, aby byly zajištěny proti tření, otresu, nárazu, převrácení a spadnutí s vyšších poloh. Zejména nesmějí býti bečky postaveny na stojato, nýbrž na ležato, a to rovnoběžně s podélnými stěnami vozu

wijdig met de zijwanden van den wagen worden gelegd, en door houten stopblokken, welke met haren kleeden zijn bedekt, tegen elke rollende beweging worden beschermd ;

b) de bijzondere ladingsbenoedigdheden en de waarschuwingsteekenen (dekkleeden, vlaggen, enz.) moeten door den afzender worden verstrekt en met de goederen aan den geadresseerde worden afgeleverd ;

c) ten opzichte van de veiligheidsmaatregelen op de stations en gedurende den rit, van de aanwijzing der treinen en het plaatsen van de met ontploffingsmiddelen beladen wagens in de treinen, van de mededeeling aan de tusschenstations en aan de spoorweg-administratiën, welke bij het vervoer betrokken zijn, van de aankomst op het station van bestemming en de aflevering der zendingen, zijn de voor het betrokken station of de betrokken lijn geldige binnenlandsche voorschriften van toepassing.

Ib. MUNITIE.

Ten uitvoer worden slechts de hierna genoemde soorten munitie toegelaten :

1. Vuurkoord zonder ontstekingsmiddel :

a) *snelbrandend vuurkoord* (vuurkoord, bestaande uit een dikke buis met een hart van buskruit van groote doorsnede of met een hart van schietkatoendraden) ;

(voor langzaam brandend vuurkoord zie Klasse Ic, cijfer 1c).

b) *detoneerend vuurkoord* (dunwandige metalen buizen van geringe doorsnede met een hart van slagsas, dat niet gevaarlijker is dan zuiver pikrinezuur, of gesponnen snoer van geringe doorsnede met een hart van slagsas, dat niet gevaarlijker is dan pentaerythrietetranitraat (nitropentaerythriet).

(Voor momentvuurkoord zie cijfer 5 C.)

2. Ontstekingsmiddelen met niet-brisant vermogen (ontstekingsmiddelen, die niet door slagpijpjes of andere middelen een brisante werking bezitten) :

a) *slaghoedjes voor vuurwapenen en voor munitie* ;

b) *ledige patroon- en kardoeshulzen met ontstekingsinrichtingen voor vuurwapenen* ;

c) *ontstekingspijpjes en -doppen of soortgelijke ontstekingsmiddelen met een kleine vulling buskruit of sas, die door wrijving, slag of electriciteit tot werking worden gebracht. Niet brisante ontstekingsmiddelen voor handgranaten (ook met steel) slaghoedjes met buskruitvulling voor oefeningshandgranaten met steel en voor andere munitie* ;

in beide gevallen, voorzoover zij voldoen aan de voorschriften van het land van afzending ;

d) *buizen voor projectielen, die geen slagpijpjes of andere inrichtingen bevatten, welke een brisante uitwerking kunnen veroorzaken ; slagdoppen voor buizen van projectielen en dergelijke.*

3. seinvuurwerk, t. w.

groote moordslagen („Kanonenschläge“) met ten hoogste 200 g gekorrelt zwart buskruit of 70 g rookzwak kruit

en knalsignalen — vroeger ook petarden genoemd — voor stopseinen op de spoorwegen, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

(Voor de kleine moordslagen met ten hoogste 75 g gekorrelt buskruit, bestemd voor vuurwerkdoeleinden, zie klasse Ic, cijfer 3b).

4. Patronen voor handvuurwapenen.

a) *Metaal-Patronen, waarvan de huls geheel van metaal vervaardigd is.*

De kogels moeten zoo vast aan de hulzen zijn bevestigd, dat zij niet kunnen loslaten en ook de kruitlading niet kan doorziften.

a musí býti zajištěny proti pohybu kutálením dřevěnými podložkami, pokrytými pokrývkami ze srsti.

b) Zvláštní nakládací pomůcky a výstražná znamení (pokrývky, praporky a pod.) musí dodat odesílatel; dráha je odevzdá příjemci se zbožím.

c) O bezpečnostních opatřeních na stanicích a za jízdy, o ustanovení vlaků a rařadění vozů naložených trhacími látkami do vlaků, o zpravení stanic na cestě a správ zúčastněných přepravy, o příchodu na stanici určení a výdeji zásilek platí vnitřní předpisy pro příslušnou stanici nebo pro příslušnou trať.

I b. MUNICE.

Ku přepravě je připuštěna pouze tato munice :

1. Zápálnice bez zapalovačů,

a) časové zápálnice (zápálnice ze silné hadice s duší z černého prachu o velkém průměru nebo s duší z vláken nitrované bavlny).

Pokud jde o zápálnice s pomalým hořením, srovnej třídu I c, číslice 1 c) ;

b) bleskovice (kovové trubice s tenkými stěnami o malém průměru s duší z výbušné látky, která není nebezpečnější než čistá kyselina pikrová, neb opředené šňůry o malém průměru s duší z výbušné látky, která není nebezpečnější než pentaerythritetranitrat-nitropentaerythrit).

Ó mžikových zápálnicích srovnej číslici 5 C.

2. *Netřaskavá rozněcovadla* (rozněcovadla, která nezpůsobují drtivého účinku ani rozbuškami ani jinými zařízeními) :

a) Zápalky pro střelné zbraně a pro munici.

b) Prázdné nábojnice se zápalkami pro střelné zbraně.

c) Trubkové zapalovače, zápalkové šrouby a podobná zapalovačla se slabou náplní černého prachu nebo zápalné hmoty, uváděná v činnost třením, úderem aneb elektrinou.

Netřaskavé zapalovače pro ruční granáty (též v rukojetích), *zápalky s prachem pro ruční cvičné granáty s rukojetí a pro jinou munici*, v obou případech, vyhovují-li předpisům odesílací země.

d) *Zapalovače dělového střeliva bez rozbušek nebo bez zařízení, způsobujících drtivý účinek, roznětky pro zapalovače dělového střeliva a pod.*

3. Signální ohňostroje, a to

velké dělové rány, obsahující nanejvíce 200 g černého prachu zrněného nebo 70 g bezdýmného prachu, a

třaskavky — dříve navývané petardy — pro zastavovací návěští na železnicích, vyhovují-li předpisům odesílací země.

O malých dělových ranách, užívaných jako ohňostroje, obsahující nanejvíce 75 g zrněného prachu, srovnej třídu I c, číslice 3 b).

4. Náboje pro ruční zbraně.

a) *Hotové náboje s nábojnicemi výhradně z kovu*. Střely musí býti s nábojnocemi tak spojeny, aby se nemohly ani oddělit, ani aby se nevytrousila náplň prachu.

b) Patronen, waarvan de hulzen slechts gedeeltelijk uit metaal bestaan.

De kruittlading moet zich geheel in het onderste gedeelte van de patroon bevinden en door een prop of schijf zijn afgesloten. Het karton moet zoo stevig zijn, dat het tijdens het vervoer niet kan breken.

c) Patronen met kartonnen huls voor centrale ontsteking.

Het karton moet zoo stevig zijn, dat het tijdens het vervoer niet kan breken.

d) Flobertkogelpatronen (Flobertmunitie).

e) Flobert hagelpatronen (Flobertmunitie).

f) Flobertpatronen zonder kogel of hagel.

5. A. Ontstekingsmiddelen met brisant vermogen :

a) slagpijpjes (ook met vertraging),

b) slagpijpjes voor elektrische ontsteking (ook met vertraging),

c) slagpijpjes in verbinding met vuurkoord,

d) slagpijpjes met vertraging en slaghoedjes (echolotpatronen),

e) slagpijpjes in verbinding met een inleidingslading uit geperste ontplofbare stof, niet gevaarlijker dan tetranitromethylaniline, zoogenaamde inleidingsladingen (detonatoren),

f) slagpijpjes in buizen voor projectielen, al dan niet met een inleidingslading.

g) ontstekingsmiddelen met brisant vermogen voor handgranaten (ook met steel).

B Werplooden (slagpijpjes ook met slaghoedjes opgesloten in blikwerk „Freilote” of „lotbommen”).

C Slagsnoer (gesponnen snoeren van geringe doorsnede met een hart van slagsas, gevaarlijker dan pentaerythriet-tetranitraat), voor zoover zij voldoen aan de voorschriften van het land van afzending.

6. Militaire munitie niet elders genoemd (b. v. patronen, gevulde projectielen) alle zonder het ontstekingsmiddel, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

7. Hand- en geweergrenaten zonder het ontstekingsmiddel, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

8. Brisante springladingen voor projectielen, torpedo's en mijnen, verder springbussen en dergelijke, hulzen met tetryllading, alle zonder slagpijpie, voor zoover zij aan de voorschriften van het land van afzending voldoen.

9. Verlichtings- en seinpatronen.

Hiertoe behooren in het bijzonder :

verlichtings- en seinpatronen,
granaatseinen,
hulzen voor lichtspoorpatronen,
handseinlichten,
doelvuur met vuur- en stofverschijnselen,
bliksemlichtpatronen.

De drijf- of lightsas moet zoo stevig zijn samengeperst, dat de voorwerpen bij het verbranden niet meer ontploffen.

10. Rookmakers, voor zoover zij aan de bepalingen van het land van afzending voldoen.

11. Nevelwekkers, voor zoover zij aan de bepalingen van het land van afzending voldoen.

12. De onder de cijfers 6 tot 8 genoemde munitie met betrouwbaar beveiligde slagpijpjes of ontstekers, voor zoover deze munitie aan de bepalingen van het land van afzending voldoet en als wagenlading ten uitvoer wordt aangeboden.

b) *Hotové nábojnice s nábojnicemi částečně kovovými.* Celá náplň prachu musí býti v kovovém spodku nábojnice a musí býti uzavřena zátkou nebo krytkou. Lepenka musí býti tak odolná, aby se za přepravy nezlomila ;

c) *Hotové lepenkové náboje se středním roznětem.* Lepenka musí býti tak odolná, aby se za přepravy nezlomila.

d) *Kuličkové náboje (pro flobertky).*

e) *Brokové náboje (pro flobertky).*

f) *Flobertkové náboje (bez kuliček a broků).*

5. A. *Třaskavá rozněcovadla.*

a) *Rozbušky (též s časovým zpoždovačem).*

b) *Rozbušky s elektrickými zapalovači (též s časovým zpoždovačem).*

c) *Rozbušky připojené pevně na zápalnici z černého prachu.*

d) *Rozbušky se zpožd'ovačem a roznětkou (sondovací náložky na ozvěnu).*

e) *Zapalovače připojené na sesilovací náplň z lisované trhací látky, která není nebezpečnější než tetranitrometylanilin, t. zv. zazěhovací náplň (iniciatory).*

f) *Rozbušky v zapalovačích dělového střeliva se sesilovací náplní nebo bez ní.*

g) *Třaskavá rozněcovadla pro ruční granáty (též v rukojetích).*

B. *Sondovací rozněcovače (rozbušky též s roznětkou, uzavřené v pouzdrech z bílého plechu — plovoucí nebo neplovoucí bomby k měření hloubky).*

C. *Mžíkové zápalnice (opředené šňůry o malém průměru s duší z výbušné látky, ktráe je nebezpečnější než pentaerythrittetranitrat), vyhovují-li předpisům odesílací země.*

6. *Vojenské druhy munice, zde nejmenované (na př. náboje, plněné dělové střelivo), vesměs bez zapalovačů, vyhovují-li předpisům odesílací země.*

7. *Ruční a puškové granáty bez zapalovače, vyhovují-li předpisům odesílací země.*

8. *Brisantní trhací náplně pro střely, torpeda a miny, dále náložky a podobné, tetrylové dutinky, vesměs bez rozbušek, vyhovují-li předpisům odesílací země.*

9. *Osvětlovací a signální prostředky.*

K těm patří obzvláště :

osvětlovací a signální náboje,
signální granáty,
náboje označující světelnou dráhu,
ruční osvětlovací znamení,
prostředky k zaměřování vyvolávající oheň nebo prach,
náboje napodobující blesk.

Hnací a osvětlovací náplň musí býti tak utěsněna, aby předměty při vypálení již nemohly vybuchnouti.

10. *Dýmotvorné přístroje, vyhovují-li předpisům odesílací země.*

11. *Mlhotvorné prostředky, vyhovují-li předpisům odesílací země.*

12. *Munice vyjmenovaná v číslicích 6 až 8 se spolehlivě zajištěnými zapalovači a roznětkami, vyhovuje-li tato munice předpisům odesílací země, a je-li podaná jako vozová zásilka.*

VERVOERSVOORWAARDEN.

A. VERPAKKING.

Voor de verpakking gelden de voorschriften van het land van afzending.

Ieder collo met *voorwerpen van de cijfers 3, 5A en 5C* moet met een etiket volgens Model 2, ieder collo met *voorwerpen van de cijfers 6, 7, 8, en 9* moet met een etiket volgens Model 1 en ieder collo met *voorwerpen van cijfer 12* moet met een etiket volgens Model 2a voorzien zijn.

B. VERKLARINGEN. VRACHTBRIEVEN.

(1) De inhoudsopgave moet

- a) bij de *voorwerpen van de cijfers 3, 5 A en 5 C*
eenmaal zwart
- b) bij de *voorwerpen van de cijfers 6, 7, 8 en 9*
eenmaal rood
- c) bij de *voorwerpen van cijfer 12*
tweemaal zwart

omlijnd worden.

(2) In de vrachtbrieven voor de *munitiën van Klasse Ib*, met uitzondering van die onder cijfer 1 a), moet door den afzender worden verklaard, dat de samenstelling en de verpakking dier voorwerpen voldoen aan de voorschriften van het land van afzending.

(3) De verklaring omtrent de samenstelling en de verpakking moet voor de *munitiën van de cijfers 6 tot 9 en 12* door het bevoegde gezag of door een door hem erkenden scheikundige of deskundige worden bevestigd; in den vrachtbrief moet naar deze verklaring worden verwezen.

(4) Of en welke verdere verklaringen voor de zendingen bovendien vereischt worden, is bepaald in de betrekkelijke wettelijke voorschriften van de tot deze Overeenkomst toetreden Staten over wier gebied het vervoer zal plaats hebben.

C. VERVOERSMIDDELEN.

(1) Voor het vervoer van alle *munitiën* moeten gesloten wagens worden gebezigd.

(2) Voor de *munitiën van cijfer 12* gelden bovendien de voorschriften van Klasse I a onder Hoofdstuk D (vervoermiddelen) lid (2).

D. LADEN.

(1) *Seinvuurwerk* (cijfer 3), *ontstekingsmiddelen met brisant vermogen* (cijfer 5 A); *Slagsnoer* (cijfer 5 C) en de in cijfer 12 genoemde *munitiën* mogen niet met *ontplofbare stoffen* (I a), met *munitiën van de cijfers 6, 7, 8 en 9* of *brandbare vloeistoffen* (Klasse III a), *gevaargroep A 1* te zamen in denzelfden wagen worden geladen.

(2) Voor de *munitiën van cijfer 12* gelden bovendien de voorschriften van Klasse Ia onder hoofdstuk E (Laden en overige voorschriften) lid (2).

PŘEPRAVNÍ PODMÍNKY.

A. BALENÍ.

O balení platí předpisy odesílací země.

Každý kus s *předměty číslic 3, 5 A a 5 C* musí býti opatřen nálepkou podle vzorce 2, každý kus s *předměty číslic 6, 7, 8 a 9* nálepkou podle vzorce 1 a každý kus s *předměty číslice 12* nálepkou podle vzorce 2 a.

B. OSVĚDČENÍ. NÁKLADNÍ LISTY.

(1) Údaj obsahu musí býti opatřen

- a) u *předmětů číslic 3, 5 A a 5 C*
jedním černým rámečkem,
- b) u *předmětů číslic 6, 7, 8 a 9*
jedním červeným rámečkem,
- c) u *předmětů číslice 12*
dvěma černými rámečky.

(2) V nákladních listech na *munici třídy I b* — vyjma předměty číslice 1 a) — musí odesílatel osvědčiti, že povaha i balení předmětů vyhovuje předpisům odesílací země.

(3) Prohlášení o povaze a balení musí býti u *munice číslic 6 až 9 a 12* potvrzeno příslušným úřadem nebo chemikem tímto úřadem uznaným; v nákladním listu je třeba na toto prohlášení poukázati.

(4) Zvláštní zákony smluvních států, po jichž území má zásilka jíti, ustanovují jiná osvědčení, kterých by snad bylo ještě třeba.

C. PŘEPRAVNÍ PROSTŘEDKY.

(1) Ku přepravě *veškeré munice* je nutné užití krytých vozů nákladních.

(2) Pro *munici číslice 12* platí mimo to předpisy třídy I a, oddíl D (Přepavní podmínky), odst. (2).

D. NAKLÁDÁNÍ.

(1) *Signální ohňostroj* (číslice 3), *třaskavá rozněcovadla* (číslice 5 A), *mžikové zápalnice* (číslice 5 C) a *munice vyjmenovaná v číslici 12* nesmějí se nakládati spolu do téhož vozu s *trhacími látkami* (I a), s *municí číslice 6, 7, 8 a 9* nebo s *hořlavými kapalinami* (třída III a), *skupina A 1*.

(2) Pro *munici číslice 12* platí mimo to předpisy třídy I a, oddíl E (Nakládání a ostatní předpisy), odst. (2).

E. VERVOER.

Het vervoer als ijlgoed van de *voorwerpen van de cijfers 3, 5 A, 5 C, 6, 7, 8, 9 en 12* is verboden. In de voorschriften voor de *Klasse I c (ontstekingsmiddelen, vuurwerk en dergelijke)* wordt

1. het cijfer 3a) en b) van de inleidingsbepalingen [randgetal 48] gelezen als volgt :

„3. Vuurwerk

a) *Bommen en vuurpotten*, uit mortieren te schieten¹, met een gewicht van ten hoogste 9 kg., daaronder begrepen de voortdrijvingslading (bruto-gewicht 12 kg.) ;

Branders, vuurpeilen, Romeinsche kaarsen, fonteinën, wielen enz. met vullingen van ten hoogste 500 gram per stuk.

b) *Kleine Moordslagen* („Kanonenschläge” of „Papierböller”), bestaande uit een met touw omwoelde en gelijmde papieren huls, welke ten hoogste 75 g gekorrelde buskruit of 25 g slagsas (aluminiumpoeder en kaliumperchloraat zonder zwavel) bevat, alsook *petarden*² („Gewehrschläge”), bestaande uit een cilindervormige, aan beide einden gesloten papieren huls, welke ten hoogste 20 g gekorrelde buskruit bevat, beide voorzien van een lont waarvan het hart aan het buitenste einde opgesloten is, en *soortgelijke voorwerpen, welke dienen tot het voortbrengen van een harden knal.*”

Voor grootere moordslagen (seinvuurwerk) zie Klasse Ib cijfer 3 (De noten aan den voet van Bijlage I IÜG ondergaan geen verandering).

2. Onder de vervoersvoorwaarden Hoofdstuk A (verpakking) in lid 1 [randgetal 49] de laatste zin „*Bij de voorwerpen van cijfer 2 zijn de deksels van de kist met schroeven te bevestigen*” doorgehaald.

3. In ¶d (2) *k* aldaar [randgetal 63] aan het slot toegevoegd :

„Bij bommen met een grooter bruto-gewicht dan 5 kg moet de drijfvlading door een boven het onderste gedeelte van de bom geschoven papieren huls beveiligd zijn. Voor de verpakking moeten kisten worden gebezigd ; tusschenruimten zijn met houtskool of soortgelijke stoffen stevig op te vullen.”

4. Lid (4) aldaar [randgetal 66] doorgehaald.

5. In lid (5) aldaar [randgetal 67] de aanhef van den 2den zin als volgt te lezen :

„Daarbij mag in een pakmiddel het gezamenlijk gewicht van de ontplofbare sas (voortdrijvingslading, uitstootlading en lichtsas) bij de *voorwerpen van cijfer 1e)* 20 kg, bij de *eigenlijke vuurwerken van cijfer 3 a)* 36 kg, bij *klein vuurwerk ... enz.* zooals thans.”

6. Lid (6) aldaar [randgetal 68] door het volgende vervangen :

„(6) Ieder collo met *voorwerpen van de cijfers 2a) 2b) β, 2e), 2f)* en 3 moet met een etiket volgens model 2b zijn voorzien.”

7. Onder hoofdstuk B (overige voorschriften) lid 4 [randgetal 72] gelezen als volgt :

„4. In de vrachtbrieven moet bij de *voorwerpen van de cijfers 1b), 1d), 2a), 2b) β, 2e), 2f)* en 3 door den afzender verklaard zijn, dat de hoedanigheid en de verpakking van de zending aan de bepalingen der Klasse I c van Bijlage I tot de Internationale Overeenkomst of van deze Overeenkomst.”

8. Hoofdstuk C (*vervoer*) [randgetal 74] doorgehaald.

In de voorschriften voor de *Klasse Id (samengeperste, vloeibaar gemaakte of onder druk opgeloste gassen)* wordt in de *inleidingsbepalingen* [randgetal 76]

1. bij cijfer 7, achter het woord „chloor” ingelascht : „Chloorwaterstof”, en verder onder hetzelfde cijfer achter het woord „Stikstoftetroxyde” toegevoegd :

„T-gas (mengsel van aethyleenoxyde en koolzuur, waarvan de druk bij 50° C den druk van vloeibaar chloor niet te boven gaat) ;”

E. PŘEPRAVA.

Přeprava *předmětů číslic 3, 5 A, 5 C, 6, 7, 8, 9 a 12* jako rychlé zboží je vyloučena.

V předpisech pro *třidu I c (Zapalovací tělesa, ohňostrojná tělesa atd.)* :

1. Číslice 3 a) a b) úvodních ustanovení (okrajová číslice 48) bude znít takto :

3. *Ohňostrojná tělesa* :

a) *Bomby a ohňové hrnce*, z hmoždýřů vystřelené náplně¹ o celkové váze nanejvíce 9 kg včetně v to slož (hrubá váha 12 kg).

Sršivé bomby, rakety, římská světla, fontány, ohňová kola a pod. s náplněmi, které nesmějí obsahovati více než 500 g v jednotlivém tělese.

b) *Malé dělové rány* nebo *papírové petardy*, skládající se z papírové trubice ovinuté motouzem a zaklížené, s obsahem 75 g zrněného prachu nebo 25 g výbušné složi, (aluminiový prášek a kaliumperchlorat bez síry), dále *puškové rány* [petardy¹] skládající se z válcové, na obou koncích uzavřené papírové dutinky s obsahem nanejvíce 20 g zrněného prachu, obojí se zápalnicí, jejíž duše je na vnější straně přikryta, a *podobné předměty, mající způsobiti silnou ránu*.

O velkých dělových ranách (signální ohňostroj) srovnej *třidu I b* číslice 3. (Poznámky přílohy A k MÚZ zůstávají nezměněny).

2. U přepravních předpisů, Oddíl A. (*Balení*) u odst. (1) (okrajová číslice 49) škrtně se poslední věta. „U předmětů vyjmenovaných pod 2 musí býti víka beden upevněna šrouby“,

3. V odst. (2) tamtéž (okrajová číslice 63) připojí se na konci :

U bomb nad 5 kg hrubé váhy musí býti hnací náplň chráněna lepenkovou dutinkou nastrčenou přes spodní část. Balení se provede do beden ; mezery se vyplní dřevitou vlnou nebo podobnými látkami.

4. Odst. (4) tamtéž (okrajová číslice 66) se škrtně.

5. V odst. (5) (okrajová číslice 67) bude počátek druhé věty znít takto :

Při tom celková váha výbušné složi (slož hnací, zažehovací a osvětlovací) smí obsahovati u *předmětů číslice 1 e)* 20 kg, u *vlastních těles ohňostrojných číslice 3 a)* 36 kg, u *malých ohňostrojných těles číslice 3 c)* 25 kg . . . atd. jako dosud.

6. Odst. (6) tamtéž (okrajové číslice 68) nahradí se takto :

(6) Každý kus s předměty číslic 2 a), 2 b) β), 2 e), 2 f) a 3 musí býti označen nálepkou podle vzorce 2 b.

7. V oddílu B. (*Ostatní předpisy*) upraví se odst. (4) (okrajová číslice 72) takto :

(4) V nákladních listech musí býti u *předmětů číslic 1 b), 1 d), 1 e), 2 a), 2 b), β), 2 e), 2 f)* a 3 osvědčeno odesilatelem, že druh zásilky a její zabalení vyhovuje ustanovením *třídy I c* přílohy I k Mezinárodní úmluvě nebo tomuto ujednání.

8. Odstavec C (*Způsob přepravy*) (okrajová číslice 74) se škrtně.

V předpisech pro *třidu I d (Sílačené, zkapalněné a pod tlakem rozpuštěné plyny)* v úvodních ustanoveních (okrajová číslice 76) :

1. u číslice 7 se za slovem „chlor“ připojí *chlorovodík*, dále za slovem „kysličník dusičitý (tetroxyd dusíku)“ se připojí „plyn zvaný T, směs etylenoxydu a kysličníku uhličitého, jehož tlak při 50° C nepřevyšuje tlak zkapalněného chloru“ ;

2. bij cijfer 8 achter het woord „ (Lance-Parfum) ” ingelascht : „ Vinylchloride, Broommethyl¹”

3. Tot het verwijzingsteeken ¹ bij „ broommethyl ” als voetnoot opgenomen :

„ ¹Het mengsel van broommethyl en aethyleenbromide in de verhouding 1 : 1 worden onvoorwaardelijk vervoerd. ”

Onder hoofdstuk B (*officieele beproeving van de houders*) van deze klasse wordt lid (2) b), [randgetal 82] gelezen als volgt :

„ b) voor de vloeibare gassen onder de cijfers 5, 6, 7 en 8.

„ koolzuur	190 kg/cm ^t
„ vloeibaar oliegas	190 „
„ stikstofoxydule	180 „
„ aethyleen	225 „
„ chloorwaterstof	110 „
„ aethaan	95 „
„ Z-gas	40 „
„ propyleen	35 „
„ ammoniak	30 „
„ chloorkooloxyde (phosgeen)	15 „
„ chloor, T-gas	22 „
„ zwaveligzuur	12 „
„ stikstoftetroxyde	22 „
„ chloormethyl	16 „
„ methylaether	16 „
„ methylamine	14 „
„ chlooraethyl, broommethyl, aethylamine, aethyleenoxyde en butadieën	10 „
„ vinylchloride	11 „ ”

Onder hoofdstuk D (vulling van de houders) wordt in lid (2) [randgetal 90] aan het slot toegevoegd :

„ voor chloorwaterstof 1 kg vloeistof op iedere	1,50 ¹	} liter vul- ruimte van den houder. ”
„ vinylchloride 1 „ „ „ „ „	1,26	
„ broommethyl 1 „ „ „ „ „	0,70	
„ T-gas 1 „ „ „ „ „	1,34	

Onder hoofdstuk E (*Overige Voorschriften*) wordt

1. in lid (2) [randgetal 95] de laatste zin

„De houders met *koolzuur, oliegas* of *stikstofoxydule* moeten, indien onverpakt, wit geschilderd zijn” doorgehaald.

2. In lid (6) [randgetal 99] cijfer 1 (derden zin) en cijfer 6 telkens het woord „November” vervangen door „October”.

In de voorschriften voor *Klasse II (voor zelfontbranding vatbare stoffen)* wordt

1. Onder hoofdstuk A (*Verpakking*) aan het slot van lid (6) [randgetal 129] opgenomen :

„Verpakking is niet noodig, indien ijzeren dekselwagens worden gebezigd.”

2. Onder hoofdstuk A (*Verpakking*) lid (17) [randgetal 140] doorgehaald.

¹ In verkeer met Italië bedraagt de toelaatbare hoogste vulling 1 kg vloeistof voor elke 1,70 Liter vulruimte van den houder.

2. u číslice 8 tamtéž připojí se za slovem („Lance-parfum“); vinychlorid, bromyletyl¹.
3. Jako poznámka ² k bromyletylu se připojí :

² Směsi bromyletylu a etylenbromidu v poměru 1 : 1 se přepravují bez podmínek.

V oddílu B (*Úřední zkoušení nádob*) této třídy upraví se odst. (2) b) (okrajová číslice 82) takto :

b) u zkapalněných plynů číslic 5, 6, 7 a 8 :

u kysličníku uhlíčitého	190	kg/cm ²
u zkapalněného olejového plynu	190	»
u kysličníku dusného	180	»
u etylénu	225	»
u chlorovodíku	110	»
u etanu	95	»
u plynu zvaného „Z“	40	»
u propylénu	35	»
u amoniaku	30	»
u karbonylchloridu (fosgenu)	15	»
u chloru, u plynu zvaného „T“	22	»
u kysličníku sířičitého	12	»
u kysličníku dusičitého	22	»
u metylchloridu	16	»
u metyléteru	16	»
u metylaminu	14	»
u etylchloridu, brometylu, etylaminu, etylenoxydu a butadienu	10	»
u vinychloridu	11	»

V oddílu D (*Plnění nádob*) připojí se na konci v odst. (2) (okrajová číslice 90).

u chlorovodíku	1	kg kapaliny na každých	1.50 ¹	} obsahu nádoby.
u vinychloridu	1	» » » »	1.26	
u brometylu	1	» » » »	0.70	
u plynu zvaného „T“	1	» » » »	1.34	

V oddílu (*E Ostatní předpisy*) :

1. V odst. (2) (okrajová číslice 95) škrtně se poslední věta „*Nádoby na kysličník uhlíčitý, olejový plyn a kysličník dusný* musí býti natřeny, jsou-li nakládány nebalené.“

2. V odst. (6) (okrajová číslice 99) číslice 1 (třetí odstavec) a číslice 6 nahradí se všude slovo „listopad“ slovem „říjen.“

V předpisech pro *tředu II (Samozápalné látky)*.

1. V oddílu *A (Balení)* se připojí na konci odst. (6) (okrajová číslice 129) :

Balení není zapotřebí, užije-li se železných vozů s příklopy.

2. V oddílu *A (Balení)* škrtně se odst. (17) (okrajová číslice 140).

¹ V přepravě s Itálií činí nejvyšší přípustné množství náplně 1 kg. kapaliny na každých 1.70 l obsahu nádoby.

3. Onder hoofdstuk B (*Overige Voorschriften*) in lid (2) [randgetal 142] de volgende nieuwe letter *e*) ingelascht :

„*e*) α) *papieren kokers* (cijfer 12) na het drenken in vernis, vet of olie zoolang en zoodanig verhit en vervolgens zoodanig afgekoeld zijn, dat zelfontbranding niet mogelijk is,

β) *papier en ringen van carton* droog zijn alsmede zoo lang en zoodanig aan de lucht zijn blootgesteld, dat zelfontbranding niet meer mogelijk is.”

(De bestaande letters *e*) en *f*) worden in *f*) en *g*) veranderd.

4. Onder hoofdstuk B (*Overige Voorschriften*) lid (4) [randgetal 144] doorgehaald.

5. Onder hoofdstuk B (*Overige Voorschriften*) in lid (5) [randgetal 145] het tijdvak “in de maanden Maart tot October” gewijzigd in :

„in de maanden April tot September.”

6. Onder hoofdstuk B (*Overige Voorschriften*) lid (8) [randgetal 148] doorgehaald.

7. Het geheele hoofdstuk D (*Laden*) [randgetal 151] eveneens doorgehaald.

8. In de plaats van dit doorgehaalde hoofdstuk D het volgende nieuwe hoofdstuk D (*Vrachtbrieven*) opgenomen:

„D. VRACHTBRIEVEN.”

„In de vrachtbrieven is onder de vermelding van den inhoud de aanduiding „Zelfontbrandbaar Goed van Klasse II” rood op te nemen of rood te onderstrepen”.

In de plaats van de voorschriften voor Klasse IIIa [randgetallen 152 tot 169] treden de volgende bepalingen :

KLASSE III.

ONTVLAMBARE STOFFEN.

IIIa. Ontvlambare vloeistoffen.¹

De volgende vloeistoffen en de daarmede vervaardigde kunstmatige mengsels, hetzij vloeibaar, hetzij een temperatuur beneden 15°C nog zalfachtig van aard (verder korthedshalve „ontvlambare vloeistoffen” genoemd) zijn aan bijzondere voorwaarden onderworpen.

A. *Ontvlambare vloeistoffen van de gevaargroepen A 1, 2 en 3*, waaronder gerangschikt worden de stoffen, welke zelf, of waarvan de ontvlambare, vloeibare bestanddeelen, niet met water kunnen worden gemengd:

1. *Ontvlambare vloeistoffen van gevaargroep A 1*, waaronder gerangschikt worden de stoffen, waarvan het ontvlammingspunt beneden 21 °C² ligt, en welke als vaste, in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen³:

a) niet meer dan 30 pct bevatten.

Hiertoe behooren bijv. petroleum-aether, de voorloop uit de distillatie van teer en van gasoliën, zwavelkoolstof, aethylaether, collodium en andere aethylaether

¹ De in den handel gebruikelijke kleine verpakkingen — ook als monster — van ontvlambare vloeistoffen van alle gevaargroepen (voor zoover de gevaargroep A 1a betreft tot ten hoogste 200 g nettogewicht voor elke kleine verpakking) in stevige buitenverpakking (blik, hout of carton) ter voorkoming van breuk, op veilige wijze verpakt, worden onvoorwaardelijk ten vervoer aangenomen.

² Het ontvlammingspunt wordt met het toestel van Abel-Pensky bij een barometerstand van 760 mm bepaald.

³ Met vaste stoffen worden standoliën (ingedikte lijnoliën) of dergelijke stoffen met een ontvlammingspunt van meer dan 100° C gelijkgesteld.

3. V oddílu *B (Ostatní předpisy)* v odst. (2) (okrajová 142) připojí se nové písmeno *e* :

e) α) *papírové dutinky* (číslice 12) po napuštění fermeží, tukem neb olejem jsou tak dlouho a takovým způsobem zahřáty, a na to takovým způsobem ochlazeny, že je samovznícení vyloučeno,

β) *papír a papírové kroužky* jsou suché a tak dlouho a takovým způsobem odležené, že je samovznícení vyloučeno.

[Dosavadní písmena *e*) a *f*) se změni na „*f*) a *g*)“].

4. Odstavec (4) oddílu *B (Ostatní předpisy)* (okrajová číslice 144) se škrtně.

5. V oddílu *B (Ostatní předpisy)* v odst. (5) (okrajová číslice 145) změni se lhůta „v době od 1. března do konce září“ na „v době od 1. dubna do konce září“.

6. V oddílu *B (Ostatní předpisy)* škrtně se odst. (8) (okrajová číslice 148).

7. Rovněž se škrtně celý oddíl *D (Nakládání)* (okrajová číslice 151).

8. Místo tohoto škrtnutého oddílu *D* připojí se nový oddíl *D (Nákladní listy)* :

D. NÁKLADNÍ LISTY.

V nákladních listech musí býti pod údajem obsahu červeně zaznamenáno : „Samozápalné. Zboží třídy II“ nebo červeně podtrženo.

Místo předpisů pro *třidu III a* (okrajová číslice 152 až 169) platí tato ustanovení :

TRÍDA III.

ZÁPALNÉ LÁTKY.

III a. Hořlavé kapaliny.¹

Pro níže uvedené kapaliny a jejich umělé kapalně směsi při teplotách nepřevyšujících 15° C nebo ještě konsistence mazlavé (dále označené jako „hořlavé kapaliny“) platí zvláštní předpisy :

A. Hořlavé kapaliny skupiny A 1, 2 a 3, t. j. takové, které se nedají smísiti sa vodou, ani samy, ani jejich kapalně frakce zápalné.

1. *Hořlavé kapaliny skupiny A 1*, t. j. takové, které mají bod vzplanutí pod 21° C² a pevných, v kapalinách rozpuštěných a nebo suspendovaných látek³ celkem :

a) neobsahují více než 30 %.

K těm patří na př. : velmi lehké ropy (surové minerální oleje), první frakce při destilaci dehtu a plynových olejů, sirouhlík, éter etylnatý, kolodium a jiné

¹ Obchodně obvyklá balení — též na zkoušku zasílaná — hořlavých kapalin všech skupin [u skupiny *A 1 a*] s nanejvíce 200 g čisté vahy pro každý obal], v pevných hromadných obalech (z plechu, dřeva neb lepenky), zajištěných dobře proti rozbití, se přepravují bez podmínek.

² Bod vzplanutí se určuje přístrojem Abel-Penskyho při 760 mm tlaku.

³ Za pevné látky se pokládají sikativy, oleje zahuštěné (polymerované, konsistentní lněné oleje), nebo podobné látky, jichž bod vzplanutí převyšuje 100° C.

bevattende oplossingen, ruwe aardolie en andere ruwe oliën, alsmede vluchtige distillaten daaruit, zooals petroleum-benzine, de lichte en zware benzine-soorten, bezinenaphta, ligroïne en verschillende distillaten uit steenkolenteer, zooals lichte olie, benzol, toluol, sommige nitrocellulose-lakken.

b) meer dan 30 pct. bevatten.

Hiertoe behooren bijv. sommige leder- en [diepdrukinkten, lakken, caoutchouc (gummi-) oplossingen.

2. *Ontvlambare vloeistoffen van de gevaargroep A 2*, waaronder gerangschikt worden de stoffen, waarvan het ontvlammingspunt tusschen 21°C en 55°C ¹ ligt en welke niet meer dan 30 pct. vaste, in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen² bevatten. Hiertoe behooren bijv. brandpetroleum, test-petroleum, ruwe en geraffineerde Standard White, Kerosine, verschillende lichte distillaten uit hout-, turf-, bruinkolen- en steenkolenteer zooals bijv. solventnaphta, xylol, terpentijnolie-surrogaat (white spirit) verder plantaardige terpentijnolie en sommige mengsels van alcoholen en benzolen.

3. *Ontvlambare vloeistoffen van de gevaargroep A 3*, waaronder gerangschikt worden de stoffen waarvan het ontvlammingspunt tusschen 55°C en 100°C ¹ ligt en welke niet meer dan 30 pct. vaste, in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen bevatten.

Hiertoe behooren bijv. gedistilleerde steenkolenteer, ruwe teer, solarolie, sommige oliën voor verbrandings-motoren, hout-, turf-, bruinkolen- en steenkolenteeroliën, leisteeroliën, poetsoliën, gasoliën en paraffineoliën.

B. Ontvlambare vloeistoffen van gevaargroep B, waaronder gerangschikt worden de stoffen, welke zelf, of waarvan de ontvlambare vloeibare bestanddeelen, met water in elke verhouding gemengd kunnen worden en waarvan het ontvlammingspunt beneden 21°C ¹ ligt en welke niet meer bevatten dan 30 pct. vaste in de vloeistoffen opgeloste en/of gesuspendeerde stoffen². Hiertoe behooren b.v. houtgeest (methanol), ruwe en gerectificeerde, alsmede mengsels daarmede, aethylalcohol en mengsels daarmede, gedenatureerde spiritus en het gewone denatureeringsmiddel voor spiritus (met pyridine vermengde methanol), aceton en mengsels daarmede, acetaldehyde en mengsels daarmede.

VERVOERSVOORWAARDEN.

A. VERPAKKING.

(1) Tot verpakking mag slechts sterk, dicht, goed sluitend vaatwerk worden gebezigd van metaal (metaal, glas, steen, hout), dat door de daarin aanwezige vloeistoffen niet aangetast word. Het gebruik van houten vaatwerk is voor de onder A 1 *genoemde vloeistoffen*, en verder voor *zylol* en *amylacetaat* niet geoorloofd.

Dit verbod geldt echter niet voor *mengsels, waarin caoutchouc (gummi) of dergelijke stoffen zijn opgelost*; voor zulke stoffen mogen sterke eikenhouten vaten met ijzeren hoepels worden gebezigd.

(2) Vaatwerk van glas of steen moet afzonderlijk of bij meerdere tegelijk met doelmatige emballage-stoffen vast verpakt worden in sterke andere pakmiddelen (teenen manden of korven van metaal, kuipen of kisten).

Deze buitenste pakmiddelen, uitgezonderd kisten, moeten van goede, stevige handvatsels zijn voorzien. De buitenste pakmiddelen, welke open zijn, moeten een beschuttende bedekking hebben welke, wanneer deze uit stroo, riet, biezen of soortgelijke, gemakkelijk brandbare stoffen bestaat, van boven gedrenkt moet zijn in klei, kalkmelk en dergelijke, onder toevoeging van waterglas. Het brutogewicht van een zoodanig collo mag niet meer dan 75 kg bedragen.

¹ Het ontvlammingspunt wordt met het toestel van Abel-Pensky bij een barometerstand van 760 mm bepaald.

² Met vaste stoffen worden standoliën (ingedikte lijnoliën) of dergelijke stoffen met een ontvlammingspunt van meer dan 100°C gelijkgesteld.

roztoky obsahující éter etylnatý : surové oleje nerostné (ropa) a jiné surové oleje nerostné, jakož i velmi těžké produkty jejich destilace, jako petrolejový éter, lehké a těžké benziny, benzin-nafta, ligroin a různé produkty destilace kamenouhelného dehtu, jako lehké oleje, benzol a toluol a jisté nitrocelulosové laky.

b) obsahují více než 30 %.

K těm patří na příklad jisté barvy na kůži, na hlubotisk, laky, roztoky kaučuku (gumy).

2. *Hořlavé kapaliny skupiny A 2*, to jest takové, které mají bod vzplanutí mezi 21°C a 55°C ¹ a neobsahují celkem více než 30 % pevných², v kapalinách rozpuštěných nebo suspendovaných látek. Do tohoto druhu patří zejména : petrolej ke svícení, petrolej „Test“, surový nebo čištěný „Standard White“, kerosin, různé lehké produkty destilace dřevného, rašelinového, lignitového a kamenouhelného dehtu jako na příklad solventní nafta, xylol, minerální terpentín (white spirit), jakož i terpentínový olej a jisté směsi alkoholů a benzolů.

3. *Hořlavé kapaliny skupiny A 3*, to jest takové, které mají bod vzplanutí vyšší než 55°C , který však nepřevyšuje 100°C ¹, a které neobsahují celkem více než 30 % pevných², v kapalinách rozpuštěných nebo suspendovaných látek. Do tohoto druhu patří zejména : kamenouhelný dehet, surový dehet, solárový olej, jisté oleje pro spalovací motory (motorine atd.), oleje, z dřevného, rašelinového, lignitového a kamenouhelného dehtu, oleje z živichých břidlic, odpadní oleje, plynové a parafinové oleje.

B. *Hořlavé kapaliny skupiny B*, to jest takové, které samy, nebo jejichž hořlavé kapalné frakce zápalné se dají smísiti v libovolném množství s vodou, které mají bod vzplanutí pod 21°C ¹ a neobsahují celkem více než 30 % pevných², v kapalinách rozpuštěných nebo suspendovaných látek. Do tohoto druhu patří zejména dřevný líh (líh metylnatý), surový nebo přečištěný, jakož i směsi těchto kapalin, líh etylnatý a jeho směsi, denaturovaný líh a obyčejně užívaný prostředek k denaturování líhu (směs piridinových zásad s lihem metylnatým), aceton a jeho směsi, aldehyd octový a jeho směsi.

PŘEPRAVNÍ PODMÍNKY.

A. BALENÍ.

(1) Balení musí se dít do pevných, utěsněných a dobře uzavřených nádob, na jejichž hmotu (železný plech nebo jiné kovy, sklo, kameninu, dřevo) nesmí obsah kapalin působiti. Je zakázáno užití dřevěných nádob pro *kapaliny vyjmenované pod A 1*, jakož i pro *xylol a amylacetat*.

Tento zákaz však neplatí pro směsi, v nichž jsou rozpuštěny kaučuk (guma) nebo podobné látky; pro tyto předměty smí býti užito silných dubových sudů s železnými obručemi.

(2) Nádobý ze skla nebo z kameniny musí býti pevně uloženy buď osamoceně, neb několik pohromadě do jiných pevných nádob (proutěných nebo kovových košíků, kbelíků nebo beden) opatřených vhodnými látkami balicími. Tyto vnější nádoby, vyjma bedny, musí býti opatřeny dobrými a pevnými držadly. Nekryté vnější obaly musí míti ochrannou příkrývku, která musí býti napuštěna hliněným nebo vápenným mlékem atd. s přísadou vodního skla, je-li ze slámy, rákosu, sítiny nebo jiných podobných, snadno hořlavých látek.

Hrubá váha takového kusu nesmí býti větší než 75 kg.

¹ Bod vzplanutí se určuje přístrojem Abel-Penskyho při 760 mm tlaku.

² Za pevné látky se pokládají sikařiny, oleje zahuštěné (polymerované, konsistentní lněné oleje), nebo podobné látky, jejichž bod vzplanutí převyšuje 100°C .

Blikken vaatwerk met meer dan 5 kg inhoud moet gefelsde en gesoldeerde naden hebben. Blikken vaatwerk met ontvlambare *vloeistoffen van de gevaargroep A 1a*) en met meer dan 20 kg nettogewicht moeten in andere pakmiddelen geplaatst zijn; ten aanzien van de inrichting der buitenste pakmiddelen moeten de vorenstaande bepalingen overeenkomstig worden toegepast. Het brutogewicht van een dergelijk collo mag niet meer dan 75 kg bedragen. Gewoon blikken vaatwerk, dat *aethyl-aether* of *zwavelkoolstof* bevat, moet steeds (ook bij hoeveelheden beneden 20 kg) op dezelfde wijze in zulke buitenste pakmiddelen stevig verpakt zijn. Buitenste pakmiddelen zijn echter niet noodig, indien *aethylaether* of *zwavelkoolstof* in gelascht, dicht en goed sluitend vaatwerk van *sterk* plaatijzer zijn verpakt.

(3) IJzeren en ander metalen vaatwerk mogen met de onder *A 1a*) bedoelde *vloeistoffen* slechts tot 95 pct. van hun inhoud zijn gevuld, gemeten bij een temperatuur van 15°C.

(4) Ieder collo met de onder *A 1a*) en *1b*) bedoelde *vloeistoffen*, moet voorzien zijn van een etiket volgens model 3. Manden en kuipen met de onder *A 1a*) bedoelde *vloeistoffen* moeten bovendien met etiketten volgens model 7 zijn voorzien. Zij mogen niet op de schouders of op den rug worden gedragen. Rijdende mogen zij slechts op z.g.n. steekkarren worden vervoerd.

B. VRACHTBRIEVEN.

(1) Onder de benaming van den inhoud in de tarieven of in den handel gebruikelijk, moet in de vrachtbrieven de volgende aanduiding worden opgenomen:

„Goederen van klasse IIIa, gevaargroep.....”, (overeenkomstig het gestelde, in den aanhef onder A en B aangegeven).

Deze aanduidingen zijn rood of rood onderstreept te vermelden.

(2) Ontbreekt de vermelding van de gevaargroep, dan wordt de zending volgens de voorschriften voor de gevaargroep *A 1a*) behandeld.

C. OVERIGE VOORSCHRIFTEN.

(1) Met inachtneming van de onder hoofdstuk A. Verpakking gegeven voorschriften omtrent het vaatwerk mogen in sterke, dichte, goed sluitende houten kisten met andere voorwerpen worden samengepakt:

a) *de vloeistoffen onder A 1a*) tot een gezamenlijk gewicht van 60 kg, *zwavelkoolstof* echter slechts tot 5 kg, *petroleumaether*, *aethyl-aether*, *collodium* en andere oplossingen, die *aethylaether* bevatten slechts tot 20 kg.

b) *de vloeistoffen onder A 1b*), *A 2*, *A 3* en *B*, zonder eenige beperking.

Automobielen met gevulde tanks mogen ook in gesloten wagens worden vervoerd, mits de toevoer van de brandstof door de leiding naar de carburator gesloten is of mits de overdruk in de brandstoftank opgeheven is, met dien verstande, dat in beide gevallen de carburator door het laten uitdraaien van den motor geledigd is. Hulptanks, die vast met de voertuigen zijn verbonden, mogen eveneens met brandstof zijn gevuld, mits de tanks goed gesloten zijn.

(2) Voor het vervoer zijn open wagens te bezigen; evenwel mogen *de vloeistoffen onder A 1 a*) in pakmiddelen van ten hoogste 60 kg brutogewicht,

echter *zwavelkoolstof* tot 12 kg brutogewicht,

petroleum-aether, *aethylaether*, *collodium* en andere oplossingen, die *aethylaether* bevatten tot 20 kg brutogewicht,

de vloeistoffen onder A 1 b), *A 2* en *A 3*.

alsmede *aceton* en *mengsels daarmede*, in pakmiddelen van ten hoogste 80 kg brutogewicht,

en *de vloeistoffen onder B* (met uitzondering van *aceton* en *mengsels daarmede*) in onbeperkt groote pakmiddelen — afzonderlijk of overeenkomstig punt (1) a) en b) met andere goederen samengepakt — ook in gesloten wagens worden vervoerd, en wel ongeacht het aantal colli, welke in een wagen worden geladen. In dit geval moeten bij blikken vaatwerk de naden bijzonder zorgvuldig gefelsd en gesoldeerd zijn. Vaatwerk van glas of steen moet in dit geval in andere uit volkomen aaneensluitende wanden bestaande, stevige, gesloten pakmiddelen (geen manden) verpakt worden

Nádoby z bílého plechu s větším obsahem než 5 kg musí míti švy sdrábkované a spájené. Nádoby z bílého plachu s *kapalinami skupiny A 1 a*) s vahou nad 20 kg čisté váhy musí býti vsazeny do vnějších nádob ; o úpravě těchto vnějších nádob platí obdobně shora uvedené předpisy. Hrubá váha takového kusu nesmí býti větší než 75 kg. Obvyčejné nádoby ze železného plechu obsahující *etyléter* nebo *sirouhlík*, musí býti vždy (i při množství pod 20 kg) stejným způsobem zasazeny do vnějších nádob stejného druhu. Vnějších nádob není třeba, je-li *etyléter* nebo *sirouhlík* zabalen do utěsněných, *spájených* a dobře uzavřených nádob ze *silného* železného plechu.

(3) Nádoby ze železného plechu nebo z jiných kovů smějí býti naplněny *kapalinami uvedenými v A 1 a*) jen do 95 % svého obsahu při teplotě 15° C.

(4) Na každém kuse, obsahujícím *kapaliny uvedené v A 1 a*) a *b*), musí býti nálepka podle vzorce 3. Na koších a kbelících s *kapalinami pod A 1 a*) musí býti mimo to nálepka podle vzorce 7. Nesmějí se nositi ani na ramenou ani na zádech, a lze je voziti jen na ruční káře.

B. NÁKLADNÍ LISTY.

(1) Pod tarifním nebo obchodně obvyklým údajem obsahu musí býti v nákladním listu zapsán tento záznam :

„ Zboží třídy III *a*, skupina .. “ (podle úvodního ustanovení).

Záznam musí býti proveden červeně nebo musí býti červeně podtržen.

(2) Chybí-li údaj skupiny, jedná se se zásilkou podle předpisů pro skupinu A 1 a).

C. OSTATNÍ PŘEDPISY.

(1) Je dovoleno zabaliti s jinými předměty do pevných, utěsněných beden dřevěných s dobrým uzávěrem, dbáno-li ustanovení oddílu A (*Balení*) :

a) *kapaliny pod A 1 a*) v celkovém množství do 60 kg, *sirouhlík* však jen do 5 kg, velmi lehké ropy, *etyléter*, kolodium a jiné roztoky, obsahující *etyléter* jen do 20 kg.

b) *kapaliny pod A 1 b*), A 2, A 3 a B bez omezení.

Motorová vozidla mohou se přepravovati s nádržkami naplněnými pohonnými látkami v krytých neb otevřených vozech s podmínkou, že přívod pohonné látky k splynovači je uzavřen, nebo že přetlak nádržky je vypuštěn, při čemž v obou případech musí býti splynovač vyprázdněn spuštěním motoru. Náhradní nádržky připevněné na vozidle mohou býti rovněž naplněny pohonnými látkami s podmínkou, že tyto nádržky jsou řádně uzavřeny.

(2) Přeprava se musí díti v otevřených vozech.

Kapaliny pod A 1 a) v nádobách až do hrubé váhy 60 kg, *sirouhlík* však až do hrubé váhy 12 kg, velmi lehké ropy, *etyléter*, kolodium a jiné roztoky, obsahující *etyléter* až do 20 kg hrubé váhy,

kapaliny pod A 1 b), A 2 a A 3, jakož i *aceton* a jeho směsi v nádobách až do 80 kg hrubé váhy,

a *kapaliny pod B* (vyjma *aceton* a jeho směsi) v libovolně velkých nádobách — buď osamocené nebo s jinými předměty podle odst. (1) *a*) a *b*) pohromadě — mohou býti též přepravovány v krytých vozech, a to nehlédíc na počet zásilkových kusů v jednom voze. Tu musí býti švy nádob z bílého plechu velmi pečlivě sdrábkovány a spájeny. Nádoby ze skla nebo z kameniny musí býti v tomto případě zabaleny do pevně uzavřených vnějších obalů beze švů (žádné koše). Jednotlivé nádoby připuštěné ku přepravě v krytých vozech mohou býti pevně uloženy též ve sběrných

De ten vervoer in gesloten wagens toegelaten colli mogen ook in een ander pakmiddel gezamenlijk verpakt zijn, waarvan het brutogewicht evenwel ten hoogste 100 kg mag bedragen. De colli moeten zoodanig in het gemeenschappelijk pakmiddel worden geplaatst, dat verschuiving daarin niet mogelijk is. Ook *spiritus* in glazen flesschen, welke geplaatst zijn in kisten met vakwerk, mag bij vervoer als wagenlading in gesloten wagens worden vervoerd; in dit geval mag de voor de open buitenste verpakkingsmiddelen voorgeschreven beschuttende bedekking, bedoeld onder A (2) alinea 2, achterwege blijven, indien elke flesch geen grooter inhoud heeft dan 1 Liter en indien de kisten met vakwerk zoodanig in den wagen zijn geladen, dat zij niet kunnen omvallen noch neerstorten uit de opgestapelde lagen.

Aethylaether in glazen flesschen van ten hoogste 250 gram inhoud zorgvuldig verpakt in duurzame, goed gesloten houten pakkisten tot een brutogewicht van ten hoogste 50 kg, mag eveneens in gesloten wagens worden vervoerd.

(3) Voor de vloeistoffen *onder A 1 a) en b)* zijn voorts de volgende voorschriften in acht te nemen :

- a) de wagens moeten vóór het begin van het laden aan beide zijden, behalve van etiketten volgens model 3, bovendien voorzien worden van etiketten volgens model II ;
- b) de colli moeten in den wagen goed vast staan. Open manden en kuipen moeten aan den wagen zijn vastgemaakt; zij mogen niet op elkander worden geplaatst ;
- c) vaatwerk, dat tijdens het vervoer is beschadigd, moet onmiddellijk worden gelost en mag, wanneer het niet zeer spoedig kan worden hersteld, met den aanwezigheid inhoud, zonder eenige formaliteit, voor rekening van den afzender worden verkocht ;
- d) ledig vaatwerk mag slechts vervoerd worden, indien het goed gesloten is. Dergelijk ledig vaatwerk van ijzer of ander metaal mag in gesloten wagens worden vervoerd. Ander ledig vaatwerk moet op open wagens worden vervoerd. In den vrachtbrief is er melding van te maken, waarmede het vaatwerk gevuld is geweest.

Voor *aceton en mengsels daarmede* zijn de bovenstaande voorschriften onder b) tot d) eveneens in acht te nemen.

(4) Voor het vervoer van alle tot *klasse IIIa behoorende vloeistoffen* in ketelwagens gelden de voorschriften onder hoofdstuk A (Verpakking) (1) en hoofdstuk B (Vrachtbrieven), verder gelden voor de *vloeistoffen onder A 1 en A 2* de voorschriften onder A (Verpakking) (3) en C (Overige Voorschriften) (3) a).

Het voorschrift onder A (Verpakking) 3, geldt echter niet voor ketelwagens, indien deze van inrichtingen zijn voorzien, die het optreden van inwendige spanning en het overbrengen van een uitwendigen brandhaard naar het inwendige van den ketelwagen beletten ¹.

De ketels van ketelwagens moeten van ijzeren of andere metalen platen worden vervaardigd en met het onderstel electrisch geleidend verbonden zijn.

D. VERVOER.

Ontvlambare vloeistoffen en ledig vaatwerk, welke deze vloeistoffen bevat hebben, worden niet ten vervoer als ijlstukgoed aangenomen. Hiervan uitgezonderd zijn echter, en wel ongeacht het aantal van de in één wagen geladen colli en mits de voorschriften van hoofdstuk C (*Overige Voorschriften*) (2) zijn nagekomen :

1. vloeistoffen, bedoeld onder A 1 a), in pakmiddelen van ten hoogste 60 kg brutogewicht, evenwel zwavelkoolstof in pakmiddelen van 12 kg brutogewicht, petroleum-aether, aethylaether, collodium en andere oplossingen, die aethylaether bevatten, in pakmiddelen van ten hoogste 20 kg brutogewicht ;

2. vloeistoffen, bedoeld onder A 1 b), A 2, A 3 en B, in pakmiddelen van ten hoogste 80 kg brutogewicht ;

} zijn de colli gezamenlijk stevig in een gemeenschappelijk ander pakmiddel geplaatst, dan mogen deze een brutogewicht van ten hoogste 100 kg hebben.

¹ In verkeer met Italië geldt deze uitzondering slechts voor ketelwagens met benzine of petroleum.

nádobách, jichž hrubá váha nesmí býti větší než 100 kg. Jednotlivé nádoby musí býti chráněny ve sběrných nádobách proti jakémukoli posunutí. Lih ve skleněných lahvích zabalených v bednách může býti přepravován jako celovozová zásilka též v krytých vozech ; tu není třeba vík předepsaných v A (2), druhý odstavec, pro nekryté vnější nádoby, nemají-li láhve obsah větší než 1 l, a jsou-li vnější obaly chráněny ve voze od převrnutí nebo od spadnutí s vyšších poloh.

Eter etylnatý ve skleněných lahvích s obsahem do 250 g, dobře zabalených v pevných a řádně uzavřených nádobách dřevěných o hrubé váze nanejvíce 50 kg, může býti rovněž přepraven v krytých vozech.

(3) Mimo to u *kapalín vyjmenovaných pod A 1 a) a b)* je třeba dbáti těchto předpisů :

a) dříve, než se začne nakládati, musí býti vozy opatřeny po obou stranách vedle nálepky podle vzorce 3 též nálepkou podle vzorce 11 ;

b) kusy musí býti ve vozech řádně upevněny. Nepřikryté koše a kbelíky musí býti přivázány ke stěnám ; nesmějí se klásti na sebe ;

c) nádoby, které se za přepravy poškodily, musí býti hned vyloženy, a není-li je možné opravit v krátké době, mohou býti prodány i s obsahem v nich zůstavším bez formalit na účet odesílatelův ;

d) prázdné nádoby lze přepravovati jen, jsou-li dobře uzavřeny. Takové prázdné nádoby ze železa nebo z jiných kovů mohou býti přepravovány ve vozech krytých. Ostatní nádoby musí býti přepravovány v otevřených vozech. V nákladním listu musí býti uvedeno, k čemu bylo před tím nádob užito.

Pro aceton a jeho směsi platí rovněž shora uvedené předpisy pod b) až d).

(4) Předpisy, uvedené pod A (*Balení*) odstavec (1) a pod B (*Nákladní listy*), platí na přepravu v nádobových vozech všech *kapalín, které patří do třídy III a*. Mimo to platí též na *kapaliny druhů A 1 a A 2* předpisy A (*Balení*), odstavec (3) a C (*Ostatní předpisy*), odstavec (3) a).

Předpis oddílu A (*Balení*) odst. (3) neplatí však na nádobové vozy, jsou-li opatřeny zařízeními, které zamezují vznik vnitřních tlaků a zabraňují, aby oheň z vnějšku nemohl se přenést do vnitřku vozu¹.

Kotle nádobových vozů musí býti ze železného plechu nebo z plechu z jiných kovů a musí býti uzeměny.

D. ZPŮSOB PŘEPRAVY.

Horlavé kapaliny a prázdné nádoby, které obsahovaly tyto kapaliny, nejsou připuštěny ku přepravě jako kusové zboží rychlé. Výjimku činí, nehledíc na počet kusů naložených v jednom voze, dbáno-li předpisů oddílu C (*Ostatní předpisy*) odst. (2), tyto kapaliny :

1. kapaliny vyjmenované pod A 1 a) obsažené v nádobách o hrubé váze nanejvíce 60 kg ; sirouhlík o hrubé váze nanejvíce 12 kg a velmi lehké ropy, éter etylnatý, kolodium a jiné roztoky obsahující éter etylnatý o hrubé váze nanejvíce 20 kg ;

2. kapaliny vyjmenované pod A 2, A 3 a B, obsažené v nádobách o hrubé váze nanejvíce 80 kg ;

Jsou-li jednotlivé nádoby pevně uloženy ve sběrné nádobě, mohou tyto sběrné nádoby míti váhu až 100 kg.

¹ V přepravě s Itálií platí tato výjimka pouze pro nádobové vozy s benzinem a petrolejem.

3. *aethylaether* in glazen flesschen van ten hoogste 250 g inhoud, zorgvuldig verpakt in duurzame, goed gesloten houten kisten tot een brutogewicht van ten hoogste 50 kg.;
4. goed gesloten *ledige pakmiddelen* van ijzer of ander metaal.

E. LADEN.

De *ontvlambare vloeistoffen van Klasse III a, gevaargroep A 1*, mogen niet met *spring- en schietmiddelen van Klasse I a, A en B 2e groep* en met *voorwerpen van Klasse I b, cijfers 3, 5 A, 2 C en 12* in denzelfden wagen worden geladen.

In de voorschriften voor *Klasse III b (ontvlambare vaste stoffen)* wordt

1. het cijfer 3 van de inleidingsbepalingen [randgetal 170] gelezen als volgt :

„3. *Celluloid in platen, bladen, staven of buizen, celluloidwaren, Filmcelluloid in rollen*¹, *belichte (ook ontwikkelde) films van celluloid*², *celluloid- en filmafval* ”.

2. als voetnoot tot „ *Filmcelluloid in rollen*² ” en tot „ *Films van celluloid*³ ” opgenomen :

² d.w.z. ruw materiaal voor films zonder emulsie.

³ onbelichte films worden onvoorwaardelijk vervoerd, evenals belichte (ook ontwikkelde) films van allerlei aard, welke volgens handelsgebruik, d.w.z. tenminste in duurzame, dichte houten of blikken kokers of in omhulsels van sterk hard karton en vervolgens in houten kisten zijn verpakt, indien door den afzender in den vrachtbrief omtrent deze verpakking een geschreven, gestempelde of gedrukte verklaring is gesteld.

Onder hoofdstuk A (Verpakking) van deze Klasse wordt

1. lid (3) *d*), [randgetal 176] gelezen als volgt :

„ *d*) het gewicht van een collo mag niet te boven gaan :

1. volgens a) α) tot δ) verpakt : voor buizen 60 kg, voor staven 100 kg ;
2. volgens c) β) tot δ) verpakt : 40 kg, volgens c) δ), in dubbele emballage verpakt : 80 kg. ”

2. Lid (4) [randgetal 177] gelezen als volgt :

„ (4) *Benzoylperoxyde* of *benzoylsuperoxyde* met minder dan 25 pct. doch met ten minste 5 pct. water (cijfer 4) moet in kartonnen dozen worden verpakt, welke hoogstens 2 kg inhoud mogen hebben. De kartonnen dozen moeten vervolgens in sterke, dichte, goed gesloten houten kisten vast verpakt zijn. Een kist mag niet meer dan 25 kg *benzoylperoxyde* of *benzoylsuperoxyde* bevatten. ”

In hoofdstuk B (*Vervoer*) van deze Klasse [randgetal 178] wordt de eerste zin gelezen als volgt :

„ De *voorwerpen van cijfer 1*, uitgezonderd indien zij verpakt zijn, alsmede *celluloid- en filmafval*, verpakt overeenkomstig hoofdstuk A. Verpakking, lid (3) c) β) tot δ), worden niet als ijlstukgoed ten vervoer aangenomen. ”

In de voorschriften voor *Klasse IV (Vergiftige stoffen)* wordt in de inleidingsbepalingen (randgetal 180), cijfer 7 gelezen als volgt :

„ *Oxaalzuur* en *oxaalzure kalium in vasten vorm ; kiezelfluorwaterstofzure zouten* ” en de tot dit cijfer 7 behorende voetnoot¹ doorgehaald.

Verder wordt aldaar [randgetal 180] cijfer „9 *Aniline* (anilineolie) ” doorgehaald.

In hoofdstuk A (*Verpakking*) van deze Klasse wordt lid (9) [randgetal 189] doorgehaald.

In hoofdstuk B (*Overige Voorschriften*) van deze Klasse wordt :

1. in lid (1) *b*) [randgetal 194] de aanduiding „ en IV, cijfer 9 ” ;
2. in lid (1) *c*) [randgetal 194] cijfer 9 doorgehaald.

3. éter etylnatý ve skleněných lahvích až do 250 g obsahu, dobře zabalených do pevných, dobře uzavřených nádob dřevěných o hrubé váze nanejvíce 50 kg.
4. prázdné nádoby neprodyšně uzavřené, ze železa nebo z jiných kovů.

E. NAKLÁDÁNÍ.

Hořlavé kapaliny třídy IIIa, skupina A i nesmějí se nakládati spolu do téhož vozu

s trhavinami a střelivinami třídy Ia, A a B 2. skupina
a s předměty třídy Ib, číslic 3, 5 A, 5 C a 12.

V předpisech *pro třídu IIIb (Pevné látky zápalné)*

1. číslice 3 úvodních ustanovení (okrajová číslice 170) se upraví takto :

(3) *Celuloid v deskách, listech tyčinkách nebo rourkách; předměty vyrobené z celuloidu, filmový celuloid v kotoučích,² osvětlené celuloidové filmy³ (též vyvolané); odpadky celuloidu a celuloidových filmů.*

2. k slovům „filmový celuloid v kotoučích“ a „celuloidové filmy“ se připojí poznámky :

² t. j. filmová surovina bez emulze.

³ Neosvětlené filmy se přepravují bez podmínek; stejně se přepravují i osvětlené vyvolané i nevyvolané filmy všeho druhu, jsou-li v obchodně obvyklém obalu, t. j. alespoň v pevných, utěsněných dřevěných nebo plechových krabicích, nebo v krabicích ze silné tvrdé lepenky, a na to uloženy do pevných beden dřevěných, jestliže tento způsob obalu je potvrzen odesilatelem v nákladním listu zapsáním, nebo tiskem.

V oddílu *A (Balení)* této třídy

1. odst. (3) *d*) (okrajová číslice 176) se upraví takto :

d) Váha jednoho kusu nesmí převyšovati

1. v obalu podle *a*) α) až δ) 60 kg pro rourky, 100 kg. pro tyčinky,
2. v obalu podle *c*) β) až δ) 40 kg, v dvojitém obalu podle *c*) δ) 80 kg.

2. Odst. (4) (okrajová číslice 177) se upraví takto :

(4) *Benzoylsuperoxyd* (benzoylperoxyd) s méně než 25 % vody, avšak alespoň s 5 % vody (číslice 4) musí být zabalen do lepenkových krabic, jichž obsah nesmí být větší než 2 kg. Lepenkové krabice se zabalí do silných, utěsněných dřevěných beden s dobrým závěrem. Jedna bedna nesmí obsahovati více než 25 kg benzoylsuperoxydu (benzoylperoxydu).

V oddílu *B (Způsob přepravy)* této třídy (okrajová číslice) 178 se upraví první odstavec takto :

Předměty číslice 1, vyjma zabalené, jakož i celuloidové a filmové odpadky zabalené podle oddílu A. Balení odst. (3) c) β) až δ) se nepřijímají ku přepravě jako rychlé zboží.

V předpisech *pro třídu IV (Jedovaté látky)* v úvodních ustanoveních (okrajová číslice 180) upraví se číslice 7 takto :

7. *Kyselina štavelová a štovan draselný v pevném stavu; soli kyseliny křemíkovodíkové; k této číslici patřící poznámka¹ se škrtně.*

Dále se škrtně číslice „9. Anilin (anilinový olej)“ (okrajová číslice 180).

V oddílu *A (Balení)* této třídy škrtně se odst. (9) (okrajová číslice 189).

V oddílu *B (Ostatní předpisy)* této třídy.

1. v odst. (1) *b*) (okrajová číslice 194) škrtně se údaj „Jakož i s látkami pod IV, 9“.
2. V odst. (1) *c*) (okrajová číslice 194) se škrtně číslice „9“.

De hoofdstukken C (*Vervoer*) en D (*Laden*) van deze Klasse [randgetallen 200 en 201] worden als volgt gelezen :

„ C. VERVOER. ”

„ De stoffen van de cijfers 1, 3, 4, 5, 6 a), 6 c) en 10 — met uitzondering van de stoffen van cijfer 3, welke behooren tot spoedzendingen ter bestrijding van plantenziekten en zendingen sublimaat [cijfer 6 a)], dienende tot bestrijding van epidemieën — alsmede ledige pakmiddelen (ook zakken), waarin stoffen bedoeld in vorengenoemde cijfers vervoerd zijn, worden niet als ijlstukgoed vervoerd, tenzij die stoffen verpakt zijn in goed gesloten pakmiddelen van plaatijzer of glas, welke, zorgvuldig met houtwol omgeven, in dicht gesoldeerde pakmiddelen van plaatijzer en vervolgens in stevige houten kisten zijn geplaatst.

D. LADEN.

De stoffen van de cijfers 1, 3, 4, 5, 6 a), 6 c) en 10 — met uitzondering van de stoffen van cijfer 3, welke behooren tot spoed zendingen ter bestrijding van plantenziekten en zendingen sublimaat [cijfer 6 a)], dienende tot bestrijding van epidemieën — alsmede ledige pakmiddelen (ook zakken), waarin stoffen bedoeld in vorengenoemde cijfers vervoerd zijn, mogen niet met voedings- en genotmiddelen in denzelfden wagen worden geladen, tenzij die stoffen verpakt zijn in goed gesloten pakmiddelen van plaatijzer of glas, welke, zorgvuldig met houtwol omgeven, in dicht gesoldeerde pakmiddelen van plaatijzer en vervolgens in stevige houten kisten zijn geplaatst.

Lid (2) van dit hoofdstuk wordt doorgehaald.

In de voorschriften voor Klasse V (*Bijtende stoffen*), wordt

1. in hoofdstuk A (*Verpakking*) in lid (13) [randgetal 218] de tweede zin „ Colli met rood rookend salpeterzuur (cijfer 1) moeten verder met etiketten volgens model 3 zijn voorzien ” doorgehaald.

2. Hoofdstuk D (*Laden*) [randgetal 236] doorgehaald.

Bijlagen :

- Model 1 als model 1 (rood) van Bijlage I tot de I.Ü.G., eenmaal omlijnd.
- Model 1 a) als model 1 (rood) van Bijlage I tot de I.Ü.G., tweemaal omlijnd.
- Model 2 als model 2 (zwart) van Bijlage I tot de I.Ü.G., eenmaal omlijnd.
- Model 2 a) als model 2 (zwart) van Bijlage I tot de I.Ü.G., tweemaal omlijnd.
- Model 2 b), Raket (groen).

Deze overeenkomst treedt 1 Augustus 1931 in werking.

's-GRAVENHAGE, 20 Juli 1931.

PRAAG, 11 Augustus 1931.

Ministr Železnic :
(get.) R. MLČOCH.

De Minister van Waterstaat :
(w. g.) P. J. REYMER.

Oddíly C (*Způsob přepravy*) a D (*Balení*) této třídy (okrajová číslice 200 a 201) se upraví takto :

C. ZPŮSOB PŘEPRAVY.

Látky číslic 1, 3, 4, 5, 6 a, 6 c a 10 — vyjma *látky číslice 3* při zasílání v nutných případech ku potírání škodlivých nákaz, a *sublimát* (číslice 6 a) při zasílání k potírání epidemií — jakož i *prázdné nádoby (těž pytle)*, v nichž byly obsaženy *látky uvedených číslic*, nepřepravují se jako kusové zboží rychlé, ledaže jsou látky v těsně uzavřených nádobách plechových nebo skleněných, pečlivě dřevitou vlnou obložených a vložených do dobře spájených plechových nádob, a nato do silných beden dřevěných.

D. NAKLÁDÁNÍ.

Látky číslic 1, 3, 4, 5, 6a, 6c a 10, vyjma *látky číslice 3* při zasílání v nutných případech ku potírání škodlivých nákaz a *sublimát* (číslice 6 a) při zasílání k potírání epidemií — jakož i *prázdné nádoby (těž pytle)*, v nichž byly obsaženy tyto látky, nesmějí býti nakládány spolu do téhož vozu s potravinami a poživatinami, ledaže jsou tyto látky v utěsněně uzavřených plechových nebo skleněných nádobách, pečlivě dřevitou vlnou obložených, a vložených do dobře spájených plechových nádob, a potom do silných beden dřevěných.

(Odstavec (2) tohoto oddílu se škrtně.)

V předpisech pro třídu V (*Žiravé látky*).

1. V oddílu A (*Balení*) odst. (13) (okrajová číslice 218) škrtně se druhá věta „Na kusech s *červenou dýmavou kyselinou dusičnou* musí býti mimo to nálepka podle vzorce č. 3“.

2. Oddíl D (*Nakládání*) (okrajová číslice 236) se škrtně.

Přílohy : Vzorec 1 jako vzorec 1 (červený) přílohy I k MÚZ s jedním rámečkem
 „ 1a „ 1 „ I „ s dvěma rámečky
 „ 2 „ 2 (černý) „ I „ s jedním rámečkem
 „ 2a „ 2 „ I „ s dvěma rámečky
 „ 2b raketa (zelená) (viz následující stránku).

den HAAG, 20 *Juli* 1931.

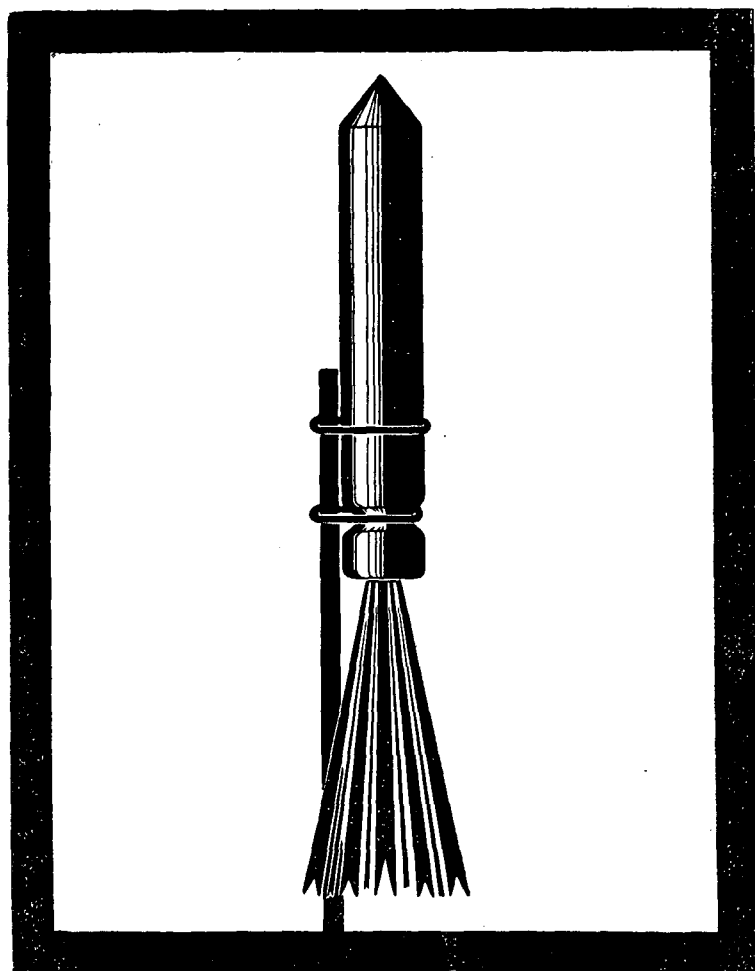
Der Minister von Waterstaat,
 (get.) P. J. REYMER.

V PRAZE. 11 *srpna* 1931.

Ministr železnic :
 (podepsán) R. MLČOCH.

MODEL VAN ETIKET 2 b.

VZOREC NÁLEPKY č. 2 b.



ÉCHANGE DE NOTES

I.

RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

MINISTÈRE
DES CHEMINS DE FER.

N° 27.889/31-III/I.

PRAHA, le 18 juin 1931.

Objet : Annexe I à la CIM. Arrangement
de prescriptions plus favorables.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la Conférence internationale tenue à Berlin du 5 au 9 mai 1931 avec la participation de l'Allemagne, de la Suède, du Danemark, de la Roumanie, des Pays-Bas, de la Yougoslavie, de la Hongrie, de l'Italie, de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, conférence portant sur l'arrangement des prescriptions plus favorables pour les matières énumérées à l'annexe I à la CIM, qui entrera en vigueur à dater du 1^{er} juillet 1931, ainsi qu'en ce qui concerne l'admission des matières qui sont exclues du transport aux termes de cette annexe, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que je suis d'accord avec le texte de cet arrangement.

Je suis également d'accord pour que cet arrangement entre en vigueur à dater du 1^{er} juillet 1931 et pour qu'il soit valable tant que l'un des Etats contractants ne le dénoncera pas, avec délai de dénonciation de deux mois à dater du jour de la dénonciation.

Au cas où Votre Excellence formulerait son accord à cet égard, je prendrai les mesures nécessaires pour que l'arrangement en question entre en vigueur à dater du 1^{er} juillet 1931.

En ce qui concerne le côté formel, je me permettrai de vous faire parvenir ultérieurement, en considération du procès-verbal de la Conférence de Berlin, point II, deux textes de l'arrangement en langue tchécoslovaque signés par moi, avec prière de vouloir bien échanger les textes contresignés.

Simultanément je m'adresse avec la même demande à tous les Etats intéressés à la Conférence de Berlin du 5 au 9 mai, ainsi qu'au Département royal norvégien des Travaux Publics à Oslo.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre des Chemins de fer :

(Signé) R. MLČOCH.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre royal
du Waterstaat,
à La Haye.

II.

MINISTERIE VAN WATERSTAAT.

[MINISTÈRE DES EAUX.

Afd. Vervoer- en Mijnwezen.

Section des transports et des mines.

's-GRAVENHAGE, 20 Juli 1931.

Men gelieve bij het antwoord nauwkeurig het onderwerp, de dagteekening, het nr en de afd. van dit schrijven te vermelden.

Prière de mentionner dans votre réponse le sujet, la date, le numéro et la section de cette lettre.

Bericht op Schrijven van 18 Juni 1931, N° 27, 889/31-III/1.

Réponse à la lettre du 18 juin 1931, N° 27, 889/31-III/1.

Betreffende overeenkomst mildere bepalingen voor het vervoer per spoorweg van gevaarlijke stoffen.

Objet : Accord portant des dispositions moins rigoureuses pour le transport de marchandises dangereuses par chemins de fer.]¹

En réponse à votre lettre du 18 juin dernier, j'ai l'honneur de vous informer que je me rallie à la proposition de Votre Excellence de conclure un arrangement spécial entre nos pays, conforme au texte rédigé par la Conférence internationale de Berlin du 5 à 9 mai 1931. En considération du procès-verbal de cette conférence (page 16, point II), j'ai l'honneur de vous envoyer deux exemplaires de cet arrangement en langue néerlandaise déjà signés par moi. Je vous prie de bien vouloir me renvoyer un de ces exemplaires, signé par Votre Excellence.

Conformément à la déclaration faite par les délégués néerlandais à la Conférence (page 6 du procès-verbal), je prie Votre Excellence de bien vouloir insister auprès des administrations compétentes des chemins de fer de votre pays, afin d'obtenir la publication de ce qui suit :

« Jusqu'à nouvel ordre dans les Pays-Bas, les dynamites (matières explosives du groupe 2, chiffre e) ne sont transportées que :

a) Des gares frontières Herzogenrath frontière et Richterich frontière à des mines néerlandaises ;
Kerkrade-Rolduc Simpelveld

b) En départ et en destination de la gare Echt des Chemins de fer néerlandais en destination ou en départ des gares frontières, indiquées sous a). »

Afin que ces administrations aient assez de temps pour cette publication, l'arrangement devrait entrer en vigueur le 1^{er} août prochain.

Sans communication contraire, j'accepte que Votre Excellence est d'accord. En cas de dénonciation, il sera observé une période de deux mois dès la date de l'avis.

Agrérez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

Le Ministre du Waterstaat,

Pour le Ministre,

le Secrétaire général,

(Signé) ROSENWALD.

Au Ministère des Chemins de fer
de la République tchécoslovaque
à Prague.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

III.

RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

MINISTÈRE
DES CHEMINS DE FER.
N^o 35. 608-1931-III/I.

PRAHA, le 11 août 1931.

Objet : Échange des textes d'un arrangement relatif à l'établissement de conditions plus favorables à l'annexe I à la C.I.M.

Me référant à la note de Votre Excellence en date du 20 juillet 1931, j'ai l'honneur de retourner à Votre Excellence un texte de l'arrangement relatif à des conditions plus favorables à l'annexe I. à la C.I.M. en langue néerlandaise, signé par moi.

En même temps, j'ai l'honneur de vous faire parvenir deux exemplaires de l'arrangement en langue tchécoslovaque signés par moi. Je vous prie de vouloir bien me renvoyer le texte désigné par II signé par Votre Excellence.

J'ai également l'honneur de vous informer que cet arrangement est entré en vigueur dans le trafic tchécoslovaco-néerlandais à la date du 1^{er} août 1931, et dans le trafic avec les autres Etats intéressés à la Conférence tenue à Berlin du 5 au 9 mai 1931, ainsi qu'avec la Norvège, à la date du 1^{er} juillet 1931.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma considération la plus distinguée.

Le Ministre des Chemins de fer :
(Signé) R. MLČOCH.

A Son Excellence
Monsieur le Ministre du Waterstaat,
à La Haye.

¹ TRADUCTION.

N^o 2928. — ACCORD ENTRE LES PAYS-BAS ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE ÉTABLISSANT DES DISPOSITIONS MOINS RIGOUREUSES POUR LE TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER ENTRE LES DEUX PAYS D'OBJETS QUI, AUX TERMES DE LA CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMINS DE FER, DU 23 OCTOBRE 1924, SONT EXCLUS DU TRANSPORT OU N'Y SONT ADMIS QUE SOUS CERTAINES CONDITIONS. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JUILLET, ET A PRAGUE, LE 11 AOUT 1931.

En vertu du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention internationale du 23 octobre 1924, le transport des marchandises par chemins de fer, les deux Parties sont convenues d'établir, pour les transports internationaux par chemins de fer entre les deux pays, les dérogations suivantes, prenant effet à dater du 1^{er} juillet 1931, aux prescriptions de la nouvelle annexe I de cette convention, entrant en vigueur le 1^{er} août 1931 :

Dans l'observation préliminaire à l'annexe I :

1. Sous le numéro marginal 1, les mots « Cette dénomination doit être soulignée en rouge » sont remplacés par les mots :

« Cette dénomination doit être soulignée en rouge pour les objets des classes I c), IV, V et VI. »

2. A la fin du numéro marginal 3, les phrases suivantes sont ajoutées :

« S'il est permis d'emballer ou de charger ces objets avec d'autres, il peut être établi pour ces envois une lettre de voiture commune. Les objets admis au transport sous conditions doivent être énumérés séparément dans la lettre de voiture commune et porter la marque prescrite pour les transports internationaux entre les deux pays. »

3. Sous le numéro marginal 5, les mots « aux modèles Nos 1 à 10 » sont remplacés par les mots :
« aux modèles 1, 1 a), 2, 2 a), 2 b), 3, 4 à 10 ».

4. Sous le numéro marginal 6, les mots « aux modèles Nos 1 à 5, 9 et 10 », sont remplacés par les mots :

« aux modèles 1, 1 a), 2, 2 a), 3, 4, 5, 9 et 10 ».

5. A la fin du numéro marginal 6 sont ajoutés les mots :

« Lorsque l'expédition se fait par wagons entiers, il n'est pas nécessaire d'apposer sur les divers colis des étiquettes conformes aux modèles Nos 4, 5, 9 et 10. »

Les dispositions relatives aux classes 1 a) et 1 b) (numéros marginaux 9 à 44), sont remplacées par les prescriptions suivantes :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2928. — AGREEMENT BETWEEN THE NETHERLANDS AND CZECHOSLOVAKIA ESTABLISHING LESS STRICT PROVISIONS FOR THE TRANSPORT BY RAIL BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF GOODS WHICH, IN ACCORDANCE WITH THE INTERNATIONAL CONVENTION CONCERNING THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL OF OCTOBER 23, 1924, ARE NOT ADMITTED FOR TRANSPORT OR ARE ONLY ADMITTED SUBJECT TO CERTAIN CONDITIONS. SIGNED AT THE HAGUE, JULY 20, AND AT PRAGUE, AUGUST 11, 1931.

In virtue of Article 4, paragraph 2, of the International Convention of October 23, 1924, concerning the Transport of Goods by Rail, the two Parties have agreed, in respect of international railway traffic between them, to allow the following exceptions (to take effect as from July 1, 1931) to the provisions of the new Annex I of the said Convention which came into force on August 1, 1931.

In the preliminary observations to Annex I :

1. Under marginal No. 1, for the words " this description must be underlined in red " read :
 " This description must be undelined in red in respect of Classes I (c), IV, V and VI. "
2. At the end of marginal No. 3, the following sentences shall be added :
 " If it is permitted to pack or load these articles with other articles, a joint waybill may be made out for such consignment. Articles accepted for transport under certain conditions must be enumerated separately in the joint waybill and marked in accordance with the regulations for international railway traffic between the two countries. "
3. Under marginal No. 5, for " in accordance with models No. 1 to No. 10, " read :
 " In accordance with models Nos. 1, 1 (a), 2, 2 (a), 2 (b), 3 and 4 to 10. "
4. Under marginal No. 6, for " in accordance with models Nos. 1 to 5, 9 and 10 " , read ;
 " In accordance with models Nos. 1, 1 (a), 2, 2 (a), 3, 4, 5, 9 and 10. "
5. At the end of marginal No. 6 add the following sentence :
 " When the articles are sent in complete waggonloads, labels in accordance with models Nos. 4, 5, 9 and 10 need not be affixed to the individual packages. "

The provisions relating to Classes 1 (a) and 1 (b) (marginal Nos. 9 to 44) are replaced by the following regulations :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

CLASSE I

MATIÈRES SUJETTES A EXPLOSION.

I a) *Explosifs de mines ou de tir*¹.

Ne sont admis au transport que les explosifs énumérés ci-après :

A. EXPLOSIFS DE MINES².

PREMIER GROUPE :

*Explosifs pouvant être transportés sous forme de colis isolés*³.

a) *Explosifs au nitrate d'ammonium*, à savoir :

Explosifs au nitrate d'ammonium non gélatineux et explosifs au nitrate d'ammonium gélatineux (gélatiné à la dinitrochlorhydrine ou au dinitroglycol), à la condition que ces explosifs, s'ils sont déposés pendant 48 heures à une température de 75° C. ne dégagent pas d'oxydes d'azote et qu'avant et après le dépôt ils ne soient pas plus sensibles au choc, à la friction ou à l'inflammation que l'explosif servant de terme de comparaison et composé comme suit :

80 % de nitrate d'ammonium, 12 % de trinitrotoluol, 4 % de sciure de bois, 4 % de nitroglycérine, pourvu que, selon les prescriptions du pays expéditeur, ces explosifs soient admis à être transportés aux conditions les moins rigoureuses concernant les explosifs.

Le fabricant, par des essais répétés, devra constamment s'assurer que la composition de l'explosif est réglementaire et qu'il n'est pas plus dangereux que celui qui sert de terme de comparaison. Sans préjudice de la responsabilité du fabricant, l'autorité compétente du pays d'expédition peut, à tout moment, vérifier si ces conditions sont remplies et interdit, au besoin, le transport de l'explosif.

b) *Corps nitrés organiques*, à savoir :

- 1° *Trinitrotoluol,*
Hexanitrodiphénylamine,
et Acide picrique.

2° En quantités isolées, 500 gr. au plus et 5 kg. au total, poids net, correspondant à un poids brut d'environ 15 kg.

Les corps nitrés qui ne sont pas plus dangereux que l'acide picrique, comme *préparations pour des usages scientifiques ou pharmaceutiques.*

¹ Les substances non utilisées en vue du tir ou pour provoquer des explosions, que le contact d'une flamme ne peut faire détoner et qui ne sont pas plus sensibles au choc ou à la friction que le dinitrobenzol, ne rentrent pas dans les explosifs au sens du présent accord.

En ce qui concerne l'expédition d'une de ces substances, s'il est certifié par l'expéditeur dans la lettre de voiture qu'elle n'est pas propre à être utilisée en vue du tir ou pour faire sauter des mines, que le contact d'une flamme ne peut la faire détoner et qu'elle n'est pas plus sensible au choc ou à la friction que le dinitrobenzol, cette substance n'est pas considérée comme soumise aux conditions prescrites pour les matières de la Classe Ia.

² Jusqu'à nouvel ordre, la nitroglycérine peut être remplacée dans ces explosifs, en totalité ou en partie, par du nitroglycol ou de la dinitrochlorhydrine ou par un mélange nitré de glycérine et de sorbite, un mélange nitré de glycol ou de chlorhydrine et de sorbite, un mélange nitré de glycérine, de sorbite, de glycol ou de chlorhydrine, dans les trois derniers cas, avec addition de diphénylamine.

³ Cette division en groupes ne modifie pas les modes de calcul des frais de transport, prévus par les divers tarifs.

CLASS I.

SUBSTANCES LIABLE TO EXPLOSION.

I (a). *Mining and gun explosives*¹.

The following explosives will not be accepted for conveyance :

A. MINING EXPLOSIVES².

FIRST GROUP.

*Explosives which can be conveyed as separate packages*³.

(a) *Explosives composed of nitrate of ammonia, viz :*

Explosives composed of non-gelatinous nitrate of ammonia and explosives composed of gelatinous nitrate of ammonia (gelatinised with dinitrohydrochlorine or dinitroglycol) provided that these explosives do not, when heated for 48 hours at a temperature of 75° C., give off oxide of hydrogen, and that, before and after heating, they are not more sensitive to shock, friction or combustion than the explosive used for comparison, with the following composition :

80 % nitrate of ammonia ; 12 % trinitrotoluol ; 4 % sawdust ; 4 % nitroglycerine, provided that under the regulations in force in the country of consignment, these explosives may be admitted for transport on the least strict conditions relating to explosives.

The manufacturer shall, by repeated tests, satisfy himself at all times that the explosive complies with the regulations and is not more dangerous than that used for comparison. Without prejudice to the responsibility of the manufacturer, the competent authority of the country of consignment may at any time investigate whether these conditions have been complied with, and, if necessary, forbid the transport of the explosive.

(b) *Organic nitrated bodies, viz :*

1. *Trinitrotoluol,*
Hexanitrodiphenylamin and
Picric acid.

2. Consigned in separate quantities not exceeding 500 gr. each, or 5 kg. in all, net weight, equivalent to a gross weight of approximately 15 kg.

Nitrated bodies not more dangerous than picric acid *intended for scientific or pharmaceutical use.*

¹ Substances which are not used for gun fire or for causing explosions, which cannot be detonated by contact with fire and which are not more sensitive to shock or friction than dinitrobenzol shall not be regarded as explosives within the meaning of the present Agreement.

In respect of the forwarding of one of these substances, if the consignor certifies in the waybill that it is not suitable for use for gun fire or for exploding mines, that it cannot be detonated by contact with flame, and that it is not more sensitive to shock or friction than dinitrobenzol, this substance is not regarded as coming within the conditions laid down for substances belonging to Class I (a).

² Until further notice, nitroglycerine may be replaced in these explosives, either wholly or in part, by nitroglycol or dinitrohydrochlorine or by a nitrated mixture of glycerine and sorbite, a nitrated mixture of glycol or hydrochlorine and sorbite, a nitrated mixture of glycerine, sorbite, glycol or hydrochlorine, in the last three cases with the addition of diphenylamin.

³ This division into groups does not affect the methods of calculating costs of transport laid down in the various tariffs.

c) *Nitrocellulose* (fulmi-coton, fulmi-coton pour collodion), à savoir :

α) *Nitrocellulose non comprimée*, contenant, en poids, 75 parties de nitrocellulose sèche et 25 parties au moins d'eau ou d'alcools (alcool éthylique, alcool propylique, alcool butylique, alcool amylique) ou d'un mélange composé par parties égales de ces alcools et de camphre, ainsi que la nitrocellulose non comprimée, contenant 12 % au maximum d'azote et composée, en poids, de 75 parties de nitrocellulose sèche et de 25 parties au moins de xylol.

β) *Nitrocellulose comprimée* contenant au moins 15 % d'eau (85 parties de matières sèches et 15 parties d'eau).

La nitrocellulose doit satisfaire aux conditions de stabilité suivantes :

La nitrocellulose chauffée pendant deux heures à une température de 132° C. ne doit pas dégager plus de 3 cm³ d'oxyde d'azote par gramme de nitrocellulose ; la température de détonation doit être supérieure à 180° C.

d) *Explosifs analogues à la poudre noire*¹ et composés comme suit : mélange 70 à 75 % d'azotate de soude, dont 20 % au maximum de la quantité totale de l'explosif peuvent être remplacés par de l'azotate potassique, de 9 à 11 % de soufre et 10 à 15 % de charbon, pourvu que ces explosifs, selon les prescriptions du pays expéditeur, soient admis à être transportés aux conditions les moins rigoureuses concernant les explosifs.

DEUXIÈME GROUPE² :

Explosifs ne pouvant être transportés que par wagons entiers.

a) Corps nitrés organiques, à condition qu'exposés pendant 48 heures à 75° C. ils soient stables (de poids stables) et qu'en cas de choc, de friction ou d'inflammation, ils ne soient pas plus dangereux

α) *Pour les explosifs non solubles dans l'eau* — que la tétranitrométhylaniline³.

β) *Pour les explosifs solubles dans l'eau* — que la trinitrorésorcine.

b) *Les explosifs à base de chlorate et de perchlorate* (mélange de chlorates ou de perchlorates, des alcalis ou des terres alcalines avec des combinaisons riches en carbones, telles que le charbon, les hydrocarbures, les résines, les huiles, les hydrocarbures aromatiques nitrés, les farines végétales, les sels anorganiques, etc.), à condition que, d'après les prescriptions du pays expéditeur, ils soient admis au transport par chemin de fer. Les *mélanges de chlorate* ne devront pas contenir de sels ammoniacaux. Les explosifs ne doivent pas être plus sensibles aux chocs, à la friction ou à l'inflammation qu'un explosif à base de chlorate composé comme suit : 80 % de chlorate de potassium, 10 % de dinitrotoluol, 5 % de trinitrotoluol, 4 % d'huile de ricin, 1 % de sciure de bois.

Le fabricant, en procédant à des essais répétés, devra s'assurer constamment que la composition de l'explosif est conforme aux règlements et qu'il n'est pas plus dangereux que l'explosif servant de terme de comparaison.

c) *Penta-erythritetranitrate* (nitro-pentaerythrite) finement cristallin et régulièrement humecté avec 30 % d'eau ;

Ainsi que le *pentaerythritetranitrite* (nitro-pentaerythrite) finement cristallin, additionné de 10 % de *cire de lignite*.

¹ Dans les relations avec l'Italie, les Pays-Bas et la Norvège, les explosifs analogues à la poudre noire ne sont admis à être transportés comme colis isolés qu'en quantités de 100 kilogrammes au maximum ; lorsque la quantité est supérieure, ces explosifs, dans les relations avec ces Etats, ne sont admis à être transportés qu'en wagons entiers, aux conditions des explosifs du 2^e groupe.

² Cette division en groupes ne modifie pas les modes de calcul des frais de transport prévus par les divers tarifs.

³ La tétranitrométhylaniline en quantité de 200 kg. au plus, peut être expédiée en colis isolés dans des caisses contenant 25 kg. d'explosifs au maximum.

(c) *Nitrocellulose* (gun-cotton, gun-cotton for collodion) viz :

(α) Nitrocellulose *not compressed* and containing, in weight, 75 parts of dry nitrocellulose and at least 25 parts of water or alcohol (ethyl alcohol, propyl alcohol, butyl alcohol or amyl alcohol) or a mixture composed of equal parts of these alcohols and of camphor ; nitrocellulose not compressed containing not more than 12 % of nitrogen and composed, in weight, of 75 parts of dry nitrocellulose and at least 25 parts of xylol.

(β) Nitrocellulose *compressed*, containing not less than 15 % of water (85 parts of dry matter to 15 parts of water).

Nitrocellulose must comply with the following conditions of stability :

When heated for two hours at a temperature of 132° C., it must not give off more than 3 cm³ of oxide of nitrogen per gramme of nitrocellulose : the detonation temperature must be above 180° C.

(d) *Explosives similar to black powder*¹ and composed as follows : Mixture containing 70 to 75 % of nitrate of sodium. Not more than 20 % of the total quantity of the explosive may be replaced by nitrate of potassium, 9 to 11 % by sulphur and 10 to 15 % by carbon, provided that under the regulations of the country of consignment such explosives may be admitted for transport on the least strict conditions relating to explosives.

SECOND GROUP².

Explosives which may only be conveyed in complete wagon loads.

(a) Organic nitrated bodies, on condition that when heated for 48 hours at 75° C. they are stable (of stable weight) and that when exposed to shock, friction or combustion they are not more dangerous :

(α) *In the case of explosives not soluble in water* — than tetranitromethylaniline³.

(β) *In the case of explosives soluble in water* — than trinitroresorcine.

(b) *Explosives with a basis of chlorate and perchlorate* (mixture of chlorates or perchlorated of lime or alkaline earths with combinations rich in carbon, *e. g.*, hydrocarbons, resins, oils, nitrates aromatic hydrocarbons, vegetable flours, anorganic salts, etc.), provided that they are admitted for railway transport under the regulations of the country of consignment. *Chlorate mixtures* must not contain ammoniated salts, and the explosives must not be more sensitive to shock, friction or combustion than an explosive with a basis of chlorate composed as follows : 80 % of chlorate of potassium, 10 % of dinitrotoluol, 5 % of trinitrotoluol, 4 % of castor oil and 1 % of sawdust.

The manufacturer shall, by repeated tests, satisfy himself at all times that the composition of the explosive is in accordance with the regulations and is not more dangerous than the explosive used for comparison.

(c) *Penta-erythritetetranitrate* (nitro-pentaerythrite) finely crystallised and moistened uniformly with 30 % of water ;

Also *pentaerythritetranitrite* (nitropentaerythrite) finely crystallised with the addition of 10 % of *lignite wax*.

¹ In traffic with Italy, the Netherlands and Norway, explosives analagous to black powder are only accepted for transport as separate packages in quantities of not more than 100 kg. When the quantity is greater, these explosives are, in traffic with these countries, only accepted for transport in complete waggon loads and on the conditions applicable to explosives in the 2nd group.

² This division into groups does not affect the methods of calculating the costs of transport laid down in the various tariffs.

³ Tetranitromethylaniline in quantities of not more than 200 kg. may be dispatched as separate packages in cases containing not more than 25 kg.

d) *Poudre noire* (poudre explosive), mélange d'azotate de potassium, de soufre et de charbon en grains, comprimée ou pulvérisée, pour autant qu'elle ne soit pas plus sensible à la friction ou à l'inflammation que la poudre de chasse la plus fine, composée comme suit : 75 % d'azotate de potassium, 10 % de soufre, 15 % de charbon de bourdaine, pourvu que, selon les dispositions du pays expéditeur, cette substance soit admise au transport par chemin de fer.

e) *Dynamite et explosifs analogues à la dynamite*, à la condition que, d'après les prescriptions du pays expéditeur, ils soient admis au transport par chemin de fer.

Il ne doivent pas être plus dangereux que la dynamite-gomme contenant 93 % de nitroglycérine.

B. EXPLOSIFS DE TIR

PREMIER GROUPE ¹.

Explosifs de tir pouvant être transportés sous forme de colis isolés, à savoir :

Poudre de nitro-cellulose gélatinée peu fumante et poudre de nitro-cellulose contenant de la nitroglycérine, à condition que, d'après les prescriptions du pays expéditeur, elles soient admises au transport aux conditions les moins rigoureuses applicables à ces explosifs de tir.

DEUXIÈME GROUPE ¹.

Explosifs de tir ne pouvant être transportés que par wagons entiers, à savoir :

a) *Poudres de nitro-cellulose gélatinées peu fumantes ne répondant pas aux conditions des poudres du premier groupe.*

b) *Poudres de nitro-cellulose non gélatinées peu fumantes (dites poudres mélangées).*

c) *Poudre noire (comprimée ou en grains) et poudres analogues propres au tir.*

Les explosifs de tir mentionnés sous a) et b) devront présenter la stabilité exigée par les prescriptions du pays expéditeur pour les explosifs de tir du premier groupe.

CONDITIONS DE TRANSPORT POUR LES EXPLOSIFS MENTIONNÉS SOUS I a), A & B

A. EMBALLAGE.

Le transport est régi par les prescriptions du pays expéditeur.

Chaque colis contenant des *explosifs de mine ou de tir du premier groupe* doit être revêtu d'une étiquette conforme au modèle 1, et chaque colis contenant des *explosifs de mine ou de tir du deuxième groupe*, d'une étiquette conforme au modèle 1 a).

B. TRANSPORT ET EXPÉDITION.

1. Ne pourront pas être expédiés en grande vitesse :

Les explosifs de mine et de tir du deuxième groupe.

Les autres explosifs de la classe I a) ne peuvent pas non plus être expédiés en grande vitesse.

¹ Cette division en groupes ne modifie pas les modes de calcul des frais de transport prévus par les divers tarifs.

(d) *Black powder* (explosive powder), a mixture of nitrate of potassium, sulphur and carbon, granulated, compressed or pulverised, provided it is not more sensitive to shock, friction or combustion than the finest sporting powder, with the following composition — 75 % nitrate of potassium, 10 % sulphur, 15 % charcoal, provided that, under the regulations of the country of consignment, this substance is admitted for transport by rail.

(e) *Dynamite and explosives similar to dynamite*, on condition that, in accordance with the regulations of the country of consignment, they are admitted for transport by rail.

They must not be more dangerous than gum dynamite containing 93 % of nitro-glycerine.

B. GUN EXPLOSIVES.

FIRST GROUP¹.

Gun explosives which may be conveyed as separate packages, viz ;

Smokeless gelatinised nitro-cellulose powder and nitro-cellulose powder containing nitro-glycerine, provided that, under the regulations of the country of consignment, they are admitted for transport on the least strict conditions applicable to such gun explosives.

SECOND GROUP¹.

Gun explosives which may only be conveyed in complete waggon loads, viz :

(a) *Smokeless gelatinised nitro-cellulose powders which do not comply with the conditions laid down for the powders of the first group.*

(b) *Smokeless non-gelatinised nitro-cellulose powders (called mixed powders).*

(c) *Black powder (compressed or in grains) and similar powders suitable for use as gun explosives.*

The gun explosives mentioned under (a) and (b) must have the stability required by the regulations of the country of consignment for gun explosives belonging to the first group.

CONDITIONS OF TRANSPORT FOR THE EXPLOSIVES MENTIONED UNDER I (a), A B.

A. PACKING.

The packing shall comply with the regulations of the country of consignment.

Each package containing *mining or gun explosives of the first group* must bear a label in accordance with model No. 1, and each package containing *mining or gun explosives in the second group* must bear a label in accordance with model No. 1 (a).

B. TRANSPORT AND DESPATCH.

1. The following may not be consigned by *grande vitesse* :

Mining and gun explosives of the second group.

The other explosives belonging to Class I (a) may not be consigned by grande vitesse.

¹ This division into groups does not affect the methods of calculating the cost of transport laid down in the various tariffs.

Sont exceptés :

- 1° Les *explosifs à base de nitrate d'ammonium* (I a) A, premier groupe a).
- 2° Le *trinitrotoluol* (I a) A, premier groupe b)).
- 3° Les *explosifs de tir du premier groupe* (I a) B, premier groupe).

2. Pour les *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe*, il convient d'observer, en outre, les prescriptions suivantes :

- a) Ces matières ne pourront pas être expédiées à des gares et des lignes de chemins de fer à destination desquelles leur transport est interdit.
- b) Si les envois ne sont pas expédiés par trains spéciaux, il peut être stipulé que ces envois ne seront acceptés qu'à certains jours et transportés par certains trains déterminés.
- c) Lors de l'expédition, chaque envoi doit être déclaré et remis, aux fins de transport, conformément aux prescriptions du pays expéditeur.

C. LETTRES DE VOITURE, ATTESTATIONS.

I. L'indication du contenu devra être :

- a) Entourée d'un trait rouge pour les *explosifs de mine et de tir du premier groupe*.
- b) Entourée de deux traits rouges pour les *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe*.

2. Pour les *explosifs de mine et de tir du premier groupe*, un expert chimiste agréé par l'autorité compétente ou l'administration du monopole, doit certifier sur la lettre de voiture que, d'après sa composition, l'explosif rentre, aux termes des dispositions du pays expéditeur, dans le groupe I et qu'il a été analysé.

En outre, l'expéditeur doit, pour tous les envois, indiquer sur la lettre de voiture, que l'emballage des explosifs est conforme aux prescriptions du pays expéditeur.

En cas de réexpédition d'envois partiels par des expéditeurs autres que les fabriques par lesquelles ces substances ont été produites, on peut renoncer à exiger l'attestation prescrite au premier alinéa du présent paragraphe 2, si l'expéditeur déclare, dans la lettre de voiture, que les colis proviennent d'un envoi analysé et certifié et que l'emballage d'origine n'a pas été modifié. La preuve devra en être fournie sur demande.

Les prescriptions légales particulières aux Etats contractants, sur le territoire desquels doit être acheminé le transport, détermineront les autres attestations qui pourraient encore être nécessaires.

3. Pour ce qui concerne les *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe*, il convient d'observer ce qui suit :

- a) Outre la marque et le numéro, les lettres de voiture doivent indiquer le nombre et la nature des récipients ainsi que le poids brut de chaque récipient.
- b) L'expéditeur doit attester, sur la lettre de voiture, que la composition et l'emballage des explosifs sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur. En outre, chaque envoi de *cartouches de dynamite* doit être accompagné d'un certificat d'origine établi par le producteur et officiellement certifié ainsi que de l'attestation soit d'un expert chimiste agréé par l'autorité compétente soit de l'administration du monopole, indiquant que la composition et l'emballage sont conformes aux conditions prescrites.
- c) Les prescriptions légales particulières aux Etats contractants, sur le territoire desquels doit être acheminé le transport, détermineront les autres attestations qui pourraient encore être nécessaires.

Exceptions are :

- (1) *Explosives with a basis of nitrate of ammonia* (I (a) A, First Group (a)).
- (2) *Trinitrotoluol* (I a) A, First Group (b)).
- (3) *Gun explosives of the First Group* (I (a) B, First Group).

2. In the case of *mining and gun explosives of the second group*, the following regulations also must be observed :

(a) These articles may not be consigned to railway stations or by railway lines to which the transport of such goods is prohibited.

(b) Acceptance of a consignment, if not despatched by special train, may be restricted by previous notice to specified days and trains.

(c) At the time of despatch, each consignment must be declared and handed over for transport in accordance with the regulations of the country of consignment.

C. CERTIFICATES, WAYBILLS.

1. The description of the contents must be surrounded :

- (a) By a red line in the case of *mining and gun explosives of the first group*.
- (b) By two red lines in the case of *mining and gun explosives of the second group*.

2. In the case of *mining and gun explosives of the first group*, a chemical expert approved by the competent authority, or by the monopoly administration, as the case may be, must certify on the waybill that, in accordance with the regulations of the country of consignment, by its composition the explosive belongs to Group I, and has been analysed.

Further, the consignor must, for all consignments, certify on the waybill that the explosive is packed in accordance with the requirements of the country of consignment.

In the case of the forwarding of partial consignments by consignors other than the producing factories, the certificate prescribed in the first sub-paragraph of the present paragraph 2 may be dispensed with, if the consignor states in the waybill that the packages belong to the consignment which has been analysed and certified and that the original packing has not been changed. Proof hereof shall be produced on demand.

The contracting States over whose territories the goods are to be carried shall specify, in their own laws, any further certificates which may be required.

3. In the case of *mining and gun explosives of the second group*, the following regulations must be observed :

(a) In addition to the mark and number, the waybills must indicate the number and nature of the receptacles and the gross weight of each receptacle.

(b) The consignor must certify on the waybill that the nature and packing of the explosives comply with the regulations of the country of consignment. Further, each consignment of *dynamite cartridges* must be accompanied by a certificate of origin made out by the manufacturer and officially certified, and by a certificate furnished by a chemical expert approved by the competent authority or by the monopoly administration showing that the nature of the explosive and the packing are in due order.

(c) The contracting States over whose territories the goods are to be carried shall specify, in their own laws, any further certificates which may be required.

D. MOYENS DE TRANSPORT.

1. *Tous les explosifs* doivent être expédiés en wagons de marchandises couverts.
2. Les prescriptions suivantes sont applicables aux *explosifs de mine et de tir du deuxième groupe*.

a) Il ne peut être employé que des wagons munis de dispositifs de choc et de traction à ressort, et ayant des toits solides, des parois étanches et des portes fermant hermétiquement.

b) Il est interdit d'employer des wagons à l'intérieur desquels des clous, des vis, des écrous en fer, etc., font saillie.

c) Les portes et les fenêtres des wagons doivent clore hermétiquement et être toujours fermées.

d) Il ne peut être employé que des wagons dont le dernier examen périodique ne remonte pas à plus d'un mois et le dernier graissage à moins de deux mois ou qui ne doivent pas être présentés à l'examen dans un délai d'un mois à dater du chargement.

e) Les envois doivent être expédiés dans la même voiture de la gare d'expédition jusqu'à la gare de destination et ne peuvent être transbordés en cours de route qu'en cas de nécessité inéluctable.

f) Les wagons chargés doivent porter, en haut de la paroi antérieure et de la paroi postérieure ou des deux parois latérales, des drapeaux rectangulaires noirs, nettement visibles et où est inscrite la lettre « p », en couleur blanche.

E. CHARGEMENT ET AUTRES PRESCRIPTIONS.

1. Les *explosifs (I a)* ne devront pas être chargés dans le même wagon que
 Les *pièces d'artifice pour signaux* (classe I b) N° 3) ;
 Les *détonateurs* (classe I b) N° 5 A) ;
 Les *mèches à combustion instantanée* (classe I b) N° 5 C) et les *munitions dénommées à la classe I b) N° 12*.
 Les *explosifs de mines et de tir du deuxième groupe* ne devront pas être chargés dans le même wagon que des *liquides inflammables* (classe III a), groupe de danger A I).
2. Lors du chargement et de la manutention des *explosifs de mines et de tir du deuxième groupe*, il convient d'observer encore les prescriptions suivantes :

a) Les récipients devront être déposés dans les wagons de chemins de fer dans des conditions de stabilité telles qu'ils soient protégés contre le frottement, les secousses et les chocs et qu'ils ne puissent ni basculer ni tomber. Les tonneaux, notamment, ne devront pas être mis debout ; il convient, tout au contraire, de les coucher parallèlement aux parois latérales du wagon et de les immobiliser complètement par des cales placées sous des couvertures de feutre, afin d'empêcher tout roulement ;

b) Les dispositifs de chargement spéciaux et les signaux d'avertissement (couvertures, drapeaux, etc.) devront être fournis par l'expéditeur et remis au destinataire avec les objets.

c) Pour ce qui concerne les mesures de précaution dans les gares et pendant le parcours, la destination des trains et la place, dans les convois, des wagons chargés d'explosifs, les avis à donner aux gares de la voie d'acheminement et aux administrations participant au transport, l'arrivée à la gare de destination et la remise des envois, il convient d'appliquer les prescriptions intérieures régissant la gare ou la ligne de chemin de fer en question.

D. METHOD OF TRANSPORT.

1. *All explosives* must be carried in covered goods-waggons.
2. The following provisions are applicable to *mining and gun explosives of the second group* :

(a) All waggons used must have spring shock and traction appliances, solid roofs, thick walls and properly shutting doors, if possible without breaking appliances.

(b) Waggons in which there are projecting iron nails, screws, nuts, etc. must not be used.

(c) The doors and windows of the waggons must close tightly and must be kept shut.

(d) All waggons used must be inspected periodically not less than once a month or lubricated not less than once in two months. No waggon which will not be inspected within one month of the date of loading may be used.

(e) Consignments must be despatched in the same waggon from the despatching station to the station of destination and may not be transshipped *en route*, except when this is inevitable.

(f) Loaded waggons must bear high up on the front and back walls or on the two side walls, clearly visible black rectangular flags showing the letter " p " in white.

E. LOADING AND OTHER REGULATIONS.

1. *Explosives* (I (a) must not be stowed in the same waggon with :

Explosive signals (Class I (b) No. 3).

Detonators (Class I (b) No. 5 A).

Instantaneous combustion fuses (Class I (b) No. 5 C) or *ammunition specified in Class I (b) No. 12.*

Mining gun explosives of the second group must not be stowed in the same waggon with *Inflammable liquids* (Class III (a). danger group A I).

2. At the time of the loading or handling of *mining and gun explosives of the second group*, the following regulations also must be observed :

(a) The receptacles must be stowed in the railway waggons firmly enough to secure them against friction, shaking shocks or overturning or falling. In particular, barrels must not be placed upright, but laid on their sides parallel to the side walls of the waggon and secured by wedges covered with felt in order to prevent any rolling movement ;

(b) The special loading appliances and warning signals (coverings, flags, etc.) must be supplied by the consignor and delivered to the consignee with the goods.

(c) In regard to the precautionary measures to be taken at stations and during the journey, the destination of trains and the position in convoys of waggons loaded with explosives, notice to intermediate railway stations and to the transport authorities, arrival at the station of destination and delivery of the consignment, the internal regulations of the station or railway line in question shall apply.

I b). MUNITIONS.

Ne sont admises au transport que les munitions énumérées ci-après :

1. Les *mèches non amorcées*.

a) Les *mèches à combustion rapide* (mèches composées d'un boyau épais à âme de poudre noire de grande section ou à âme de filaments de fulmi-coton nitré).

En ce qui concerne les mèches à combustion lente, voir classe I c), 1^o c).

b) Les *cordeaux détonants* (tubes métalliques à parois minces, de faible section, à âme remplie d'une matière explosible qui n'est pas plus dangereuse que l'acide picrique pur, ou cordeaux tissés, de faible section, à âme remplie d'une matière explosible qui n'est pas plus dangereuse que le tetranitrate de pentaerythrite (nitropentaerythrite).

En ce qui concerne les mèches à combustion instantanée, voir 5 c).

2. Les *amorces non détonantes* (amorces qui ne produisent d'effet brisant ni à l'aide de détonateurs ni par d'autres moyens) :

a) Les *capsules pour armes à feu et pour munitions* :

b) Les *douilles vides de cartouches* avec détonateurs pour armes à feu ;

c) Les *étoupilles, les étoupilles à vis ou autres amorces* contenant une faible charge de poudre noire, actionnées par friction, par percussion ou par l'électricité.

Les *amorces non détonantes pour grenades à main* (même dans des manches), les *capsules à poudre pour grenades à manche*, pour exercices, et pour d'autres munitions, dans l'un et l'autre cas si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

d) Les *fusées de projectiles sans détonateur ou dispositif provoquant un effet brisant* ; les *amorces pour fusées de projectiles, etc.*

3. Les *pièces d'artifice pour signaux*, notamment :

Les *gros coups de canon* contenant 200 gr. au plus de poudre noire en grains ou 70 gr. de poudre à faible fumée, et les *capsules détonantes*, appelées jadis *pétards pour signaux de chemin de fer*, s'ils sont conformes aux prescriptions du pays d'expédition.

En ce qui concerne les *petits coups de canon* d'une contenance de 75 grammes au maximum de poudre en grains, utilisés pour les pièces d'artifices, voir la classe I c) N^o 3 b).

4. Les *cartouches pour armes à feu portatives* :

a) Les *cartouches terminées dont les douilles sont entièrement en métal*. Les projectiles doivent être adaptés à la douille, de façon qu'ils ne puissent ni s'en détacher, ni permettre le tamisage de la charge de poudre.

b) Les *cartouches chargées dont les douilles ne sont qu'en partie métalliques*. La charge entière de poudre doit être contenue dans le culot métallique de la cartouche et être enfermée par un bouchon ou une bourre. Le carton doit être assez résistant pour ne pas se briser en cours de route.

c) Les *cartouches à douille en carton et percussion centrale, chargées*. Le carton doit être assez résistant pour ne pas se briser en cours de route.

d) Les *cartouches Flobert à balles*.

e) Les *cartouches Flobert à petits plombs*.

f) Les *cartouches Flobert sans balles ni petits plombs*.

5. A. Les *amorces détonantes*.

a) Les *détonateurs* (même avec amorces à retardement).

b) Les *détonateurs munis d'amorces électriques* (même à retardement).

c) Les *détonateurs reliés solidement à une mèche de poudre noire*.

d) Les *détonateurs à retardement et capsules* (cartouches de sondage par l'écho).

e) Les *détonateurs combinés avec une charge de transmission composée d'un explosif comprimé* qui n'est pas plus dangereux que la tétranitrométhylaniline.

f) Les *détonateurs dans des fusées de projectiles avec ou sans charge de transmission*.

g) Les *amorces brisantes pour grenades à main* (même à manche).

I (b). AMMUNITION.

Only the following categories of ammunition may be accepted for transport :

1. *Fuses, non-primed.*

(a) *Quick burning fuses* (fuses composed of thick tubing with a large-diameter core of black powder, or with a core of threads of nitrated gun cotton).

For slow-burning fuses, see I (c), No. 1 (c).

(b) *Detonating fuses* (consisting of thin-walled narrow metallic tubes, having a core of explosive matter not more dangerous than pure picric acid, or of narrow fabric tubing, with a core of explosive matter not more dangerous than tetranitrate of pentaerythrite (nitropentaerythrite).

For instantaneous burning fuses, see No. 5 (c).

2. *Non-detonating primers* (primers which do not produce an explosive effect either with the aid of detonators or any other means) :

(a) *Percussion caps for fire-arms and ammunition ;*

(b) *Empty cartridge cases with detonators for fire-arms ;*

(c) *Quick matches, even fitted with screw, and other igniters* containing a light charge of black powder exploded by friction, percussion or electricity.

Non-detonating igniters for hand grenades (with or without handles), *powder caps for grenades with handles* for training purposes, and for other kinds of ammunition, in all cases only if they comply with the regulations of the country of consignment.

(d) *Fuses for projectiles without detonators or other bursting appliances ; primings for projectile fuses, etc.*

(3) *Fire-works for signalling :*

Especially large gun charges containing not more than 200 gr. of granular black powder or 70 gr. of smokeless powder and *percussion caps* (formerly known as *railway fog signals*), if they comply with the regulations of the country of consignment.

With regard to small gun charges containing not more than 75 gr. of granular powder, used for fire-works, see I (c) No. 3 (b).

4. *Cartridges for portable fire-arms.*

(a) *Complete cartridges, with all-metal cases.* The projectiles must be fitted into the cases in such a way that they will not come out and that the powder charge cannot creep out.

(b) *Charged cartridges, with part-metal cases.* The whole of the powder charge must be contained in the metal base of the cartridge and secured therein by a plug or wad ; the cardboard must be strong enough not to break during transport.

(c) *Charged cartridges with cardboard cases and central percussion.* The cardboard must be strong enough not to break during transport.

(d) *Flobert cartridges loaded with ball.*

(e) *Flobert cartridges loaded with shot.*

(f) *Flobert cartridges not loaded with ball or shot.*

5. A. *Detonating primers.*

(a) *Detonators* (with or without delay-action primers).

(b) *Detonators with electric primeurs* (delay-action or otherwise).

(c) *Detonators solidly attached to a fuse of black powder.*

(d) *Delay-action detonators with percussion caps* (cartridges for echo sounding).

(e) *Detonators combined with a transmission charge composed of a compressed explosive,* which is not more dangerous than tetranitromethylaniline.

(f) *Detonators in the fuses of projectiles with or without transmission.*

(g) *Detonating primers for hand grenades* (with or without handles).

B. Les *capsules à sondage* (détonateurs avec capsules, renfermés dans des tubes en fer-blanc — bombes à sondage flottantes ou non).

C. Les *mèches à combustion instantanées* (mèches filées de section plus faible, à âme avec composition fulminante plus dangereuse que le tetranitrate de pentaerythrite (si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur).

6. Les *munitions militaires* non autrement dénommées (par exemple cartouches, obus remplis), toutes *sans* détonateur, si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

7. Les *grenades à main ou à fusil*, sans détonateur, si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

8. Les *charges Brisantes pour obus, torpilles et mines*, ainsi que les *boîtes Brisantes*, etc., les *douilles à tétryle*, toutes *sans* capsules Brisantes, si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

9. Les *moyens d'éclairage et de signalisation*.

Dans cette catégorie rentrent notamment :

Les fusées lumineuses et fusées de signalisation,
Les signaux d'obus,
Les fusées traçantes lumineuses,
Les signaux lumineux à main,
Les obus marquant le but par un feu ou une poussière,
Les cartouches à éclairs (éclairs de détonation),

La composition fusante, propulsive ou éclairante doit être condensée à tel point que les objets, lors de la déflagration, ne font plus explosion.

10. Les *appareils fumigènes*, s'ils sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

11. Les *substances pour la production de brouillards artificiels*, si elles sont conformes aux prescriptions du pays expéditeur.

12. Les *munitions énumérées dans les Nos 6 à 8* avec des détonateurs ou des amorces de sûreté, si ces munitions sont conformes aux prescriptions du pays d'expédition et sont expédiées par wagons entiers.

CONDITIONS DE TRANSPORT

A. EMBALLAGE.

L'emballage doit être conforme aux prescriptions du pays d'expédition.

Tout colis contenant *des objets des Nos 3, 5 A et 5 C* devra être revêtu d'une étiquette conforme au modèle 2, tout colis contenant *des objets des Nos 6, 7, 8 et 9*, d'une étiquette conforme au modèle 1 et tout colis contenant *des objets du No 12*, d'une étiquette conforme au modèle 2 a).

B. ATTESTATIONS, LETTRES DE VOITURE.

1. La déclaration du contenu doit être encadrée :

- a) D'un trait noir *pour les objets des Nos 3, 5 A et 5 C* ;
- b) D'un trait rouge *pour les objets des Nos 6, 7, 8 et 9* ;
- c) De deux traits noirs pour les objets du No 12.

2. Dans les lettres de voiture relatives aux *munitions de la classe I b)*, à l'exception de celles qui sont mentionnées sous le No 1 a), l'expéditeur doit attester que la composition et l'emballage des objets sont conformes aux prescriptions du pays d'expédition.

3. Pour ce qui concerne les *munitions des Nos 6 à 9 et 12*, la déclaration au sujet de la nature et de l'emballage doit être confirmée soit par l'autorité compétente, soit par un chimiste ou un expert agréé par elle ; cette déclaration doit être signalée dans la lettre de voiture.

B. *Detonating caps for taking soundings* (detonators with caps, enclosed in tin sheet tubes, bombs for taking soundings whether floating or otherwise).

C. Instantaneous burning fuses (narrow fabric fuses having a core of explosive more dangerous than tetranitrate of pentaerythrite, provided they comply with the regulations of the country of consignment).

6. *Military ammunition* not otherwise specified (e. g. cartridge cases, charged shells) all *without* detonator, provided they comply with the regulations of the country of consignment.

7. *Hand or rifle grenades* without detonator, if they comply with the regulations of the country of consignment.

8. *Detonating charges for shells, torpedoes and mines, and percussion boxes, etc., tetryl cases*, all *without* percussion caps, if these charges, etc. comply with the regulations of the country of consignment.

9. *Lighting and signalling apparatus*.

This category includes :

Verrey lights and signal rockets
Signal shells
Star rockets
Roman candles
Range-indicating shells by flare or dust
Squib (detonating squibs)

} The fusing, propelling or lighting substance must be so condensed that the objects do not explode when set fire to.

10. *Smoke-spreading Fumigating apparatus*, if it complies with the regulations of the country of consignment.

11. *Substances designed to produce artificial fog*, if they comply with the regulations of the country of consignment.

12. *The ammunition specified in Nos. 6 to 8* with safety detonators or fuses, if such ammunition complies with the regulations of the country of consignment and is despatched in complete waggon loads.

CONDITIONS OF TRANSPORT.

A. PACKING.

Packing must comply with the regulations of the country of consignment.

Each package containing *articles coming under Nos 3, 5 A and 5 C* must bear a label in accordance with Model No. 2, each package containing *articles coming under Nos. 6, 7, 8 and 9* must bear a label in accordance with model 1 and each package containing *articles coming under No. 12* must bear a label in accordance with Model No. 2 (a).

B. CERTIFICATES, WAYBILLS.

1. The description of the contents must be surrounded by :

- (a) A black line in the case of *articles coming under Nos. 3, 5 A and 5 C* ;
- (b) A red line in the case of *articles coming under Nos. 6, 7, 8 and 9* ;
- (c) Two black lines in the case of *articles coming under No. 12* :

2. In the waybills relating to *ammunition coming under Class I (b)*, with the exception of those mentioned under No. 1 (a), the consignor must certify that the nature of the goods and the packing comply with the regulations of the country of consignment.

3. In the case of *ammunition coming under Nos. 6 to 9 and 12*, the declaration as to the nature of the goods and the packing must be confirmed either by the competent authority or by a chemist or expert approved by him, and mention must be made of such declaration in the waybill.

4. Les prescriptions légales particulières aux Etats contractants par le territoire desquels doit être acheminé le transport détermineront les autres attestations qui pourraient encore être nécessaires.

C. MATÉRIEL DE TRANSPORT.

1. Les *munitions de toute nature* doivent être transportées dans des wagons à marchandises couverts.

2. Pour ce qui concerne les *munitions du N° 12*, il convient d'appliquer, en outre, les prescriptions de la classe I a) de la Section D (matériel de transport) alinéa 2.

D. CHARGEMENT.

1. Les *pièces d'artifice pour signaux* (N° 3) les *amorces détonantes* (N° 5 A), les *mèches à combustion instantanée* (N° 5 C) et les *munitions du N° 12* ne devront pas être chargées dans le même wagon que des *explosifs* (I a)) des *munitions des N°s 6, 7, 8 et 9*, ou des *liquides inflammables* (classe III a)) *groupe de danger A* I.

2. Pour ce qui concerne les *munitions du N° 12*, il convient d'appliquer, en outre, les prescriptions de la classe I a) de la Section E (chargement et autres prescriptions), alinéa 2.

E. MODE DE TRANSPORT.

Le transport en grande vitesse des *matières des N°s 3, 5 A, 5 C, 6, 7, 8, 9, et 12* est interdit.

Dans les prescriptions relatives à la classe I c) (inflammateurs, pièces d'artifice, etc.)

1. Le N° 3 a) et b) des dispositions préliminaires (N° marginal 48) est rédigé comme suit :

« 3. *Pièces d'artifice.*

a) Les *bombes* et les *pots à feu*, c'est-à-dire les pièces lancées au mortier d'un poids maximum de 9 kg., y compris la charge propulsive (poids brut 12 kg.) ;

Les *bombes incendiaires*, les *fusées*, les *chandelles romaines*, les *fontaines*, les *roues*, etc., avec des charges pesant 500 grammes au plus par pièce ;

b) Les *petits coups de canon* consistant en cartouches de papier enveloppées de ficelle et enduites de colle et contenant au plus 75 grammes de poudre en grains ou 25 grammes de sel détonant (poudre d'aluminium et perchlorate de potassium sans soufre), ainsi que les *coups de fusil* (pétards)¹ contenant au plus 20 grammes de poudre en grains constitués d'une enveloppe cylindrique en papier fermée aux deux bouts, tous deux pourvus de mèches, dont l'âme est couverte au bout extérieur et les *autres pièces similaires destinées à produire une forte détonation.*

En ce qui concerne les gros coups de canon (pièces d'artifice pour signaux) voir classe I b) N° 3.

(Les notes de l'annexe I IUG ne sont pas modifiées).

2. Dans les « Conditions de transport », section A (*emballage*) à l'alinéa (premier, N° marginal 49), la dernière phrase « pour les objets dénommes sous 2° les couvercles des caisses doivent être assujettis au moyen de vis » est rayée.

3. A la fin de l'alinéa 2 k) (N° marginal 63)), il est ajouté le passage suivant :

« En ce qui concerne les bombes d'un poids brut de plus de 5 kg., la charge propulsive doit être protégée par une douille en carton recouvrant la partie inférieure de la bombe. Les bombes doivent être emballées dans des caisses ; les intervalles doivent être entièrement comblés par de la laine de bois ou une matière analogue ».

4. L'alinéa 4 (N° marginal 66) est supprimé.

4. The Contracting States over whose territories the goods are to be carried shall specify, in their own laws, any further certificates which may be required.

C. ROLLING STOCK.

1. *Explosives of every kind*, must be carried in covered goods waggons.
2. *Ammunition coming under No. 12* shall also be governed by the regulations applicable to in Class I (a) of Chapter D (rolling stock), paragraph 2.

D. LOADING.

1. *Fire-works for signalling* (No. 3), *detonating primers* (No. 5) A, *instantaneous burning fuses* (No. 5 C) and *ammunition coming under No. 12* may not be loaded in the same waggon as *explosives* (I (a)), *ammunition coming under Nos. 6, 7, 8 and 9* or *inflammable liquids* (Class III (a)) *danger group A* (I).
2. *Ammunition coming under No. 12* shall also be governed by the regulations applicable to Class I (a) of Chapter E (Loading and Further Regulations), paragraph 2.

E. METHOD OF TRANSPORT.

Substances coming under Nos. 3, 5 A, 5 C, 6, 7, 8, 9 and 12 may not be carried by *grande vitesse*.

In the regulations relating to Class I c (*Igniters, fireworks, etc.*) :

1. No. 3 (a) and (b) of the preliminary provisions (marginal No. 48), read as follows :

“ 3. *Fire-works.*

(a) *Bombs and fire-pots*, that is to say, fire works ejected by a mortar with a total weight of 9 kg. including the propelling charge (gross weight 12 kg.) ;

Incendiary bombs, rockets, Roman candles, fountains, wheels, etc., with charges, weighing not more than 500 grammes each ;

(b) *Small cannon charges* composed of paper cartridges, wrapped with string and coated with glue and containing not more than 75 grammes of granular powder or 25 grammes of detonating salt (powder made of aluminium and perchlorate of potassium without sulphur), as also *gun charges* (crackers)¹, containing not more than 20 grammes of granular powder consisting of a cylindrical paper cover closed at both ends, both provided with fuses, the outer core of which must be covered, and other similar articles intended to produce a loud report.

As regards large gun charges (fire-works for signalling) see Class I (b), No. 3.

(The foot-notes to Annex I IÜG are unchanged).

2. In “ Conditions of transport ”, Section A (Packing) in paragraph (I) (marginal No. 49), the last sentence “ in the case of articles mentioned under (2), the lids of the cases must be screwed down ” is omitted.

3. At the end of paragraph 2 (k) (marginal No. 63), the following passage is added :

“ As regards bombs of a gross weight of more than 5 kg., the propelling charge must be protected by a cardboard socket covering the lower part of the bomb. The bombs must be packed in cases and the spaces must be entirely filled with wood-wool or a similar substance. ”

4. Paragraph 4 (marginal No. 66) is deleted.

5. A l'alinéa 5 (N° marginal 67), le début de la deuxième phrase est rédigé comme suit :

« Le poids total de la matière explosive (charge propulsive, charge d'éclatement et matière éclairante) ne doit pas excéder 20 kg. pour les objets dénommés sous 1 e, 36 kg. pour les pièces d'artifice proprement dites dénommées sous 3 a), 25 kg. pour les petites pièces d'artifice... », etc. (ancien texte).

6. L'alinéa 6 (N° marginal 68) est remplacé par le texte suivant :

« (6). Chaque colis contenant des objets des numéros 2 a), 2 b) .), 2 e), 2 f) et 3 doit porter une étiquette conforme au modèle 2 b). »

7. A la section B (*autres dispositions*), l'alinéa 4 (N° marginal 72) est rédigé comme suit :

« (4). En ce qui concerne les articles dénommés sous 1 b), 1 d), 1 e), 2 a), 2 b), 3), 2 e), 2 f) et 3, l'expéditeur doit certifier dans les lettres de voiture que la nature de l'envoi et son emballage répondent aux prescriptions énoncées à la classe 1 c) de l'annexe I à la Convention internationale ou au présent accord.

8. La section C (*Mode de transport*) (N° marginal 72) est supprimée.

Les prescriptions relatives à la classe 1 d) (gaz comprimés, liquéfiés et dissous sous pression) sont modifiées comme suit :

Dispositions préliminaires (N° marginal 76) :

1. Au N° 7, il est intercalé après le mot « *chlore* », le mot *acide chlorhydrique*, et, au même chiffre, après le mot « *tétraoxyde d'azote* », il est ajouté :

« *Gaz dit T* (mélange d'oxyde d'éthylène et d'acide carbonique dont la pression jusqu'à 50° C. ne dépasse pas celle du chlore liquéfié). »

2. Au N° 8, après le mot « *lance-parfums* » il est ajouté : « *chlorure de vinyle, bromure méthylique* ² ».

3. La note ¹, après les mots « *bromure méthylique* » est libellée comme suit :

¹ « Les mélanges de bromure méthylique et de bromure d'éthylène dans la proportion 1 : 1 seront transportés sans condition. »

Dans la section B (*épreuve officielle des récipients*) de cette classe, l'alinéa 2 b) (N° marginal 82) est libellé comme suit :

b) Pour les gaz liquéfiés dénommés sous 5, 6, 7 et 8 :

Acide carbonique	190 kg./cm ²
Gaz d'huile	190 »
Protoxyde d'azote	180 »
Ethylène	225 »
Acide chlorhydrique	110 »
Ethane	95 »
Gaz dit Z	40 »
Propylène	35 »
Ammoniaque	30 »
Oxychlorure de carbone (phosgène)	15 »
Chlore, gaz dit T	22 »
Acide sulfureux	12 »
Tétraoxyde d'azote	22 »
Chlorure de méthyle	16 »
Ether méthylique	16 »
Méthylamine	14 »
Chlorure d'éthyle, bromure méthylique, éthylamine. oxyde d'éthylène et butadiène	10 »
Chlorure de vinyle	11 »

5. In paragraph 5 (marginal No. 67), the beginning of the second sentence reads as follows :

“ The total weight of the explosive substance (propelling charge, bursting charge and lighting substance) must not exceed 20 kg. *for the articles enumerated under (1) (e), 36 kg. for fireworks properly so-called mentioned under (3) (a), 25 kg. for small fireworks, etc.* (continue as before).

6. Paragraph 6 (marginal No. 68) is replaced by the following :

“ (6) Each package containing *articles coming under (2) (a), (2) (b) (β), (2) (e), (2) (f) and (3)* must bear a label in accordance with Model No. 2 (b). ”

7. In Chapter B (*Further Regulations*), paragraph 4 (marginal No. 72) reads as follows :

“ (4) *In the case of articles mentioned under (1) (b), (1) (d), (1) (e), (2) (a), (2) (b), (β), (2) (e), (2) (f) and (3), the consignor must certify in the waybill that the character of the consignment and its packing are in accordance with the regulations laid down in Class I (c) of Annex I of the International Convention and the present Agreement.*

8. Chapter C (*Method of Transport*) (marginal No. 75) is omitted.

The regulations relating to Class I (d) (compressed and liquefied gases dissolved under pressure) are amended as follows :

Preliminary provisions (marginal No. 76).

1. Under No. 7, after the word “ *chlorine* ” read “ *hydrochloric acid* ”, and after the word “ *tetroxide of nitrogen* ” is added :

“ *The gas known as “ T ” (mixture of ethylene oxide and carbonic acid, the pressure of which at a temperature of 50° C. does not exceed that of liquefied chlorine) ”.*

2. Under No. 8, after the word “ *spray-perfume* ” is added “ *vinyl chloride and methyl bromide* ”.

3. Add a footnote ¹, to the words “ *methyl bromide* ”, as follows :

“ ¹ The mixtures of methyl bromide and ethyl bromide in a ratio of 1 : 1 shall be accepted for transport unconditionally. ”

In Chapter B (*official testing of receptacles*) of this class, paragraph 2 (b) (marginal No. 82) reads as follows :

(b) In the case of *liquefied gases specified under (5), (6), (7) and (8)* :

Carbonic acid	190 kg/cm ²
Oil gas	190 »
Protoxide of nitrogen	180 »
Ethylene	225 »
Hydrochloric acid	110 »
Ethane	95 »
Gas known as “ Z ”	40 »
Propylene	35 »
Ammonia	30 »
Oxychloride of carbon (phosgene)	15 »
Chlorine, gas known as “ T ”	22 »
Sulphurous acid	12 »
Tetroxide of nitrogen	22 »
Methyl chloride	16 »
Methyl ether	16 »
Methylamine	14 »
Ethyl chloride, methyl bromide, ethylamine, ethyl oxide and butadiene	10 »
Vinyl chloride	11 »

A la section D (*remplissage des récipients*), il est ajouté à la fin de l'alinéa 2 (2) (N° marginal 90) :

Pour l'acide chlorhydrique,	1 kg. de liquide pour	1,50 ¹	} Litre de capacité du récipient.
Pour le chlorure de vinyle,	1 kg. » » »	1,26	
Pour le bromure méthylique,	1 kg. » » »	0,70	
Gaz dit T	1 kg. » » »	1,34	

A la section E (*autres prescriptions*) :

1. A l'alinéa 2 (N° marginal 95), la dernière phrase « les récipients d'*acide carbonique*, de gaz d'*huile* et de *protoxyde d'acide* chargés en vrac doivent être peints en blanc » est supprimée.

2. A l'alinéa 6 (N° marginal 99), N° 1 (3 sous-alinéa) et au N° 6, le mot « novembre » est chaque fois remplacé par le mot « octobre ».

Prescriptions relatives à la classe II (matières sujettes à l'inflammation spontanée).

1. A la section A (*emballage*), à la fin de l'alinéa 6 (N° marginal 129), il est ajouté :

« Aucun emballage n'est exigé si l'on fait usage de wagons à couvercle basculant en fer. »

2. A la section A (*emballage*), l'alinéa 17 (N° marginal 140) est supprimé.

3. Dans la section B (*autres prescriptions*), à l'alinéa 2 (N° marginal 142), il est ajouté un nouvel alinéa *e*) libellé comme suit :

« *e*) α) Les *fuseaux de papier* (N° 12), après avoir été imprégnés de vernis, de graisse ou d'huile, ont été chauffés pendant une durée telle et de telle façon, et ensuite refroidis de telle manière que toute inflammation spontanée soit impossible.

β) Le *papier et les anneaux en carton* sont secs et ont été exposés à l'air pendant une durée telle et de telle façon que toute inflammation spontanée soit exclue. »

(Les anciens alinéas *e*) et *f*) deviennent les alinéas *f*) et *g*.)

4. Dans la section B (*autres prescriptions*), l'alinéa 4 (N° marginal 144) est supprimé.

5. Dans la section B (*autres prescriptions*), à l'alinéa 5 (N° marginal 145), le délai « durant les mois de mars à septembre » est modifié comme suit : « durant les mois d'avril à septembre ».

6. Dans la section B (*autres prescriptions*) l'alinéa 8 (N° marginal 148) est supprimé.

7. Toute la section D (*chargement*) (N° marginal 151) est également supprimée.

8. Cette section D supprimée est remplacée par une nouvelle section D (*lettres de voiture*), libellée comme suit :

D. LETTRES DE VOITURE.

Dans les lettres de voiture, il convient d'ajouter à l'indication du contenu la mention : « susceptible d'inflammation spontanée ». « Articles de la classe II » ; cette mention doit être inscrite en rouge ou être soulignée en rouge. »

Les prescriptions relatives à la classe III *a*) (N°s marginaux 152 à 169) sont remplacées par les dispositions suivantes :

¹ Dans les relations avec l'Italie, le remplissage maximum autorisé est d'un kg. de liquide pour 1 l. 50 de capacité du récipient.

In Chapter D (*filling of receptacles*), the following is inserted at the end of paragraph 2 (2) (marginal No. 90) :

For hydrochloric . . .	1 kg. of liquid per 1.50 litre ¹	} of the capacity of the receptacle
For vinyl chloride . .	1 kg. » » 1.26 »	
For methyl bromide .	1 kg. » » 0.70 »	
For gas known as " T "	1 kg. » » 1.34 »	

In Chapter E (*Further Regulations*).

1. In paragraph 2 (marginal No. 95) the last sentence — " receptacles for *carbonic acid, oil gas and protoxide of nitrogen*, loaded loose, must be painted white " is omitted.

2. In paragraph 6 (marginal No. 99), No. 1 (sub-paragraph 3) and No. 6, the word " November " is replaced in each case by the word " October ".

Regulations relating to Class II (substances liable to spontaneous ignition) :

1. In Chapter A (*Packing*), at the end of paragraph 6 (marginal No. 129), the following is inserted :

" No packing is required if iron wagons with movable roofs are used. "

2. In Chapter A (*Packing*), paragraph 17 (marginal No. 140) is deleted.

3. In Chapter B (*Further Regulations*), in paragraph (2) (marginal No. 142) a fresh paragraph (*e*) is inserted which reads as follows :

" (*e*) (*α*) *Paper spools* (No. 12) after being impregnated with varnish, grease or oil have been heated for a length of time and in such a manner that any danger of spontaneous combustion is precluded.

" (*β*) *The paper and cardboard rings* are dried and have been exposed to the air for such a length of time and in such a manner that any danger of spontaneous combustion is precluded. "

(The former paragraphs (*e*) and (*f*) become paragraphs (*f*) and (*g*).)

4. In Chapter B (*Further Regulations*), paragraph (4) (marginal No. 144) is omitted.

5. In Chapter B (*Further Regulations*), in paragraph (5) (marginal No. 145), the time-limit is changed from : " from March to September " to " from April to September ".

6. In Chapter B (*Further Regulations*), paragraph 8 (marginal No. 148) is deleted.

7. The whole of Chapter D (*Loading*) (marginal No. 151) is omitted.

8. This section D is replaced by a new Chapter D (*Waybills*) which reads as follows :

D. WAYBILLS.

Under the description of the contents, the waybills must bear the mention : " liable to spontaneous combustion ". " Articles of category II " ; this mention must be in red or underlined in red. "

The regulations concerning Class III (*a*) (marginal Nos. 152 to 169) are replaced by the following provisions :

¹ In traffic with Italy, the maximum charge allowed is 1 kg. of liquid per 1.50 litres of the capacity of the receptacle.

CLASSE III

MATIÈRES INFLAMMABLES.

III a). *Liquides combustibles*¹.

Les liquides ci-après et leurs mélanges artificiels liquides ou encore pâteux à une température ne dépassant pas 15° C. (dénommés brièvement ci-après « liquides combustibles ») sont soumis à des conditions spéciales.

A. *Liquides combustibles des groupes A, 1, 2, et 3*, c'est-à-dire ceux qui, ou bien eux-mêmes ou dans leur fraction liquide combustible ne se mélangent pas avec l'eau :

1. *Liquides combustibles du groupe A 1*, c'est-à-dire ceux qui ont leur point d'inflammation en dessus de 21° C² et ne contiennent pas, au total, des matières solides³ solubles et/ou mises en suspension dans les liquides, dans une proportion :

a) Inférieure à 30 %.

Dans cette catégorie rentrent par exemple :

Les pétroles naturels très légers, les produits de tête de la distillation du goudron et des huiles à gaz, le sulfure de carbone, l'éther éthylique, le collodion et d'autres solutions contenant de l'éther éthylique ; des pétroles bruts et autres huiles brutes, ainsi que leurs produits de distillation volatils, tels que les essences légères de pétrole, les benzines légères et lourdes, le benzine-naphta, la ligroïne et différents produits de la distillation de goudron de houille, tels que l'huile légère, le benzol, le toluol, et certains vernis à base de nitro-cellulose.

b) Supérieure à 30%.

Dans cette catégorie rentrent, par exemple, certaines couleurs pour le cuir et l'impression en creux, les vernis, les solutions de caoutchouc (gomme).

2. *Liquides combustibles du groupe A 2*, c'est-à-dire ceux dont le point d'inflammation est compris entre 21° C et 55° C² et qui ne contiennent pas au total plus de 30 % de matières solides³ solubles et/ou mises en suspension dans les liquides. Rentrent notamment dans cette catégorie : le pétrole d'éclairage, le pétrole Test, le « Standard White » brut et épuré, la kérosine, différents produits légers de la distillation du goudron de bois, de tourbe, de lignite et de houille comme par exemple le solvant-naphta, le xylol, le succédané de la térébenthine (*white spirit*), ainsi que la térébenthine végétale et certains mélanges d'alcools et de benzols.

3. *Liquides combustibles du groupe A 3*, c'est-à-dire ceux dont le point d'inflammation est supérieur à 55° C sans dépasser 100° C² et qui ne contiennent pas au total plus de 30% de matières solides³ solubles et/ou mises en suspension dans les liquides. Rentrent notamment dans cette catégorie : le goudron de houille distillé, le goudron brut, l'huile solaire, certaines huiles pour moteurs à combustion interne (motorine, etc.), les huiles de goudron de bois, de tourbe, de lignite et de houille, les huiles de schiste, les huiles de nettoyage, les huiles à gaz et les huiles de paraffine.

B. *Liquides combustibles du groupe B*, c'est-à-dire ceux qui, soit eux-mêmes, soit en leurs fractions liquides combustibles, peuvent se mélanger avec n'importe quelle quantité d'eau et qui

¹ De petits colis dans un emballage courant, ainsi que les échantillons de liquides combustibles de tous les groupes (pour le groupe A 1^a, le poids net est fixé à 200 grammes au maximum pour chaque petit colis) dans un emballage collectif solide (fer-blanc, bois ou carton) garantissant les colis contre le bris, seront transportés sans condition.

² Le point d'inflammation est déterminé à l'aide de l'appareil Abel-Pensky en ramenant à la pression de 760 mm.

³ Doivent être assimilées aux matières solides, les huiles consistantes (huiles de lin épaisses) ou les matières similaires dont le point d'inflammation est supérieur à 100° C.

CLASS III.

INFLAMMABLE SUBSTANCES.

III (a). *Inflammable liquids*¹.

The following liquids and artificial mixtures thereof, whether liquid or in the form of paste, at temperatures below 15° C (shortly described hereinafter as "inflammable liquids") are subject to special conditions.

A. *Inflammable liquids in groups A (1), (2) and (3)* — that is to say, those of such a kind that either the liquids themselves or their inflammable liquid components do not mix with water :

1. *Inflammable liquids of Group A 1*, that is to say, those with an ignition point below 21° C² and containing a total of solid materials³ soluble and/or in suspension in the liquids :

(a) Not exceeding 30%.

The following substances in particular are included in this category :

Natural very light mineral oils, first fractions of the distillation of tar and gas oils, carbon bisulphide, ethyl ether, collodion and other solutions containing ethyl ether ; crude petroleum and other crude oils, together with their volatile distillation products, such as the light essences of petroleum, light and heavy benzines, benzine naphtha, ligrcin and various products of the distillation of coal tar, such as light oil, benzol, toluene and certain varnishes with a basis of nitro-cellulose.

(b) Exceeding 30 %.

The following substances in particular are included in this category : certain colours for the dyeing and stamping of leather, varnishes and rubber (gum) solutions.

2. *Inflammable liquids of group A 2*, that is to say, those with ignition points between 21° C. and 55° C.² not containing more than a total of 30% of solid materials³ soluble and/or in suspension, in the liquids. The following substances in particular are included in this category : paraffin oil "Test" petroleum, Standard White, crude or purified, kerosene, various light products of the distillation of wood-tar, peat, lignite and coal, such as solvent-naphtha, xylol, turpentine substitute (white spirit) and also vegetable turpentine and various mixtures of alcohol and benzene.

3. *Inflammable liquids of group A 3*, that is to say, those with an ignition point above 55° C. but not above 100° C.² and containing not more than a total of 30 % of solid materials³ soluble and/or in suspension in the liquids. The following substances in particular are included in this category : distilled coal-tar, crude tar, solar oil, certain oils for internal combustion motors (motorine, etc.), oils made from wood tar, peat, lignite or coal, schist oils, cleaning oils, gas oils and paraffin.

B. *Inflammable liquids of group B* — that is to say, those of such a kind that either the liquids themselves or their inflammable liquid components can mix with any quantity of water and have

¹ Small packages in ordinary commercial packing, and samples of inflammable liquids belonging to all groups (those in group A 1 (a) not to exceed 200 grammes in weight for each small package) securely fixed in a strong collective packing (tin plate, wood or card-board) so as to prevent breaking, will be accepted for transport unconditionally.

² The ignition point is determined by the Abel-Pensky apparatus by bringing it to a pressure of 760 mm.

³ The following materials must be placed on the same footing as solid matter, consistent oils (heavy linseed oil) or similar substances with an ignition point exceeding 100° C.

ont un point d'inflammation inférieur à 210°C et ne contiennent pas au total, plus de 30 % de matières solides² solubles et/ou mises en suspension dans les liquides. Rentrent notamment dans cette catégorie : l'esprit de bois (méthanol) brut ou rectifié, ainsi que les mélanges de ces liquides, l'alcool éthylique et ses mélanges, l'alcool dénaturé et la substance communément employée à le dénaturer (un mélange de pyridine et de méthanol), l'acétone et ses mélanges, l'aldéhyde acétique et ses mélanges.

CONDITIONS DE TRANSPORT

A. EMBALLAGE.

1. L'emballage doit être fait dans des récipients solides, étanches et bien fermés dont la substance (tôle de fer ou en d'autres métaux, verre, grès, bois) ne peut être attaquée par le contenu liquide. L'emploi de récipients en bois est interdit pour les *liquides dénommés sous A 1*, ainsi que pour le *xylo*, et l'*acétate d'amyle*. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux *mélanges* dans lesquels sont dissous des *caoutchoucs* (gommes) ou des *matières analogues*; pour ces articles on pourra employer des fûts épais en chêne entourés de cercles de fer.

2. Les récipients en verre ou grès doivent être solidement assujettis, soit isolément, soit à plusieurs, dans d'autres récipients (bannettes ou paniers métalliques, cuveaux ou caisses). Ces enveloppes extérieures, à l'exception des caisses, doivent être munies de bonnes et solides poignées. Les enveloppes extérieures découvertes doivent porter une couverture de protection, et si celles-ci consistent en paille, jonc, roseau ou autres matières analogues facilement inflammables, elles doivent être imprégnées de lait d'argile ou de chaux, etc., mélangé avec du verre soluble. Le poids brut d'un tel colis ne doit pas dépasser 75 kilogrammes.

Les jointures des récipients de tôle dont le contenu pèse plus de 5 kg. doivent être rivées et soudées. Les récipients de tôle de fer contenant les *liquides combustibles du groupe A 1 a)* et pesant net plus de 20 kg. doivent être assujettis à d'autres récipients; en ce qui concerne le conditionnement de ces enveloppes extérieures, il convient d'appliquer *mutatis mutandis* les prescriptions ci-dessus. Le poids brut d'un tel colis ne doit pas dépasser 75 kg. Les récipients de tôle *ordinaire* contenant de l'*éther éthylique* ou du *sulfure de carbone* doivent toujours (même pour des quantités inférieures à 20 kg.) être assujettis solidement dans des enveloppes extérieures de ce genre. Toutefois, ces dernières ne sont pas de rigueur, dans le cas où l'*éther éthylique* ou le *sulfure de carbone* seraient emballés dans de solides récipients de tôle *soudée* étanches et bien fermés.

3. Les récipients en tôle de fer ou autres récipients métalliques ne doivent être remplis de *liquides dénommés sous A 1 a)* que jusqu'à concurrence de 95 % de leur capacité à une température de 15°C .

4. Tout colis renfermant des *liquides dénommés sous A 1 a)* et *b)* doit porter une étiquette conforme au modèle 3. Les paniers et cuveaux contenant des liquides dénommés sous *1 a)* doivent être munis d'une étiquette conforme au modèle N^o 7. Ils ne doivent pas être portés sur l'épaule ou le dos. Ils ne pourront être voiturés que sur des charrettes dites « sackkarren ».

B. LETTRES DE VOITURE.

1. Dans les lettres de voiture, il convient de porter au-dessous de la déclaration du contenu conformément au tarif ou aux usages du commerce, la mention suivante :

« Objet de la classe III A a) groupe... (conformément à la disposition préliminaire).

Ces mentions doivent être inscrites en rouge ou être soulignées de rouge.

¹ Le point d'inflammation est déterminé à l'aide de l'appareil Abel-Pensky en le ramenant à la pression de 760 mm.

² Doivent être assimilées aux matières solides, les huiles consistantes (huiles de lin épaisses) ou les matières similaires dont le point d'inflammation est supérieur à 100°C .

an ignition point below 21° C.¹ and not containing more than a total of 30 % of solid materials² soluble and/or in suspension in the liquids. The following substances in particular are included in this category : wood spirit (methanol) raw or rectified, and mixtures of these liquids, ethyl-alcohol and its mixtures, denatured alcohol and the substances commonly used to denature it (a mixture of pyridine and methanol), acetone and its mixtures, acetic aldehyde and its mixtures.

CONDITIONS OF TRANSPORT.

A. PACKING.

1. These goods must be packed in solid receptacles, airtight and property closed, and the material of which they are made (sheet iron or other metals, glass, stone-ware, wood) must be proof against corrosion by the liquid contents. Wooden receptacles may not be used for the *liquids enumerated under A 1*, and for *xylol* and *amyl acetate*. This prohibition does not, however, apply to *mixtures* in which *rubbers* (gums) or *similar substances* are dissolved : for such articles, thick oak barrels with iron hoops may be used.

2. Receptacles of glass or stone-ware must be firmly fixed either singly or in sets in other receptacles (metallic hampers or baskets, tubs or cases). These outer covers (with the exception of cases) must have good solid handles. The outer uncased covers must have a protecting lid ; and if the latter is made of straw, rush, reeds or other similar substances which are readily inflammable, it must be steeped in slip (cream of clay), milk of lime, etc., mixed with soluble glass. The gross weight of such a package must not exceed 75 kg.

The seams of sheet iron receptacles containing not more than 5 kg. must be rivetted and soldered. Sheet-iron receptacles containing *inflammable liquids of group A 1 (a)* and of a net weight exceeding 20 kg. must be packed in outer covers ; the composition of these outer covers shall be governed *mutatis mutandis* by the above-mentioned regulations. The gross weight of such a package must not exceed 75 kg. Receptacles of *ordinary* sheet-iron containing *ethyl-ether* or *carbon bisulphide* must always (even for quantities of less than 20 kg.) be carefully packed in outer covers of the kind described. However, these are not essential if the ethyl ether or carbon bisulphide is packed in strong *welded* sheet-iron receptacles which are airtight and securely closed.

3. Receptacles of iron or other metals must not be used for the *liquids* enumerated under A 1 (a) for more than 95 % of their capacity at a temperature of 15° C.

4. Any package containing the *liquids enumerated under A 1 (a) and (b)* must bear a label as in model No. 3. Baskets and tubs containing liquids enumerated under A 1 (a) must bear a label as in model No. 7. They must not be carried on the shoulders or backs of men. They may not be moved on wheels except on trucks known as "sackkarren".

B. WAYBILLS.

1. Waybills must contain the following remarks underneath the description of the contents in accordance with the tariff or commercial custom :

" Goods of Class III (a) group . . . (in accordance with the introductory provision)".

The remarks must be written in red or underlined in red.

¹ The ignition point is determined by the AbelPensky apparatus by bringing it to a pressure of 760 mm.

² The following materials must be placed on the same footing as solid matter, consistent oils (heavy linseed oils), or similar substances with an ignition point exceeding 100° C.

2. Si l'indication du groupe manque, l'envoi est soumis aux prescriptions relatives au groupe A 1 a).

C. AUTRES PRESCRIPTIONS.

1. Il est permis d'emballer avec d'autres objets, dans des caisses en bois solides, étanches et bien fermées, moyennant observation des prescriptions concernant les récipients édictés au chapitre A :

- a) *Les liquides dénommés sous A 1 a)* en quantités totales ne dépassant pas 60 kg., 5 kg. pour le sulfure de carbone et 20 kg. pour les pétroles naturels très légers, l'éther éthylique, le collodion et d'autres solutions contenant de l'éther éthylique.
- b) *Les liquides dénommés sous A 1 b), A 2, A 3 et B*, sans restriction.

Les véhicules à moteur peuvent être également transportés avec des réservoirs d'essence pleins, même dans des wagons couverts, à condition que la conduite de l'essence au carburateur soit fermée ou que la surpression, dans le réservoir d'essence, soit détendue, étant entendu que, dans les deux cas, le carburateur doit avoir été vidé par le fonctionnement du moteur. Les réservoirs auxiliaires solidement attachés au véhicule peuvent également être remplis d'essence, à condition qu'ils soient bien fermés.

2. Le transport doit avoir lieu en wagons découverts ; toutefois, peuvent également être chargés, sans égard au nombre des colis, dans des wagons couverts, soit isolément, soit avec d'autres objets conformément aux dispositions de l'alinéa 1 a) et b) :

Les liquides dénommés sous A 1 a), renfermés dans des récipients dont le poids brut total n'excède pas 60 kg. ;

12 kg. pour le sulfure de carbone, 20 kg. pour les pétroles naturels très légers, l'éther éthylique, le collodion et d'autres solutions contenant de l'éther éthylique ;

Les liquides dénommés sous A 1 b), A 2 et A 3, ainsi que l'acétone et ses mélanges, renfermés dans des récipients dont le poids brut total n'excède pas 80 kg. ;

Et *les liquides dénommés sous B* (à l'exception de l'acétone et de ses mélanges) contenus dans des récipients d'une grandeur quelconque.

Dans ce cas, les coutures des récipients de tôle en fer-blanc doivent être très soigneusement rivées et soudées. Les récipients en verre ou en grès doivent, en pareil cas, être emballés dans une enveloppe extérieure, sans couture et solidement fermée (à l'exclusion des corbeilles). Les récipients isolés admis au transport dans des wagons couverts peuvent aussi être fixés dans des récipients collecteurs d'un poids brut qui ne doit pas dépasser 100 kg. Les récipients isolés doivent être protégés contre tout déplacement dans les récipients collecteurs. L'esprit-de-vin, en bonbonnes en verre emballées dans des caisses à étages, peut aussi être transporté comme chargement complet en wagons couverts ; dans ce cas, les couvercles prescrits sous A 2, deuxième alinéa, pour les enveloppes extérieures découvertes ne sont pas nécessaires si les bonbonnes n'ont pas une contenance supérieure à 1 litre et si les enveloppes extérieures sont protégées dans le wagon contre le renversement et la chute.

L'éther éthylique en bonbonnes de verre dont la contenance ne dépasse pas 250 gr. bien emballées dans des récipients en bois solides et bien fermés, d'un poids brut de 50 kg. au maximum, peut également être transporté en wagons couverts.

3. En outre, pour *les liquides dénommés sous A 1 a) et b)*, il faut observer des prescriptions suivantes :

a) Avant de commencer le chargement, les wagons devront être munis, sur les deux côtés, d'étiquettes conformes au modèle N° 3 et au modèle N° II.

b) Les colis doivent être solidement arrimés dans les wagons, les paniers et cuveaux découverts seront attachés aux parois ; ils ne devront pas être superposés ;

2. If the group is not indicated, the consignment is to be treated in accordance with the regulations relating to group A 1 (a).

C. OTHER REGULATIONS.

1. The following may be packed with other articles in solid wooden boxes, airtight and well closed, subject to the regulations concerning receptacles laid down in Chapter A :

(a) *Liquids specified under A 1 (a)* in total quantities not exceeding 60 kg., 5 kg. for carbon bisulphide, and 20 kg. for very light natural mineral oils, ethyl ether, collodion and other solutions containing ethyl ether.

(b) *Liquids specified under A 1 (b), A 2, and A 3 and B*, without restriction.

Motor cars may be transported with full petrol tanks in covered or open wagons, provided the carburettor feedpipe is closed or the gas pressure in the petrol tank is reduced, it being understood that in both cases the carburettor must be emptied by running the motor. Auxiliary tanks firmly attached to the vehicles may also be filled with petrol provided the tanks are well closed.

2. The goods must be carried in open wagons. Nevertheless,

The liquids specified under A 1 (a) in receptacles of a total gross weight not exceeding 60 kg. ;

12 kg., in the case of carbon bisulphide, 20 kg. in the case of *very light mineral oils, ethyl ether, collodion and other solutions containing ethyl ether,*

The liquids specified under A 1 (b), A 2 and A 3 (including acetone and mixtures thereof) in receptacles of a gross total weight not exceeding 80 kg. ,

And the *liquids specified under B* (with the exception of acetone and mixtures thereof) in receptacles of any size, may also be loaded, without regard to the number of packages, in covered waggons, either by themselves or together with other articles in accordance with the provisions of paragraph 1 (a) and (b).

In this case, the seams of the sheet iron receptacles must be very carefully rivetted and soldered. The glass or stoneware receptacles must in such cases be packed in an outer cover which must be seamless and firmly closed (not a basket). Single receptacles accepted for transport in covered waggons must also be fixed in collective containers of a gross weight not exceeding 100 kg. The single receptacles must be so fixed in the collective retainers as to prevent any shifting. Spirits of wine in glass carboys packed in tiers in cases may also be transported as complete loads in covered waggons ; in this case, the lids provided for under A 2, second sub-paragraph, for the open outside packing are not required if the capacity of the carboys is not greater than 1 litre, and if the outside packings are stowed in the waggon in such a way that they cannot be overturned or fall.

Ethyl ether in glass carboys with a capacity not exceeding 250 grammes, well packed in solid and well-closed wooden receptacles with a gross weight of not more than 50 kg., may also be transported in covered wagons.

3. Furthermore, in the case of the *liquids enumerated under A 1 (a) and (b)*, the following regulations must be complied with :

(a) Before loading begins, labels in accordance with model No. 3 and model No. 11 must be affixed on both sides of waggons.

(b) Packages should be firmly secured in the waggons, uncovered baskets and tubs should be lashed to the sides of the waggons and not be stowed one upon the other.

c) Les récipients qui se détérioreraient pendant le transport seront immédiatement déchargés, et, s'il n'est pas possible de les réparer à bref délai, ils pourront sans autre formalité être vendus avec le contenu qui y sera resté, pour le compte de l'expéditeur ;

d) Les récipients vides ne peuvent être expédiés que s'ils sont bien fermés. Ces récipients en fer ou autres métaux peuvent être transportés en wagons couverts. Les autres récipients doivent être transportés en wagons découverts. Mention devra être faite dans la lettre de voiture de l'usage antérieur auquel ont servi les récipients.

Pour l'acétone et ses mélanges, les dispositions b) à d) doivent également être observées.

4. Les prescriptions indiquées sous A (emballage), alinéa 1), et sous B (lettres de voiture) sont applicables au transport en wagons-réservoirs de tous les liquides appartenant à la classe III a. En outre, pour les liquides des catégories A 1 et A 2, les prescriptions de A (emballage), alinéa 3, et C. (autres prescriptions), alinéa 3 a), sont également applicables.

Toutefois, la disposition de la Section A (emballage) alinéa 3, n'est pas obligatoire pour les wagons-réservoirs, pourvu que ceux-ci soient munis de dispositifs qui empêchent, d'une part, la production de tensions internes et qui, d'autre part, empêchent un incendie extérieur de se propager à l'intérieur du réservoir¹.

Les réservoirs des wagons-réservoirs doivent être en tôle de fer ou tôle d'autres métaux et être reliés électriquement au châssis.

D. MODE DE TRANSPORT.

Les liquides combustibles et les récipients vides qui contenaient ces liquides ne sont pas admis au transport en grande vitesse comme colis isolés. Exception est faite, sans égard au nombre des colis chargés dans un wagon, moyennant l'observation des prescriptions de C, (autres prescriptions) alinéa 2, pour :

1^o Les liquides dénommés sous A 1 a) renfermés dans des récipients dont le poids brut ne dépasse pas 60 kg. ; 12 kg. pour le sulfure de carbone et 20 kg. pour les pétroles naturels très légers, l'éther éthylique, le collodion et d'autres solutions contenant de l'éther éthylique ;

2^o Les liquides dénommés sous A 1 b), A 2, A 3 et B, renfermés dans des récipients dont le poids brut ne dépasse pas 80 kg. ;

3^o L'éther éthylique en bonbonnes en verre jusqu'à 250 gr. de contenance, bien emballées dans des récipients en bois solides, bien fermés, dont le poids brut ne dépasse pas 50 kg. ;

4^o Les récipients vides, hermétiquement fermés, en fer ou autre métal.

Si les récipients isolés sont solidement fixés dans des récipients-collecteurs, le poids brut de ces derniers peut aller jusqu'à 100 kg.

E. CHARGEMENT.

Les liquides combustibles de la classe III A, groupe A 1, ne doivent pas être chargés dans le même wagon que des explosifs de mine et de tir de la classe I a) A et B, 2^{me} groupe, ou les objets de la classe I b, N^o 3, 5 A, 5 C et 12.

Modifications aux prescriptions relatives à la classe III b) (matières solides inflammables).

¹ Dans les relations avec l'Italie, cette exception ne s'applique qu'aux wagons-réservoirs contenant de la benzine ou du pétrole.

(c) Receptacles which have become damaged during transport shall be unloaded immediately, and, if they cannot be quickly repaired, may be sold with any remaining part of the contents without further formality, for account of the consignor.

(d) Empty receptacles may only be forwarded if they are well closed. Such receptacles of iron or other metals may be carried in covered waggons. Other receptacles must be transported in open waggons. A note of the purpose for which such receptacles have previously served should be made on the waybill.

In the case of *acetone and its mixtures*, the regulations (b) to (d) must also be complied with.

4. The regulations set forth under A (Packing) paragraph (1) and under B (Waybills) shall apply to the carriage in tank waggons of *all liquids belonging to Class III a*. Furthermore, in the case of *liquids belonging to Classes A 1 and A 2*, the regulations laid down under A (Packing) paragraph 3 and C (Further Regulations) paragraph 3 (a) shall also apply.

Nevertheless, the provisions of Chapter A (Packing), paragraph 3, are not compulsory for tank waggons, provided they are fitted with devices which on the one hand prevent production of internal tension, and on the other hand hinder the spreading of fire inside the tank¹.

The tanks of tank waggons must be made of sheet-iron or other metal, and must have an electric connection with the under-carriage.

D. METHOD OF TRANSPORT.

Inflammable liquids and empty receptacles which have contained these liquids are not accepted for transport by *grande vitesse* in small lots packages. Provided the provisions of C. (Further Regulations), paragraph 2, are observed, exceptions are made irrespective of the number of packages loaded in a waggon, in the case of :

(1) The liquids mentioned under A 1 (a) contained in receptacles with a gross weight not exceeding 60 kg. ; 12 kg. for carbon bisulphide and 20 kg. for very light natural mineral oils, ethyl ether, collodion, and other solutions containing ethyl ether ;

(2) The liquids mentioned under A 1 (b), A 2, A 3 and B, contained in receptacles with a gross weight not exceeding 80 kg.

If the single receptacles are firmly fixed in collective containers, the gross weight of these may amount to as much as 100 kg.

(3) Ethyl ether in glass carboys with a capacity up to 250 gr., well packed in solid well closed wooden receptacles with a gross weight not exceeding 50 kg. ;

(4) Empty, hermetically closed receptacles of iron or other metal.

E. LOADING.

Inflammable liquids of Class III A, Group A 1, may not be loaded in the same waggon with *mining and gun explosives and of Class I (a) and B, 2nd group*, or with *substances specified in Class I (b), Nos 3, 5 A, 5 C and 12*.

Amendments to the regulations relating to Class III b (solid inflammable materials).

¹ In traffic with Italy, this exception applies only to tank waggons containing benzine or mineral oils.

1. Le N° 3 de la disposition préliminaire (N° marginal 170) est libellé comme suit :

« 3. *Le celluloid en plaques, feuilles, tiges ou tuyaux ; les objets manufacturés en celluloid ; le celluloid pour films en rouleaux*¹ ; *les films en celluloid déjà exposés (même développés)*² ; *les déchets de celluloid et de films en celluloid* ».

2. Voir ci-dessous les notes ad « celluloid de films en rouleaux »² et ad « films en celluloid »³.

² C'est-à-dire la matière brute pour films, sans émulsion.

³ Les films non exposés sont transportés sans condition, de même que les films de toute sorte, exposés (même développés) contenus dans un emballage courant, c'est-à-dire emballés au moins dans des boîtes solides et étanches de bois ou de fer-blanc ou des boîtes de carton dur et épais, renfermées à leur tour dans des caisses de bois solide, à condition que la nature de l'emballage soit certifiée par l'expéditeur dans la lettre de voiture au moyen d'une mention manuscrite, d'un cachet ou d'une mention imprimée.

Dans la section A (*emballage*) de cette classe.

1. L'alinéa (3) *d* (N° marginal 176) est libellé comme suit :

« *d*) Le poids d'un colis ne doit pas dépasser :

» 1° Emballé comme il est prescrit sous *a* α) à δ) : 60 kg. pour les tuyaux et 10 kg. pour les tiges,

» 2° Emballé comme il est prescrit sous *c* β) à δ) : 40 kg., emballé comme il est prescrit sous *c* δ), 80 kg. en double emballage. »

2. L'alinéa (4) (N° marginal 177) est libellé comme suit :

« 4° *Le peroxyde de benzoyl ou le superoxyde de benzoyl avec moins de 25 %*, mais au moins 5 % d'eau (N° 4), doit être emballé dans des boîtes en carton dont le contenu ne doit pas dépasser 2 kg. ; les boîtes en carton doivent être fixées dans de fortes caisses de bois, étanches et fermant solidement. Une caisse ne doit pas contenir plus de 25 kg. de peroxyde ou de superoxyde de benzoyl. »

Dans la section B (*mode de transport*) de cette classe (N° marginal 178), le premier alinéa est libellé comme suit :

« *Les matières dénommées sous 1*, sauf lorsqu'elles sont emballées, de même que *les déchets de celluloid et de films* emballés conformément à l'alinéa (3) *c* β à δ) de la section A (*emballage*) ne seront pas acceptées en grande vitesse comme colis isolés. »

Dans les prescriptions relatives à la *classe IV (matières vénéneuses)*, le N° 7 des dispositions préliminaires (N° marginal 180) est libellé comme suit :

« *L'acide oxalique et l'oxalate de potassium à l'état solide* ainsi que *les sels de l'acide hydrofluosilicique* », et la note 1, du N° 7 est supprimée.

En outre, le numéro 9 (N° marginal 180) « 9 *aniline* (huile d'aniline) » est supprimé.

Dans la section A (*emballage*) de cette classe, le numéro 9 (N° marginal 189) est supprimé.

Dans la section B (*autres prescriptions*) de cette classe, sont supprimés :

1° A l'alinéa 1. *b*) (N° marginal 194) les mots « ainsi que sous IV 9° » ;

2° A l'alinéa 1. *c*) (N° marginal 194), le N° « 9 ».

Les sections C (*mode de transport*) et D (*chargement*) de cette classe (N° marginal 200 et 201) sont libellées comme suit :

« C. MODE DE TRANSPORT. »

Les matières dénommées sous 1, 3, 4, 5, 6 a, 6 c et 10, excepté les *matières du N° 3*, lorsqu'il s'agit d'envois pour la lutte contre les parasites dans des cas urgents et le *sublimé* (N° 6 a) lorsqu'il s'agit d'envois pour la lutte contre les épidémies, ainsi que les *réceptifs vides* (y compris les sacs), dans lesquels étaient contenues *des matières des numéros susmentionnés* ne seront pas transportés en grande vitesse, à moins que les matières ne soient renfermées dans des réceptifs

1. No. 3 of the introductory regulation (marginal number 170) reads as follows :

(3) *Celluloid in plates, sheets, rods or tubes ; articles made of celluloid ; film celluloid in rolls*¹ ; *celluloid films which have been exposed (whether developed or not)*² ; *celluloid and film waste.*

2. Footnotes to be inserted to " film celluloid in rolls " ² and " celluloid films " ³.

² That is to say, the raw material for films without emulsion.

³ Films which have not been exposed are accepted for transport unconditionally, as are also films of all kinds which have been exposed (whether developed or not) contained in customary commercial packing : that is to say, packed at least in solid, airtight wooden or tin boxes or in thick hard cardboard boxes, which are in their turn packed in solid wooden cases, provided that the nature of the packing is certified by the consignor in the waybill in writing, printing or by means of a stamp.

In Chapter A (*Packing*) of this class.

1. Paragraph 3 (*d*) (marginal number 176) reads as follows :

" (*d*) The weight of a package must not exceed the following :

(1) Packed in accordance with (*a*) (α) to (δ) : 60 kg. for tubes and 100 kg. for rods.

(2) Packed in accordance with (*c*) (β) to (δ) : 40 kg. ; packed in accordance with (*c*) (δ) in a double wrapping : 80 kg."

2. Paragraph 4 (marginal number 177) reads as follows :

" (4) *Peroxide of benzoyl or superoxide of benzoyl* with less than 25 % but not less than 5 % of water (No. 4) must be packed in cardboard boxes containing not more than 2 kg. These boxes must be fixed in strong, airtight and well-closed wooden cases. No case may contain more than 25 kg. of peroxide or superoxide of benzoyl".

In chapter B (Method of Transport) of this class (marginal No. 178), the first paragraph reads as follows :

" *The materials specified in 1, except those which are packed, and celluloid and film waste, in accordance with paragraph 3 (c) (β) to (δ) of Chapter A (Packing), may not be accepted in part loads in carriage by grande vitesse.*"

In the regulations relating to Class IV (*Poisonous substances*) No. 7 of the introductory rules (marginal No. 180) reads as follows :

" *Oxalic acid and oxalate of potassium in the solid state, together with the salts of hydrofluosilicic acid* " Footnote 1, to No. 7 is omitted.

No. 9 (marginal No. 180) : " 9 aniline (aniline oil) " is omitted.

No. 9 of Chapter A (*Packing*) of this class (marginal No. 189) is omitted.

In Chapter B (*Further Regulations*) of this class, the following are omitted :

(1) In paragraph 1 (*b*) (marginal No. 194) the words " and under IV (9) " ;

(2) In paragraph 1 (*c*) (marginal No. 194) the number " 9 ".

Chapters C (Method of Transport) and D (Loading) of this class (marginal numbers 200 and 201) read as follows :

" C. METHOD OF TRANSPORT. "

The substances enumerated under 1, 3, 4, 5, 6 (a), 6 (c) and 10, with the exception of the substances coming under number 3, in the case of consignments required urgently for the destruction of parasites and sublimate (No. 6 (a)) in the case of consignments to be used for the prevention of epidemics, as also empty receptacles (including sacks), which have contained substances coming under the above-mentioned numbers will not be accepted for transport by grande vitesse in part loads, unless the subs-

de fer-blanc ou de verre hermétiquement fermés, qui sont entourés soigneusement de laine de bois et déposés dans des récipients de fer-blanc fermés par soudure emballés eux-mêmes dans de fortes caisses de bois.

« D. CHARGEMENT. »

Les matières des numéros 1, 3, 4, 5, 6 a, 6 c et 10 excepté les matières du N^o 3, lorsqu'il s'agit d'envois pour la lutte contre les parasites dans des cas urgents et le sublimé (6 c) lorsqu'il s'agit d'envois pour la lutte contre les épidémies ainsi que les envois de récipients vides (y compris les sacs) ayant servi à emballer ces matières, ne doivent pas être chargés dans le même wagon que des denrées alimentaires à moins que les matières ne soient contenues dans des récipients de fer-blanc ou de verre hermétiquement fermés entourés soigneusement de laine de bois et déposés dans des récipients de fer-blanc fermés par soudure, contenus eux-mêmes dans des caisses de bois solides.

(L'alinéa 2, de cette section est supprimé.)

Dans les prescriptions relatives à la *classe V (matières caustiques)* :

1^o A la section A (*emballage*), alinéa (13) (N^o marginal 218), la deuxième phrase « les colis d'*acide nitrique rouge fumant* (1) doivent, en outre, porter l'étiquette, conforme au modèle N^o 3, » est supprimée.

2^o La section D (*chargement*) (N^o marginal 236) est supprimée.

ANNEXES

Modèle 1 comme le modèle 1 (rouge) de l'annexe I à la C.I.M. encadrée d'un trait.

Modèle 1 a) comme le modèle 1 (rouge) de l'annexe I à la C.I.M. encadrée de deux traits.

Modèle 2 comme le modèle 2 (noir) de l'annexe I à la C.I.M. encadrée d'un trait.

Modèle 2 a) comme le modèle 2 (noir) de l'annexe à la C.I.M. encadré de deux traits.

Modèle 2 b) fusée (verte). Voir page 494.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} août 1931.

LA HAYE, le 20 juillet 1931.

PRAGUE, le 11 août 1931.

Le Ministre des Chemins de fer :

(Signé) R. MLČOCH.

Le Ministre du Département des Eaux :

(Signé) P. J. REYMER.

stances are contained in hermetically-sealed tin or glass receptacles which are carefully packed in wood wool and placed in airtight soldered tin receptacles, the latter being themselves packed in strong wooden cases.

D. LOADING.

The substances enumerated under 1, 3, 4, 5, 6 (a), 6 (c) and 10, except the substances coming under number 3, in the case of consignments required urgently for the destruction of parasites, and sublimate (No. 6 (c)) in the case of consignments to be used for the prevention against epidemics, as also consignments of empty receptacles (including sacks) which have contained these substances, may not be loaded in the same waggon as foodstuffs, unless these substances are contained in hermetically-sealed tin or glass receptacles which are carefully packed in wood wool and placed in airtight soldered tin receptacles, the latter being themselves packed in solid wooden cases.

(Paragraph 2 of this Chapter is omitted.)

In the regulations relating to Class V (*Caustic Substances*) :

(1) In Chapter A (*Packing*), paragraph 13 (marginal No. 218), the second sentence : " packages containing *fuming red nitric acid* (1) must also bear a label as in Model No. 3, " is omitted.

(2) Chapter D (*Loading*) (marginal No. 236) is omitted.

ANNEXES.

Model No. 1, like Model No. 1 (red) of Annex I to the C.I.M., surrounded by one line.

Model No. 1 (a), like Model No. 1 (red) of Annex I to the C.I.M., surrounded by two lines.

Model No. 2, like Model No. 2 (black) of Annex I to the C.I.M., surrounded by a line.

Model No. 2 (a), like Model No. 2 (black) of the Annex to the C.I.M., surrounded by two lines.

Model No. 2 (b) torch (green). See page 494.

The present Agreement shall come into force on August 1, 1931.

THE HAGUE, July 20, 1931.

PRAGUE, August 11, 1931.

The Minister of Railways :

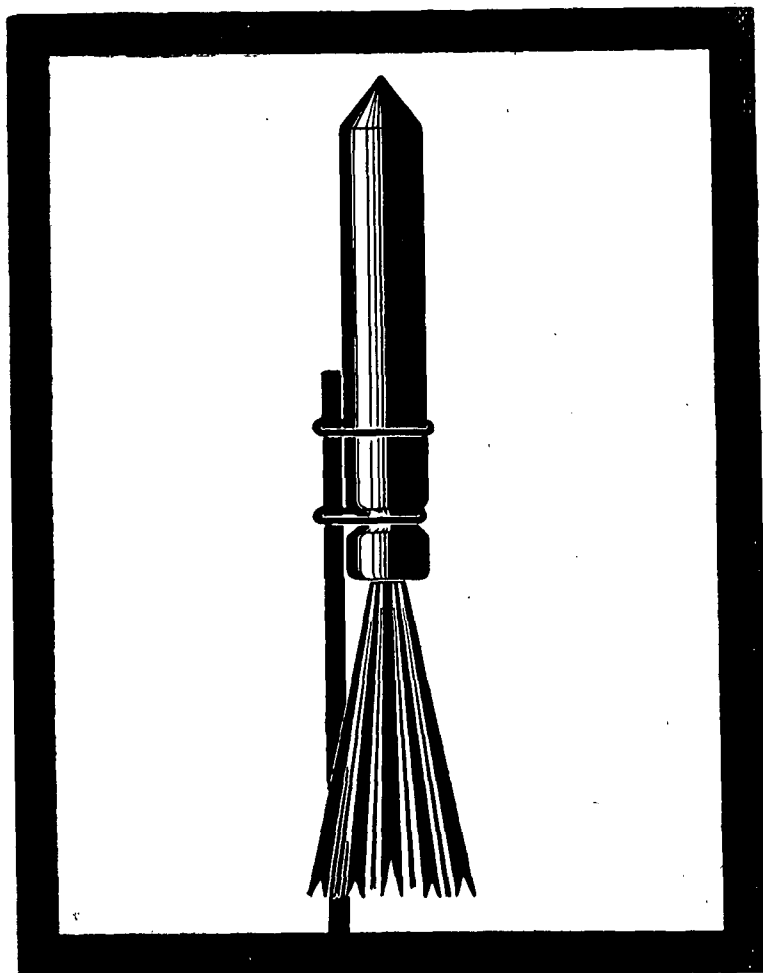
(Signed) R. MLČOCH.

The Minister of Waterways :

(Signed) P. J. REYMER.

MODÈLE DE L'ÉTIQUETTE 2 b.

MODEL OF LABEL NO. 2 b.



¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

MINISTRY OF RAILWAYS.

No. 27.889/31-III/I.

PRAGUE, June 18, 1931.

Subject : Annex I to the C.I.M. Agreement
regarding less strict provisions.

SIR,

With reference to the International Conference held at Berlin from May 5 to May 9, 1931, with the participation of Germany, Sweden, Denmark, Roumania, the Netherlands, Yugoslavia, Hungary, Italy, Austria and Czechoslovakia, to discuss the Agreement regarding less strict provisions for the substances enumerated in Annex I to the C.I.M., which is to come into force as from July 1, 1931, and the admission of substances not admitted for transport under the provisions of that Annex, I have the honour to inform you that I approve the text of the Agreement.

I am willing further that the Agreement should come into force on July 1, 1931 and be valid until denounced by one of the Contracting States, such denunciation to take effect two months after notification.

Should you notify your consent in the matter, I will take the necessary measures in order that the Agreement in question may come into force on July 1, 1931.

As regards formalities, I will send you later, in conformity with the Minutes of the Berlin Conference, Point II, two texts of the Agreement in Czech, signed by me, requesting you to be good enough to exchange texts duly countersigned.

At the same time, I am addressing a similar request to all the States which participated in the Conference held at Berlin from May 5 to May 9, 1931, and also to the Royal Norwegian Department of Public Works at Oslo.

I have the honour to be, etc.

(Signed) R. MLČOCH,
Minister of Railways.

His Excellency the Royal Minister
of Public Works,
The Hague.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nation, for information.

II.

MINISTRY OF PUBLIC WORKS.

Ref. letter of June 18, 1931.
No. 27.889/31-III/1.

THE HAGUE, July 20, 1931.

Concerning the Agreement regarding less strict provisions for the transport by rail of dangerous substances.

In reply to your letter of June 18 last, I have the honour to inform you that I accept your proposal to conclude a special Agreement between our countries in conformity with the text framed by the International Conference held at Berlin from May 5 to May 9, 1931. In conformity with the Minutes of the Conference (page 16, Point II), I have the honour to send you two copies of the Agreement in Dutch, already signed by me. I would ask you to be good enough to send me one of those copies signed by yourself.

In conformity with the statement made by the Netherlands delegates to the Conference (page 6 of the Minutes), I would ask you to approach the competent Railway authorities in your country, with a view to the publication of the following :

“ Until further notice, in the Netherlands, dynamite (explosives belonging to Group 2 (e)) shall only be transported :

- (a) From the frontier stations of Herzogenrath and Rechterich to the Kerkrade-Holduc and Simpelveld Netherlands mines ;
(b) From and to the station of Echt on the Netherlands railways to or from the frontier stations enumerated under (a). ”

In order to give these authorities sufficient time to arrange for publication, the Agreement should come into force on August 1, next.

Unless I hear to the contrary, I shall assume that you agree. Denunciation, if notified, would take effect two months after notification.

I have the honour to be, etc.

(Signed) ROSENWALD,
Secretary-General.

For the Minister of Public Works.

To the Ministry of Railways
of the Czechoslovak Republic,
Prague.

III.

CZECHOSLOVAK REPUBLIC.
MINISTRY OF RAILWAYS.

No. 35.608-1931-III/1.

PRAGUE, August 11, 1931.

Subject: Exchange of texts of an Agreement establishing less strict conditions in Annex I to the C.I.M.

With reference to your note dated July 20, 1931, I have the honour to return to you one text of the Agreement relating to less strict conditions in Annex I to the C.I.M., in Dutch, signed by me.

At the same time, I am sending you two copies of the Agreement, in Czech, signed by me. I would ask you to return the text marked II, signed by yourself.

I have the honour to inform you further that this Agreement came into force, as regards Czechoslovak traffic, on August 1, 1931, and as regards traffic with the other States which participated in the Conference held at Berlin from May 5 to May 9, 1931, and with Norway, on July 1, 1931.

I have the honour to be, etc.

(Signed) R. Mlčoch,
Minister of Railways.

His Excellency
the Minister of Public Works,
The Hague.

N° 2929.

PAYS-BAS ET ROUMANIE

Echange de notes comportant un accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport par chemin de fer entre les deux pays d'objets qui, conformément à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer du 23 octobre 1924, sont exclus du transport ou n'y sont admis que sous certaines conditions. Bucarest, le 27 juin, et La Haye, le 20 juillet 1931.

THE NETHERLANDS AND ROUMANIA

Exchange of Notes constituting an Agreement providing for less strict Provisions for the Transport by Railway between the two Country of Goods which, in accordance with the International Convention concerning the Traffic of Goods by Rail of October 23, 1924, are excluded from the Traffic or are only admitted subject to certain Conditions. Bucharest, June 27, and The Hague, July 20, 1931.

N^o 2929. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET ROUMAIN COMPORTANT UN ACCORD FIXANT DES DISPOSITIONS MOINS RIGOUREUSES POUR LE TRANSPORT PAR CHEMIN DE FER ENTRE LES DEUX PAYS D'OBJETS QUI, CONFORMÉMENT A LA CONVENTION² INTERNATIONALE CONCERNANT LE TRANSPORT DES MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER DU 23 OCTOBRE 1924, SONT EXCLUS DU TRANSPORT OU N'Y SONT ADMIS QUE SOUS CERTAINES CONDITIONS. BUCAREST, LE 27 JUIN, ET LA HAYE, LE 20 JUILLET 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 mars 1932.

I.

MINISTERUL LUCRARILOR PUBLICE
SI AL COMUNICATIILOR.

DIRECTIUNEA TECHNICA
SI A DRUMURILOR JUDETENE VICCINALE
SI COMUNALE.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
ET DES COMMUNICATIONS.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES TECHNIQUES
ET DES ROUTES COMMUNALES ET
CHEMINS VICINAUX.

Sujet : Annexe I à la C.I.M. Arrangement de prescriptions plus favorables concernant le transport des marchandises par chemins de fer.

23157 — 27 Jun. 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous référant à la lettre E.I. 15 nr. 3822 du 15 mai 1931, par laquelle M. le ministre des Communications de l'Allemagne a bien voulu nous faire parvenir le texte de la convention³ concernant les prescriptions plus favorables pour les objets qui sont exclus par la C. I. M. du transport ou bien n'y sont admis que sous certaines conditions, nous avons l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que notre département est d'accord avec le texte de cet arrangement.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1931.

² Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; et vol. CXVII, page 186, de ce recueil.

³ Le Gouvernement des Pays-Bas a jugé superflu de communiquer au Secrétariat le texte de l'Accord, étant donné qu'il est rédigé sur les bases de l'accord similaire conclu entre les Pays-Bas et l'Allemagne, enregistré par le Secrétariat sous le N^o 2778 et publié dans le volume CXX, page 413, de ce recueil. Voir aussi pages 235 et 347, de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2929. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE NETHERLANDS AND ROUMANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT PROVIDING FOR LESS STRICT PROVISIONS FOR THE TRANSPORT BY RAILWAY BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF GOODS WHICH, IN ACCORDANCE WITH THE INTERNATIONAL CONVENTION³ CONCERNING THE TRAFFIC OF GOODS BY RAIL OF OCTOBER 23, 1924, ARE EXCLUDED FROM THE TRAFFIC OR ARE ONLY ADMITTED SUBJECT TO CERTAIN CONDITIONS. BUCHAREST, JUNE 27, AND THE HAGUE, JULY 20, 1931.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place March 23, 1932.

I.

MINISTRY OF PUBLIC WORKS
AND COMMUNICATIONS.

DEPARTMENT FOR TECHNICAL AFFAIRS AND
DISTRICT AND COMMUNAL ROADS.

Subject : Annex I to the C. I. M. Arrangement for more favourable regulations concerning the transport of goods by rail.

23157 — June 27, 1931.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to letter E. I. 15 No. 3822 of May 15, 1931, by which the German Minister of Communications forwarded to us the text of the Convention⁴ concerning more favourable regulations in respect of articles excluded by the C. I. M. from transport, or allowed to be carried only under certain conditions, we have the honour to inform Your Excellency that our department is prepared to accept the text of the agreement in question.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force August 1st, 1931.

³ Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; and Vol. CXVII, page 187, of this Series.

⁴ The Netherlands Government did not deem it necessary to communicate to the Secretariat the text of the Agreement, considering that it is drafted on the basis of a similar agreement concluded between The Netherlands and Germany, registered with the Secretariat under N^o 2778 and published in Vol. CXX, page 413, of this Series. See also pages 235 and 347, of this Volume.

Au cas où Votre Excellence formulerait son accord à cet égard nous considérerons la convention comme conclue et prendrons les mesures nécessaires pour mettre la convention en application à la date du 1^{er} juillet 1931.

Nous serions très reconnaissants à Votre Excellence de nous donner d'urgence une réponse à ce sujet.

Si Votre Excellence préfère que la convention soit conclue par l'échange de deux exemplaires de la convention munis de votre signature et de la nôtre, nous prions Votre Excellence de vouloir bien nous faire tenir deux exemplaires de la convention rédigés dans la langue de votre pays, signés par Votre Excellence, et ensuite nous aurons l'honneur de remettre à Votre Excellence un exemplaire portant notre signature.

Nous ne vous envoyons pas le texte de la convention en langue roumaine ; ce n'est pas nécessaire car la Régie autonome des Chemins de fer roumains se contentera de faire des traductions à l'usage du public et des stations.

En ce qui concerne la durée de la nouvelle convention, nous nous déclarons d'accord que cette convention soit valable encore deux mois à dater du jour de la dénonciation faite par écrit, par l'une des Parties contractantes.

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que nous avons déjà conclu des conventions similaires avec l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie et nous adressons maintenant la même demande aux départements respectifs de tous les Etats qui ont été représentés à la Conférence de Berlin, y compris la Norvège.

Veillez agréer, Excellence, l'expression de notre considération la plus distinguée.

Le Ministre :

(Signé) V. VALCOVICI.

Le Directeur :

(Signé) M. NICOLAU.

A Son Excellence

Monsieur le Ministre des Communications
du Royaume des Pays-Bas,
La Haye.

II.

MINISTERIE VAN WATERSTAAT
AFDEELING VERVOER EN MIJNWEZEN

MINISTÈRE DES EAUX.
DÉPARTEMENT DES TRANSPORTS ET DES MINES.

LA HAYE, le 20 juillet 1931.

Betreffende : overeenkomst mildere bepalingen voor het vervoer per spoerweg van gevaarlijke stoffen.

[Accord fixant des dispositions moins rigoureuses pour le transport de substances dangereuses par chemins de fer.¹]

En réponse à Votre lettre du 27 juin dernier, No. 23157, j'ai l'honneur de Vous informer que je me rallie à la proposition de Votre Excellence d'introduire les prescriptions plus favorables pour les objets qui sont exclus par la C. I. M.

Je ne tiens pas à l'échange d'exemplaires de la convention signés réciproquement. La durée de la convention serait valable encore deux mois à dater du jour de la dénonciation, faite par écrit par l'une des parties contractantes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Should Your Excellency inform us that you agree to this, we shall regard the Convention as concluded, and shall take the necessary steps to put it into force as from July 1, 1931.

We should be most grateful if Your Excellency would give us a reply on this subject as soon as possible.

Should Your Excellency prefer that the Convention should be concluded by means of the exchange of two copies of the Convention bearing your signature and ours, we would request Your Excellency to be so good as to forward to us two copies of the Convention drawn up in the language of your country and signed by Your Excellency. We should then have the honour to forward to Your Excellency a copy bearing our signature.

We are not communicating to you the text of the Convention in the Roumanian language ; this is unnecessary, because the autonomous Directorate of the Roumanian railways will only provide translations for the use of the public and of railway stations.

With regard to the duration of the new Convention, we hereby declare that we agree that this Convention should be valid for two more months after the date of its denunciation in writing by one of the Contracting Parties.

We have the honour to inform you that we have already concluded similar conventions with Germany, Austria, Italy, Czechoslovakia and Yugoslavia, and we are now making the same request to the departments concerned in all States which were represented at the Berlin Conference, including Norway.

We have the honour to be, etc.

(Signed) V. VALCOVICI,
Minister.

(Signed) M. NICOLAU,
Director.

His Excellency
The Minister of Communications
of the Kingdom of the Netherlands,
The Hague.

II.

MINISTRY OF THE WATERSTAAT.
DEPARTMENT OF TRANSPORT AND MINES.

THE HAGUE, July 20, 1931.

Subject : Agreement for more favourable regulations for the transport of dangerous substances by rail.

In reply to your letter of June 27, No. 23157, I have the honour to inform you that I agree to Your Excellency's proposal that we should introduce more favourable regulations in respect of the articles excluded by the C. I. M.

I do not require an exchange of copies of the Convention signed by both Parties. The Convention would remain in force for two more months after the date of its denunciation in writing by one of the Contracting Parties.

Conformément à la déclaration faite par les délégués néerlandais à la Conférence de Berlin (page 6 du procès-verbal), je prie Votre Excellence de bien vouloir insister auprès des administrations compétentes des chemins de fer de votre pays afin d'obtenir la publication de ce qui suit :

« Jusqu'à nouvel ordre dans les Pays-Bas les dynamites (matières explosives) du groupe 2, chiffre *e*), ne sont transportées que *a*) des gares frontières Herzogenrath / Kerkrade-Rolduc frontière et Richterich / Simpelveld frontière, à des mines néerlandaises, *b*) en départ et en destination de la gare *Echt* des chemins de fer néerlandais en destination ou en départ des gares frontières, indiquées sous *a*). »]

Afin que ces administrations aient assez de temps pour cette publication, l'arrangement devrait entrer en vigueur le 1^{er} août prochain.

Sans communication contraire, j'accepte que Votre Excellence est d'accord.

En cas de dénonciation, il sera observé une période de deux mois dès la date de l'avis.

Agréé, Monsieur le ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

Le ministre du Waterstaat :

(Signé) P. J. REYMER.

Au Ministère des Communications
du Royaume de Roumanie.

In accordance with the declaration made by the Dutch delegates at the Berlin Conference (page 6 of the Minutes), I would request Your Excellency to be so good as to approach the competent railway administrations of your country with a view to obtaining the publication of the following notice :

“ Till further orders, in the Netherlands, dynamite (explosives of group 2, letter *e*) can only be carried (*a*) from [the frontier stations Herzogenrath or Richterich Kerkrade-Rolduc or Simpelveld to Dutch mines, and (*b*) from or to the station of *Echt* on the Dutch railways to or from the frontier stations mentioned under (*a*). ”

In order that these administrations may have sufficient time to publish this, the agreement should come into force as from August 1 next.

Unless I hear to the contrary, I shall take it that Your Excellency agrees to this.

In case of denunciation, two months will elapse before the said denunciation takes effect.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. J. REYMER,
Minister of the Waterstaat.

To the Ministry of Communications
of the Kingdom of Roumania.

N° 2930.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE,
BRÉSIL, CHILI, PARAGUAY,
PÉROU ET URUGUAY

Convention de police. Signée à
Buenos-Ayres, le 29 février 1920.

ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA,
BRAZIL, CHILE, PARAGUAY,
PERU AND URUGUAY

Police Convention. Signed at Buenos
Aires, February 29, 1920.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2930. — CONVENIO¹ DE POLICIA. FIRMADO EN BUENOS AIRES,
EL 29 DE FEBRERO DE 1920.

Texte officiel espagnol communiqué par le chef de la délégation du Pérou auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 mars 1932.

LOS GOBIERNOS DE LA REPÚBLICA ARGENTINA, DE BOLIVIA, DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL, DE CHILE, DEL PARAGUAY, DEL PERÚ y DEL URUGUAY, a iniciativa del primero, resolvieron realizar una Conferencia de Policía con el fin de acordar procedimientos que sirvan a la defensa social y como un medio de estrechar aún más, si cabe, las vinculaciones entre las respectivas Policías ; para lo cual designaron sus representantes en las personas de los señores que se indican a continuación :

REPÚBLICA ARGENTINA :

Dr. Elpidio GONZÁLEZ, Dr. Miguel L. DENOVI y don Francisco LAGUARDA ;

REPÚBLICA DE BOLIVIA :

Dr. Juan Z. SALINAS LOZADA ;

REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL :

Dr. Francisco Eulalio DO NASCIMENTO E SILVA filho y Mayor D. Carlos DA SILVA REIS
(como Secretario) ;

REPÚBLICA DE CHILE :

Dr. Lujs Manuel RODRÍGUEZ y Dr. Oscar Honorato CIENFUEGOS ;

REPÚBLICA DEL PARAGUAY :

Dr. Víctor ABENTE HAEDO y don Antonio MANZONI ;

REPÚBLICA DEL PERÚ :

Dr. Humberto FERNÁNDEZ DÁVILA ;

REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY :

Don Tácito HERRERA y don Carlos MASCARÓ REISSIG.

Los que reunidos en Congreso en la ciudad de Buenos Aires, capital de la República Argentina después de las conferencias y discusiones del caso, realizadas en el Departamento Central

¹ Ratifications :

PÉROU 8 octobre 1931.
RÉPUBLIQUE ARGENTINE 7 août 1920.

¹ TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 2930. — CONVENIO ² POLICIAL. ASSINADO EM BUENOS AIRES
EM 29 DE FEVEREIRO DE 1920.

Spanish official text communicated by the Head of the Delegation of Peru accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 29, 1932.

OS GOVERNOS DA REPUBLICA ARGENTINA, DA BOLIVIA, DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL, DO CHILE, DO PARAGUAY, DO PERÚ e DO URUGUAY, por iniciativa do primeiro, resolveram realizar uma Conferencia Policial com o fim de estabelecer normas que sirvam a defeza social e como um meio de estreitar ainda mais, si é possível, as vinculações entre as respectivas policias, para a qual designaram seus representantes nas pessoas dos senhores indicados em seguida :

REPUBLICA ARGENTINA :

Dr. Elpidio GONZÁLEZ, Dr. Miguel L. DENOVI e D. Francisco LAGUARDA ;

REPUBLICA DA BOLIVIA :

Dr. Juan Z. SALINAS LOZADA ;

REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL :

Dr. Francisco Eulalio DO NASCIMENTO E SILVA Filho e Major Carlos DA SILVA REIS, como secretario ;

REPUBLICA DO CHILE :

Dr. Luis Manuel RODRÍGUEZ e Dr. Oscar Honorato CIENFUEGOS ;

REPUBLICA DO PARAGUAY :

Doctor Victor ABENTE HAEDO e D. Antonio MANZONI ;

REPUBLICA DO PERÚ :

Dr. Humberto FERNÁNDEZ DÁVILA ;

REPUBLICA ORIENTAL DO URUGUAY :

D. Tácito HERRERA e D. Carlos MASCARÓ REISSIG.

Os quaes reunidos em Congresso, na cidade de Buenos Aires, capital da Republica Argentina, depois das conferencias e discussões do caso realizadas no Departamento Central da Policia durante

¹ Texte reproduit d'après la « Circular Informativa Mensual (Ministerio de Relaciones Exteriores, República Argentina, 1920). »

¹ The text is reprinted from "Circular Informativa Mensual (Ministerio de Relaciones Exteriores, Republica Argentina, 1920)."

² Ratifications :

PERU	October 8, 1931.
ARGENTINE REPUBLIC	August 7, 1920.

de Policía durante los días 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27 y 28 de febrero, acordaron las estipulaciones y conclusiones que se insertan a continuación :

Artículo 1.

Los Países Contratantes quedan comprometidos de un modo permanente a enviarse informaciones mutuas :

a) Sobre las tentativas o ejecución de hechos anárquicos u otros semejantes, colectivos o individuales, tendientes a la alteración del orden social ; como así mismo sobre cualquier otro movimiento que pueda considerarse subversivo o afectar al mismo orden social ;

b) Sobre los diarios, periódicos, folletos, imágenes o grabados y hojas volantes, o cualquiera otra clase de publicaciones que se refieran a propaganda de la índole expresada, que pudieran interesar a alguno de los otros Contratantes. Estos informes se acompañarán con las publicaciones referidas ;

c) Sobre las resoluciones de carácter legal o administrativo que se refieran a la prevención y represión de los movimientos antes aludidos ;

d) Sobre la preparación o perpetración de delitos comunes que puedan interesar a los demás Contratantes, agregándose todos los datos e informaciones necesarias para apreciar el caso ;

e) Sobre los individuos peligrosos para la sociedad ;

f) Sobre las personas honestas que lo soliciten, y

g) Relativas a los cadáveres de desconocidos, acompañadas de las impresiones digitales respectivas.

Artículo 2.

Para los fines determinados en el inciso *e)* del artículo precedente, serán consideradas personas peligrosas :

a) Todo individuo respecto del cual se haya comprobado que ha intervenido como autor, cómplice o encubridor más de una vez en delitos contra la propiedad o que tengan conexión con éstos, y todo aquel que, careciendo de medios lícitos de subsistencia, hace vida común con delincuentes habituales, o usa instrumentos u objetos conocidamente destinados para cometer delitos contra la propiedad ;

b) El que haya intervenido alguna vez como autor, cómplice o encubridor en el delito de falsificación de moneda o de títulos o valores mobiliarios ;

c) El responsable más de una vez como autor de delitos graves contra las personas ;

d) El extranjero o el nacional que haya estado ausente del país, que intervengan en cualquier delito contra la propiedad o contra las personas, si la forma de ejecutarlo, el carácter impulsivo u otras circunstancias hacen presumir que tengan antecedentes desfavorables en el país de procedencia ;

e) Los individuos que habitualmente y con fines de lucro ejercen la trata de blancas ;

f) Los incitadores habituales a subvertir el orden social por medio de delitos contra la propiedad, las personas o las Autoridades ;

g) Los agitadores o incitadores para perturbar con actos de coacción, de violencia o de fuerza la libertad del trabajo, o para atacar las propiedades o las instituciones.

Artículo 3.

Los antecedentes a que se refieren los incisos *e)*, *f)* y *g)* del artículo 1, comprenderán, según los casos : las impresiones digitales según la clasificación Vucetich ; la filiación o datos civiles ;

os dias 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27 e 28 de Fevereiro, accordaram as estipulações e conclusões insertas em seguida :

Artigo 1.

Os Paizes Contractantes ficam compromettidos de um modo permanente a enviar informações mutuas :

- a) Sobre as tentativas ou execução de feitos anarchicos ou outros semelhantes, collectivos ou individuaes, tendentes a alteração da ordem social ; bem assim sobre qualquer outro movimento que se possa considerar subversivo ou affecte à mesma ordem social ;
- b) Sobre os jornaes, periodicos, folhetos, imagens, gravuras e avulsos, ou qualquer outra especie de publicação referentes a propaganda da indole acima expressa, que possa interessar a algum dos Contractantes. Estas informações serão acompanhadas das publicações referidas ;
- c) Sobre as resoluções de character legal ou administrativo que se refiram à prevenção e repressão dos movimentos alludidos ;
- d) Sobre a preparação ou perpetração de delictos communs que possam interessar aos demais Contractantes, accrescentando todos os dados e informações necessarios para apreciar o caso ;
- e) Sobre os individuos perigosos para a sociedade ;
- f) Sobre as pessoas honestas que a solicitem ; e
- g) Relativas aos cadaveres de desconhecidos acompanhadas das, impressões digitaes respectivas.

Artigo 2.

Para os fins determinados na alinea e) do artigo precedente, serão consideradas pessoas perigosas :

- a) Todo individuo a respeito do qual se houver comprovado que mais de uma vez tenha tomado parte como autor, cumplice ou encubridor em delictos contra a propriedade ou que tenham connexão com estes ; e todo aquelle que, carecendo de meios licitos de subsistencia, fizer vida commum com delinquentes habituaes ou usar instrumentos ou objectos conhecidamente destinados para commeter delictos contra a propriedade ;
- b) O que alguma vez tiver tomado parte, como autor, cumplice ou encubridor em delictos de falsificação de moeda ou de titulos e valores mobiliarios ;
- c) O responsavel mais de uma vez como autor de delictos graves contra as pessoas ;
- d) O estrangeiro e o nacional que houver estado ausente do paiz, que participarem de qualquer delicto contra a propriedade ou contra as pessoas, se a forma de executal-o, o character impulsivo ou outras circumstancias fizerem presumir que tenha antecedentes desfavoraveis no paiz de procedencia ;
- e) Os individuos que habitualmente e com fins de lucro exercerem o trafico das brancas ;
- f) Os incitadores habituaes a subverter a ordem social por meio de delictos contra a propriedade, as pessoas ou as autoridades ;
- g) Os agitadores ou incitadores para perturbarem com actos de coacção, violencia ou de força a liberdade de trabalho ou para atacarem as propriedades ou as instituições.

Artigo 3.

Os antecedentes a que se referem as alneas e) f) g) do artigo 1º, comprehenderão, segundo o casos : as impressões digitaes de accordo com a classificação de Vucetich ; a filiação ou dados

la descripción morfológica, según el sistema " Provincia de Buenos Aires " ; los datos judiciales y de conducta, y la fotografía.

Las impresiones digitales irán en una cédula o ficha de 20 × 9 cm., y los demás datos en hojas anexas, anotándose en una y en otras el nombre y el número del registro del individuo a que se refieren.

a) Los datos civiles comprenderán : los nombres y apellidos de nacimiento y los supuestos ; los apodos ; el nombre y apellido de los padres, siempre que fuere posible ; la nacionalidad ; la provincia o departamento y lugar del nacimiento ; fecha del nacimiento ; estado civil ; profesión, instrucción y tiempo de residencia ;

b) En la descripción morfológica se anotarán las señales particulares y cicatrices, prefiriéndose las visibles en la vida ordinaria ;

c) Los datos judiciales comprenderán : los procesos y las condenas, y la clasificación que corresponda al sujeto en el caló de los delincuentes ;

d) La fotografía de la cara se tomará en doble ejemplar, uno de frente y otro de perfil, en placas de 9 × 13, con la reducción bertilloniana al séptimo del tamaño natural.

Artículo 4.

El canje de los antecedentes citados en los artículos anteriores, se hará cuando cada Contratante presuma que la información pueda ser útil, por algún motivo, a alguno de los otros.

Sin embargo, y con el fin de ir formando el Archivo Internacional de Informaciones, se enviará siempre un duplicado de la información al Gobierno Argentino, aunque no interese a éste.

Artículo 5.

Quedan excluidos de estos canjes o informaciones los antecedentes de hechos o personas que se refieran a delitos políticos y a los movimientos lícitos obreros relacionados con la lucha entre el capital y el trabajo.

Artículo 6.

Los Contratantes se acusarán mutuamente recibo de las informaciones expresando, en su caso, los antecedentes que existan respecto de los hechos o personas de la referencia en la Oficina receptora ; y agregando siempre el número del registro en que dichas informaciones sean anotadas.

Artículo 7.

Los Contratantes se comunicarán, cuanto antes sea posible, la salida o expulsión de los individuos peligrosos referidos en este Convenio, cualquiera que sea el país de su destino.

Artículo 8.

Los Contratantes darán facilidades y prestarán cooperación a los funcionarios o agentes de Policía que necesiten vigilar o perseguir a un delincuente, o practicar investigaciones de carácter criminal u otras diligencias propias de su misión y funciones, fuera de su país.

Tales facilidades y cooperación consistirán en que la Policía del país requerido efectuará todas aquellas diligencias y actos que, dentro de sus atribuciones legales y administrativas, debería o podría realizar si el delito o hecho que motiva la requisición hubiera ocurrido dentro del territorio ; y en cuanto a la persecución de los delincuentes, hará lo que se deba para asegurar la persona de éste hasta el punto en que se haga necesaria la respectiva demanda de extradición, para poderlo detener o aprehender.

civis ; a descripção morphologica, adoptado o systema „ Provincia de Buenos Aires ”, os dados judiciaes e de conducta e a photographia.

As impressões digitaes irão em uma cedula ou ficha de 20 × 9, e os demais dados em folhas annexas, anotando-se em uma e outras o nome e o numero de registro do individuo a que se referem.

a) Os dados civis comprehenderão : os nomes, os appellidos de nascimento e os suppostos ; as alcunhas ; o nome e o appellido dos paes sempre que for possivel ; a nacionalidade, a provincia ou departamento e lugar do nascimento ; data do nascimento ; estado civil ; profissão, instrucção e tempo de residencia ;

b) Na descripção morphológica se annotarão, as marcas particulares e cicatrizes, preferindo-se as que forem visiveis na vida ordinaria ;

c) Os dados judiciaes comprehenderão : os processos e as condemnações e a classificação que corresponda ao individuo, no calão dos delinquentes ;

d) A photographia do rosto se ferá em duplicata, sendo um exemplar de frente e outro de perfil, em placas de 9 × 13, com a redução de Bertillon ao setimo do tamanho natural.

Artigo 4.

A permuta dos citados antecedentes nos artigos anteriores, se ferá quando cada Contractante presuma que a informação possa ser util, por algum motivo, a algum dos outros.

Comtudo, com o fim de formar-se o Archivo Internacional de Informações, se enviará sempre em duplicata a informação ao Governo Argentino, ainda que não interesse a este.

Artigo 5.

Ficam excluidos dessas permutas e informações os antecedentes de factos ou pessoas que se refiram a delictos politicos e aos movimentos licitos operarios relacionados com a lucta entre o capital e o trabalho.

Artigo 6.

Os Contractantes accusarão mutuamente o recebimento das informações, expressando em cada caso os antecedentes que existam a respeito dos factos ou pessoas referidas na repartição recebedora, accrescentando sempre o numero do registro em que as ditas informações forem annotadas.

Artigo 7.

Os Contractantes comunicarão o mais breve possivel a sahida ou a expulsão dos individuos perigosos referidos neste Convenio, qualquer que seja o paiz do seu destino.

Artigo 8.

Os Contractantes facilitarão e prestarão cooperação aos funcionarios ou agentes de policia que necessitem vigiar ou perseguir um delinquente, praticar investigações de character criminal, ou outras diligencias proprias de sua missão e funcções fóra de seu paiz.

Taes facilidades e cooperação consistirão no facto da Policia do paiz requerido effectuar todas aquellas diligencias e actos que, dentro de suas attribuições legaes e administrativas poderia realizar si o delicto ou facto que motiva a requisição occorresse dentro do territorio ; quanto á perseguição dos delinquentes fará o que se deva para vigiar a pessoa do mesmo até o ponto em que se torne necessario o respectivo pedido de extradição para podel'o deter ou prender.

Artículo 9.

Para solicitar facilidades y cooperación, los funcionarios o agentes de Policía referidos en el artículo precedente, deberán acreditar su personería y la misión de que están encargados, por alguno de los medios siguientes :

a) Con un certificado o nota del Jefe de Policía de la capital de la República requeriente ;

b) Con igual documento emanado de cualquier otro funcionario de la misma jerarquía, de fuera de la Capital, cuya firma aparezca legalizada o autenticada por el Cónsul de la Nación requerida ;

c) En defecto de esos documentos, con cualquier otro antecedente que, a juicio de las Autoridades del país requerido, sea provisionalmente suficiente ; y mientras se obtiene la documentación necesaria para asegurarse de la autenticidad de la credencial presentada, o de la personería y misión del empleado requeriente.

Artículo 10.

Los Contratantes procurarán facilitar que toda persona honesta se provea de su cédula o certificación de identidad conforme al sistema dactiloscópico, la cual además de ponerla al cubierto de posibles molestias, ha de ser un elemento de información personal útil en muchas circunstancias.

Artículo 11.

Es condición esencial de este Convenio la estricta reserva de los antecedentes que se remitan o canjeen ; y su uso queda limitado sólo a los fines policiales definidos en el N^o. V del acta de la Segunda Sesión de la Conferencia Interpolicia de 1905:

Artículo 12.

Este Convenio es de carácter administrativo, y las informaciones y antecedentes que según él deben canjearse, así como los otros compromisos estipulados, quedan restringidos a aquellos que las leyes y reglamentos de cada país permitan.

Artículo 13.

Las actas de las sesiones celebradas por los Delegados se entenderán incorporadas a este Convenio, y servirán para aclarar el espíritu y alcance de sus disposiciones. De igual manera y con el mismo fin, quedan también incorporadas las actas de la Conferencia Interpolicia, celebrada en Buenos Aires, en octubre de 1905.

Artículo 14.

Los Gobiernos de otros países no representados en este Convenio podrán adherirse a él haciéndolo saber a cualquiera de los Gobiernos Contratantes, el que lo comunicará a su vez a los otros signatarios.

No será un obstáculo para esta adhesión el hecho de que el país adherente tenga adoptados sistemas de filiación o de identificación diversos de los contemplados en este Convenio ; y se estará en este caso a lo prescrito en el artículo 12.

Artigo 9.

Para solicitar facilidades e cooperação os funcionarios ou agentes de policia referidos no artigo precedente, deverão authenticar sua personalidade e a missão de que estão incumbidos, por algum dos meios seguintes :

a) Com um certificado ou nota do Chefe de Policia da Capital da Republica requerente ;

b) Com igual documento emanado de qualquer outro funcionario da mesma hierarchia de fóra da Capital, cuja firma seja legalizada ou authenticada pelo Consul da nação requerida ;

c) Na falta desses documentos, com qualquer outro antecedente que, a juizo das autoridades do paiz requerido, seja provisoriamente sufficiente e emquanto se obtenha a documentação necessaria para assegurar a authenticidade do documento apresentado ou da personalidade e missão do empregado requerente.

Artigo 10.

Os Contractantes procurarão facilitar que toda pessoa honesta se muna de sua cedula ou certidão de identidade, conforme o *systema dactiloscopico*, a qual, além de pôl-a a coberto de possiveis vexames, possa ser um elemento de informação pessoal util em muitas circumstancias.

Artigo 11.

E condição essencial deste Convenio, a *stricta reserva* dos antecedentes que se remetam ou permutem ; o seu uso fica limitado somente aos fins policiaes definidos no artigo 5 da acta da 2a sessão da Conferencia Interpolicia de 1905.

Artigo 12.

Este Convenio é de character administrativo e as informações e antecedentes que de accordo com o mesmo, devem ser permutados, assim como os outros compromissos estipulados, ficam restringidos a aquelles que as leis e regulamentos de cada paiz permittam.

Artigo 13.

As actas das sessões celebradas pelos Delegados ficarão incorporadas a este Convenio e servirão para esclarecer o espirito e o alcance de suas disposições. De igual forma e com o mesmo fim ficam tambem incorporadas as actas da Conferencia Interpolicia, celebrada em Buenos Aires, em Outubro de 1905.

Artigo 14.

Os Governos de outros paizes não representados neste Convenio, poderão adherir ao mesmo fazendo saber a qualquer dos Governos Contractantes, o qual communicará por sua vez aos outros signatarios.

Não será obstaculo para esta adhesão o facto do paiz adherente ter adoptado *systemas* de filiação ou de identificação diferentes dos-referidos neste Convenio ; em tal caso se observará o prescripto no artigo 12.

Artículo 15.

Este Convenio empezará a regir a medida que los respectivos Gobiernos lo vayan ratificando, y comuniquen su ratificación a los Contratantes.

Artículo 16.

Los compromisos estipulados en el presente Convenio entre los países Contratantes, serán cumplidos por el Jefe de Policía de la correspondiente ciudad Capital de cada uno de ellos, quien se comunicará directamente con los de las otras, para todo lo relacionado con el antedicho Convenio.

Artículo 17.

El presente Convenio se imprime en siete ejemplares, en castellano y en portugués, los que serán firmados y rubricados en todas sus hojas por los Delegados.

En fe de lo cual, firmamos en el Departamento Central de Policía de Buenos Aires, capital de la República Argentina, a los veintinueve días del mes de febrero de mil novecientos veinte.

Elpidio GONZÁLEZ.
Miguel L. DENOVI.
Francisco LAGUARDA.
Juan Z. SALINAS LOZADA.
Francisco Eulalio DO NASCIMENTO E SILVA filho.
Luis Manuel RODRÍGUEZ.
Oscar H. CIENFUEGOS.
Víctor ABENTE HAEDO.
Antonio MANZONI.
H. FERNÁNDEZ DÁVILA.
Tácito HERRERA.
Carlos MASCARÓ REISSIG.

Es copia conforme :

El Jefe del Servicio Diplomático,

Hermán C. Bellido,

Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú.

Artigo 15.

Esta Convenio começará a vigorar à proporção que os respectivos Governos os vão ratificando, e communicarem sua ratificação aos outros Contractantes.

Artigo 16.

Os compromissos estipulados no presente Convenio entre os paizes Contractantes serão cumpridos pelo Chefe de Policiã da cidade Capital de cada um delles, que se communicará directamente com os das outras Capitaes dos referidos Paizes, em tudo que se relacione com o supracitado Convenio.

Artigo 17.

O presente Convenio será impresso em sete exemplares em castelhano e em portuguez, os quaes serão assignados e rubricados em todas as suas folhas pelos Delegados.

Em fe do que assignamos no Departamento Central da Policia de Buenos Aires, Capital da Republica Argentina, aos vinte nove de Fevereiro de mil novecentos e vinte.

(*Fdos*) Elpidio GONZÁLEZ.
Miguel L. DENOVI.
Francisco LAGUARDA.
Juan Z. SALINAS LOZADA.
Francisco Eulalio DO NASCIMENTO E SILVA Filho.
Luis M. RODRÍGUEZ A.
Oscar Honorato CIENFUEGOS.
Victor ABENTE HAEDO.
Antonio MANZONI.
Humberto FERNÁNDEZ DÁVILA.
Dácito HERRERA.
Carlos MASCARÓ REISSIG.

¹ TRADUCTION.

N^o 2930. — CONVENTION DE POLICE. SIGNÉE A BUENOS-AYRES,
LE 29 FÉVRIER 1920.

LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, DE LA BOLIVIE, DES ETATS-UNIS, DU BRÉSIL, DU CHILI, DU PARAGUAY, DU PÉROU et DE L'URUGUAY, sur l'initiative du premier d'entre eux, ont résolu de tenir une conférence de police afin d'adopter des mesures devant servir à la défense sociale, et de resserrer davantage encore, si possible, les liens existants entre leurs polices respectives ; à cet effet, ils ont désigné pour leurs représentants :

RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

D^r Elpidio GONZÁLEZ, D^r Miguel L. DENOVI et don Francisco LAGUARDA ;

RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE :

D^r Juan Z. SALINAS LOZADA ;

RÉPUBLIQUE DES ETATS-UNIS DU BRÉSIL :

D^r Francisco Eulalio DO NASCIMENTO E SILVA fils et le major D. Carlos DA SILVA REIS (secrétaire) ;

RÉPUBLIQUE DU CHILI :

D^r Luis Manuel RODRÍGUEZ et D^r Oscar Honorato CIENFUEGOS ;

RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY :

D^r Víctor ABENTE HAEDO et don Antonio MANZONI ;

RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

D^r Humberto FERNÁNDEZ DÁVILA ;

RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

Don Tácito HERRERA et don Carlos MASCARÓ REISSIG ;

Lesquels, réunis en congrès dans la ville de Buenos-Ayres, capitale de la République Argentine, après avoir tenu des conférences et des discussions en cette matière au département central de police, les 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27 et 28 février, sont convenus des dispositions et clauses ci-après :

Article premier.

Les pays contractants s'engagent d'une manière permanente à s'envoyer réciproquement des renseignements :

a) Sur les tentatives d'exécution ou l'exécution d'actes anarchiques ou autres actes similaires, collectifs ou individuels, tendant au renversement de l'ordre social ainsi que sur tous autres mouvements pouvant être considérés comme subversifs ou susceptibles de troubler l'ordre social ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2930. — POLICE CONVENTION. SIGNED AT BUENOS AYRES,
FEBRUARY 29, 1920.

THE GOVERNMENTS OF THE ARGENTINE REPUBLIC, BOLIVIA, THE UNITED STATES OF BRAZIL, CHILE, PARAGUAY, PERU and URUGUAY, on the initiative of the first named, decided to hold a police conference for the purpose of agreeing on measures for social defence with the object of making the relations between their respective police services if possible even closer ; and they designated the following as their representatives at the said conference :

THE ARGENTINE REPUBLIC :

Dr. Elpidio GONZÁLEZ, Dr. Miguel L. DENOVI, and don Francisco LAGUARDA ;

THE REPUBLIC OF BOLIVIA :

Dr. Juan Z. SALINAS LOZADA ;

THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. Francisco Eulalio DO NASCIMENTO E SILVA, junior, and Major D. Carlos DA SILVA REIS (Secretary) ;

THE REPUBLIC OF CHILE :

Dr. Luis Manuel RODRÍGUEZ and Dr. Oscar Honorato CIENFUEGOS ;

THE REPUBLIC OF PARAGUAY :

Dr. Víctor ABENTE HAEDO and don Antonio MANZONI ;

THE REPUBLIC OF PERU :

Dr. Humberto FERNÁNDEZ DÁVILA ;

THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

Don Tácito HERRERA and don Carlos MASCARÓ REISSIG ;

Who, meeting in congress in the city of Buenos Aires, the capital of the Argentine Republic, after having held conferences and discussions on this subject at the Central Police Department on February 20, 21, 23, 24, 25, 26, 27 and 28, agreed on the provisions and conclusions which follow :

Article I.

The contracting countries permanently undertake to send one another particulars of :

(a) Attempts to commit or the committing of anarchical or similar acts, whether collective or individual, designed to overthrow the social order, and any other movements whatsoever which could be regarded as subversive or may affect the said social order ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

b) Sur les quotidiens, périodiques, brochures, images ou gravures et feuilles volantes ou tout autre catégorie de publications se référant à une propagande du genre susindiqué, susceptibles d'intéresser l'une des autres Parties contractantes. Ces renseignements seront accompagnés des publications visées ;

c) Sur les mesures d'ordre législatif ou administratif ayant trait à la prévention et à la répression des mouvements susdits ;

d) Sur la préparation ou la perpétration des délits de droit commun susceptibles d'intéresser les autres Parties contractantes, en y ajoutant toutes les données et informations nécessaires à l'appréciation du cas ;

e) Sur les individus dangereux pour la société ;

f) Sur les personnes honorables qui en font la demande ;

g) Sur les cadavres d'inconnus, en joignant aux renseignements les empreintes digitales desdits individus.

Article 2.

Aux fins d'application du paragraphe *e)* de l'article précédent, seront considérés comme personnes dangereuses :

a) Tout individu dont il aura été prouvé qu'il a participé plus d'une fois, comme auteur, complice ou receleur, à des délits contre la propriété ou à des délits connexes et quiconque, dépourvu de moyens d'existence licites, cohabite avec des délinquants habituels, ou fait usage d'instruments ou d'objets notoirement destinés à commettre des délits contre la propriété ;

b) Quiconque a participé une fois, comme auteur, complice ou receleur, au délit de falsification de monnaies, de titres ou de valeurs mobilières ;

c) Quiconque s'est rendu plus d'une fois coupable, comme auteur, de délits graves contre les personnes ;

d) Tout étranger ou ressortissant national qui a été absent du pays, et qui participe à un délit quelconque contre la propriété ou contre les personnes, si le mode d'exécution du délit, les mobiles ou d'autres circonstances font présumer que l'inculpé a des antécédents défavorables dans le pays d'où il vient ;

e) Quiconque, habituellement et pour des fins de lucre, se livre à la traite des blanches ;

f) Quiconque incite habituellement à troubler l'ordre social par des délits contre la propriété, les personnes ou les autorités ;

g) Les agitateurs et tous ceux qui incitent par la contrainte, la violence ou la force à entraver la liberté du travail ou à attaquer les propriétés ou les institutions.

Article 3.

Les renseignements visés aux paragraphes *e)*, *f)* et *g)* de l'article premier comprendront, selon les cas : les empreintes digitales d'après la classification de Vucetich ; la filiation ou la fiche d'identité ; la description morphologique d'après le système « Province de Buenos-Ayres » ; le casier judiciaire et les renseignements sur la conduite ; la photographie.

Les empreintes digitales seront reproduites sur une carte ou fiche de 20 × 9 cm. et les autres renseignements seront inscrits sur des feuilles annexes, la fiche et les feuilles devant mentionner le nom et le numéro d'enregistrement de l'individu auquel elles se réfèrent.

a) La fiche d'identité comprendra les renseignements suivants : les noms et prénoms de naissance et supposés ; les sobriquets ; les noms et prénoms des parents, toutes les fois que cela sera possible ; la nationalité ; la province ou département et le lieu de naissance ; la date de naissance ; l'état-civil ; la profession ; le degré d'instruction et la durée de résidence ;

(b) Newspapers, periodicals, pamphlets, pictures, prints, or handbills, or any other kind of publication connected with propaganda of the character referred to above, which may concern one of the Contracting Parties. The publications in question shall be forwarded with the information communicated ;

(c) Legal or administrative measures connected with the prevention and suppression of the above-mentioned movements ;

(d) Conspiracies to commit or the committing of offences against the ordinary law likely to concern the other Contracting Parties, the notification being accompanied by all data and information necessary for forming an opinion on the case ;

(e) Individuals who are dangerous to society ;

(f) Respectable persons who make a request to that effect ; and

(g) Corpses of unknown persons, such information to be accompanied by finger-prints.

Article 2.

For the purpose of paragraph (e) of the previous Article, the following shall be regarded as dangerous persons :

(a) Any individual who has been proved to have participated more than once, as the offender or as an accessory before or after the fact, in offences against property or other offences of a similar character, and any person who has no legitimate means of support and lives with habitual offenders, or makes use of instruments or articles notoriously designed for committing offences against property ;

(b) Any person who has been implicated on one occasion, as the offender or as an accessory before or after the fact, in a case of coining or forging securities or scrip ;

(c) Any person who has been guilty of serious personal violence on more than one occasion ;

(d) Any alien, or any national who has been abroad, participating in any offence against property or persons, should the manner in which the offence is committed, the motive, or other circumstances, give reason to presume that the said person's past in the country from which he comes has been unsatisfactory ;

(e) Persons who habitually and for purposes of gain engage in the traffic in women ;

(f) Persons who habitually incite others to overthrow the social order by means of offences against property or persons or against the authorities ;

(g) Persons who are habitual agitators or incite persons by coercion, violence, or force, to interfere with freedom of labour or to attack property or institutions.

Article 3.

The information referred to under (e), (f), and (g) of Article 1 shall, when the case requires, include : finger-prints taken in accordance with the Vucetich classification ; parentage or personal particulars ; a morphological description according to the " Province of Buenos Aires " system ; information as to previous convictions and conduct ; and a photograph.

The finger-prints shall be reproduced on a card or slip of 20×9 cm., and the other information shall be supplied on sheets attached ; on all of them the name and register number of the person to whom they refer shall be mentioned.

(a) The personal particulars shall include : surname and Christian names and aliases ; nicknames ; surnames and Christian names of parents whenever possible ; nationality ; province or department and place of birth ; date of birth ; civil status ; profession, education, and duration of residence.

b) La description morphologique comportera l'indication des signes particuliers et cicatrices, de préférence ceux qui sont visibles normalement ;

c) Les renseignements judiciaires comprendront l'indication des procès et des condamnations ainsi que la catégorie à laquelle appartient l'individu dans l'argot des délinquants ;

d) La photographie du visage sera prise en double, l'une de face et l'autre de profil, sur plaques 9 × 13 avec la réduction au septième de la grandeur naturelle, conformément au système Bertillon.

Article 4.

L'échange des renseignements énumérés dans les articles précédents s'effectuera toutes les fois que chacune des Parties contractantes présumera que l'information peut être utile, pour un motif quelconque, à l'une des autres Parties.

Toutefois, et en vue de constituer graduellement les Archives internationales d'information, il sera toujours envoyé un duplicata des renseignements au gouvernement argentin, même dans les cas où lesdits renseignements n'intéressent pas ce dernier.

Article 5.

Seront exclus de ces échanges ou de ces informations les renseignements portant sur des actes ou des personnes et ayant trait à des délits politiques, ainsi qu'aux mouvements ouvriers licites relevant de la lutte entre le capital et le travail.

Article 6.

Les Parties contractantes s'accuseront réciproquement réception des informations et fourniront à leur tour, le cas échéant, les renseignements existant au bureau de réception sur les actes ou personnes en question ; elles devront toutes les fois y ajouter le numéro du registre où figure ladite information.

Article 7.

Les Parties contractantes se signaleront les unes aux autres, le plus tôt possible, les départs ou les expulsions d'individus dangereux visés par la présente convention, quel que soit leur pays de destination.

Article 8.

Les Parties contractantes donneront des facilités et prêteront leur concours aux fonctionnaires ou agents de police qui auront à surveiller ou à poursuivre un délinquant ou à procéder à des enquêtes d'ordre criminel ou à effectuer toutes autres recherches relevant de leur mission et de leurs fonctions, hors de leur pays.

Ces facilités et ce concours consisteront dans le fait que la police du pays requis effectuera toutes les formalités et tous les actes que, dans la limite de ses attributions juridiques et administratives, elle aurait eu le devoir ou le pouvoir d'effectuer si le délit ou l'acte motivant la réquisition avait été commis dans l'intérieur du territoire ; en ce qui concerne la poursuite des délinquants, elle fera le nécessaire pour s'assurer de la personne de ces derniers jusqu'au moment où la demande d'extradition les concernant lui aura été adressée, afin qu'il soit possible de les arrêter ou de les appréhender.

(b) The morphological description shall include special marks and scars, preferably those visible in ordinary life.

(c) Information as to previous convictions shall include proceedings taken against the person and sentences, and the category in which the individual is placed in criminal slang.

(d) Two photographs shall be taken of the face, one full-face and the other in profile, on 9×13 plates with a reduction to one-seventh of natural size according to the Bertillon system.

Article 4.

The exchange of information referred to in the preceding Articles shall take place whenever any Contracting Party has reason to suppose that the information might for any reason be useful to any other Contracting Party.

Nevertheless, for the purpose of gradually compiling an International Information Register, a duplicate of the information shall always be sent to the Argentine Government, even when it does not concern the latter.

Article 5.

Information as to acts or persons connected with political offences and lawful labour movements involved in the struggle between capital and labour shall not be included in the said exchange of information.

Article 6.

The Contracting Parties shall acknowledge receipt of the information and in their turn supply information, if any exist at the receiving Office, with regard to the acts or persons in question ; they shall always mention the register number of the said information.

Article 7.

The Contracting Parties shall inform each other as soon as possible of the departure or expulsion of the dangerous individuals referred to in this Convention, irrespective of their country of destination.

Article 8.

The Contracting Parties shall supply facilities and give their co-operation to the officials or agents of the police who have to watch or search for an offender or to carry out criminal investigations or other activities in connection with their official duties outside their country.

The said facilities and co-operation shall consist in the fact that the police of the country to which application is made shall carry out all formalities and take all action which, within their legal and administrative powers, should or could be carried out if the offence or act in respect of which application is made had taken place within the territory ; and with regard to the prosecution of offenders, the police shall take the necessary action to ensure that the person concerned is available until the request for extradition concerning that person has been made, so that it may be possible to detain or apprehend him.

Article 9.

Les fonctionnaires ou agents de police visés à l'article précédent ne pourront demander des facilités ou faire appel au concours de la police des autres pays qu'en justifiant de leurs titres et de la mission dont ils sont chargés, par l'un des moyens suivants :

- a) Certificat ou note du Chef de la police de la capitale de la république requérante ;
- b) Document similaire émanant de tout haut fonctionnaire du même service, hors de la capitale, dont la signature aura été légalisée ou certifiée par le consul de l'Etat requis ;
- c) A défaut de ces documents, toute autre pièce jugée provisoirement suffisante par les autorités du pays requis, en attendant l'obtention des pièces nécessaires pour attester l'authenticité des lettres de créance présentées ou des titres et de la mission du fonctionnaire requérant.

Article 10.

Les Parties contractantes prendront les mesures nécessaires pour que toute personne honorable puisse se procurer une carte ou un certificat d'identité établis conformément au système dactyloscopique ; cette pièce non seulement mettra son détenteur à l'abri de vexations possibles, mais encore constituera un élément d'information personnelle utile en un grand nombre de circonstances.

Article 11.

Une clause essentielle de la présente convention est celle de l'usage strictement réservé des documents qui seront remis ou échangés ; cet usage sera exclusivement limité aux fins de police définies au numéro V des Actes de la deuxième session de la Conférence interpolicière de 1905.

Article 12.

La présente convention est une convention de caractère administratif ; les renseignements et documents qui devront être échangés aux termes de cette convention, ainsi que tous les autres engagements qui y sont stipulés, sont limités à ceux qu'autorisent les lois et les règlements de chaque pays.

Article 13.

Les procès-verbaux des séances tenues par les délégués seront considérés comme faisant partie intégrante de la présente convention et serviront à préciser l'esprit et la portée de ses dispositions. De même et pour le même objet, sont également incorporés à cette convention les procès-verbaux de la Conférence interpolicière tenue à Buenos-Ayres en octobre 1905.

Article 14.

Les gouvernements des pays non parties à la présente convention pourront y adhérer en informant de leur désir l'une quelconque des Parties contractantes qui en informera à son tour les autres pays signataires.

Le fait que le pays adhérent ait adopté un système de filiation ou d'identification différent de ceux qui sont envisagés dans la présente convention ne constituera pas un obstacle à son adhésion ; dans ce cas, il conviendra de s'en tenir aux dispositions de l'article 12.

Article 9.

In order to be able to apply for facilities and co-operation, the police officials or agents mentioned in the preceding Article must prove their identity and the duty with which they are entrusted by one of the following means :

(a) A certificate or note from the Chief of Police of the capital of the Republic which makes the application ;

(b) A similar document from any other official of the same service outside the capital whose signature is legalised or certified by the consul of the nation to which application is made ;

(c) Failing such documents, any other document which, in the judgment of the authorities of the country to which application is made, is provisionally sufficient pending the obtaining of the necessary documents to attest the authenticity of the credentials presented or the identity of the person and the nature of the duties of the official making the application.

Article 10.

The Contracting Parties shall take steps to ensure that every respectable person shall be provided with an identity card or certificate made out in accordance with the dactyloscopic system ; besides protecting its holder from possible annoyance, this document will be a useful source of personal information in many circumstances.

Article 11.

The absolutely confidential treatment of the information forwarded or exchanged is an essential condition of the present Convention, and its use shall be strictly limited to the police purposes defined in No. V of the Act of the Second Session of the Inter-Police Conference of 1905.

Article 12.

This Convention is of an administrative character, and the information and data to be exchanged in compliance with it, and all other obligations involved thereby, shall be restricted to those which are allowed by the laws and regulations of each country.

Article 13.

The minutes of the meetings held by the delegates shall be regarded as forming an integral part of the present Convention, and may be used to elucidate the intention and scope of its provisions. Similarly, and for the same purpose, the minutes of the Inter-Police Conference held at Buenos-Aires in October 1905 shall also be incorporated in the present Convention.

Article 14.

The Governments of other countries not parties to the present Convention may accede to it by notifying any of the contracting Governments, which in its turn shall inform the other signatories.

Such accession shall not be prevented by the fact that the country acceding has adopted systems of personal description or identification different from those contemplated by the present Convention. In such case the provisions of Article 12 shall apply.

Article 15.

La présente convention entrera en vigueur au fur et à mesure que les gouvernements respectifs l'auront ratifiée et auront porté leur ratification à la connaissance des Parties contractantes.

Article 16.

Les engagements stipulés dans la présente convention entre les Parties contractantes seront exécutés par le chef de la police de la capitale de chacune d'elles qui se mettra directement en rapports avec ceux des autres pour tout ce qui a trait à ladite convention.

Article 17.

La présente convention, rédigée en langue espagnole et en langue portugaise, sera imprimée en sept exemplaires dont tous les folios seront signés et paraphés par les délégués.

En foi de quoi les délégués, réunis au Département central de police de Buenos-Ayres, capitale de la République Argentine, ont signé la présente convention le vingt-neuf février, mil neuf cent vingt.

Elpidio GONZÁLEZ.

Miguel L. DENOVI.

Francisco LAGUARDA.

Juan Z. SALINAS LOZADA.

Francisco Eulalio DO NASCIMENTO E SILVA filho.

Luis Manuel RODRÍGUEZ.

Oscar H. CIENFUEGOS.

Victor ABENTE HAEDO.

Antonio MANZONI.

H. FERNÁNDEZ DÁVILA.

Tácito HERRERA.

Carlos MASCARÓ REISSIG.

Article 15.

This Convention shall enter into force as the various Governments ratify it and communicate their ratification to the Contracting Parties.

Article 16.

The obligations laid down in the present Convention as between the Contracting Parties shall be carried out by the Chief of Police of the capital of each of them, who shall communicate direct with the Chiefs of Police of the other countries for all purposes mentioned in the present Convention.

Article 17.

The present Convention shall be printed in seven copies in Spanish and Portuguese, which shall be signed and all the pages initialled by the delegates.

In faith whereof we sign the present Convention at the Central Department of Police, Buenos Aires, capital of the Argentine Republic, on the twenty-ninth day of February, one thousand nine hundred and twenty.

Elpidio GONZÁLEZ.

Miguel L. DENOVI.

Francisco LAGUARDA.

Juan Z. SALINAS LOZADA.

Francisco Eulalio DO NASCIMENTO E SILVA filho.

Luis Manuel RODRÍGUEZ.

Oscar H. CIENFUEGOS.

Victor ABENTE HAEDO.

Antonio MANZONI.

H. FERNÁNDEZ DÁVILA.

Tácito HERRERA.

Carlos MASCARÓ REISSIG.

N° 2931.

BRÉSIL ET PÉROU

Convention radiotélégraphique. Signée à Lima, le 31 décembre 1928.

BRAZIL AND PERU

Radiotelegraph Convention. Signed at Lima, December 31, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT. TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 2931. — CONVENIO¹ RADIO-TELEGRÁFICO ENTRE BRASIL Y PERÚ, FIRMADO EN LIMA EL 31 DE DICIEMBRE DE 1928.

Nº 2931. — CONVENIO¹ RADIO-ELECTRICO ENTRE O BRASIL E O PERÚ. ASSIGNADO NO LIMA, EM 31 DE DEZEMBRO DE 1928.

Textes officiels espagnol et portugais communiqués par le chef de la délégation du Pérou auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 mars 1932.

Spanish and Portuguese official texts communicated by the Head of the Delegation of Peru accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place March 29, 1932.

LA REPÚBLICA DEL PERÚ y LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL, con el propósito de estrechar cada vez más su antigua amistad y de facilitar el desarrollo de las relaciones comerciales y de buena vecindad entre ambos pueblos, resolvieron celebrar y firmar un Convenio de recíproca comunicación radiotelegráfica directa, y para el efecto, nombraron sus Plenipotenciarios, a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ,
Al señor doctor don Pedro José RADA Y GAMIO, Presidente del Consejo de Ministros y Ministro de Estado en el despacho de Relaciones Exteriores ; y

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL,

Al señor doctor don Félix DE BARROS CAVALCANTI DE LACERDA, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario en el Perú ;

Los cuales, después de haber canjeado sus Plenos Poderes, que hallaron en buena y debida forma, convienen en las estipulaciones siguientes:

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rio-de-Janeiro, le 30 octobre 1931.

A REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL e A REPUBLICA DO PERÚ, com o proposito de estreitar cada vez mais a sua antiga amizade e de facilitar o desenvolvimento das relações de commercio e boa vizinhança entre os dois povos, resolveram concluir e firmar um Convénio de trafego mutuo radio-electrico directo ; e, para esse fim, nomearam Plenipotenciarios, a saber :

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL,

Ao Senhor Doutor Felix DE BARROS CAVALCANTI DE LACERDA, Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario no Perú ;

O PRESIDENTE DA REPUBLICA DO PERÚ,

Ao Senhor Doutor Pedro José RADA Y GAMIO, Presidente do Conselho e Ministro de Estado das Relações Exteriores ;

Os quaes, depois de haverem trocado seus Plenos Poderes, que acharam em boa e devida fórma, convieram nos artigos seguintes :

¹ The exchange of ratifications took place at Rio de Janeiro, October 30, 1931.

I.

Por el presente Convenio se regirá la comunicación entre las estaciones radiotelegráficas peruanas y brasileñas.

II.

Las dos Administraciones se obligan a conservar esas estaciones en perfecto estado de funcionamiento y les darán instrucciones para que indiquen las horas más favorables a la permuta de las radiocomunicaciones, según los fenómenos atmosféricos que hubieran sido observados en la región, para no perjudicar mutuamente su tráfico interior.

III.

Para la transmisión de energía electromagnética, emplearán las estaciones la onda de 900 metros como normal, con la facultad de combinar una onda mayor o menor — con excepción de las de 300, 600 y 2,400 metros —, que en este caso sustituirán a la onda normal y será utilizada cuando con aquella no se obtuviera buena comunicación.

IV.

Las estaciones limítrofes fijarán una hora apropiada para comunicarse, diariamente, el estado de funcionamiento de las estaciones de la respectiva red, informándose mutuamente de los accidentes que ocurrieran y de la duración de éstos.

V.

Las comunicaciones radiotelegráficas entre los dos países se efectuarán por intermedio de Iquitos y Cruzeiro do Sul; estaciones que serán consideradas limítrofes.

VI.

Las estaciones de Iquitos y Cruzeiro do Sul comprobarán el servicio permutado, el número

I.

Pelo presente Convenio se regerá o trafego entre as estações radioelectricas brasileiras e peruanas.

II.

As duas Administrações se obrigam a conservar essas estações em perfeito estado de funcionamento e dar-lhes-hão instruções para indicarem as horas mais favoráveis á permuta das radiocomunicações, segundo os phenomenos atmosfericos que tiverem sido observados na região, e ainda para não prejudicarem mutuamente o seu trafego interior.

III.

Para a transmissão de energia electro-magnética, empregarão as estações a onda de 900 metros como normal, com a facultade de combinarem uma onda maior ou menor — excepto as de 300, 600 e 2,400 metros — que neste caso substituirá a normal e será utilizada quando com aquella não se obtiver boa correspondencia.

IV.

As estações limitrophes fixarão uma hora apropiada para se communicarem, diariamente, o estado de funcionamento das estações da respectiva rede, informando-se mutuamente dos accidentes que ocorrerem e da sua duração.

V.

As communicações radio-electricas entre os dois paizes serão feitas por intermedio de Cruzeiro do Sul e Iquitos, estações estas que serão consideradas limitrophes.

VI.

As estações de Cruzeiro do Sul e Iquitos conferirão o serviço permutado, o numero e a

y categoría de los despachos, el número de palabras y las sumas por abonar a cada Administración, relativamente al servicio verificado. Estas comprobaciones servirán de base para el ajuste de cuentas entre las dos Administraciones

categoría dos despachos, o numero de palavras e as importancias a creditar a cada Administração relativamente ao serviço conferido. Essas conferencias servirão de base ao ajuste de contas entre as duas Administrações.

VII.

En el tráfico se observarán las disposiciones del Reglamento Internacional (última revisión), relativo al servicio radiotelegráfico.

La contabilidad se regirá igualmente por el Reglamento Telegráfico Internacional (última revisión), en lo que le fuera aplicable, debiendo hacerse el ajuste de cuentas trimestralmente y la liquidación de los débitos en francos oro, en el trimestre siguiente a aquel a que se refiere la liquidación.

VIII.

Se acreditará a la Administración peruana la tarifa terminal de sesenta céntimos de franco oro por palabra.

IX.

Se acreditarán a la Administración brasileña las siguientes tarifas :

a) Cuarenta céntimos de franco oro por palabra, cuando el telegrama, procedente de las estaciones peruanas, fuera destinado a cualquiera estación brasileña, telegráfica o radiotelegráfica ;

b) Si el telegrama pasase por las líneas de « The Amazon Telegraph Company », aquella tarifa será aumentada por la tarifa que estuviera en vigencia para los despachos de esa Compañía ;

c) Si el telegrama fuera destinado a los buques, quedará sujeto, además de la tarifa de cuarenta céntimos por palabra hasta Belém, a la tarifa costanera y a la tarifa de a bordo, notificada por las compañías de navegación.

PARRAFO PRIMERO. — El servicio de imprenta gozará de la rebaja del cincuenta por ciento sobre las tarifas de que trata el presente artículo y el artículo VIII.

VII.

No trafego serão observadas as disposições de Regulamento Internacional (ultima revisão), relativamente ao serviço radio-electrico.

A contabilidade reger-se-ha igualmente pelo Regulamento Telegraphico Internacional (ultima revisão), no que lhe fôr applicavel, sendo o ajuste de contas feito trimestralmente e a liquidação dos debitos em francos ouro, no trimestre seguinte áquelle a que se referir a liquidação.

VIII.

Será creditada á Administração Peruana a taxa terminal de sessenta centimos de franco ouro por palavra.

IX.

Serão creditadas á Administração Brasileira as seguintes taxas :

a) Quarenta centimos de franco ouro, por palavra, quando o telegramma, procedente das estações peruanas, fôr destinado a qualquer estação brasileira, telegraphica ou radio-electrica ;

b) Se o telegramma tiver percurso nas linhas da "The Amazon Telegraph Company", será aquella taxa accrescida da taxa que estiver em vigor pelos cabos dessa Companhia ;

c) Se o telegramma fôr destinado aos navios, ficará sujeito, além da taxa de quarenta centimos por palavra até Belém, á taxa costeira e á taxa de bordo notificada pelas companhias de navegação.

PARAGRAPHO PRIMEIRO. — O serviço de imprensa gozará do abatimento de cincuenta por cento sobre as taxas de que trata o presente artigo e o artigo VIII.

PARRAFO SEGUNDO. — Cada una de las Administraciones podrá elevar o reducir sus respectivas tarifas, mediante notificación a la otra, por la vía diplomática, con anticipación, por lo menos, de treinta días.

X.

Por el servicio, en tránsito, destinado a las Repúblicas de Argentina, Bolivia, Chile, Paraguay y Uruguay, vía Uruguayana, la Administración peruana pagará ochenta céntimos de franco oro por palabra, que corresponden a : cuarenta céntimos — tarifa brasileña — y cuarenta céntimos — tarifa extranjera ; y para el servicio destinado a cualquier otro país la tarifa brasileña de cuarenta céntimos por palabra será aumentada por la tarifa en vigencia, a partir de la estación de la compañía de despacho o administración en que fuera entregado el telegrama.

XI.

Los despachos oficiales serán transmitidos exentos de tarifa y tendrán preferencia en la transmisión sobre cualesquier otros, debiendo, no obstante, constar en los respectivos mapas de registro :

- a) Consideranse oficiales los despachos procedentes de las autoridades siguientes, de cada uno de los dos países : Presidente de la República, Vicepresidente de la República, Presidentes y Vicepresidentes del Senado y de la Cámara de Diputados, Presidente del Tribunal Supremo, Ministros de Estado, Representantes Diplomáticos, Adjuntos Militares y Agentes Consulares (éstos, cuando trataren de asunto oficial de sus cargos), Director General de Telégrafos, Director General de Salubridad Pública, Directores de Reparticiones Públicas (siempre que estén debidamente autorizados) y Jefe de Policía ;
- b) Los comunicados meteorológicos y los relativos al tráfico ;
- c) Los representantes diplomáticos, adjuntos militares y agentes consulares podrán hacer uso oficial del telégrafo en el servicio interior ;

PARAGRAPHO SEGUNDO. — Cada uma das Administrações poderá elevar ou reduzir as respectivas taxas, mediante notificação á outra, por via diplomática, com antecedencia, pelo menos, de trinta dias.

X.

Pelo serviço em transitio destinado ás Repúblicas da Argentina, da Bolivia, do Chile, do Paraguay e do Uruguay, via Uruguayana, será a Administração Peruana debitada por oitenta centimos de francos ouro, por palavra, sendo : quarenta centimos — taxa brasileira de transitio — e quarenta centimos taxa estrangeira ; e para o serviço destinado a qualquer outro paiz, a taxa brasileira de quarenta centimos por palavra, será accrescida da taxa em vigor, a partir da estação da companhia de cabo ou administração a que fôr entregue o telegramma.

XI.

Os despachos officiaes serão transmitidos isentos de taxa e terão preferencia na transmissão sobre quaesquer outros devendo, no emtanto, constar dos respectivos mappas de registro :

- a) Consideram-se officiaes os despachos emanados das autoridades seguintes de cada um dos dois paizes : Presidente da Republica, Vice-Presidente da Republica, Presidente e Vice-Presidente do Senado, e da Camara dos Deputados, Presidente do Supremo Tribunal Federal, Ministros de Estado, Representantes Diplomaticos, Adidos Militares e Agentes Consulares (estes, quando tratarem de assumpto official de seus cargos), Director Geral dos Telegrafos, Director Geral da Saúde Publica, Directores de Repartições Publicas (quando devidamente autorizados) e Chefe da Policia ;
- b) Os avisos metereologicos e os relativos ao trafego ;
- c) Os representantes diplomaticos, addidos militares e agentes consulares poderão fazer uso official do telegrapho no serviço interior ;

d) La clasificación de los telegramas, como oficiales, dependerá de las condiciones siguientes: 1) que el destinatario esté en ejercicio de cargo público; 2) que el texto esté constituido por asunto de interés público o de cortesía internacional.

XII.

Cualquiera divergencia que pudiera surgir entre el personal de las estaciones será llevada a conocimiento de las Administraciones, que resolverán el caso.

XIII

El presente Convenio después de su necesaria aprobación por el Poder Legislativo de cada una de las dos Repúblicas, será ratificado por los dos Gobiernos respectivos, y las ratificaciones serán canjeadas en las ciudades de Lima o Río de Janeiro, en el más breve plazo posible. Entrará en vigencia después de treinta días de efectuado el canje de las ratificaciones y durará tres años, contados desde la fecha del referido canje; pudiendo ser modificado durante ese plazo, mediante acuerdo entre las dos Administraciones, en las disposiciones que solamente se refieren a reglas de tráfico, en caso de que la práctica así lo aconsejara.

XIV.

Expirado el plazo de tres años, y en el caso de no haber objeción por parte de una de las Partes Contratantes, continuará el Convenio, en las mismas condiciones, por un nuevo plazo de tres años y así sucesivamente. En caso, sin embargo, de que al terminarse aquel primer plazo o alguno de los sucesivos, una de las Partes Contratantes presentase propuesta de modificación del Convenio, a la cual la otra Parte se vea en la imposibilidad de acceder, se considerará este Convenio como denunciado, terminando su vigencia seis meses después de la fecha de la respuesta negativa a la referida propuesta.

En fe de lo cual, nosotros, los Plenipotenciarios arriba nombrados, firmamos el presente

d) A classificação dos telegrammas como officiaes dependerá das condições seguintes: 1) que o destinatario esteja em exercicio de cargo publico; 2) que o texto seja constituido de assumpto de interesse publico ou de cortezia internacional.

XII.

Qualquer divergencia que possa surgir entre o pessoal das estações será llevada ao conhecimento das Administrações, que resolverão o caso.

XIII.

O presente Convenio, após a necessaria approvação do Poder Legislativo de cada das duas Republicas, será ratificado pelos dois respectivos Governos, sendo as ratificações trocadas nas cidades do Río de Janeiro ou de Lima, no mais breve prazo possivel. Entrará en vigor trinta dias depois de effectuada a troca das ratificações e durará tres annos, contados da data da referida troca, podendo ser modificado durante esse prazo, mediante accordo entre as duas Administrações, nas disposições que sómente se referirem a regras de trafego, no caso em que a practica isso tiver aconselhado.

XIV.

Findo o prazo de tres annos, e no caso de não haver objecção por parte de uma das Partes Contractantes, continuará o Convenio nas mesmas condições, por um novo prazo de tres annos e assim successivamente. No caso, porém, de ao findar aquelle primeiro prazo ou algum dos successivos, uma das Partes Contractantes apresentar proposta de modificação do Convenio, á qual a outra Parte se veja impedida de annuir, considerar-se-á o mesmo Convenio como denunciado, cessando de vigorar seis mezes depois da data da resposta negativa á referida proposta.

Em testemunho do que, nós, os Plenipotenciarios acima nomeados, firmámos o presente

Convenio en dos ejemplares, cada uno de ellos redactado en los idiomas español y portugués, poniendo en ambos nuestros sellos respectivos.

Hecho en la ciudad de Lima, a los treinta y tres días del mes de diciembre de mil novecientos veintiocho.

Convenio, em dous exemplares, cada um delles escripto nas linguas portugueza e castelhana, appondo em ambos o signal de nossos sellos.

Feito na cidade de Lima, aos trinta e um dias do mez de Dezembro de mil novecientos e vinte e oito.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

(L. S.) F. B. CAVALCANTI DE LACERDA.

Es copia conforme :

El Jefe del Servicio Diplomático :

Hernán C. Bellido,

Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú.

Es auténtico,

Ginebra, 26 de marzo 1932.

V. García-Calderón.

*E. E. et Ministre plénipotentiaire,
Chef de la Délégation du Pérou à la S.D.N.*

¹ TRADUCTION.

N^o 2931. — CONVENTION RADIO-TÉLÉGRAPHIQUE ENTRE LE BRÉSIL ET LE PÉROU. SIGNÉE A LIMA, LE 31 DÉCEMBRE 1928.

LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU et LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL, désireuses de resserrer toujours davantage leurs liens d'amitié séculaire et de faciliter le développement des relations commerciales et de bon voisinage entre les deux pays, ont résolu de conclure et de signer une convention pour l'échange réciproque de communications radiotélégraphiques directes et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

M. le D^r Pedro José RADA Y GAMIO, président du Conseil des Ministres et ministre d'Etat aux Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. le D^r Félix DE BARROS CAVALCANTI DE LACERDA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Pérou ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I.

La présente convention règle le fonctionnement des communications entre les stations radiotélégraphiques péruviennes et brésiliennes.

II.

Les deux administrations s'engagent à maintenir ces stations en parfait état de fonctionne-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2931. — RADIOTELEGRAPH CONVENTION BETWEEN BRAZIL AND PERU. SIGNED AT LIMA, DECEMBER 31, 1928.

THE REPUBLIC OF PERU and THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, being desirous of continually strengthening their old friendship and facilitating the development of commercial and good neighbourly relations between the two peoples, have resolved to conclude and sign a Convention dealing with reciprocal direct radiotelegraph communication and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PERU :

Dr. Pedro José RADA Y GAMIO, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

Dr. Felix DE BARROS CAVALCANTI DE LACERDA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Peru ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

I.

The present Convention shall regulate communication between Peruvian and Brazilian radiotelegraph stations.

II.

The two Administrations undertake to maintain the said stations in perfect working order

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ment et leur donneront des instructions pour qu'elles indiquent les heures les plus favorables à l'échange des radiocommunications, selon les phénomènes atmosphériques qui auront été observés dans la région, afin de ne pas porter mutuellement préjudice à leur trafic intérieur.

III.

Pour la transmission de l'énergie électromagnétique, les stations utiliseront comme onde normale celle de 900 mètres, avec la faculté de recourir à une onde plus longue ou plus courte (à l'exception de celles de 300, 600 et 2.400 mètres) qui sera utilisée, en remplacement de l'onde normale, toutes les fois qu'il ne sera pas possible d'obtenir avec cette dernière une bonne communication.

IV.

Les stations limitrophes fixeront une heure convenable pour se communiquer quotidiennement des renseignements sur l'état de fonctionnement des stations de leurs réseaux respectifs et signaleront l'une à l'autre les accidents qui auront pu survenir, en indiquant la durée de ces derniers.

V.

Les communications radiotélégraphiques entre les deux pays s'effectueront par l'intermédiaire d'Iquitos et de Cruzeiro do Sul, stations qui seront considérées comme limitrophes.

VI.

Les stations d'Iquitos et de Cruzeiro collationneront les communications échangées, le nombre et la catégorie des messages, le nombre de mots et les sommes à créditer à chaque administration touchant les communications qui auront été vérifiées. Ces opérations de contrôle serviront de base à l'ajustement des comptes entre les deux administrations.

VII.

Dans le trafic, on se conformera aux dispositions du Règlement international (dernière révision) relatif au service radiotélégraphique.

and to give them instructions to the effect that they shall indicate the hours most suitable for the exchange of radiocommunications in accordance with the atmospheric conditions observed in the district, so that they may not interfere with each other's internal traffic.

III.

For the transmission of electro-magnetic energy the stations shall make use of a wave-length of 900 metres as a normal wave-length, but they may employ a longer or shorter wave-length — with the exception of 300, 600 and 2,400 metres — which in such case shall be substituted for the normal wave-length and will be used when good communication cannot be obtained with the normal wave.

IV.

The limitrophe stations shall fix a suitable hour for communicating to each other daily the state of working of the stations of their respective systems and shall inform each other of accidents which may have occurred and of the duration of such accidents.

V.

Radiotelegraph communication between the two countries shall be effected through Iquitos and Cruzeiro do Sul, which shall be regarded as limitrophe stations.

VI.

The stations of Iquitos and Cruzeiro shall keep a record of the communications exchanged, the number and category of messages, the number of words and the amounts to be paid to each Administration for the communications that have been verified. These records shall be used as a basis for adjusting accounts between the two Administrations.

VII.

The provisions of the International Regulations (last revision) relating to the radiotelegraph service shall be observed in respect of traffic.

La comptabilité sera également régie par le Règlement télégraphique international (dernière révision) dans la mesure où celui-ci sera applicable ; l'ajustement des comptes devra se faire trimestriellement et la liquidation des comptes débiteurs s'effectuera en francs or, dans le courant du trimestre qui suivra celui auquel se rapporte la liquidation.

VIII.

Il sera porté au crédit de l'administration péruvienne la taxe terminale de soixante centimes de franc-or par mot.

IX.

Il sera porté au crédit de l'administration brésilienne les tarifs suivants :

a) Quarante centimes de franc-or par mot pour les télégrammes en provenance des stations péruviennes à destination d'une station télégraphique ou radiotélégraphique brésilienne ;

b) Si le télégramme est transmis par les lignes de la « Amazon Telegraph Company », ce tarif sera majoré du tarif en vigueur pour les messages expédiés par l'entremise de cette compagnie ;

c) Si le télégramme est destiné à des navires, il sera frappé, en plus de la taxe de quarante centimes par mot jusqu'à Belem, de la taxe côtière et de la taxe de bord, notifiée par les compagnies de navigation.

PARAGRAPHE 1. — Le service de la presse bénéficiera d'une réduction de cinquante pour cent sur les taxes stipulées au présent article et à l'article VIII.

PARAGRAPHE 2. — Chacune des administrations pourra majorer ou réduire ses taxes sous réserve de notification à l'autre administration, par la voie diplomatique, avec préavis de trente jours au moins.

X.

Pour le service en transit à destination de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili, du Paraguay

The method of accounting shall also be in accordance with the International Telegraph Regulations (last revision) in so far as they may be applicable ; the accounts shall be balanced quarterly and the amounts owing shall be paid in gold francs in the quarter following that for which payment is due.

VIII.

The Peruvian Administration shall be credited with the terminal charge of sixty centimes of a gold franc per word.

IX.

The following charges shall be credited to the Brazilian Administration :

(a) Forty centimes of a gold franc per word for telegrams coming from Peruvian stations and addressed to any Brazilian telegraph or radiotelegraph station ;

(b) Should the telegram pass over the lines of the Amazon Telegraph Company, the said charge shall be increased by the tariff in force for messages despatched through that company ;

(c) Should the telegram be intended for a ship, the coast charge and the ship charge notified by the shipping companies shall be paid in addition to the charge of forty centimes per word as far as Belem.

PARAGRAPH 1. — Press messages shall be granted a reduction of fifty per cent on the charges laid down in the present Article and in Article VIII.

PARAGRAPH 2. — Either Administration shall be entitled to increase or reduce its charges provided that it gives at least thirty days' previous notice to the other Administration through the diplomatic channel.

X.

For messages in transit intended for the Republics of the Argentine, Bolivia, Chile,

et de l'Uruguay, via Uruguayana, l'administration péruvienne paiera quatre-vingts centimes de franc-or par mot, ainsi répartis : quarante centimes pour la taxe brésilienne de transit et quarante centimes pour la taxe étrangère ; pour le service à destination de tout autre pays, la taxe brésilienne de quarante centimes par mot sera majorée de la taxe en vigueur à partir de la station de la compagnie chargée d'expédier le message ou de l'administration à laquelle aura été remis le télégramme.

Paraguay and Uruguay, through Uruguayana, the Peruvian Administration shall pay eighty centimes of a gold franc per word, representing forty centimes — Brazilian tariff — and forty centimes — foreign tariff ; for messages intended for any other country the Brazilian charge of forty centimes per word shall be increased by the amount of the charge in force from the station of the company which has to forward the message or the administration to which the telegram was handed in.

XI.

Les messages officiels seront transmis en franchise et, dans la transmission, auront droit de priorité sur tous autres télégrammes ; toutefois, ils devront être inscrits sur les registres respectifs.

a) Sont considérés comme officiels les messages émanant des autorités suivantes de chacun des deux pays : le président de la République, le vice-président de la République, les présidents et vice-présidents du Sénat et de la Chambre des députés, le président du Tribunal suprême, les ministres d'Etat, les représentants diplomatiques, les attachés militaires et les agents consulaires (ces derniers, lorsqu'ils traitent de questions officielles relevant de leurs fonctions), le directeur général des Télégraphes, le directeur général de l'Hygiène publique, les directeurs des Services publics (lorsqu'ils y sont dûment autorisés) et le chef de la police ;

b) Sont également considérés comme officiels les communiqués météorologiques et ceux qui ont trait au trafic ;

c) Les représentants diplomatiques, attachés militaires et agents consulaires pourront faire usage officiel du télégraphe dans le service intérieur ;

d) Ne seront admis comme officiels que les télégrammes : 1^o dont le destinataire exerce une fonction publique ; 2^o dont le texte a trait à des questions d'intérêt public ou à des actes de courtoisie internationale.

XII.

Tout différend pouvant surgir entre le personnel des stations sera porté à la connais-

XI.

Official messages shall be transmitted free of charge, and shall in transmission have priority over all other telegrams ; nevertheless, they shall be entered in the respective registers ;

(a) Messages shall be regarded as official messages if they come from the following authorities if each of the two countries : the President of the Republic, the Vice-President of the Republic, the Presidents and Vice-Presidents of the Senate and the Chamber of Deputies, the President of the Supreme Court, the Ministers of State, diplomatic representatives, military attachés and consular agents (in the case of the last named when the message relates to their official duties), the Director-General of Telegraphs, the Director-General of Public Health, Directors of public services (provided always that they are duly authorised), and the Chief of Police ;

(b) Meteorological communications and communications relating to traffic shall also be regarded as official messages ;

(c) Diplomatic representatives, military attachés and consular agents shall also be entitled to use the telegraph officially in internal traffic ;

(d) Telegrams shall be regarded as official telegrams only if : 1) the addressee exercises official duties ; 2) the text relates to questions of public interest or to an act of international courtesy.

XII.

Any dispute which may arise between the personnel of the stations shall be brought to

sance des administrations, qui résoudront le cas.

the notice of the Administrations, which shall settle the matter.

XIII.

XIII.

La présente convention, après avoir été dûment approuvée par le pouvoir législatif de chacune des deux républiques, sera ratifiée par les deux gouvernements et les ratifications seront échangées dans les villes de Lima ou de Rio-de-Janeiro dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur dans un délai de trente jours à compter du jour de l'échange des ratifications et elle restera en vigueur pendant trois ans à compter de la date dudit échange ; pendant ce délai, elle pourra être modifiée, après accord entre les deux administrations, dans celles de ses dispositions qui ont exclusivement trait aux règles du trafic, au cas où l'expérience en montrerait l'utilité.

The present Convention, after receiving the necessary approval from the Legislation of each of the two Republics, shall be ratified by the two Governments and the ratifications shall be exchanged in the cities of Lima or Rio de Janeiro as soon as possible. It shall come into force thirty days after the exchange of ratifications and shall remain in force for three years from the date of the said exchange of ratifications ; it may be modified during that time by agreement between the two Administrations so far as concerns provisions which only refer to rules for the traffic, should it be found in practice that such modification is desirable.

XIV.

XIV.

A l'expiration du délai de trois ans et sous réserve que l'une des Parties contractantes n'y fasse pas d'objection, la présente convention restera en vigueur, dans les mêmes conditions, pendant un nouveau délai de trois ans, et ainsi de suite. Toutefois, au cas où, à l'expiration de la première période ou de l'une des périodes suivantes, l'une des Parties contractantes présenterait une proposition de modification à laquelle l'autre Partie se verrait dans l'impossibilité d'adhérer, la présente convention sera considérée comme dénoncée et cessera d'être en vigueur à l'expiration d'un délai de six mois, à compter de la date de la réponse négative à ladite proposition.

After the expiry of the period of three years the present Convention shall, if no objection is made by either Contracting Party, continue in force under the same conditions for a further period of three years, and so on successively. If, however, at the end of this first period or any subsequent period either Contracting Party submits a proposal for modification of the Convention to which the other Party cannot agree, the present Convention shall be regarded as having been denounced, and shall cease to be in force six months after the date of the negative reply to the proposal in question.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention établie en deux exemplaires rédigés chacun en langue espagnole et en langue portugaise, et y ont apposé leurs sceaux.

In faith whereof the Plenipotentiaries named above have signed the present Convention drawn up in two copies, each being in Spanish and in Portuguese, and have thereto affixed their seals.

Fait dans la ville de Lima, le trente et un décembre mil neuf cent vingt-huit.

Done in the city of Lima on the thirty-first day of December, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

(L. S.) F. B. CAVALCANTI DE LACERDA.

(L. S.) F. B. CAVALCANTI DE LACERDA.